Économie Politique Mutuelliste

Kevin A. Carson

Traduit par Alexandre Sanches

J'ai critiqué la théorie de la valeur-travail avec toute la sévérité qu'une doctrine aussi évidemment fausse me semblait mériter. Il est possible que ma critique soit elle aussi sujette à de nombreuses objections. Mais quoi qu'il en soit une chose me semble certaine : les auteurs les plus attachés à comprendre la vérité ne s'aventureront plus dorénavant à simplement affirmer leur théorie de la valeur ainsi que ce fut fait jusqu'ici.

Dans le futur, quiconque pense qu'il peut défendre cette loi sera tenu de fournir ce que ses prédécesseurs ont omis – une preuve digne d'être prise au sérieux. Pas des citations d'autorités ; pas de protestations ni d'affirmations dogmatiques ; mais une preuve, qui ira méthodiquement et consciencieusement au cœur du sujet. Sur une telle base, nul ne sera plus préparé ni plus volontaire pour continuer le débat que moi-même.

– Eugen von Böhm-Bawerk, « Capital et Intérêt », p. 389 de l'édition anglaise.

Dédicace :

À ma mère, Ruth Emma Rickert, sans l'amour et le soutien de laquelle je n'aurais jamais pu faire ceci.

Dédicace du traducteur :
Un grand merci à mes relecteurs, François, Malik, et une mention spéciale pour Caroline, qui ont donné de leur temps pour que cette traduction soit de la meilleure qualité possible.

Table des matières

Économie Politique Mutuelliste....1
Préface....6
Partie I – Fondations Théoriques : Théorie de la Valeur....8
Chapitre 1 : L'Assaut Marginaliste sur l'Économie Politique Classique : Évaluation et Contre-Attaque....9
A. Exposition de la Théorie Classique de la Valeur-Travail....9
B. Économie Politique Vulgaire, Marginalisme, et la question de la motivation idéologique 10
C. Les marginalistes contre Ricardo....13
D. Exceptions au Principe de Coût : les Classiques se Défendent....19
E. Généralités et Paradigmes....31
F. La Synthèse Marshallienne....36
G. Rothbard contre la Synthèse Marshallienne....40
Chapitre 2 : une réécriture subjective de la théorie de la valeur-travail....47
Chapitre 3 : La préférence temporelle et la théorie de la valeur-travail....73
Partie II – Le Capitalisme et l'État : Passé, Présent et Futur....80
Introduction à la Partie II : L'Exploitation et les Moyens Politiques....81
Chapitre 4 : L'Accumulation Primitive et l'Émergence du Capitalisme....98
Introduction....98
A. L'expropriation de la terre sur le vieux continent....102
B. La préemption sur la terre dans les sociétés de pionniers....112
C. Répression Politique et Contrôle Social pendant la Révolution Industrielle....114
D. Mercantilisme, Colonialisme, et la Création du "Marché Mondial"....122
Conclusion : "Le Monde Que Nous Avons Perdu" – Et Regagnerons....129
Appendice : Sur la Nécessité de l'Accumulation Primitive....135
Chapitre 5 : L'État et le Capitalisme à l'ère du "Laissez-Faire"....139
A. Les Quatre Grands de Tucker : le Monopole de la Terre....139
B. Les Quatre Grands de Tucker : le Monopole de la Monnaie....157
C. Les Quatre Grands de Tucker : les Brevets....161
D. Les Quatre Grands de Tucker : les Droits de Douane....166
E. Les Subventions aux Transports....166
Chapitre 6 : L'Essor du Capitalisme de Monopoles....171
Introduction....171
A. Corporatisme de Gauche, Cartellisation Réglementaire et État de Guerre Permanent..173
B. Théorie de l'Élite au Pouvoir....187
C. Capital Monopoleur et Super-Profits....191
D. La socialisation des coûts : une forme de cartellisation....193
Chapitre 7 : Capitalisme de Monopoles et Impérialisme....199
Introduction : La Réaction de l'Élite à la Crise (avec une digression sur la mauvaise distribution des revenus)....199
A. L'Impérialisme de la Porte Ouverte : les années 30....203
B. Le Système de Bretton Woods : Sommet de l'Empire de la Porte Ouverte....204
C. Le Capitalisme de Monopoles Dépendant aux Exports (avec une Digression sur les Économies d'Échelle)....216
Chapitre 8 : Tendances crisogènes....224
Introduction....224
A. Crises d'accumulation....224
B. Crises fiscales et d'approvisionnement....225
C. Crise de légitimation....235
D. Réaction néolibérale et répression politique....235
E. Limites Intrinsèques à l'Efficacité de la Réaction Néolibérale....242
F. Le Néoconservatisme comme Tentative de Défense contre la Crise de Légitimation....244
G. L'École de Francfort : Fascisme et Abandon de la Loi de la Valeur....246
H. Crise Politique Globale de l'Impérialisme....247
Partie III – Praxis....250

Chapitre 9 : Des Moyens et des Fins....252
A. Principes d'Organisation....252
B. Y parvenir....255
Bibliographie....283
Ressources Individualistes/Mutuellistes....289

Préface

Au milieu du dix-neuvième siècle, une enthousiasmante école anarchiste américaine, connue sous le nom d'anarchisme individualiste, fut active au côté des autres variantes. Comme la plupart des autres pensées socialistes qui lui furent contemporaines, l'anarchisme individualiste était basé sur une interprétation radicale des théories économiques ricardiennes. L'anarchisme individualiste classique de Josiah Warren, Benjamin Tucker et Lysander Spooner était à la fois un mouvement socialiste et un courant du libéralisme classique. Il s'accordait avec le reste du mouvement socialiste sur le fait que le travail est la source de toute valeur d'échange, et qu'il donne droit à son produit complet. Contrairement au reste du mouvement socialiste, les anarchistes individualistes croyaient que le salaire naturel du travail dans un marché libre est la totalité de sa production, et que l'exploitation économique ne pouvait avoir lieu que quand les capitalistes et les propriétaires terriens utilisent le pouvoir étatique dans leur intérêt. De ce fait, l'anarchisme individualiste était une alternative à la fois à l'étatisme croissant de la plus grande partie du mouvement socialiste, et à la fois au mouvement libéral classique, en train de devenir un apologiste systématique du *big business*.

Shawn Wilbur a avancé l'idée que le le dix-neuvième siècle tardif, qui vit la séparation entre individualistes et communistes dans le mouvement anarchiste américain (une séparation que le conflit entre Benjamin Tucker et Johann Most aide à comprendre), a laissé les individualistes marginalisés et affaiblis. En conséquence de quoi, une large part du mouvement créé par Benjamin Tucker a été absorbé ou colonisé par la Droite. Bien qu'il y ait beaucoup d'honorables exceptions, qui se revendiquent du socialisme, la plupart des gens qui se qualifient d'"anarchistes individualistes" aujourd'hui sont des disciples des théories économiques de Murray Rothbard, issues de l'école autrichienne, et ont abandonné la théorie de la Valeur-Travail. L'anarchisme de Tucker n'eût-il pas été marginalisé et supplanté par celui de Goldman, il aurait pu être au centre d'une version spécifiquement américaine du radicalisme populiste 1 . Il aurait pu enfanter d'une théorie économique plus élaborée, qui eût été à la fois de marché libre et anti-capitaliste, plutôt que d'abandonner l'étiquette socialiste et d'être préempté par la Droite.

Certains, se décrivant comme anarchistes individualistes, revendiquent toujours l'aspect socialiste de la pensée de Tucker – Joe Peacott, Jonathan Simcock et Shawn Wilbur par exemple. Le Voluntary Cooperation Movement promeut les pratiques mutuellistes préconisées par Proudhon. Des éléments de la tradition radicale du XIXème siècle survivent aussi sous d'autres noms, dans nombre de mouvements : georgisme, distributisme, mouvements défendant une technologie "à l'échelle humaine", etc. Malheureusement, la pensée économique anarchiste individualiste a, pour sa plus large part, été conservée gelée hors du temps pour plus d'une centaine d'années. Si les marginalistes et les subjectivistes n'ont pas donné à la théorie de la valeur-travail le coup fatal qu'ils revendiquent béatement, ils ont cependant soulevé des questions auxquelles toute théorie viable de valeur-travail se doit de répondre.

Ce livre est une tentative de raviver l'économie politique anarchiste individualiste, d'y incorporer les développements utiles de ces cent dernières années, et de la rendre applicable aux problèmes du vingt-et-unième siècle. Nous espérons que ce travail franchira au moins la moitié du chemin pour fournir un nouveau fondement théorique et pratique à l'économie socialiste de marché.

Dans la première partie, qui concerne la théorie de la valeur, nous construisons l'outillage

théorique nécessaire à l'analyse qui suivra. Dans cette section, nous essayons de ressusciter la théorie classique de la valeur-travail, à la fois pour répondre aux attaques de ses critiques marginalistes et subjectivistes, et pour reformuler la théorie d'une manière qui tout à la fois répond aux critiques valides et incorpore leurs innovations utiles. La première partie commence par une évaluation de la révolution marginaliste et son affirmation répétée d'avoir démoli la théorie de la valeur-travail, et procède ensuite à la réfutation ou à l'incorporation de ses critiques.

La deuxième partie analyse les origines du capitalisme à la lumière de cet outillage théorique ; c'est une tentative d'expliquer, le lecteur pardonnera l'expression, les lois du mouvement dans une société capitaliste d'État – de ses origines dans l'étatisme, jusqu'à son effondrement du fait des contradictions internes dues à la coercition. Nous analysons le capitalisme à la lumière du concept central de l'anarchisme individualiste : que le salaire naturel du travail dans une société de libre marché est son produit, et que la coercition est le seul moyen de l'exploitation. C'est l'intervention de l'État qui distingue le capitalisme du marché libre.

La troisième partie, enfin, évoque la pratique mutuelliste, à la fois sur la base de notre analyse théorique précédente et sur celle de la riche histoire de la pensée anarchiste.

S'il n'y a qu'un seul apport pratique de valeur dans ce livre tout entier, c'est la conscience que les politiques d'État coercitives ne sont pas nécessaires pour résoudre les maux du capitalisme actuel. Tous ces maux – l'exploitation du travail, les monopoles et concentrations de pouvoir, la crise de l'énergie, la pollution, le gâchis – sont la conséquence de l'intervention sur le marché de l'État à la solde des capitalistes. La solution n'est pas plus d'intervention étatique, mais d'éliminer l'intervention étatique actuelle, de laquelle découlent les problèmes. Une authentique société de marché libre, dans laquelle toutes les transactions sont volontaires et tous les coûts sont internalisés dans le prix, serait une société décentralisée de production à taille humaine, dans laquelle tout le produit du travail reviendrait au travail, plutôt qu'aux capitalistes, aux propriétaires terriens, et aux bureaucrates de l'État.

Certains des éléments présentés dans les parties II et III ont été publiés précédemment sous d'autres formes. Le Chapitre 4 est une version radicalement étendue et révisée du chapitre "Le Subside de l'Histoire" de mon pamphlet "Le Poing de Fer derrière la Main Invisible", publié par Red Lion Press en 2001 (NdT : non-traduit en français). Le Chapitre 5 est, de même, une version plus développée d'autres parties du même pamphlet. Les chapitres 6 et 7 sont des versions étendues de mon article "Les Théories Autrichienne et Marxiste du Capitalisme de Monopole : Une Synthèse Mutuelliste". Le Chapitre 8 incorpore des éléments du même article, accompagné du chapitre "Répression Politique" issu de mon "Poing de Fer". Le Chapitre 9 inclut des éléments de mon article "Un Programme 'Politique' pour les Anarchistes".

Tous commentaires, critiques ou suggestions sont bienvenus. Je peux être contacté à cette adresse postale :

Kevin Carson
P.O. Box 822
Fayetteville, AR 72702-0822

Partie I – Fondations Théoriques : Théorie de la Valeur

Chapitre 1 : L'Assaut Marginaliste sur l'Économie Politique Classique : Évaluation et Contre-Attaque

A. Exposition de la Théorie Classique de la Valeur-Travail

La théorie de la valeur-travail ou, de manière annexe, d'autres formes de théories de la valeur basées sur le coût[1], était communément admise par l'école classique d'économie politique en Angleterre.

Adam Smith affirma de manière ambiguë : « Le prix réel de chaque chose, ce que chaque chose coûte réellement à celui qui en a besoin, c'est la peine et l'embarras de l'acquérir. (…) Dans l'origine des sociétés, le travail paya tout ; il fut la première monnaie : le travail, et non l'or ou l'argent, acheta toutes les richesses (…) »[2] Dans le même passage, cependant, il évoque la valeur d'un bien en possession d'individus comme étant « précisément égale à la quantité de travail qu'il les rend maîtres d'acheter ou de commander ». Dans d'autres passages, il semble faire de la valeur du travail sur le marché une source de variations de la valeur d'échange.

La définition la plus précise et utilisable de la théorie de la valeur-travail est due à David Ricardo, dans ses « Principes de l'Économie Politique et de l'Impôt » : « La valeur d’une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s’échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire et non de la rémunération plus ou moins forte accordée à l’ouvrier. »[3] En définissant ainsi sa doctrine, Ricardo élimina la confusion entre le travail comme source de la valeur d'échange et les salaires considérés comme une composante du prix.

De ce principe s'ensuit que les revenus attribués aux possesseurs de la terre et du capital étaient déduits de cette valeur d'échange créée par le travail, et que les salaires variaient de manière inverse au profit. « Ainsi, si le blé doit être réparti entre le fermier et l’ouvrier, plus grande sera la portion de celui-ci, plus petite sera celle du premier. De même, si le drap ou les étoffes de coton se divisent entre l’ouvrier et le capitaliste, la part du dernier ne s’accroîtra qu’aux dépens de celle du premier. »[4]

Il était naturel que le mouvement socialiste naissant mît le doigt sur les implications politiques de cette conclusion. L'école des "socialistes ricardiens" en Angleterre prit exactement cette voie. Le plus grand d'entre eux, Thomas Hodgskin, écrivit ceci dans « Labour Defended Against the Claims of Capital » : « Les salaires varient inversement aux profits, autrement dit, les salaires augmentent quand les profits chutent, et les profits augmentent quand les salaires chutent ; et de ce fait, ce sont les profits, la part du capitaliste dans le produit national, qui sont opposés aux salaires, la part du travailleur dans ce même produit. »[5]

Marx, à son tour, fut inspiré par l'interprétation socialiste ricardienne de l'économie politique classique, de même que Proudhon. D'après Engels, le socialisme moderne fut une excroissance naturelle des vues de l'"économie politique bourgeoise" sur la nature des salaires, de la rente et du profit.

> *En tant que le socialisme moderne, à quelque tendance d'ailleurs qu'il appartienne, procède de l'économie politique bourgeoise, il se rattache presque exclusivement à la théorie de la valeur de Ricardo. Les deux propositions que Ricardo, en 1817, pose au début de ses principes : 1º que la valeur de chaque marchandise est seulement et uniquement déterminée par*

> *la quantité de travail exigée pour sa production, et 2º que le produit de la totalité du travail social est partagé entre les trois classes des propriétaires fonciers (rente), des capitalistes (profit) et des travailleurs (salaire), ces deux propositions avaient déjà, dès 1821, en Angleterre, donné matière à des conclusions socialistes. Elles avaient été déduites avec tant de profondeur et de clarté que cette littérature, maintenant presque disparue et que Marx avait en grande partie découverte, ne put être dépassée jusqu'à la parution du Capital*[6].

La mesure réelle dans laquelle la théorie de la valeur de Marx est une extension directe de celle de Ricardo est sujette à discussions, de même que celle dans laquelle c'est une philosophie hégélienne préexistante avec des éléments ricardiens greffés dessus[7]. Pour ce qui nous concerne dans l'immédiat, nous considérerons la théorie de la valeur de Marx dans la mesure et seulement dans la mesure où elle est réductible à une approche ricardienne.

B. Économie Politique Vulgaire, Marginalisme, et la question de la motivation idéologique

Compte-tenu du fondement fertile que l'économie politique de Ricardo offrait à des conclusions socialistes, elle était naturellement vue comme problématique pour les apologistes du système capitaliste industriel fraîchement apparu. Marx fit une distinction fondamentale, de ce point de vue, entre les économistes classiques et les "économistes vulgaires", qui leur succédèrent. Smith, James Mill et Ricardo avaient développé leur économie politique scientifique sans crainte de ses implications révolutionnaires, parce que le capital industriel était encore l'opprimé progressiste dans une bataille révolutionnaire contre les revenus usurpés des propriétaires fonciers féodaux et des monopoleurs légaux. Mais cette situation a connu sa fin avec la prise du pouvoir politique par les capitalistes.

> *En France et en Angleterre la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique. Dès lors, dans la théorie comme dans la pratique, la lutte des classes revêt des formes de plus en plus accusées, de plus en plus menaçantes. Elle sonne le glas de l'économie bourgeoise scientifique. Désormais il ne s'agit plus de savoir, si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnant, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique*[8].

Maurice Dobb[1], de même, écrit sur la transformation de l'économie politique d'un rôle révolutionnaire à apologétique :

> *En tant que critique élevée simultanément contre l'autoritarisme d'un état autocratique et contre les privilèges et l'influence de l'aristocratie terrienne, l'Économie Politique naissante joua un rôle révolutionnaire… C'est seulement plus tard, dans sa phase post-ricardienne, que d'un assaut sur les privilèges et les restrictions elle devint une apologie de la propriété*[9].

Bien que la rupture n'eût peut-être pas été aussi fondamentale que ce que les marxistes prétendent qu'elle fut, il y a des preuves que certains des économistes politiques à partir de la décennie 1830, ainsi que les fondateurs du marginalisme, étaient parfaitement conscients des

1 *NdT : Économiste marxiste britannique réputé de l'ère soviétique*

aspects politiques du problème. Selon Maurice Dobb, les "économistes politiques vulgaires" étaient consciemment motivés par des buts apologétiques ; du courant majoritaire de l'école classique d'Angleterre, ils se sont tournés vers l'école subjectiviste continentale, influencée par l'interprétation que Jean-Baptiste Say faisait d'Adam Smith.

> *C'est contre tout ce mode d'approche [ricardienne] que l'école Senior-Longfield a réagi si fortement – non-seulement comme outil d'analyse inapproprié..., mais contre ses applications et corollaires étendus. En réagissant de cette manière, il était pratiquement inévitable qu'ils se retrouvassent embarqués avec (et rejoignissent à la fin) l'autre tradition, rivale, inspirée de Smith, la renforçant par là même. S'ils sont le moins du monde convenablement décrits en tant qu'"améliorateurs" et "conciliateurs", de tels termes devraient réellement être appliqués à leur rôle dans le développement de cette seconde tradition inspirée de Smith, et non l'approche ricardienne*[10].

Parmi la première génération des marginalistes, Jevons au moins était assez conscient de la dimension politique de ce projet anti-ricardien. Selon Dobb, « … bien qu'on puisse dire que Menger a représenté de manière encore plus claire et complète cette cassure avec la tradition classique, il semble que Jevons était plus conscient du rôle qu'il jouait dans le maquillage de la vieille science économique que Ricardo avait de manière si perverse conduite sur une mauvaise voie »[11].

Dobb considéra avisé de faire remarquer que le raffinement marginaliste du subjectivisme a été produit quasiment simultanément par trois auteurs différents, dans la décennie suivant la publication du Capital. Cela indiquait une atmosphère de combat idéologique prégnant, et un manque de polémistes antimarxistes (manque à combler).

> *C'est au moins une coïncidence remarquable que l'apparition dans les dix ans qui suivirent la sortie du premier volume du Kapital, que non seulement le principe rival reposant sur la valeur-utilité eût été exprimé par plusieurs auteurs, mais que le nouveau principe eût trouvé un accueil et une acceptation tels que peu de principes d'une telle nouveauté en ont un jour connu. Même seulement par l'effet de la contradiction, l'influence de Marx sur la théorie économique du XIXème siècle pourrait apparaître avoir été bien plus profonde qu'il est admissible.*
>
> *Que tant d'économistes du dernier quart du siècle eussent dû avoir présenté leurs travaux comme une nouveauté radicale, et eussent tendu leurs lances de si menaçante manière vers leurs prédécesseurs, semble avoir une explication évidente, même si guère flatteuse : précisément, les usages dangereux auxquels les notions ricardiennes avaient récemment été amenées par Marx*[12].

Et parmi la seconde génération des économistes de l'école autrichienne, Böhm-Bawerk semblait assez conscient, selon Dobb, de la nature idéologique de la tâche de ceux qui l'ont précédé.

> *Il semble clair que Böhm-Bawerk a en tout cas mesuré le problème que la théorie classique avait tenté de résoudre. Alors qu'il fait l'économie, presque mesquinement, de la reconnaissance à Marx d'avoir au moins posé la question de manière claire, tout porte à croire qu'il a structuré sa théorie*

> *spécifiquement pour fournir une réponse de substitution aux questions que Marx a posées*[13].

Si ces spéculations sur les motifs politiques des pères de la révolution marginaliste semblent "peu flatteurs", injustes et *ad hominem*, il n'est pas inutile de se souvenir que Böhm-Bawerk lui-même n'était pas avare de dénonciations des motivations idéologiques de ses prédécesseurs, dans un langage pouvant rappeler celui du rejet de Marx des "économistes vulgaires". Plus encore que de faire tournoyer sa hache contre Marx, Böhm-Bawerk semble avoir été motivé par un désir de démontrer l'originalité de ses propres théories aux dépens de défenses plus anciennes de l'intérêt, telles que celle de Nassau Senior.

> *La théorie de l'Abstinence de Senior avait acquis une grande popularité parmi ceux des économistes qui étaient favorablement disposés à l'égard de l'intérêt. Il me semble cependant que cette popularité fut due, plutôt qu'à sa supériorité comme théorie, à son arrivée à point nommé pour défendre l'intérêt contre les sévères attaques qu'il eut à subir. Je tire cette conclusion du fait bien particulier que la grande majorité de ses avocats plus tardifs ne la professent pas exclusivement, mais ne font qu'ajouter des éléments de cette théorie de manière éclectique à d'autres théories défendant l'intérêt*[14].

Du fait que Böhm-Bawerk n'était en rien innocent de telles critiques contre ses propres prédécesseurs, un excès d'esprit chevaleresque ne saura nous imposer de lui épargner un traitement similaire.

Il est au moins étonnant de voir comment l'atmosphère culturelle du courant libéral classique majoritaire a changé depuis le début du XIXe siècle. D'un assaut révolutionnaire contre le pouvoir retranché de l'aristocratie terrienne et les monopoles protégés, à la fin du XIXe siècle, c'était devenu un mouvement apologiste d'institutions et d'intérêts ressemblant comme deux gouttes d'eaux en pouvoirs et en privilèges à la classe dirigeante de l'Ancien Régime : les grandes corporations et la ploutocratie.

Le glissement vers la réaction n'avait aucunement été uniforme, cependant. Le caractère révolutionnaire et anti-privilèges des premières années du mouvement se perpétuaient dans de nombreux courants du libéralisme. Thomas Hodgskin, à la fois en droite ligne dans la tradition libérale classique et de loin le plus orienté vers le marché des socialistes ricardiens, critiqua le pouvoir des capitalistes industriels dans un langage rappelant celui d'Adam Smith s'attaquant à la noblesse terrienne et aux mercantilistes – et en se basant essentiellement sur les mêmes principes.

L'école américaine d'anarchisme individualiste, de la même manière, a tourné les armes de l'analyse pro-libre-marché contre les pièges étatistes du privilège capitaliste. Même le disciple de Hodgskin, Spencer, habituellement vu comme le stéréotype de l'apologiste du capitalisme, a parfois montré ce genre de tendance. Henry George et son disciple Albert Nock, de la même manière, ont orienté le libéralisme classique vers des buts radicalement populistes. Notre propre vision du socialisme de libre marché, exposée dans ce livre, hérite de ces passeurs de la doctrine armée du libéralisme classique.

Et quoi qu'il en soit, quelles qu'aient été leurs motivations politiques, les marginalistes ont joué un rôle nécessaire. Leur critique détaillée de l'économie politique classique a montré de nombreux sujets nécessitant clarification, ou une base philosophique plus explicite. Et la critique marginaliste, en particulier celle de Böhm-Bawerk, a produit d'authentiques

innovations de valeur, que toute théorie de la valeur-travail se voulant viable doit incorporer. Une de ces critiques (celle de Böhm-Bawerk critiquant la valeur-travail du fait de son manque d'un mécanisme adéquat), et une innovation (la théorie autrichienne de la préférence temporelle) seront intégrées dans les prochains chapitres au sein d'une théorie refondue de la valeur-travail.

C. Les marginalistes contre Ricardo

Bien que les critiques marginalistes plus tardives de Ricardo eussent été plus approfondies, Jevons ouvrit le feu de manière assez dramatique. Il formula explicitement sa théorie de la valeur basée sur l'utilité en opposition avec la théorie de la valeur-travail. Dans son Introduction à la Théorie de l'Économie Politique, il écrivit :

> *Des réflexions et questionnements répétés m'ont amené à l'opinion, quelque peu novatrice, que la valeur dépend entièrement de l'utilité. Des opinions répandues font du travail plutôt que de l'utilité l'origine de la valeur ; et il y en a encore qui affirment que le travail est la cause de la valeur. Je montre, au contraire, que nous n'avons qu'à déduire les lois de la variation de l'utilité comme dépendant de la quantité de produit en notre possession pour arriver à une théorie de l'échange satisfaisante, de laquelle les lois ordinaires de l'offre et de la demande sont une conséquence nécessaire. Cette théorie concorde avec les faits ; et, quand il arrive qu'il y ait une raison apparente en faveur de la croyance selon laquelle le travail est la cause de la valeur, nous trouvons une explication pour cette raison. Le travail est souvent l'un des déterminants de la valeur, mais seulement d'une manière indirecte, parce qu'il fait varier le degré d'utilité d'un produit par un accroissement ou une limitation de l'offre*[15].

En lisant ça, la simple affirmation que l'utilité détermine la valeur semble un non-sens évident. La seule situation pour le fournisseur d'un bien de facturer ce bien en fonction de son utilité à l'acheteur est le cas où il serait en situation de monopole, lui permettant de facturer le prix maximal que le marché sera en mesure de supporter, sans se préoccuper des coûts de production. Mais en faisant découler son calcul de l'utilité marginale de la quantité préalablement en notre possession, il rend clair que l'influence de la valeur sur le prix suppose un instantané de l'équilibre de l'offre et de la demande dans un marché à un moment donné. C'est aussi une limitation de la théorie autrichienne de la valeur-utilité, telle qu'elle fut développée jusqu'à ce jour par Böhm-Bawerk et ses successeurs de l'école autrichienne. Non seulement les Autrichiens plus tardifs ont-ils traité la dimension temporelle de manière inadéquate, mais ils se sont enfermés dans une position de scepticisme radical concernant les notions de "prix d'équilibre", de façon à éviter une compréhension marshalienne[2] de l'effet dynamique du coût de production sur le prix, à travers l'effet du prix de marché sur l'offre. Dans la mesure où Jevons admit la dimension temporelle et fit de l'offre elle-même une fonction de la réponse de l'offreur au prix du marché, il fut aussi forcé d'admettre l'effet du travail sur la valeur "d'une manière indirecte", d'une manière très similaire à celle que Marshall employa plus tard avec ses fameux ciseaux.

Böhm-Bawerk était à son apogée quand il analysa de manière systématique les exceptions à la théorie de la valeur-travail et au principe de coût. En le faisant, toutefois, il fut obligé

2 *NdT : en référence à Alfred Marshall, économiste britannique, un des pères de l'école économique néoclassique.*

d'admettre une corrélation statistique approximative entre le coût et le prix dans le cas des biens reproductibles ; en admettant ceci, il fut forcé de réduire son argumentation à des arguties sur le niveau de généralité requis d'une théorie de la valeur. Böhm-Bawerk ayant posé les termes du débat, examinons plus avant sa liste d'exceptions à la théorie que les prix découlent des coûts de Ricardo. Voici une expression générale de ses critiques :

> *L'expérience montre que la valeur d'échange de biens est proportionnelle à la quantité de travail que coûte leur production seulement dans le cas d'une classe de biens, et seulement alors de manière approximative. Ceci étant bien admis, et considérant que les faits sur lesquels repose ce constat sont bien connus, cette valeur est très rarement estimée à sa valeur réelle. Bien sûr tout le monde, y compris les auteurs socialistes, admet que l'expérience ne confirme pas entièrement le Principe du Travail. Il est commun qu'on imagine, cependant, que les cas dans lesquels les faits confirment le principe sont la règle, et que les cas qui le contredisent relèvent d'une exception non-significative. Cette position est très erronée, et pour la corriger une fois pour toutes, je vais ici regrouper les exceptions par lesquelles l'expérience démontre que le travail est une source de valeur limitée dans la vie économique. Nous verrons que ces exceptions sont si prépondérantes qu'elles ne laissent que bien peu de place à la règle elle-même*[16].

Ainsi que nous le verrons plus tard cependant, il est déjà suspect de mesurer quantitativement les exceptions à la théorie de la valeur ; Il est plus judicieux de traiter les effets du coût comme une généralisation du premier ordre, et ensuite de traiter les exceptions dues à la rareté comme des déviations du second ordre sur cette généralisation. C'était l'approche de Ricardo, qui considérait le coût et la rareté comme des principes jumeaux déterminant le prix, et c'était aussi celle de Marshall, avec ses ciseaux. Plus longue est la période de temps, plus on montre que le coût est l'influence principale sur le prix des biens dont l'offre peut augmenter en réponse à la demande, et plus on montre que les rentes de rareté sont des déviations de court terme desquelles le principe de coût s'arrange très bien.

La première exception à la théorie de la valeur-travail listée par Böhm-Bawerk était celle de biens rares et dont l'offre est inélastique.

> *Du champ de la valeur-travail sont exclus tous les biens "rares" qui, de par des contingences techniques ou légales, ne peuvent pas être reproduits du tout, ou peuvent être reproduits seulement dans de petites quantités. Ricardo cite, à titre d'exemple, des statues ou des peintures recherchées, des livres ou des pièces de monnaie rares, des vins d'une qualité particulière, et ajoute la remarque que de tels biens représentent seulement une très faible part des biens échangés quotidiennement sur le marché. Si, toutefois, nous considérons qu'à cette catégorie appartiennent la totalité de la terre et, au-delà d'elle, ces nombreux biens de production sur lesquels des brevets, des droits d'auteurs et des secrets industriels et commerciaux entrent en jeu, il nous apparaît que l'étendue de ces "exceptions" n'est en rien négligeable*[17].

Les biens dont l'offre est inélastique de manière permanente sont en fait la plus fondamentale exception à la théorie de la valeur de Ricardo. De tels biens totalement inélastiques ne forment, cependant, qu'une part relativement mineure des produits échangés. La production

de la plupart des biens peut, en cas de besoin, être augmentée jusqu'à un niveau satisfaisant la demande. Pour les biens inélastiques, la seule question est le temps requis pour cet ajustement. Böhm-Bawerk traita cette "exception" (qui n'en est pas vraiment une, comme nous le verrons, du fait qu'elle ne viole en aucune manière la relation entre valeur-travail et prix d'équilibre) dans son quatrième point, cité plus bas. Comme pour l'exemple des œuvres d'art rares et autres, Böhm-Bawerk lui-même admit que Ricardo en avait pris acte.

Le dernier groupe d'exceptions – terre, brevets, etc. – mérite une attention toute particulière. Böhm-Bawerk amalgame ici tous les biens ayant une offre inélastique, indépendamment du fait que leur inélasticité soit le résultat ou non de "contingences techniques ou légales". La théorie mutuelliste de la valeur-travail affirme que, à l'exception des biens à l'offre naturellement inélastique, le profit est le résultat d'un échange inégal – lui-même conséquence de l'intervention de l'État sur le marché. Dans la mesure où la rareté de la terre est naturelle, et où les exigences du propriétaire foncier absent ne sont pas acceptées par un État les faisant respecter, la rente économique sur la terre est une forme de rente de rareté qui aura cours, quel que soit le système. Mais dans la mesure où la rareté est artificielle, causée par les restrictions de l'État ou du propriétaire foncier absent sur l'accès à une terre vacante, ou la rente du propriétaire foncier sur ceux occupant et utilisant la terre, l'analyse mutuelliste est qu'une telle rente est une déviation de la valeur d'échange nominale, déviation causée par un échange inégal. Les brevets sont une déviation du même type, n'étant rien d'autre qu'un monopole imposé par l'État. De tels exemples, de ce fait, n'ont aucun rapport avec la validité d'une théorie de la valeur-travail.

Dans le second élément de sa liste d'exceptions, Böhm-Bawerk mentionne la production du travail qualifié. Pendant son argumentation, il ridiculise la tentative de Marx de préserver un temps de travail uniforme et standard en réduisant le travail qualifié à un multiple du travail non-qualifié[18]. Sur ce point, Böhm-Bawerk a entièrement raison. La validité de cette critique est une des raisons qui ont motivé notre tentative de refondre la théorie de la valeur-travail sur la base de "la peine et l'embarras" subjectifs tels que présentés par Smith et Hodgskin, en lieu et place du temps de travail incorporé de Ricardo et Marx. Ceci sera discuté en détail dans un prochain chapitre.

La troisième sorte d'exceptions, de même, inclut « ces biens – il est vrai pas une très importante classe – qui sont produits par un travail anormalement mal payé »[19]. Mais la théorie de la valeur-travail, telle que Ricardo la formula au moins, affirme que les valeurs d'échange des biens sont régulées par la quantité de travail incorporée en eux – pas par les salaires du travail. Et selon la version mutuelliste de cette théorie, des salaires bas par rapport au produit total du travail sont le résultat d'un échange inégal entre le capital et le travail au sein du processus de production.

La plus importante exception, après la première, est la quatrième : les fluctuations des prix des produits au-dessus et en dessous de l'axe de leur valeur en travail, en réponse aux changements dans l'offre et la demande.

> *4. Une quatrième exception au principe de valeur due au travail peut être trouvée dans le phénomène familier et universellement admis que même ces biens dans la valeur d'échange correspond absolument aux coûts du travail, n'exhibent pas cette correspondance de manière permanente. Par les fluctuations de l'offre et de la demande, leur valeur d'échange se trouve*

> *parfois au-dessus, parfois en dessous du niveau correspondant au niveau de travail qui leur est incorporé. La quantité de travail indique seulement le point autour duquel la valeur d'échange gravite, – pas un point de valeur fixe. De cette exception, aussi, il me semble que les partisans socialistes de la valeur-travail font bien peu de cas. De fait, ils la mentionnent, mais la traitent comme une irrégularité transitoire, dont l'existence n'interfère guère avec la grande "loi" de la valeur d'échange. Mais il est indéniable que ces irrégularités sont autant de cas où la valeur d'échange est régulée par d'autres déterminants que le total des coûts du travail. Ils pourraient à tout le moins avoir suggéré une étude sur la question de savoir s'il n'existe pas un principe plus universel déterminant la valeur d'échange, auquel pourraient être rapportés, non seulement les cas de formation conformes et prévisibles de la valeur, mais aussi ces ensembles qui, du point de vue de la valeur-travail, semblent "irréguliers". Hélas, c'est en vain que nous avons cherché une telle suggestion chez les théoriciens de cette école*[20].

En fait, cette quatrième exception est totalement dépourvue de substance, sauf à adopter la posture de scepticisme épistémologique radical des économistes plus tardifs de l'école autrichienne vis-à-vis de la notion de "prix d'équilibre". Et si, ainsi que l'affirme Böhm-Bawerk, Ricardo lui-même a admis l'existence de cette exception, on ne peut qu'en déduire que Ricardo n'y voyait pas un défaut fatal dans la théorie de la valeur-travail. Ce qui semble induire que Böhm-Bawerk et Ricardo ont simplement des opinions différentes sur la portée du phénomène – auquel cas la vraie tâche de Böhm-Bawerk aurait dû être de montrer pourquoi Ricardo s'était trompé sur son analyse de ce qui constitue une théorie adéquate.

La théorie de la valeur-travail de Ricardo ne présume pas seulement de telles fluctuations, mais dépend d'elles. Ces fluctuations sont le seul moyen de la concurrence sur la durée, et c'est la réponse des fournisseurs et des consommateurs à la fluctuation des prix du marché qui ramène continuellement le prix d'équilibre autour de la valeur du travail. Marx réaffirme ceci de manière explicite, ainsi que nous le verrons plus bas.

Ricardo, dans l'ensemble, traite "valeur" et "prix" comme des synonymes, et affirme seulement que cette valeur approche le travail incorporé avec le temps. Marx, à l'opposé, utilise "valeur" dans un sens bien plus proche du prix d'équilibre. Les deux, alors, affirment ni plus ni moins que le prix d'équilibre d'un bien dont l'offre est élastique approche sa valeur-travail. Et pour les deux, les fluctuations de prix sous l'influence de l'offre et de la demande sont le mécanisme précis par lequel la loi décrivant la valeur opère.

Enfin, Böhm-Bawerk met en lumière, en guise de cinquième exception, ces cas dans lesquels les prix divergent "constamment" de la valeur-travail, et de manière "pas si négligeable", à tel point que leur production "requiert le plus grand investissement de travail 'préalable'..."[21] S'il fait référence à l'amortissement du coût des dépenses passées en capital, cela ne présente aucunement un problème pour la théorie de la valeur-travail, du fait qu'elle considère le capital comme du travail passé accumulé. S'il fait référence aux problèmes présentés à la théorie de la valeur-travail par des capitaux de composition organique différentiée et le niveau général du profit, une étude approfondie de cette question dépasse de notre propos ici. Nous nous contenterons de dire que Ricardo ainsi que Marx reconnaissaient les compositions complexes comme un facteur de distorsion ; Marx en particulier voyait le taux général de profit seulement comme une redistribution de la plus-value, rendant de ce fait indirecte l'action de sa théorie de

la valeur. Du point de vue mutuelliste, le profit et l'intérêt sont le bénéfice dû au monopole récupéré par le capital du fait d'une intervention de l'État sur le marché ; donc pour le mutuellisme, le taux de profit (à l'exception de la part relativement minime due à la préférence temporelle, que nous traiterons au chapitre 3) est simplement un exemple parmi d'autres des distorsions par lesquelles un échange inégal cause une déviation des "valeurs normales".

Böhm-Bawerk a compilé toutes les déviations du principe de valeur issue du travail, et conclu que la théorie de la valeur-travail

> *ne tient pas du tout dans le cas d'un nombre tout à fait considérable de biens ; et dans le cas des autres biens, ne tient pas toujours, et ne tient jamais parfaitement. Ce sont les faits de l'expérience, avec lesquels les théoriciens de la valeur doivent compter.*[22]

L'homme de paille caricatural présenté par Böhm-Bawerk comme étant ce que la théorie de la valeur-travail tentait de démontrer n'a clairement pas résisté à son déchaînement rhétorique. Seulement les hommes de pailles existent pour être démolis. Il aurait été tout aussi sensé en disant que la loi de la gravitation était invalidée par toutes les exceptions dues à la résistance de l'air, au vent, aux obstacles, à l'effort humain, et ainsi de suite… La force opère toujours, et son effet est toujours affecté par l'action de forces secondaires. Mais dans le cas de la gravité, on voit parfaitement quel est le phénomène de premier ordre, et quelles sont les déviations de second ordre à celui-ci.

La distinction faite par Ricardo entre biens reproductibles et non-reproductibles, il est vrai, est trompeuse. Quoique les biens dont l'offre est absolument limitée par rapport à la demande soient une part relativement mineure de tous les produits, il n'en demeure pas moins vrai que même les produits reproductibles demandent un temps plus ou moins long afin que l'offre s'ajuste à la demande. À n'importe quel moment, le prix de tous les produits est probablement plus ou moins élevé que leur valeur-travail, en conséquence des déséquilibres entre offre et demande. C'est seulement sur la durée que le prix va s'approcher de la valeur-travail. Donc plutôt que de mettre en exergue le caractère relativement non-significatif des déviations causées par la rareté sur le coût, Ricardo aurait été plus avisé de mettre l'accent sur la nature de phénomènes secondaires de déviations de ce type, dans le processus amenant le prix d'équilibre à s'approcher de la valeur-travail.

Les économistes autrichiens, quant à eux, sont coupables de leur propre ambiguïté. Bien que Menger et Böhm-Bawerk aient considéré l'influence du coût de production comme pratiquement sans conséquences dans tous les cas de rareté, ils ne sont pas clairs sur ce qu'exactement ils qualifient de rareté.

Menger distingue les biens économiques, qui sont caractérisés par une rareté, des biens non-économiques : "la différence entre biens économiques et non-économiques est au bout du compte fondée sur une différence… dans la relation entre les besoins et les quantités disponibles de ces biens…."[23] Sur les biens non-économiques, il écrit :

> *La relation responsable du caractère non-économique des biens consiste en un besoin de ces biens inférieur aux quantités disponibles. Ainsi il y a toujours des parties de l'offre totale de biens non-économiques qui ne sont rattachées à aucun besoin humain…. De ce fait, aucune satisfaction ne dépend de notre contrôle sur aucune des instances d'un bien ayant un caractère non-économique….*[24]

Le problème cependant, c'est que les biens ne sont pratiquement jamais "non-économiques" dans ce sens de n'avoir jamais de valeur d'échange. À moins qu'une offre illimitée d'un bien soit localisée précisément à son lieu de consommation et ne nécessite aucun effort d'appropriation, il acquerra de la valeur de l'effort nécessaire à son transport dans une forme utilisable à son utilisateur final. Même quand un village est au milieu de la forêt, sans aucune limite sur la quantité de bois qui peut être coupé par un foyer individuel, le bois de chauffage a une valeur d'échange. Même au pays de Cocagne ou à la Grosse Montagne Rocheuse en Sucre, on doit faire l'effort de ramasser les poulets frits, ou de mettre le whisky en bouteille depuis sa source.

Böhm-Bawerk, disciple de Menger, fit de la même manière la rareté relative à la demande la base de la valeur. La valeur économique requiert selon lui "de la rareté tout autant que de l'utilité –"

> *Pas une rareté dans l'absolu, mais une rareté relative à la demande pour la classe de bien en question. Pour dire les choses plus précisément : les biens acquièrent de la valeur quand leur stock total est insuffisant pour couvrir l'ensemble des désirs les concernant, ou quand le stock ne serait pas suffisant sans ces biens.*[25]

Et cette rareté, telle que Böhm-Bawerk la présente, est une rareté de "biens disponibles" :

> *Maintenant il peut être montré – et avec ceci nous arrivons au but de notre longue enquête – que l'offre de biens disponibles doit être inférieure en quantité à la demande. Cette offre, même dans la plus riches des nations, est limitée par la quantité de richesses des individus à un moment donné. La demande, inversement, est pratiquement infinie....*[26]

Ce concept de "rareté", tel qu'utilisé par Menger et Böhm-Bawerk, présente trois problèmes. Le premier, ainsi que nous l'avons suggéré plus haut, c'est que faisant dépendre la rareté et l'utilité de l'équilibre entre la demande et les "biens disponibles" à l'instant T, il ignore le facteur dynamique. En prenant l'équilibre entre offre et demande sur un marché particulier à un moment particulier comme un "instantané", et en dérivant la valeur de l'"utilité" dans ce contexte, il ignore l'effet du prix à court terme sur le comportement futur des acteurs du marché : précisément le mécanisme à travers lequel le prix se rapproche du coût sur la durée.

Le second problème, c'est qu'il confond deux types de raretés :

1) le type de rareté qui fait les biens économiques (par exemple une difficulté d'appropriation ou de production suffisante pour nécessiter un effort ou une désutilité pour les obtenir dans une forme utilisable) ; et

2) le type de rareté par lequel un bien est plus ou moins inélastique dans son offre, n'étant pas productible dans des quantités proportionnelles à l'effort fourni.

En un sens, le premier type est construit en opposition à un homme de paille : comme nous l'avons expliqué plus haut, il n'existe virtuellement pas de biens non-économiques.

Et enfin le troisième problème, l'affirmation que la demande est virtuellement infinie par rapport à l'offre est quelque peu trompeuse. "La demande" n'est pas une variable indépendante, mais dépend du prix auquel les biens sont disponibles. Pour être "reproductible" dans le sens ricardien, un bien n'a pas besoin d'être reproductible sans limite, dans n'importe quelles quantités que n'importe qui pourrait souhaiter consommer s'il ne coûtait rien. Il doit

seulement être reproductible dans les quantités pour lesquelles il y a une demande effective au coût de production. Ainsi que nous l'avons montré plus haut, quel que soit le degré d'élasticité, aussi longtemps que l'offre peut être adaptée à la demande, le prix d'équilibre va tendre vers le coût de production.

D. Exceptions au Principe de Coût : les Classiques se Défendent

Du fait que Böhm-Bawerk et les autres en ont fait des tonnes autour d'exceptions variées au principe de coût dues à la rareté, nous allons maintenant examiner ces exceptions dans les écrits des économistes politiques classiques et socialistes eux-mêmes. Si, comme nous allons le démontrer maintenant, les Classiques admettaient parfaitement de telles exceptions, il s'ensuit que les marginalistes et subjectivistes se sont attaqués à un homme de paille ; ou, à tout le moins, qu'ils avaient une idée très différente du niveau de généralité requis pour une théorie de la valeur.

Bien qu'Adam Smith ait figuré de manière bien moins centrale que Ricardo dans les attaques subjectivistes sur les théories de la valeur basées sur le travail et le coût, il n'a pas entièrement échappé à leur ire. Il sera donc utile d'examiner dans ses écrits, les affirmations d'exceptions au principe de coût.

Smith traite les fluctuations d'un prix au-dessus et en dessous de son "niveau naturel" non comme des violations de l'idée d'un prix naturel, mais comme le mécanisme par lequel celui-ci émerge.

> *Le prix de marché de chaque marchandise particulière est déterminé par la proportion entre la quantité de cette marchandise existant actuellement au marché, et les demandes de ceux qui sont disposés à en payer le prix naturel ou la valeur entière des fermages, profits et salaires qu'il faut payer pour l'attirer au marché. On peut les appeler demandeurs effectifs, et leur demande, demande effective, puisqu'elle suffit pour attirer effectivement la marchandise au marché. Elle diffère de la demande absolue. Un homme pauvre peut bien, dans un certain sens, faire la demande d'un carrosse à six chevaux, c'est-à-dire qu'il voudrait l'avoir ; mais sa demande n'est pas une demande effective, capable de faire jamais arriver cette marchandise au marché pour le satisfaire.*
>
> *Quand la quantité d'une marchandise quelconque, amenée au marché, se trouve au-dessous de la demande effective, tous ceux qui sont disposés à payer la valeur entière des fermages, salaires et profits qu'il en coûte pour mettre cette marchandise sur le marché, ne peuvent pas se procurer la quantité qu'ils demandent. Plutôt que de s'en passer tout à fait, quelques-uns d'eux consentiront à donner davantage. Une concurrence s'établira aussitôt entre eux, et le prix de marché s'élèvera plus ou moins au-dessus du prix naturel, suivant que la grandeur du déficit, la richesse ou la fantaisie des concurrents viendront animer plus ou moins cette concurrence. Le même déficit donnera lieu généralement à une concurrence plus ou moins active entre des compétiteurs égaux en richesse ou en luxe, selon que la marchandise à acheter se trouvera être alors d'une plus ou moins grande importance pour eux : de là l'élévation exorbitante dans le prix des choses nécessaires à la vie, pendant le siège d'une ville ou dans une famine.*

Lorsque la quantité mise sur le marché excède la demande effective, elle ne peut être entièrement vendue à ceux qui consentent à payer la valeur collective des fermages, salaires et profits qu'il en a coûté pour l'y amener. Il faut bien qu'une partie soit vendue à ceux qui veulent payer moins que cette valeur entière, et le bas prix que donnent ceux-ci réduit nécessairement le prix du tout. Le prix de marché tombera alors plus ou moins au-dessous du prix naturel, selon que la quantité de l'excédent augmentera plus ou moins la concurrence des vendeurs, ou suivant qu'il leur importera plus ou moins de se défaire sur-le-champ de la marchandise. Le même excédent dans l'importation d'une denrée périssable donnera lieu à une concurrence beaucoup plus vive, à cet égard, que dans l'importation d'une marchandise durable ; dans une importation d'oranges, par exemple, que dans une de vieux fer.

Lorsque la quantité mise sur le marché suffit tout juste pour remplir la demande effective, et rien de plus, le prix de marché se trouve naturellement être avec exactitude, du moins autant qu'il est possible d'en juger, le même que le prix naturel. Toute la quantité à vendre sera débitée à ce prix, et elle ne saurait l'être à un plus haut prix. La concurrence des différents vendeurs les oblige à accepter ce prix, mais elle ne les oblige pas à accepter moins.

La quantité de chaque marchandise mise sur le marché se proportionne naturellement d'elle-même à la demande effective. C'est l'intérêt de tous ceux qui emploient leur terre, leur travail ou leur capital à faire venir quelque marchandise au marché, que la quantité n'en excède jamais la demande effective ; et c'est l'intérêt de tous les autres, que cette quantité ne tombe jamais au-dessous.

Si cette quantité excède pendant quelque temps la demande effective, il faut que quelqu'une des parties constituantes de son prix soit payée au-dessous de son prix naturel. Si c'est le fermage, l'intérêt des propriétaires les portera sur-le-champ à retirer une partie de leur terre de cet emploi ; et si ce sont les salaires ou les profits, l'intérêt des ouvriers, dans le premier cas, et de ceux qui les emploient, dans le second, les portera à en retirer une partie de leur travail ou de leurs capitaux. La quantité amenée au marché ne sera bientôt plus que suffisante pour répondre à la demande effective. Toutes les différentes parties du prix de cette marchandise se relèveront à leur taux naturel, et le prix total reviendra au prix naturel.

Si au contraire la quantité amenée au marché restait pendant quelque temps au-dessous de la demande effective, quelques-unes des parties constituantes de son prix hausseraient nécessairement au-dessus de leur taux naturel. Si c'est le fermage, l'intérêt de tous les autres propriétaires les portera naturellement à disposer une plus grande quantité de terre pour la production de cette marchandise ; si ce sont les salaires ou les profits, l'intérêt de tous les autres ouvriers et entrepreneurs les portera bientôt à employer plus de travail et de capitaux à la préparer et à la faire venir au marché. La quantité qui y sera portée sera bientôt suffisante pour répondre à la demande effective. Toutes les différentes parties de son prix baisseront bientôt à leur taux naturel, et le prix total retombera au prix naturel.

> *Le prix naturel est donc pour ainsi dire le point central vers lequel gravitent continuellement les prix de toutes les marchandises. Différentes circonstances accidentelles peuvent quelquefois les tenir un certain temps élevés au-dessus, et quelquefois les forcer à descendre un peu au-dessous de ce prix. Mais, quels que soient les obstacles qui les empêchent de se fixer dans ce centre de repos et de permanence, ils ne tendent pas moins constamment vers lui.*[27]

Smith, dans cette analyse, balaye les Autrichiens sur deux points. D'abord, il admet l'offre comme un facteur dynamique, plutôt que de traiter l'équilibre entre l'offre et la demande à n'importe quel moment et hors de tout contexte plus large. Et ensuite, plutôt que de traiter la demande comme un absolu, et par voie de conséquence virtuellement illimité par rapport à l'offre, il considère toute demande se voulant effective comme valide pour un bien à son prix "naturel". Bien comprendre ces deux points nous économise un long chemin, nous évitant la trompeuse impression de la justesse de la théorie de la valeur-utilité, telle que platement assénée par les Autrichiens.

Dans le même chapitre, Smith fait une étude longue et détaillée sur les formes variées d'inélasticité, naturelles ou artificielles, qui font dévier les prix des coûts sur la durée. Parmi celles-ci, il inclut les secrets commerciaux, les avantages d'un sol, et les monopoles garantis par l'État.[28]

La correspondance entre prix réel et prix naturel, avec le temps, est fonction de l'élasticité de l'offre. En fonction de cette variable, les prix peuvent approcher les coûts plus ou moins vite, ou jamais. Comme Ricardo, Smith limite l'application du principe de coût aux cas dans lesquels l'offre d'un bien peut être accrue pour satisfaire la demande.

> *On peut diviser en trois classes les différentes sortes de produit brut dont nous venons de parler.*
>
> *La première comprend ces sortes de produits sur la multiplication desquels l'influence de l'industrie humaine est nulle ou à peu près nulle.*
>
> *La seconde comprend ceux qu'on peut multiplier en proportion de la demande.*
>
> *La troisième, ceux sur la multiplication desquels l'industrie humaine n'a qu'une puissance bornée ou incertaine.*
>
> *Dans les progrès que fait un pays en opulence et en industrie, le prix réel de cette première classe de produits peut s'élever jusqu'au degré le plus haut qu'on puisse imaginer, et il ne semble contenu par aucunes bornes. Celui de la seconde classe peut bien monter très-haut, mais il a de certaines limites qu'on ne peut guère dépasser pendant une suite de temps un peu longue. Celui de la troisième classe, quoiqu'il ait une tendance naturelle à s'élever dans l'avancement progressif du pays vers l'opulence, cependant le degré d'avancement du pays étant le même, ce prix peut venir quelquefois à baisser, quelquefois demeurer fixe, et quelquefois hausser plus ou moins ; le tout selon que les efforts de l'industrie humaine réussiront plus ou moins, d'après les diverses circonstances, à multiplier cette sorte de produit brut.*

La première catégorie inclut ces biens que « la nature seule produit en certaines quantités.... »[29]

Quant à Ricardo, il a précisé d'emblée que sa théorie de la valeur d'échange basée sur la valeur du travail s'appliquait seulement aux biens dont l'offre pouvait augmenter en réponse à un surplus de demande. Et de même que les autres économistes classiques et que Marx, il a aussi fait de l'utilité une composante de la valeur d'échange – nous protégeant ainsi de la tarte à la crème préférée des subjectivistes.

> *Les choses, une fois qu'elles sont reconnues utiles par elles-mêmes, tirent leur valeur échangeable de deux sources, de leur rareté, et de la quantité de travail nécessaire pour les acquérir.*
>
> *Il y a des choses dont la valeur ne dépend que de leur rareté. Nul travail ne pouvant en augmenter la quantité, leur valeur ne peut baisser par suite d'une plus grande abondance. Tels sont les tableaux précieux, les statues, les livres et les médailles rares, les vins d'une qualité exquise, qu'on ne peut tirer que de certains terroirs très-peu étendus, et dont il n'y a par conséquent qu'une quantité très-bornée, enfin, une foule d'autres objets de même nature, dont la valeur est entièrement indépendante de la quantité de travail qui a été nécessaire à leur production première. Cette valeur dépend uniquement de la fortune, des goûts et du caprice de ceux qui ont envie de posséder de tels objets.*
>
> *Ils ne forment cependant qu'une très-petite partie des marchandises qu'on échange journellement. Le plus grand nombre des objets que l'on désire posséder étant le fruit de l'industrie, on peut les multiplier, non-seulement dans un pays, mais dans plusieurs, à un degré auquel il est presque impossible d'assigner des bornes, toutes les fois qu'on voudra y consacrer l'industrie nécessaire pour les créer.*
>
> *Quand donc nous parlons des marchandises, de leur valeur échangeable, et des principes qui règlent leurs prix relatifs, nous n'avons en vue que celles de ces marchandises dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence, et n'est contrariée par aucune entrave.*[30]

Dans ce passage, Ricardo traite des biens dont l'offre est totalement inélastique, en les considérant comme des exceptions dans le cas desquelles la valeur d'échange est déterminée par la rareté plutôt que par le travail. Il mentionne aussi la concurrence libre comme une condition pour que la théorie de la valeur opère. Voilà pour deux des exceptions majeures listées par Böhm-Bawerk et considérées comme des défauts fatals du système de Ricardo, elles sont dûment notées par Ricardo, et ne semblent guère lui causer un grand embarras. La limite principale de Ricardo dans ce passage est de traiter la rareté et le travail comme des facteurs déterminants joints et simultanés, plutôt que de considérer le travail comme facteur primaire et les rentes de rareté comme des déviations secondaires à la valeur-travail.

Dans son chapitre 4, Ricardo s'attarde sur les divergences de la valeur-travail causées par les fluctuations de l'offre et de la demande – une autre exception majeure avancée par Böhm-Bawerk. Encore une fois, ces divergences sont traitées non pas comme une embarrassante violation de la théorie de la valeur, mais comme le mécanisme à travers lequel celle-ci opère.

> *Dans le cours ordinaire des événements, il n'y a pas de denrées dont l'approvisionnement continue pendant un certain temps à être précisément*

> *aussi abondant que l'exigeraient les besoins et les désirs des hommes, et par conséquent il n'y en a pas qui n'éprouvent des variations de prix accidentelles et momentanées.*
>
> *Ce n'est qu'en raison de pareilles variations que des capitaux sont consacrés précisément dans la proportion requise, et non au-delà, à la production des différentes marchandises pour lesquelles il y a demande. Par la hausse ou la baisse du prix, les profits s'élèvent au-dessous de leur niveau général, et par là les capitaux se rapprochent ou s'éloignent des industries qui viennent d'éprouver l'une ou l'autre de ces variations.*[31]

Ici, il admet implicitement que les prix de la plupart des produits à n'importe quel moment sont au-dessus ou en dessous de leur valeur-travail, et dans un processus tendant à les en rapprocher. Sans doute n'a-t-il pas traité de manière suffisamment approfondie des degrés d'élasticité, ni des intervalles de temps très variables nécessaires, de leur fait, pour que l'offre et la demande établissent un équilibre à la valeur-travail. Mais encore une fois, même ceci était implicite dans son développement. Il est aussi clair, en lisant ce passage, que Ricardo voyait de telles oscillations des prix comme le mécanisme à travers lequel la théorie de la valeur opérait, plutôt que comme des exceptions à celle-ci.

Sans élaborer sur les différentes périodes de temps concernées, ou sur la vitesse relative à laquelle la production des différents produits pouvait être augmentée, Ricardo écrit dans son chapitre 30 au sujet des rentes de rareté "temporaires" qu'elles existent "pour quelque temps", et au sujet du coût de production qu'il régule le prix "en dernière analyse".

> *Ce sont les frais de production qui règlent en dernière analyse le prix des choses, et non comme on l'a souvent avancé, le rapport entre l'offre et la demande. Ce rapport, à la vérité, modifie pour quelque temps la valeur courante d'une chose, selon que la demande peut avoir augmenté ou diminué et jusqu'à ce que l'approvisionnement en devienne plus ou moins abondant ; mais cet effet n'aura qu'une durée passagère.*[32]

Ricardo développe aussi sa pensée sur les types spécifiques de rentes de rareté. Dans son chapitre 2, il étudie la rente économique bénéficiant aux portions les plus fertiles de la terre, l'attribuant à la régulation des prix par les coûts de production sur la terre la moins fertile aux marges de la production[33]. Dans le chapitre 27, il étend le concept jusqu'à inclure les surplus des producteurs et les quasi-rentes dans tous les domaines de l'économie ; par exemple, il avance que fournir une laine aux prix artificiellement bas à la moitié des drapiers ne réduirait pas le prix de vente, parce que le prix des biens manufacturés « se règle d'après ce que la production (…) coûte aux moins favorisés. L'unique effet que cela produirait serait donc de grossir les profits d'une partie (…) au-delà du taux général et ordinaire des profits des autres »[34]. L'influence de la demande sur les prix, bien que vraie pour tous les produits « pour une période limitée », n'est vraie sur la durée que pour les produits « dont un particulier ou une compagnie ont le monopole ».

> *Des produits dont un particulier ou une compagnie ont le monopole, varient de valeur d'après la loi que Lord Lauderdale a posée ; ils baissent à proportion qu'on les offre en plus grande quantité, et ils haussent avec le désir que montrent les acheteurs de les acquérir ; leur prix n'a point de rapport nécessaire avec la valeur naturelle ; mais quant aux choses qui sont sujettes à*

> *la concurrence parmi les vendeurs, et dont la quantité peut s'augmenter dans des bornes modérées, leur prix dépend en définitive, non de l'état de la demande et de l'approvisionnement, mais bien dé l'augmentation ou de la diminution des frais de production.*[35]

Ceux qui introduisent de nouvelles techniques de production peuvent dériver des surplus temporaires, mais la démocratisation des techniques nouvelles, stimulée par ces profits accrus, finira par provoquer la chute du prix au niveau du coût de production.[36]

Ricardo, dans ses "Notes sur Malthus", écrit sur la détermination du prix par le coût de production à travers l'influence du coût sur l'offre dans des termes qui préfigurent largement Jevons. Le prix naturel est seulement "ce prix qui remboursera les salaires du travail incorporé dans un produit, et paiera également la rente et le profit à leur taux actuel." Ces coûts de production "resteraient les mêmes, que les produits soient peu ou beaucoup demandés, qu'ils se vendent sur le marché à un prix faible ou élevé." Les prix du marché, il est vrai, "dépendraient de l'offre et de la demande" ; mais l'offre "serait finalement déterminée par (…) les coûts de production".[37]

John Stuart Mill est très proche de la tradition ricardienne, dans sa manière de traiter les effets du coût et de la rareté sur le prix. Comme Ricardo, il considère que le coût est le facteur déterminant pour les biens reproductibles.

> *Lorsque la production d'une marchandise est le résultat du travail et de la dépense, que cette marchandise soit ou non susceptible d'être indéfiniment multipliée, il existe un minimum de valeur qui est la condition essentielle de la production permanente de cette marchandise. La valeur en tout temps est le résultat de l'offre et de la demande et elle se règle toujours au taux nécessaire pour créer un marché à la quantité existante Mais si cette valeur ne suffit pas à couvrir les frais de production et à donner au producteur le profit qu'il est en droit d'attendre, la production de cette marchandise s'arrêtera.(…)*
>
> *Quand un produit est non-seulement fait de travail et de capital, mais peut être produit avec leur aide dans une quantité illimitée, cette Valeur Nécessaire, le minimum avec lequel les producteurs seront satisfaits, devient aussi, si la concurrence est libre et active, le maximum qu'ils peuvent espérer. (…)*
>
> *En règle générale, donc, les choses s'échangent contre d'autres choses à des valeurs telles qu'elles permettront à chaque producteur de rembourser ses coûts de production et de tirer un profit ordinaire.*[38]
>
> *Adam Smith et Ricardo ont appelé cette valeur d'une chose proportionnelle à son coût de production sa Valeur Naturelle (ou son Prix Naturel). Ils entendaient par là, le point autour duquel la valeur oscille, et auquel elle tend toujours à revenir ; la valeur centrale vers laquelle, ainsi que le dit Adam Smith, la valeur sur le marché d'une chose gravite constamment ; et tout écart de celle-ci est une irrégularité temporaire qui, le temps de son existence, met en marche des forces tendant à l'annihiler. (…)*[3]

3 *NdT : Pour ces trois derniers paragraphes, la traduction française disponible en ligne du texte original de John Stuart Mill, fidèlement cité par Kevin A. Carson, est incomplète et ne dispose pas des pages en question. Notre traduction n'est donc plus, contrairement au premier paragraphe cité, fidèle à l'édition française que nous avons compulsée.*

> *Il est donc exact de dire que la valeur des choses dont la quantité peut être augmentée à volonté ne dépend point, sinon par accident et pendant le temps nécessaire pour que la production se règle elle-même, de la demande et de l'offre : au contraire, l'offre et la demande dépendent de cette valeur. Il existe une demande pour une certaine quantité d'une marchandise donnée à son prix naturel, au prix qui paie les frais de production ; à la longue la production se règle sur cette demande.*[39]

Comme Smith, Mill sépare les produits en trois groupes, sur la base de leur reproductibilité. Dans certains cas, il y a une « *limitation absolue de l'offre* », due au fait qu'il est « *physiquement impossible d'augmenter la quantité au-delà de limites étroites* ». En guise d'exemples, il liste les mêmes types de produits que Smith : œuvres d'art et produits issus de types spécifiques de sols rares. Les autres produits peuvent être multipliés sans limite, pourvu qu'on soit prêt à investir le travail et les moyens nécessaires pour les obtenir. Enfin, certains produits pourraient être multipliés indéfiniment avec un travail et un investissement suffisants, « mais pas à un montant fixe de travail et d'investissement » (NdT : par unité produite). Des niveaux de production supérieurs nécessitent dans ce cas un plus grand coût unitaire de production (Il fait ici référence essentiellement à l'agriculture).[40]

Mill est dans une certaine mesure plus explicite que Ricardo du fait qu'il évoque la dimension temporelle comme déterminant du *degré* d'élasticité. La période de temps nécessaire à la gravitation du prix autour du coût de production dépend du temps nécessaire à ajuster la production aux changements dans la demande, ou pour se défaire des surplus de produit.

> *Encore une fois, bien qu'il existe quelques rares produits qui sont pour toujours et à jamais condamnés à ne pas connaître de hausse de leur offre, n'importe quel produit peut connaître temporairement une telle situation. (…) Les produits agricoles, par exemple, ne peuvent voir leur production augmentée jusqu'à la prochaine récolte. (…) Dans le cas de la plupart des produits, un temps est nécessaire pour augmenter leur quantité ; et si la demande augmente, alors jusqu'à l'apport d'une offre nouvelle, c'est-à-dire, jusqu'à ce que la production ait eu le temps de s'adapter à la demande, la valeur augmentera pour ajuster la demande à l'offre.*[41]

Comme Ricardo, Mill pense que le prix est fixé par le coût de production pour les producteurs les plus défavorablement dotés par les circonstances. Ceux dans une situation plus avantageuse recevront un surplus de leur production équivalent aux économies qu'ils ont effectuées. Et comme Ricardo, il applique le principe non-seulement à la rente terrienne, mais également aux quasi-rentes sur les biens manufacturés.

> *Si la portion du produit qui a été obtenue dans les conditions les plus défavorables a une valeur proportionnée à ce que coûte sa production, toutes celles qu'on obtient dans des conditions meilleures, ayant la même valeur, cette valeur est plus que proportionnée aux frais de production. Leur valeur n'est pas, à parler proprement, une valeur de rareté, puisqu'elle est déterminée par les conditions de production de l'article, et non par la nécessité d'abaisser la demande au niveau de l'offre par une élévation du prix. Toutefois les propriétaires de cette partie du produit jouissent d'un privilège ; ils obtiennent un prix qui leur donne un profit bien supérieur à la moyenne. Si*

> *cet avantage tient à quelque franchise particulière comme une exemption d'impôt, un avantage personnel au physique ou au moral, un procédé particulier que l'on connaît seul, la possession d'un capital plus fort ou à diverses autres choses qu'il serait facile d énumérer, le propriétaire le garde pour lui et en retire un gain supérieur à la moyenne des profits comme une sorte de profit de monopole.*[42]
>
> *Les cas dans lesquels on réalise un profit extraordinaire analogue à la rente, sont plus fréquents dans les transactions industrielles qu'on ne le croit généralement Tel est, par exemple, le cas d'un brevet ou privilège exclusif d'employer un procédé qui diminue le coût de production. Si la valeur du produit continue à se régler sur les frais de production de ceux qui sont obligés d'employer l'ancien procédé, le breveté réalisera, outre le profit ordinaire, un profit égal à l économie de fabrication qui résultera de son procédé.*[43]

Marx et Engels étaient parfaitement d'accord avec les économistes politiques classiques sur le rôle de la concurrence dans la régulation des prix. Engels, dans sa préface à la Misère de la Philosophie de Marx, ridiculise l'idée des socialistes utopistes selon laquelle le travail peut être la base d'un moyen d'échange. Les forces de marché de l'offre et de la demande sont nécessaires pour informer le producteur de la demande sociale de son produit, de même que pour orienter et établir le travail socialement nécessaire à la production d'un bien donné. Donc la déviation du prix n'est pas une violation de la théorie de la valeur, mais le mécanisme par lequel elle agit.

> *Dans la société capitaliste actuelle, chaque capitaliste industriel produit de son propre chef ce qu'il veut, comme il veut, et autant qu'il veut. La quantité socialement exigée reste pour lui une grandeur inconnue et il ignore la qualité des objets demandés aussi bien que leur quantité. (…) Pourtant on finit par satisfaire la demande tant bien que mal, et généralement la production se règle en définitive sur les objets demandés. Comment s'effectue la conciliation de celle contradiction ? Par la concurrence. Et comment arrive-t-elle à cette solution ? Simplement en dépréciant au-dessous de leur valeur de travail les marchandises inutilisables pour leur qualité ou pour leur quantité dans l'état présent des demandes de la société, et en faisant sentir aux producteurs (…) qu'ils ont en fabrique des articles absolument inutilisables ou qu'ils en ont fabriqué en quantité inutilisable, superflue. (…)*
>
> *[L]es déviations continuelles des prix des marchandises par rapport aux valeurs des marchandises sont la condition nécessaire et par laquelle seule la valeur des marchandises peut exister. Ce n'est que par les fluctuations de la concurrence et, par suite, des prix des marchandises que la loi de valeur se réalise dans la production des marchandises, et que la détermination de la valeur par le temps de travail socialement nécessaire devient une réalité. (…) Dans une société de producteurs, qui échangent leurs marchandises, vouloir déterminer la valeur par le temps de travail en interdisant à la concurrence d'établir celle détermination de la valeur dans la seule forme par où elle puisse se faire, en influant sur les prix, c'est montrer qu'on s'est, au moins sur ce terrain, permis la méconnaissance utopique habituelle des lois*

économiques.[44]

Marx tient à peu près le même propos dans Misère de la Philosophie : c'est le prix du marché qui signale au producteur combien produire, et de ce fait régule le prix en accord avec la théorie de la valeur.

> *Ce n'est point la vente d'un produit quelconque au prix de ses frais de production qui constitue le "rapport de proportionnalité" de l'offre à la demande, ou la quotité proportionnelle de ce produit relativement à l'ensemble de la production ; ce sont les variations de la demande et de l'offre qui désignent au producteur la quantité dans laquelle il faut produire une marchandise donnée, pour recevoir en échange au moins les frais de production. Et comme ces variations sont continuelles, il y a aussi mouvement continuel de retraite et d'application des capitaux, quant aux différentes branches de l'industrie. (…)*
>
> *(…) La concurrence réalise la loi selon laquelle la valeur relative d'un produit est déterminée par le temps du travail nécessaire pour le produire.*[45]

Les réflexions de Marx et Engels dans ces passages sont probablement passées plus près que quiconque de répondre à l'exigence de Böhm-Bawerk d'un *mécanisme* décrivant l'action de la théorie de la valeur (voir chapitre 2).

Dans *Grundrisse*, Marx décrit le fonctionnement de la théorie de la valeur au travers du mouvement des prix d'une manière peut-être plus dialectique :

> *Seul le prix moyen des produits est déterminé par le temps de travail. (…)*
>
> *La valeur des produits sur le marché est toujours différente de cette valeur moyenne et se situe toujours au-dessus ou en dessous.*
>
> *La valeur de marché s'ajuste sur la valeur réelle par le moyen de ses fluctuations continues, pas par une équation comprenant la valeur réelle comme troisième variable, mais bien précisément par une inégalité continue avec celle-ci. (…)*
>
> *Le prix, de ce fait, diffère de la valeur non-seulement comme le nominal diffère du réel ; non-seulement par sa mesure en or et en argent ; mais aussi de par le fait que celle-ci se conçoit comme l'expression de la loi de mouvement auquel celui-là est soumis. Ils sont toujours distincts et ne coïncident jamais, sinon de manière fortuite et exceptionnelle. Le prix des produits se situe toujours au-dessus ou en dessous de leur valeur, et la valeur des produits elle-même existe seulement dans les HAUSSES ET BAISSES des prix des produits. L'offre et la demande déterminent continuellement le prix des produits ; elles-mêmes ne coïncident jamais, ou ne le font que de manière fugace ; mais les coûts de production déterminent pour leur part les fluctuations de l'offre et de la demande.*[46]

Et de telles déviations incluent les quasi-rentes de ceux qui introduisent les premiers des méthodes de production plus efficientes. C'est seulement à travers l'incitation de marché représentée par ces quasi-rentes et malgré la compétition qui en résulte, que des méthodes améliorées sont universellement adoptées et en viennent à redéfinir les formes standard de la

production. « Le capitaliste qui applique des méthodes de production perfectionnées et non encore généralisées, vend au-dessous du prix du marché et au-dessus de son coût de production, et profite d'un taux de profit plus élevé jusqu'à ce que la concurrence ramène ce dernier au niveau commun. Mais pendant qu'il est ramené à la période de l'égalité des taux de profit, il a donné plus d'importance à son capital engagé, et suivant la mesure de cet accroissement, il est à même d'utiliser soit le même nombre, soit plus d'ouvriers qu'avec l'ancienne méthode et de produire une quantité de profit égale ou plus grande. »[47]

Enfin, pour revenir à notre homme de paille, Marx a fait du travail *socialement nécessaire* le régulateur de la valeur. Sa théorie de la valeur-travail ne s'applique qu'aux produits nécessaires. Du travail dépensé à produire des biens non-demandés, ou de l'excès de travail perdu dans des méthodes de production moins efficientes que la norme, est de la perte sèche. C'est la fonction du prix du marché, en lui refusant paiement pour ce travail non-nécessaire, qui amène le producteur à s'accorder avec les souhaits de la société.

> *Chaque force de travail individuelle est égale à toute autre, en tant qu'elle possède le caractère d'une force sociale moyenne et fonctionne comme telle, c'est-à-dire n'emploie dans la production d'une marchandise que le temps de travail nécessaire en moyenne ou le temps de travail nécessaire socialement.*
>
> *Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales. (…)*
>
> *Nous connaissons maintenant la substance de la valeur : c'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité : c'est la durée du travail.*[48]

Le concept de travail socialement nécessaire est la réponse appropriée à la critique du "papillon rare" qu'il fait à Adam Smith. Un papillon rare qui demande plus d'efforts pour être capturé qu'un castor ou un cerf n'aurait pas plus de valeur d'échange que ces objets d'usage courant, sauf si la demande effective en papillon atteint un niveau suffisant pour récompenser le travail que représente sa capture. De ce fait, dans la plupart des cas, le marché pour ces papillons rares n'est constitué que de riches excentriques, et la demande effective pour ces marchandises ne pourrait suffire à nourrir qu'un petit nombre de travailleurs. Par conséquent, le prix du marché informerait les chasseurs de papillons en surnombre que la plus grande partie de leur travail est socialement non-nécessaire, et que du travail devrait être retiré de cette "production" jusqu'à ce que le prix atteigne un niveau suffisant pour récompenser décemment le travail consistant en leur capture. Les économistes politiques classiques et marxistes, de même que les économistes de l'école autrichienne, comprennent que le travail utilisé sur une production pour laquelle n'existe pas une demande est un "coût caché", à compenser.

Le néo-ricardien Ronald Meek interprète le terme "valeur", tel que Marx l'a utilisé, dans un sens proche de celui de "prix d'équilibre" dans le jargon néoclassique.

> *Il est important de garder à l'esprit que la théorie de la valeur de Marx, ainsi que celles de Smith et Ricardo, n'a jamais prétendu expliquer les prix hors de ceux "dont l'offre et la demande s'équilibrent jusqu'à cesser d'agir". Les prix auxquels Marx s'est principalement intéressé sont ceux qui se manifestent au point où offre et demande s'équilibrent l'une l'autre. Le simple fait que les*

> *forces de l'offre et de la demande s'équilibrent sur ce point est considéré par Marx comme une indication que le niveau du prix d'équilibre ne pouvait s'expliquer simplement en termes d'interactions entre ces forces. La relation entre offre et demande peut certainement expliquer des déviations du prix d'équilibre, mais ne peut pas expliquer le prix d'équilibre lui-même. C'est précisément à travers les fluctuations dans "l'offre et la demande" que la théorie de la valeur opère pour déterminer le prix d'équilibre.*
>
> *Les prix, alors, peuvent diverger dans les cas où offre et demande ne s'"équilibrent" pas.(…)*
>
> *De même que la définition de la valeur par Marx impliquait une abstraction complète de l'utilité (…) la théorie de détermination du prix d'équilibre implique une similaire abstraction de la demande. De la même manière que ses prédécesseurs Classiques, Marx considérait que ces changements dans le demande n'amèneraient pas par eux-mêmes (…) des changements à long terme dans les prix d'équilibre des marchandises concernées. Mais il ne suffit pas de dire que Marx ignorait la demande. Il demeurait vrai, ainsi qu'il le mit en exergue, (a) qu'un produit devait être demandé avant de pouvoir posséder une valeur d'échange ; (b) que les variations de la demande pouvaient causer la hausse des prix du marché au-dessus du prix d'équilibre ; (c) que le prix dans une situation de monopole "n'est déterminé que par le désir d'achat des clients et leur solvabilité" ; et (d) que la demande est la principale force déterminant la proportion de travail social alloué à chaque secteur donné à chaque instant.*[49]

Bien sûr, et ainsi que Marshall le fit remarquer, la non-influence de la demande sur le prix d'équilibre est compliquée par le fait que le niveau de demande effective pourrait affecter l'échelle de la production, et par voie de conséquence les coûts unitaires de la production. Meek critique Vilfredo Pareto avec des arguments proches de ceux dont nous avons fait usage contre Böhm-Bawerk, pour ses attaques sur un homme de paille supposé représenter la théorie de la valeur-travail de Marx.

> *(…) bien trop souvent, les marxistes imaginaires avec lesquels Pareto argumente n'existent que pour avancer des interprétations de la théorie de la valeur-travail qui sont simplistes au point d'en être suspectes. (…) [Par exemple] il est assez facile de montrer que la théorie de la valeur-travail ne s'applique pas aux tableaux rares, etc., du fait (ainsi que Pareto le savait parfaitement) qu'elle n'a jamais été conçue pour s'appliquer à quoi que ce soit d'autre qu'à des biens librement reproductibles. De même n'est-il pas suffisant, quand les marxistes caractérisent comme exceptionnel le cas d'un tableau dont le prix augmente quand le peintre qui l'a créé devient célèbre et sans qu'aucun changement soit intervenu dans la qualité du travail incorporé en elle, de répondre que ce n'est pas exceptionnel parce que les prix de tous les produits varient sans qu'aucun changement ne s'opère sur la quantité de travail incorporée en eux – par exemple, du fait de changements dans les goûts et les revenus de leurs consommateurs.*[50]

La bonne réponse à ce genre de critique, selon Meek, c'est de dire que « sur la durée, les prix

d'équilibre de produits librement reproductibles (à bien distinguer de leur prix au jour le jour sur les marchés) ne seront pas affectés par un changement dans la demande à moins que celui-ci soit accompagné par un changement des conditions de production »[51].

Enfin, du fait que notre version d'une théorie de la valeur-travail doit plus à Benjamin Tucker qu'à Marx, il est approprié de fournir quelques exemples montrant que Tucker avait bien conscience d'"exceptions" au principe de valeur-travail. Tucker acceptait l'existence de quasi-rentes de court terme sur les produits pour lesquels la demande a crû, ou sur les produits pour lesquels des processus de production nouveaux ont été introduits récemment. Comme les Classiques et Marx, il voyait la concurrence comme le mécanisme par lequel les prix se verraient réduits aux coûts, dans un marché où l'entrée serait libre et les biens librement reproductibles. « Il est vrai que l'utilité du produit [du travailleur] a tendance à rehausser son prix ; mais cette tendance est immédiatement compensée, partout où la concurrence est possible, (…) par l'empressement des autres travailleurs à produire ce bien, qui dure jusqu'à ce que le prix tombe au niveau des salaires normaux du travail »[52].

Tucker est également conscient que la rente économique sur une terre possédant des avantages de location ou de fertilité persistera même si la rente du propriétaire terrien était abolie. De même, il considérait les surplus au producteur résultant d'une compétence innée supérieure comme analogue à la rente économique sur la terre, et donc inévitable même avec l'abolition des privilèges. Même si abolir le monopole de la terre réduirait la rente à "une toute petite fraction de ses proportions actuelles", elle ne serait pas réduite à zéro. La "fraction restante", néanmoins,

> *ne serait plus la cause de plus d'inégalité qu'il en apparaît du supplément immérité dérivé par presque n'importe quelle industrie de l'agrégation des personnes, ou du supplément immérité dû à une habileté naturelle supérieure qui, même sous l'application stricte du principe de coût, permettra certainement toujours à quelques individus d'obtenir un salaire supérieur au niveau moyen.*[53]

En réponse à la question de savoir comment on pourrait justifier le gain de l'équivalent de 500 jours de travail par le possesseur d'une terre particulièrement fertile pour seulement 300 jours de travail de sa part, Tucker répond qu'une telle justification serait "[p]récisément aussi difficile que de montrer qu'un homme de capacités supérieures (innées, non-acquises) qui produit à un ratio de cinq cents pour trois cents a également droit à ce surplus de valeur d'échange."[54]

Tucker est prêt à accepter de telles raretés permanentes comme des maux nécessaires. Il fait la distinction entre les incapacités compétitives dues à la qualité d'"humain moyen" et celles qui ne le sont pas[55]. Contrairement à l'usure et à la rente du propriétaire terrien, qui résultent du privilège des possesseurs du capital et de la terre, privilège légal maintenu par la coercition, les formes restantes de surplus de production ne résultent que de circonstances générales et fortuites, et ne relèvent donc d'aucune exploitation. Les maux impliqués par la création d'un mécanisme coercitif destiné à aplanir ces inégalités et collecter le paiement des éventuels resquilleurs dépasseraient les maux impliqués par ces inégalités elles-mêmes.

> *Imposer directement l'égalité de bien-être matériel est source de tracas, invasif et agressif, mais imposer directement l'égalité de liberté est simplement protecteur et défensif. Imposer la liberté est négatif, et ne*

> *cherche qu'à prévenir l'établissement et le maintien d'inégalités artificielles ; imposer l'égalité est positif, et vise à l'abolition directe et active des inégalités naturelles.*[56]
>
> "*Comment pouvons-nous réparer l'injustice que représente un homme qui profite de ce qu'un autre a gagné ?*" *Je n'espère pas qu'elle soit un jour purement et simplement réparée. Mais je crois que pour chaque dollar dont jouirait un resquilleur en Anarchie, des hommes qui possèdent les fruits du travail des autres par des privilèges industriels, commerciaux et financiers qui leur ont été accordés par le pouvoir en place, en violation du marché libre, profitent aujourd'hui de mille dollars.*[57]

Imposer par la coercition un individu pour son surplus de production résultant de ses capacités supérieures ou de la fertilité supérieure de sa terre serait tout à fait aussi injuste que de l'autoriser à le conserver. « Si ce n'est pas mérité, ses voisins ne le méritent certainement pas. »[58] « Si le principe de valeur ne peut être réalisé autrement que par la contrainte, alors autant ne pas le réaliser. »[59]

E. Généralités et Paradigmes

Böhm-Bawerk admet de mauvaise grâce une corrélation entre prix et coût : dans des termes presque marshalliens, il concède que Ricardo est seulement allé un tout petit peu trop loin en sous-estimant l'influence de la rareté, et en surestimant l'influence du travail parmi tous les facteurs.

> *(...) la conclusion pourrait très bien être tirée que l'investissement en travail est une des circonstances qui exerce une forte influence sur la valeur de bien des produits ; mais alors il ne faut pas oublier que le travail n'est pas une cause ultime – parce qu'une cause ultime doit être commune à tous les phénomènes concernant des valeurs – mais une cause particulière et intermédiaire (...)*
>
> *Ricardo lui-même n'a dépassé que de peu les limites adéquates. Ainsi que je l'ai montré, il savait parfaitement bien que sa théorie de la valeur n'était qu'une loi particulière ; il savait, par exemple, que la valeur des biens rares repose sur un principe bien différent. Son errement n'a été que de largement surestimer la mesure dans laquelle sa théorie est valide, et de lui attribuer une validité pratiquement universelle. La conséquence en est que, plus tard, il oublia presque complètement les petites exceptions qu'il avait fort justement faites mais trop peu considérées au début de son travail, et a souvent évoqué sa théorie comme si elle était réellement une théorie universelle de la valeur.*[60]

En effet, mais nonobstant les déviations causées par la "friction" et l'élément temporel, la corrélation entre coût de production et prix est assez juste.

> *Si – ce qui est pratiquement inconcevable – la production était assurée dans des conditions idéales, sans être entravée par des limitations d'espace ou de temps, sans frictions, avec la connaissance la plus parfaite des ordres de préférence des désirs humains demandant satisfaction, et sans aucun changement perturbant dans ces désirs, les stocks ou les techniques, alors les moyens de production premiers seraient, avec une exactitude mathématique*

> *absolue, investis dans les usages les plus rémunérateurs, et la théorie des coûts, si tant est que nous puissions parler d'une telle théorie, se vérifierait dans une absolue plénitude. Les groupes complémentaires de biens desquels, sur la durée, les produits finis procèdent, maintiendraient exactement la même valeur et le même prix à toutes les étapes du processus ; le produit aurait exactement la valeur de son coût ; ces coûts auraient celle de leurs propres coûts, et ainsi de suite, jusqu'aux capacités de productions premières desquelles tous les bien découlent.*[61]

Les postulats présentés ici ressemblent assez à la construction théorique misesienne de l'"économie en rotation uniforme", que nous étudierons plus bas. Böhm-Bawerk en est arrivé à élaborer l'idée que la friction et le temps sont des causes de déviations sur ce modèle idéal :

> *La première de ces [causes de perturbations], je pourrais l'appeler du nom général de Frictions. De manière presque invariante, il y a quelque obstacle, permanent ou temporaire, à l'investissement attendu des premières capacités productives dans les emplois et les formes de consommation les plus rémunérateurs à ce moment. En conséquence de quoi les réserves monétaires allouées en prévision des désirs et les prix sont quelque peu dissymétriques. Parfois c'est dû au fait que les branches individuelles du désir sont, relativement, plus amplement dotées que les autres. (...) Mais quelquefois il est possible que les groupes de matériels productifs, successivement transformés jusqu'à ce qu'ils deviennent le produit fini, n'aient pas la même valorisation à toutes les étapes du processus [ici il utilise l'analogie d'un ruisseau pour illustrer les goulets d'étranglement à différentes étapes du processus de production]. (...)*
>
> *Dans la vie courante, de telles perturbations frictionnelles sont innombrables. À aucun moment et dans aucune branche de la production elles ne sont totalement absentes. Et c'est de ce fait que la théorie des coûts est considérée comme une théorie dont la validité n'est qu'approximative ; une théorie criblée d'exceptions de part en part. Ces exceptions, petites et grandes, sont l'inextinguible source des profits et des pertes.*
>
> *La seconde cause de perturbations est le Laps de Temps – les semaines, mois, années qui doivent s'écouler entre la mise en place première des forces productives et la présentation de leur produit fini. La différence de temps, exerçant une influence lointaine sur notre évaluation des biens, fait une différence entre la valeur des ensembles productifs considérés à différents moments du processus de production (...) ; et est, de ce fait, une différence à distinguer des divergences dissymétriques causées par des perturbations frictionnelles.*[62]

La contrainte temporelle est le sujet du troisième chapitre qui suivra, dans lequel la préférence temporelle est incorporée dans la version mutuelliste de la théorie de la valeur-travail. Pour ce qui concerne les "frictions", toutes les rentes de rareté peuvent raisonnablement être classées dans cette catégorie. Et la manière de Böhm-Bawerk de traiter les coûts et des formes variées de frictions comme des influences déterminant conjointement la valeur est au mieux discutable. Il est bien plus utile et informatif de considérer le travail ou le coût comme

l'influence primaire sur la valeur normale (qu'on peut définir comme le prix d'équilibre compte-tenu de l'élasticité), et de dire que cette valeur dévie dans la mesure où des frictions font leur apparition

Maurice Dobb a habilement avancé l'idée que la différence principale entre les économistes politiques classiques était leur opinion sur le niveau de généralité nécessaire à une théorie de la valeur valable. Une large part du désaccord sur le paradigme ricardien découle de la différence d'opinion sur le fait que les exceptions admises par Ricardo étaient suffisantes pour invalider sa théorie. Pour Dobb, évidemment, la réponse est "non".

Dans "Économie Politique et Capitalisme", il détaille les hypothèses simplificatrices prises par Marx pour construire sa théorie de la valeur, et les exceptions variées résultant de la rareté ou de compositions différentes du capital. Ces exceptions étaient "considérées comme fatales" par les marginalistes, et étaient "le cœur de la critique de Böhm-Bawerk contre Marx."

> *Mais toutes les abstractions ne sont que des approximations du réel : c'est leur nature quintessentielle ; et ce n'est pas une critique que de dire que la théorie de la valeur rentre dans cette description. Que de telles suppositions soient permises ou pas dépend du type de question, de la nature du problème que le principe est supposé traiter. La critique ne devient valide que si elle montre que les hypothèses implicites employées empêchent à la généralisation de maintenir les corollaires qu'elle prétend soutenir. (...) Il est trop peu rappelé aujourd'hui que la préoccupation principale de l'Économie Politique Classique était ce que nous pourrions qualifier de problèmes "macroscopiques" des sociétés, et de manière bien plus secondaire les problèmes "microscopiques", avec les mouvements des prix de produits particuliers.*

Dobb compare la théorie générale de la valeur de Marx, vue comme une première approximation, avec comme approximations supplémentaires, servant à affiner ses résultats, les déviations résultant de la rareté et des différences organiques de composition du capital, aux approximations successives des lois balistiques en physique, rendues nécessaires par la résistance du vent et d'autres influences contradictoires.[63]

En développant ses idées sur le niveau approprié de généralité des paradigmes, Dobb mentionne la thèse de Kuhn sur les changements de paradigmes dans la science, et la pratique récurrente consistant à incorporer des paradigmes rivaux comme "théories spéciales" au sein d'un cadre plus étendu et plus général.[64] Ce modèle est applicable ici. L'utilité marginale est utile non-seulement à développer les théories de comportement décrivant les exceptions dues à la rareté dans une théorie de la valeur-travail, mais également les théories de comportements décrivant combien d'un bien est consommé à sa valeur-travail. La théorie de l'utilité marginale, incorporée dans une théorie de la valeur-travail, serait une amélioration majeure dans la sophistication avec laquelle la théorie peut expliquer comment et pourquoi la théorie de la valeur opère à travers les perceptions subjectives et les décisions d'individus existants.

Sur cette voie, Leif Johansen a tenté dans deux articles de montrer comment l'utilité marginale pourrait être incorporée dans une théorie de la valeur-travail. Dans "Marxisme et Économie Mathématique", il décrit les termes généraux d'une telle synthèse :

> *La théorie de la valeur-travail de Marx a été l'objet d'attaques, en particulier par les tenants du point de vue de la "théorie de l'utilité marginale" ou de la*

> "*théorie subjective de la valeur*", *qui a été un composant central des mathématiques économiques non-marxistes. Les marxistes ont en général rejeté toute cette théorie et tous les concepts mathématiques ayant un rapport avec elle, comme si le simple fait de les accepter, ou d'en accepter le moindre élément, avait en soi impliqué un rejet de la théorie de la valeur-travail. Quoi qu'ils en pensent, il n'en est rien. Pour les biens reproductibles à n'importe quelle échelle (les biens qui ont été le centre d'intérêt de Marx quand il créa sa théorie), il est très facile de démontrer qu'un modèle complet laisse les prix déterminés par leur valeur-travail, même si on accepte la théorie l'utilité marginale comme déterminant des comportements des consommateurs.*[65]

Élaborant à partir de cette affirmation dans un article plus tardif, Johansen décrit un modèle dans lequel les prix sont déterminés par les conditions de production, alors que « les fonctions d'utilité marginale n'interagissent avec les prix ainsi déterminés qu'en déterminant les quantités à produire et à consommer des différentes marchandises »[66].

Quoi qu'il en soit, la théorie de la valeur-travail telle que nous la développerons dans le chapitre suivant n'est pas une généralisation inductive de données empiriques de prix sur le marché. Elle est plus une loi déduite d'hypothèses basiques sur la nature de l'action humaine, très similaires à celles de la praxéologie de Mises. Ainsi que Mises l'écrit, les variables d'un marché sont si nombreuses qu'aucune loi ne peut être induite à partir de la simple observation, sans l'aide d'hypothèses préalablement établies sur une base *a priori*. Les lois de la praxéologie sont un outil pour analyser les phénomènes de marché, elles ne sont en aucun cas une généralisation de ceux-ci. De même que les lois de la praxéologie de Mises, notre théorie de la valeur-travail n'est pas une loi induite à partir des prix du marché, mais une hypothèse *a priori* à partir des termes de laquelle les phénomènes observés sur le marché prennent tout leur sens. À partir de nos hypothèses sur le mécanisme subjectif du comportement humain, nous pouvons comprendre pourquoi le prix d'équilibre tendra à s'approcher du coût. Et compte-tenu de cette compréhension de la loi primaire définissant le prix d'équilibre, nous pouvons comprendre pourquoi le prix dévie du principe de coût dans les cas de rareté.

Si une théorie de la valeur adéquate nécessite un degré élevé de précision concernant des prix réels, alors la théorie de la valeur-travail comme la théorie subjective sont autant l'une que l'autre dans l'échec. D'un autre côté, si une théorie de la valeur dans le sens d'une règle empirique permettant de prévoir des prix réels est impossible du fait de variables trop nombreuses, alors les deux théories reposent l'une comme l'autre sur un fondement qui les rend intenables. Mais comme la théorie subjective de la valeur de Mises, notre version d'une théorie de la valeur-travail est un ensemble d'axiomes *a priori* et de déductions tirées de ceux-ci, qui peuvent être utilisés pour mieux interpréter les données de marché après coup. Les critiques de Böhm-Bawerk sur Ricardo ou Marx, basées sur l'échec de l'observation à confirmer leurs théories dans la totalité des cas, sont également applicables à la théorie de la valeur de Mises.

Les Autrichiens ont usé d'un argument proche : que le prix d'équilibre est une construction imaginaire qui ne peut jamais être observée sur un marché. Mais (comme nous le verrons dans une section suivante de ce chapitre) ce scepticisme épistémologique radical se dégonfle vite quand on songe au concept autrichien de l'"État Final" ou "Équilibre Final". Comme Mises l'écrit lui-même,

> *La méthode spécifique de l'économie est la méthode des modèles imaginaires.*
>
> *Cette méthode est celle de la praxéologie. (...)*
>
> *Un modèle théorique est l'image conceptuelle d'une suite d'événements logiquement tirée des éléments d'action qui y sont inclus. C'est un résultat déductif, dérivé ultimement de la catégorie fondamentale de l'agir, qui est l'acte de préférer et écarter.*
>
> *La formule essentielle pour l'agencement de modèles théoriques consiste à abstraire de l'opération certaines des conditions présentes dans l'action réelle. Nous sommes alors en mesure d'identifier les conséquences hypothétiques de l'absence de ces conditions et de concevoir l'effet de leur présence. (...)*
>
> *Le modèle théorique d'une économie de marché pur et sans entraves suppose qu'il y a division du travail et propriété privée (direction privée) des moyens de production, et qu'en conséquence il y a échange de biens et de services sur le marché. Il suppose que le fonctionnement du marché n'est pas obstrué par des facteurs institutionnels. (...) Le marché est libre, il n'y a pas d'ingérence de facteurs extérieurs au marché, quant aux prix, aux taux de salaires et aux taux d'intérêts. En partant de ces hypothèses, l'économie essaie d'élucider le fonctionnement d'une pure économie de marché. C'est seulement à un stade ultérieur, ayant épuisé tout ce que l'on peut apprendre de l'étude de ce modèle imaginaire, que la science économique se tourne vers l'étude des divers problèmes soulevés par l'ingérence sur le marché, du pouvoir et des autres organisations qui emploient la contrainte et l'intimidation.*[67]

La description hypothétique que fait Böhm-Bawerk d'une économie "sans frictions" ci-dessus peut être considérée comme une première tentative d'arriver à un modèle conceptuel abstrait de cet acabit. L'"état final" de Mises en est une autre, vers un modèle descriptif des valeurs vers lesquelles les prix tendent en permanence :

> *Les prix de toutes les marchandises et de tous les services tendent à tout moment vers un état final. (...) Mais l'économie en mouvement n'atteint jamais cet état final imaginaire. De nouvelles données apparaissent sans arrêt et détournent la tendance des prix de leur terme antérieur, vers un état final différent auquel peut correspondre un taux différent de l'intérêt originaire.*[68]

Rothbard a encore développé le concept sous le nom d'"équilibre final". Malgré ses attaques sur des caricatures-hommes de paille et son pinaillage sémantique sur l'œuvre de Marshall, son concept ressemble assez à celui de Marshall de "long terme"[4].

> *Il doit être distingué des prix d'équilibre atteints chaque jour par l'action de l'offre et de la demande. L'état d'équilibre final est celui vers lequel tend l'économie. (...) Dans la vie réelle, toutefois, les données changent en permanence, et de ce fait, avant d'arriver à un point d'équilibre final, l'économie fluctue autour d'une position d'équilibre final.*
>
> *De ce fait, la position d'équilibre change en permanence, en conséquence de quoi elle n'est jamais atteinte en pratique. Mais même en n'étant jamais*

4 *NdT : "Long run" en anglais, aucune traduction disponible de Marshall*

> *atteinte en pratique, elle a une importance très réelle. D'abord, elle est comme le lièvre derrière lequel court un chien. Elle n'est jamais atteinte en pratique et change en permanence, mais elle explique la direction de la course du chien.*[69]

Ah ! Donc l'objection de Rothbard aux "ciseaux" de Marshall est l'affirmation de Marshall qu'un "prix d'équilibre" ou un [prix de] "long terme" pourraient être atteints en pratique ! C'est assez étrange cependant, car je ne puis me souvenir d'une telle affirmation sous la plume de Marshall.

Nous devons être attentifs, en passant, à distinguer les concepts autrichiens d'"état final" et d'"équilibre final" de celui d'"économie en rotation uniforme". Le "long terme" de Marshall, bien que présentant une ressemblance avec l'"équilibre final", diffère fondamentalement de l'"économie en rotation uniforme". Cette dernière est une représentation imaginaire d'une économie statique pour laquelle tout changement est vu comme abstrait. Le "long terme", à l'opposé, est un but vers lequel tend l'économie à tout moment à travers les évaluations subjectives des acteurs du marché et les fluctuations du marché (d'une manière très similaire au "prix naturel" d'Adam Smith).

F. La Synthèse Marshallienne

Alfred Marshall, le fondateur de l'école dite néoclassique, est aussi le premier économiste d'importance à tenter une réconciliation des idées de Ricardo avec celles des marginalistes. Suivant l'exemple de Senior et Longfield et leur interprétation par Mill, Marshall considère l'"abstinence" du capital (ou sa "mise en attente") comme une autre forme de désutilité, assimilable en cela au travail. Il les fusionne alors en une théorie subjective unifiée du "coût réel", les considérant comme le facteur déterminant du prix. Ainsi que le dit Mill, les profits sont la rémunération de l'abstinence du capitaliste, de la même manière que les salaires sont la rémunération du travail. Cette synthèse marshallienne adopte virtuellement la totalité de l'appareil conceptuel du marginalisme, mais est plus proche dans l'esprit des théories basées sur les coûts de production de Ricardo et Mill.[70]

En ce qui concerne le profit comme "coût" du capital, Marshall le reprojette en termes subjectifs : il en fait le retour nécessaire à persuader l'investisseur à amener son capital sur le marché. « Tout le monde est bien conscient qu'aucun paiement ne serait offert pour l'usage d'un capital, à moins qu'un gain soit à espérer de cet usage. (…) » Opposé à la théorie de la plus-value de Rodbertus et Marx, Marshall affirme que la valeur d'échange est le résultat à la fois « du travail et de l'attente ». Marshall distingue, dans des termes similaires à ceux de Böhm-Bawerk, l'intérêt brut de l'intérêt net en tant que récompense pour l'attente.[71]

Au sujet de cette notion de profit ou d'intérêt comme récompense pour l'"abstinence" ou l'"attente" (ou "préférence temporelle" dans le vocabulaire de l'école autrichienne), nous en dirons bien plus dans les deux prochains chapitres. Dans l'immédiat, nous nous contenterons de dire que la valeur sur le marché de l'abstinence, comme le taux sur la préférence temporelle des Autrichiens, varie grandement et du fait de facteurs tels que de la distribution de la propriété et les impossibilités légales imposées à la concurrence sur le marché des capitaux.

Marshall refond les deux facteurs ricardiens de la détermination du prix, le travail et la rareté, en lames de ses ciseaux. "Il serait aussi raisonnable de se demander si les prix sont le fruit de l'utilité ou du coût de production que de se demander si c'est la lame du haut ou la lame du bas

d'une paire de ciseaux qui coupe le papier (...)"[72]

Marshall pensait que Ricardo s'était trompé en mettant une emphase excessive sur l'importance du coût ou du prix des fournitures, aux dépens de la demande ou de l'utilité. Au sujet de la négligence de Ricardo envers la demande, Marshall écrit qu'elle a fait récemment l'objet d'une attention accrue, en conséquence de

> *la conviction de plus en plus répandue dans les dégâts faits par l'habitude de Ricardo de donner une importance disproportionnée aux coûts de production, dans son analyse des causes qui déterminent la valeur d'échange. Car bien que lui et ses plus grands disciples fussent convaincus que les conditions de la demande jouaient un rôle tout aussi important que celles de l'offre dans la détermination de la valeur, ils n'ont pas exprimé leur pensée avec toute la clarté nécessaire, et ils n'ont été correctement compris que par les plus attentifs des lecteurs.*[73]

Ainsi que la dernière phrase le suggère, Marshall croyait que les limitations de l'économie ricardienne était autant due à de piètres interprétations qu'à la théorie elle-même.

Plus important, l'affirmation de Marshall que la demande joue "un rôle aussi important" que l'offre est justifiée par son analyse du facteur temps. Pour Marshall, plus la période de temps est courte, plus il est possible de traiter l'offre comme fixe pour la période en question ; en conséquence de quoi, la lame de la rareté prédomine sur celle du coût. Le prix est déterminé, à n'importe quel instant, par l'équilibre entre la demande et l'offre disponible à cet instant précis. Alors que le facteur temps entre en jeu, et alors que l'offre peut être traitée comme une variable dynamique, la lame du coût récupère son ascendant jusqu'à ce que, dans une approche hypothétique incluant un "pur" prix d'équilibre, le prix s'approche de plus en plus près du coût. Marshall conclut que, « en règle générale, plus courte est la période de temps considérée, plus nous devons prêter attention à l'influence de la demande sur la valeur ; et plus longue est la période, plus le coût aura une influence déterminante »[74].

Alors qu'il décrit l'équilibre hypothétique vers lequel tend le marché, Marshall emploie un langage très similaire à celui de Mises concernant la valeur des "constructions imaginaires" :

> *Notre premier pas dans l'étude des influences exercées par l'élément temps sur les relations entre le coût de production et la valeur pourrait bien être de considérer cette fameuse fiction de l'"état stationnaire" dans lequel ces influences ne seraient que peu ressenties ; et d'observer les contrastes entre les résultats obtenus et ceux observés dans le monde moderne.*[75]

Et alors, incroyablement similaire à Böhm-Bawerk, il écrit que les prix à court terme « sont commandés par la relation de la demande aux stocks disponibles sur le marché » à n'importe quel moment.[76] Les stocks de biens existants sont tout ce qui est disponible durant le temps nécessaire à une production supplémentaire, quelle que soit la demande ; et les bien en surplus représentent un "coût embarqué", quelle que soit l'insuffisance de la demande.

> *Encore une fois, il n'y a pas de lien entre le coût de reproduction et le prix dans le cas de la nourriture dans une ville assiégée, de la quinine en pénurie sur une île touchée par la fièvre, d'un tableau de Raphael, d'un livre qui n'intéresse personne, d'un navire cuirassé d'un modèle dépassé, du poisson lorsque le marché est saturé, du poisson lorsque le marché est proche de*

> *l'inactivité, d'une cloche fêlée, d'un vêtement passé de mode, ou d'une maison dans un village minier abandonné.*[77]

Le coût de production influence le prix seulement avec le temps, alors que l'offre s'ajuste sur la demande effective, et c'est ainsi que l'offre et la demande approchent d'un équilibre.

Mais ainsi que Marshall le montra, l'offre elle-même est une variable dépendante : « l'offre actuelle est en partie due à l'action des producteurs dans le passé ; et cette action a été déterminée par le résultat d'une comparaison des prix auxquels ils espéraient vendre leurs biens, comparées aux dépenses que leur imposait leur production. »[78] L'offre et la demande opèrent toujours au fil du temps, de façon à amener la production à un niveau adapté à la demande effective aux coûts de la production, et donc à égaliser le prix et le coût de production. Le prix de la demande ne cesse d'informer les producteurs de façon à leur faire réduire ou augmenter leur production, jusqu'à ce que le prix de la demande égale le prix de l'offre.

> *Mais dans la vie réelle, de telles oscillations sont rarement aussi régulières que celles d'une pierre pendue au bout d'une ficelle ; la comparaison serait plus exacte si on imaginait la pierre plongée dans des rapides, dont le flot serait par moment libre de circuler, par moments retenu par un barrage. (…) Car en fait l'offre et la demande ne demeurent pas inchangées pour de longues périodes de temps ensemble, et chaque changement de l'une ou l'autre altère la quantité d'équilibre et le prix d'équilibre et les déplace vers de nouveaux centres autour desquels la quantité et le prix tendent à osciller.*
>
> *Ces considérations montrent la grande importance de l'élément temporel dans la relation [du prix] à l'offre et à la demande. (…)*[79]

Mais nonobstant ces facteurs de complexité, il est néanmoins vrai qu'à tout moment le prix sur le marché tend vers un point d'équilibre auquel le producteur reçoit tout juste compensation pour avoir amené ses biens sur le marché.

> *Il y a une tendance constante vers un équilibre normal, dans lequel l'offre de chacun de ces agents [c'est-à-dire des facteurs de production] s'ajustera de telle manière par rapport à la demande de ses services qu'elle donnera à chacun de ceux qui ont mis leurs produits sur le marché une récompense suffisante pour leurs efforts et sacrifices. Si les conditions économiques du pays restaient stationnaires pendant un temps suffisamment long, cette tendance réaliserait un ajustement parfait de l'offre sur la demande, de sorte qu'humains comme machines recevraient de manière générale pour leurs efforts un montant équitable pour leur coût de fabrication et de formation. (…) Telles que les choses sont, les conditions économiques du pays changent constamment, et le point d'ajustement normal de l'offre et de la demande en relation au travail varie en permanence.*[80]

Si Ricardo a pu orienter excessivement son analyse dans une direction, Marshall pensait que les pères de la révolution marginaliste étaient allés encore plus excessivement dans la direction opposée. Marshall tenait « les fondations de la théorie telles qu'elles ont été laissées par Ricardo [pour] intactes ; beaucoup leur a été ajouté, énormément a été construit sur elles, mais bien peu leur a été soustrait »[81].

Quant à Jevons, non-seulement surestimait-il sa propre doctrine, mais il la faisait découler d'une lecture méthodiquement fausse de Ricardo et Mill.

> *Il y a peu d'auteurs modernes qui se sont approchés aussi près de la brillante originalité de Ricardo que Jevons. Mais il apparaît qu'il a jugé à la fois Ricardo et Mill avec sévérité, et leur a attribué des doctrines plus limitées et moins scientifiques que celles qu'ils professaient réellement. Et son désir manifeste de mettre l'accent sur un aspect de la valeur auquel ils n'avaient pas donné une importance suffisante était probablement dans une certaine mesure responsable de son affirmation, "Des réflexions et questionnements répétés m'ont amené à l'opinion, quelque peu novatrice, que la valeur dépend entièrement de l'utilité.". (…) Cette affirmation semble n'être pas moins partisane et fragmentaire, tout en étant bien plus trompeuse, que celle vers laquelle Ricardo a souvent glissé insensiblement, de la dépendance de la valeur aux seuls coûts de production ; celle-ci cependant, il ne la vit jamais comme plus qu'une partie d'une doctrine plus large, dont il essayait d'expliquer le reste.*
>
> *Jevons continue : – "nous n'avons qu'à déduire les lois de la variation de l'utilité comme dépendant de la quantité de produit en notre possession pour arriver à une théorie de l'échange satisfaisante, de laquelle les lois ordinaires de l'offre et de la demande sont une conséquence nécessaire. (…) Le travail est souvent l'un des déterminants de la valeur, mais seulement d'une manière indirecte, parce qu'il fait varier le degré d'utilité d'un produit par un accroissement ou une limitation de l'offre." Comme nous le voyons ici, la dernière de ces affirmations a été faite précédemment, de manière aussi floue et imprécise, aussi bien par Ricardo que par Mill ; mais ils n'auraient accepté l'affirmation précédente. Parce qu'alors qu'ils considéraient les lois naturelles de l'évolution de l'utilité comme trop évidentes pour nécessiter une explication, et alors qu'ils admettaient que le coût de production pourrait bien n'avoir aucun effet sur la valeur d'échange s'il ne pouvait en avoir aucun sur les montant produits pour la vente ; leurs doctrines impliquaient que ce qui est vrai de l'offre est vrai mutatis mutandis de la demande, et que l'utilité d'un produit pourrait n'avoir aucun effet sur sa valeur d'échange si elle ne pouvait avoir aucun effet sur la quantité demandée par les acheteurs sur le marché. (…)*[82]

En réponse à la position quelque peu absolutiste de Jevons affirmant la détermination exclusive du prix par l'utilité, Marshall fait remarquer que « la valeur d'échange d'une chose est la même sur l'ensemble d'un marché ; mais les degrés finaux d'utilité à laquelle elle est vouée ne sont pas égaux entre deux points quels qu'ils soient. » Un fournisseur « vend des choses qui représentent un pouvoir d'achat égal pour ses acquéreurs, mais des utilités très différentes. »[83] Marshall utilise le même argument plus tôt dans son livre, utilisant l'illustration d'un trajet en calèche : bien que l'utilité marginale du trajet en calèche puisse être bien plus importante pour un pauvre que pour un riche, le prix demeure, dans les deux cas, de deux pence.[84]

> *Il est vrai que Jevons lui-même était parfaitement conscient de ceci ; et que sa position peut être rendue cohérente avec les faits de la vie par des séries d'interprétations, qui dans les faits substituent "prix de la demande" et "prix*

> *de l'offre" avec "utilité" et "désutilité" : mais, ainsi amendées, elles perdent beaucoup de leur force de frappe contre les doctrines anciennes, et si les deux doivent également être jugées sévèrement, avec une interprétation strictement littérale, alors les anciens raisonnements, bien qu'imparfaitement précis, semblent plus proches de la vérité que ceux que Jevons et quelques-uns de ses disciples ont essayé de leur substituer.*[85]

Afin de défendre la sophistication de la doctrine de Ricardo ainsi qu'il la comprend, Marshall ressort des affirmations issues des lettres de Ricardo à Malthus : « c'est l'offre qui régule la valeur, et l'offre elle-même est contrôlée par les coûts de production comparés. » Et dans sa lettre suivante : « Je ne nie pas l'influence de la demande sur le prix du blé, ou sur celui de toute autre marchandise : mais l'offre talonne de près et bientôt le pouvoir de réguler le prix est entre ses mains, et dans cette régulation, elle est déterminée par le coût de production. » De même, il cite Mill pour rappeler que « la loi de l'offre et la demande (…) est contrôlée mais non mise de côté par la loi du coût de production, car le coût de production n'aurait aucun effet sur la valeur s'il ne pouvait en avoir aucun sur l'offre. » De fait, la doctrine "révolutionnaire" de Jevons affirmant que l'influence du coût de production se faisait sentir à travers la loi de l'offre et la demande était incluse dans la doctrine de Ricardo et Mill.[86]

Faisant le bilan du conflit entre Jevons et les économistes politiques classiques, Marshall a critiqué Jevons pour avoir négligé le facteur temps tout autant que Ricardo : « Parce qu'ils tentent de réfuter les doctrines concernant les tendances ultimes (…) des relations entre le coût de production et la valeur au moyen d'arguments basés sur les causes de changements temporaires et de fluctuations de courte durée de la valeur. »[87]

Comme nous le verrons dans la section suivante, l'importance excessive du court terme chez Jevons et son traitement des stocks disponibles comme facteur statique à n'importe quel moment précis sont repris exactement par les Autrichiens dans leur critique du principe de coût.

G. Rothbard contre la Synthèse Marshallienne

Murray Rothbard rejette avec la plus grande virulence cette tentative marshallienne de synthèse des innovations marginalistes avec l'héritage de Ricardo. Dans le même temps, il rejette la prétention de Marshall d'intégrer le travail et l'attente comme des éléments du "coût réel". Pour comprendre pourquoi, nous devons pour commencer comprendre la distinction qu'opère Rothbard entre les actions *ex-ante* et *ex-post*. En jugeant *ex-ante*, un agent détermine quel enchaînement d'actions futur a le plus de chances de maximiser son utilité. Un jugement *ex-post*, au contraire, est une estimation des résultats d'une action passée. Rothbard nie que des "coûts embarqués" puissent donner de la valeur. « (…) des coûts survenus dans le passé ne peuvent conférer aucune valeur (…) maintenant. »[88] « Il est évident (…) qu'une fois le produit fabriqué, le 'coût' n'a aucune influence sur le prix de ce produit. Les coûts passés, étant éphémères, n'ont aucune conséquence sur la détermination des prix présents (…) »[89]

Contre la doctrine de l'économie politique classique affirmant que "les coûts déterminent le prix", ce qui était "supposé être la loi déterminant le prix 'sur le long terme'", il fait valoir que "la vérité est précisément l'inverse" :

> *Le prix du produit final est déterminé par les valorisations et les demandes des consommateurs, et ce prix détermine ce que sera le coût. Les facteurs*

> *influant sur les salaires sont les ventes aux consommateurs, et ne déterminent pas ceux-ci à l'avance. Les coûts de production, de ce fait, sont à la merci du prix final, et pas le contraire. (...)*[90]

Une doctrine révolutionnaire, s'il en est ! Enfin, après une analyse un peu plus poussée, elle ne semble plus si révolutionnaire, après tout. Et les Marshall et Ricardo auxquels Rothbard s'est opposé avec tant d'emphase, s'avèrent être de grossières caricatures. Leur traitement du principe de coût n'était en rien aussi crûment métaphysique que « le prix du produit final est déterminé par les "coûts de production"(...) »[91] (Rothbard est, on doit le lui accorder, plus charitable que Böhm-Bawerk, qui s'est senti obligé de nier qu'il y ait la capacité « dans quelque élément de la production à insuffler de la valeur de manière immédiate ou nécessaire dans son produit. »[92])

On doit admettre aussi que Rothbard fait une tentative hésitante de se montrer équitable, donnant une description un peu moins caricaturale des "ciseaux" de Marshall :

> *Marshall tente de réhabiliter la théorie du coût de production des Classiques en concédant que "à court terme", sur le marché accessible, la demande des consommateurs dirige les prix. Mais sur le long terme, pour les biens reproductibles importants, le coût de production serait déterminant. Selon Marshall, l'utilité comme le coût déterminent le prix, comme les lames d'une paire de ciseaux, et une lame serait plus importante à court terme et l'autre à long terme. (...)*

Mais il entreprend immédiatement de démonter la doctrine de Marshall – ou plus exactement une caricature de celle-ci. Dans sa version homme de paille de Marshall, un équivalent moderne des scolastiques réalistes du Moyen Âge, le "long terme" devient un phénomène à l'existence concrète.

> *L'analyse de Marshall souffre d'un grave défaut méthodologique – en fait d'une confusion méthodologique presque tragique en ce qui concerne le "court terme" et le "long terme". Il considère le "long terme" comme existant réellement, comme si c'était l'élément permanent, persistant, observable derrière le flux agité et essentiellement sans importance de la valeur de marché. (...)*
>
> *La conception du "long terme" de Marshall est complètement fallacieuse, et ceci invalide complètement les fondements de sa structure théorique. Le "long terme", par essence, n'existe jamais et ne peut jamais exister. (...)*
>
> *Pour analyser les forces déterminantes dans un monde de changement, [l'économiste] doit construire de manière hypothétique un monde de non-changement [par exemple, l'économie en rotation uniforme]. C'est très différent de (...) dire que le long terme existe ou qu'il est, d'une certaine manière, plus permanent ou plus persistent que les données réelles du marché. (...) Le fait que les prix égalent les coûts "à long terme" ne signifie pas que les coûts vont effectivement égaler les prix, mais que la tendance existe, une tendance qui est constamment contrariée dans la réalité par les changements et l'agitation dans les données du marché que Marshall étudie.*[93]

(Nous avons déjà vu, au fil de notre développement, que le long terme de Marshall n'est pas

équivalent au monde hypothétique de non-changement des Autrichiens, ou à leur économie en rotation uniforme, mais plutôt à l'"équilibre final" vers lequel l'économie tend, mais qu'elle n'atteint jamais.)

Comparons maintenant la version de Rothbard à ce que Marshall a réellement dit, puisque nous le citons juste au-dessus :

> *Mais dans la vie réelle, de telles oscillations sont rarement aussi régulières que celles d'une pierre pendue au bout d'une ficelle ; la comparaison serait plus exacte si on imaginait la pierre plongée dans des rapides, dont le flot serait par moment libre de circuler, par moments retenu par un barrage. (…) Car en fait l'offre et la demande ne demeurent pas inchangées pour de longues périodes de temps ensemble, et chaque changement de l'une ou l'autre altère la quantité d'équilibre et le prix d'équilibre et les déplace vers de nouveaux centres autour desquels la quantité et le prix tendent à osciller.*
>
> *Ces considérations montrent la grande importance de l'élément temporel dans la relation [du prix] à l'offre et à la demande. (…)*[94]
>
> *Il y a une tendance constante vers un équilibre normal, dans lequel l'offre de chacun de ces agents [c'est à dire des facteurs de production] s'ajustera de telle manière par rapport à la demande de ses services qu'elle donnera à chacun de ceux qui ont mis leurs produits sur le marché une récompense suffisante pour leurs efforts et sacrifices. Si les conditions économiques du pays restaient stationnaires pendant un temps suffisamment long, cette tendance réaliserait un ajustement parfait de l'offre sur la demande, de sorte qu'humains comme machines recevraient de manière générale pour leurs efforts un montant équitable pour leur coût de fabrication et de formation. (…) Telles que les choses sont, les conditions économiques du pays changent constamment, et le point d'ajustement normal de l'offre et de la demande en relation au travail varie en permanence.*[95]

Plus important que la déviation de la plupart des prix de leur valeur normale à n'importe quel moment est le fait qu'ils tendront vers cette valeur avec le temps s'ils ne sont pas entravés par un privilège monopolistique. Ainsi que l'écrit Schumpeter, bien qu'il puisse toujours y avoir un taux de profit moyen positif, « il est suffisant que (…) le profit de chaque installation particulière soit sans cesse menacé par une concurrence potentielle ou active avec de nouveaux produits ou méthodes de productions qui tôt ou tard la mettront en déficit. » L'évolution du prix de n'importe quel capital ou bien de consommation particulier, sous l'influence de la concurrence, sera vers le coût : « aucun assemblage particulier de biens capitaux ne demeure une source de profit pour l'éternité (…) »[96] Ou, avec les mots de Tucker, « la concurrence [est] le grand niveleur de prix qui les ramène au coût du travail de production. »[97]

En mettant de côté la caricature que fait Rothbard des positions de Marshall (par exemple sa supposée position selon laquelle le long terme existerait réellement de quelque manière, comme un modèle statique tel que l'Économie en Rotation Uniforme), nous constatons que Marshall a dit des choses qui pouvaient se rapprocher de ce que dit Rothbard : le prix des biens reproductibles tend vers le coût de production. Le prix d'équilibre et le "long terme", comme l'"équilibre final" des Autrichiens, ne sont pas considérés dans des termes conceptuels

réalistes, comme s'ils étaient des choses réellement existantes. Au contraire, ils sont des constructions théoriques aidant à la compréhension du monde réel. La posture autrichienne de scepticisme radical, lorsqu'il y a une position idéologique à défendre, prive de manière effective les économistes de la capacité à faire des généralisations valides au sujet des récurrences observées dans les phénomènes du monde réel.

Le problème avec la critique rothbardienne de Marshall, c'est qu'elle pourrait tout aussi bien s'appliquer à Rothbard lui-même. Par exemple, Rothbard admet que les coûts de production pourraient avoir un effet indirect sur le prix, à travers son effet sur l'offre. Dans son développement sur la distinction entre jugements *ex-ante* et *ex-post*, cité plus haut, il affirme également qu'il est « clair que les jugements *ex-post* de l'agent lui sont principalement utiles dans la pondération de ses considérations *ex-ante* et en prévision d'actions futures. »[98] Et directement après son affirmation citée ci-dessus que « le "coût" n'a pas d'influence sur le prix du produit », il développe encore :

> *Personne ne nie que les coûts ont une influence sur la production. Cependant, cette influence ne se fait pas directement sur les prix, mais sur les quantités qui seront produites ou, plus spécifiquement, sur le point auquel les facteurs de production seront utilisés. (…) Le niveau des coûts sur des échelles de valeur individuelles, alors, devient un des déterminants de la quantité, du stock qui sera produit. Ce stock, évidemment, jouera plus tard un rôle dans la détermination du prix du marché. Ceci pourtant est bien loin de valoir affirmation que le coût détermine le prix, ou le co-détermine avec l'utilité.*[99]

Sauf que c'est quasiment comme ça que Marshall lui-même explique l'action du principe de coût, longuement, lors de son analyse de la critique de Jevons contre Ricardo, dans l'appendice I de ses Principes d'Économie. En fait on peut trouver nombre de passages dans les Principes d'Économie dans lesquels Marshall décrit l'action du coût sur le prix à travers l'offre, dans des mots quasiment identiques à ceux de Rothbard ci-dessus. Marshall n'affirme pas que le prix d'un bien présent spécifique est "déterminé" de manière mystique par son prix de production passé. Il affirme au contraire que les prix au fil du temps tendent vers le coût de production à travers les décisions des producteurs tentant de s'assurer que les prix du marché justifient la production future.

Les Autrichiens ont accompagné de raisonnements bien compromettants leurs affirmations creuses que l'utilité détermine la valeur et que le prix final détermine les coûts de production. Böhm-Bawerk, dans sa Théorie Positive, écrit que la valeur est déterminée par « l'importance de ce désir concret (…) qui est le moins urgent parmi les désirs satisfaits par les stocks disponibles de biens similaires. [emphase ajoutée] »[100] Rothbard écrit que « le prix d'un bien est déterminé par son stock total existant et l'ordonnancement de la demande le concernant sur le marché. [emphase ajoutée] »[101] Encore un : « Dans le monde réel des prix de marché immédiats, (…) il est évident que le prix est uniquement déterminé par l'évaluation du stock – par des 'utilités' – et pas du tout par le coût en argent. (…) La plupart des économistes reconnaissent que dans le monde réel (le soi-disant 'court terme') les coûts ne peuvent déterminer les prix. (…) [emphase ajoutée] »[102] Ça ressemble terriblement, en vérité, à la description par Marshall de la prédominance de la lame "utilité" de ses ciseaux pour le "court terme". La différence, comme nous l'avons vu précédemment, c'est que Rothbard dénonce la simple idée de "long terme" comme étant totalement insensée.

Les conditions requises par Rothbard pour le principe de coût suggèrent une limitation de la théorie subjective de la valeur que nous avons régulièrement pointée du doigt dans les sections précédentes : elle ne peut être prise littéralement que dans la mesure où nous ignorons la nature dynamique de l'offre et traitons l'équilibre entre la demande et les stocks existants de produits à n'importe quel moment sans jamais prendre en compte le facteur temps.

Ceci est vrai à la fois de la théorie de l'utilité des biens de consommation des Autrichiens, qui présume de stocks fixes au moment de l'échange, et de leur théorie de l'imputation des facteurs de prix, qui de la même manière présume un stock fixe des biens d'ordre supérieur. Dobb critiqua le second ainsi :

> *Si la situation est traitée en termes de biens-capitaux concrets (en mettant de côté le type du "capital" du fait d'une supposée rareté du facteur), alors si ces biens sont reproductibles, il ne devrait y avoir aucune raison pour aucun taux de profit positif dans des conditions strictement statiques. Si toutes les contributions autres que le travail sont des contributions issues d'une production, où se trouve la "rareté" spécifique supposée être à la source du profit ? Si les hypothèses d'équilibre statique complet sont correctement remplies, alors la production du secteur des biens-capitaux de l'économie va tendre à augmenter jusqu'à ce que la fourniture de ces biens soit adaptée au besoin de ceux-ci. (…) Avec leur offre exactement adaptée à leur demande pour des besoins de remplacement du matériel usagé, il n'y aura plus aucune raison pour leur prix de dépasser leur coût de leur remplacement, ou le surcoût dû à leur perte de valeur.*[103]

Dobb écrit aussi à propos de « l'hypothèse [des Autrichiens] au sujet de produits donnés issus de facteurs de production variés, ayant une détermination consécutive de tous les prix par la demande (…) »[104] Plus tard dans le même livre, Dobb critique l'artificialité de valeurs théoriques intégralement basées sur l'équilibre de court terme de l'offre et de la demande :

> *(…) si on veut soutenir de telles positions, un certain nombre de choses doivent être considérées comme figées (telles que – pour prendre le cas extrême – dans toutes les affirmations au sujet des situations de "courtes périodes" ou quasi-courtes périodes marshalliennes) : les données sont des variables dépendantes d'un autre, et "plus profond", niveau d'analyse. (…)*
>
> *Une façon d'illustrer ce que veut dire quelqu'un qui parle de contextes dans lesquels peuvent advenir des relations d'échange basées sur la demande peut être celle-ci. On pourrait supposer que tous les apports productifs soient des objets naturels disponibles n'importe quand dans des quantités données imposées par leur nature [par exemple, les pierres météoriques de Marshall]. (…) Mais alors bien sûr le processus de production tel qu'on l'entend habituellement (…) n'existerait simplement pas. (…)*
>
> *Dans la mesure par contre où l'activité humaine se voit assigner un rôle majeur dans le processus de production et où des apports reproductibles (…) remplacent les objets naturels, l'essence des problèmes économiques devient différente. (…)*
>
> *Mais si un modèle formel de détermination (…) peut être construit et peut fournir certaines informations dans une situation de moyens ou d'apports*

> *déterminés par la nature, pourquoi ne serait-il pas capable de faire de même dans des situations analogues dans lesquelles un quelconque ensemble de n moyens de productions ou apports, bien que non-soumis à des limitations naturelles, sont nécessairement déterminés par les apports qui leur sont nécessaires d'une manière ou d'une autre ? (…) En fait, c'est possible ; mais à la condition stricte que l'ensemble de n moyens de productions ou apports soit une donnée figée. La restriction est importante. Elle met hors scope toutes les situations dans lesquelles ces fournitures sont appelées à changer (c'est-à-dire de changer en réaction à leurs prix), et la théorie ainsi réduite ne peut produire aucune analyse concernant pourquoi et comment ces changements se produisent ou quant à leurs effets – c'est la raison pour laquelle nous avons évoqué les situations dans lesquelles une telle théorie peut s'appliquer comme des "situations de périodes quasi-courtes".*[105]

Dans Économie Politique et Capitalisme, Dobb écrit dans des termes similaires sur l'hypothèse autrichienne selon laquelle « dans n'importe quel ensemble de conditions, l'offre des facteurs de production ultimes est fixée. »[106] Il précisa ceci dans une note, ajoutant « Pour être précis, les Autrichiens ne présument pas et n'ont pas besoin de présumer que l'offre des facteurs de production élémentaires est inchangeable : seulement que leur quantité est déterminée par des conditions extérieures au marché, et de ce fait pouvant être traitée comme indépendante. »[107] Néanmoins, l'effet pratique est qu'« étant limités par une rareté inaltérable (pour le moment), ces facteurs, comme n'importe quel produit, acquerraient un prix égal au service marginal qu'ils pourraient rendre à la production : ces prix forment les éléments constituants du coût. »[108] Ceci requiert de faire délibérément abstraction de la "théorie de la valeur" des facteurs de production en ce qui concerne le coût, ou n'importe quelles "caractéristiques affectant l'offre".[109]

De plus, la théorie autrichienne sur les prix des facteurs de production est, d'une certaine manière, un exercice élaboré de questions-réponses aux questions soigneusement calibrées, aux réponses soigneusement préparées. Dire que les facteurs de production ont leur prix déterminé par leur productivité marginale est une autre façon de dire que le prix est basé sur le profit et sur la rente espérés par le capital. Ces dernières quantités, et leur niveau naturel dans un marché libre, sont précisément les points de désaccord entre les visions mutuelliste et autrichienne du fonctionnement d'un marché libre.

Ainsi que James Buchanan l'explique, la théorie subjective est une tentative d'appliquer la théorie classique de la valeur aux biens dont l'offre est fixe, reproductibles ou pas.

> *Le développement d'une théorie générale de la valeur d'échange était devenu une préoccupation importante. L'analyse classique était rejetée parce qu'elle contenait deux modèles séparés, l'un pour les biens reproductibles, l'autre pour les biens dont l'offre est fixe. La solution était d'affirmer la généralité du modèle simple de valeur d'échange que les auteurs classiques avaient réservé à la seconde catégorie. La valeur d'échange devenait dans tous les cas, selon les théoriciens de l'utilité marginale, déterminée par celle-ci, par la demande. Au point d'échange sur le marché, toutes les offres sont fixées. Par conséquent, les valeurs relatives et les prix sont déterminés exclusivement par les utilités marginales relatives.*[110]

Marshall croyait, en passant, que le coût de production influence la demande même à court terme, à travers l'espoir des acheteurs de baisse du prix avec l'augmentation de la production. Pour avoir un cas montrant l'effet des espoirs la demande et les prix, il suffit de penser aux appareils électroniques. Combien de personnes ont reporté l'achat d'un lecteur DVD dans l'espoir qu'ils seraient moins chers à produire un ou deux ans plus tard ?

Pour les Autrichiens, par définition, la "valeur" est identique au prix du marché à n'importe quel moment. Le "prix futur" est en fait soumis à changements, à travers les réactions des producteurs au prix présent ; mais aller jusqu'à introduire un concept utile de "prix d'équilibre" ou affirmer une relation entre prix et coût de production leur est inenvisageable. Les constructions théoriques sont belles et bonnes – mais seulement pour les Autrichiens.

La doctrine autrichienne selon laquelle l'utilité détermine le prix, si on la prend littéralement, est un non-sens évident. Elle n'est vraie que dans des cas respectant des conditions que les Autrichiens imposent eux-mêmes : que la valeur est déterminée sans attribuer aucune importance au long terme, mais seulement en regard des stocks disponibles comparés à la demande du marché à l'instant donné. Et ces conditions, combinées à l'admission par Rothbard que le coût de production affecte indirectement le prix à travers son effet sur l'offre, amènent la substance de la théorie de Rothbard aux abords immédiats de celle de Marshall.

La caricature de Marshall par Rothbard ressemble énormément à l'homme de paille présenté comme étant l'économie politique classique que Jevons se félicitait d'avoir détruit il y a plus d'un siècle. Et l'analyse par Marshall de la critique par Jevons de Ricardo, que nous avons détaillée ci-dessus, peut être tournée contre Rothbard avec une grande efficacité : si nous considérons la véritable doctrine de Marshall, plutôt que la grossière parodie qu'en fait Rothbard, il est évident que les deux sont en substance bien plus proches que ce que Rothbard aurait pu admettre ; mais si nous décidons de prendre les doctrines de l'un et l'autre, Marshall et Rothbard, telles qu'elles sont brocardées par leurs ennemis – comme des affirmations brutes que soit le coût "détermine" le prix, soit l'utilité "détermine" le prix – alors la vérité est bien plus proche de la première affirmation que de la seconde.

Chapitre 2 : une réécriture subjective de la théorie de la valeur-travail

La critique par Eugen von Böhm-Bawerk de la théorie de la valeur-travail est la plus approfondie qui ait été produite à ce jour. Beaucoup des attaques qu'il y développe, comme nous avons pu le voir précédemment, sont soit des attaques sur des hommes de paille, soit basées sur ses propres opinions personnelles sur le niveau de généralité nécessaire pour une théorie de la valeur. Cependant, quelques-unes de ses critiques sont absolument valides.

La plus sensée des critiques de Böhm-Bawerk sur la théorie classique de la valeur-travail et sur les théories assimilées basées sur le coût concerne leur manque d'une fondation théorique formelle. Au sujet de Rodbertus, par exemple, il se plaint que cet auteur « se satisfaisait de pratiquement chaque occasion d'asséner(…) avec le ton d'un axiome », la proposition selon laquelle le travail crée la valeur d'échange. De fait, pour justifier sa proposition, Rodbertus ne faisait qu'en appeler à l'autorité de Smith et Ricardo[111]. Mais ni Smith ni Ricardo n'ont « donné aucune raison pour ce principe, ayant simplement affirmé sa validité comme quelque chose d'évident »[112].

Böhm-Bawerk cite en particulier Smith comme exemple de cette lacune. Après l'avoir cité sur l'état primitif de la société avant l'accumulation du capital, état dans lequel la quantité de travail "semble être" la seule base pour un échange entre chasseurs de cerfs et chasseurs de castors, Böhm-Bawerk commente :

> *En ces mots nous cherchons en vain quelque trace d'une base rationnelle pour cette doctrine. Adam Smith dit simplement : "il semble que ce soit la seule circonstance", "ça devrait naturellement", "c'est naturel", et ainsi de suite, mais au travers de ses affirmations, il laisse le lecteur se convaincre lui-même du "naturel de tels jugements" – une tâche (…) que le lecteur critique ne trouvera pas facile.*[113]

Böhm-Bawerk avait certainement raison quand il rejetait le processus d'élimination ("les processus systématiques et logiques de distillation") par lesquels Marx identifie le travail incorporé comme le seul facteur commun à tous les produits, celui sur lequel leur valeur d'échange peut être basée.[114]

Mais malgré la critique de Böhm-Bawerk, les fondements de la théorie de la valeur-travail sont implicites en d'autres endroits du travail de Marx, ainsi que dans celui des économistes classiques. Ils sont plusieurs fois passés très près de les formuler de manière explicite, et les ont souvent suggérés de manière indirecte. En dernière instance cependant, ils ne les ont jamais formulés de manière délibérée et consciente.

Dans leur forme implicite, ils apparaissent dans l'œuvre d'Adam Smith au travers de sa description par "la peine et l'embarras" de la nature du travail. Dans la période comprise entre la division du travail et l'accumulation à large échelle du capital, Smith écrit que tous les échanges étaient des échanges entre producteurs, des produits en surplus de leur propre production.

> *La division du travail une fois généralement établie, chaque homme ne produit plus par son travail que de quoi satisfaire une très-petite partie de ses besoins. La plus grande partie ne peut être satisfaite que par l'échange du*

> *surplus de ce produit qui excède sa consommation, contre un pareil surplus du travail des autres.*[115]

Le "prix réel" d'une chose, continue Smith, ce qu'elle « coûte réellement à celui qui en a besoin, c'est la peine et l'embarras de l'acquérir.(…) »

> *Ce qu'on achète avec de l'argent ou des marchandises est acheté par du travail, aussi bien que ce que nous acquérons à la sueur de notre front. (…) Le travail a été le premier prix, la monnaie payée pour l'achat primitif de toutes choses. Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement (…) En tous temps et en tous lieux, ce qui est difficile à obtenir ou ce qui coûte beaucoup de travail à acquérir, est* cher*, et ce qu'on peut se procurer aisément ou avec peu de travail est à* bon marché.[116]

Et Smith affirme clairement que "la peine et l'embarras" sont supposés être mesurés depuis le point de vue subjectif du travailleur :

> *Des quantités égales de travail doivent être, dans tous les temps et dans tous les lieux, d'une valeur égale pour le travailleur. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il sacrifie la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur.*[117]

Maurice Dobb ajoute : « Peut-être qu'on pourrait retranscrire tout ça en terminologie marshallienne et affirmer que c'est équivalent à dire que le travail est le coût réel ultime impliqué dans l'activité économique. »[118] Eric Roll a appelé ça une "théorie de la valeur basée sur le coût psychologique[5]"[119].

Les économistes politiques classiques ont occasionnellement suggéré une telle lecture du travail, mais ne l'ont jamais développée de manière systématique. Par exemple, Ricardo semble avoir considéré un mécanisme subjectif derrière l'opération du principe de coût. Avec des mots rappelant ceux de Smith, il écrit :

> *On peut se demander ce que je veux dire quand j'utilise le mot valeur, et par quel critère je pourrais juger si un produit a ou n'a pas changé sa valeur. Je réponds : je ne connais aucun autre critère permettant de déterminer si une chose est chère ou bon marché que les sacrifices du travail accompli pour l'obtenir. Chaque chose est fondamentalement achetée par du travail – rien qui a de la valeur ne peut être produit sans travail et, de ce fait, si un produit tel qu'une voile nécessitait le travail de dix hommes pendant un an pour en produire une à un moment, et seulement le travail de cinq pour le même temps pour le même temps pour la produire à un autre moment, alors elle sera deux fois moins chère. (…)*
>
> *Que la plus grande ou plus petite quantité de main d'œuvre embarquée dans les produits peut être la seule cause de l'altération de leur valeur est inévitable dès l'instant où nous avons accepté que tous les produits sont le résultat d'un travail et n'auraient aucune valeur sans le travail investi en eux.*[120]

5 *NdT : "psychological cost theory of value"*

Mais concernant la raison pour laquelle les choses doivent être ainsi, ou pourquoi les produits devraient s'échanger en fonction du temps de travail nécessaire à leur production, il ne s'est pas plus étendu.

Il est vrai, ainsi que Böhm-Bawerk en fit le reproche, que les classiques n'ont pas développé dans une forme suffisamment explicite la raison qui fait que l'effort se transforme en valeur d'échange ; cependant, l'explication devrait être assez directe, à l'examen. Le mécanisme subjectif derrière le coût est une hypothèse implicite des économistes classiques, dans une large mesure parce qu'il est enraciné dans le sens commun, parce qu'il est l'expression d'une compréhension allant de soi de la nature humaine. La base de la valeur d'échange dans l'effort de l'individu découle de la même compréhension *a priori* du comportement humain de laquelle Mises, disciple de Böhm-Bawerk, a tiré sa "praxéologie", ou science de l'action humaine.

La théorie de la valeur-travail et le principe de coût découlent logiquement de la nature de l'homme, qui maximise l'utilité et (et c'est le plus important) minimise la désutilité. Ainsi que l'écrit James Buchanan,

> *Même dans un modèle aussi simple [le modèle d'échanges primitif de castors et de cerfs d'Adam Smith], pourquoi les coûts relatifs devraient-ils déterminer les valeurs d'échange normales ? Ils les déterminent parce que les chasseurs sont supposés être des individus rationnels maximisant l'utilité et parce que les "bonnes choses" positivement évaluées et les "mauvaises choses" négativement évaluées de leurs fonctions d'utilité peuvent être identifiées. Si, pour quelque raison, les valeurs d'échange s'ajustaient à un ratio différent de celui des valeurs-coûts, les comportements s'ajusteront. Si un chasseur individuel sait qu'il est capable, pour un investissement d'une journée de travail, de tuer deux cerfs ou un castor, il ne choisira pas de chasser le cerf si le prix d'un castor est de trois cerfs, quand bien même il serait demandeur ou acheteur du seul cerf. Il peut "produire" du cerf pour moins cher grâce à l'échange, dans ces circonstances. (…) Du fait qu'on peut s'attendre à ce que tous les chasseurs se comportent de la même manière, aucun cerf ne sera produit jusqu'à ce que la valeur d'échange espérée revienne à égalité avec le ratio de coût. Toute divergence entre la valeur d'échange attendue et le coût attendu dans ce modèle impliquerait un comportement irrationnel de la part des chasseurs.*
>
> *Dans cette interprétation, la théorie classique incarne la notion de coût d'opportunité. Pour le chasseur au moment de faire une allocation décisive, le coût d'un castor est de deux cerfs et le coût d'un cerf est d'un demi-castor. À un taux de change espéré d'un pour deux, chaque chasseur hésitant doit être à la marge de l'indifférence. La production physique et la production par le biais de l'échange donnent des rendements identiques. Le temps de travail, standard de mesure, est le dénominateur commun dans lequel les coûts d'opportunité sont calculés.*[121]

Un producteur continuera à proposer ses biens sur le marché seulement s'il y reçoit un prix nécessaire, dans son évaluation subjective, pour compenser la désutilité de les produire. Et il sera incapable de demander un prix supérieur à ce montant nécessaire très longtemps si l'entrée sur le marché est libre et si l'offre est élastique, parce que des concurrents entreront

dans le domaine jusqu'à ce que le prix égale la désutilité de produire la dernière quantité marginale du produit.

De telles affirmations ne requièrent pas de vérification au-delà d'une compréhension *a priori* de la nature humaine. Mises lui-même écrit sur le caractère évident et auto-suffisant des axiomes de la praxéologie, longuement et de manière répétée :

> *Ses affirmations et ses propositions [de la praxéologie] ne sont pas déduites de l'expérience. Elles sont, comme celles des mathématiques et de la logique, a priori. Elles ne sont pas susceptibles d'être vérifiées ou controuvées sur la base d'expériences ou de faits. Elles sont à la fois logiquement et chronologiquement antécédentes à toute compréhension de faits historiques. (…)*
>
> *L'on se réfère [pour l'a priori] au caractère essentiel et nécessaire de la structure logique de l'esprit humain.*
>
> *Les relations logiques fondamentales ne sont pas susceptibles de preuve ou de réfutation. Tout essai pour les prouver doit s'appuyer implicitement sur leur validité. Il est impossible de les expliquer à un être qui ne les posséderait pas pour son propre compte. (…) Ce sont des catégories ultimes, non analysables. L'esprit humain est totalement incapable d'imaginer des catégories logiques autres que celles-là. (…)*
>
> *Le raisonnement a priori est purement conceptuel et déductif. Il ne peut rien produire d'autre que des tautologies et des jugements analytiques. Toutes ses implications sont logiquement dérivées des prémisses et y étaient déjà contenues. (…)*
>
> *Tous les théorèmes géométriques sont déjà impliqués dans les axiomes. (…)*
>
> *Le point de départ de la praxéologie n'est pas un choix d'axiomes et une décision de méthode quant aux procédures, mais la réflexion sur l'essence de l'action. (…) Il n'y a pas de mode pensable d'action, dans lequel les moyens et les fins, les coûts et les résultats, ne puissent être clairement distingués et isolés avec précision. Il n'y a rien qui corresponde approximativement ou incomplètement à la catégorie économique d'échange. (…)*[122]
>
> *Le champ de la praxéologie est l'explication de la catégorie de l'agir humain. Tout ce qui est requis pour déduire la totalité des théorèmes praxéologiques, c'est la connaissance de l'essence de l'agir humain. C'est une connaissance qui est notre parce que nous sommes des hommes (…) Aucune expérience spéciale n'est nécessaire pour comprendre ces théorèmes (…) La seule route de la cognition de ces théorèmes est l'analyse logique de notre connaissance inhérente de la catégorie de l'agir. (…) Comme pour la logique et les mathématiques, la connaissance praxéologique est en nous ; elle ne vient pas du dehors.*[123]

De la même manière, la théorie de la valeur-travail est basée non pas sur une généralisation inductive des mouvements de prix observés, mais sur un ensemble d'hypothèses *a priori* selon lesquelles les prix tendent vers les coûts, sauf dans la mesure où des raretés naturelles ou artificielles causent des déviations depuis cette relation.

Mais même si les axiomes de la praxéologie ne sont pas dérivés de l'expérience historique, Mises fait valoir qu'ils sont utiles à rendre intelligibles les événements de l'histoire. Les études sur l'histoire économique

> *ne fournissent pas de pierres pour l'édification a posteriori d'hypothèses et de théorèmes. Au contraire, elles n'ont pas de signification si elles ne sont interprétées sous l'éclairage de théories élaborées sans s'y référer. (…) Aucune controverse concernant les causes d'un événement historique ne peut être résolue sur la base d'un examen des faits qui n'est pas guidé par des théories praxéologiques définies.*[124]

Donc non seulement la simple désutilité associée au travail fournit la base théorique d'une théorie de la valeur-travail ; mais les historiens économiques, économétriciens, etc., peuvent trouver plus de sens aux mouvements observés des prix en faisant usage d'une telle théorie comme paradigme.

Les marginalistes eux-mêmes, à la fois néoclassiques et autrichiens, ont reconnu que le travail est un "coût réel" dans un sens unique. La désutilité du travail, pour eux, est une loi essentielle de l'économie. L'investissement d'autres facteurs n'est limité que par leur disponibilité, et par la nécessité d'économiser leur allocation de façon à maximiser leur usage productif marginal. Le seul coût d'un facteur autre que le travail est un coût d'opportunité – celui des autres usages auxquels il pourrait avoir été utilisé à la place. Mais l'investissement en travail est un coût absolu, quelle que soit la quantité disponible. Ou, pour être exact, le coût d'opportunité d'un investissement en travail n'est pas simplement les usages alternatifs du travail, mais le non-travail. Le travailleur alloue son temps, pas seulement entre des formes de travail en concurrence, mais également entre travail et non-travail.

William Stanley Jevons, l'un des fondateurs de la révolution marginaliste et l'un des créateurs de l'idée marginaliste de désutilité, a explicitement lié cette dernière à "la peine et l'embarras" d'Adam Smith. La conception de Smith du travail, écrit-il, est "essentiellement vraie". « Le travail est l'effort douloureux auquel nous consentons afin de conjurer des peines encore plus grandes, ou pour nous procurer des plaisirs dont nous considérons qu'ils équilibrent la balance en notre faveur[125] », écrit-il à titre d'introduction. Face aux questions sur la frontière entre le jeu et d'autres efforts agréables et le travail productif qui peut être plaisant en tant que tel, il est forcé de définir le travail plus précisément pour exclure l'effort "complètement remboursé par son résultat immédiat (…)". Le travail, pour être plus exact, est défini par lui comme « tout effort déplaisant de l'esprit ou du corps fait en partie ou en totalité dans le but d'un bien futur[126] ». De ce fait, il correspond à ce que Mises appelle plus tard le "travail extratensif"[6]. Bien que même un travail entrepris principalement dans le but d'obtenir un résultat puisse être en soi agréable, des incréments supplémentaires de ce même travail cesseront de procurer un plaisir supplémentaire bien avant que le travailleur ait satisfait son besoin de consommation. Même après que le travailleur a cessé de tirer le moindre plaisir de son travail, l'utilité marginale de la production d'unités supplémentaires peut continuer à dépasser la désutilité marginale de ce travail : « Il est vrai que le travail peut être à la fois agréable sur le moment et mener à un bien futur ; mais il est seulement agréable pour un temps limité, et la plupart des hommes sont contraints par leurs désirs de travailler plus longtemps et plus durement qu'ils le feraient sans eux.[127] » « L'offre de travail est déterminée par l'utilité

6 *NdT : "Extroversive labor" en anglais. La traduction utilisée pour cette formule est celle effectuée par Raoul Audouin et mise à disposition par l'Institut Coppet.*

marginale de chaque supplément de salaire comparé à la désutilité marginale du travail[128]. »

Pour Marshall comme pour Jevons, le caractère désagréable n'est qu'un facteur quantitatif parmi d'autres au côté du plaisir de travailler, qui entre dans le calcul global de l'utilité opposée à la désutilité. Pour rendre le principe plus clair, Marshall donne l'exemple d'une personne travaillant à produire directement sa propre consommation :

> *Quand un enfant ramasse des mûres pour les manger, l'action de cueillir est probablement agréable par elle-même pour un certain temps ; et pour encore un peu plus longtemps, le plaisir de manger est plus que suffisant à motiver l'effort de la cueillette. Mais après avoir mangé une bonne quantité, le désir de plus diminue ; alors la tâche de ramassage commence à provoquer une lassitude, qui peut d'ailleurs avoir plus à voir avec un sentiment de monotonie qu'avec de la fatigue. L'équilibre est atteint quand enfin son empressement à retourner jouer et sa non-envie de continuer le travail de cueillette contrebalancent le désir de manger.*[129]

Comme plus tôt Jevons et plus tard Mises, Alfred Marshall définit le travail par son caractère productif, ou les résultats attendus de lui :

> *2. Tout travail est dirigé vers la production d'un effet. Car bien que certains efforts puissent être faits simplement pour eux-mêmes, comme lorsqu'on joue à un jeu par amusement, ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme du travail. Nous pouvons définir le travail comme tout effort de l'esprit ou du corps effectué en partie ou en totalité avec pour but autre chose que le seul plaisir dérivé de son exécution.*[130]

Contrairement à Jevons toutefois, Marshall ne limite pas le travail aux efforts *douloureux*.[131]

Eugen von Böhm-Bawerk écrit longuement sur la distinction entre l'investissement de travail comme coût d'opportunité (commun à tous les investissements de facteurs productifs), et comme désutilité positive (spécifique au travail).

> *La nature de tous les sacrifices économiques que font les hommes consiste à une certaine perte de bien-être dont ils souffrent ; et le montant du sacrifice est mesuré par le montant de cette perte. Elle peut être de deux natures : d'une nature positive, auquel cas nous nous infligeons une blessure positive, de la douleur ou des soucis ; ou d'une nature négative, auquel cas nous nous passons d'un bonheur ou d'une satisfaction que nous aurions pu avoir. Dans la majorité des sacrifices économiques que nous faisons à des fins utiles, les seules questions concernent un de ces types de pertes. (…)*
>
> *Il en va autrement avec le sacrifice représenté par le travail. Le travail présente deux aspects à considérer en économie. D'un côté c'est, dans la vécu de la plupart des hommes, un effort connecté avec un montant de peine positive, et d'un autre c'est un moyen d'atteindre bien des sortes de plaisirs. De ce fait, l'homme qui investit son travail dans à des fins utiles fait d'un côté le sacrifice positif de sa peine, et de l'autre, le sacrifice négatif des autres sortes de plaisirs qu'il aurait pu obtenir en récompense du même travail.*[132]

Pour Böhm-Bawerk, la valeur du travail est déterminée par le plus élevé entre la désutilité et le coût d'opportunité. Mais, ainsi que Buchanan l'a montré, le coût d'opportunité lui-même est un

des moyens (au moins dans l'échange de produits simples) par lequel les prix des produits tendent à s'approcher du sacrifice de travail investi à leur production.

Pour tous ces économistes, la désutilité du travail est purement quantitative, et pourrait être levée même dans le cas d'un travail extratensif par le plaisir inhérent à un travail (au moins pour un temps). Pour eux tous, cependant, le travail est unique parmi les "facteurs de production" par cette désutilité positive qu'il fait entrer dans l'équation coût-bénéfice.

Pour Mises, contrairement aux penseurs précédemment cités, le travail "extratensif" (travail effectué pour son résultat plutôt que pour lui-même) possède une désutilité qualitative inhérente, depuis le commencement du travail et indépendamment du plaisir ou déplaisir quantitatif qu'il peut apporter dans son exécution.

> *L'exercice d'un travail est tenu pour pénible. Ne pas travailler est considéré comme un état de choses plus satisfaisant que de travailler. Le loisir est préféré à la fatigue, toutes choses égales d'ailleurs. Les gens travaillent seulement lorsqu'ils estiment le revenu du labeur plus important que la diminution de satisfaction entraînée par l'amputation du loisir. Travailler comporte une désutilité. (…)*
>
> *Pour la praxéologie c'est une donnée de fait que les hommes désirent jouir de loisir, et par conséquent qu'ils regardent leur propre capacité de provoquer des effets, avec des sentiments différents de ceux qu'ils ont au regard des capacités des facteurs de production matériels. L'homme qui envisage de dépenser son propre travail n'examine pas seulement s'il n'y a pas d'objectif plus désirable pour la somme de travail à fournir ; il se demande tout autant s'il ne serait pas plus désirable encore de s'abstenir de toute dépense de travail supplémentaire.*[133]

L'idée du travail vu comme désutilité a poussé certains à objecter que cela reflète une compréhension bassement économique de la motivation humaine, et que cela ignore le fait que le travail créatif est une part essentielle de la nature humaine. Que l'homme perçoive son travail comme celui d'un forçat ou comme une expression de sa nature profonde dépend de la nature des relations de pouvoir dans le processus de production. Par exemple, Marx critique la vue de Smith de "la peine et l'embarras", lui reprochant de traiter l'investissement de force de travail « comme le simple sacrifice du repos, de la liberté et du bonheur, sans y voir en même temps l'activité normale d'êtres vivants. Il est vrai qu'il avait le travailleur salarié moderne à l'esprit. »[134]

Mais la désutilité, telle que Mises la conçoit, n'est pas affectée par le plaisir ou le déplaisir du travail. Le travail peut être particulièrement déplaisant ou difficile. Mais il peut aussi être plaisant. Le plaisir dans le travail résulte de « L'attente assurée de la gratification médiate du travail, l'anticipation du moment où il aura été accompli et où il rapportera. » ; il résulte aussi du « plaisir à apprécier esthétiquement son savoir-faire et son œuvre » (le fierté devant un travail bien fait) ; Et enfin, le plaisir résulte de « la joie d'avoir avec succès surmonté tout l'effort et le tracas qu'elle [sa tâche] impliquait ». Mais aucune de ces choses n'affecte en tant que telle la désutilité du travail, parce que les gens travaillent pour la gratification à terme fournie par le produit du travail, et pas pour le plaisir intrinsèque au travail lui-même.[135]

Rothbard, semble-t-il, a glissé vers une position plus proche de celle de Marshall. Il traite la désutilité du travail comme un élément parmi d'autres sur l'échelle générale du plaisir et de

l'ennui.

> *Pour pratiquement tous les acteurs, le loisir est un bien de consommation, à mettre dans la balance en face de l'espoir d'acquérir d'autres biens de consommation, dont possiblement la satisfaction de l'effort lui-même. En conséquence de quoi [il cite Mises], « Les gens travaillent seulement lorsqu'ils estiment le revenu du labeur plus important que la diminution de satisfaction entraînée par l'amputation du loisir. » Il est possible qu'inclus dans ce "retour" de satisfaction se trouve la satisfaction à accomplir le travail, dans l'investissement volontaire d'énergie sur une tâche productive. (…) Alors que la quantité d'effort augmente, cependant, l'utilité des satisfactions apportées par le travail lui-même décline, et l'utilité des unités successives produites décline également. (…)*
>
> *Dans certains cas, le travail lui-même peut être positivement désagréable, non seulement du fait du loisir abandonné, mais à cause de conditions spécifiques attachées à ce travail particulier, que le travailleur trouve désagréable. Dans ce genre de cas, la désutilité marginale du travail inclut à la fois la désutilité due à ces conditions, et la désutilité due au loisir abandonné.*[136]

Quoi qu'il en soit, dans le paragraphe suivant Rothbard affirme clairement que les plaisirs liés au travail extratensif sont inséparables de l'utilité anticipée du produit, et nie que de tels plaisirs auraient la moindre utilité pour le travailleur sans le produit pour lequel le travail est entrepris.

> *Dans les cas où le travail lui-même fournit des satisfactions positives, cependant, celles-ci sont entremêlées avec et ne peuvent être séparées de la perspective d'obtenir le produit final. Privé du produit final, l'homme considérera son travail comme insensé et inutile, et le travail lui-même n'apportera plus de satisfactions positives. Les activités qui sont entreprises purement pour elles-mêmes ne sont pas du travail mais du pur amusement, des biens de consommations par elles-mêmes.*[137]

Le travail est un "coût" dans un sens positif tout à fait unique. En comparaison, les autres "coûts", comme les prétendus attente et abstinence, sont entièrement relatifs. En vérité, la nature unique du travail comme désutilité implique que les autres coûts ne sont que relatifs. Les dons gratuits de la nature, les processus naturels, ont des "coûts" (en dehors du fait de les rendre utilisables) seulement dans la mesure où un propriétaire privilégié peut réguler l'accès à ceux-ci, et donc facturer quelque chose qui n'a pas de coût réel pour lui. Le "sacrifice" ou le "coût" impliqué dans la fourniture de biens naturels n'existe que du fait de l'hypothèse d'un état "naturel" des affaires dans lequel quelqu'un peut contrôler l'accès à ces biens. Les dons gratuits de la nature n'ont une valeur d'échange que dans la mesure où cet accès est contrôlé. Ainsi que l'écrit Maurice Dobb,

Que le travail constitue un coût d'une manière unique est, bien sûr, une hypothèse. Mais c'est une hypothèse née d'une vision particulière de ce qu'est l'essence du problème économique. (…) Le nœud du problème économique, tel que cette théorie le représente, et tel qu'il fut traditionnellement vu, réside dans la lutte entre l'homme et la nature pour lui arracher un moyen de subsistance pour lui-même, sous différents modes de production, à différents

moments de l'histoire. Comme Petty[7] l'avait dit, le travail est le père et la nature est la mère de la richesse. Le contraste entre l'activité humaine et les processus de la nature sont fondamentalement constitutifs de cette relation. (…) Et si nous cherchons à donner une quelconque expression quantitative à cette relation – à la maîtrise de l'homme sur la nature – il est difficile de voir quelle notion simple on peut utiliser pour ce faire, à l'exception de l'investissement requis en énergies humaines (…) pour produire un résultat donné. (…) L'essence de la valeur, (…) par contraste avec la richesse, a été comprise comme étant le coût, et l'essence du coût comme reposant dans le travail, par contraste avec la nature. Le travail, compris objectivement comme étant le produit de l'énergie humaine, était la mesure et l'essence de la "difficulté ou facilité de la production" de Ricardo.[138]

L'économie du XXe siècle a tenté, à travers le mécanisme du coût d'opportunité, de rendre tous les coûts entièrement subjectifs.[139] Mais comme l'"abstinence" de Marshall et le "coût réel", le coût d'opportunité de Böhm-Bawerk et Wieser et des Autrichiens et de la *London School of Economics* est entièrement dépendante du fait qu'on soit ou non en position de facturer quelque chose. Contrairement au travail, qui est un investissement positif d'effort ou de labeur, l'"abstinence" et le "coût d'opportunité" sont définis entièrement dans le contexte de ce sur l'accès de quoi on peut imposer un paiement.

Ainsi que Dobb l'explique, il n'y a aucune limite au "coût réel", loin de l'imputer à "tous les moyens par lesquels un revenu peut être acquis dans une société d'échange.[140]" Il fait valoir que la notion de coût réel est "vide de tout contenu réel", mais est

> *impossible à distinguer de ce qui sera plus tard appelé "coût d'opportunité" – le coût des alternatives sacrifiées (ce "truisme arithmétique", ainsi que Mr Durbin l'a qualifié). Cette quantité par elle-même ne fournit aucune explication, du fait qu'elle n'est en rien indépendante, mais au contraire dépendante de la situation globale ; et tout ce que propose cette définition, c'est de retarder sa compréhension profonde, de la faire reposer sur celle de la nature de la situation globale de laquelle à la fois le profit et ce soi-disant "coût" sont les résultats concomitants. Qu'une personne fasse une demande de paiement pour un certain acte (que cet acte ait une "valeur d'offre") dépend du fait qu'il puisse demander un paiement ; et ceci dépend en dernier ressort de la situation d'ensemble dans laquelle il se trouve. Adopter ce critère revient à rendre l'existence ou la non-existence d'un "sacrifice" dépendante non pas de la nature de l'action, mais de la nature des circonstances environnant l'individu ou la classe en question. Un "sacrifice" ne peut être invoqué que dans la mesure où la personne concernée a le luxe d'alternatives parmi lesquelles choisir.[141]*

Contrairement au travail, qui est un sacrifice absolu dans le sens de l'investissement réel d'un effort, le "sacrifice" ou "coût d'opportunité" d'un capitaliste ou d'un propriétaire terrien est seulement le report de réception d'un bien qui ne lui a rien coûté, et existe seulement dans le cadre d'un ensemble alternatif massivement influencé par un privilège ou un monopole d'origine étatique.

Et ainsi que Dobb le fait remarquer, Alfred Marshall admet ceci lui-même, le citant lorsqu'il « définit le terme "attente" comme s'appliquant non pas à la "sobriété", mais au simple fait

7 *William Petty : homme d'esprit universel du XVIIe siècle anglais*

qu'"une personne s'abstienne de consommer quelque chose qu'elle a la possibilité de consommer, dans le but d'augmenter ses ressources pour le futur". » En l'appliquant de manière cohérente, ce principe peut mener à des résultats proprement absurdes :

> *Cela semble impliquer que le concept n'est pas limité aux limites posées par Senior, excluant la propriété héritée, et qu'il pourrait bien être aussi bien appliqué à la terre – au fait qu'un propriétaire terrien loue sa terre pour la culture, plutôt que d'en faire usage pour son plaisir ou l'utiliser pour une culture "fatigante" lui-même. Auquel cas, en tant que catégorie de "coût réel", la généralisation perd tout son sens.*[142]

Une telle définition met de côté la question de savoir si le contrôle d'accès à une propriété ou son acquisition est légitime, et si on peut de ce fait en exiger un revenu. La seule manière de répondre à ce genre de question est de revenir à la question éthique de la définition de ce qui constitue une propriété légitimement acquise. Du point de vue de la théorie mutuelliste de la propriété terrienne, selon laquelle les droits de propriété sont établis et maintenus par l'occupation et l'usage, la demande du propriétaire terrien absent d'une compensation pour le "sacrifice" d'autoriser un locataire à utiliser sa terre est aussi illégitime que celle d'un bandit pour le "sacrifice" de ne pas tirer sur sa victime. Même du point de vue lockéen, qui limite l'exigence d'occupation à l'établissement primitif de la propriété, l'immense majorité des exigences des propriétaires sont les résultats illégitimes d'une collusion étatiste.

Les subjectivistes, en d'autres termes, traitent la structure existante des droits de propriété sur les "facteurs"[8] comme une constante, et se contentent de montrer comment le produit sera distribué entre ces "facteurs" en fonction de leur contribution marginale. Par cette méthode, si l'esclavage était encore à l'ordre du jour, un marginaliste pourrait sans ciller écrire de la contribution marginale de l'esclave au produit (imputée bien sûr au propriétaire de l'esclave), et du "coût d'opportunité" impliqué par la possibilité de mettre l'esclave sur une autre activité.

Pour reprendre l'illustration de Dobb, « Supposons que les péages soient une institution générale, ancrée dans le droit coutumier, ou très ancienne dans le droit positif. »

> *Peut-il raisonnablement être nié qu'en un sens important et peu niable, le revenu de la classe possédant les péages représenterait "une appropriation des biens produits par autrui" et pas le paiement pour "une activité dirigée vers la production ou la transformation de biens économiques" ? Pourtant les prix des péages seraient fixés en prenant en compte la concurrence avec des routes alternatives, et de ce fait proposeraient, on peut le présumer, des prix fixés "sur un marché libre". (…) Est-ce qu'alors les ouvertures et fermetures de barrières de péages ne deviendraient pas un facteur de production essentiel, selon les définitions les plus actuelles d'un facteur de production, avec autant de justifications que beaucoup des fonctions de l'entrepreneuriat capitaliste classées de même à l'heure actuelle ? Ce facteur, comme d'autres, pourrait alors être qualifié comme ayant une "productivité marginale", et son prix être vu comme la mesure et l'équivalent du service qu'il rendrait. Quoi qu'il en soit, où est la frontière logique entre des portiques de péages et des droits de propriété sur des ressources rares en général ?*[143]

Mieux encore, ainsi que Marx l'affirme un siècle plus tôt, « le propriétaire foncier personnifie le

8 *NdT : facteurs [de production]*

sol avec le sous-sol, et se dresse sur ses ergots pour réclamer, en tant que force autonome, sa part du produit qu'il a contribué à obtenir ; de sorte que ce n'est pas la terre qui reçoit la part du produit qui lui revient et qui est nécessaire pour la conservation et l'accroissement de sa productivité, mais le propriétaire qui en trafique et la gaspille.[144] » La "formule tripartite", travail-salaires, capital-profits et terre-rente est « la formule de ce monde ensorcelé et renversé, dans lequel Monsieur le Capital et Madame la Terre font les revenants et apparaissent tantôt avec leurs caractères sociaux, tantôt comme de simples objets.[145] »

L'intérêt, bien sûr, n'est pas de comparer la propriété existante des moyens de production à des portiques de péages ou à l'esclavage. Ce serait manipulatoire. L'intérêt c'est de montrer que les questions de justice dans la possession doivent être traitées préalablement.

Pour les ricardiens, d'une certaine manière, la distribution précède l'échange. C'est-à-dire que « les relations de prix ou les valeurs d'échange ne peuvent être obtenues qu'après que le principe affectant la distribution de la production complète a été posé comme hypothèse[146] ». Les marginalistes, au contraire, ont inclus la distribution dans leur théorie du prix.[147]

> *Le changement d'orientation est associé (…) avec le tracé de différentes lignes de démarcation autour du système économique, conçu comme un "système isolé" ; de cette façon, les questions de propriété-possession ou de relations de classes et de conflits sont considérées comme extérieures au domaine de l'économiste, n'affectant pas directement, sinon de manière marginale, les phénomènes et relations qui sont l'objet l'analyse économique, et sont ainsi repoussées dans le champ de l'historien de l'économie ou du sociologue.[148]*
>
> *Le fait de circonscrire la distribution à la fixation des prix des services ou facteurs productifs a pour conséquence d'exclure les conditions sociales des individus (ou des groupes sociaux) associés à la fourniture de ces "services" – jusqu'au point de faire totalement abstraction de l'existence même de ces individus. (…) À l'extrême, des facteurs d'offre constants sont posés en hypothèse, et la distribution consiste simplement à la fixation du prix de n facteurs d'apports. (…) C'est alors l'apogée de l'illusion d'intégration de la distribution dans le processus d'échange.[149]*
>
> *Bien sûr, la relégation de ce genre de questions "hors sujet", "extra-économiques" du champ de compétence de l'économie est, du point de vue marginaliste, un bénéfice de plus de la nouvelle économie vue comme une arme contre le socialisme. Ainsi que certains historiens de l'économie marxistes l'ont fait valoir, l'économie politique classique était une doctrine révolutionnaire. Smith, Ricardo et Mill voyaient tous d'un mauvais œil les propriétaires fonciers, considérés essentiellement comme une classe parasitaire, dont la seule "production" se limitait à être en mesure de confisquer la terre à la production, et à ne pas le faire en l'autorisant à être utilisée de manière productive. La "productivité" de la terre a ensuite été imputée à son possesseur. Cet aspect de l'économie politique classique suggère une possible base pour un traitement analogue de l'intérêt et du profit. La question semble couler de source, depuis les motifs extra-économiques sur lesquelles les capitalistes reposent leur capacité de contrôler*

> *l'accès au capital (comment ils en sont venus à le posséder), et à en refuser ou libérer l'accès à la production en fonction du revenu qu'ils en tireront. Les héritiers de l'économie politique classique se sont divisés quant à la manière de traiter ces questions. Une école, celle de Senior et de Longfield, a rejeté les conclusions révolutionnaires de Ricardo en mettant de côté sa théorie de la rente vue comme revenu parasitaire, et faisant de la terre un autre "facteur" dont le prêt engendre un "coût réel" pour le propriétaire ; ce faisant, cette école a posé les bases idéologiques du marginalisme. Une autre école, celle des socialistes ricardiens orientés marché comme Hodgskin et les individualistes américains, ont saisi les implications radicales de Ricardo et en ont tiré les conclusions évidentes. Pendant que le marginalisme, en définissant la "productivité" simplement comme la capacité à enlever un facteur productif de la production, a simplement mis ces questions explosives de côté.*[150]

Toute conception générale d'un "coût réel" qui met la désutilité du travail dans la même catégorie que l'"abstention" ou le "sacrifice" du capitaliste relève du non-sens.

> *La théorie de la valeur-travail implique que les valeurs d'échange ont une certaine relation avec l'usage d'énergies humaines, et par cette affirmation fournit un critère qui donne du sens à la distinction entre produit brut et produit net, et au concept de surplus, et permet de différentier un type de revenu d'un autre. Sur cette base et dans ces termes, il est possible de distinguer les relations d'échange qui représentent un transfert d'équivalents-valeurs de celles qui n'en sont pas : par exemple, la vente de force de travail représentant l'échange d'un revenu contre des énergies humaines utilisées sur de la production, à opposer à la vente d'un titre de propriété sur l'usage de ressources rares, ne représentant pas un transfert d'équivalents et constituant un revenu en aucun cas "nécessaire" dans le sens fondamental selon lequel un revenu de subsistance dû pour un travail est nécessaire ou le retour à une machine d'une valeur égale à ce que l'usage de la machine a consommé (dans le sens physique).*[151]

Dobb lui-même n'a pas résolu la question cruciale de savoir si les "ressources rares" ne sont rares que par nature, ou si elles peuvent l'être du fait d'un monopole ou d'un privilège imposé par l'État. Dans le premier cas, il est dans l'ordre naturel des choses que les premiers à occuper et utiliser la ressources collectent une rente économique aussi longtemps qu'ils en font usage ; dans le second, on parle de vol. Sous le capitalisme, distinct d'un authentique marché libre parce qu'il est un système à privilèges, la plupart des "sacrifices" desquels la classe dirigeante tire des revenus présupposent un ensemble de conditions qui incluent par exemple le contrôle d'accès à une terre dont elle n'a aucun usage, ou le contrôle de l'accès au crédit sur un marché.

Les théories de la "productivité" sur la terre et le capital, comme celle de l'abstinence, sont entièrement relatives, et basées sur la convention sociale consistant à imputer les qualités productives à un possesseur qui en contrôle l'accès. La "valeur" qu'ils créent est simplement un prix de monopole payé à leur possesseur. Marx relève ceci dans plusieurs endroits de sa Théorie de la Plus-Value. Dans sa section sur Hodgskin, il écrit sur le fétichisme impliqué dans le fait de faire de la "productivité" du capital une source de la valeur d'échange.

> *On ne peut parler de productivité du capital que si on considère le capital comme l'incarnation de relations sociales de production figées. Mais si on le conçoit ainsi, alors le caractère historiquement transitoire de ces relations devient d'un coup évident. (...)*[152]

Dans la section sur "le revenu et ses sources", il écrit bien plus longuement sur la qualité de fétiche de la pensée qui réussit à attribuer la valeur d'échange à la productivité de la terre et du capital :

> *La terre ou la nature comme source de rente (...) est une vision déjà bien assez fétichiste. Mais en conséquence d'une confusion commode entre valeur d'usage et valeur d'échange, l'imaginaire commun est encore en mesure d'avoir recours à la force productive de la nature elle-même qui, par quelque sorte de magie, est personnifiée dans le PROPRIÉTAIRE FONCIER. (...)*[153]
>
> *Ainsi, les participants à la production capitaliste vivent dans un monde enchanté et leurs propres relations leur apparaissent comme des propriétés des choses, comme des propriétés des éléments productifs matériels. C'est cependant dans les dernières formes, les plus abstraites – les formes dans lesquelles l'état intermédiaire est non-seulement devenu invisible, mais a été transformé en son absolu opposé – que les aspects variés du capital apparaissent comme les véritables agences et les représentants directs de la production. Le capital rapportant de l'intérêt est personnifié dans le capitaliste FINANCIER, le capital industriel dans le CAPITALISTE INDUSTRIEL, le capital rapportant de la rente dans le PROPRIÉTAIRE FONCIER en tant que possesseur de la terre et, finalement, le travail dans le travailleur salarié.*[154]

La soi-disant "formule tripartite" (la division du produit entre la terre, le travail et le capital en fonction de leur "productivité") est complètement erronée. Le salaire naturel du travail, dans un marché libre, est son produit. Ça ne revient pas à dire avec les Autrichiens que le travail est payé de son "produit marginal". Leur usage de cette dernière expression implique qu'il y a une valeur d'échange, établie indépendamment du coût de production, par l'utilité au consommateur, à laquelle le travail "contribue" dans une certaine mesure. Au contraire, la valeur d'échange d'un bien dérive du travail impliqué dans sa fabrication ; c'est la désutilité du travail et le besoin de persuader le travailleur à apporter ses services au processus de production, services uniques parmi tous les "facteurs de production", qui crée la valeur d'échange.

Ainsi que Marx le dit, attribuer la valeur d'échange à la productivité des biens naturels gratuits en tant que tels est une confusion entre valeur d'échange et valeur d'usage. Les valeurs d'usage ont une valeur d'échange seulement dans la mesure où un effort est requis pour se les approprier ou les modifier. La valeur d'échange d'un seau d'eau, quand l'accès à l'eau est gratuit, est déterminé par l'effort nécessaire à amasser l'eau et à la porter à sa destination (plus l'effort amorti nécessaire à la fabrication du seau ou à son acquisition). On peut faire payer pour la valeur d'usage de l'eau elle-même seulement si quelqu'un contrôle l'offre. Sinon un concurrent, voyant une opportunité, entrera sur le marché et fera payer un prix plus proche de son effort réel, jusqu'à ce que le prix marginal soit juste suffisant à compenser l'effort d'amasser et de porter l'eau.

Un producteur ne sera capable, à long terme, d'intégrer dans le prix que ce qui est réellement un coût : l'effort nécessaire dans le cas d'une production simple, et celui nécessaire à l'achat des moyens de production. Il ne pourra faire payer pour ce qui n'est pas un coût réel (le prix du capital, basé sur l'abstinence, au-delà de l'effort nécessaire à son acquisition) seulement quand une forme de rente de rareté entrera en jeu. Certaines rentes de rareté découlent de changements dans la demande (auquel cas elles seront corrigées par les forces du marché jusqu'à être réduites à zéro). Certaines rentes de rareté résultent d'une rareté naturelle, comme une compétence innée ou une terre à la fertilité supérieure à la moyenne, ou l'avantage d'un site bien placé (auquel cas les rentes de rareté sont pour toutes fins permanentes). Mais beaucoup de rentes de rareté résultent d'interventions de l'État visant à créer des barrières d'entrée sur le marché, ou à restreindre artificiellement l'offre de terre ou de capital, de façon à ce que les propriétaires fonciers et les capitalistes privilégiés puissent tirer des revenus de monopole de la terre et du capital ; ces rentes de raretés seront abolies avec les formes d'interventions qui les créent. Il en découle que toute valeur d'échange est réductible au total de l'effort subjectif impliqué dans sa production, plus les rentes de rareté. Comme le dit Benjamin Tucker, « sous une concurrence libre, il n'y a aucun prix là où il n'y a aucun effort. »[155] Et, corollaire, « Y a-t-il quelque chose qui coûte, hors du travail ou de la souffrance (un autre nom du travail) ? »[156]

Ainsi que le fait valoir Ronald Meek, les hypothèses partagées de Smith et Marx à propos du travail vu comme standard de valeur dans les échanges simples de produits n'ont rien d'arbitraire. Le coût, incluant à la fois le travail incorporé directement dans la production et l'acquisition de moyens nécessaires à la production des produits, était un standard naturel du point de vue des artisans.

> *(…) pour la plus grande partie de la production prise dans son entier, les prix de l'offre ont en vérité déjà été directement ou indirectement déterminé par les "valeurs" au sens de Marx. Et ces prix de l'offre ne sont en aucun cas hypothétiques : pour la plus longue partie de la période de fabrication des produits, ils ont été fermement présents dans la conscience des producteurs eux-mêmes. Même dans les sociétés primitives, on peut voir que les commencements de l'idée que l'échange de produits "à leurs valeurs" dans le sens marxien est "la manière rationnelle, la loi naturelle de leur équilibre". Dans de nombreux cas, les prix demandés et reçus pour les produits dans des marchés primitifs sont basés sur leurs coûts de production. (…) Après un certain temps, les producteurs d'un produit en viennent naturellement à penser que le prix réel qu'ils s'avèrent recevoir pour leur produit est la mesure dans laquelle ce prix dévie du coût de fourniture – à peu près la valeur des produits dans le sens que lui donne Marx[9]. La valeur du produit, bien que le prix de marché puisse ne pas souvent "tendre" à s'y conformer à n'importe quel moment particulier, est vue par les producteurs eux-mêmes comme une sorte de base depuis laquelle les déviations causées par ces facteurs peuvent être légitimement mesurées.*
>
> *L'idée que l'échange de produits "à leurs valeurs" représente la manière "naturelle" de les échanger a bien sûr souvent été exprimée dans des termes éthiques. En d'autres termes, ça a souvent pris la forme d'une idée*

9 *NdT : il nous semble plus clair de dire : la valeur que le marché accorde à son travail.*

> *concernant la manière dont les échanges devraient se passer si la justice devait être respectée. Mais les idées sur ce qui constitue un échange "juste" viennent à l'esprit des hommes de la terre et pas du ciel. Quand le petit capitaliste qui fait face à la concurrence d'un monopoliste puissant affirme qu'il a le droit de recevoir un "juste" profit de son capital, ou quand le paysan qui échange sa production pour celle d'un marchand de guilde en des termes qui le désavantage dit qu'il a le droit d'avoir un "juste" retour pour son travail, le standard de "justice" avancé par chacun de ces plaignants fait en vérité référence à la manière dont les échanges devraient être conduits dans le monde réel si la forme particulière de monopole à laquelle ils s'opposent n'existait pas. Dans les temps pré-capitalistes, il doit toujours y avoir eu des produits qui étaient échangés plus ou moins à leur valeur, et des temps et des lieux dans lesquels les déviations de prix étaient relativement faibles, de façon à ce que les conditions "naturelles" d'échanges entre produits puissent être vues en action. Pour des raisons évidentes, ces conditions "naturelles" ont été vues comme la seule qui soit vraiment "juste". De ce fait, la persistance de l'idée d'un "prix juste" à travers la plus grande partie de la période pré-capitaliste me semble s'ajouter aux preuves en faveur de l'existence objective (et pas seulement hypothétique) de prix de l'offre proportionnels aux valeurs durant cette période.*
>
> *En conséquence et bien que l'image classique d'Adam Smith d'un "premier état informe de la société" dans lequel les chasseurs de daims et de castors échangent leurs produits strictement en fonction des rations de travail ait en fait été une "robinsonnade", elle contenait au moins l'élément de vérité suivant – que dans les sociétés pré-capitalistes, le prix de l'offre d'un produit, qui a une existence objective malgré les prix réels de la majorité des produits largement déviés de leurs coûts de fourniture pour une raison ou pour une autre, pouvait être considéré comme directement déterminé par la valeur du produit.*[157]

Pour revenir à la citation de Buchanan, voir le travail comme la base d'un "prix naturel" est logiquement impliqué par la nature de l'homme d'être maximisant l'utilité.

Les commentaires de Meek sur la théorie du "prix juste" est très similaire au traitement par Tawney du concept plus ancien d'"usure" tel qu'il a existé pendant le moyen-âge. L'usure, au contraire de la caricature moderne, n'était pas un prix au-dessus d'un "prix juste" fixé de manière arbitraire, établi par des spécialistes en scolastique dans une chorégraphie angélique ; c'était toute forme de revenu tiré d'une position de pouvoir dans laquelle on avait la possibilité de faire payer ce que le marché pouvait supporter.

> *L'essence du schéma médiéval de l'éthique économique a été son insistance sur l'équité de la négociation – un contrat est juste, selon Saint Thomas, quand les deux parties y gagnent de manière égale. La prohibition de l'usure a été le noyau des doctrines médiévales, non parce que les gains des prêteurs en étaient la seule espèce, mais parce que, dans les conditions de l'époque, ils étaient l'espèce la plus commune d'extorsion.*
>
> *En réalité, au moyen-âge comme au XVIe siècle, le mot usure n'avait pas le*

> *sens spécialisé qui est le sien aujourd'hui. (...) La vérité est, en fait, que toute négociation dans laquelle une des parties est de toute évidence massivement avantagée par rapport à l'autre, et a fait usage de son plein pouvoir pour ce faire, est considérée comme usurière.*[158]

Il est raisonnable de dire que les producteurs médiévaux, avec leur concept de "prix juste", avaient une compréhension de la réalité plus conforme au sens commun que les esprits sophistiqués d'aujourd'hui, qui construisent des hommes de paille caricaturaux d'une théorie pour la ridiculiser. Ce sont ces derniers qui pourraient bien être accusés de provincialisme, avec le temps.

Le concept médiéval de l'usure correspond d'assez près à l'usage que Gary Elkin fait du terme : « le fait d'exiger un tribut pour tout objet dont la rareté artificielle et la monopolisation par une classe d'élite sont créées et protégées par l'État. »[159]

Une implication de la théorie subjective de la valeur-travail, telle que nous l'avons formulée, est le besoin d'abandonner le temps de travail incorporé comme base pour quantifier le travail. Mais ce standard, tel qu'utilisé par Marx et Ricardo, était quoi qu'il en soit intenable. Marx comme Ricardo sont partis d'un temps de travail incorporé standard ; ils étaient cependant forcés de rendre ceci compatible avec le fait que le travail peut être d'intensité variable, exiger des compétences et d'autres qualités, recevant différents niveaux de salaire. Les résultats étaient comparables au système élaboré des épicycles ajoutés à l'astronomie ptolémaïque pour la faire correspondre aux faits observés. Le résultat obtenu dans la pratique, c'était qu'ils glissaient vers un standard de marché pour une allocation des salaires en fonction de la désutilité du travail, sans abandonner explicitement leur standard basé sur le temps de travail.

Là où s'échouent finalement les deux, c'est sur le fait qu'en principe, pour deux travaux d'une qualité équivalente, la seule base de comparaison est leur temps d'exécution respectif. Et c'est à travers le marché que les valeurs de différentes intensités de travail ou compétences au travail sont déterminées. En pratique, le résultat ressemble terriblement à ce que décrit Smith ("en marchandant et en débattant *les prix de marché*"), vu comme un mécanisme de distribution du produit du travail entre les travailleurs. Mais en dépit du fait que ça prive le temps de travail de quelque sens pratique réel comme base de la valeur, ils ne l'ont jamais abandonné en théorie.

Ricardo, par exemple, lorsqu'il développe l'idée du travail vu comme « le fondement de toute valeur, et la quantité relative de travail comme le déterminant quasiment exclusif des valeurs relatives des produits », en même temps reconnaît

> *la difficulté de comparer celui d'une heure ou d'un jour consacré à un certain genre d'industrie, avec un travail de la même durée consacré à une autre production. La valeur de chaque espèce de travail est bientôt fixée, et elle l'est avec assez de précision pour satisfaire aux nécessités de la pratique : elle dépend beaucoup de la dextérité comparative de l'ouvrier, et de l'activité avec laquelle il a travaillé.*[160]

Marx, de même, pour toutes les fins adossées à un temps de travail comme mesure objective de la valeur, nie que les jours soient équivalents, et que le jour d'une personne vaille le jour d'une autre.

> *Mettons un instant que la journée d'un bijoutier équivale à trois journées d'un*

> *tisserand : toujours est-il que tout changement de la valeur des bijoux relativement aux tissus, à moins d'être le résultat passager des oscillations de la demande et de l'offre, doit avoir pour cause une diminution ou une augmentation du temps de travail employé d'un côté ou de l'autre à la production. (...) Ainsi, on peut mesurer les valeurs par le temps de travail, malgré l'inégalité de la valeur des différentes journées de travail ; mais, pour appliquer une pareille mesure, il nous faut avoir une échelle comparative des différentes journées de travail : c'est la concurrence qui établit cette échelle.*
>
> *Votre heure de travail vaut-elle la mienne ? C'est une question qui se débat par la concurrence.*[161]

Dans sa Contribution à la Critique de l'Économie Politique, Marx fait valoir que le temps de travail est la seule mesure possible pour comparer différentes quantités de travail ; il avance dans le même temps qu'un temps de travail standard pose comme hypothèse une qualité uniforme, et que le travail compétent ou intense pourrait être réduit à un "travail simple" par un facteur multiplicateur.

> *Cette abstraction du travail humain général existe dans le travail moyen que peut accomplir tout individu moyen d'une société donnée, c'est une dépense productive déterminée de muscle, de nerf, de cerveau, etc., humains. C'est du travail simple, auquel peut être dressé tout individu moyen, et qu'il lui faut accomplir sous une forme ou sous une autre. (...) Mais qu'en sera-t-il du travail complexe, qui s'élève au-dessus du niveau moyen, en tant que travail de plus grande intensité, de poids spécifique supérieur ? Ce genre de travail se résout en une somme de travail simple, en travail simple à une puissance supérieure, un jour de travail complexe équivalant par exemple à trois journées de travail simple. Le moment n'est pas encore venu d'étudier les lois qui règlent cette réduction du travail complexe au travail simple. Mais il est évident qu'elle a lieu : car, en tant que valeur d'échange, le produit du travail le plus complexe est, dans des proportions déterminées, l'équivalent du produit du travail moyen simple ; il est donc mis en équation avec un quantum déterminé de ce travail simple.*
>
> *La détermination de la valeur d'échange par le temps de travail suppose de plus que, dans une marchandise donnée, une tonne de fer, par exemple, se trouve matérialisée une quantité égale de travail, celui-ci étant indifféremment le travail de A ou de B, ou encore, que des individus différents emploient un temps égal pour produire la même valeur d'usage qualitativement et quantitativement déterminée. En d'autres termes, on suppose que le temps de travail contenu dans une marchandise est le temps de travail nécessaire à sa production, c'est-à-dire le temps de travail requis pour produire un nouvel exemplaire de la même marchandise dans des conditions générales de production données.*[162]

Marx réaffirme le même principe dans des termes similaires dans le volume 1 du Capital. Et comme précédemment, il invoque l'activité quotidienne du marché comme preuve que de telles réductions de complexité vers du travail simple ont lieu.

> *Le travail qualifié n'est qu'une puissance du travail simple, ou plutôt n'est que*

> *le travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple. L'expérience montre que cette réduction se fait constamment. Lors même qu'une marchandise est le produit du travail le plus complexe, sa valeur la ramène, dans une proportion quelconque, au produit d'un travail simple, dont elle ne représente par conséquent qu'une quantité déterminée. Les proportions diverses, suivant lesquelles différentes espèces de travail sont réduites au travail simple comme à leur unité de mesure, s'établissent dans la société à l'insu des producteurs et leur paraissent des conventions traditionnelles.*[163]

En faisant dépendre son temps de travail standard de multiplicateurs de compétence et d'intensité, extraits en prenant des valeurs de marché observés et en réduisant chacune à un multiple d'une autre, Marx a rendu son standard de valeur-travail empiriquement non-réfutable. Böhm-Bawerk ridiculise à juste titre Marx pour ce recul dans la tautologie :

> *C'est là vraiment un tour de force théorique d'une naïveté déconcertante ! Qu'on puisse considérer la journée de travail d'un sculpteur comme équivalent, à beaucoup de points de vue, en particulier à celui de sa valeur, à cinq journées de travail d'un terrassier, c'est indubitable. Mais que 12 heures de travail du sculpteur soient réellement 60 heures de travail commun, personne ne le soutiendra. Or, dans les questions théoriques (…) il ne s'agit pas des fictions que l'homme peut faire, mais de ce qui a réellement lieu. En bonne théorie, le produit quotidien du travail du sculpteur reste le produit d'un jour de travail. Et si le produit d'un jour de travail possède la même valeur qu'un autre bien ayant coûté cinq jours de travail, cela constitue, quoi qu'on puisse imaginer, une exception à la règle d'après laquelle la valeur d'échange des biens est déterminée par la quantité de travail qu'ils contiennent.*[164]

En vérité, la variation de la valeur du produit en fonction des qualités du travail ne constitue pas une exception à la régulation de la valeur par "la quantité de travail humain incorporé", mais indique seulement que la "quantité" de travail diffère de sa durée.

De toute façon, la seule façon de pratiquer une telle réduction sans tautologie, par les forces du marché, serait par une référence à une qualité commune à la fois au travail "simple" et au travail "complexe", dans les termes de laquelle on pourrait les comparer sur une échelle commune : par exemple, la désutilité subjective vécue par les travailleurs en tant que participants au marché du travail (incluant la désutilité passée impliquée par l'apprentissage de compétences particulières). Et Marx a rejeté tout facteur subjectif de cette sorte comme mesure du travail.

Du fait que Marx a refusé que la théorie de la valeur-travail repose sur tout mécanisme subjectif comme la psychologie des acteurs économiques, il n'a obtenu qu'une loi générale invérifiable et assénée sous une forme tautologique, sans aucun point de référence extérieur pour l'expliquer.

Smith, en revanche, a commencé par évoquer "la peine et l'embarras" subjectifs comme standard pour sa théorie de la valeur. À l'inverse de Marx, son temps de travail standard dans le réputé modèle "du daim et du castor" de l'échange primitif était une simplification

délibérée ; il considérait, pour les besoins de la démonstration, que le travail était d'égale intensité. Mais il est rapidement passé à l'hypothèse que, alors que les produits s'échangent en fonction de quantités de travail (« Des quantités égales de travail doivent être, dans tous les temps et dans tous les lieux, d'une valeur égale pour le travailleur. »[165]), que les quantités de travail ne se comparaient pas nécessairement en termes d'unités temporelles. Et sa formulation « pour le travailleur » montre bien que la perception subjective du travailleur de la désutilité du travail est bien la base de la valeur d'échange. Dans un passage connu et brillant fait du « en marchandant et débattant » du marché le mécanisme par lequel la valeur comparative de différents actes de travail est établie.

> *Il est souvent difficile de fixer la proportion entre deux différentes quantités de travail. Cette proportion ne se détermine pas toujours seulement par le temps qu'on a mis à deux différentes sortes d'ouvrages. Il faut aussi tenir compte des différents degrés de fatigue qu'on a endurés et de l'habileté qu'il a fallu déployer. Il peut y avoir plus de travail dans une heure d'ouvrage pénible que dans deux heures de besogne aisée, ou dans une heure d'application à un métier qui a coûté dix années de travail à apprendre, que dans un mois d'occupation d'un genre ordinaire et à laquelle tout le monde est propre. Or, il n'est pas aisé de trouver une mesure exacte applicable au travail ou au talent. Dans le fait, on tient pourtant compte de l'une et de l'autre quand on échange ensemble les productions de deux différents genres de travail. Toutefois, ce compte-là n'est réglé sur aucune balance exacte ; c'est en marchandant et en débattant les prix de marché qu'il s'établit, d'après cette grosse équité qui, sans être fort exacte, l'est bien assez pour le train des affaires communes de la vie.*[166]

Il est à noter que, contrairement à Marx, qui traite les fixations de valeur à différentes qualités de travail comme un processus social abstrait, se faisant "dans le dos du travailleur", et sans aucune référence apparente à ses désirs, Smith fait des références constantes à des concepts tels que la "difficulté", la "longueur", la "facilité et le bon marché" impliqués dans l'échange, etc. :

> *Si une espèce de travail était plus rude que l'autre, on tiendrait naturellement compte de cette augmentation de fatigue, et le produit d'une heure de ce travail plus rude pourrait souvent s'échanger contre le produit de deux heures de l'autre espèce de travail. De même, si une espèce de travail exige un degré peu ordinaire d'habileté ou d'adresse, l'estime que les hommes ont pour ces talents ajoutera naturellement à leur produit une valeur supérieure à ce qui serait dû pour le temps employé au travail. Il est rare que de pareils talents s'acquièrent autrement que par une longue application, et la valeur supérieure qu'on attribue à leur produit n'est souvent qu'une compensation raisonnable du temps et de la peine qu'on a mis à les acquérir.*[167]

Contrairement à la conception qu'a Marx de l'échange, qui peut être parodiée comme "un signe visible et grotesque" des phénomènes mystiques du travail social, le marché du travail de Smith est le résultat cumulatif d'innombrables actes individuels d'échange. Smith revient toujours à la perception du travailleur, et au besoin d'une "compensation" pour le persuader, en

tant qu'acteur économique, d'amener le produit de son travail au marché. Pour Smith, « en marchandant et débattant », le marché entraîne les salaires vers un équilibre entre avantages et désavantages de plusieurs choix de travail, de façon à ce que les paiements soient distribués en fonction de la désutilité nette du travail.[168]

Une hypothèse incorrectement traitée par Smith est que pour "marchander et débattre" pour distribuer les salaires de manière équitable en fonction des sentiments subjectifs de désutilité des travailleurs, ceux-ci doivent être dans une position d'égalité ente eux et avec leurs employeurs. Des échanges inégaux forceraient les travailleurs à vendre leur force de travail pour moins que ce qui compenserait leur désutilité dans un marché libre. L'intervention de l'État, en créant un échange inégal entre travailleur et capitaliste, impose aux travailleurs de vendre leur travail dans un marché à l'avantage des acheteurs, d'où la fameuse différence de Marx entre la valeur de la puissance de travail comme produit et la valeur du produit du travail.

Ce problème se voit résolu explicitement par Hodgskin, dans sa version du standard de "la peine et l'embarras". Dans le Travail Défendu contre les Prétentions du Capital, il fait valoir que l'interférence de l'État dans un marché libre, à la demande des employeurs, est la raison pour laquelle le travail reçoit moins que son produit total en salaires. Hodgskin a été l'un des premiers auteurs à utiliser le terme "capitalisme", et pourrait même en avoir été l'inventeur. Par "capitalisme", il voulait dire un système de privilège dans lequel l'État permet aux possesseurs du capital de tirer des bénéfices de monopole de celui-ci, de la même manière que la classe dirigeante féodale tirait des bénéfices de monopole de la terre ; ou, comme un rothbardien de gauche tel que Samuel Konkin a pu le formuler, « le capitalisme est la règle d'État par et à l'avantage de ceux qui disposent de larges quantités de capital. »[169]

Mais dans un marché authentiquement libre, le travail recevrait son produit complet en salaires. Et ce produit serait distribué entre les travailleurs, à travers le processus de "marchandage", en fonction de leur peine et de leur embarras respectifs.

> *Mais bien que ceci [que le produit complet du travail devrait appartenir au travailleur], comme proposition générale, semble être assez évident, il y a une difficulté à son application pratique, qu'aucun individu ne peut surmonter. Il n'y a aucun principe, aucune règle, pour autant que je sache, permettant de diviser le produit d'un travail collectif entre les différents individus participant à sa production, sinon le jugement des individus eux-mêmes ; ce jugement dépendant des valeurs que les hommes pourraient estimer être celles des différentes sortes de travail ne peut jamais être connu, de même qu'aucune règle ne peut être formulée pour son application par une seule personne. (…)*
>
> *(…) Quand la division du travail est introduite (…), le jugement des autres hommes intervient avant que le travailleur puisse réaliser ses mérites, et il n'existe plus rien de définissable qui peut être appelé la récompense naturelle du travail individuel. (…) Entre le commencement de toute production collective, (…) et la division de son produit entre les différentes personnes dont les efforts combinés l'ont produit, le jugement des hommes doit intervenir plusieurs fois, et la question est : combien de cette production collective doit aller à chacun des individus dans les forces de travail unies l'ont produit ?*

> *Je ne connais aucun moyen de décider de ceci sinon de laisser les jugements sans entraves des travailleurs eux-mêmes répondre à cette question. Si toutes les sortes de travail étaient parfaitement libres (...), il n'y aurait aucune difficulté sur ce point, et les salaires du travail individuel seraient équitablement ajustés par ce que le Dr Smith appelle le "marchandage du marché".*[170]

Bien sûr, ce même processus s'applique au marchandage des artisans et des producteurs indépendants, qui échangent leurs produits de la même manière, en fonction de leurs sentiments subjectifs de désutilité. Le principe général est que toute la production de la société, dans un marché libre, ira au travail ; et qu'il sera distribué parmi les travailleurs en fonction de leur peine et de leur embarras respectifs. Ceux qui trouvent que la compensation moyenne du marché pour une forme de travail particulière est une compensation insuffisante pour leur sentiment personnel de désutilité l'abandonneront pour une autre sorte de travail. De même, ceux qui considèrent la compensation plus que suffisante graviteront autour de cette sorte de travail. Et le niveau moyen de compensation s'ajustera de ce fait au niveau nécessaire pour satisfaire le nombre de personnes fournissant une forme particulière de travail nécessaire à satisfaire la demande effective à ce niveau de salaire.

Franz Oppenheimer, un socialiste de marché plus tardif, décrit le processus d'une manière légèrement différente : sous les incitations d'un marché du travail vraiment libre, le travail se distribuerait parmi les emplois jusqu'à ce que les revenus deviennent "égaux" – dans nos termes, égaux en relation aux quantités données d'efforts perçus subjectivement.[171] Oppenheimer, dans "Une Autopsie de l'Économie de Cambridge", cite avec approbation la formule d'Adam Smith affirmant que « Chacun des divers emplois du travail et du capital, dans un même canton, doit nécessairement offrir une balance d'avantages et de désavantages qui établisse ou qui tende continuellement à établir une parfaite égalité entre tous ces emplois. » Il cite aussi, avec la même approbation, Johann Heinrich von Thünen et son équilibre posé auquel « un travail de qualité égale est récompensé de manière égale dans toutes les branches de la production »[172]

Les néo-ricardiens Dobb et Meek, entre autres, ont critiqué une théorie de la valeur-travail basée sur "la peine et l'embarras" comme ouvrant la porte à un traitement marshallien : c'est-à-dire, aidant à faire de la désutilité ou de l'"attente" ou de l'"abstinence" un simple élément du "coût réel". Ricardo et Marx, en revanche, ont correctement compris le travail comme étant objectivement « la dépense d'une quantité donnée d'énergie humaine »[173]. Conçu comme désutilité, cependant, il était inévitable

> *que la simple juxtaposition du travail (que Ricardo a toujours considéré comme quelque chose d'objectif) et de l'abstinence (qui devait nécessairement être considérée comme quelque chose de subjectif) encourage la tendance croissante à considérer les catégories économiques en termes subjectifs, en faisant abstraction des relations de production.* [174]

Et une théorie des profits vus comme la récompense de l'"abstinence", en vue d'être incorporée dans une théorie des "coûts réels", nécessite que le travail soit théoriquement retranscrit en termes purement subjectifs.

> *"L'abstinence" peut bien sûr être définie objectivement, dans les termes décrivant les choses dont on s'abstient ; mais une telle abstinence n'a aucune*

> *signification en tant que coût – pas plus qu'aucun autre acte d'échange libre – à moins qu'on doive supposer qu'une "peine" particulière du possesseur soit à l'œuvre concernant ces choses. Et si l'"abstinence", vue comme contrepartie subjective du profit, devait être conçue d'une manière psychologique, alors le travail devrait également l'être : le travail vu comme le coût pour lequel les salaires sont payés, considéré non pas comme une activité humaine impliquant un investissement donné d'énergie physique, mais comme la force de rejet psychologique qu'inspire le travail. Abstraction doit être faite de l'activité humaine, de ses caractéristiques et de ses relations, et seule leur réflexion dans l'esprit doit être considéré comme donnée utilisable pour l'interprétation économique.*
>
> *On a vu chez les auteurs précédents les signes d'une inclination, parfois seulement montrée de manière ambiguë, à concevoir la notion de "coût réel" comme quelque chose de subjectif plutôt que comme quelque chose d'objectif. Adam Smith a utilisé la formule "la peine et l'embarras" (...)*[175]

Seulement en y regardant de plus près, cette vulnérabilité n'existe en aucun sens raisonnable. Elle existerait seulement si l'équivalence avancée par les marginalistes entre le sacrifice du capitaliste et celui du travailleur était valide. Or le travail, nous avons déjà montré comme Dobb le reconnaissait, est un "coût" d'une manière unique. Aucun système de "coût réel" qui met le "sacrifice" ou l'"abstinence" dans la même catégorie que l'effort humain ne peut résister à une analyse critique. L'effort humain positif est un sacrifice dans un sens absolu ; alors que les "sacrifices" du capitaliste ou du propriétaire foncier n'en sont que dans un sens relatif.

> *Le dualisme essentiel de cette théorie du coût réel a été admis par Marshall quand, dans un article de 1876, il fait référence au fait qu'il n'y a qu'un moyen possible de mesurer "un effort et une abstinence (...) dans les termes d'une unité commune à travers des moyens artificiels les mesurant" – pour les nommer : par leur valeur sur le marché. (...) Il considérait que cette difficulté s'appliquait de la même manière à toutes mesures de "deux efforts divers". Alors que la difficulté de ce dernier cas est bien moindre que le cas deux choses aussi peu similaires que l'"effort" et l'"abstinence", il demeure bien plus problématique quand l'effort est conçu en termes subjectifs plutôt que ceux objectifs de l'énergie physique déployée.*[176]

Le traitement du travail comme un "déploiement d'énergie physique" est un thème récurrent chez Dobb, apparaissant dans plusieurs citations longues de ce chapitre. Mais il ne dit jamais pourquoi le "déploiement objectif d'énergie physique" devrait créer de la valeur d'échange, sinon par sa désutilité pour le travailleur.

En dernière instance, sur quelle base valide une théorie de la valeur-travail peut-elle reposer, sinon la désutilité du travail telle que vécue par le travailleur lui-même ? Il devrait aller de soi que la raison qui fait que le travail est unique dans la création de valeur d'échange est que le travailleur (contrairement à la terre, aux forces naturelles, etc.) est unique en ce qu'il a besoin d'être persuadé qu'il vaut la peine qu'il apporte des biens sur le marché. Pour utiliser les propres mots de Dobb, tirés des citations précédentes, contre lui, le travail, "comme activité humaine" doit être caractérisé par plus qu'un "investissement donné d'énergie physique", du fait que même un morceau de charbon est capable de ça. La raison qui fait que l'humain exige

paiement pour son "investissement d'énergie physique" et que le morceau de charbon ne le fait pas, c'est qu'il ressent l'investissement différemment du morceau de charbon.

Cette relation entre le coût subjectif comme source de la valeur d'échange et l'absence résultante de valeur d'échange des biens naturels (hors effort d'appropriation) a été largement constatée parmi les économistes politiques classiques. Jean-Baptiste Say, par exemple, fait référence au "service productif des agents naturels", tels que la fertilité du sol, le potentiel biologique des semences et la somme totale du "travail exécuté par le sol, par l'air, par l'eau, par le soleil, auquel l'homme n'a aucune part, et qui pourtant concourt à la création d'un nouveau produit qu'on recueillera au moment de la récolte."[177] Mais il sape plus loin toute implication qu'on pourrait trouver à la valeur d'échange dans les agents naturels en tant que tels :

> *Il est rare qu'on se livre à un travail qui ne soit pas productif, c'est-à-dire qui ne concoure pas aux produits de l'une ou de l'autre industrie. Le travail (…) est une peine ; et cette peine ne serait suivie d'aucune compensation, d'aucun profit (…)*[178]

Ceci implique que le travail est unique comme facteur de production, de par la nécessité à être persuadé de contribuer avec ses propres forces au processus de production. De cela il semble découler que les agents naturels, qui ne peuvent subir ce genre de désutilité et de ce fait n'ont pas besoin de ce genre de persuasion, manquent d'une base pour qu'en découle de la valeur d'échange :

> *De ces besoins, les uns sont satisfaits par l'usage que nous faisons de certaines choses que la nature nous fournit gratuitement, telles que l'air, l'eau, la lumière du soleil. Nous pouvons nommer ces choses des* richesses naturelles*, parce que la nature seule en fait les frais. Comme elle les DONNE indifféremment à TOUS, personne n'est obligé de les acquérir au prix d'un sacrifice quelconque. Elles n'ont donc point de valeur échangeable.*[179]

Ricardo explicite les implications de ces derniers passages, en niant que le "service productif des agents naturels" soit une source de valeur d'échange.

> *En contradiction avec l'opinion d'Adam Smith, M. Say, dans le quatrième chapitre du premier livre de son Traité d'Économie politique, parle de la valeur que les agents naturels, tels que la lumière du soleil, l'air, la pression de l'atmosphère, donnent aux choses, en remplaçant souvent le travail de l'homme, et quelquefois en travaillant à la production en communauté avec lui. Mais ces agents naturels, quoiqu'ils ajoutent beaucoup à la valeur d'utilité n'augmentent jamais la valeur échangeable d'une chose, et c'est celle dont parle ici M. Say. Aussitôt qu'au moyen de machines, ou par nos connaissances en physique, nous forçons les agents naturels à faire l'ouvrage que l'homme faisait auparavant, la valeur échangeable de cet ouvrage tombe en conséquence. S'il fallait dix hommes pour faire tourner un moulin à blé, et qu'on découvrît que, par le moyen du vent ou de l'eau, le travail de ces dix hommes pourrait être épargné, la farine qui serait le produit de l'action du moulin tomberait dès ce moment de valeur, en proportion de la somme de travail épargné ; et la société se trouverait enrichie de toute la valeur des choses que le travail de ces dix hommes pourrait produire, — les fonds*

> *destinés à l'entretien des travailleurs n'ayant pas éprouvé par là la moindre diminution M. Say méconnaît toujours la différence qui existe entre la valeur en échange et la valeur d'utilité.*
>
> *M. Say accuse le docteur Smith de n'avoir pas fait attention à la valeur donnée aux choses par les agents naturels et par les machines, en raison de ce qu'il considérait la valeur de toutes choses comme étant dérivée du seul travail de l'homme ; mais il ne me paraît pas que cette accusation soit prouvée ; car, dans aucun endroit de son ouvrage, Adam Smith ne déprécie les services que ces agents naturels et les machines nous rendent, mais il caractérise avec beaucoup de justesse la nature de valeur qu'ils ajoutent aux choses. Ils sont utiles, en ce qu'ils augmentent l'abondance des produits, et qu'ils ajoutent à notre richesse en augmentant la valeur d'utilité ; mais, comme ils travaillent gratuitement, comme on ne paie rien pour l'usage de l'air, de la chaleur du soleil, ni de l'eau, les secours qu'ils nous prêtent n'ajoutent rien à la valeur échangeable.*[180]

Bien sûr, les biens purement naturels sont fort rares. La plupart des dons de la nature nécessitent du travail humain pour être rendus utilisables ; et c'est dans cette mesure qu'ils acquièrent de la valeur d'échange. Même des biens apparaissant spontanément comme du miel sauvage, des fruits, etc., John Stuart Mill l'explique, nécessitent « une quantité considérable de travail (…), non pas dans le but de les créer, mais pour les trouver et se les approprier. Dans tous les cas sauf ces quelques rares, les objets fournis par la nature ne sont qu'indirectement nécessaires aux désirs humains, et nécessitent un certain degré de transformation par du travail humain. »[181]

Des biens naturels obtiennent parfois de la valeur d'échange par le seul fait de leur rareté, et pas seulement par le travail de leur transformation ou appropriation. Böhm-Bawerk élimine comme "simplement fausse" l'affirmation de Rodbertus selon laquelle les biens naturels ne possèdent pas de valeur économique : « Même les biens purement naturels ont une place dans les considérations de l'économie, tant qu'ils sont rares comparativement au besoin qu'on en a. »[182] John Stuart Mill précédemment avait écrit sur la différence de degré de rareté entre différents biens naturels, et leurs valeur économique qui en découle :

> *Parmi les agents naturels, il en est de limités. Il en est d'autres au contraire dont l'abondance est intarissable, au moins considérés comme agents utilisés par les hommes. La terre dans les colonies nouvelles peut être considéré comme illimitée ; il en existe plus qu'il ne sera, pendant de longues générations, nécessaire d'en soumettre à la culture ; néanmoins, dans ces nouveaux États eux-mêmes, la terre en tant qu'elle se trouve à la proximité des villes, des marchés, des voies de communication, est limitée en quantité. Dans les contrées civilisées*[10] *il n'est pas un coin de terre qui ne soit approprié. Elle y est donc un agent limité.*
>
> *(…) tant qu'un agent naturel est illimité en quantité il ne saurait, à moins d'être monopolisé par la force, avoir aucune valeur sur le marché (valeur échangeable), puisque personne ne peut être disposé à payer ce qu'il peut obtenir gratuitement.*[183]

10 *NdT : ceci est la traduction de Mill par Dussart et Seneuil. Mill ne parle pas de "contrées civilisées", mais de "vieux pays" (old countries)*

Mais ceci, ainsi que le suggère la dernière phrase de Mill, laisse ouverte la question de savoir quelle part de cette rareté est naturelle et quelle part est conventionnelle ou légale. (Cette dernière question sera étudiée en profondeur lors d'un prochain chapitre, sur l'appropriation politique de la terre.) Mill distingue bien les raretés naturelles et artificielles dans un exemple hypothétique évoquant l'air :

> *On peut toutefois supposer des cas où l'air serait véritablement une richesse (…). Si par quelque révolution dans la nature l'atmosphère devenait trop légère pour la consommation, ou pouvait être monopolisée, l'air acquerrait une valeur marchande très élevée. Dans un tel cas, sa possession au-delà de ses propres désirs serait, pour son possesseur, une richesse ; et la richesse globale de l'espèce humaine pourrait sembler avoir crû, par ce qui serait pour elle une grande calamité. L'erreur serait de ne pas considérer que bien que le possesseur d'air puisse être devenu bien plus riche aux dépens du reste de la communauté, toutes les autres personnes seraient appauvries par ce qu'elles seraient obligées de payer, et qu'elles obtenaient précédemment sans paiement.*[184]

Dans tous les cas, la valeur d'échange accrue de ce genre de biens naturels est, avec les autres rentes de rareté, une déviation secondaire de la loi de la valeur-travail. Dans le cas des ressources naturelles rendues artificiellement rares par l'appropriation politique, la propriété foncière en absence, etc., c'est un revenu dû à un monopole protégé par l'État. Dans le cas d'une rareté naturelle de la terre la plus fertile dans les environs d'une ville particulière, c'est une rente de rareté spontanée, comme les différences de capacités innées.

L'emphase subjective sur le travail vu comme désutilité a reçu des critiques de la droite. Rothbard a traité la réduction par Marshall de la désutilité du travail et de l'"attente" à un commun dénominateur qu'est le "coût réel" comme une admission que la valeur est purement subjective.

> *Il n'est pas question de nier (…) que les coûts subjectifs, dans le sens de coûts d'opportunité et d'utilités abandonnées, sont importants dans l'analyse de la production. En particulier, les désutilités du travail et de l'attente – telles qu'exprimées à travers les ratios de préférence temporelle – déterminent combien des énergies des gens et combien de leurs bénéfices iront dans le processus de production. Ceci, dans le sens le plus large, déterminera ou aidera à déterminer l'offre totale de tous les biens qui seront produits. Mais ces coûts sont eux-mêmes des utilités subjectives, et c'est ainsi que les deux "lames des ciseaux" sont régies par l'utilité subjective des individus. C'est une explication causale moniste et non dualiste. (…)*
>
> *(…) Le prix nécessaire pour appeler à soi un facteur non-spécifique est le plus haut prix que ce facteur peut se voir offrir ailleurs – un coût d'opportunité.*[185]

Ceci appelle une seule réponse, et c'est : « et alors ? » Il y a une grande différence entre la formulation d'un mécanisme subjectif par lequel la loi du coût opère et la relégation de la valeur à une base purement arbitraire fondée sur l'utilité subjective. Les versions de Ricardo et de Marx de la théorie de la valeur-travail reposaient au moins implicitement sur un mécanisme subjectif – après tout, comme nous l'avons déjà demandé plus haut, pour quelle autre raison le travail créerait-il de la valeur d'échange, hors celle que le travailleur, au contraire du charbon,

doit être persuadé d'apporter ses services au marché ? De même pour le coût d'opportunité considéré comme base du principe de coût, il ne faut pas perdre de vue que "l'utilité subjective des individus" n'est pas déterminée dans le vide ; « le prix le plus élevé qu'un facteur peut se voir offrir ailleurs » est entièrement relatif, et dépend de beaucoup de choses, dont la moindre n'est pas l'existence de revenus de monopoles garantis par l'État.

Böhm-Bawerk lui-même suggère pourquoi une approche subjective de l'économie était devenue nécessaire, dans ses commentaires sur l'opposition que fait Sombart entre l'approche objective de Marx et l'approche subjective des marginalistes. Böhm-Bawerk avance que « la connaissance d'une telle connexion objective, sans la connaissance des liens subjectifs qui aident à former la chaîne de causalité, n'est en aucune manière le plus haut degré de la connaissance, mais qu'une pleine compréhension ne sera atteinte par la connaissance à la fois des liens internes et externes de la chaîne. » Les approches objective et subjective, de ce fait, sont nécessairement complémentaires. Et il ajoute « comme opinion » qu'

> *il est normal sur les questions économiques, où nous devons prendre en compte de manière si large des actions humaines conscientes et calculées, que la première des deux sources de savoir, la source objective, ne puisse au mieux contribuer que très faiblement et, en particulier quand elle est isolée, une part inadéquate du total de la connaissance atteignable.*[186]

Donc Böhm-Bawerk lui-même comprenait que les jugements de valeur subjectifs ne sont pas nécessairement des variables arbitraires et indépendantes, mais peuvent être le mécanisme au travers duquel des facteurs objectifs se faisaient sentir sur le marché.

Marx lui-même, ajoute Böhm-Bawerk, a amené le facteur subjectif comme mécanisme de sa théorie de la valeur, mais ne l'a fait que de manière non-systématique :

> *Marx n'a pas parfaitement tenu sa barricade "objective". Il ne pouvait s'empêcher de faire référence aux motifs des opérateurs comme force active dans son système. Il le fait éminemment par son appel à la "concurrence". Est-ce trop demander que quand il introduit des interpolations subjectives dans son système, elle soient correctes, fondées et non-contradictoires ?*[187]

L'ambivalence de Marx concernant un mécanisme subjectif avait ses raisons d'être. Malgré la malhonnêteté de certaines critiques de Marx, comme nous l'avons montré, une base de "marchandage" subjectif est en fait vulnérable au premier coup d'oeil à des critiques le qualifiant d'invérifiable ou de tautologique. Comme Dobb le montre, faire de la désutilité, de l'effort ou du déplaisir subjectifs plutôt que du temps la base de la quantité, ferait du prix du marché le seul standard objectif pour comparer des quantités de travail. Cependant, cette vulnérabilité n'est qu'apparente. La différence est que, contrairement aux ratios de Marx allant du travail simple au travail complexe, nous ne comparons pas deux jeux de données dans un processus circulaire. Nous affirmons d'abord, sur le fondement d'une compréhension axiomatique de la nature humaine, la base de toutes les valeurs d'échange d'efforts subjectifs ; les déviations de ce principe, causées par des rentes de rareté, sont un phénomène secondaire. Une fois accepté ce principe *a priori* que le travail est la base de la valeur d'échange, nous pouvons développer pourquoi le produit du travail sera distribué en fonction du degré de désutilité du travail.

Ou, pour aborder le problème depuis le versant opposé, nous pouvons commencer par la loi du coût comme base du prix, et depuis cette base systématiquement éliminer tous les facteurs

subordonnés qui n'ont un prix que du fait de raretés artificielles, ne laissant que le travail comme créateur de valeur d'échange de plein droit (au moins pour les prix d'équilibre des biens ayant une offre élastique).

Chapitre 3 : La préférence temporelle et la théorie de la valeur-travail

Dans le dernier chapitre, nous avons fait référence à une critique marginaliste valide de la théorie de la valeur-travail : son manque d'un mécanisme explicite. Mais il y a une autre contribution valide des marginalistes, ou plus spécifiquement des Autrichiens, qui doit être prise en compte par toute théorie moderne de la valeur-travail, si elle a la moindre prétention à la pertinence. Cette contribution est la théorie de la préférence temporelle.

Le principe de la préférence temporelle a été formulé clairement pour la première fois par Eugen von Böhm-Bawerk. Après une étude historique pointilleuse des théories passées de l'intérêt – et pas seulement les théories de la "productivité" ou de l'"abstinence" des derniers économistes politiques classiques (ou économistes politiques vulgaires, selon les termes de Marx), mais les théories de l'exploitation de Rodbertus, de Marx, et des autres socialistes – il avance sa propre explication :

> *Le prêt est un véritable échange de biens présents contre des biens futurs. (…) Des biens présents possèdent invariablement une plus grande valeur que des biens futurs du même nombre et de la même sorte, et, de ce fait, une somme définie de biens présents ne peut, et c'est une règle, seulement être achetée que par une somme plus importante de biens futurs. Les biens présents possèdent un agio sur des biens futurs. Cet agio est l'intérêt. Ce n'est pas un équivalent séparé pour un usage séparé et durable de biens loués, car ceci est inconcevable ; c'est une part équivalente de la somme prêtée, gardée séparée pour des raisons pratiques. La restitution du capital augmenté de l'intérêt constitue l'équivalent complet.*[188]

Il avance que c'est incompatible avec une théorie de la valeur-travail : « Logiquement amené à son terme, ceci [la théorie de la valeur-travail] ne pourrait laisser aucune place au phénomène de l'intérêt. »[189]

C'est un point de départ qui en vaut un autre, avant de passer à la question plus centrale du rôle de la préférence temporelle dans la théorie de la valeur-travail développée dans ce livre, que d'examiner cette question secondaire : le point auquel la préférence temporelle peut être mutuellement exclusive des autres défenses de l'intérêt et du profit, conformément ou pas, donc, à l'affirmation des Autrichiens. Böhm-Bawerk, bien sûr, insiste à la fois sur l'unicité de sa contribution et sur l'insuffisance des tentatives précédentes de justifier l'intérêt. Il est particulièrement dédaigneux de la théorie de l'abstinence de Senior, affirmant que Lasalle avait raison d'affirmer

> *que l'existence et le niveau de l'intérêt en aucune manière ne correspondent invariablement à l'existence ou au niveau d'un "sacrifice d'abstinence". De hauts intérêts concordent souvent avec un sacrifice d'abstinence tout à fait mineur – comme dans le cas du millionnaire de Lasalle – et un "bas intérêt" est souvent perçu là où le sacrifice subi du fait de l'abstinence est très important. Le Souverain péniblement économisé que le domestique met à une caisse d'épargne rapporte, absolument et relativement, moins d'intérêts que les milliers facilement économisés que le millionnaire met à fructifier dans des fonds obligataires et hypothécaires. Ces phénomènes cadrent difficilement*

> *avec une théorie qui explique universellement l'intérêt comme un "salaire de l'abstinence". (...)*[190]

En réponse à l'idée que l'abstinence de consommation serait un "sacrifice" positif méritant de plein droit une compensation, Böhm-Bawerk propose ce cas :

> *Mettons que je travaille un jour entier à planter des arbres fruitiers dans le but qu'ils me donnent des fruits dans dix ans. La nuit suivant ma plantation survient un orage qui la détruit entièrement. De combien est le sacrifice que j'ai fait (...) en vain ? Je pense que chacun dira que j'ai perdu un jour de travail, et rien de plus. Et maintenant, je pose la question, est-ce que mon sacrifice est de quelque manière que ce soit plus important si l'orage ne vient pas et si les arbres, sans aucun travail supplémentaire de ma part, me donnent des fruits dans dix ans ? Si je travaille une journée et ai à attendre dix ans qu'elle me rapporte quelque chose, est-ce que je sacrifie plus que si je travaille une journée et, du fait d'un orage destructeur, dois attendre toute l'éternité avant d'en tirer un retour ?*[191]

En réponse à la théorie de Cournelle similaire du "sacrifice", Böhm-Bawerk plaisante, « on pourrait dire que Cournelle aurait autant de justesse, d'un point de vue théorique, s'il avait qualifié le travail physique de mettre l'intérêt dans sa poche, ou de couper des coupons, comme le fondement et la base de l'intérêt. »[192]

La réponse logique à la critique de Böhm-Bawerk, du point de vue du "coût réel" de la théorie de Marshall, c'est de se replier dans la définition du "sacrifice" comme "coût d'opportunité". Et c'est très exactement ce que Marshall a fait, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent : le "sacrifice" du propriétaire foncier et du capitaliste est simplement l'abstinence de consommer ce qu'on peut consommer. Et en niant que ce coût d'opportunité soit un sacrifice absolu comme l'est le travail, Böhm-Bawerk a posé les fondements de la démolition par Dobb de l'"abstinence" vue comme un "sacrifice" comparable au travail.

En tout cas, indépendamment de son unicité comme mécanisme subjectif, la théorie de la préférence temporelle de Böhm-Bawerk (qu'un montant plus faible aujourd'hui vaut un montant plus important plus tard), d'une manière pratique, se montre très ressemblante à l'"abstinence" de Nassau Senior et Alfred Marshall. Toutes ces théories se donnent pour but de donner une propriété de création de valeur au temps : pour qu'il vaille le coup que je m'abstienne d'une consommation présente, je dois recevoir un montant plus grand dans le futur. Et toutes sont basées sur une forme ou une autre de peine ou de difficulté que comporte le présent se déroulant dans le but d'une consommation future. Il est plus logique de les traiter comme un groupe de théories apparentées que comme des rivales mutuellement exclusives.

Murray Rothbard, le plus fameux héritier récent des habits autrichiens, a une tendance toute particulière à brouiller les distinctions entre préférence temporelle et "attente" :

> *Quelle a été la contribution de ces possesseurs de produits, ou "capitalistes", au processus de production ? C'est ceci : l'économie et la restriction de consommation, au lieu d'avoir été faites par les propriétaires de la terre ou du travail, l'ont été par les capitalistes. Les capitalistes ont à l'origine économisé, disons 95 onces d'or, qu'ils auraient alors pu avoir dépensé sur des biens de consommation. Ils se sont restreints de le faire, cependant et, à la place, ont avancé l'argent au propriétaire original des facteurs. Ils ont payé à ces*

> *derniers pour leurs services alors qu'ils travaillaient, leur avançant ainsi de l'argent avant que le produit soit fini et vendu aux consommateurs. Les capitalistes, de ce fait, ont fait une contribution essentielle à la production. Ils ont débarrassé les propriétaires des facteurs originaux de la nécessité de sacrifier des biens présents et d'attendre pour des biens futurs. (...)*
>
> *Même si les retours financiers et la demande des consommateurs sont certains, les capitalistes fournissent quand même des biens présents aux possesseurs du travail et de la terre et de ce fait les soulagent du fardeau de l'attente que des biens futurs soient produits et finalement transformés en biens de consommation.*[193]

Roger W. Garrison a fait valoir, à partir de ces éléments de preuve, que le concept d'"attente" comme facteur de production est compatible avec la préférence temporelle de Mises et Rothbard.

> *Ni Mises ni Rothbard n'ont spécifiquement répondu à la question de savoir si l'attente peut être considérée comme un facteur de production, mais des passages peuvent être trouvés dans les écrits de chacun de ces deux auteurs, suggérant que la préférence temporelle et l'attente comme facteur de production sont dans une certaine mesure compatibles.*[194]

Pour revenir à notre sujet principal : il y a eu une grande répugnance parmi les Autrichiens, d'une manière générale, à comparer explicitement les rôles de la préférence temporelle et des facteurs institutionnels sur les taux d'intérêt, ou à tenter d'estimer la mesure dans laquelle la force de la préférence temporelle peut être modifiée par des facteurs institutionnels. Il arrive même que les Autrichiens nient explicitement que les facteurs institutionnels aient la moindre influence sur l'intérêt.

Par exemple, Böhm-Bawerk nie que la différence de valeur entre une somme de monnaie donnée aujourd'hui et le même montant à cinq ans d'ici soit « comme on pourrait le penser, le résultat d'institutions sociales qui ont créé l'intérêt et l'ont fixé à 5 %. »[195] La préférence temporelle seule est la raison de la faible valeur relative des biens de production (futurs), comparés aux biens finis (présents) :

> *Ceci et rien d'autre est la cause de l'achat qualifié de "bon marché" d'instruments de production, et en particulier du travail, que les socialistes analysent justement comme la source du profit du capital, mais interprètent faussement, dans des termes circulaires, comme le résultat d'un vol ou d'une exploitation des classes laborieuses par les classes propriétaires.*[196]

Par moments, cependant, Böhm-Bawerk modère cette posture avec la concession que le monopole et d'autres formes d'exploitation pourraient, dans certains cas, augmenter le taux de profit aux dépens du travail.

> *Maintenant bien sûr, les circonstances défavorables aux acheteurs peuvent être corrigées par une concurrence active parmi les vendeurs. (...) Mais de temps en temps, quelque chose suspend la concurrence entre capitalistes, et alors les infortunés, que le destin a jetés sur un marché local dominé par le monopole, sont livré à l'arbitraire de l'adversaire. D'où usure directe, de laquelle le pauvre emprunteur est trop souvent la victime ; et d'où les bas*

salaires imposés aux travailleurs exploités. (…)

Il n'est pas dans mes intentions de soutenir ce genre d'excès, alors qu'il existe une exploitation bien réelle, avec l'opinion favorable que j'ai formulée plus tôt sur l'essence de l'intérêt. Mais, d'un autre côté, je dois dire le plus clairement que ce que nous devons stigmatiser comme "usure" ne consiste pas à l'obtention d'un gain à partir d'un prêt, ou de l'achat d'un travail, mais de l'extension immodérée de ce gain. (…) Il y aurait des gains ou du profit sur le capital s'il n'y avait aucune contrainte sur les pauvres, et aucune monopolisation de propriété ; Et doit bien y avoir du gain. C'est seulement le niveau de celui-ci qui, dans des cas particuliers, atteint un niveau excessif qui mérite la critique et, bien sûr, les conditions de richesses très inégales dans nos communautés modernes nous amènent à une proximité inconfortable du danger de l'exploitation et des taux d'intérêt usuriers.[197]

Donc Böhm-Bawerk a ici reconnu, au moins en principe, que des facteurs institutionnels peuvent affecter les taux d'intérêt, et que la distribution de richesse peut affecter la force de la préférence temporelle.

Bien qu'il ait fait cette concession sur le principe, Böhm-Bawerk est la plupart du temps resté fidèle à un traitement anhistorique des origines réelles de la distribution de richesse, prenant comme allant de soi que les classes propriétaires sont en position d'avoir de la propriété en surplus disponible pour être investie du fait de leur épargne passée ou de leur productivité. Le plus souvent il n'évoque même pas la question du tout, considérant simplement l'état actuel de distribution de la propriété comme son point de départ.

Que sont alors les capitalistes pour ce qui concerne la communauté ? – En un mot, ils sont des marchands qui ont des biens présents à vendre. Ils sont les fortunés possesseurs d'un stock de biens dont ils n'ont pas besoin pour leurs besoins personnels du moment. Ils échangent leurs stocks contre des biens futurs d'une sorte ou d'une autre. (…)[198]

Böhm-Bawerk est bien trop modeste en leur nom, en attribuant cette possession de biens présents à la "fortune". Bien loin d'être, en tant que classe, les récipiendaires passifs de la simple chance, les capitalistes ont FAIT leur chance. Et l'histoire de ceci, de leur bonne fortune, est écrite en lettre de sang et de feu.

Conservant cette modestie, Böhm-Bawerk recourt à une robinsonnade sur l'accumulation du capital.

Dans notre science il existe trois opinions répandues quant à la formation du capital. L'une trouve son origine dans l'épargne, l'autre dans la production, la troisième enfin dans les deux. De celles-ci la troisième est la plus couramment acceptée, et est aussi celle qui est correcte.[199]

Il illustre alors le principe avec l'exemple d'un homme solitaire économisant le produit de son travail et vivant sur le surplus de nourriture alors qu'il fabrique un arc, des flèches et d'autres outils. En partant de ce scénario îlien, il en vient à la société dans son ensemble, décrivant comment une nation de dix millions économise tant de millions de ses dix millions d'années de travail chaque année.[200] Que ceux qui reportent réellement une consommation des fruits de leur travail puissent ne pas être les mêmes que ceux qui investissent ces économies, ou

récoltent les fruits de l'investissement, ou qu'ils puissent n'avoir aucun droit de cité en la matière, est une question qui est totalement mise de côté – peut-être aurait-elle inutilement complexifié l'exposé.

Les classes de travailleurs sans propriété, comme les capitalistes, s'avèrent juste être là ; comme Topsy, elles ont "juste grandi"[11].

> *Face à cette offre de biens présents, on trouve, comme Demande :*
>
> *1. Un nombre énorme de salariés qui ne peuvent employer leur travail de manière rémunératrice en travaillant pour leur propre compte et sont, de ce fait, en tant qu'entité collective, incités et prêts à vendre le produit futur de leur travail pour un montant considérablement moindre de biens présents. (…)*
>
> *2. Des producteurs indépendants, eux-mêmes travaillant, qui pour une avance de biens présents sont mis en position de prolonger le processus, et de ce fait augmenter la productivité de leur travail personnel (…)*
>
> *3. Un petit nombre de personnes qui, en raison de désirs personnels urgents, recherchent le crédit dans le but de consommer, et sont aussi prêts à payer un agio pour des biens présents.*[201]

C'est l'incapacité du premier groupe à employer leur travail de manière rémunératrice en travaillant pour leur propre compte, explique Böhm-Bawerk, qui les rend dépendants des capitalistes. Leur manque de ressources leur permettant de tenir jusqu'à la fin du processus de production est la "seule" raison de leur dépendance.

> *(…) la perte de temps qui est, en général, indissociable du processus capitaliste, est ce en quoi repose le seul fondement de cette dépendance si commentée et si décriée du travailleur envers le capitaliste. (…) C'est seulement parce que les travailleurs ne peuvent pas attendre jusqu'à ce que le processus répétitif (…) délivre ses produits prêts à consommer qu'ils deviennent économiquement dépendants es capitalistes qui ont déjà en leur possession ce que nous avons appelé des "produits intermédiaires".*[202]

Pourquoi les travailleurs n'ont pas la propriété individuelle ou collective sur leurs moyens de production, ou ne sont pas capables par l'effort coopératif de mobiliser leur propre "fonds de travail" pour tenir l'intervalle de production, Böhm-Bawerk ne l'a pas dit. Pourquoi les capitalistes s'avèrent être en possession de tant de richesse superflue, de même, il ne s'est pas aventuré à en chercher les raisons. Que la masse des ressources productives d'une nation doivent être concentrées entre les mains de quelques personnes, plutôt qu'entre celles de la majorité laborieuse, n'a rien d'une nécessité coulant de source. Böhm-Bawerk lui-même en a accepté l'augure comme si c'était un fait absolument anodin. Pour comprendre une situation si étrange, il va nous falloir chercher des explications ailleurs que dans son travail.

La réponse se trouve non pas dans la théorie économique, mais dans l'histoire. La distribution effective de la propriété parmi les classes économiques, à propos de laquelle Böhm-Bawerk fait son timide, est l'émergence historique de la violence d'État. Nous examinerons, dans un prochain chapitre, le processus de l'accumulation primitive par lequel la majorité laborieuse a

11 *NdT : « Like Topsy, they just growed », référence littéraire multi-niveaux avec une faute d'anglais volontaire dedans. Raisonnablement intraduisible.*

été spoliée par la force de sa propriété sur les moyens de production, transformée en une classe laborieuse sans propriété, et depuis empêchée par la loi et les privilèges d'obtenir un accès sans entrave au capital.

Il suffira pour le moment de dire que, bien que la préférence temporelle sans aucun doute soit universellement vraie même quand la propriété est distribuée de manière égale, les répercussions de l'accumulation primitive rendent la préférence temporelle bien plus forte qu'elle le serait autrement. La préférence temporelle n'est pas une constante. Elle est actuellement bien plus biaisée pour un travailleur ne disposant pas d'un accès indépendant à des moyens de production, ou à la subsistance, ou à la sécurité. Même les économistes politiques vulgaires reconnaissaient que le degré de pauvreté parmi les classes laborieuses déterminait leur niveau de salaire, et par conséquent le niveau de profit.[203]

Mais qu'en est-il du résidu de préférence temporelle qui existerait même dans une authentique économie de marché, sans privilège légal d'accès au capital, dans lequel les producteurs posséderaient leurs propres moyens de production ? Comment le principe de la préférence temporelle peut-il être rendu compatible avec la théorie de la valeur-travail ?

Même si le travail d'aujourd'hui est échangé pour du travail de demain à un prix élevé, c'est toujours un échange de travail. Maurice Dobb, par exemple, suggère que la préférence temporelle pourrait être traitée comme une rente de rareté sur le travail actuel.

> *Elle équivaut à une explication en termes de rareté relative, ou d'application limitée, du travail appliqué à des usages particuliers – précisément, dans la forme du travail stocké incorporé dans les processus techniques impliquant une longue "période de production" ; une rareté qui persiste du fait de la courte vue inhérente à la nature humaine. En conséquence de ce sous-développement des ressources productives, la possession de capital-argent, qui dans la société existante fournit le seul moyen par lequel de longs processus de production peuvent être menés, porte avec elle la capacité à extraire une rente de cette rareté. De la même manière qu'un propriétaire foncier peut exiger un prix grâce à une rareté imposée par la nature objective des choses, il semble qu'un capitaliste peut également exiger un prix grâce à une rareté imposée par la nature subjective de l'homme.*[204]

Dobb ne fait pas la distinction adéquate entre la rareté du travail présent par rapport au travail futur qui existe naturellement du fait de la préférence humaine pour la consommation immédiate par rapport au report ; et la rareté artificielle créée par les monopoles sur l'accès aux moyens de production réservés à une certaine classe. Mais même en considérant une économie de marché basée sur des coopératives de producteurs, son argument reste valide. Quand le travail s'abstient d'une consommation présente pour accumuler son propre capital, la préférence temporelle est simplement une forme de désutilité supplémentaire sur le travail présent par rapport au travail futur. C'est un simple facteur de plus dans le "marchandage du marché" par lequel le produit du travail est alloué entre les travailleurs.

Dans une économie de propriété distribuée, telle qu'elle aurait existé si le libre marché avait été autorisé à se développer sans vol à grande échelle, la préférence temporelle n'affecterait que les calculs des travailleurs sur l'équilibre entre leur propre consommation présente et leur consommation future. Toute consommation, présente ou future, serait sans conteste le résultat du travail. Seule une économie capitaliste (étatiste) permet à une classe propriétaire,

possédant une richesse dépassant de loin sa capacité à consommer, de se maintenir dans l'oisiveté en prêtant les moyens de subsistance aux producteurs en échange d'une créance sur la production future.

Partie II – Le Capitalisme et l'État : Passé, Présent et Futur

Introduction à la Partie II : L'Exploitation et les Moyens Politiques

La question demeure : si le travail est la source de la valeur d'échange normale pour les biens reproductibles, et si le salaire naturel du travail sur un marché libre est son produit complet, quelle est l'explication de l'existence du profit dans le "capitalisme réellement existant" ?

Un point de désaccord central entre Marx et les utopistes[12] est la mesure dans laquelle la théorie de la valeur-travail est une description de l'échange existant de produit, ou une prescription de règles d'échange dans un système réformé. Marx critique les utopistes pour avoir érigé la loi de la valeur en standard normatif pour une société utopique, plutôt qu'une loi descriptive du capitalisme existant. Pour lui, la loi de la valeur décrit le processus d'échange sous le capitalisme tel qu'il est ; la loi de la valeur est complètement compatible avec l'existence de l'exploitation. Ses généralisations au sujet de l'exploitation présument que les produits sont échangés à leur valeur en travail ; loin de rendre les profits impossibles, l'échange en fonction de la loi de la valeur est considérée comme la fondation de la plus-value. Le profit résulte de la différence en valeur entre la force de travail vue comme une marchandise, et le produit du travail ; c'est considéré vrai même (ou plus exactement : particulièrement) quand toutes les marchandises sont échangées à leur valeur.

Quelques "utopistes" (parmi lesquels Proudhon, les disciples d'Owen, et quelques socialistes ricardiens), il est vrai, imaginent pour la théorie de la valeur-travail le besoin d'un ensemble de règles obligatoires (comme Labor Notes, ou les propositions modernes de soutien par le gouvernement des systèmes d'échange locaux). Pour eux, la loi de la valeur empêche l'exploitation ; mais plutôt que de la considérer comme une loi du marché opérant automatiquement, ils considèrent qu'elle requiert l'imposition de "règles du jeu" égalitaires.

À côté de ces deux théories opposées, il y a une troisième possibilité qui diffère significativement des deux premières. Cette troisième alternative considère que toute exploitation est basée sur la force ; et que l'existence de l'exploitation, dans la société telle qu'elle est, découle de l'intrusion de l'élément de coercition. Contrairement à l'utopisme, la troisième théorie fait de la loi de la valeur quelque chose qui opère automatiquement quand elle n'est pas sujette à interférences. Contrairement au marxisme, elle considère que l'action sans entraves de la loi de la valeur est incompatible avec l'exploitation. Cette école inclut en particulier le socialiste ricardien orienté marché Thomas Hodgskin, et les anarchistes individualistes des générations suivantes aux États-Unis ; ils considèrent que le capitalisme relève de l'exploitation dans la mesure où l'échange inégal prévaut, sous l'influence de l'État. Sans une telle intervention, le fonctionnement normal de la loi de la valeur résulterait automatiquement dans un travail payé par son produit complet. Pour eux, l'exploitation n'est pas la conséquence normale d'un marché libre ; la différence entre la valeur de la force de travail comme marchandise et la valeur du produit du travail résulte non pas de l'existence d'un salaire au travail, mais de l'échange inégal imposé par l'État sur le marché du travail. Pour eux, la loi de la valeur est à la fois le mécanisme au travers duquel un authentique marché libre fonctionne, en même temps que totalement incompatible avec l'exploitation.

---

12 *NdT : Kevin Carson utilise les termes que Marx utilise pour désigner ses ennemis, tout en se mettant dans leur camp. Ici, " socialiste utopiste", et plus bas "socialistes petits-bourgeois" ne sont pas à lire dans leur sens péjoratif. Nous avons choisi de garder les termes dans leur traduction "littérale", nonobstant leur sens péjoratif sous-entendu en français, bien plus marqué qu'en anglais. On pourrait les traduire respectivement dans le contexte par : "socialistes non-marxistes/marxiens" et "socialistes de marché", mais le lien avec les écrits de Marx et de ses disciples serait alors perdu.*

Il s'ensuit que la loi de la valeur n'est pas une chose à dépasser. Contrairement aux marxistes, qui espèrent pour l'avenir une économie de l'abondance basée sur le principe « de chacun selon ses moyens, etc. », les individualistes et les ricardiens de marché considèrent le lien entre effort et récompense comme fondamental à toute justice distributive. Ce qui fait l'exploitation, c'est le bénéfice d'une partie aux dépens du travail d'autrui. Comme l'écrit Benjamin Tucker dans "Le Travail Devrait-il Être Payé ou Non ?"

> *[Johann] Most étant un Communiste, il doit, pour être cohérent, s'opposer à tout achat et à toute vente ; mais pourquoi il devrait particulièrement objecter à l'achat et à la vente de travail est plus que je ne puis en comprendre. Vraiment, en dernière analyse, le travail est la seule chose qui ait légitimité à être achetée ou vendue. Y a-t-il quelque base juste au prix en dehors du coût ? Et y a-t-il autre chose qui coûte en dehors du travail ou de la souffrance (un autre nom du travail) ? Le travail devrait être payé ! Horrible, n'est-ce pas ? Mais pourquoi, alors que je pensais que le fait qu'il ne soit pas payé était le fond de tout le problème. Le "travail non payé" a été la plainte première de tous les socialistes, que le travail doit obtenir sa récompense a été leur grande affirmation. Supposons que j'aie dit à Kropotkine que la vraie question est de savoir si le communisme permettra aux individus d'échanger leur travail ou leurs produits selon leurs propres termes. Most aurait-il alors été choqué ? (...) Eh bien sous une autre forme, c'est exactement ce que j'ai dit.*[205]

Compte-tenu de la base morale de la théorie de la valeur-travail, telle que comprise par les socialistes petits-bourgeois, c'est-à-dire dans la propriété de soi et dans la propriété de son propre travail, il s'ensuit que d'accorder un paiement au travail n'est pas un reliquat de société capitaliste, mais la juste base d'un ordre socialiste futur. Il n'est pas plus acceptable pour le collectif de s'approprier le produit du travail d'un individu pour un usage général que pour le propriétaire foncier ou pour le capitaliste de se l'approprier pour un usage personnel.

Maurice Dobb, dans son introduction à sa Contribution à la Critique de l'Économie Politique, met en relief les difficultés stratégiques auxquelles les marxistes font face de par cette position. Comme illustré par l'hypothèse de Marx sur la Valeur, le Prix et le Profit, les marxistes rejettent l'idée que le profit soit le résultat d'un échange inégal :

> *Pour expliquer la nature générale des profits, vous devez partir du théorème affirmant qu'en moyenne les marchandises sont vendues à leur valeur réelle, et que les profits découlent du fait de les vendre à leur valeur, c'est-à-dire en proportion de la quantité de travail qui a servi à les réaliser. Si vous ne pouvez pas expliquer le profit à partir de cette supposition, vous ne pouvez pas l'expliquer du tout.*[206]

Dobb affirme :

> *Le but de tout ceci peut être mieux compris si on se souvient que l'école des auteurs à qui le nom de socialistes ricardiens fut donné (...), et dont on peut dire qu'ils défendaient une théorie "primitive" de l'exploitation, expliquaient le profit du capital par sa capacité de négociation supérieure, le manque de concurrence et "les échanges inégaux entre le Capital et le Travail" (ce qui est analogue avec la "théorie de la force" d'Eugen Dühring, que critiqua sévèrement Engels). C'était le genre d'explication que Marx cherchait à éviter*

> *plutôt qu'à embrasser. Car cette explication ne rend pas compte de manière cohérente des liens entre l'exploitation d'une part et la loi de la valeur et la concurrence sur le marché d'autre part, mais l'explique par le non-respect ou des imperfections dans ces deux dernières. À ceci, les économistes libéraux et les libre-échangistes auraient eu une réponse fort simple : "rejoignez-nous et demandez avec nous un réel libre-échange, et alors il n'y aura plus d'"échanges inégaux" ni d'exploitation.*[207]

Cette "réponse fort simple" est exactement l'approche choisie par Thomas Hodgskin et les anarchistes individualistes américains. Le plus grand de ces derniers, Benjamin Tucker, critiqué pour être un "homme de Manchester[13] cohérent", a porté cette étiquette avec honneur.

La grande importance de la pensée de Marx sur la différence entre la valeur de la puissance de travail et la valeur du produit du travail, selon Dobb,

> *réside précisément dans la capacité qu'elle lui donne à montrer comment il peut exister inégalité et non-équivalence dans "l'échange équivalent" – ou exploitation et appropriation de ce qui a été créé par les producteurs dans le respect de la théorie de la valeur (il démontre comment "les profits sont dérivés de leur vente à leur valeur"). La force de travail, convertie en marchandise par le processus historique qui mena à la création d'un prolétariat et dorénavant librement achetée et vendue sur le marché, acquit de la valeur comme les autres marchandises en fonction de la quantité de travail que coûtait sa production (ou reproduction).*[208]

Ceci laisse deux questions non-résolues :

1) Si le processus historique de l'accumulation primitive impliquait l'usage de la force, dans quelle mesure la force a-t-elle été nécessaire à ce processus ? Et si la force a été essentielle au processus, ne résulte-t-il pas que la force passée, telle qu'elle se reflète encore dans la distribution actuelle de la propriété, mine toute illusion de "contrat libre" ?

2) Comment est-il possible aux employeurs de payer régulièrement un prix pour la force de travail qui est inférieur à son produit, si le travail est libre de négocier le meilleur accord possible ? (Le recours à de vagues idées comme le "pouvoir social" ou la "pression du marché", sans un examen explicite de leur nature, n'est pas une explication satisfaisante)

Dobb, dans L'Économie Politique et le Capitalisme, nie que l'exploitation du travail puisse avoir lieu seulement à travers un échange inégal, "dans un cadre de contrat libre". Après avoir cité le même passage de Marx sur l'hypothèse que les valeurs d'échange normales seraient compatibles avec l'exploitation, Dobb continue :

> *Les monopoles des Tudor ou les privilèges féodaux sur le travail des autres ne pourraient plus être utilisés pour expliquer comment une classe tire un revenu sans contribuer à aucune activité productive. Des gains liés à la chance, ou à une "pratique déloyale" individuelle ne peuvent pas exercer une*

13 *NdT : "Homme de Manchester" : "Manchester man", intraduisible. C'est une vieille expression utilisée pour désigner un vendeur, au départ en référence aux vendeurs embauchés par les premières firmes textiles à Manchester, en Angleterre, à la fin du XVIIIe siècle, pour vendre les biens produits par le système manufacturier, en cours de développement. La traduction la plus proche serait "marchand de tapis", mais sans trace du côté péjoratif et presque vulgaire de l'expression française.*

> *influence permanente dans un régime de valeurs normales. La triche persistante et universelle des improductifs semble impossible dans un environnement de contrat libre.*[209]

Bien sûr, c'est une pétition de principe. La mesure dans laquelle la soi-disant période de "laissez-faire" fut "un environnement de contrat libre" est précisément le point de désaccord. Et l'argument de Dobb est tautologique. Par définition, un système de contrats libres exclut l'échange inégal imposé par l'intervention de l'État sur le marché. Dans la mesure où une telle situation d'échanges inégaux imposés politiquement est la règle, le système économique n'est pas un "régime de valeurs normales". Les questions demeurent posées : dans quelle mesure l'économie du XIXe siècle était-elle un système de privilèges et éloignée d'un marché libre ; et dans quelle mesure cet éloignement d'un marché libre était-il la cause principale de la profitabilité du capital ? Bien sûr, Dobb a raison de dire qu'un niveau général de profit ne peut pas résulter de "pratiques déloyales individuelles". De telles déviations s'annuleraient les unes les autres dans une économie en équilibre, comme le profit entrepreneurial des Autrichiens. Pour expliquer un taux de profit qui est un phénomène général, on doit recourir à une explication systémique. Les Autrichiens recourent à la préférence temporelle considérée comme une caractéristique fondamentale de la nature humaine. Les mutuellistes l'expliquent par l'intervention systématique de l'État sur le marché, pour le compte d'intérêts privilégiés.

Ronald Meek soulève essentiellement la même question – comment le phénomène historiquement universel de l'exploitation peut-il continuer à avoir lieu dans une société dans laquelle la vente de puissance de travail est ostensiblement régulée par le contrat libre :

> *Une "théorie de la distribution" affirmant simplement que les revenus non-mérités sont le fruit du surplus de travail des employés productifs ne mériterait guère d'être qualifiée de théorie. (...) Tout au plus, une telle "théorie" pourrait-elle être vue comme un peu plus qu'une description généralisatrice de l'appropriation par les possesseurs des moyens de production du produit du surplus de travail des classes exploitées. Mais il y a clairement deux points essentiels sur lesquels une théorie de la distribution appropriée à notre époque devrait axer son analyse : d'abord, comment est-il possible que des revenus non-mérités continuent à être reçus dans une société dans laquelle les prix de la grande majorité des marchandises sont déterminés sur un marché impersonnel par les forces de l'offre et de la demande, et dans laquelle les relations entre le producteur direct et son employé sont réglées par des contrats plutôt que par des statuts ? Et ensuite, comment les parts respectives du revenu national revenant aux principales classes sociales sont-elles déterminées dans une telle société ? À moins qu'on se satisfasse de se reposer sur quelque explication en termes de "forces" ou de "luttes", (...) il est impossible de donner une réponse adéquate à ces questions sans baser son opinion sur une théorie de la valeur.*[210]

Plutôt que de clarifier ces questions, les marxistes n'ont eu de cesse (peut-être pour de bonnes raisons) d'être très ambigus concernant la relation entre la coercition d'État et l'exploitation économique. Par exemple, Maurice Dobb écrit vaguement à propos de la coercition qu'elle viendrait des "circonstances de classes" en l'absence de coercition légale par l'État, évitant la question de l'usage passé de la force dans la création de ces circonstances, ou de l'usage présent de la force dans leur maintien :

> *Du fait que le prolétaire était dépourvu de terre ou d'instruments de production, aucun moyen de subsistance alternatif ne se proposait à lui ; et alors que la contrainte de travailler pour un autre s'était évanouie, la contrainte liée aux circonstances de classe demeurait. (…) Sans des circonstances historiques comportant l'existence d'une classe dont la vente de la force de travail comme marchandise était le seul moyen de subsistance pour permettre aux capitalistes cette avantageuse transaction, les capitalistes n'auraient pas été en position d'annexer la plus-value par eux-mêmes.*[211]

Et sans l'État pour voler la paysannerie de sa terre, pour terroriser les prolétaires urbains à l'idée de s'organiser et pour légalement proscrire les formes du crédit auto-organisé par la classe laborieuse, le non-accès à aucune forme de propriété de la classe laborieuse n'aurait sans aucun doute jamais été possible, et aurait été impossible à maintenir même après avoir existé.

Poussant ses tautologies et ses pétitions de principe un cran plus loin, Dobb affirme que la distinction qu'effectue Pareto entre l'échange libre et le vol et sa distinction parallèle entre l'optimalité de Pareto et une situation de jeu à somme nulle n'ont aucun sens dans un "marché libre et concurrentiel".

> *Pareto a mis en évidence la distinction importante qui existe entre "les activités des hommes dirigées vers la production ou la transformation de biens économiques" et "l'appropriation de biens produits par d'autres". Clairement, si on considère le problème économique comme simplement une intrication de relations d'échange, séparées des relations sociales des individus concernés – en traitant les individus qui participent à l'échange comme autant de X et de Y, rendant certains "services" mais en faisant abstraction de la relation concrète aux moyens de production (…) – alors la distinction de Pareto ne peut pas avoir de [?] dans un marché libre en concurrentiel. "L'appropriation des biens produits par d'autres" ne peut résulter que de l'incursion du monopole ou de la fraude ou de l'usage de la force extra-économiques. Sous un régime de valeurs d'échange "normales", c'est exclu par la définition-même d'un marché libre.*[212]

C'est juste. Les relations à somme nulle sont exclues par la définition-même d'un marché libre. Mais la question, encore une fois, c'est de savoir si le marché existant est libre et concurrentiel. Faire abstraction des relations de production et des structures de propriété dans une théorie des processus d'échange, sans examiner préalablement le rôle de la coercition dans ces relations et ces structures, revient bien sûr à rendre le paradigme inapplicable au monde réel. C'est seulement lorsque toutes les données sont examinées qu'on peut construire un modèle descriptif utile pour évaluer la réalité. Malheureusement, les plus vulgaires apologistes du capitalisme, de même que ses plus vulgaires opposants, partagent l'erreur de prendre le système actuel comme un intermédiaire avec le "marché". Le mythe du dix-neuvième siècle, ou même de l'administration Hoover, décrits comme une époque de "laissez-faire" est cyniquement adopté à la fois par les propagandistes des grandes corporations et par les socialistes d'État pour des raisons différentes.

Marx et Engels ont beaucoup louvoyé dans leur analyse sur le rôle de la force dans la création du capitalisme, et dans leur jugement sur le fait que cette force ait été essentielle ou non dans

son émergence. Dans *Grundrisse*, Marx soulève plusieurs fois le problème des origines "pré-bourgeoises" ou "extra-économiques" de l'économie capitaliste, mais jamais d'une manière non-ambiguë. Marx comprend que la situation existante, dans laquelle un travailleur sans propriété fait face aux « conditions objectives faisant de son travail quelque chose de séparé de lui, et alors que le capital (…), présuppose

> *un processus historique, bien que dans une large mesure le capital et le travail salarié eux-mêmes reproduisent cette relation et la consolident à la fois dans sa forme observable et dans sa profondeur. Et ce processus historique, ainsi que nous l'avons vu, est l'histoire de l'émergence à la fois du capital et du travail salarié.*
>
> *Dans d'autres termes, l'origine extra-économique de la propriété n'est rien d'autre que l'origine historique de l'économie bourgeoise.(…)*
>
> *Les conditions de production originales ne pouvaient être elles-mêmes produites, ne pouvaient être le résultat de la production. (…) Ce qui doit être expliqué, ce n'est pas l'unité de la vie et des êtres humains actifs avec les conditions naturelles et inorganiques de leur échange de matière avec la nature et leur appropriation de la nature ; ni bien sûr si c'est le résultat d'un processus historique. Ce qui mériterait explication, c'est la séparation entre ces conditions inorganiques de l'existence humaine et cet être actif. (…)*[213]

Marx ridiculise l'idée selon laquelle l'"accumulation primitive" aurait été accomplie graduellement par les diligents et économes jusqu'à ce qu'ils aient acquis assez de capital et se soient alors tournés vers l'ouvrier offreur de travail :

> *De ce fait, rien n'est plus fou que d'imaginer que la formation première du capital ait été une création et une accumulation des conditions objectives de la production – moyens de subsistance, matériaux bruts, instruments – pour ensuite les offrir aux travailleurs qui en étaient privés. Parce que d'abord la richesse monétaire a participé à priver de ces conditions la force de travail des individus aptes au travail. Pour une autre part, ce processus opérait hors de l'intervention de la richesse monétaire. Une fois que la formation du capital a eu atteint un certain niveau, la richesse monétaire pouvait s'insinuer comme intermédiaire entre les conditions objectives de vie devenues libres et les puissances de travail libérées qui se trouvaient aussi être déracinées et dépossédées, et acheter les unes avec l'autre.*[214]

Malheureusement cependant, Marx n'est pas explicite sur la manière dont la "richesse monétaire" opéra cette séparation.

Il est clair néanmoins que Marx comprenait que les origines du processus étaient extraordinaires, et hors du processus normal d'échange ; une fois que le processus était enclenché, il était intensifié par l'échange de marchandises.

> *Nous avons donc vu que la transformation de l'argent en capital présuppose un processus historique qui a séparé les conditions de travail objectives de l'ouvrier… de l'ouvrier, et les a rendues indépendantes de lui. Une fois que le capital naît à l'existence, son existence assujettit toute production à lui, et partout il se développe et effectue la séparation entre le travail et la*

> *propriété, entre le travail et les conditions objectives du travail.*[215]

La première partie de cette citation est une tautologie. Le "capital", d'après la définition de Marx, c'est l'ensemble des conditions de production non contrôlées par le travail. Donc la séparation des moyens de production des travailleurs est, bien sûr, une condition préalable à la transformation de l'argent en capital. Mais est-ce une condition suffisante ? Le possesseur des moyens de production est-il capable de payer le travail moins que son produit, et par ce fait d'obtenir un retour sur son capital, dans un authentique processus d'échange non-coercitif ? La création d'une plus-value est-elle inhérente au travail salarié en tant que tel, ou requiert-elle la capacité de négociation affaiblie résultant du vol perpétré grâce à la force de l'État ? Et cette exploitation peut-elle continuer sans l'intervention continue de l'État, handicapant la capacité de négociation du travail et imposant l'échange inégal ?

Dans le Capital, Marx est plus explicite sur les conditions nécessaires du vol par la force, sans fermer le sujet.

> *Dès que ce mode de production a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance ; la présence constante d'une surpopulation relative maintient la loi de l'offre et la demande du travail et, partant, le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital, et la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur. Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des "lois naturelles" de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production. Il en est autrement pendant la genèse historique de la production capitaliste. La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'État ; elle s'en sert pour "régler" le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer an niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu. C'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive.*[216]

Tout d'abord, si la force a été essentielle à créer le système (et nous verrons dans le chapitre sur l'accumulation primitive qui va suivre l'échelle terrifiante de cette force, que Marx lui-même a décrite), le fait qu'il continue sur sa lancée sans intervention supplémentaire ne rend pas le système moins étatiste dans sa structure. Mais en fait, les "conditions de production" requièrent une intervention massive de l'État pour leur continuation ; certaines des formes de cette intervention ont été décrites par Benjamin Tucker dans son analyse du système de prétendu "laissez-faire" du dix-neuvième siècle.

En fait Marx lui-même a admis l'influence plus qu'"exceptionnelle" de la politique d'État sur le processus d'accumulation primitive en cours pendant son propre siècle. La finance d'État, le contrôle des prix, etc., intensifient fortement le processus décrit ci-dessus par rapport à ce qu'il serait sur un marché libre :

> *Le* système protectionniste *fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abréger de vive force la transition du mode traditionnel de production au mode moderne.*[217]

Engels, pour rendre sa cohérence à la théorie marxienne (et pour parer la menace stratégique des socialistes de marché mentionnés plus tôt), fut forcé de revenir en arrière sur le rôle de la force dans l'accumulation primitive. (Et si nous le croyons sur parole concernant l'importance des avis et approbations de Marx durant la production de l'Anti-Dühring, Marx s'est rendu coupable du même rétropédalage). Dans l'Anti-Dühring, Engels nie avec véhémence que la force ait été nécessaire à quelque stage du processus ; il affirme même qu'elle fit bien peu même pour seulement aider le processus dans une mesure significative.

> *Tout ouvrier socialiste (…) sait fort bien que la violence protège seulement l'exploitation, mais qu'elle n'en est pas la cause ; que le rapport entre capital et travail salarié est la cause de son exploitation et que ce rapport est né de façon purement économique et non pas par voie de violence.*[218]

Ceci soulève la question de la mesure dans laquelle le système légal est présupposé même dans les relations "purement économiques", et interroge sur la possibilité d'un état "purement économique" des affaires, en fonction du degré d'implication de l'État. Par exemple, le droit syndical, le droit d'installation et les lois sur l'attribution du crédit sans apport sont-ils essentiels au processus de libre-échange lui-même, ou seulement au caractère capitaliste de cet échange ?

Engels affirme sa position dans des termes encore plus absolus plus tard, niant que la force soit nécessaire (ou même d'une aide particulière, apparemment) à quelque étape du processus.

> *(…) même en excluant toute possibilité de vol, de violence et de fraude, en admettant que toute propriété privée repose à l'origine sur le travail personnel du possesseur et que, dans tout le cours ultérieur des choses, on n'échange que des valeurs égales contre des valeurs égales, nous obtenons tout de même nécessairement, dans la suite du développement de la production et de l'échange, le mode actuel de production capitaliste, la monopolisation des moyens de production et de subsistance entre les mains d'une seule classe peu nombreuse, l'abaissement de l'autre classe, qui forme l'immense majorité, au niveau de prolétaires non possédants, l'alternance périodique de production vertigineuse et de crise commerciale, et toute l'anarchie actuelle de la production. Tout le processus s'explique par des causes purement économiques sans qu'il ait été besoin d'avoir recours une seule fois au vol, à la violence, à l'État ou à quelque ingérence politique.*[219]

Comme Dobb le suggère dans une des citations précédentes, les théories sur le rôle de l'État dans l'exploitation sont une menace stratégique pour le marxisme. En tant que porteur continental d'une théorie de l'exploitation par la force, Dühring représentait une menace qui ne pouvait pas être ignorée. Et ironiquement et bien que le traitement par Marx de l'accumulation primitive eût été d'un des plus éloquents et incisifs jamais écrits, Engels fut forcé à une retraite stratégique, abandonnant les positions historiques, de façon à maintenir une position défendable contre les théories de l'exploitation centrées sur l'État de Dühring et d'autres penseurs. En fait, il fut forcé de nier que l'histoire de l'accumulation primitive, "écrite en lettres de sang et de feu", eût joué quelque rôle nécessaire que ce soit dans l'émergence du capitalisme. Donc pour vaincre les affirmations de "manchesterisme cohérent", Engels (et à travers lui Marx) a été forcé d'abandonner l'éloquente histoire, "écrite en lettres de feu et de sang" de l'accumulation primitive telle que présentée par le volume 1 du Capital. Engels a donc

ressuscité précisément le "conte pour enfants bourgeois" que Marx mit tant d'efforts à démolir.

Pour contrer la thèse-force de Dühring, Engels fut obligé de recourir à une quantité incroyable de sophismes et de *non sequitur* – ce qui est d'autant moins à son crédit compte-tenu de l'évidente excentricité de Dühring. En réponse à l'exemple de robinsonnade de Dühring, dans lequel Crusoé ne pouvait exploiter Vendredi qu'après l'avoir réduit en esclavage, Engels remarque :

> *la violence n'est que le moyen, tandis que l'avantage économique est le but. Et dans la mesure où le but est " plus fondamental " que le moyen employé pour y parvenir, dans la même mesure le côté économique du rapport est plus fondamental dans l'histoire que le côté politique.*[220]

Sacré feu de paille ! La réaction initiale appropriée à ceci est un "Hein ?" sonore. Bien sûr que l'usage de la force est destiné au bénéfice de son utilisateur – qui a dit le contraire ? Qui possédant sa raison affirmerait que l'exploitation est motivée par le Mal pur, plutôt que par le gain matériel ? Et du fait que, par définition, les moyens sont toujours subordonnés aux fins, les fins sont toujours plus fondamentales. Qu'est-ce que ça a à voir avec le fait qu'un moyen particulier soit nécessaire à une fin particulière ? Le fait est que le but d'une exploitation économique ne peut être atteint sans les moyens de la force. Le fait que le but soit l'exploitation ne change rien à la dépendance de l'exploitation envers la force.

Ensuite, Engels sort son gros canon : l'exploitation forcée de Vendredi présuppose des moyens de production économiques préexistants !

> *Cependant, retournons à nos deux bonshommes. Robinson, "l'épée à la main", fait de Vendredi son esclave. Mais pour y parvenir, Robinson a besoin d'autre chose encore que de l'épée. Un esclave ne fait pas l'affaire de tout le monde. Pour pouvoir en utiliser un, il faut disposer de deux choses : d'abord des outils et des objets nécessaires au travail de l'esclave et, deuxièmement, des moyens de l'entretenir petitement. Donc, avant que l'esclavage soit possible, il faut déjà qu'un certain niveau dans la production ait été atteint et qu'un certain degré d'inégalité soit intervenu dans la répartition.(...)*
>
> *(...) L'assujettissement de l'homme à un service d'esclave, sous toutes ses formes, suppose, chez celui qui assujettit, la disposition des moyens de travail sans lesquels il ne pourrait pas utiliser l'homme asservi, et en outre, dans l'esclavage, la disposition des moyens de subsistance sans lesquels il ne pourrait pas conserver l'esclave en vie, Déjà, par conséquent, dans tous les cas, la possession d'une certaine fortune dépassant la moyenne. Comment celle-ci est-elle née ? En toute hypothèse, il est clair qu'elle peut avoir été volée, c'est-à-dire reposer sur la violence, mais que ce n'est nullement nécessaire. Elle peut être gagnée par le travail, par le vol, par le commerce, par l'escroquerie. Il faut même qu'elle ait été gagnée par le travail avant de pouvoir être volée.*[221]

En effet, « Comment celle-ci est-elle née ? » D'où ces moyens de travail et de subsistance venaient-ils ? Soit ils sont le résultat d'un vol passé, auquel cas la question de l'usage de la force ne fait qu'être reculée à une autre étape ; soit ils sont le résultat d'une concentration de richesse passée, au travers d'un pur mécanisme de marché (une chose qui reste à démontrer) ; soit ils sont le résultat de l'accumulation à force d'abstinence par le capitaliste, en la personne

de Robinson Crusoé. Dans les deux derniers cas, il est remarquable qu'Engels abandonne l'idée originale d'un processus d'expropriation violente de Marx pour le "conte pour enfants" de l'accumulation paisible si aimé des "économistes politiques vulgaires". Mais si en fait Crusoé a accumulé les moyens de production et de subsistance par l'action de son travail sur la nature, cette hypothèse entraîne certaines implications claires. Si Vendredi n'est pas privé par la force d'un accès similaire aux ressources naturelles gratuites de l'île (par exemple par un Crusoé se comportant comme un propriétaire foncier absent sur toutes les ressources naturelles de l'île), Crusoé devra lui offrir une récompense pour son travail, au moins égale au retour espéré sur la peine et l'embarras de Vendredi si celui-ci décidait d'imiter Crusoé dans son parcours de travail et d'économie. C'est la disponibilité d'alternatives et l'absence de contrainte qui rend l'exploitation impossible.

Concernant la question des moyens économiques pré-existants, qui doivent bien avoir été obtenus par le travail de quelqu'un, encore une fois : et alors ? Qui a dit que la coercition créait la production ? On pourrait aussi affirmer que la pré-existence d'un organisme hôte rend impossible le parasitisme. Engels lui-même admet que les moyens économiques pourraient être dans les mains de la classe dirigeante suite à un usage passé de la force. Si les moyens de production sous leur contrôle peuvent en fait être le résultat d'un vol par la force, qu'advient-il de l'affirmation d'Engels selon laquelle la pré-existence de ces moyens serait un élément contre la théorie de leur prise par la force ? Quoi qu'il en soit il n'est pas absurde de postuler un processus comportant une multiplicité d'étapes, dans lesquelles l'accumulation progressive du capital et l'exploitation grandissante du travail vont dans le sens de se renforcer de plus en plus mutuellement, avec la force qui reste la cause première de l'exploitation. Dans tous les cas, les moyens économiques accumulés qui rendent possible une exploitation toujours croissante sont le produit d'un vol passé. Comme le dirait un théologien hindou à propos des tortues, c'est coercition pendant toute la descente, jusqu'en bas.

Dans un autre argument totalement hors de propos, Engels en fait beaucoup sur conditions matérielles nécessaires à l'usage de la force. Cette épée n'est pas tombée d'un arbre, Camarade :

> *Robinson asservit Vendredi " l'épée à la main ". Où a-t-il pris l'épée ? (...) la violence n'est pas un simple acte de volonté, mais exige pour sa mise en œuvre des conditions préalables très réelles, notamment des instruments, dont le plus parfait l'emporte sur le moins parfait ; qu'en outre ces instruments doivent être produits, ce qui signifie aussi que le producteur d'instruments de violence plus parfaits (...) l'emporte sur le producteur des moins parfaits et qu'en un mot la victoire de la violence repose sur la production d'armes, et celle-ci à son tour sur la production en général, donc... sur la "puissance économique", sur l'"état économique", sur les moyens matériels qui sont à la disposition de la violence.*[222]

Pour la troisième fois, et alors ? Engels n'a toujours pas montré que l'exploitation est inhérente à un certain degré de forces productives, indépendamment de la coercition. Il était supposé démontrer non pas que le parasitisme dépend de la préexistence d'un organisme hôte (pff !), mais qu'il peut être mis en place sans usage de la force. Chaque augmentation de la productivité économique crée des opportunités de vol pour un système de classes étatiste ; mais les mêmes technologies productives sont toujours utilisables de manières non-exploiteuses. Le fait qu'une sorte donnée de parasitisme de classe présuppose une certaine

forme de technologie productive n'altère en rien le fait que cette forme de technologie ait potentiellement à la fois des applications libertaires et exploiteuses, en fonction de la nature de la société qui l'adopte.

Engels, en faisant usage de tels arguments, semble ignorer la thèse véritable de Dühring (et de Hodgskin, et de Tucker), qui est que l'exploitation dépend de la force, et démonter une thèse de sa propre invention : que le développement des forces économique dépend de la force. « Si, selon la doctrine de M. Dühring, l'état économique et avec lui la constitution économique d'un pays déterminé dépendaient simplement de la violence politique (…)[223] » L'"état économique", ça veut dire quoi ? Technologie productive, ou l'usage exploiteur de cette technologie ? La théorie anarchiste de l'État est absolument différente de ce qu'Engels semble laisser entendre : elle considère que l'émergence de l'État est rendue possible quand le développement des forces productives par le travail libre des individus atteint un point auquel ils produisent suffisamment de surplus pour nourrir une classe dirigeante parasitaire.

Comme nous l'avons déjà montré, les analyses de Meek et Dobb ci-dessus font une pétition de principe sur la question de la mesure dans laquelle, dans la réalité, les relations économiques sous un système capitaliste (y compris celui du dix-neuvième siècle) ont été régies par la force, et dans quelle mesure elles l'ont été par un échange marchand sans contrainte. La distinction entre le régime récent de "contrat libre" et les âges précédents d'exploitation par la force brute est plus apparent que réel.

Contrairement aux libéraux de droite du courant dominant, qui dépeignent typiquement le capitalisme du vingtième siècle comme un éloignement d'un dix-neuvième siècle idyllique de "laissez-faire", Hodgskin, Tucker et d'autres approfondirent bien plus. C'est précisément le capitalisme du dix-neuvième siècle que Hodgskin et Tucker décrivent comme un système étatiste et à privilèges. Et bien que les États-Unis aient été en tête de la révolution corporatiste, et que les "améliorations internes" et subventions aux voies de chemin de fer aient représenté une large part de la vie économique nationale de son époque, quand Tucker écrit, il n'évoque quasiment pas ces sujets. Les quatre privilèges qu'il attaque – les monopoles sur la monnaie et les terres, le contrôle des prix et les brevets – ont été une part intégrante du capitalisme depuis ses origines. Les deux derniers, le contrôle des prix et les brevets, ont en fait joué un rôle majeur dans la cartellisation et la concentration de l'économie corporatiste durant les derniers temps du dix-neuvième siècle. Mais Tucker a largement négligé leurs effets sur la structure globale du capitalisme. De ce fait, la critique par Tucker du capitalisme et de sa nature fondamentalement étatiste fait quasi-complètement abstraction du capitalisme naissant de l'Âge d'Or. Le capitalisme que Tucker dénonçait pour son étatisme était plutôt celui que les libéraux de droite qualifient aujourd'hui d'utopie de "marché libre".

Outre le capitalisme de monopoles émergeant à la fin du dix-neuvième siècle, l'analyse de Tucker ignore de même les racines étatistes du capitalisme dans le processus de la soi-disant "accumulation primitive". Bien que Tucker considère la propriété foncière en absence existante comme un moyen pour la classe des propriétaires fonciers de vivre du travail des autres personnes, il ignore les effets historiques de l'expropriation de la terre dans la création initiale de la structure fondamentale du capitalisme.

Contrairement à la confusion des marxistes sur le rôle de la coercition dans l'exploitation, alors, il va procéder à partir de l'intuition selon laquelle l'usage de la force est essentiel au processus et l'histoire de l'État est une histoire d'interventions dans des relations volontaires

entre des êtres humains, dans le but de bénéficier à l'un aux dépens de l'autre.C'est le principe fondamental duquel Thomas Hodgskin et les individualistes américains sont partis. À travers l'histoire, l'État a été un moyen au travers duquel les classes productives ont été volées de leur production afin de supporter une classe dirigeante oisive. Sans l'intervention de l'État sur le marché, le salaire naturel du travail aurait été son produit. C'est l'étatisme qui est à la racine de toutes les caractéristiques exploiteuses du capitalisme. Le capitalisme, en fait, n'existe que dans la mesure où les principes de l'échange libre sont violés. "Capitalisme de marché libre" est un oxymore.

Thomas Hodgskin, le plus grand des socialistes ricardiens, avance l'idée qu'en son temps l'exploitation du travail découle des privilèges légaux des capitalistes et des propriétaires fonciers. Son principe n'est qu'une version plus radicale de celui d'Adam Smith, selon qui, quand le gouvernement prétend réguler les relations entre les maîtres et les travailleurs, il a les maîtres comme conseillers.

> *Les lois étant écrites par d'autres que le travailleur, et étant toujours destinées à préserver le pouvoir de ceux qui les font, leur but premier depuis des générations a été, et est toujours, de permettre à ceux qui ne sont pas travailleurs de s'approprier la richesse. En d'autres termes, l'objet de la loi et du gouvernement a été et demeure d'établir et de protéger une violation du droit naturel de propriété qu'ils sont, en théorie, destinés à protéger. (...)*
>
> *Ceux qui font les lois s'approprient la richesse dans le but de sécuriser le pouvoir. Toutes les classes législatrices, et toutes les classes dont les possessions ne dépendent pas de la nature mais de la loi, comprenant que la loi seule garantit et sécurise leurs possessions, et comprenant que le gouvernement en tant qu'instrument imposant l'obéissance à la loi, et de ce fait préservant leur pouvoir et leurs possessions, est indispensable, s'unissent un pour tous et tous pour un, corps et âme pour le maintenir, pour mettre à sa disposition une large part du produit annuel du travail. (...)*[224]

Hodgskin suit Ricardo sur l'analyse du profit et de la rente comme étant des déductions depuis un réservoir de valeur d'échange créée par le travail, et donc considère aussi que les moyens de subsistance des capitalistes, des propriétaires fonciers et des églises comme inversement liés aux salaires sur le travail.

> *À l'heure actuelle, outre le gouvernement, l'aristocratie et l'église, les lois protègent aussi, dans une certaine mesure, la propriété du capitaliste, dont il est dans une certaine mesure plus difficile de parler que du prêtre, parce que le capitaliste est très souvent un travailleur. Le capitaliste en tant que tel, cependant, qu'il soit porteur d'actions de la Compagnie des Indes Orientales ou de bons du trésor, escompteur de factures, ou un acheteur de rentes, n'a aucun droit naturel sur les larges parts de produits annuels que la loi lui assure. Il y a parfois un conflit entre lui et son propriétaire, parfois l'un a gain de cause, parfois l'autre ; tous deux cependant soutiennent volontairement le gouvernement et l'église ; et tous deux s'unissent contre le travailleur pour l'opprimer ; l'un louant son aide pour imposer les lois limitant le droit syndical, alors que l'autre soutient les restrictions au droit de chasse, et que les deux imposent les exactions que sont la dîme et l'impôt sur le revenu. Les*

> *capitalistes en général ont formé une union des plus intimes avec les propriétaires fonciers, et excepté quand les intérêts de ces classes sont en conflit direct, comme dans le cas des Corn Laws, la loi est extrêmement pointilleuse à défendre à la fois les exigences et les exactions des capitalistes.*[225]

L'effet de ces classes parasitaires, en vivant sur le produit du travail, est d'appauvrir le peuple, de décourager l'industrie, et de contrôler ses améliorations.

> *Tous ces gens [la masse des classes travailleuses] sont très industrieux et très compétents, d'une grande frugalité et très économes – du fait en particulier que leur travail paye les impôts, la dîme, la rente et le profit – on ne peut pas douter un seul instant (…) que la cause directe et immédiate de leur pauvreté et de leur destitution, voyant combien ils travaillent et combien de personnes leur travail nourrit dans l'opulence, est la loi qui approprie leur produit, sous la forme d'intérêts, rente, dîme et profit.*
>
> *Je passe aussi sur la manière dont le droit légal de propriété opère en posant des obstacles à chaque amélioration. (…) Il est cependant évident que le travail qui pourrait être amplement récompensé à cultiver tous nos terrains vagues, jusqu'à ce que chaque pied du pays soit devenu le grand potager de Londres, où tout le produit du travail sur ces terres seraient la récompense du travailleur, ne pourrait être suffisant à payer le profit, la dîme, la rente et les impôts.*[226]

Hodgskin rejette d'emblée l'affirmation selon laquelle l'État existerait pour assurer le "bien-être général" ou pour maintenir l'"ordre social". L'intrusion de la coercition dans le domaine de l'échange volontaire, au contraire, brise l'ordre social naturel.

La préoccupation permanente du législateur (…) a toujours été de préserver son propre pouvoir et la domination de la loi en gardant à l'esprit de maintenir en possession de l'aristocratie terrienne, du clergé et du gouvernement, l'ensemble de la richesse de la société. (…)

> *Permettez-moi (…) de noter que les prétextes que le législateur met en avant, à propos de la préservation de l'ordre social et de la promotion du bien commun, ne doivent pas être confondus avec ses buts réels. (…) Si par l'ordre social il veut dire le grand schéma de la production sociale, de la dépendance mutuelle et du service mutuel, qui découle de la division du travail, j'affirme avec force que le législateur contrevient fréquemment à ce schéma, mais ne le promeut jamais – il découle des lois de la nature humaine, et précède tous les plans du législateur pour le réguler et le préserver.*[227]
>
> *La préservation du pouvoir des accapareurs injustes a été qualifié d'ordre social et l'être humain a cru à cette affirmation. Maintenir leur domination est l'objet et le but de toute législation humaine.*[228]

Bien que leur travail précède celui de Pareto et qu'ils aient utilisé des termes différents, les socialistes de marché libre comme Hodgskin et Tucker comprenaient parfaitement la substance de la Pareto-optimalité et les transactions à somme nulle. Dans un environnement d'échanges libres et volontaires, toutes les transactions sont mutuellement bénéficiaires pour

toutes les parties. C'est seulement quand la force entre en jeu qu'une des parties reçoit des bénéfices aux dépens de l'autre. En fait, l'usage de la force implique nécessairement l'exploitation, du fait que, par définition, la force n'est jamais utilisée que pour contraindre l'une ou l'autre des parties à faire quelque chose qu'elle n'aurait pas fait dans la situation où chacun aurait été libre de maximiser son utilité d'une manière lui convenant.

Benjamin Tucker considère la coercition comme le support fondamental des privilèges. Il décrit ce que le privilège de violence fait à l'harmonie naturelle des intérêts.

> *Aujourd'hui, la société est fondamentalement anti-sociale. Toute la soi-disant fabrique sociale repose sur les privilèges et le pouvoir, et est désordonnée et tiraillée en toutes directions par les inégalités qui résultent d'elle. Le bien-être de chacun, plutôt que de contribuer au bien-être de tous, car c'est ainsi que les choses devaient être, quasi-invariablement soustrait au bien de tous. La richesse est transformée par le privilège légal en un hameçon permettant de voler dans les poches des travailleurs. Chaque homme qui devient riche rend de ce fait ses voisins pauvres. Mieux est l'un, pires sont les autres. (…) Le Déficit du travailleur est précisément égal au Bénéfice du Capitaliste.*
>
> *Maintenant, le Socialisme vient changer tout ça. Le Socialisme dit que la viande de l'un ne doit plus être le poison d'un autre ; qu'aucun homme ne pourra plus augmenter ses richesses autrement que par le travail ; qu'en augmentant ses richesses par le travail seul, aucun homme ne rend un autre homme plus pauvre ; qu'au contraire chaque homme augmentant ainsi ses richesses rendra chaque autre homme plus riche ; que l'augmentation et la concentration de la richesse à travers le travail tend à augmenter, rendre moins chère et faire varier la production ; que chaque augmentation de capital dans les mains des travailleurs tend, en l'absence de monopole légal, à mettre plus de produits, de meilleurs produits, des produits moins chers, et une plus large variété de produits à la portée de chaque homme qui travaille ; et que ce fait signifie l'amélioration physique, mentale et morale du genre humain, et la réalisation de la fraternité humaine.*[229]

Cette ligne de pensée atteint son plein développement dans le travail de Franz Oppenheimer. Oppenheimer se qualifie lui-même de "libéral-socialiste" : « un socialiste parce qu'il considère le capitalisme comme un système d'exploitation, et les revenus du capital comme les gains issus de cette exploitation, mais un libéral cela qu'il croit en l'harmonie d'un authentique marché libre. » Contrairement à Marx, qui ne reconnaît aucun rôle au monopole dans son système théorique (qui assume un prix coûtant), Oppenheimer blâme entièrement le monopole et l'échange inégal pour l'exploitation.[230] Le profit est un revenu de monopole, résultant de l'échange inégal, revenant à la classe contrôlant l'accès aux moyens de production.[231] Ce contrôle est rendu possible par l'État.

Oppenheimer différencie "l'État", par lequel il décrit « la somme des privilèges et des positions dominantes qui sont créées par un pouvoir extra-économique » de "la Société", qui est « la totalité des concepts de relations et d'institutions purement naturelles entre homme et homme (…) »[232] Il fait un parallèle distinctif entre les "moyens économiques" de la richesse, « le travail de chacun et l'échange équivalent entre le travail de chacun et le travail d'autrui », et les "moyens politiques" : « l'appropriation sans contrepartie du travail des autres (...)[233] » L'État

est simplement "l'organisation des moyens politiques"[234]. L'État existe dans un but économique, l'exploitation, qui ne pourrait pas être obtenu sans l'usage de la force ; mais il présuppose l'existence de moyens économiques, qui ont été créés par le travail paisible.[235]

Oppenheimer critique Marx pour sa confusion quand celui-ci ne distingue pas convenablement les buts économiques des moyens économiques.

> *Dans le cas d'un penseur du niveau de Karl Marx, on peut observer que la confusion apparaît quand le but économique et le moyen économique ne sont pas strictement différenciés. Toutes ces erreurs, qui en fin de compte amènent la splendide théorie de Marx si loin de la vérité, sont fondées sur le manque d'une distinction claire entre les moyens de la satisfaction économique de besoins, et ses fins. Ceci l'a mené à qualifier l'esclavage de "catégorie économique", et l'usage de la force comme une "force économique" – demi-vérités qui sont bien plus dangereuses que des choses formellement fausses, dans la mesure où leur mise en évidence est plus difficile et où de fausses conclusions découlent inévitablement d'elles.*[236]

Nous avons déjà vu, dans notre examen préalable des arguments d'Engels dans l'Anti-Dühring, un exemple clair des conclusions fausses résultant d'une confusion de cet ordre.

Les moyens économiques de la richesse sont la production et l'échange volontaire. Les moyens politiques sont le vol avec violence.[237] Comme dit Voltaire, « L'art de gouverner consiste à prendre le plus d'argent possible à une catégorie de citoyens afin de le donner à une autre. »[238]

Cette théorie de l'État vu comment agent de l'exploitation est développée à la fois par Albert Jay Nock et par Murray Rothbard. Selon Nock, un georgiste, l'État

> *ne trouve pas son origine dans la compréhension commune et l'accord de la société ; il trouve son origine dans la conquête et la confiscation. Son intention est bien loin de rechercher "la liberté et la sécurité", il ne recherche rien de tel. Il recherche en premier lieu l'exploitation économique continue d'une classe par une autre, et ne se préoccupe de liberté et de sécurité que dans la mesure où c'est compatible avec son but premier. (…) Sa fonction ou son activité première était (…) par le moyen d'innombrables et très onéreuses interventions positives, dont le propos de chacune était le même, le maintien de la stratification de la société avec une classe possédante et exploiteuse, et une classe dépendante et sans propriété.*[239]

Le témoignage positif de l'histoire, c'est que l'État de manière universelle trouve ses origines dans la conquête et la confiscation. En outre, l'unique caractéristique invariable de l'État est l'exploitation économique d'une classe par une autre. En ce sens, tout État connu à travers l'histoire est un État de classe.[240]

Murray Rothbard utilise plus tard ces mêmes principes dans sa tentative d'élaboration de la théorie misesienne, avançant à peu près les mêmes arguments dans le langage de l'économie marginaliste.

> *Tout échange dans un marché libre, en fait toute action dans une société libre, advient parce qu'elle est supposée bénéficier à chaque partie concernée. (…) nous pourrions dire que le marché libre maximise l'utilité sociale, puisque chacun gagne en utilité de ses actions libres.*

> *L'intervention coercitive, d'un autre côté, signifie en soi que l'individu ou les individus subissant la coercition n'auraient pas fait ce qu'ils sont maintenant forcés de faire par l'intervenant. La personne qui subit la coercition (…) voit ses actions modifiées par la menace d'une violence. L'homme subissant la coercition, de ce fait, perd toujours en utilité du fait d'une intervention. (…)*
>
> *Par rapport au marché libre, donc, tous les cas d'interventions fournissent des gains à un ensemble d'hommes, aux dépens d'un autre ensemble.*[241]

Cette dernière remarque ne décrit pas simplement quelque chose que l'État fait parfois, un effet de bord d'une mauvaise politique qui peut être rectifiée par un "bon gouvernement" ou une "réforme politique". C'est la caractéristique fondamentale du gouvernement.

Rothbard rejette avec mépris la croyance, particulièrement répandue depuis que la démocratie est devenue l'idéologie dominante légitimant les idéologies dans la plupart des sociétés, que l'État est simplement une expression des "intérêts de la société".

> *L'État est presque universellement considéré comme une institution de service social. Certains théoriciens vénèrent l'État comme l'apothéose de la société ; d'autres le voient comme une organisation amicale bien que souvent inefficiente pour parvenir à des fins sociales ; mais presque tous le voient comme un moyen nécessaire pour parvenir aux buts de l'humanité, un moyen à opposer au "secteur privé" et qui gagne souvent dans la concurrence pour les ressources. Avec l'émergence de la démocratie, l'identification de l'État avec la société a été renforcée, au point qu'il n'est pas inhabituel d'entendre l'expression de sentiments qui violent tous les principes de la raison et du bon sens, tels que : "nous sommes le gouvernement". Le terme "nous" a rendu possible un camouflage idéologique de la réalité de la vie politique. Si "nous sommes le gouvernement", alors tout ce qu'un gouvernement fait à un individu n'est pas seulement juste et tyrannique [sic] ; c'est aussi "volontaire" de la part de l'individu concerné. Si le gouvernement a contracté d'importantes dettes publiques, qui doivent être payées en taxant un groupe au bénéfice d'un autre, la réalité de ce fardeau est obscurcie en disant que "nous nous le devons à nous-mêmes." (…)*
>
> *De ce fait nous devons bien appuyer sur le fait que "nous" ne sommes pas le gouvernement ; le gouvernement n'est pas "nous". Le gouvernement, en aucune manière, ne "représente la majorité des gens", mais même si c'était le cas, même si 70 % de la population décidaient de tuer les 30 % restants, ce n'en serait pas moins un meurtre, et ne serait en aucun cas un suicide volontaire de la part de la minorité massacrée. Aucune métaphore organique, aucun bromure mental absurde à base de "nous sommes tous une part les uns des autres" ne doit être autorisé à obscurcir ce simple fait.*
>
> *Si donc l'État n'est pas "nous", s'il n'est pas "la famille humaine" se réunissant pour résoudre des problèmes communs, si ce n'est pas une réunion de loge ou du country club, qu'est-ce que c'est ? En bref, l'État est cette organisation dans une société qui fait tout pour y maintenir un monopole de l'usage de la force et de la violence sur un territoire donné ; en particulier, c'est la seule organisation dans la société qui obtienne ses revenus non pas par la*

> *contribution volontaire ou en paiement de services rendus, mais par la coercition.*[242]

L'acte de coercition majeur par lequel l'État exploite le travail, ainsi que l'école socialiste de libre-marché l'a compris, est la restriction, pour le compte de la classe dirigeante, de l'accès aux moyens de production des classes travailleuses. En posant ces barrières, la classe dirigeante est capable d'imposer un tribut, prenant la forme d'un travail non-payé, ouvrant cet accès selon ses propres termes. C'est seulement parce que l'État a imposé la séparation du travail et des moyens de production que les travailleurs ont développé l'habitude perverse de penser au travail non pas comme à une activité créative accomplie par eux avec l'aide des moyens matériels requis, mais comme à un emploi qu'on leur donne. Le travail n'est ainsi plus quelque chose que l'on fait ; il est un bienfait accordé par la classe dirigeante, un effet de sa bonté.

> *Nos ressources naturelles, bien que largement réduites, sont toujours importantes ; notre population est très faible, quelque part entre vingt et vingt-cinq au mile carré*[14] *; et des millions de cette population sont actuellement "sans emploi", et le resteront probablement parce que personne ne peut ou ne souhaite "leur donner du travail". Le problème n'est pas que les hommes se soumettent généralement à cet état de fait, ou qu'ils l'acceptent comme inévitable, mais qu'ils n'y voient rien d'étonnant ou d'anormal, du fait de leur croyance figée que le travail ça se donne.*[243]

Au long des chapitres de cette partie, nous allons, à la lumière de l'hypothèse des socialistes de libre-marché que l'exploitation est impossible sans l'usage de la force, tenter de démontrer l'importance de la force dans le "capitalisme réellement existant". Les socialistes de libre-marché dans les traditions hodgskinienne et individualiste combattent le capitalisme pour son éloignement des principes d'un authentique marché libre, depuis les origines. Les chapitres suivants montreront les manières dont l'État est intervenu dans l'économie depuis les origines premières du capitalisme. Nous commencerons par le processus d'accumulation primitive, largement négligé par Tucker, pendant lequel les classes laborieuses du monde entier ont été volées de leur juste propriété sur les moyens de production, et pendant lequel les moyens coercitifs de l'État ont été mis à contribution pour maintenir un contrôle social sur cette population. Nous continuerons avec les propriétés étatistes du soi-disant capitalisme de "laissez-faire" du dix-neuvième siècle. Nous poursuivrons en étudiant la vaste expansion des interventions de l'État depuis la fin du dix-neuvième siècle et toujours en cours. Enfin, nous examinerons les contradictions internes créées par cette intervention de l'État sur le libre-marché, et les crises résultant du capitalisme d'État.

14 *NdT : 20 / ~2,59 ~= 7,72 habitants / km², 25 / ~2,59 ~= 9,65 habitants / km²… Moins de 10 habitants au kilomètre carré en ce temps-là.*

Chapitre 4 : L'Accumulation Primitive et l'Émergence du Capitalisme

Introduction

Dans l'introduction de la seconde partie, nous avons fait référence au "conte pour enfants" de l'accumulation primitive, qui a longtemps servi aux capitalistes de mythe utile à leur légitimation. En fait les apologistes du capitalisme s'occupent rarement de cette question, s'ils peuvent l'éviter. Le plus souvent, ils prennent la distribution de la propriété et du pouvoir économique comme allant de soi. Leur argumentaire standard le plus ras de plafond, commence typiquement simplement par le fait incontesté que certains s'avèrent posséder les moyens de production, alors que d'autres ont besoin de ces moyens et d'avances pour vivre alors qu'ils travaillent. De ceci découle que, si les possesseurs du capital sont assez gentils pour "fournir" ce "facteur de production" à l'usage du travail, alors ils ont droit à une juste récompense pour leur "service" ou leur "abstinence".

L'insuffisance de cette approche devrait être claire même après le plus superficiel des examens. Un apologiste du socialisme d'État pourrait aussi bien dire à un défenseur du marché libre dans une économie dirigée intégrale qu'il n'aurait pas d'"emploi" si l'État ne le lui fournissait pas. Un apologiste de l'économie seigneuriale pourrait de même admoneste le paysan pour son ingratitude, du fait que son travail ne lui rapporterait rien sans l'accès à la terre que le seigneur lui "accorde" généreusement. La question demeure : comment ceux qui contrôlent l'accès aux moyens de production sont-ils arrivés à cette position ? Ainsi qu'Oppenheimer l'explique dans sa critique de Marshall, aucune analyse des lois régissant la distribution du produit ne peut avoir de sens sans considérer préalablement la « distribution primaire des agents (facteurs) de production »[244].

Dans la mesure où ils sont obligés de traiter ce sujet, les apologistes du capitalisme retombent sur le conte pour enfants cité précédemment, selon lequel les séparations entre classes ont émergé naturellement d'un « état originel d'égalité, (…) d'aucune autre cause que l'exercice des vertus économiques de l'industrie, la frugalité et la providence. » Il n'y aurait, dans ce processus, « aucune implication (…) d'un pouvoir extra-économique. »[245]

Marx résume la légende de l'accumulation primitive à une sorte de variation sur la fable de la cigale et la fourmi :

> *(…) il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là, des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères ; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse qui, en dépit d'un travail sans fin ni trêve, doit toujours payer de sa propre personne, et la richesse du petit nombre, qui récolte tous les fruits du travail sans avoir à faire œuvre de ses dix doigts. (…)*
>
> *Et ces insipides enfantillages, on ne se lasse pas de les ressasser. (…)*
>
> *Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté.*[246]

Peut-être Engels aurait-il dû nommer Anti-Marx son Anti-Dühring.

Oppenheimer lui aussi a raconté cette édifiante fable, dans des termes très semblables à ceux de Marx. Du fait cependant qu'Oppenheimer était un socialiste de libre-marché comme Hodgskin et Tucker, contrairement à Marx et Engels, il ne craignait pas d'être embarrassé par les implications ultérieures du rejet du conte de fée bourgeois.

> *Quelque part, dans un pays immense et fertile, des hommes libres, de statut égal, forment une union à des fins de protection mutuelle. Graduellement ils se séparent en classes en fonction de leurs propriétés. Les mieux dotés en force, sagesse, capacités à économiser, à l'industrie et à la prudence, acquièrent lentement une quantité raisonnable de biens mobiliers ou immobiliers ; alors que les stupides et inefficaces, et ceux qui s'adonnent à la négligence et au gâchis restent sans possessions. Les bien-nés louent leur propriété productive aux moins nantis contre leur tribut, soit une rente sur la terre, soit du profit, et deviennent de ce fait continuellement plus riches, alors que les autres demeurent pauvres. (…) L'état primitif de compagnons libres et égaux devient un État de classes, par une loi inhérente au développement, parce que dans toute masse concevable d'hommes il y a, comme on peut facilement le constater, des forts et des faibles, des intelligents et des déraisonnables, des économes et des gaspilleurs.*[247]

Ce mythe anhistorique a survécu au vingtième siècle, et se porte toujours bien – du moins tant qu'il n'est pas remis en cause par ceux qui connaissent l'histoire. Il est ainsi formulé par Mises, dans l'Action Humaine :

> *Les propriétaires de fabriques n'avaient pas le pouvoir d'obliger personne à prendre un emploi à la fabrique. Ils pouvaient seulement louer les gens disposés à travailler pour les salaires proposés. Si bas que fussent ces taux de salaire, c'était néanmoins beaucoup plus que ce que ces misérables ne pouvaient gagner dans aucun autre champ qui leur fût ouvert.*[248]

On peut encore le voir illustré dans nombre d'articles bateaux de The Freeman, démystifiant le "mythe" des sombres moulins sataniques ou des ateliers d'exploitation[15], du fait que les travailleurs les trouveraient préférables aux "alternatives disponibles" :

> *Mais les ouvriers équatoriens sous un régime de "bas salaires, pas de syndicats" sont-ils mieux maintenant qu'ils travaillent pour une compagnie étrangère ? Apparemment ils le pensent, sinon ils auraient continué à faire ce qu'ils faisaient précédemment. (Quitteriez-vous votre emploi pour un autre avec un salaire inférieur et des conditions pires ?) [Barry Loberfeld. "A Race to the Bottom" (July 2001).]*
>
> *Les gens s'alignent en Chine, en Indonésie et en Malaisie quand les multinationales américaines ouvrent une usine. Et la raison en est que, bien que les salaires soient bas selon les standards américains, les emplois créés par ces firmes américaines sont souvent parmi les meilleurs emplois de ces économies. [Russell Roberts. "The Pursuit of Happiness: Does Trade Exploit*

15 *NdT : "ateliers d'exploitations" ou "ateliers de misère" : sweatshops en anglais, littéralement "magasins de sueur". Il n'y a étrangement pas d'équivalent en français qui soit passé dans le langage courant, alors qu'on voit bien ce que ça évoque. À croire que certaines réalités ne doivent même pas être décrites sous certaines latitudes.*

the Poorest of the Poor?" (September 2001)]

Ce que la Révolution Industrielle a rendu possible alors, a été pour ces gens, qui n'avaient rien d'autre à offrir au marché, de pouvoir vendre leur travail à des capitalistes en échange de salaires. C'est ce qui leur a permis de survivre. (…) Comme le dit Mises, le simple fait que ces gens aient pris des emplois d'usines indique d'abord, aussi écœurants que nous semblent ces emplois, qu'ils représentaient la meilleure opportunité dont ils disposaient. [Thomas E. Woods, Jr. "A Myth Shattered: Mises, Hayek, and the Industrial Revolution" (November 2001)]

Dans l'Amérique du dix-neuvième siècle, l'activisme contre les ateliers d'exploitation s'est focalisé sur les installations industrielles qui employaient de pauvres immigrants, hommes, femmes et enfants. Bien que les conditions aient été épouvantables, elles fournissaient un moyen de gagner leur vie à beaucoup des personnes les moins compétentes du pays. Typiquement, ceux qui travaillaient là le faisaient, parce que c'était leur meilleure opportunité, compte-tenu des choix disponibles. (…)

Il est vrai que les salaires gagnés par les travailleurs des nations en développement sont outrageusement bas comparés aux salaires américains, et que leurs conditions de travail heurtent les sensibilités du riche ouest industrialisé. Cependant, j'ai vu combien les opportunités offertes par l'étranger étaient meilleures que les alternatives locales, cas après cas, de l'Amérique centrale à l'Asie du sud-est. [Stephan Spath, "The Virtues of Sweatshops" (March 2002)]

Le conte de fée a été ressorti récemment par Radley Balko, qualifiant les ateliers de misère du tiers monde de "la meilleure parmi un ensemble de mauvaises possibilités d'emplois accessibles" aux travailleurs locaux[249]. Au bout de quelques jours, cet extrait avait circulé à travers toute la blogosphère "pro-libre-marché" [sic], accompagnée de nombreux commentaires du style "les ateliers d'exploitation sont de loin supérieurs à la meilleure option suivante des travailleurs du tiers-monde", ou similaires.[250]

Cette école de libertarianisme a inscrit sur sa bannière le credo réactionnaire suivant : « Ces pauv'patrons ont besoin de toute l'aide qu'ils peuvent avoir. » Pour chaque question politique imaginable, les gentils et les méchants peuvent être nommés par avance et facilement, en inversant simplement le slogan de la Ferme des Animaux : « tout ce qui est sur deux jambes est un ami, tout ce qui est à quatre pattes est un ennemi. » En tout cas, les gentils, victimes sacrificielles de l'État Progressiste, sont les riches et les puissants. Les méchants sont les consommateurs et les travailleurs, cherchant à s'enrichir à travers le trésor public. Parmi les exemples les plus flagrants de cette tendance, pensez à Ayn Rand qualifiant le *big business* de "minorité oppressée" et le complexe militaro-industriel de "mythe ou pire".

La société de "marché libre" idéale de ces gens, semble-t-il, est simplement le capitalisme réellement existant, moins l'État providence et régulateur : une variante atteinte d'hyperthyroïdie du capitalisme des barons du dix-neuvième siècle, peut-être ; ou mieux encore, une société "réformée" par des gens comme Pinochet, le Dionysos auquel Milton Friedman et ses Chicago Boys ont joué Aristote. Les libertariens vulgaires et apologistes du capitalisme utilisent le terme "marché libre" dans un sens équivoque : ils semblent avoir des

problèmes à se rappeler, d'un moment à l'autre, s'ils défendent le capitalisme réellement existant ou les principes de libre-marché. Et c'est comme ça que nous obtenons les articles bateaux de The Freeman soutenant que les riches ne peuvent pas devenir riches aux dépens des pauvres, parce que "ce n'est pas comme ça que le marché libre fonctionne" – considérant implicitement que nous sommes dans un marché libre. Quand on les pousse dans leurs retranchements, ils admettent à contrecœur que le système actuel n'est pas un marché libre, et qu'il comporte beaucoup d'interventions de l'État pour le compte des riches. Mais aussitôt qu'ils pensent pouvoir s'en tirer comme ça, ils recommencent à défendre la richesse des corporations existantes sur la base des "principes de marché libre".

Le mythe capitaliste de l'accumulation primitive ne tient pas, ni face à la logique, ni face à l'histoire ; par l'une comme par l'autre, il a été démoli au-delà de toute possibilité de récupération. Oppenheimer a démontré l'impossibilité d'une telle accumulation par des moyens pacifiques. L'exploitation n'aurait pas pu émerger dans une société libre, par le seul fonctionnement du marché.

> *La preuve est la suivante : tous ceux qui enseignent la loi naturelle, etc., ont unanimement affirmé que la séparation en classes recevant des revenus et classes sans propriété ne peut avoir lieu que quand toutes les terres fertiles sont occupées. Aussi longtemps qu'un homme aura la claire opportunité de prendre une terre inoccupée, « personne », dit Turgot, « ne penserait entrer au service d'un autre » ; nous pourrions ajouter, « au moins pour des salaires, qui ne peuvent pas dépasser les revenus que tirerait un paysan indépendant travaillant sur une propriété non-hypothéquée et suffisamment grande » ; et ce, alors que l'hypothèque n'est pas possible aussi longtemps que la terre demeure gratuite à prendre ou à travailler, comme le sont l'air et l'eau. (…)*
>
> *Les philosophes de la loi naturelle, alors, ont supposé que l'occupation complète des terres doit être advenue très tôt, du fait de la croissance naturelle d'une population originellement petite. Ils avaient l'impression qu'à leur époque, au dix-neuvième siècle, elle les précédait de plusieurs siècles, et déduisirent naïvement la constitution de classes des conditions supposées de ce moment d'une époque depuis longtemps révolue.*[251]

Mais à l'examen, selon Oppenheimer, la terre ne pouvait pas avoir été occupée par des moyens naturels et économiques. Même au vingtième siècle et même sur le vieux continent, la population n'était pas assez importante pour cultiver l'ensemble des terres arables.[252]

> *Si, par conséquent, des causes purement économiques pourraient un jour causer une différentiation en classes par la croissance d'une classe travailleuse privée de propriété, le temps n'en est pas encore arrivé ; et le point critique au-delà duquel la propriété sur la terre causera une rareté naturelle est repoussé à un sombre futur – si jamais il peut arriver un jour.*[253]

En fait la terre a bien été "occupée" – mais pas par les moyens économiques de l'appropriation et de l'exploitation individuelles. Elle a été politiquement occupée par une classe dirigeante, agissant à travers l'État.

> *En fait, durant les siècles passés, dans toutes les régions du monde, nous avons eu un État de classes, avec des classes possédantes en haut, et des classes travailleuses sans propriété en bas, et ce même quand la population*

> *était moins dense qu'aujourd'hui. Il est vrai que l'État de classes ne peut émerger que là où toutes les surfaces fertiles ont été totalement occupées ; et j'ai montré que même aujourd'hui, toute la terre n'est pas occupée économiquement. Cela doit donc signifier qu'elle est occupée politiquement. La terre n'a pas pu acquérir une "rareté naturelle", la rareté doit donc être "légale". Ce qui signifie que la terre a été préemptée par une classe dirigeante s'opposant à sa classe assujettie, et que l'établissement y a été empêché.*[254]

Établir ceci ne dépend en aucun cas simplement d'arguments déductifs comme ceux-ci. La préemption politique de la terre est un fait historique. Les faits, largement au-delà de toute controverse, sont accessibles dans un corpus important d'ouvrages d'historiens radicaux comme J.L. et Barbara Hammond, E.G. Hobsbawm et E.P. Thompson.

Le capitalisme, né en tant que nouvelle société de classes directement de l'ancienne société de classes du moyen-âge, fut fondé sur un acte de pillage aussi massif que l'ancienne conquête féodale de la terre. Il survit jusqu'à présent grâce à l'intervention continue de l'État, qui protège son système de privilèges. Sans cette protection, sa survie serait inimaginable. La structure actuelle de possession du capital et d'organisation de la production dans notre soi-disant économie de "marché" reflète l'intervention coercitive de l'État préalable et externe au marché. Dès le début de la révolution industrielle, ce qui est appelé avec nostalgie "laissez-faire" a toujours été un système d'intervention continue de l'État subventionnant l'accumulation, garantissant le privilège et maintenant la discipline au travail.

De ce fait, la plus grosse subvention au capitalisme corporatiste moderne est la subvention de l'histoire, par laquelle le capital a, dès l'origine, été concentré entre peu de mains, et par lequel également le travail a été privé d'accès aux moyens de production et forcé de se vendre selon les termes de l'acheteur. Le système actuel de concentration de la possession du capital et d'organisations corporatistes de grande échelle est le bénéficiaire direct de cette structure de pouvoir et de possession de la propriété, une structure qui s'est perpétuée à travers les siècles.

A. L'expropriation de la terre sur le vieux continent

Le terme "capitalisme" est habituellement utilisé, en particulier chez la droite libertarienne, simplement pour décrire un système économique basé essentiellement sur les marchés et la propriété privée. Il n'y a aucun mal à ça ; beaucoup de libertariens intellectuellement honnêtes (par exemple les nockiens et la gauche rothbardienne) distinguent clairement leur "capitalisme de marché libre" (qui est par ailleurs largement compatible avec le socialisme de marché libre de Benjamin Tucker), et le "capitalisme réellement existant" de l'économie corporatiste actuelle. Mais ce n'est pas le sens du capitalisme tel que les socialistes classiques ont pu utiliser le mot. Comme nous l'avons déjà vu, Thomas Hodgskin utilise le terme "capitalisme" pour faire référence non pas à un marché libre, mais à un système étatiste d'inégalités de classes dans lequel les possesseurs du capital sont privilégiés d'une manière analogue au statut de seigneur de la terre sous la féodalité. Pour Marx, les marchés libres et la propriété privée ne sont pas des conditions suffisantes pour en faire découler le capitalisme. Par exemple, un système économique dans lequel les artisans et les paysans possèdent leurs moyens de production et échangent le produit de leur travail dans un marché libre n'est pas du "capitalisme". Le capitalisme est un système dans lequel non seulement les marchés et la propriété privée existent, mais dans lequel les travailleurs ne possèdent pas leurs moyens de production et sont forcés de vendre leur travail contre des salaires.

Pour qu'apparaisse le capitalisme tel que nous le connaissons, il était essentiel qu'en premier lieu le travail soit séparé de la propriété. Les marxiens et d'autres économistes radicaux ont souvent appelé ce processus l'"accumulation primitive"[255] :

> *Le rapport officiel entre le capitaliste et le salarié est d'un caractère purement mercantile. Si le premier joue le rôle de maître et le dernier le rôle de serviteur, c'est grâce à un contrat par lequel celui-ci s'est non seulement mis au service, et partant sous la dépendance de celui-là, mais par lequel il a renoncé à tout titre de propriété sur son propre produit. Mais pourquoi le salarié fait-il ce marché ? Parce qu'il ne possède rien que sa force personnelle, le travail à l'état de puissance, tandis que toutes les conditions extérieures requises pour donner corps à cette puissance, la matière et les instruments nécessaires à l'exercice utile du travail, le pouvoir de disposer des subsistances indispensables au maintien de la force ouvrière et à sa conversion en mouvement productif, tout cela se trouve de l'autre côté.*
>
> *Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est établi une fois ; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée "primitive" parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois.*
>
> *L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre.*
>
> *Quant au travailleur, au producteur immédiat, pour pouvoir disposer de sa propre personne, il lui fallait d'abord cesser d'être attaché à la glèbe ou d'être inféodé à une autre personne ; il ne pouvait non plus devenir libre vendeur de travail, apportant sa marchandise partout où elle trouve un marché, sans avoir échappé au régime des corporations, avec leurs maîtrises, leurs jurandes, leurs lois d'apprentissage, etc. Le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés se présente donc comme leur affranchissement du servage et de la hiérarchie industrielle.*[256]

Le processus ne s'est pas mis en place naturellement. « (…) la nature ne produit pas d'un côté des possesseurs d'argent ou de marchandises et de l'autre des possesseurs de leurs propres forces de travail purement et simplement. Un tel rapport n'a aucun fondement naturel, et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire. Il est évidemment le résultat d'un développement historique préliminaire, le produit d'un grand nombre de révolutions économiques, issu de la destruction de toute une série de vieilles formes de production sociale. »[257] Les moyens par lesquels il s'est mis en place sont décrits par Marx, dans peut-être le passage le plus éloquent de tout le corpus dont il est l'auteur :

> *ces affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été*

> *dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à conjecture – elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles.*[258]

Le processus fut entamé par les seigneurs « en usurpant les biens communaux des paysans et en les chassant du sol qu'ils possédaient au même titre féodal que leurs maîtres.[259] » Bien que des formes de vol forcé eussent pris place dans toute l'Europe, nous nous focaliserons sur la Grande-Bretagne, qui est le cas le plus significatif des origines du capitalisme industriel[16].

Pour prendre la mesure de l'énormité et de l'ignominie du processus, on doit bien comprendre que les droits de la noblesse sur la terre sous l'économie féodale n'étaient qu'une fiction légale découlant des conquêtes. Les paysans qui cultivaient la terre d'Angleterre en 1650 étaient les descendants de ceux qui l'occupaient depuis des temps immémoriaux. Selon n'importe quel standard moral accepté, c'était leur propriété dans la plus pleine acceptation du terme. Les armées de Guillaume le Conquérant, par le seul droit que donne la force, ont forcé ces paysans propriétaires à payer une rente sur leur propre terre.

J. L. et Barbara Hammond considèrent le système du village et du champ ouvert du seizième siècle comme une survivance de la société de paysannerie libre du temps des anglo-saxons, avec la propriété foncière superposée par-dessus. La classe des seigneurs fonciers considérait les droits restants des paysans comme un frein au progrès et à une agriculture efficace ; une révolution dans leur propre pouvoir était un moyen de briser la résistance paysanne. En conséquence de quoi la communauté agricole fut « réduite en morceaux (…) et reconstruite à la manière dont un dictateur reconstruit un gouvernement libre.[260] »

La première expropriation de masse, s'élevant à environ un cinquième des terres arables d'Angleterre, fut la saisie par les Tudor des terres monastiques, et leur distribution ultérieure aux nobles favoris de la couronne. Ce fut un coup contre les classes laborieuses, doublement ressenti : d'abord, parce que nombre de locataires de l'Église furent expulsés pendant le processus de clôturage qui suivit ; et ensuite parce que les revenus de la terre avaient été la principale source d'aide aux pauvres.

> *La suppression des monastères, etc., a projeté leurs protégés dans le prolétariat. Les propriétés de l'Église ont été, dans une large mesure, donnés à la rapacité des favoris de la couronne, ou vendu à un prix nominal à des fermiers et citoyens spéculateurs, qui ont chassé en masse les sous-locataires héréditaires et ont regroupé leurs avoirs en un seul.*[261]

Les hommes du roi, qui avaient récupéré l'ancienne propriété des monastères, avaient peu de scrupules quant à la manière dont ils traitaient leurs nouveaux locataires. Selon R. H. Tawney,

Loyers-étouffoirs, expulsions et conversions des terres arables en pâturages furent la conséquence naturelle, dans la mesure où les valeurs étaient déterminées par des géomètres et, à moins que le dernier acheteur ne pressure ses locataires, en aucun cas les transactions n'auraient été rentables.

> *Et après tout pourquoi les seigneurs terriens auraient-ils dû être plus*

16 *NdT : Kevin Carson ici justifie peut-être d'utiliser ses connaissances naturellement meilleures du monde anglo-saxon. En tant que Français, il nous semble qu'il sous-estime la violence comme la "clarté" continentale du processus, en particulier en France, avec un pic fantastique autour de la Révolution Française de 1789. Ses arguments sur la Grande-Bretagne n'en demeurent pas moins justes et significatifs.*

> *scrupuleux que la Couronne ? « N'avez-vous pas compris », demanda le bénéficiaire d'un des manoirs du monastère de Sion dans le Sussex, en réponse à des paysans protestant contre la saisie de leurs communaux, « que la grâce du Roi a mis à bas toutes les maisons de moines, de frères et de nonnes ? Maintenant il est temps que nous, gentilshommes, mettions à bas les maisons des pauvres fripons que vous êtes. »*

Parmi les victimes, comme cas illustratifs, on trouve les habitants du village enfermés par la famille Herbert pour faire le parc de Washerne ; et les locataires de Whitby, dont les loyers annuels ont augmenté de 29 à 64£.[262]

L'expropriation de l'Église a détruit la source de financement de la principale source de charité pour les pauvres et les handicapés. L'État Tudor a rempli ce vide avec ses Poor Laws. L'effet serait comparable à celui, dans notre monde moderne, qu'il y aurait si l'État expropriait les grandes propriétés et les titres des associations caritatives pour les donner aux grandes corporations du Fortune 500 ; et créait alors un système d'allocations financé par l'impôt, avec des contrôles incomparablement plus forts sur les pauvres.[263]

Une autre forme de l'expropriation a été la fermeture des communaux – sur lesquels, encore une fois, les paysans avaient collectivement un droit de propriété absolu, tel que défendu par les avocats actuels des "droits de propriété". Les fermetures ont eu lieu en deux vagues : la première, forte sous les Tudor et ralentissant sous les Stuart, fut la fermeture de la terre pour en faire du pâturage pour les moutons. La seconde, que nous allons développer ci-dessous, fut la fermeture des champs ouverts pour y pratiquer le fermage capitaliste à grande échelle.

La proportion globale des expropriations fut massive. Le nombre de locataires dépossédés après la dissolution des monastères fut d'environ 50000. La surface fermée entre 1455 et 1605 fut d'environ "un demi-million d'acres". Le nombre de dépossédés du fait de la fermeture des communaux entre 1455 et 1637 fut de 30 à 40000. « Cela pourrait bien avoir représenté un chiffre supérieur à 10 % de tous les petits et moyens locataires directs, et 10 à 20 % de ceux employés salariés (…) ; si on prend ces chiffres, les réserves de travailleurs ainsi créées ont été de proportions comparables à celles qui ont existé pendant les pires mois de la crise économique des années 1930. » Bien que « le nombre absolu de personnes affectées dans chaque cas puisse sembler faible en regard des standards actuels, le résultat était important par rapport à la demande de travail de l'époque »[264] Et les paysans qui n'ont pas été victime de la fermeture des communaux l'ont été de loyers relevant du racket et d'amendes arbitraires, qui ont souvent eu pour conséquence leur expulsion de la terre, justifiée par leur incapacité à payer.[265]

L'expropriation des terres royales pendant l'interrègne a suivi un schéma similaire à celui des monastères sous Henry VIII. Les acheteurs des terres confisquées, d'après Christopher Hill, « étaient manifestement désireux d'obtenir des bénéfices rapides. Ceux parmi leurs locataires qui n'étaient pas en mesure de fournir une preuve écrite de leurs titres risquaient l'éviction.[266] » Les locataires de domaines confisqués se plaignaient que les nouveaux acheteurs « arrachaient des pauvres Locataires toutes les Libertés et les Protections dont ils avaient précédemment profité (…)[267] »

Un autre vol important de la terre des paysans a été la "réforme" de la loi sur la terre par le Parlement de Restauration au XVIIe siècle. (La législation peut avoir deux dates, du fait que toutes les législations passées pendant l'interrègne ont dû être confirmées sous Charles II.) Les

droits des seigneurs terriens de la théorie légale féodale ont été transformés en droits absolus de propriété privée ; les locataires furent privés de tous leurs droits coutumiers sur la terre qu'ils cultivaient, et transformés en locataires de gré à gré au sens moderne.

> *Après la restauration des Stuart, les propriétaires fonciers ont réussi à faire passer, par voie légale, un acte d'usurpation, qui prit effet sur l'ensemble du continent, sans aucune formalité légale. Ils ont aboli le mandat féodal sur la terre, plus exactement, ils se sont débarrassé de ses obligations envers l'État, ont "indemnisé" l'État par des taxes prélevées sur la paysannerie et sur le reste de la population, ont exigé pour eux-mêmes le droit moderne de propriété privée sur des terres sur lesquelles ils n'avaient qu'un titre féodal et, finalement, ont fait adopter ces lois sur l'occupation qui,* mutatis mutandis*, eurent les mêmes effets sur les travailleurs agricoles anglais que l'édit du Tatar Boris Godounov sur la paysannerie russe.*[268]

(L'effet des lois sur l'occupation des sols comme outil de contrôle social sera traité plus bas.)

Christopher Hill explique : « les mandats féodaux ont été abolis seulement vers le haut, pas vers le bas ». Alors même que les seigneurs terriens se voyaient garantir une protection contre l'incertitude et les caprices venus d'en haut, les paysans se trouvaient laissés complètement à leur merci.

> *La Loi de 1660 insiste sur le fait qu'elle n'altère en rien les mandats en cours. Les occupants-mandataires n'obtinrent aucun droit de propriété absolu sur les terres qu'ils exploitaient, demeurant dans une abjecte dépendance vis-à-vis des seigneurs terriens, soumis à des devoirs mortels arbitraires, qui pouvaient être utilisés comme moyens d'évincer les récalcitrants. L'effet fut complété par une loi de 1677, qui assura que la propriété des petits propriétaires ne serait plus moins incertaine que celle des occupants-mandataires, sauf à avoir leur propriété soutenue par un titre légal. Alors la plupart des obstacles à la découpe de la terre avaient été retirés : l'expansion rapide de l'agriculture des dix-septième et dix-huitième siècles rejaillissait sur les bénéfices des grands propriétaires terriens et des fermiers capitalistes, pas sur les revenus de paysans propriétaires. (…) Le siècle qui suivit l'échec des radicaux à arracher une sécurité légale de l'attribution de la terre pour les petites gens est le siècle durant lequel beaucoup de petits exploitants terriens furent forcés de vendre du fait de loyers exorbitants, de lourdes amendes, de la taxation et du manque de ressources leur permettant de concurrencer les fermiers capitalistes.*[269]

Dans le même temps, tous les droits féodaux préalablement payés par la noblesse comme condition de leur propriété ont été remplacés par des taxes sur l'ensemble de la population.

> *Donc l'abolition des obligations militaires en Angleterre par le Long Parlement, ratifiée après le couronnement de Charles II, bien qu'elle soit simplement une appropriation des revenus publics par les seigneurs terriens, qui de ce fait se sont débarrassés de la considération qu'ils avaient pour la propriété commune de la nation, et en ont accablé le peuple au sens large au travers de la taxation de tous les consommateurs, a longtemps été considérée, et est toujours qualifiée dans les livres de droit, comme un triomphe de*

> *l'esprit de liberté. Elle est pourtant à l'origine de l'immense dette et de la lourde taxation de l'Angleterre.*[270]

Après la "Glorieuse Révolution", qui libéra le peuple d'Angleterre de la tyrannie papiste de Jacques II Stuart pour les faire tomber sous la tendre administration de l'Oligarchie Whig, une autre réforme fut introduite. Comme une préfiguration des mal-nommées "privatisations" d'aujourd'hui, la plupart des terres de la Couronne, de plein droit la propriété du peuple travailleur d'Angleterre, a été découpée en parcelles livrées aux grands seigneurs terriens.

> *Ils ont inauguré la nouvelle ère en pratiquant le vol des terres de l'État à une échelle colossale, un vol qui jusque-là avait été pratiqué de manière plus modeste. Les propriétés ont été données, vendues à des prix ridicules, ou même annexées à des propriétés privées par saisie directe. (…) Les terres de la Couronne ainsi frauduleusement appropriées, en même temps que fut effectué le vol des terres de l'Église (…) constitue aujourd'hui la base des domaines princiers de l'oligarchie britannique.*[271]

En complément de ses "réformes" sur la terre, le parlement Whig sous William et Mary a introduit les Game Laws, de façon à restreindre la capacité des classes laborieuses à subvenir à leurs propres besoins. La chasse, pour la population rurale, a toujours été une source traditionnelle de nourriture supplémentaire. La loi de 1692, dans son préambule, fait spécifiquement référence à la « grande erreur » par laquelle « des commerçants inférieurs, des apprentis, et d'autres personnes dissolues [!] négligent leurs activités commerciales et leurs emplois » en préférant aller chasser et pêcher.[272]

Même après les expropriations des périodes Tudor et Stuart, la dépossession de la paysannerie demeurait incomplète. Une quantité significative de terre demeurait entre des mains paysannes, sous des formes coutumières de possession, et continuaient à fournir quelque indépendance à certains. Après les expropriations de la période Tudor, de nombreux vagabonds ont migré vers « ces villages à champs ouverts, qui leur permettaient une installation précaire, en marge de la commune. » Un pamphlétaire du XVIIe siècle note que « dans toutes ou la plupart des villes où les champs sont ouverts et sont utilisés en commun, il y a une nouvelle race d'intrus, comme d'anciens prisonniers, et les habitants de fermes légales se sont érigés contre la loi. (…) » Il fait référence à la réclamation habituelle des employeurs, selon laquelle il y aurait « des fainéants qui ne travaillent généralement pas à moins qu'on ne leur donne les salaires excessifs qu'ils désirent. »[273] De fait, l'expropriation finale de ces dernières terres paysannes était vitale au développement complet du capitalisme.

La seconde vague de clôtures, au dix-huitième et dix-neuvième siècles, est étroitement liée au processus d'industrialisation. Sans compter les clôtures posées avant 1700, les Hammond estiment le total des terres fermées au dix-huitième et dix-neuvième siècles à entre un sixième et un cinquième de l'ensemble des terres arables d'Angleterre[274]. E. J. Hobsbawm et George Rudé, moins modérés, estiment le total fermé entre 1750 et 1850 seulement à une transformation de « quelque chose comme un quart de la surface cultivée depuis des champs ouverts, des terres, des prairies ou des friches communales en champs privés (…)[275] » Dobb estime qu'un quart à la moitié de la terre est prise dans les comtés les plus affectés[276]. Sur 4000 "Private Acts of Enclosure[17]" entre le début du dix-huitième siècle et 1845, les deux tiers

17 *NdT : documents légaux prenant acte de la pose de clôture. Dans un sens actuel, on pourrait dire "certificats de privatisation" des terres.*

concernent « des champs ouverts appartenant à des fermiers[18] », et le dernier tiers concerne des forêts et bruyères communes.[277]

Les privatisations des sols sous les Tudor et Stuart ont été réalisées par des seigneurs terriens individuels, de leur propre initiative, souvent en secret. À partir du dix-huitième siècle en revanche, elles ont été réalisées par la loi, au travers des "acts of enclosure" parlementaires : « en réalité des décrets au moyen desquels les propriétaires fonciers se font eux-mêmes cadeau des biens communaux (…) » Marx cite ces actes comme une preuve que les communaux, bien loin d'être « propriété privée, bien qu'indivise encore, les landlords modernes ayant pris la place de leurs prédécesseurs, les seigneurs féodaux », avaient en fait nécessité « un coup d'État parlementaire pour légaliser le transfert des biens communaux aux landlords.[278] »

Les classes dirigeantes voyaient le droit coutumier des paysans sur la terre comme une source d'indépendance économique par rapport aux capitalistes et aux propriétaires fonciers, et donc une menace à détruire. Mandeville, dans la Fable des abeilles, avait déjà écrit sur le besoin de garder les travailleurs à la fois pauvres et stupides, pour les forcer à travailler :

> *(…) mais qui fera l'ouvrage ? Ne sait-on pas que dans un Pays où on a introduit la propriété, il serait aussi difficile de vivre sans Pauvres que sans Argent. (…) Comme on doit simplement les empêcher de mourir de faim, aussi l'on ne doit leur donner que ce qu'il faut pour leur entretien, ou au moins rien qui méritât d'être épargné. Si par une industrie extraordinaire, & en épargnant sur leur bouche quelques-uns d'entre ceux de la plus basse classe s'élèvent eux-mêmes au-dessus de leur condition, personne ne doit les en empêcher. (…) II serait aussi de l'intérêt de toutes les riches Nations que la plus grande partie des Pauvres fussent presque toujours actifs & qu'ils dépensassent encore continuellement ce qu'ils gagnent. (…)*
>
> *(…) ceux qui gagnent leur vie par leur travail journalier (…) Rien ne peut ainsi les aiguillonner à travailler pour les autres que leurs besoins. Il est donc de la prudence de les soulager mais ce serait une folie que de les guérir.*
>
> *(…) Pour rendre la Société heureuse, & pour que les Particuliers soient à leur aise, lors même qu'ils n'ont pas de grands biens, il faut qu'un grand nombre de ses Membres soient ignorants aussi bien que pauvres.[279]*

Un pamphlet de 1739, cité par Christopher Hill, avertit que la seule façon d'imposer l'industrie et la tempérance est « de les faire plier devant la nécessité de travailler tout le temps qu'ils pourront arracher au sommeil et au repos, de façon à leur procurer les biens communs nécessaires à la vie. »[280]

Ces prescriptions pour garder les classes laborieuses productives trouvent un écho dans un tract de 1770, "Essai sur l'Échange et le Commerce" :

> *Que l'humanité en général ait une inclination à l'oisiveté et à l'indolence, nous en faisons l'expérience fatale, du fait de la conduite de notre populace manufacturière, qui ne travaille pas, en moyenne, plus de quatre jours par semaine, à moins que les provisions s'avèrent très chères. (…) J'espère en avoir dit assez pour rendre évident que le travail modéré de six jours par*

18 *NdT : "cottagers" en anglais, qui ici ne se traduit pas par "vacanciers" dans un sens actuel, mais plutôt par fermiers pauvres, vivant dans des "cottages"… dans des cabanons. Nous avons traduit "fermiers" par souci de légèreté.*

> *semaine n'est pas de l'esclavage. (...) Mais notre populace ont adopté la conviction qu'en tant qu'Anglais ils ont le privilège de naissance d'être plus libres et indépendants que n'importe quel autre pays d'Europe. Cette idée, quand il s'agit de donner du courage aux troupes, peut avoir son utilité ; mais moins les pauvres travaillant en manufacture la développent, mieux c'est pour eux et pour l'État. Le peuple laborieux ne devrait jamais se concevoir comme indépendant de ses supérieurs. (...) Il est extrêmement dangereux d'encourager les foules dans un pays commercial comme le nôtre où, peut-être, huit personnes sur dix de l'ensemble sont des personnes n'ayant que peu ou pas de propriété. Le traitement ne sera pas parfait jusqu'à ce que nos pauvres travaillant en manufacture soient satisfaits de travailler six jours pour la somme qu'ils gagnent aujourd'hui en quatre jours.*[281]

Les clôtures ont éliminé "un dangereux centre d'indiscipline" et contraint les travailleurs à vendre leur travail selon les termes des maîtres. Arthur Young, un gentleman du Lincolnshire, décrit les communaux comme « une terre nourricière pour "barbares", "élevant une race malicieuse de personnes". » Il écrit encore : « Il faut être idiot pour ne pas savoir que les basses classes doivent être maintenues dans la pauvreté, sans quoi jamais elles ne seront industrieuses. » Le rapport du Conseil de l'Agriculture du Shropshire, en 1794, fait écho à cette plainte : « l'usage de terres communales par les travailleurs opère sur leur esprit comme une sorte d'indépendance. »[282] Le Commercial and Agricultural Magazine avertit en 1800 que laisser le travailleur « posséder plus de terre que sa famille peut en cultiver en soirée » signifie que « le fermier ne peut plus compter sur lui pour un travail constant. »[283] Sir Richard Price a évoqué la conversion de propriétaires auto-suffisants en « un corps d'hommes qui gagnent leur subsistance en travaillant pour d'autres. » Selon lui, en conséquence de ça, il pourrait « peut-être y avoir plus de travail, parce qu'il y a plus d'incitations au travail. »[284]

Le Révérend J. Townsend, valeureux homme de Dieu, écrit de même (dans "A Dissertation on the Poor Laws, By a Well-Wisher to Mankind") au sujet du bénéfice de la pauvreté qui incite les pauvres à travailler.

> *La contrainte légale à travailler est accompagnée de trop de problèmes, de violence, de bruit, et crée la mauvaise volonté, etc., alors que la faim n'est pas seulement une pression pacifique, silencieuse et inextinguible, mais, en tant que raison la plus naturelle de l'industrie et du travail, elle suscite les efforts les plus puissants. (...)*
>
> *Il semble y avoir une loi de la nature qui fait que les pauvres sont, dans une certaine mesure, imprévoyants, et qu'il y en ait toujours quelques-uns pour remplir les tâches les plus serviles, les plus sordides et les plus ignobles dans leur communauté. La somme du bonheur humain en est grandement augmentée. Les plus délicats sont ainsi libérés de la corvée et peuvent vaquer à des tâches d'ordre supérieur sans être dérangés.*[285]

Les seuls humains dont les corvées importent, de toute évidence, sont "les plus délicats", dont le "bonheur humain" est augmenté par l'opportunité de s'atteler à des "tâches d'ordre supérieur", sans être perturbés par le fait d'avoir à assurer leur subsistance par leur propre travail. Le bon Révérend en vérité souhaitait tout le meilleur pour l'humanité – excepté peut-être pour les 95 % de celle-ci tombés sous sa ligne d'horizon.

L'*Agricultural Survey of the County of Gloucester* (enquête agricole du comté de Gloucester) datée de 1807 remarque que parmi « les plus grands des maux que pourrait subir l'agriculture serait de mettre les travailleurs dans une situation d'indépendance. » Selon un autre observateur de la même période, « Les fermiers, comme les manufacturiers, ont besoin de travailleurs constants – des hommes qui n'ont pas d'autres moyens de subvenir à leurs besoins qu'un travail quotidien, des hommes sur lesquels ils puissent compter.[286] »

Les rapports du Conseil de l'Agriculture, cités par Christopher Hill, contiennent un éloge enthousiaste de l'effet disciplinaire des clôtures. Le clôturage des communaux a forcé les travailleurs à « travailler chaque jour de l'année ». Les enfants « [seraient] mis au travail plus tôt ». Le plus important, grâce à la suppression de l'indépendance économique, la « subordination des rangs les plus bas de la société (…) serait considérablement sécurisée »[287].

Bien sûr, la suppression des moyens de subsistance indépendants n'a pas seulement pris la forme du vol de la terre. À certains moments, filature et tissage dans des habitations individuelles ont été formellement interdits par la loi, du fait de leur interférence avec le travail agricole[288]. Kirkpatrick Sale explique à ce sujet :

> *Vers la fin du dix-huitième siècle, on trouvait en Angleterre deux types de machines capables de productions textiles sophistiquées. L'une était individuelle et destinée à une maison, construite autour d'une machine à filer, et perfectionnée dès les années 1760 ; l'autre était une machine destinée à une usine, fonctionnant à la vapeur, basée sur le moteur Watts et le châssis Arkwright, et fut introduite dans les années 1770. Le choix de celle qui allait survivre et proliférer ne se fit pas sur la base des mérites des machines elles-mêmes, ni sur des bases technologiques, mais ne fut que l'expression des souhaits de ceux qui dominaient les secteurs politique et économique de la société anglaise de l'époque. Les machines de maison, aussi ingénieuses qu'elles fussent, ne permettaient pas aux marchands de textiles le même niveau de contrôle sur la force de travail, ni la même régularité de production que les machines d'usines. De ce fait, elles furent graduellement éliminées, leurs fabricants furent pressés en se voyant refuser l'accès aux matières premières et au financement, ceux qui travaillaient avec étant quant à eux écartés par des lois qui, sous des prétextes divers, rendaient la production à la maison illégale.*[289]

Apparemment, la recette d'un "marché libre", tel que le libertarien vulgaire utilise ce terme, est la suivante :

1) d'abord voler la terre des classes productives, par décret d'État, et faire de ces classes des travailleurs salariés ;

2) ensuite, par la terreur d'État, les empêcher de partir à la recherche de meilleurs salaires ou de s'organiser pour améliorer leurs capacités de négociation ;

3) enfin, les convaincre que leurs salaires de subsistance reflètent la productivité marginale du travail dans un "libre-marché".

Marx se moque lourdement des apologistes bourgeois (à travers la personne de F. M. Eden), habituellement si zélés à défendre les droits de propriété, pour leur acceptation tranquille du vol subi précédemment par la population travailleuse :

> *Quant à la sérénité d'esprit, au stoïcisme imperturbable, avec lesquels l'économiste envisage la profanation la plus éhontée du « droit sacré de la propriété », et les attentats les plus scandaleux contre les personnes, dès qu'ils aident à établir le mode de production capitaliste, on en peut juger par l'exemple de Sir F.M. Eden (…). Les actes de rapine, les atrocités, les souffrances qui, depuis le dernier tiers du XVe siècle jusqu'à la fin du XVIIIe, forment le cortège de l'expropriation violente des cultivateurs, le conduisent tout simplement à cette conclusion réconfortante : « Il fallait établir une juste proportion (due proportion) entre les terres de labour et les terres de pacage. (…) »*[290]

Comme toujours, le fait accompli est le dernier refuge des poules mouillées.

Marx n'a pas été le seul à se moquer du conte pour enfants de l'accumulation primitive. Albert Jay Nock, ce saint patron de la Vieille Droite[19], a lui aussi eu quelques mots cinglants sur le sujet – non seulement contre les prétendus apologistes d'un pseudo-"laissez-faire", mais également contre les avocats de l'action d'État :

> *Les horreurs de la vie industrielle dans l'Angleterre du siècle dernier*[20] *offrent un rappel éternel aux intoxiqués de l'intervention positive. Travail des enfants et des femmes dans les moulins et les mines ; Coketown et Mr Bounderby*[21] *; salaires de misère ; horaires mortels ; conditions de travail ignobles et dangereuses ; bateaux-cercueils tenus par des scélérats – toutes ces choses sont associées avec désinvolture par les réformateurs et leurs communicants à un régime d'individualisme farouche, de concurrence effrénée et de laissez-faire. C'est une absurdité, car un tel régime n'a jamais existé en Angleterre. Elles étaient la conséquence de l'intervention primitive de l'État au moment où la population d'Angleterre a été expropriée de la terre ; la conséquence également du retrait de la terre par l'État de la concurrence contre l'industrie pour attirer les travailleurs. La société et la "révolution" industrielles n'ont pas grand-chose à voir avec la création de ces hordes misérables. Quand la société industrielle s'est mise en place, ces hordes étaient déjà là, expropriées, et elles travaillaient au moulin, contre ce que Mr Gradgrind et Mr Plugson d'Undershot leur accordaient, parce qu'elles n'avaient d'autre choix hors de celui-ci que de mendier, de voler, ou de mourir de faim. Leur misère et la dégradation de leur situation ne doivent rien à l'individualisme ; en revanche, elles doivent tout à l'intervention de l'État. (…) Nos zélés interventionnistes feraient bien de lire l'histoire des* Enclosure Acts *et le travail des Hammond, et de voir ce qu'ils trouvent à en dire.*[291]

Avant de fermer cette section, nous devrions considérer l'affirmation de certains apologistes selon laquelle ces actes d'expropriation d'une certaine manière ont amélioré l'"efficience". Comme celle d'Eden plus haut, ces apologies de nos jours sont souvent prononcées par les mêmes qui sont les plus scandalisés à la moindre menace au droit absolu de propriété privée. En mettant de côté l'illégitimité morale de ce genre de justification conséquentialiste d'un vol, il est difficile de ne pas être amusé par le parallèle avec Marx et Engels qui, à travers une

19 *NdT : de la « Old Right » américaine. Albert Jay Nock est en effet un penseur reconnu de la vieille droite américaine, qu'elle soit paléo-conservatrice, ou paléo-libertarienne. Sa pensée s'est en particulier déployée avec férocité contre le New Deal, dont il a été contemporain.*

20 *Ndt : XIXe siècle donc, ce texte datant du XXe.*

21 *NdT : référence aux Temps Difficiles de Charles Dickens.*

version distordue de la théorie Whig, voyaient l'exploitation de classe et le vol comme nécessaires pour créer les "forces productives", étape nécessaire vers un état final d'abondance.

Thomas Fuller le relève, une augmentation de la richesse globale de l'entité mythique appelée "société" résultant d'un vol n'implique pas nécessairement une qualité de vie améliorée pour ceux qui ont été volés. Il ajoute qu'il faut expliquer aux hommes des marais,

> *le grand bénéfice au public, parce que là où un brochet ou un canard se nourrissaient jadis, maintenant un taureau ou un mouton s'engraissent ; ils seront prêts à revenir sur ça s'ils sont pris à prendre ce bœuf ou ce mouton, le riche propriétaire les dénonçant aux autorités ; alors même que le brochet ou le canard étaient leurs propres biens, ne nécessitant que la peine de les attraper.*[292]

Et même l'efficience améliorée de la production ne va absolument pas de soi. Selon Michael Perelman, dans la culture céréalière, le travail à la bêche des paysans du dix-huitième siècle en Europe de l'Ouest produisait un accroissement de vingt à trente fois sur la graine du blé, à comparer au facteur six de la culture à la charrue. De même, pour la culture horticole de légumes, les jardins marchands de cette époque se comparent favorablement en production à l'agriculture des États-Unis contemporains. Un jardinier de Paris produisait 44 tonnes par acre[22] ; à titre de comparaison, dans l'Amérique de 1979, la production moyenne par acre était de 15 tonnes d'oignon ou 8,6 tonnes de tomates (les deux cultures les plus productives en termes de poids par unité de surface).[293]

Ces formes intensives de culture étaient en fait moins efficaces en termes de production par heure-homme plutôt que par acre. Mais le travail était une marchandise à l'offre abondante ; ce travail "superflu" avait été "libéré", par l'expropriation, d'une vie de subsistance adéquate, de façon à être autorisés à mourir de faim sans entraves. Perelman l'explique, la culture à petite échelle supprimée par l'État était « une alternative viable au travail salarié »[294]. Cette suppression fut fait à dessein. La vraie "efficience" recherchée était celle consistant à escroquer au mieux les classes productives. Nous le verrons dans le prochain chapitre, les classes dirigeantes ont en permanence cherché à adopter les formes les moins efficientes de production, en termes matériels, dans le but de rendre plus facile le contrôle de la production.

B. La préemption sur la terre dans les sociétés de pionniers

Sur le Nouveau Continent comme sur le Vieux, laisser trop de confort ou d'indépendance aux classes travailleuses aurait pu être d'un grand désagrément pour "la nation" ou "le peuple" (des entités qui, on peut le supposer, n'incluaient pas les hilotes qui produisaient les choses consommées par "la nation" ou "le peuple"). La réponse du capitaliste (soutenu par la puissance de l'État "en soutien"), dans les colonies comme sur le Vieux Continent, a été (comme Marx l'explique) « écarter violemment de son chemin la pierre d'achoppement »[295].

Les sociétés de pionniers ont toujours eu un désavantage, du point de vue des classes dirigeantes : la large disponibilité de terre bon marché. Adam Smith observe que dans les colonies nord-américaines, où de la terre abordable était disponible et accessible, le prix du travail était très élevé, parce que le travailleur moyen préférait l'indépendance à l'emploi : « ni le haut prix des salaires, ni les moyens que le pays offre aux artisans de se procurer de

22 *NdT : l'acre anglo-saxonne fait environ 0,4 hectares, soit un peu plus de 4000 m².*

l’aisance, ne peuvent le décider à travailler pour autrui plutôt que pour lui-même. »[296]

E. G. Wakefield, dans " View of the Art of Colonization", explique la position de faiblesse inacceptable de la classe des employeurs dans les colonies où l'auto-suffisance avec sa propre propriété était déjà accessible. Le travail était rare, même avec des salaires élevés.[297]

> *Dans les colonies, les travailleurs à la recherche d'un salaire sont rares. La rareté des travailleurs est la complainte universelle des colonies. Elle est la cause à la fois de ces hauts salaires qui mettent le travailleur colonial à son avantage, et des salaires exorbitants qui parfois harassent le capitaliste.[298]*
>
> *Là où la terre est bon marché et où tous les hommes sont libres, là où chacun le souhaitant peut obtenir un lopin de terre pour son usage, non seulement le travail est très cher, du fait de la part élevée des travailleurs sur le produit, mais la difficulté est d'obtenir un travail combiné à n'importe quel prix.*

Cet environnement a aussi empêché la concentration de richesse, ainsi que Wakefield le relate : « Peu, même parmi ceux dont la vie est inhabituellement longue, peuvent accumuler de grandes masses de richesse. »[299] En conséquence, les élites coloniales ont demandé à la terre mère l'import de travail et des restrictions sur la terre et sur l'installation. Selon le disciple de Wakefield, Herman Merivale, il y avait un « urgent désir de travailleurs meilleur marché et plus serviles – d'une classe à laquelle le capitaliste pourrait dicter ses termes, plutôt que de se voir dicter les siens. »[300]

En face de cette situation, le capitaliste pouvait avoir recours à deux expédients. L'un d'entre eux était l'usage d'esclaves ou de travail forcé, que nous examinerons en détail dans une prochaine section. L'autre était la préemption sur toute possession de terre par le régime colonial. La préemption politique de la terre avait pour conséquence l'interdiction d'accès à la terre pour les colons ordinaires – soit en mettant les prix hors de leur portée, soit en les excluant formellement. Wakefield suggère que du fait que « au tout début d'une colonisation, toute la terre appartient nécessairement au gouvernement ou est sous sa juridiction », le gouvernement peut résoudre le manque de travail salarié bon marché en contrôlant l'accès à la terre.[301]

En même temps qu'il excluait les classes laborieuses de l'accès aux terres inoccupées, l'État dans les sociétés de pionniers a accordé de grandes étendues de terre aux classes privilégiées : les spéculateurs terriens, les sociétés minières ou forestières, les plantations, les sociétés de chemins de fer, etc. Les concessions de terres en Amérique coloniale étaient d'une ampleur comparable à celles sous William[23] après la Conquête. Cadwallader Colden, classifiant la population dans son État de la Province de New York en 1765, mit "les propriétaires de grandes étendues de terre", de 100000 à plus d'un million d'acres, au sommet de la pyramide sociale. Selon James Truslow Adams, dans "Provincial Society, 1690-1763" (daté de 1927), le Capitaine John Evans, un favori du Gouverneur Fletcher de New York, s'est vu accorder « une zone d'étendue indéterminée d'entre trois cent cinquante et six cent mille acres » Il s'est plus tard vu offrir £10000 pour sa terre, alors que sa solde annuelle était seulement de vingt shillings (£1). Le Gouverneur Bellmont a plus tard affirmé que pratiquement les trois quarts de la terre disponible avait été accordée à trente personnes durant le mandat de Fletcher. Lord Courtney, gouverneur entre 1702 et 1708, a de même distribué de grandes étendues de terre, dans les centaines de milliers d'acres, mais lui a préféré les fournir aux compagnies de

23 NdT : Guillaume III d'Orange-Nassau, roi d'Angleterre de 1689 à 1702.

spéculateurs terriens. En Nouvelle Angleterre, en revanche, toujours selon Adams, les habitudes de distribution des terres aux colons ont conduit à une distribution plus égalitaire de la possession des terres. Malheureusement, ces habitudes ont plus tard été supplantées par des concessions de grandes étendues de terre aux spéculateurs, qui les vendirent plus tard pour colonisation, soit à des particuliers, soit à des entreprises.[302]

Ce genre d'accaparement de la terre fut primordial dans l'histoire américaine, depuis les origines, ainsi que l'explique Albert Jay Nock : « (…) depuis l'époque des premières installations coloniales jusqu'à l'époque actuelle, l'Amérique a été considérée comme un champ pratiquement illimité de spéculation sur des valeurs locatives. »[303]

> *Si notre développement géographique avait été déterminé de manière naturelle, par les demandes d'usage plutôt que par les demandes de spéculation [c'est-à-dire, si les terres avaient été appropriées individuellement par le travail, ainsi que les lockéens, les georgistes et les mutuellistes pensent qu'il est juste de le faire], alors notre frontière ouest n'aurait jamais atteint la rivière Mississippi. Rhode Island est le membre le plus peuplé de l'Union, et pourtant on peut le traverser d'un bout à l'autre par des autoroutes et ne voir que peu de signes d'occupation humaine.*[304]

Une des causes de la Révolution Américaine a été la tentative de la Grande-Bretagne de « limiter l'exercice des moyens politiques à l'égard des valeurs locatives » (à savoir, l'interdiction de 1763 d'établissement à l'ouest du bassin hydrographique atlantique). Ceci interdisait la préemption de terres par des spéculateurs terriens ligués avec l'État.[305] Les livres d'histoire grand public, évidemment, ont dépeint ça comme une attaque contre les colons individuels, plutôt que contre les grandes compagnies terriennes. Bien des figures de la période coloniale tardive et des débuts de la République ont été d'éminents investisseurs dans ces compagnies terriennes : par exemple, George Washington dans les compagnies de l'Ohio, du Mississippi et du Potomac ; Patrick Henry dans la compagnie Yazoo ; Benjamin Franklin dans la compagnie Vandalia, etc.[306]

Avant que quiconque tire la conclusion que la pratique de limiter l'accès à la terre de la population travailleuse était réservée à l'Empire Britannique de Warren Hastings ou Lord North, il convient de rappeler qu'elle a eu cours aussi dans le "nouvel" Empire :

> *L'appréhension de cette même vérité [affirmée par Wakefield] a à une époque plus récente amené les administrateurs coloniaux dans certaines régions de l'Afrique à réduire les réserves des tribus indigènes et à imposer une taxation aux indigènes qui restent dans les réserves, dans le but de maintenir une offre de travail pour les employeurs blancs.*[307]

C. Répression Politique et Contrôle Social pendant la Révolution Industrielle

Même après avoir été spoliée de sa terre, la classe travailleuse n'était pas assez impuissante. L'État se sentait toujours le besoin de réguler le mouvement du travail, de servir de bourse du travail pour le compte des capitalistes, et de maintenir l'ordre. Et historiquement, cette fonction a été la plus vitale quand la puissance du travail a menacé d'augmenter : « on pourrait s'attendre à ce que les efforts de contrôle des salaires et de restriction de la liberté de mouvement des travailleurs par l'État dans une société capitaliste soient plus importants

quand la réserve de travail s'amenuise et quand elle déborde. »[308] Thorold Rogers décrit la loi de la période Tudor jusqu'à l'abolition des Combination Acts de 1824 comme

> *une conspiration (…) pour usurper le travailleur anglais de ses salaires, pour le lier au sol, pour le priver d'espoir, et pour le réduire à une irrémédiable pauvreté. (…) Pendant plus de deux siècles et demi, la loi anglaise et ceux qui la produisaient furent engagés à broyer le travailleur anglais et à le réduire à la plus basse pitance, en jugulant toute expression ou acte indiquant le moindre mécontentement organisé, et en multipliant les pénalités contre lui s'il pensait seulement à ses droits naturels.*[309]

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, la liquidation du système d'aide aux pauvres de l'Église a laissé un vide qui devait être rempli par la dure mise au pas de la classe des travailleurs par l'État Tudor. Une loi d'Henri VIII promulguée en 1530 accordait des licences aux mendiants qui étaient vieux ou infirmes, alors qu'elle imposait flagellations et emprisonnements aux "vagabonds robustes". Il fit consolider ces statuts avec un tranchage d'oreille pour la première récidive, et l'exécution pour la troisième. Édouard VI en 1547 condamne quiconque refuse de travailler comme esclave pour quiconque le dénonce. La loi de 1572 d'Élisabeth I prescrit l'exécution des mendiants sans licence à la première récidive, à moins que quelqu'un « les prenne à son service ». Les statuts ne furent abolis qu'au début du dix-huitième siècle par la Reine Anne, après avoir eu rempli leur rôle. « La population agricole, d'abord expropriée par la force de sa terre, chassée de chez elle, transformée en vagabonds, et alors fouettée, marquée, torturée par des lois grotesquement terribles, se vit ainsi imposer la discipline nécessaire au système salarié. »[310]

L'abolition de la législation des Tudor par la Reine Anne ne mit en aucun cas fin à la régulation par l'État des mouvements de la classe laborieuse. Les lois d'établissement avaient été créées entre temps et furent plus tard complétées par les Combination Laws et l'État policier des Pitt[24]. Le gouvernement continua également à fixer des salaires maximum.

La loi d'établissement (Act of Settlement) remonte à 1662. Il y avait eu beaucoup de mouvements des basses classes pendant l'Interrègne, caractérisé par la tendance des « pauvres gens (…) à s'installer dans ces paroisses où on trouve les meilleures conditions, les communaux les plus grands, ou des friches pour y construire des cabanes, et le plus de bois pour le brûler ou le détruire. » Comme la citation du préambule peut le suggérer, la loi était conçue pour réduire cette mobilité vue comme excessive. Sous ses termes, deux juges de paix par comté sont habilités à éjecter tout nouveau venu vers une paroisse sans moyens indépendants, ou à le renvoyer dans sa paroisse d'origine. Cette législation était explicitement dirigée contre les squatteurs de communaux et pauvres vivant dans des cabanes et a évidemment été suivie « par une destruction des cabanes construites pendant la période libre de l'Interrègne. »[311]

Dans une citation plus tôt dans ce chapitre, Marx fait référence aux « lois sur l'occupation » qu'il qualifie d'analogues à « l'Édit du Tatar Boris Godounov » par leur effet sur la population travailleuse anglaise. Eût-il été plus familier des événements américains de son temps qu'il eût sans doute fait référence aux *Black Codes*, meilleure analogie. Eût-il vécu au vingtième siècle qu'il eût cité les systèmes de passeports internes de l'Afrique du Sud ou de l'Union Soviétique. Les contrôles sur les mouvements de la population par l'État britannique pendant la Révolution

24 *NdT : William Pitt père et fils, qui furent, l'un et l'autre, Premiers Ministres de Grande-Bretagne.*

Industrielle étaient un système de contrôle totalitaire comparable à ceux-ci.

Sous les Poor Laws (lois sur les pauvres) et les Laws of Settlement (lois sur l'occupation/l'installation), un membre de la classe laborieuse britannique était strictement limité à sa paroisse de naissance, à moins qu'un officiel d'une autre paroisse lui donne un permis d'y résider. L'État maintenait ainsi la discipline du travail en empêchant les travailleurs de voter avec leurs pieds, en partant. Il était difficile de persuader des autorités paroissiales de fournir à un homme un certificat lui permettant de partir dans une autre paroisse pour y chercher du travail. Même dans les rares occasions où un tel certificat était fourni, il se résumait à un système de péonage dans lequel le maintien du travailleur dans la nouvelle paroisse était assujetti au maintien de la bonne volonté de son employeur. Les travailleurs étaient contraints de rester sur place et de vendre leur travail dans un marché à l'avantage des acheteurs. Adam Smith se risqua à affirmer « qu'il n'existe pas en Angleterre un seul pauvre ouvrier, parvenu à l'âge de quarante ans, qui n'ait eu à éprouver (…) des effets excessivement durs de cette oppressive et absurde loi du domicile. »[312]

À première vue, cela pourrait sembler être également un inconvénient pour les employeurs dans les paroisses en pénurie de travailleurs.[313] Les usines étaient construites à proximité de points d'eau pouvant servir de sources d'énergie, généralement à l'écart des lieux les plus peuplés. Des milliers de travailleurs devaient donc être importés de loin. Mais l'État a résolu le problème en se faisant intermédiaire et en fournissant aux paroisses en pénurie de travail le surplus bon-marché de travail d'autres, privant ainsi les travailleurs de toute possibilité de négocier de meilleurs termes par eux-mêmes. Cette pratique se résumait, dans presque tous les sens du terme, à un commerce d'esclaves :

> *À vrai dire, dans certaines époques d'activité fiévreuse, le marché du travail a présenté des vides qui donnaient à réfléchir. Il en fut ainsi, par exemple, en 1834 ; mais alors messieurs les fabricants proposèrent aux Poor Law Commissioners d'envoyer dans le Nord l'excès de population des districts agricoles, déclarant « qu'ils se chargeaient de les absorber et de les consommer ». C'étaient leurs propres paroles.*
>
> *« Des agents furent envoyés à Manchester avec l'autorisation des Poor Law Commissioners. Des listes de travailleurs agricoles furent confectionnées et remises aux susdits agents. Les fabricants coururent dans les bureaux, et après qu'ils eurent choisi ce qui leur convenait, les familles furent expédiées du sud de l'Angleterre. Ces paquets d'hommes furent livrés avec des étiquettes comme des ballots de marchandises, et transportés par la voie des canaux, ou dans des chariots à bagages. Quelques-uns suivaient à pied, et beaucoup d'entre eux erraient çà et là égarés et demi-morts de faim dans les districts manufacturiers. La Chambre des communes pourra à peine le croire, ce commerce régulier, ce trafic de chair humaine ne fit que se développer, et les hommes furent achetés et vendus par les agents de Manchester aux fabricants de Manchester, tout aussi méthodiquement que les nègres aux planteurs des États du Sud. (…) »*[314]

Et voilà : l'État Tudor sans les coups de fouets, les oreilles coupées et les exécutions ; les *Black Codes* sans les lynchages.

Les enfants travailleurs, qui n'étaient en aucun cas en position de négocier, étaient une

marchandise populaire dans ces marché aux esclaves de mauvaises familles. Selon John Fielden ("The Curse of the Factory System", 1836),

> *Dans les comtés du Derbyshire, du Nottinghamshire, et plus particulièrement du Lancashire, les machines d'invention récente étaient utilisées dans de grandes usines construites au bord de cours d'eau capable de faire tourner des roues à eau. Des milliers de bras étaient soudain requis dans ces endroits, loin de toute ville. (…) Les doigts petits et agiles de jeunes enfants étant, et de loin, les plus demandés, la pratique se généralisa immédiatement de faire venir des apprentis de différentes paroisses de Londres, de Birmingham et d'ailleurs.*[315]

Une aide « était rarement accordée sans que la paroisse ne revendique le droit exclusif de disposer selon leur bon vouloir de tous les enfants de la personne recevant l'aide », selon le Comité sur les Apprentis de Paroisses de 1815.[316] Frances Trollope estime que 200000 enfants en tout ont été forcés de travailler à l'usine.[317] Même lorsque les commissaires chargés de l'application des lois sur les pauvres ont encouragé les migrations vers les paroisses manquant de main d'œuvre, ils décourageaient les hommes adultes et « la préférence était donnée aux veuves avec de nombreux enfants, ou aux artisans qualifiés (…) avec de nombreux enfants. » En outre, la disponibilité de travail bon marché grâce à l'aide des commissaires aux lois sur les pauvres était utilisée pour faire baisser les salaires ; les fermiers pouvaient congédier leurs employés en poste et à leur place compter sur l'aide de l'intendant.[318]

Bien que les lois sur les coalitions[25] se soient théoriquement appliquées aussi bien aux maîtres qu'aux travailleurs, dans la pratique elles étaient imposées seulement à ces derniers.[319] "Un journalier fileur de coton" – un pamphlétaire anonyme cité par E.P. Thompson[320] – décrit « une abominable coalition, existant entre les employeurs », dans laquelle les travailleurs qui ont quitté leurs maîtres du fait de désaccords sur les salaires se sont vues effectivement mis sur une liste noire. Les lois sur les coalitions exigeaient des suspects qu'ils répondent à des interrogatoires sous serment, donnait le pouvoir à des magistrats de donner des jugements sommaires, et permettaient la saisie des fonds accumulés dans le but d'aider les familles des grévistes[321]. En d'autres termes, les travailleurs soumis aux magistrats appliquant les lois sur les coalitions étaient privés de toutes les protections dues à ceux accusés sous le régime du droit commun. Les travailleurs, bien loin de posséder les tant vantés "droits des Anglais", se voyaient jetés devant des courts expéditives aussi arbitraires qu'un tribunal inquisitorial.

Dans le même temps, les lois imposant un niveau maximum de salaire équivalaient à un système imposé par l'État de coalition des maîtres. Dans les mots immortels d'Adam Smith, « [t]outes les fois que la législature essaye de régler les démêlés entre les maîtres et leurs ouvriers, ce sont toujours les maîtres qu'elle consulte[322] »

Au milieu du dix-neuvième siècle, un observateur superficiel aurait pu conclure que les réformes "progressistes" de l'État commençaient à remédier à tous ces maux. Mais comme les historiens du libéralisme corporatiste nous l'ont montré à propos des réformes "progressistes" du vingtième siècle, ces réformes étaient en réalité soutenues par la classe dirigeante. L'amélioration des conditions de travail dont elles étaient la cause, dans la mesure réelle mais limitée où elle advenait, était un effet de bord de leur but réel d'augmenter la stabilité politique et d'amener la classe laborieuse à accepter un contrôle social plus important.[323]

---

25 *NdT : « Combination Laws », bien connues de ceux qui étudient Marx et l'histoire du socialisme naissant*

Concernant la législation sur la journée de travail de dix heures, par exemple, Marx la décrit comme une tentative des capitalistes de réguler l'"avidité pour le surtravail" ; elles servirent à réguler l'économie dans l'intérêt de la classe capitaliste dans son entier, d'une manière qui ne pouvait être accomplie qu'à travers l'État. Avec une concurrence non-limitée par l'État, la question des conditions de travail représente un dilemme pour le capitaliste individuel ; il est dans l'intérêt de la classe capitaliste dans son entier que l'exploitation du travail soit maintenue à des niveaux soutenables, mais dans l'intérêt du capitaliste individuel de gagner un avantage concurrentiel immédiat en poussant la force de travail à ses ordres au point de rupture. Comme nous le verrons dans le Chapitre 6 sur l'émergence du capitalisme de monopole, l'effet réel de ces régulations est de coordonner les pratiques professionnelles au travers de cartels imposés par l'État, de façon à ce que ces pratiques ne soient plus l'objet de la concurrence entre différentes entreprises.

> *Ces lois refrènent la passion désordonnée du capital à absorber le travail en imposant une limitation officielle à la journée de travail et cela au nom d'un État gouverné par les capitalistes et les landlords. Sans parler du mouvement des classes ouvrières, de jour en jour plus menaçant, la limitation du travail manufacturier a été dictée par la nécessité, par la même nécessité qui a fait répandre le guano sur les champs de l'Angleterre.*[324]

Marx fait référence, plus loin dans le même chapitre, à un groupe de vingt-six firmes de poterie du Staffordshire, incluant celle de Josiah Wedgwood, requérant au Parlement en 1863 "une loi coercitive" ; la raison était que la compétition empêchait les capitalistes individuels de limiter volontairement le temps de travail des enfants, etc., aussi bénéfique qu'ait pu être la mesure pour eux tous collectivement : « Si fort que nous déplorions les maux que nous venons de mentionner, il serait impossible de les empêcher au moyen de n'importe quelle espèce d'entente entre les fabricants... Tout bien considéré, nous sommes arrivés à la conviction qu'une loi coercitive est nécessaire. » Les tentatives par les employeurs de limiter le temps de travail quotidien à neuf ou dix heures, dans leur intérêt collectif, ont toujours été réduites à néant du fait que les employeurs individuels trouvaient leur avantage à violer l'accord.[325]

De même pour les syndicats : même après l'abolition des lois sur les coalitions en 1825, la position des travailleurs demeurait différente de celle des maîtres en ce qui concernait les contrats. « Les dispositions des statuts sur les contrats entre patrons et salariés, d'après lesquelles, en cas de rupture, l'action civile est seule recevable contre les premiers, tandis que l'action criminelle est admise contre les seconds, sont encore aujourd'hui en vigueur. »[326]

En 1871, les syndicats furent officiellement reconnus par une loi parlementaire. Mais une autre loi à la même date (loi d'amendement sur la loi criminelle concernant la violence, les menaces et la molestation) avait pour effet que « Les moyens auxquels en cas de, grève ou de lock-out (on appelle ainsi la grève des patrons qui se coalisent pour fermer tous à la fois leurs fabriques) les ouvriers peuvent recourir dans l'entraînement de la lutte, furent soustraits par cet escamotage parlementaire au droit commun, et tombèrent sous le coup d'une législation pénale d'exception, interprétée par les patrons en leur qualité de juges de paix. »[327] En fait, l'État a dans le même temps autorisé la négociation collective et interdit la négociation collective hors des étroits sentiers prescrits et régulés par lui-même. D'une manière très similaire, la grande "victoire du travail" du Wagner Act fut suivie assez rapidement du Taft-Hartley, qui criminalisait la plupart des tactiques par lesquelles les victoires du CIO des années 30 avaient été gagnées indépendamment de l'État. Et dans le processus, ainsi qu'Hilaire Belloc

l'a si brillamment expliqué, du fait que le contrat de travail était remplacé par un statut – un pas en arrière était effectué dans la longue marche vers un servage industriel de la population salariée.[328] La remarque d'Adam Smith, datée d'un siècle plus tôt, mérite d'être encore une fois citée : « [t]outes les fois que la législature essaye de régler les démêlés entre les maîtres et leurs ouvriers, ce sont toujours les maîtres qu'elle consulte. »[329]

Le mode de vie de la classe laborieuse à l'ère industrielle, avec ses nouvelles forme de contrôle social, représentait une rupture radicale avec le passé. Il impliquait une perte de contrôle drastique sur leur propre travail. La calendrier de travail du dix-septième siècle était néanmoins fortement influencé par la coutume médiévale. Bien qu'il y ait eu des poussées de dur travail pour les plantations et les récoltes, celles-ci étaient entrecoupées de périodes intermittentes de travail léger qui, combinées à la prolifération des jours saints, réduisaient le temps de travail moyen bien en dessous de celui d'aujourd'hui. Et le rythme de travail était généralement déterminé par le soleil ou les rythmes biologiques du travailleur, qui se réveillait après une bonne nuit de sommeil, et s'asseyait pour reprendre des forces quand il le désirait. Le pauvre vivant dans une cabane ayant accès à un communal, même lorsqu'il voulait des revenus supplémentaires d'un travail salarié, pouvait ne louer sa force de travail qu'à l'occasion et retourner ensuite travailler pour lui-même. Ceci était un degré d'indépendance inacceptable d'un point de vue capitaliste.

> *Dans le monde moderne, la plupart des gens doivent s'adapter à quelque forme de discipline, et respecter les horaires des autres, (…) ou travailler sous les ordres des autres, mais nous devons nous souvenir que la population qui se vit projetée dans le rythme brutal de l'usine avait jusque-là gagné sa vie dans une relative liberté, et que la discipline de l'usine était particulièrement sauvage. (…) Aucun économiste de l'époque, dans son estimation des gains ou des pertes de l'emploi industriel, n'a jamais laissé une place à l'épuisement et la violence subis par un homme dans sa chair, après être passé d'une vie où il pouvait fumer ou manger, ou bêcher ou se reposer comme il le souhaitait, à une autre dans laquelle quelqu'un d'autre refermait une porte sur lui, et pendant quatorze heures il n'avait pas seulement le droit de siffler. C'était comme d'entrer dans la vie sans air et sans rire d'une prison.*[330]

Ainsi qu'Oppenheimer l'a suggéré dans l'extrait cité plus haut dans ce chapitre, le système des usines[26] ne pouvait pas avoir été imposé sur les travailleurs sans les avoir d'abord privés de toute alternative, et leur avoir dénié tout accès à une source d'indépendance économique. Aucun être humain n'ayant pas été brisé, ayant un sens de la liberté et de la dignité, ne se serait jamais soumis à la discipline des usines. Steven Marglin compare les usines textiles du dix-neuvième siècle, avec leur personnel d'enfants pauvres achetés à un marché aux esclaves, aux manufactures de briques et de poterie romaines, qui n'étaient animées que par le travail d'esclaves. À Rome, la production n'avait que rarement lieu dans des manufactures où les travailleurs étaient majoritairement des hommes libres. Le système des usines, à travers l'histoire, n'a été rendu possible qu'avec une force de travail privée de toute autre alternative viable.

---

26 *NdT : « factory system », qui pourrait se traduire aussi par « système industriel ». « Factory » signifie autant usine que fabrique ou manufacture, et traduire les passages suivants en évoquant une industrie ou des usines à Rome aurait pu sembler ridicule. Il n'y a pas en anglais de différence exprimée par la sémantique entre le lieu d'une production où l'énergie vient exclusivement du vivant ou de la nature (cours d'eau ou vent pour un moulin), et un lieu où sont apparues des sources d'énergie artificielles. D'où une assimilation plus naturelle et directe entre la production "manufacturière" sous la Rome antique et celle "industrielle" pendant la révolution industrielle. On peut trouver la séparation en français arbitraire et artificielle, tout autant qu'on peut trouver son absence en anglais simplificatrice.*

> *Les faits (…) suggèrent fortement que l'organisation du travail autour des manufactures a été du temps de Rome déterminé, non par des considérations technologiques, mais par le pouvoir relatif des deux classes productrices. Les affranchis et les citoyens avaient un pouvoir suffisant pour maintenir une organisation en guildes. Les esclaves n'avaient aucun pouvoir – et finissaient dans des manufactures.*[331]

Le problème du vieux système limité aux expulsions, dans lequel les travailleurs pauvres produisaient du textile sur une base contractuelle, était qu'il n'avait éliminé que le contrôle des travailleurs sur le produit. Le système des usines, en éliminant aussi le contrôle du travailleur sur le processus de production, a ajouté les avantages de la discipline et de la supervision, en faisant organiser les travailleurs par un contremaître.

> *(…) l'origine et le succès de l'usine ne résident pas dans une supériorité technologique, mais dans la substitution du contrôle du travailleur sur le processus de production et les quantités produites par celui du capitaliste, dans le remplacement du choix du travailleur, qui était sur la manière et la quantité de travail et de production, basé sur ses préférences pour le loisir et les biens, à la simple alternative entre travailler ou pas, qu'il est bien sûr difficile de qualifier de choix.*[332]

Marglin reprend l'exemple classique d'Adam Smith sur la division du travail couturier[27], et le retourne. L'efficacité améliorée résulte, non pas de la division du travail en tant que telle, mais de la division et du séquencement du processus en tâches séparées et façon à réduire le temps d'installation. Ce qui pourrait avoir été accompli par un homme seul vivant dans un cabanon, en séparant ses tâches variées et en les effectuant séquentiellement (par exemple, tirer le fil pour une phase entière de production, alors le peigner, alors le couper, etc.).

> *sans la spécialisation, le capitaliste n'a aucun rôle essentiel à jouer dans le processus de production. Si chaque producteur avait pu intégrer les tâches composant la fabrication d'aiguilles dans un produit vendable, il aurait rapidement découvert qu'il n'avait aucun besoin de négocier des aiguilles sur la marché à travers l'intermédiation d'un agent marchand. Il aurait pu vendre directement et s'approprier lui-même le profit que le capitaliste dérive de son rôle d'intermédiaire entre le producteur et le marché.*[333]

Ce principe est au centre de l'histoire de la technologie industrielle depuis au moins deux siècles. Étant même donnée la nécessité pour les usines de produire à grande échelle et d'une production exigeante en capital, il y a généralement un choix entre des technologies productives différentes au sein de l'usine. L'industrie a constamment choisi les technologies qui retirent leurs compétences aux travailleurs, et font remonter les prises de décision au-dessus d'eux, dans la hiérarchie managériale. Dès 1835, le Docteur Andrew Ure (le grand-père idéologique du taylorisme), affirma que plus le travailleur est compétent, « plus il a de volonté d'indépendance et moins il [devient] un composant convenable pour un système mécanique ». La solution était d'éliminer les processus qui requéraient « une dextérité particulière et une main ferme (…) du rusé ouvrier » et de les remplacer par un « mécanisme, si auto-régulé que même un enfant pourrait le surveiller. »[334] Ce principe a été suivi tout au long du vingtième siècle. William Lazonick, David Montgomery, David Noble et Katherine Stone ont produit un

27 *NdT : largement repris, si ce n'est plagié, sur l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert.*

excellent travail concernant ce sujet. Bien que les expérimentations corporatistes dans l'autogestion des employés augmentent le moral et la productivité et réduisent les accidents de travail et l'absentéisme bien en-dessous de tous les espoirs du management, ils sont habituellement abandonnés du fait de la crainte de perte de contrôle.

Christopher Lasch, dans son avant-propos à "America by Design" de Noble, caractérise le processus de privation des compétences de la manière suivante :

> *Le capitaliste, ayant exproprié le travailleur de sa propriété, l'a, de la même manière, graduellement exproprié de son savoir technique, affirmant ainsi sa maîtrise de la production. (…)*
>
> *L'expropriation du savoir technique du travailleur a eu pour conséquence logique la croissance du management moderne, dans lequel le savoir technique en est venu à être concentré. Pendant que la mise en place du management scientifique séparait la production en les procédures unitaires la composant, réduisant le travailleur à un appendice de la machine, une énorme extension des personnels techniques et de supervision était en cours, dont le rôle est de surveiller le processus productif dans son entier.*[335]

L'expropriation de la paysannerie et l'imposition du système de production industriel ne s'est pas fait sans rencontrer de résistance ; les travailleurs savaient exactement ce qu'on était en train de leur faire et ce qu'ils avaient perdu. Pendant les années 1790, alors que la rhétorique des Jacobins et de Thomas Paine était répandue parmi la classe travailleuse radicalisée, les dirigeants du "berceau de la liberté" vivaient dans la terreur que le pays soit balayé par une révolution. Le système de contrôle de la police d'État sur la population ressemblait à un régime d'occupation. Les époux Hammond font référence à la correspondance entre les magistrats du nord et leur hiérarchie, dans laquelle la loi est qualifiée explicitement comme « un instrument non pas de justice, mais de répression », et les classes travailleuses apparaissaient « ostensiblement comme une population d'hilotes. »[336]

> *(…) à la lumière des papiers des bureaux centraux, (…) aucun des droits personnels attachés aux Anglais ne possédait la moindre réalité pour les classes travailleuses. Les magistrats et leurs clercs ne reconnaissaient aucune limite à leurs pouvoirs sur la liberté et les mouvements des travailleurs. Les lois sur le vagabondage semblaient supplanter toutes les libertés associées aux Anglais. Elles pouvaient être utilisées pour mettre en prison quiconque de la classe travailleuse semblait au magistrat être d'un caractère inconvenant ou perturbateur. Elles offraient le moyen le plus facile et le plus expéditif pour agir contre quiconque essayait de collecter de l'argent pour les familles des travailleurs emprisonnés, ou de distribuer des textes que les magistrats jugeaient indésirables.*[337]

Les "bobbies" de Peel – professionnels affectés à l'application de la loi – ont remplacé le système du *posse comitatus*[28] parce que ce dernier était inadéquat au contrôle d'une population de travailleurs de plus en plus en colère. À l'époque de la révolte des Luddites et d'autres mouvements, les officiels de la couronne ont averti que « d'appliquer le Watch and Ward Act reviendrait à mettre des armes entre les mains des plus mécontents. » Au commencement de la guerre avec la France, Pitt a fait cesser la pratique de laisser l'armée

28 *NdT : principe de subsidiarité juridique et de maintien de l'ordre spécifique aux pays anglo-saxons.*

s'installer dans les établissements locaux, mélangés à la population civile. À la place, les districts manufacturiers ont été couverts de casernes, dans une optique purement policière. Les zones manufacturières « en sont venues à ressembler à un pays sous occupation militaire. »[338]

L'État policier de Pitt était complété par des milices quasi-privées, dans une tradition imitée depuis par les chemises brunes et les escadrons de la mort. Par exemple, l'"Association pour la Protection de la Propriété contre les Républicains et les Levellers" – un groupe anti-jacobin de nobles et de propriétaires de moulins – a mené des fouilles jusque dans les domiciles et organisé des autodafés de l'effigie de Paine ; des groupes défendant "l'Église et le Roi" terrorisaient les radicaux supposés.[339]

Thomson qualifie ce système de contrôle d'"apartheid social et politique", et affirme que « la révolution qui n'a pas eu lieu en Angleterre a été tout à fait aussi sanglante » que celle qui a eu lieu en France.[340]

D. Mercantilisme, Colonialisme, et la Création du "Marché Mondial"

> *La découverte d'or et d'argent en Amérique, l'extirpation, la réduction en esclavage et l'ensevelissement dans des mines de la population indigène, le début de la conquête et du pillage des Indes Orientales, la transformation de l'Afrique en un terrain de chasse commercial de peaux noires, ont marqué l'aurore de la production capitaliste. Ces procédés idylliques ont constitué l'apogée de l'accumulation primitive. Avec le monde pour théâtre et par leurs guerres commerciales, des nations européennes ont posé leurs gros sabots. (…)*
>
> *(…) Les trésors pris hors d'Europe par un pillage indistinct, l'esclavage et le meurtre, par les flots revenaient à la terre mère où ils furent transformés en capital.*[341]
>
> *Nous devions trouver de nouvelles terres desquelles tirer facilement des matériaux bruts en même temps qu'exploiter le travail d'esclaves bon marché des natifs des colonies. Les colonies pourraient aussi fournir un débouché pour le surplus produit par nos propres usines.*[342]

En sus des transformations qu'il imposa à la société sur ses propres terres à domicile, l'État a aidé à l'accumulation du capital à travers le mercantilisme[29]. Le "marché mondial" moderne n'a pas été créé par des forces de marché libres. Comme la production capitaliste en Europe de l'Ouest, c'est une création artificielle de l'État, une révolution imposée par le haut. Le marché mondial a été établi par la conquête par les Européens de la plus grande partie du monde, et par la suprématie navale des puissances d'Europe de l'Ouest. L'industrie visant un marché global a été encouragée par l'intervention de l'État pour faire disparaitre les biens étrangers, donner à la marine européenne un monopole sur le commerce international, et repousser la concurrence étrangère par la force. Du fait que le processus de création d'un marché unique mondial a été identifié de si près depuis le milieu du dix-septième siècle à l'hégémonie de la Grande-Bretagne sur les autres puissances ouest-européennes, nous allons nous focaliser sur le mercantilisme et la politique coloniale britanniques dans cette section. Notre enquête ici n'a pas la prétention d'être même un survol systématique des différentes questions subsidiaires

29 *NdT : l'incarnation française du mercantilisme comme doctrine économique fut Jean-Baptiste Colbert, célèbre contrôleur général des finances sous Louis XIV*

concernant l'évolution du colonialisme ; ainsi que le suggère la citation panoramique de Marx rappelée plus haut, le sujet est trop large pour que nous puissions traiter, même brièvement, chacun de ses sous-sujets. Ce qui suit n'est qu'un regard personnel sur quelques-uns des aspects les plus intéressants du sujet, qui ont particulièrement attiré notre attention.

Les guerres contre les Pays-Bas pendant l'interrègne et le règne de Charles II ont établi l'Angleterre comme puissance mercantiliste dominante dans le monde. Le commerce du transport néerlandais a été largement éclipsé, et le noyau de toutes les colonies plus tardives en Inde a été repris aux Néerlandais. Durant ce processus, la valeur des actions de la Compagnie des Indes Orientales a été multipliée par neuf. La Compagnie des Indes Orientales, établie par un décret de Cromwell, disposait non seulement de liens forts avec l'État anglais, mais lui servait de mandataire ; sa férule était adossée à la puissance financière et militaire de l'État.[343]

En sus de la suprématie navale issue de ces guerres et des colonies néerlandaises rattachées à l'influence anglaise, la position britannique était plus encore renforcée par les Navigation Acts.

> *Le monopole impérialiste créé par les Navigation Acts a permis aux marchands d'acheter des produits d'exportation anglais et coloniaux à bon marché et de les revendre cher à l'étranger, et d'acheter des biens étrangers bon marché et de les revendre cher en Angleterre. Ceci a augmenté les profits des marchands et a forcé le capital national à migrer de la consommation au capital, en particulier celui de l'artificiellement stimulée construction navale, qui explosa. Du fait des nouveaux bâtiments et des butins pris à la guerre, le tonnage annuel transporté par la marine britannique a plus que doublé entre 1640 et 1686.*[344]

Le commerce, se développant sous de telles conditions de monopole, était devenu une source d'accumulation bien plus lucrative que l'industrie, fournissant des sommes massives de capital nécessaires à l'investissement durant la révolution industrielle du dix-huitième siècle tardif.[345]

Les défenseurs modernes du "marché libre" considèrent généralement le mercantilisme comme une politique malavisée destinée à promouvoir l'intérêt national et adoptée du fait d'une sincère ignorance des principes économiques. En fait, les architectes du mercantilisme savaient parfaitement ce qu'ils faisaient. Le mercantilisme fut extrêmement efficace pour le but qu'il s'était réellement fixé : rendre les grands manufacturiers riches aux dépens de tout le monde. Adam Smith a constamment critiqué le mercantilisme, non pas comme s'il s'était agi d'une erreur économique, mais bien comme la manipulation d'intérêts puissants s'enrichissant grâce à la puissance coercitive de l'État.

Derrière la préoccupation théorique de la balance des échanges mise en avant par le mercantilisme, sa préoccupation pratique était d'obtenir des termes d'échange favorables – acheter bon marché et revendre cher.[346] Et c'était très rationnel, compte-tenu de l'existence de marchés étrangers captifs. Les avocats modernes du marché libre présupposent un monde mythique de souveraineté du consommateur, dans lequel le capital domestique n'a pas de capacité incitative sur les marchés étrangers. Ce qui est faux même aujourd'hui l'était encore plus dans le monde des dix-septième et dix-huitième siècles.

> *La raison pour laquelle une demande étrangère inélastique devait avoir été si facilement présumée n'est pas évidente de prime abord. Une raison importante est qu'ils ont imaginé que les exports pouvaient être imposés à*

> *d'autres pays à un prix augmenté sans diminution de quantités est qu'ils pensaient non pas dans des termes imposés par les conditions du dix-neuvième siècle où des marchés alternatifs étaient généralement disponibles à un pays, mais dans ceux d'une situation où une pression considérable, sinon une véritable coercition, pouvait être exercée sur les pays avec lesquels on avait des échanges massifs.*[347]

Alors que les possibilités de pillage domestique aient été largement épuisées (au moins pour le moment), les possibilités d'usage de la force brute dans les protectorats étrangers étaient à couper le souffle :

> *En ce qui concerne le marché intérieur, l'expérience avait probablement enseigné [aux décideurs politiques] que de telles mesures [de recherche de rentes par la réglementation et l'échange inégal aux dépens des autres capitalistes] pouvaient rapidement atteindre leurs limites, en particulier quand le champ était déjà congestionné par les privilèges établis et les régulations monopolistiques. Il était peu probable qu'un marchand étende son marché au détriment d'un autre ; et le marché intérieur était de ce fait considéré comme présentant peu d'opportunités de gains supplémentaires au travers de nouvelles régulations. Mais dans les terres vierges au-delà des mers, avec des populations natives à spolier et à réduire en esclavage et avec des colons à enrégimenter économiquement, la situation semblait absolument différente et le potentiel de commerce forcé et de pillage a dû sembler d'une abondante richesse.*[348]

Dans leur dépendance à l'État pour imposer l'échange inégal, les capitalistes marchands agissaient dans la tradition de leurs ancêtres, les oligarques qui avaient pris le contrôle des guildes d'artisans et des villes à la fin du moyen-âge et s'étaient imposés comme intermédiaires obligatoires entre les artisans urbains et les paysans ruraux.

> *Ainsi que l'expliqua un auteur, c'était l'ancienne « politique de la ville élargie aux affaires de l'État ». C'était une politique de monopole similaire à celle-ci que précédemment les villes avaient appliquée dans leurs relations avec les campagnes les environnant, et que les marchands et marchands-industriels des compagnies privilégiées ont maintenue dans leurs relations aux travailleurs artisanaux.*[349]

L'Irlande a largement servi de terrain de répétition pour nombre des atrocités qui allaient devenir récurrentes à travers l'histoire du colonialisme. L'Irlande, pendant et après la conquête par Cromwell, a connu un taux de décès comparable au Kampuchéa Démocratique de Pol Pot ou au Timor Oriental d'après l'invasion de Suharto.

Les sociétés de colons en Australie et aux Amériques dépendaient de manière importante de l'esclavage, d'une manière ou d'une autre. Selon Wakefield, quand la terre bon marché était disponible dans les colonies, la seule façon pour les capitalistes d'obtenir du travail à un prix profitable était d'employer du travail forcé ou des esclaves. Cependant, ainsi que nous l'avons vu plus haut, Wakefield préférait une politique gouvernementale repoussant par les prix les travailleurs hors du marché des terres, et il considérait l'esclavage comme un expédient nécessaire quand le travail est rare comparativement à la terre.[350]

Ces mêmes principes furent appliqués lors de l'usage de la guerre terroriste totale pour

sécuriser le contrôle de l'Irlande et exproprier les natifs de leur terre, et l'usage à grande échelle du travail des esclaves a été lancé (au moins sur les terres contrôlées par les Britanniques) par Cromwell. L'une des plus anciennes sources d'esclaves a été le peuple irlandais vaincu, et les ennemis intérieurs du Protectorat. Être "barbadisé"[30] devint une nouvelle expression, faisant référence au trafic massif de condamnés politiques transportés sur cette île.

L'Amérique s'est construite sur le travail des esclaves. La plupart des gens sont plus ou moins au courant de l'importance de l'esclavage africain dans le Nouveau Monde. Ainsi que Joshua Gee l'écrit dès 1729, « Tout cet accroissement de nos trésors découle au premier chef du travail des nègres dans les plantations. »[351] Pour cette raison, et non pour en réduire l'importance ou la brutalité absolue, nous allons nous concentrer ici sur le travail forcé des condamnés et des serviteurs captifs, au sujet desquels beaucoup moins est généralement su. Compte-tenu de l'échelle de l'esclavage noir et du travail forcé des prisonniers juridiques et des domestiques captifs, il est probable que la majorité des Américains de 1776 descendaient de personnes amenées là enchaînées.

Abbot Smith, un spécialiste de l'histoire du travail forcé et captif, estime qu'entre la moitié et les deux tiers de l'immigration blanche vers les colonies d'Amérique du Nord appartenait à ces deux catégories.[352] Bien que les estimations sur les proportions de cette immigration varient, toutes sont élevées. Selon "L'Histoire des États-Unis" d'Edward Channing, 10000 membres de la sous-classe britannique ont été enlevés pour déportation en 1670. Un pamphlet de 1680 donne le même chiffre.[353] Dans la seule Virginie, Thomas Wertenbaker estime que 1500 à 2000 individus sont entrés dans la colonie de 1635 à 1705. Le travail captif était le fondement de la production de tabac tout au long du dix-septième siècle.[354]

À partir de la fin du dix-septième siècle, l'économie du tabac a progressivement évolué vers l'usage d'esclaves noirs, comme moyen de contrôle social. Les faibles distinctions entre travail noir et blanc, combinées avec le traitement brutal des uns comme des autres et leur proximité sur les plantations, ont créé une solidarité interraciale qui menaçait la noblesse des plantations. Cette menace s'est matérialisée de temps en temps sous la forme de révoltes – en particulier la Rébellion de Bacon, pendant laquelle des travailleurs blancs et noirs unis ont presque renversé le gouvernement colonial. En conséquence de quoi, le statut légal des esclaves noirs a été légalement formalisé dans les années 1670, et le "privilège de peau blanche" et l'idéologie raciste ont été utilisés comme moyen de diviser et régner. L'évolution vers le travail noir dans les plantations a réduit le risque de troubles sociaux. Même comme ça, les condamnés et domestiques captifs continuaient à représenter une part majeure de la force de travail blanche, et l'apport à grande échelle de criminels après 1718 menaçait de secouer la chancelante paix sociale à nouveau.[355]

De même au dix-huitième siècle, en mettant de côté les contrats volontaires, Arthur Ekirch estime qu'"environ 50000" condamnés ont été transportés depuis les îles britanniques[356]. Les travailleurs condamnés représentaient « rien de moins qu'un quart des émigrants britanniques vers l'Amérique coloniale[357] (...) ». Avant que quelqu'un n'objecte que cette servitude n'était involontaire que pour ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes, nous devons garder à l'esprit la nature de leurs infractions. Le déporté typique était un délinquant mineur, « un jeune travailleur mâle amené au crime par la nécessité économique (...) ». La majorité des crimes étaient des vols de propriété, par des membres des classes « les plus vulnérables à la

30 *NdT : " Barbadoesed", comprendre : envoyé à la Barbade.*

dislocation économique » – les descendants de ces mêmes "vagabonds robustes" jetés sur les routes par les premières expropriations à grande échelle de la paysannerie deux siècles plus tôt. Lors de difficultés économiques, une part estimée entre 20 et 45 % de la population anglaise « pourrait avoir manqué des moyens suffisants pour acheter du pain ou simplement se nourrir. » Même à des périodes comparativement plus fastes, la proportion ne tombait pas sous les 10 %[358]. Gregory King, le "premier grand statisticien de l'économie", a estimé que plus de la moitié de la population gagnait moins que ce qu'ils consommaient, et étaient soutenus par les *poor rates*[31].[359]

Il n'est pas inutile de garder à l'esprit que le système légal de cette époque était dans les mains des juridictions de paix, qui représentaient les intérêts de la noblesse contre l'écrasante majorité du peuple. Et une fois qu'un pauvre entrait dans le système légal, la culpabilité n'était en aucun cas une condition nécessaire à sa déportation. Les juges de paix faisaient usage de leur droit à la sentence de déportation même contre des personnes acquittées, s'ils ne pouvaient pas trouver "les garanties d'un bon comportement"[360].

Un autre groupe important sujet à la déportation sans jamais avoir commis de crime était les enfants. Sir Thomas Smythe et Sir Edwin Sandys de la Compagnie de Virginie, ont présenté une requête au Conseil de Londres en 1618 afin de remédier à la pénurie de travail dans leurs plantations américaines en autorisant le transport d'enfants "vagabonds". Selon les termes de la loi qui s'ensuivit, des enfants de huit ans ou plus pouvaient être capturés et déportés. Les garçons pouvaient être condamnés à seize ans de servitude, et les filles à quatorze. Les échevins de la ville avaient le pouvoir d'envoyer les forces de police emprisonner les enfants "flânant" dans les rues et de les envoyer à la prison-hôpital de Bridewell, dans l'attente d'être envoyés aux Amériques. En sus de ces "vagabonds", les enfants des indigents étaient aussi poussés à servir, sous la menace de couper les aides aux pauvres aux parents récalcitrants. Bien que la loi accorde ostensiblement de la terre à ceux qui avaient complété leur service, une réunion de 1625 dans la colonie de Virginie ne trouva quasiment aucun des déportés de 1619 et 1620 encore en vie.[361]

Les taux de décès étaient élevés pour les prisonniers comme pour les serviteurs sous contrat, pour les adultes comme pour les enfants. En commençant par le voyage transatlantique lui-même, pour lequel un taux de décès de 20 % était considéré comme acceptable, bien qu'il eût souvent été plus élevé. Le coût des travailleurs blancs était bien plus faible que celui des esclaves africains, du fait que le coût de leur capture était bien plus faible.[362]

Les serviteurs sous contrat allant au bout des termes de leur service et obtenant la terre garantie par la loi, s'il en était, étaient peu nombreux. Il en est de même pour eux que pour les enfants d'un paragraphe précédent, seule une minorité des serviteurs sous contrat ont réellement acquis la terre qui était garantie par les clauses de leur contrat. Dans le Maryland par exemple, sur 5000 serviteurs sous contrat entrés dans la colonie entre 1670 et 1680, moins de 1300 ont reçu leurs 50 acres. Plus de 1400 sont morts en service, et le reste a été escroqué[363]. Les maîtres détérioraient souvent délibérément les conditions de travail des travailleurs sous contrat à l'approche de la fin dudit contrat, de façon à les pousser à fuir et abandonner leur terre ou leur argent. De plus, les maîtres pouvaient prolonger les contrats de plusieurs années, pour des fautes relativement mineures. Parmi ces fautes, le fait de se marier sans la permission du maître, ou avoir des enfants hors mariage – même si ledit maître en était le père. Il va sans dire que les enfants nés dans ces conditions étaient soumis à la servitude, et

31 *NdT : les poor rates* étaient des taxes spéciales levées par les paroisses pour subvenir spécifiquement aux besoins des pauvres.

restaient jusqu'à leur majorité. La moitié des serviteurs sous contrat, dans l'ensemble des colonies, ne survivaient pas à la fin de leur service.[364]

L'un des services les plus lucratifs fournis par l'État aux manufacturiers britanniques était la suppression de la production concurrente dans les colonies.

> *Des mesures de coercition non seulement appliquées aux échanges coloniaux de façon à ce qu'ils servent d'abord les besoins du pays parent, mais également appliquées au contrôle de la production coloniale, devinrent une préoccupation essentielle de la politique de la fin du dix-septième siècle et de la première moitié du dix-huitième. (...) Des actions furent entreprises pour prohiber la production coloniale de marchandises qui entraient en concurrence avec les produits exportables de l'industrie anglaise, et pour interdire l'export d'une liste de produits coloniaux à d'autres marchés que l'Angleterre.*[365]

Bien qu'il ait eu tort de les décrire comme "une condition nécessaire et essentielle" à la révolution industrielle, Christopher Hill avait raison d'affirmer que « des marchés de monopole importants et stables » étaient un moyen important de promouvoir les intérêts industriels.[366]

La conquête de l'Inde, suivie par la destruction de l'industrie textile bengali (de la plus haute qualité mondiale à cette époque), avait dans une large mesure ce genre de motivation[367]. Bien que les manufacturiers bengalis n'eussent pas encore adopté les méthodes de production basées sur le moteur à vapeur, ils l'eussent probablement fait, si l'Inde était restée politiquement et économiquement indépendante. Au moment de la conquête, Chomsky l'explique,

> *L'Inde était comparable à l'Angleterre au niveau du développement industriel. Le conquérant s'industrialisait alors que l'industrie indienne était détruite par les réglementations et les interférences britanniques. (...) Si de telles mesures n'avaient pas été prises, selon Horace Wilson dans son Histoire des Indes Britanniques de 1826, « les moulins de Paisley et Manchester auraient été stoppés au moment même de leur envol, et auraient bien rarement pu être mis en mouvement, même par la puissance de la vapeur. Ils ont été créés par le sacrifice des manufactures indiennes. »*

Sous la férule britannique, le centre textile de Dacca a vu sa population réduite de 150000 à 30000[368]. Jawaharlal Nehru, dans son ouvrage de 1944 La Découverte de l'Inde, corrèle le niveau de pauvreté dans différentes régions de l'Inde et le temps que les Britanniques y ont passé. Le territoire jadis prospère du Bengale, le premier à être colonisé, est aujourd'hui occupé par le Bangladesh et la région de Calcutta[369].

Le vieux système mercantiliste ayant accompli sa mission, à partir de la moitié du dix-neuvième siècle, l'idéologie britannique officielle glissa vers le "libre-échange". L'idéologie du libre-échange a été adoptée par la classe capitaliste, historiquement, quand celle-ci a été en possession sécurisée des fruits du mercantilisme passé, et souhaité briser les élans des puissances commerciales concurrentes en position de prendre leur essor par les mêmes méthodes. Bien sûr le "libre-échange" réellement adopté par la Grande-Bretagne, comme nous le verrons dans le Chapitre 7, était bien plus proche du "libre-échange" néo-mercantiliste de Palmerston que du libre-échange réellement libéral des disciples de Richard Cobden. Et bien que les États-Unis, en successeur contemporain de la Grande-Bretagne, soient fort bruyants

dans leur défense du libre-échange, force est de constater que les structures industrielles des Américains, des Allemands, des Japonais, ont été créées par des politiques mercantilistes, avec des droits de douane massifs sur les biens industriels. Le "libre-échange" a été adopté par des puissances industrielles bien établies, qui ont utilisé le "laissez-faire" comme arme idéologique de façon à empêcher des rivaux potentiels de suivre la même voie vers l'industrialisation.

Bien que nous nous soyons concentrés dans cette section sur les premières vagues du colonialisme et leurs effets sur la période qui a mené au capitalisme industriel, le compte de l'esclavage, du vol et de la dévastation a été au moins aussi chargé à l'époque du "Nouveau Colonialisme" à la fin du dix-neuvième siècle. L'exploitation du Tiers Monde sous cette dernière forme de colonialisme a impliqué des transferts de richesses à grande échelle vers le monde développé et a eu pour conséquence d'importants super-profits.

Dans le Nouveau comme dans l'Ancien colonialisme, un élément central de la politique était « de dégager son chemin par la force, des modes de production et d'appropriation basés sur le travail indépendant du travailleur. » Selon David Korten,

> *Une des difficultés majeures auxquelles ont fait face les administrateurs coloniaux a été de forcer ceux qui vivaient de leurs propres terres et des espaces communs à abandonner leurs terres et leur travail pour le développement de la plantation, c'est-à-dire de les rendre dépendants à une économie monétaire de façon à ce que leurs ressources, leur travail et leur consommation puissent générer des profits pour les colonisateurs.*[370]

Ce fut accompli d'abord en « dépossédant les communautés indigènes de la plus grande partie de leurs territoires traditionnels » : revendication des terres non-cultivées ou communes, des forêts et des pâturages comme propriétés de l'administration coloniale, abrogation des droits d'accès traditionnels ; et ensuite par des impôts individuels, pour obliger les fermiers de subsistance à rentrer dans l'économie monétaire.

> *À travers les colonies, se répandit la pratique de déclarer toute terre "non-cultivée" propriété de l'administration coloniale. En un tournemain, les communautés se voyaient refuser un titre légal sur des terres qu'elles laissaient traditionnellement en jachère et sur les forêts, les pâturages et les cours d'eau dont elles dépendaient pour la chasse, la cueillette, la pêche et l'élevage.*
>
> *Là où, ce qui était fréquemment le cas, les autorités coloniales trouvaient que les terres qu'elles souhaitaient exploiter étaient déjà "cultivées", il était remédié au problème en restreignant les populations indigènes à des lopins de faible qualité, considérés comme non-convenables pour l'installation des Européens. Au Kenya, de telles "réserves" étaient structurées pour permettre aux Européens, qui représentaient moins d'1 % de la population, d'avoir plein accès aux plateaux riches d'un point de vue agricole et qui représentaient 20 % du pays. En Rhodésie du Sud, les colons blancs, qui constituaient juste 5 % de la population, sont devenus les nouveaux possesseurs des deux tiers du territoire. (...) Une fois sécurisés, les communaux appropriés par l'administration coloniale étaient typiquement loués dans une optique commerciale pour y établir des plantations, des mines ou des exploitations forestières, ou vendus à des colons blancs.*[371]

Ce dernier schéma a été appliqué même à des époques post-coloniales, quand les corporations agro-alimentaires se sont reposées sur les régimes autoritaires du Tiers Monde pour évincer les paysans de la terre nécessaire à des productions rentières à grande échelle.[372]

Au même moment, les autorités coloniales (en particulier en Afrique de l'Ouest sous administration française et britannique) a recouru au travail forcé pour résoudre le manque de bras. Cependant la taxation a, en dernier lieu, été préférée pour obtenir le même but de manière plus efficace. En Afrique et en Asie coloniales, les capitations ou les droits d'accise sur les produits de première nécessité ont été utilisées pour forcer les fermiers de subsistance à vendre leur travail dans le circuit de l'économie monétaire afin de les payer.[373]

Conclusion : "Le Monde Que Nous Avons Perdu" – Et Regagnerons

Le capitalisme n'a jamais été, en aucune manière, un "marché libre" évoluant naturellement ou paisiblement depuis la civilisation du haut Moyen Âge. Oppenheimer explique fort bien que le capitalisme, système d'exploitation de classe, est un successeur direct du féodalisme, et porte encore les cicatrices de sa naissance des cendres du féodalisme tardif.

Des médiévistes romantiques comme Chesterton et Belloc ont conté un processus au haut Moyen Âge par lequel le servage se serait graduellement dissipé, et les paysans se seraient transformés en propriétaires libres simplement en payant un cens nominal. Le système de classe féodal se serait désintégré et aurait été remplacé par un autre, bien plus libertaire et moins exploiteur. Immanuel Wallerstein avance que la conséquence probable aurait été « un système de producteurs relativement égaux, de petite échelle, aplatissant les aristocraties et décentralisant les structures politiques »[374].

Bien que de tels médiévistes aient sans aucun doute considérablement idéalisé ce monde, il était tout de même bien supérieur au monde des seizième et dix-septième siècles. Kropotkine décrit, dans des termes qui évoquent William Morris, la riche vie du haut Moyen Age, « avec son affirmation virile de l'individu, et qui a réussi à créer une société au travers de la fédération libre des hommes, des villages et des villes.[375] » « Dans ces villes, protégées par les libertés qu'elles avaient conquises, inspirées par l'esprit de l'alliance libre et de l'initiative libre, une nouvelle civilisation a crû et fleuri d'une manière sans équivalent à ce jour.[376] » Les villes libres étaient virtuellement indépendantes ; bien que la couronne ait "garanti" leurs chartes en théorie, en réalité les chartes étaient typiquement présentées au roi et à l'évêque du diocèse comme un *fait accompli*[32], quand « les habitants d'un bourg particulier se sentaient suffisamment protégés par ses murs »[377].

Les conditions techniques préalables à la révolution industrielle avaient été anticipées par les artisans compétents dans les communes urbaines, les savants dans les universités, et les chercheurs dans les monastères[378] ; mais l'atmosphère de barbarisme suivant le triomphe de l'État centralisé a fait reculer le progrès technique de plusieurs siècles. Le dix-neuvième siècle a été, d'une certaine manière, une "renaissance" technique et industrielle, construite sur les acquis du haut Moyen Âge après une pause prolongée ; mais du fait des siècles d'état de guerre qui se sont écoulés, la révolution industrielle a été introduite dans une société basée sur l'exploitation brutale et le privilège, plutôt que de fleurir dans une société où elle pourrait avoir bénéficié à tous.

Selon G.K. Chesterton, la Renaissance telle qu'elle s'est déroulée n'a été que le fantôme

32 *NdT : en français dans le texte*

anémique de ce qu'elle aurait dû être, si elle s'était déroulée sous une démocratie de guildes et de paysans propriétaires. Si Wat Tyler et John Ball[33] avaient réussi, spécule Chesterton,

> *notre pays aurait probablement eu une histoire aussi heureuse qu'il est possible à la nature humaine. La Renaissance, quand elle serait arrivée, aurait pu arriver comme éducation populaire et non comme culture de clubs privés snobinards. Le Nouveau Savoir aurait pu être aussi démocratisé que le vieux savoir dans les vieux jours des Paris et Oxford médiévales. L'art exquis de Cellini aurait pu n'être que le niveau le plus élevé de l'artisanat d'une guilde. Les drames shakespeariens auraient pu être joués par des travailleurs sur des scènes faites de planches posées dans la rue comme Punch et Judy, les plus fines réalisations des pièces-miracles étant jouées par une guilde.*[379]

Les vraies avancées, le vrai humanisme et le progrès du haut Moyen Âge a été négligé, et la barbarie et la régression de l'ère de l'État absolu déguisé en renaissance de la civilisation. En bref, l'histoire n'a pas seulement été réécrite, elle marche sur la tête, telle qu'elle est présentée par les vainqueurs.

> *Combien de mensonges ont été accumulés par les historiens étatistes, au bénéfice de l'État, durant cette période !*
>
> *En fait n'avons-nous pas appris à l'école par exemple que l'État a rendu le grand service de créer, à partir des ruines de la société féodale, les syndicats nationaux qui avaient précédemment été rendus impossibles par les rivalités entre cités ? (…) Et pourtant nous apprenons maintenant que, en dépit de toutes les rivalités, les villes médiévales avaient déjà œuvré pendant quatre siècles à la constitution de ces syndicats, à travers le principe fédératif et le libre consentement, et qu'ils avaient réussi.*[380]

Vers 1650, le mouvement égalitaire remarqué par Wallerstein s'était inversé. Entre temps, ce qu'il appelle le "système-monde capitaliste" avait été établi en réponse à la crise du féodalisme et à la hausse des salaires.

> *La crise socio-économique affaiblit la noblesse de telle façon que les paysans ont massivement augmenté leur part du surplus entre 1250 et 1450 ou 1500. (…) C'est l'augmentation du standard de vie des couches basses de la société et la relative égalisation des revenus (…) qui pour les couches hautes représentait la vraie crise. (…)*
>
> *Il n'y avait aucun moyen d'en sortir sans un changement social drastique. Le moyen (…) était la création d'un système-monde capitaliste, une nouvelle forme d'appropriation du surplus. Le remplacement du mode féodal par le mode capitaliste était ce qui constituait la réaction seigneuriale ; c'était un grand effort sociopolitique de la part de la classe dirigeante cherchant à conserver ses privilèges collectifs, ils devaient accepter une réorganisation fondamentale de l'économie. (…) Il y aurait quelques familles, c'était clair, qui perdraient à ce changement ; mais beaucoup n'y perdraient pas. De plus, et c'est le plus important, le principe de stratification n'était pas seulement préservé ; il était renforcé.*

33 *NdT : Wat Tyler, ancien soldat et paysan et John Ball, prédicateur de « l'égalité entre les hommes », figures de proue de la Révolte des Paysans, grande révolte fiscale de la fin du Moyen Âge en Angleterre.*

> *La découverte de comment le niveau de vie des couches basses de la société européenne s'est effondré entre 1500 et 1800 (…) ne démontre-t-elle pas à quel point cette stratégie de transformation économique, si elle doit être appelée comme ça, fut un succès ?*[381]

Sur ce dernier point, selon Maurice Dobb, la stratégie fut effectivement un succès. Pendant les deux siècles avant la dynastie Tudor, les salaires avaient doublé en quantité de farine. Après 1500, ils ont chuté plus qu'assez pour inverser ce gain. Une part de cette chute des salaires réels était la conséquence de la révolution des prix des années 1500, qui revenait à un programme d'investissement forcé : « Dans la mesure où les salaires en argent ne croissaient plus alors que les prix des marchandises augmentaient, tous les employeurs et possesseurs de capital étaient anormalement enrichis aux dépens du niveau de vie de la classe laborieuse.[382] »

Il y a eu, ainsi que Wallerstein l'écrit, « un raisonnablement haut niveau de continuité entre les familles qui avaient été dans les couches hautes » de 1450 à 1650. Le Capitalisme, loin d'être "l'éjection d'une aristocratie arriérée par une bourgeoisie progressiste", « a été créé par une aristocratie terrienne qui s'est transformée en bourgeoisie parce que le vieux système se désintégrait.[383] » Dans le Système-Monde Moderne, il décrit le processus d'un embourgeoisement de la noblesse[384] – en particulier en Angleterre, où « l'aristocratie pour survivre dut apprendre les manières et partiellement fusionner avec la bourgeoisie. »

Ainsi que Wallerstein le suggère ci-dessus, quelques familles de la vieille aristocratie terrienne y ont perdu ; les éléments adaptables qui ont survécu ont absorbé une grande quantité d'éléments de la bourgeoisie dans leurs rangs. La nouvelle classe agricole a émergé au quinzième siècle en conséquence de l'échec de l'aristocratie terrienne à devenir une caste, et de l'échec de la petite noblesse à elle-même devenir un niveau de noblesse inférieur. Dans cette nouvelle classe, la vieille distinction entre aristocratie et petite noblesse perdait de sa signification. Wallerstein cite Perez Zagorin sur la tendance des hommes « en position de déployer un capital dans l'agriculture, le commerce et l'industrie » à acquérir « le contrôle de la vie sociale ». Cette classe combinée, qui incluait aussi les vieux marchands oligarques assez malins pour investir dans les méthodes de production modernes, s'est enrichie aux dépens d'une paysannerie qui se prolétarisait.[385]

L'analyse de Christopher Hill sur la transformation de la classe des propriétaires fonciers rejoint dans une large mesure celle de Wallerstein. Les grands propriétaires qui ont prospéré dans la nouvelle économie sont ceux qui se sont adaptés à « la nouvelle société, dans laquelle l'argent était roi ». Ils trouvaient moins d'intérêt aux affaires de cour, aux dépenses fastueuses et à l'hospitalité, tournant leur attention vers la gestion de patrimoine, la perception de loyers élevés, la location de droits de minage, etc. À partir du dix-septième siècle, les éléments de la vieille aristocratie terrienne qui n'avaient pas été capables d'effectuer cette transition avaient largement disparu. L'aristocratie survivante se composait presque totalement de ceux « capables de tirer avantage de la révolution technique et intellectuelle dans la gestion de patrimoine.[386] »

La Première Révolution Anglaise, telle que Wallerstein l'analyse, s'est déroulée entre l'ancienne et la nouvelle classe de propriétaires terriens. L'ancienne, la classe de rentiers décadents qui avaient infesté la cour royale, a perdu ; la nouvelle s'imposa, en tant qu'oligarchie Whig, et obtint la suprématie politique en 1689[387]. Bien que la Guerre Civile eût été suivie d'une résurgence des intérêts terriens, ces intérêts étaient ceux de la nouvelle classe capitaliste

agricole : ces éléments de la vieille aristocratie terrienne qui avaient adopté les méthodes capitalistes de production agricole et appris à prospérer dans une économie capitaliste, accompagnés de marchands-capitalistes, de yeomen[34], et de la petite noblesse disposant d'assez de capital pour investir dans la révolution capitaliste. Wallerstein met en relief le contraste avec la France, où la vieille aristocratie courtisane a conservé sa suprématie[388]. Arno Mayer fait en partie écho à ces points[389], soutenant l'idée d'une continuité entre l'aristocratie terrienne et la classe dirigeante capitaliste.

Certains apologistes du capitalisme tentent de minimiser la continuité entre les classes dirigeantes terrienne et industrielle, et insistent sur les origines plébéiennes des capitalistes industriels du dix-neuvième siècle. Par exemple :

> *Les industriels du début étaient pour la plupart des hommes qui venaient des mêmes couches sociales que leurs ouvriers. Ils vivaient très modestement, ne dépensaient qu'une partie de leurs gains pour leur ménage et plaçaient le reste dans l'affaire. Mais quand les entrepreneurs devinrent riches, les fils des hommes d'affaires heureux commencèrent à pénétrer dans les milieux de la classe dirigeante.*[390]

Ainsi que Maurice Dobb le montre, cependant, bien que beaucoup de l'entrepreneuriat de la révolution industrielle eût en fait été assumé par « des hommes nouveaux (…), sans privilèges ou statut social », ils dépendaient cependant massivement de vieil argent pour leur capital à investir. Bien que les nouvelles industries eussent été, dans une certaine mesure, construites par des hommes des humbles rangs des maîtres-artisans et des fermiers yeomen aux modestes économies, le gros du capital par lequel l'industrie a été financée est venu de « maisons de marchands et de centres mercantilistes comme Liverpool ». Ces modestes arrivistes n'ont été capables de faire de l'argent à partir de leur propre petite épargne que grâce aux faveurs et au patronage de la vieille classe dirigeante. « L'antagonisme entre la vieille classe capitaliste et les *nouveaux riches* de l'industrie n'a jamais été très profond.[391] »

Le capital disponible à l'investissement pour la révolution industrielle était le butin accumulé des siècles de vol par la classe dirigeante qui ont précédé. Il a été accumulé par les oligarchies marchandes capitalistes du Moyen Âge tardif, qui ont pris le dessus sur les guildes démocratiques et ont volé à la fois les artisans urbains et les paysans ruraux à travers l'échange inégal. Il a été accumulé par les mercantilistes, qui appliquaient une politique similaire d'échange inégal à une échelle mondiale. Il a été accumulé par la classe dirigeante terrienne des fermiers capitalistes qui ont exproprié la paysannerie et sont devenus l'oligarchie Whig. C'est par cette vieille élite de l'argent que les nouveaux hommes de l'argent du dix-neuvième siècle ont été cooptés.

Quelles que soient leurs origines de classe, les capitalistes industriels du dix-neuvième siècle ont massivement bénéficié de la coercition passée des oligarchies terrienne et mercantiliste. Les termes injustes selon lesquels les classes travailleuses britanniques ont vendu leur travail ont été imposés par l'expropriation de leur terre et par les mesures autoritaires de contrôle social comme les lois sur l'occupation et sur les coalitions. Et les termes favorables selon lesquels l'industrie textile britannique a vendu sa production ont eux été rendus possibles par le rôle de la force armée britannique dans la création du "marché mondial" et la suppression de la concurrence étrangère.

---

34 *NdT : fermiers-propriétaires indépendants.*

On pourrait rétorquer que les capitalistes industriels étaient les bénéficiaires passifs de ces politiques, et n'ont joué aucun rôle dans leur mise en place : par exemple Mises, qui les décrit comme ayant apporté le « salut » à ceux réduits à la misère par le mouvement des enclosures, un héritage dans lequel ils étaient innocents de toute complicité[392]. On pourrait rétorquer que les capitalistes industriels auraient préféré opérer dans un environnement où les travailleurs auraient eu accès aux moyens de production et de subsistance, auraient pu prendre un poste ou le quitter, et auraient de ce fait pu négocier plus durement sur le marché salarial. On pourrait rétorquer qu'ils auraient préféré vendre leur production face à une concurrence vigoureuse des industries indienne ou égyptienne. On pourrait avancer de tels arguments, aucun doute, et trouver de pleines brouettes de naïf pour les trouver crédibles.

Le Capitalisme n'a jamais été établi sur les bases du libre-maché. Il a toujours été établi par une révolution venue du dessus, imposée par une classe dirigeante trouvant ses origines dans l'Ancien Régime – ou, comme Christopher Hill ou Immanuel Wallerstein pourraient le dire, par une classe dirigeante pré-capitaliste transformée d'une manière capitaliste. En Angleterre, ce fut l'aristocratie terrienne ; en France, la bureaucratie de Napoléon III ; en Allemagne, les Junkers ; au Japon, les Meiji. En Amérique, ce qui ressemble le plus à une évolution et industrialisation bourgeoises "naturelles" a été porté par l'aristocratie mercantiliste des magnats et rentiers Fédéralistes.[393]

Le processus par lequel la civilisation du haut Moyen Âge de paysans-propriétaires, de guildes d'artisans et de villes libres a été balayée a été décrite avec éclat par Kropotkine[394]. Avant l'invention de la poudre à canon, les villes libres repoussaient plus souvent les armées royales qu'elles les laissaient entrer, et avaient gagné leur indépendance des impôts féodaux. Et ces cités faisaient souvent cause commune avec les paysans dans leurs combats pour contrôler la terre. L'État absolutiste, et la révolution capitaliste qu'il a imposée, sont devenus possibles seulement quand l'artillerie est devenue capable de briser les villes fortifiées avec efficacité et quand le roi a pu faire la guerre contre ses propres sujets[395]. Dans les cendres de cette conquête intérieure, l'Europe de William Morris restait, dévastée, dépeuplée et misérable.

> *Au cours du seizième siècle, les barbares modernes étaient sur le point de détruire totalement la civilisation des cités du Moyen Âge. Ces barbares n'ont pas réussi à l'annihiler, mais ont au moins retardé son progrès pendant deux ou trois siècles. Ils l'ont renvoyée dans une direction différente, dans laquelle l'humanité lutte aujourd'hui sans savoir comment s'en échapper.*
>
> *Ils ont assujetti l'individu. Ils l'ont privé de ses libertés, ils attendaient de lui qu'il oublie ses unions basées sur l'accord libre et l'initiative libre. Leur but était d'élever l'ensemble de la société à une soumission commune à un seul maître. Ils ont détruit tous les liens entre les hommes, déclarant que l'État et l'Église, seuls, étaient habilités à créer des unions entre leurs sujets ; que l'Église et l'État, seuls, avaient pour tâche de surveiller les intérêts industriels, commerciaux, juridiques, artistiques, émotionnels, pour lesquels les hommes du douzième siècle étaient habitués à s'unir directement.*[396]
>
> *Le rôle de l'État naissant aux seizième et dix-septième siècles en ce qui concerne les centres urbains était de détruire l'indépendance des cités ; de piller les riches guildes de marchands et d'artisans ; de concentrer entre ses seules mains le commerce extérieur des cités et de le ruiner ; de mettre la*

> *main sur l'administration interne des guildes et d'assujettir le commerce intérieur ainsi que toutes les manufactures, jusque dans le moindre détail au contrôle d'une poignée d'officiels – et de cette manière de tuer l'industrie et les arts ; en prenant le contrôle des milices locales et de toute l'administration municipale, en brisant les faibles dans l'intérêt des forts par la taxation, et en ruinant les pays par des guerres répétées.*
>
> *Évidemment, la même tactique a été appliquée aux villages et aux paysans. Une fois que l'État s'est senti assez fort, c'est avec hâte qu'il a détruit les communes de villages, ruina les paysans pris entre ses griffes, et pilla les communaux.*[397]

Bien sûr, les communes urbaines ont aussi été subverties de l'intérieur. Avec le concours de l'émergence de monarques absolus, les guildes et les villes ont vu leur contrôle graduellement pris par des oligarchies de marchands capitalistes et de marchands en gros, et transformées, d'associations démocratiques de maîtres-artisans, en « corporations de riches marchands, qui cherchaient à monopoliser l'échange en gros » entre les artisans des villes et les paysans. Ces marchands capitalistes sont parvenus à contrôler les gouvernements des villes, ainsi que les guildes. La gouvernance démocratique des communes urbaines a été remplacée par une oligarchie, dont l'accès était de plus en plus restreint et les offices publics formellement interdits à tous sauf aux riches résidents des bourgs. Ces oligarques sont devenus riches grâce à l'échange inégal, tirant leurs profits aux dépens à la fois des travailleurs des villes et des paysans qui achetaient leurs biens ; les artisans étaient interdits par la loi d'échanger directement leurs biens hors des murs de la ville.[398]

La conséquence de ce processus, à la fois de subversion interne et d'attaque externe, a été que l'Europe a été spoliée comme un territoire conquis, et les peuples qui y vivaient ont été traités comme un ennemi occupé. Le contraste entre l'Europe d'avant et d'après la spoliation ne pourrait pas avoir été plus grand :

Au seizième siècle, l'Europe était couverte de riches cités, dont les artisans, les maçons, les tisserands et les graveurs produisaient de merveilleuses œuvres d'art ; leurs universités établissaient les fondations de la science empirique moderne, leurs caravanes couvraient les continents, leurs vaisseaux écumaient les mers et les rivières.

Qu'en restait-il deux siècles plus tard ? Des villes de 50000 à 100000 et qui (comme dans le cas de Florence) avaient une plus grande proportion d'écoles et de lits dans les hôpitaux communaux par rapport à leur population que les villes modernes les mieux pourvues, sont devenues des pourrissoirs. Leur population avait été décimée ou déportée, l'État et l'Église avaient pris leur richesse. L'industrie mourait doucement sous le rigoureux contrôle des employés de l'État ; le commerce était mort. Même les routes qui jusque-là avaient relié ces villes étaient devenues impraticables au dix-septième siècle.[399]

Peter Tosh a écrit une chanson qu'il a appelée « Four Hundrer Years »[35]. Bien que la classe travailleuse blanche n'ait rien souffert de comparable à la brutalité de l'esclavage des Noirs, il y a bien eu un "quatre cents ans" d'oppression pour chacun de nous sous le système du capitalisme d'État établi pendant les seizième et dix-septième siècles. Depuis la naissance des premiers États modernes il y a six cents ans, la coercition politique a toujours permis à une classe dirigeante ou une autre de vivre du travail d'autrui. Mais depuis le début de la période

35 *NdT : « Quatre Cents Ans »*

moderne, ce système de pouvoir est devenu de plus en plus conscient de lui-même, unifié, et global par ses dimensions. Le système actuel de capitalisme transnational, sans opposition depuis l'effondrement du système de classes bureaucratique soviétique, est une extension directe de cette confiscation du pouvoir, de cette révolution par en haut, il y a "quatre cents ans". Orwell était en dessous de la réalité. Le passé aussi est « une botte piétinant un visage humain[36] ». Que le futur soit plus encore du même traitement dépend de ce que nous allons faire maintenant.

Appendice : Sur la Nécessité de l'Accumulation Primitive

Une des erreurs centrales du marxisme (au moins du marxisme vulgaire) a été de traiter l'évolution des formes sociales et politiques particulières comme des excroissances naturelles d'un mode de production donné.

> *Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique.*[400]

Pour les marxistes, une forme de société "meilleure" ne peut émerger que quand les formes productives sous une forme existante de société ont atteint leur niveau de développement ultime sous cette société. Tenter de créer une société libre et sans exploitation avant que ces conditions préalables concernant la production n'aient été atteintes serait de la folie.[401]

Selon Marx, les classes laborieuses seraient capables, par elles-mêmes, d'atteindre seulement une "conscience petite-bourgeoise" (pour paraphraser Lénine). Il cite, avec une approbation apparente, la phrase paternaliste et élitiste d'Owen :

> *Sans larges capitaux, de grands établissements n'auraient pas été fondés ; les hommes ne pourraient avoir été entraînés à concevoir la PRATICABILITÉ DE NOUVELLES COMBINAISONS, PERMETTANT DE SÉCURISER UN CARACTÈRE SUPÉRIEUR À TOUS et la production de plus de richesses annuelles que tous pourraient en concevoir.*[402]

En d'autres termes, les travailleurs sont trop enfermés dans leurs atavismes pour percevoir les avantages de la coopération et des coalitions, ou pour unir leurs ressources pour produire à grande échelle, sans la vision à long terme des capitalistes leur tapant sur le crâne pour les forcer à rentrer dans le rang des forces productives. En citant le paternaliste Owen avec tous les signes de l'approbation, Marx impliquait que la révolution industrielle aurait été impossible sans que les producteurs soient volés de leur propriété sur leurs moyens de production et amenés comme des bêtes dans les usines.

---

36 *NdT : « Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain… éternellement. », George Orwell, 1984, Partie 3, Chapitre 3*

Ce qui fait écho à son affirmation plus ancienne, dans Misère de la Philosophie, selon laquelle le développement des forces de production aurait été impossible sans antagonisme de classe.

> *Au moment même où la civilisation commence, la production commence à se fonder sur l'antagonisme des ordres, des états, des classes, enfin sur l'antagonisme du travail accumulé et du travail immédiat. Pas d'antagonisme, pas de progrès. Jusqu'à présent les forces productives se sont développées grâce à ce régime de l'antagonisme des classes.*[403]

> *En posant une pareille question [Proudhon demande pourquoi la classe des travailleurs anglais n'a pas touché les bénéfices d'une productivité multipliée par 27], on supposerait naturellement que les Anglais auraient pu produire ces richesses sans que les conditions historiques dans lesquelles elles ont été produites, telles que : accumulation privée des capitaux, division moderne du travail, atelier automatique, concurrence anarchique, salariat, enfin tout ce qui est basé sur l'antagonisme des classes, eussent existé. Or, pour le développement des forces productives et de l'excédent de travail, c'étaient précisément là les conditions d'existence. Donc il a fallu pour obtenir ce développement des forces productives et cet excédent de travail, qu'il y eût des classes qui profitent et d'autres qui dépérissent.*[404]

La liberté était impossible jusqu'à ce que l'esclavage ait créé les conditions matérielles qui lui sont nécessaires. En effet, et Engels le développe verbeusement, louant les apports "progressistes" de l'esclavage et les formes successives de l'exploitation de classe comme les conditions nécessaires du socialisme (d'une manière rappelant les théologiens chrétiens louant l'heureux péché d'Adam, pour avoir rendu possible l'état béatifique d'une humanité repentie[37]).

> *Ce fut seulement l'esclavage qui rendit possible sur une assez grande échelle la division du travail entre agriculture et industrie et par suite, l'apogée du monde antique, l'hellénisme. Sans esclavage, pas d'État grec, pas d'art et de science grecs; sans esclavage, pas d'Empire romain. Or, sans la base de l'hellénisme et de l'Empire romain, pas non plus d'Europe moderne. Nous ne devrions jamais oublier que toute notre évolution économique, politique et intellectuelle a pour condition préalable une situation dans laquelle l'esclavage était tout aussi nécessaire que généralement admis. Dans ce sens, nous avons le droit de dire : sans esclavage antique, pas de socialisme moderne.*[405]

Que les propres formes d'auto-organisation des classes travailleuses n'auraient jamais pu être la base d'une industrialisation va sans dire :

> *Verreries, papeteries, usines sidérurgiques, etc., ne peuvent pas être organisées selon les principes de la guilde. Ils exigent une production de masse ; la vente dans un marché global ; la richesse monétaire de l'entrepreneur. (…) Sous les règles anciennes de la propriété et des rapports de production, ces conditions n'auraient jamais pu être réunies.*[406]

Donc la production industrielle, par définition, est quelque chose qui ne peut pas être librement organisé par les producteurs. L'enfer sur terre est historiquement nécessaire.

---

37 *NdT : ou les Grecs anciens louant Pandore pour leur avoir donné l'occasion de s'améliorer.*

Une simple économie d'échange, dans laquelle le travail possède ses moyens de production, n'aurait pas été capable, de ses propres ailes, de décoller au-delà d'une petite industrie.

> *Ce régime industriel de petits producteurs indépendants, travaillant à leur compte, présuppose le morcellement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production. Comme il en exclut la concentration, il exclut aussi la coopération sur une grande échelle, la subdivision de la besogne dans l'atelier et aux champs, le machinisme, la domination savante de l'homme sur la nature, le libre développement des puissances sociales du travail, le concert et l'unité dans les fins, les moyens et les efforts de l'activité collective. Il n'est compatible qu'avec un état de la production et de la société étroitement borné. L'éterniser, ce serait, comme le dit pertinemment Pecqueur, « décréter la médiocrité en tout ».*[407]

La question évidente qui vient à l'esprit est : « Pourquoi ? » Pourquoi une guilde d'artisans ne pourrait-elle pas fonctionner comme un moyen de mobiliser du capital pour de la production à grande échelle, de la même manière qu'une corporation ? Pourquoi les paysans d'un village ne pourraient-ils pas coopérer pour acheter et utiliser un équipement agricole mécanique ? Peut-être parce que, en l'absence d'une classe dirigeante "progressistes", ils seraient incapable de raisonner correctement. Ou peut-être juste parce que.

La position anarchiste, inversement, est que l'exploitation et la domination d'une classe ne sont jamais inévitables ; elles dépendent de l'intervention de l'État, qui n'est pas du tout nécessaire. Absolument n'importe quelles relations sociales et économiques sont compatibles avec n'importe quel niveau technologique ; le progrès technique peut être obtenu et les nouvelles technologies peuvent être intégrées dans n'importe quelle société, à travers le travail libre et la coopération volontaire. De même, n'importe quelle technologie peut être amenée à des applications libertaires comme autoritaires, selon la nature de la société dans laquelle elle est intégrée.

Toutes les conditions préalables nécessaires à l'existence des moteurs à vapeur ont été réunies par les artisans les plus compétents du haut Moyen Âge. Comme Kropotkine l'explique,

> *Les grandes découvertes du XVe siècle, particulièrement celle de la pression atmosphérique, ainsi qu'une série d'autres découvertes en physique et, en astronomie, furent faites sous le régime de la cité, du Moyen Âge. Mais une fois ces découvertes faites, l'invention du moteur à vapeur et toute la révolution qu'impliquait la conquête de cette nouvelle force motrice devaient suivre nécessairement. Si les cités du moyen-âge avaient assez duré pour mener leurs découvertes jusqu'à ce point, les conséquences éthiques de la révolution effectuée par la vapeur auraient pu être différentes ; mais la même révolution dans l'industrie et dans les sciences aurait eu lieu inévitablement. On peut même se demander si la décadence générale des industries qui suivit la ruine des cités libres et qui fut si frappante dans la première partie du XVIIIe siècle ne retarda pas considérablement l'apparition de la machine à vapeur, ainsi que la révolution industrielle qui en fut la conséquence. Lorsque nous considérons la rapidité étonnante du progrès industriel du XIIe au XVe siècle dans le tissage des étoffes, le travail des métaux, l'architecture et la navigation et que nous songeons aux découvertes scientifiques auxquelles*

> *mena ce progrès industriel à la fin du XVe siècle, nous sommes amenés à nous demander si l'humanité ne fut pas retardée dans la possession de tous les avantages de ces conquêtes par la dépression générale des arts et des industries en Europe qui suivit la décadence des cités médiévales.*[408]

Si l'expropriation de la paysannerie et l'écrasement des villes libres n'avait pas eu lieu, une révolution industrielle rendue possible par la puissance de la vapeur aurait eu lieu – mais la source principale du capital nécessaire à l'industrialisation aurait été entre les mains de guildes d'artisans au fonctionnement démocratique. Le système du marché se serait développé sur la base de la propriété au producteur sur ses moyens de production. Si les élites mésopotamiennes et égyptiennes n'avaient pas compris il y a six mille ans que la paysannerie produisait un surplus et pouvait être traite comme du bétail, des individus libres auraient continué à échanger les fruits de leur travail et à élaborer des moyens sur la base de la coopération volontaires, de rendre leur travail plus facile et plus productif. Le parasitisme n'est pas nécessaire au progrès.

Quoi qu'il en soit l'accumulation primitive n'a pas aidé la cause du progrès industriel autant qu'elle l'a entravé. Plutôt que de prolonger la cause d'une innovation qui, sans elle, n'aurait pas eu lieu, il est plus raisonnable de dire que l'accumulation primitive a créé une situation dans laquelle la classe travailleuse ne pouvait plus être motivée que par la contrainte. Compte-tenu de la séparation entre le travail et le capital, le seul moyen d'industrialiser et d'aller vers une production à grande échelle était d'appauvrir le travail jusqu'à ce que sa seule alternative soit entre accepter un travail proposé, quels qu'en soient les termes, et la famine. En aucun cas ça n'implique que l'industrialisation n'aurait pu advenir seulement que dans ces circonstances – seulement que le système des salaires, une fois créé, était limité aux possibilités imposées par sa propre logique interne.

La séparation entre le travail et le capital, de même que nombre d'aspects du capitalisme d'État, a mené à l'irrationalité. Les travailleurs étaient privés de leur motivation intrinsèque à améliorer l'efficience et la productivité de leurs propres méthodes, motivation qui serait demeurée dans une économie où la production aurait été possédée et organisée par les travailleurs. Les désutilités et bénéfices du travail n'étant pas pleinement internalisés par le travailleur, les possesseurs du capital ne pouvaient pas trouver une force de travail suffisante désirant travailler.

En fait, la classe dirigeante n'a pas simplement imposé par en haut une révolution qui ne pourrait pas être arrivée autrement. Plutôt, elle a préempté toutes les possibilités alternatives d'une industrialisation par en bas. Si la seule source de capital à investir pour des machines de production venait d'en haut, c'est parce que les intérêts mercantilistes contrôlant les guildes et les villes ont rendu impossible pour la classe travailleuse d'obtenir les mêmes résultats par des associations horizontales, mobilisant et accumulant leur propre crédit. Comme nous l'avons vu plus haut, le gros du capital investi utilisé pendant la révolution industrielle est venu de marchands capitalistes, qui l'avaient extorqué aux producteurs directs par le vol. Dans une telle situation à somme nulle, les classes travailleuses avaient nécessairement moins de réserves à leur disposition. En même temps, les propriétés démocratiques des guildes étaient activement supprimées, et rendues impotentes à permettre aux artisans la mobilisation de leur propre capital par en bas.

C'est dans ce contexte que nous devrions considérer les longs passages de Grundrisse sur le

rôle de l'usure et du capital marchand dans la préparation du terrain pour le capitalisme. Les oligarchies marchandes, avec l'aide de l'État, ont pu préempter, évincer ou supprimer l'auto-organisation du crédit et interdire l'échange direct entre producteurs et consommateurs, tout en amassant des quantités importantes de capital marchand grâce à un monopole imposé par l'État. C'est seulement grâce à cet héritage que le capital marchand a pu prendre le contrôle de la fourniture de matières premières pour le travail des artisans, contrôler la vente en gros de leurs productions, et donc organiser la production sous un système de sous-traitance.

Chapitre 5 : L'État et le Capitalisme à l'ère du "Laissez-Faire"

Le dix-neuvième siècle est habituellement qualifié, à la fois par les libéraux paternalistes et par les sociaux-démocrates, et par les sortes de "libertariens" vulgaires engagés essentiellement dans l'apologétique pro-corporatiste, comme une époque de "laissez-faire". Mais l'usage d'un tel terme en référence à cette époque est un profond travestissement. Nous avons déjà vu, dans notre précédent chapitre sur l'accumulation primitive, comment le capitalisme du XIXe siècle reflétait la violente reconstruction de la société en cours, par une révolution étatiste venue d'en haut. De plus, c'est ce dix-neuvième siècle de soi-disant "laissez-faire" que Benjamin Tucker évoquait, quand il a identifié les quatre grandes formes de privilège légal sur lesquelles le capitalisme, défini comme un système d'exploitation étatiste, se reposait. Nous examinerons dans ce chapitre ces quatre privilèges, centraux dans la structure du capitalisme de "laissez-faire". De plus, nous examinerons une cinquième forme d'intervention étatique largement ignorée par Tucker, alors même qu'elle a eu une influence considérable sur le développement du capitalisme tout au long du XIXe siècle : les subventions aux transports.

Les socialistes d'État autant que les valets des intérêts corporatistes, pour des raisons quasiment identiques, ont un intérêt commun à maintenir le mythe du laissez-faire au XIXe siècle. Les avocats de l'État-providence régulateur doivent prétendre que les injustices de l'économie capitaliste résultent d'un marché non-régulé, plutôt que de l'intervention de l'État sur le marché ; sans quoi ils ne pourraient justifier de leur propre pouvoir, présenté comme un remède. Les apologistes du *big business*, à l'opposé, doivent présenter l'État-providence régulateur comme quelque chose qui leur a été imposé par des idéologues anti-affaires, plutôt que comme quelque chose qu'eux-mêmes auraient joué un rôle central à créer ; sans quoi leurs pires craintes pourraient se réaliser, et l'État interventionniste pourrait réellement être élagué. "Laissez-faire" est, par conséquent, exactement ce qu'Albert Jay Nock en a dit : un « terme d'imposteur »[409].

> *Les horreurs de la vie industrielle dans l'Angleterre du siècle dernier offrent un rappel éternel aux intoxiqués de l'intervention positive. Travail des enfants et des femmes dans les moulins et les mines ; Coketown et Mr Bounderby ; salaires de misère ; horaires mortels ; conditions de travail ignobles et dangereuses ; bateaux-cercueils tenus par des scélérats – toutes ces choses sont associées avec désinvolture par les réformateurs et leurs communicants à un régime d'individualisme farouche, de concurrence effrénée et de laissez-faire. C'est une absurdité, car un tel régime n'a jamais existé en Angleterre. Elles étaient la conséquence de l'intervention primitive de l'État au moment où la population d'Angleterre a été expropriée de la terre ; la conséquence également du retrait de la terre par l'État de la concurrence contre l'industrie pour attirer les travailleurs. (…) L'économie d'Adam Smith n'est pas une économie de l'égoïsme ; c'est une économie de propriétaires de terres et de propriétaires de moulins.*[410]

A. Les Quatre Grands de Tucker : le Monopole de la Terre

Tucker a classé, parmi les quatre formes de monopoles, l'application par l'État de « titres de propriété sur la terre ne reposant pas sur une occupation ou une culture personnelle »[411]. Une

grande partie du matériel qui pourrait être inclus dans ce sous-chapitre a déjà été traité, comme part de notre analyse de l'accumulation primitive dans le dernier chapitre. Ce matériel ne sera pas dupliqué ; dans l'optique du présent chapitre, il nous suffira de dire que la prise et le monopole de la terre par les classes dirigeantes dans les premiers jours du capitalisme a encore des effets aujourd'hui.

L'accumulation primitive décrite dans notre précédent chapitre n'a été qu'un exemple d'un phénomène historique général : ainsi que les georgistes Oppenheimer et Nock ont pu le relever, l'État a, à travers l'histoire, rendu l'exploitation possible en contrôlant l'accès à la terre. Nock, se référant à la perspective assumée de classe dirigeante sur le monopole sur la terre, a émis le commentaire que « l'exploitation économique est impraticable tant que l'expropriation des terres n'a pas eu lieu »[412]. La brève enquête d'Henry George, dans Progrès et Pauvreté, sur les empiètements de la classe dirigeante sur les terres de la paysannerie, est une bonne introduction. L'histoire de la République Romaine de Tite-Live, par exemple, est dominée par les luttes entre les plébéiens et les propriétaires terriens patriciens. Les grands domaines terriens de l'aristocratie étaient taillés dans le domaine public, à l'origine propriété commune du peuple romain pris dans son entier.[413]

Le système de la pseudo-location de la terre dans l'Europe médiévale a été établi, de même, par la confiscation de la terre par les classes dirigeantes féodales. Par des moyens politiques, ils ont revendiqué la propriété légale sur des terres déjà occupées et cultivées par la paysannerie, et les ont forcés à payer des rentes sur leurs propres terres. Par des moyens politiques encore, ils ont revendiqué la propriété sur des terres vacantes, et contrôlé l'accès à celles-ci sans jamais s'en être occupé ou avoir travaillé dessus. Ainsi qu'Adam Smith l'écrit, « Une grande partie resta inculte ; mais, cultivée ou non, aucune terre ne demeura sans maître. Chaque usurpateur travailla à grossir son lot, et la plus grande partie se trouva réunie dans les mains d’un petit nombre de grands propriétaires. »[414]

Le mal était en voie d'être résolu au Moyen Âge tardif. Par des moyens tels que le statut d'alleutier, l'Europe de l'Ouest évoluait vers un système dans lequel le paysan était un propriétaire de fait, dont il n'était exigé que le paiement d'une rente modique, fixée par la coutume ; une fois cette rente fixe payée, il pouvait traiter la terre en pratique comme sa propriété. Si ce système avait pu se développer sans violence, l'Europe d'aujourd'hui pourrait bien être un continent de petits propriétaires. Mais comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les choses n'étaient pas vouées à évoluer de cette manière.

Tout ceci, cependant, a déjà été traité. Dans ce chapitre, nous allons examiner les formes étatistes de la propriété sur la terre, vues comme un phénomène général. Bien que l'accumulation primitive déjà relatée soit déjà considérée comme injuste par toutes les théories libertariennes majeures de la propriété (au moins dans la mesure où elles reconnaissent les faits), ces théories ne s'accordent en aucune manière sur la base sur laquelle la propriété doit reposer. Notre prochain sujet, de ce fait, doit être une comparaison entre les différentes théories majeures de la propriété sur la terre.

Le principe élémentaire de la propriété privée de la terre n'implique pas nécessairement un ensemble de règles régissant la possession de la terre. Nozick[38] avance que toute théorie de la "justice dans les possessions" doit inclure trois éléments majeurs :

1) une théorie de « l'acquisition originale des biens, de l'appropriation des choses non-

38 *Robert Nozick : philosophe libertarien minarchiste américain*

possédées » ;

2) « le transfert de choses possédées d'une personne à une autre » ; et
3) « les principes régissant la manière dont une personne peut se séparer d'une propriété, passant celle-ci à un état non-possédé »[415]

Ou, ainsi que Tucker pose le problème, « La question n'est pas de savoir si nous devrions pouvoir ou pas vendre ou acquérir sur "le marché ouvert" quelque chose que nous possédons de plein droit, mais comment nous en venons à le posséder de plein droit »[416]. Les défenseurs de gauche du libre-marché sont divisés quant à la réponse qu'ils apportent à cette question.

Il y a trois grandes théories rivales de la justice dans la possession parmi les libertariens de libre-marché – la lockéenne, la georgiste, et la mutuelliste – avec une prédominance de la théorie lockéenne. Bill Orton caractérise leurs différences en constatant que les trois écoles sont en accord quant à l'acquisition de la propriété (par l'installation et le travail), mais ont des désaccords considérables concernant les règles de transfert et d'abandon[417]. Chacune de ces trois écoles est d'accord pour dire que le seul moyen légitime de s'approprier une terre possédée par personne est de s'installer dessus, par l'occupation, directe et personnelle de cette terre, et en altérant son état : ainsi que Locke le formula, en mélangeant son travail à elle.

En opposition avec la position lockéenne, les georgistes et les mutuellistes sont d'accord pour voir la terre, d'une certaine manière, comme un patrimoine commun qui ne peut être aliéné de manière permanente et en pleine propriété définitive aux biens de la communauté. Les deux diffèrent des lockéens sur la mesure dans laquelle l'appropriation par le mélange de son travail à la terre soustrait la terre de ce patrimoine commun. Les deux groupes voient les droits communs du genre humain sur la terre comme inaliénables, et le droit individuel de propriété ou d'usufruit comme d'une certaine manière un mandat exercé au nom de la communauté humaine dans son ensemble. Les georgistes, cependant, attribuent à la communauté un rôle plus actif dans l'exercice de ses droits de propriété ultimes que les mutuellistes, et considèrent la communauté comme copropriétaires des biens communs dans un sens plus actif. Les mutuellistes, de leur côté, tendent à voir la terre inoccupée simplement comme un bien commun sur lequel le droit de propriété ultime de l'humanité est latent, et qu'un individu est libre d'utiliser comme il lui convient sans en rendre de compte à quelque mandataire dépositaire des droits collectifs ; cependant, le droit commun latent du reste de l'humanité interdit à l'individu de revendiquer plus de terre que celle dont il peut faire usage aux dépens de l'intérêt commun, et exige que son titre de propriété revienne à la communauté quand il cesse d'occuper et de faire usage de la terre. Sur cette question théorique du statut de la terre, les mutuellistes et les georgistes ont plus en commun entre eux qu'avec les lockéens.

Inversement, concernant le traitement pratique des titres de propriété existants sur la terre, les georgistes et le courant majoritaire des lockéens ont plus en commun entre eux, et les mutuellistes (et dans une certaine mesure les lockéens radicaux) sont le vilain petit canard. Les mutuellistes et (parmi les lockéens) les rothbardiens de gauche sont d'accord sur le fait que les titres actuels de propriété sur la terre non-établis par une forme d'appropriation par le travail sont invalides, et que la terre sous ces titres doit être regardée comme non-possédée et ouverte à l'appropriation par le premier habitant qui mélangera son travail avec elle. Les lockéens du courant libertarien majoritaire de droite sont plus prêts à accepter les titres de propriété existants comme valides sur une base conventionnelle, dans l'intérêt de la stabilité

politique. Les georgistes considèrent l'injustice par laquelle les titres de propriété ont été acquis comme relativement insignifiante ; leur remède n'est pas de rendre nuls les titres existants mais, par le prélèvement communautaire de la rente, d'annuler les bénéfices injustes tirés de la possession de ces titres. Le remède georgiste de la taxe unique, dans une large mesure, présuppose un marché des valeurs et des transferts de la propriété sur la terre fonctionnant largement selon des termes plus ou moins lockéens.

Sur la manière dont la terre, une fois acquise par l'incorporation de travail, peut être transférée, et sur ce qui établit l'abandon, les trois écoles diffèrent radicalement. Les lockéens pensent que la terre, une fois justement appropriée depuis un état de non-possession, peut être donnée, vendue ou louée par le juste propriétaire, et que la possession est maintenue que le propriétaire original en conserve l'usage ou la loue à un autre occupant. À partir du moment où le titre de propriété existant est légitime, un nouveau propriétaire peut prendre possession d'une terre par un simple transfert du titre de propriété, qu'il occupe et utilise personnellement la terre ou pas. L'occupation directe et l'usage sont nécessaires uniquement pour l'appropriation initiale, pas pour les transferts de propriété qui lui succèdent. Les georgistes, en plus d'être d'accord avec les lockéens sur l'appropriation initiale, acceptent aussi généralement les standards lockéens concernant le transfert de propriété, tant que le principe de perception de la rente par la communauté est respecté.

Les mutuellistes, quant à eux, défendent un standard d'établissement de la propriété bien différent pour ce qui concerne les transferts. Pour les mutuellistes, l'occupation et l'usage sont le seul standard permettant d'établir la possession de la terre, quel que soit le nombre de fois où celle-ci a changé de mains. Un propriétaire légitime peut transférer la propriété par la vente ou le don ; mais le nouveau propriétaire ne peut établir sa propriété légitime sur la terre qu'en l'occupant et en en faisant usage. Un changement d'occupation revient à un changement de propriété. La rente du propriétaire terrien absent et l'exclusion de l'installation de résidents par un propriétaire terrien absent sont toutes deux considérées comme illégitimes par les mutuellistes. L'occupant actuel est considéré comme le propriétaire d'une parcelle de terrain, et toute tentative d'exiger de lui une rente par un pseudo-propriétaire est considérée comme une agression violente et une violation du droit de propriété absolu de l'occupant.

Aucune de ces ensembles alternatifs de règles d'attribution de la propriété n'est en soi évidente. Aucun principe de propriété ne peut être déduit logiquement du principe de possession de soi seul, sans l'ajout d'un système de propriété ou d'un système de règles d'allocation.[418] Aucun de ces systèmes, qu'il s'agisse du lockéen, du georgiste ou du mutuelliste, ne peut être démontré comme correct. Toute preuve demande un ensemble commun de règles d'allocation, et un ensemble commun de règles d'allocation pour la propriété ne peut être établi seulement que par consensus social, il ne peut pas être déduit de l'axiome de possession de soi.[419] (Cependant, du fait que chacune des trois traditions déduit sa théorie de l'appropriation par l'installation du principe de propriété de soi, et de manière fort similaire, il peut sembler plus raisonnable d'affirmer que la théorie d'appropriation par le travail commune aux trois est rationnellement déductible de la possession de soi, et moins dépendante de la convention que les règles concernant le transfert et l'abandon.)

En tout cas, il y a beaucoup de compatibilités et de recouvrement entre leurs positions. Tout d'abord, le caractère d'aliénabilité de la propriété est une affaire de degré :

> *Dans les deux systèmes [inaliénable = lockéen et aliénable =*

> *socialiste/usufruit], la pratique reconnaît des exceptions bien connues. Les systèmes de propriété inaliénable reconnaissent l'abandon et la récupération ; l'usufruit permet aux gens d'être absents pour une période de tolérance, sans devoir abandonner leur propriété, et bien sûr autorise l'échange. Il est même possible de voir les deux systèmes dans une continuité avec des barrières "haute" ou "basse" déterminant ce qui constitue ou pas un "abandon".*[420]

Ou, ainsi qu'Orton l'affirme ailleurs, l'aliénabilité est une affaire de degré plutôt qu'une différence qualitative entre les propriétés capitalistes et socialistes. Elles sont « la même chose (…) avec des paramètres différents » concernant la période de temps nécessaire à établir l'abandon[421].

Encore une fois, du fait que les trois systèmes sont d'accord sur le standard légitime d'appropriation de biens sans propriétaire, beaucoup de la propriété existante est illégitime depuis chacune des trois perspectives, dans la mesure où une part importante en a été acquise par des moyens n'étant pas l'usage personnel. Murray Rothbard, par exemple, remarque l'illégitimité de la plus grande partie de l'appropriation historique de la terre, même selon les standards lockéens :

> *Comment le titre d'un individu sur un facteur naturel peut-il être déterminé ? Si Colomb accoste sur un nouveau continent, est-il légitime qu'il proclame que ce nouveau continent lui appartient, ou même seulement la partie "aussi loin que son œil peut voir" ? Clairement, ce ne serait pas le cas dans la nouvelle société dont nous proposons l'établissement. Colomb ou Crusoé devraient faire usage de la terre, la "cultiver" de quelque manière, avant de pouvoir affirmer qu'elle leur appartient. (…) S'il y a plus de terre qu'il est possible d'en utiliser avec une fourniture de travail limitée, alors la terre inusitée doit simplement demeurer sans propriétaire jusqu'à ce qu'un premier usager arrive dessus. Toute revendication à la propriété d'une nouvelle ressource que personne n'utilise devrait être considérée comme invasive des droits de propriété du premier utilisateur qui se présentera.*[422]

Rothbard a plus tard avancé l'idée dans Power and Market que la terre appropriée par une simple attribution par l'État est une attribution par un pouvoir monopolistique analogue à celui des seigneurs terriens féodaux, permettant au dépositaire du titre d'imposer une taxe ou le paiement d'une rente au premier occupant s'appropriant légitimement la terre, et de le forcer à payer un tribut pour le simple droit de l'occuper.

Les problèmes et les difficultés apparaissent quand le principe "premier usager, premier possesseur" n'est pas respecté. Dans presque tous les pays, les gouvernements revendiquent la possession de toute terre nouvelle, inusitée. Les gouvernements ne devraient jamais posséder la terre inusitée sur un marché libre. Cet acte d'appropriation par le gouvernement sème déjà les graines de la distorsion des allocations par le marché qui arriveront lorsque la terre sera utilisée. Ainsi, supposez que le gouvernement dispose de son parc de terres publiques inusitées en le vendant à des enchères aux plus offrants. Du fait que le gouvernement n'a aucune propriété légitime, un acheteur n'en aura pas plus. Si cet acheteur, ce qui arrive souvent, "possède" mais ne fait aucun usage et aucun aménagement sur la terre nouvellement achetée, alors il devient un spéculateur terrien dans le sens le plus péjoratif du terme. Le véritable utilisateur, au moment où celui-ci arrive finalement, est obligé de payer une rente ou d'acheter

la terre au spéculateur, qui n'a pas un titre de propriété valide sur le terrain. Il ne peut pas avoir de titre valide, parce qu'il tient son titre de l'État, qui lui-même n'avait pas de titre valide au sens du libre-marché. (…)[423]

La même chose peut se dire des appropriations féodales sur les terres d'installation sédentaire plus ancienne :

> *L'affinité pour la rente et la taxation est encore plus forte pour les attributions "féodales" de terre. Postulons un cas typique de mise en place d'une féodalité : une tribu conquérante envahit un territoire de paysans et fonde un État pour les diriger. Elle peut lever des taxes et tirer une subsistance pour le cortège de ses membres sur le produit de ces taxes. Mais elle pourrait aussi faire autre chose, et il est essentiel de comprendre qu'il n'y a aucune différence entre les deux. Elle pourrait morceler toute la terre et les attribuer individuellement en lots devenant "propriété" de chaque membre de la horde. Alors, plutôt que ou en complément d'une agence centrale de taxation, il y aurait un ensemble d'agences régionales de collecte de rentes. Mais les conséquences seraient exactement les mêmes.*[424]

Clairement, le standard d'appropriation par le travail sur lequel tout le monde s'accorde laisse beaucoup de place à la convention : combien de travail est nécessaire pour s'approprier combien de terre ? Est-il nécessaire d'altérer physiquement ou de faire usage de chaque mètre carré d'une parcelle de terre que l'on revendique ? L'appropriation par le travail peut-elle avoir lieu à travers le travail payé à quelqu'un d'autre, ou l'appropriation personnelle directe est-elle la seule acceptable ? L'exclusion de l'État de la capacité à approprier la terre à travers le travail de ses "servants" devrait aussi, semble-t-il, exclure l'appropriation indirecte de la terre par le travail de ceux embauchés par un capitaliste privé. L'appropriation par le travail, en fonction de la rigidité de son interprétation, peut signifier qu'un immeuble d'habitations appartient à ceux qui l'ont construit, et pas à celui qui aura acheté la terre et payé le travail. Le standard lockéen de règles d'appropriation par le travail implique quoi qu'il en soit quantité de ce que Jerome Lucille appelle le "land-grabbism"[39], consistant à monter sur une montagne et à revendiquer toute la terre visible, à perte de vue[425], et qui dans une large mesure va à l'encontre des remèdes proposés aux maux associés par les georgistes et les mutuelliste à la rente foncière.

> *Sous un régime de type "premier usager, premier propriétaire", les georgistes n'auraient aucune raison d'affirmer qu'aucun travail n'a été mélangé avec la terre donnée par la nature pour justifier la propriété privée des sites. Pour eux, la terre ne peut être possédée si elle n'a pas d'abord fait l'objet d'un usage et ne peut être originellement appropriée que dans la mesure où elle a fait l'objet de cet usage. Le "mélange" du travail avec la nature peut prendre la forme d'un drainage, d'un remplissage, d'un pavage, ou de toute préparation du sol pour un usage. Labourer la terre n'est qu'un des usages possibles. La revendication d'usage de la terre pourrait être certifiée par des tribunaux si jamais un conflit apparaît sur la propriété. (…)*
>
> *(…) certaines des critiques que les georgistes ont opposées à la spéculation sont vraies, non pas parce que la spéculation sur la terre serait mauvaise en*

39 *NdT : on pourrait traduire par "appropriationnite [de la terre]".*

> *soi, mais parce que les spéculateurs en sont venus à posséder la terre, non pas par un titre valide, mais grâce au gouvernement, qui s'est lui-même réservé le titre de propriété au départ. En conséquence de quoi le prix d'achat (ou, de manière alternative, la rente) payé par l'usager futur devient fondamentalement le paiement d'une taxe sur le droit d'usage de la terre. (…)*[426]

Selon Mises, la grande propriété foncière rentière a toujours été la conséquence de monopoles sur la terre créés par l'État, et pas de l'agrégation de petites parcelles de terre par des processus de marché.

> *Nulle part et à aucun moment la propriété de la terre à grande échelle n'a été le fruit du travail des forces économiques du marché. Elle est la conséquence d'un effort militaire et politique. Fondée par la violence, elle a été maintenue par la violence et par la violence seule. Aussitôt que les grands domaines sont introduits dans la sphère des transactions de marché, ils commencent à se disloquer, jusqu'à disparaître complètement. Des causes économiques n'ont opéré ni dans leur formation ni dans leur maintien. Les grandes fortunes terriennes n'ont pas émergé du fait d'une supériorité économique de la propriété de grande échelle, mais par l'annexion violente, hors de l'espace marchand. (…) L'origine non-économique des fortunes terriennes est clairement montrée par le fait que, de manière générale, l'expropriation à travers laquelle elles ont été créées n'a jamais changé en aucune manière les méthodes productives. L'ancien propriétaire reste sur le sol, sous un titre légal différent, et continue à produire.*[427]

Bien que l'expression "conte de fée bourgeois" n'apparaisse nulle part dans la citation ci-dessus, on peut la deviner, écrite en toutes lettres entre les lignes.

En sus de l'agrément des trois écoles sur l'illégitimité morale d'une part importante de la propriété existante sur la terre, elles tendent à s'accorder aussi sur l'exploitation qui est la conséquence de l'appropriation étatique de la terre. Oppenheimer fait valoir que le monopole sur la terre des grands propriétaires fonciers contribue au système d'échange inégal qui fait que tout travail est exploité – et pas seulement le travail agricole ou paysan, mais également celui des travailleurs industriels.

> *L'économie de l'échange est pervertie par un compromis avec l'économie de l'esclavage. Dans une "pure économie", personne ne pourrait seulement rêver de s'approprier plus de terre que lui et sa famille n'en peuvent labourer ; une telle appropriation présuppose un système esclavagiste. Et pourtant l'économie de l'échange a toléré la grande propriété terrienne, cette institution économique des moyens politiques, la légitimant au même titre que la propriété émergeant du travail fait personnellement. Dans le système hybride qui combine le système féodal transformé et l'économie de l'échange – c'est la définition du capitalisme – l'harmonie est distordue par deux effets liés de la grande propriété terrienne (féodale) : le pouvoir d'achat des campagnes en produits urbains est affaibli par l'exploitation et l'inefficience qui s'ensuit ; et le marché du travail urbain est submergé, et les salaires comprimés à la baisse, par les esclaves ou les serfs ou les travailleurs agricoles s'échappant*

> *de la pression de leur environnement d'origine vers la liberté des villes. Dans un système harmonieux, où la terre ne serait pas appropriée, un travailleur urbain exigerait et obtiendrait autant que ce qu'il pourrait recevoir en tant que paysan indépendant sur une terre libre ; dans la structure hybride, les salaires sont comprimés à la baisse, jusqu'au niveau des revenus d'un paysan asservi. Ceci fait de la propriété du capital urbain un moyen de l'exploitation à côté de la grande propriété terrienne : le sans-propriété souffre d'une ponction sur son salaire original, le produit de son travail, au profit des grands possédants.*[428]

Rothbard pointe aussi du doigt l'effet exploiteur du monopole d'État sur la terre, dont résulte une augmentation des loyers sur les terres en usage et une baisse du niveau des salaires.

> *La vente par le gouvernement de "ses" terres inusitées aux spéculateurs, de ce fait, restreint l'usage de nouvelles terres, distord l'allocation des ressources, et maintient la terre hors de l'usage qui serait le sien sans la "taxe" pénalisante qu'est le paiement d'un prix d'achat ou d'une rente au spéculateur. Maintenir la terre inusitée augmente la valeur marginale de la production et les rentes sur la terre disponible et diminue la valeur marginale du produit du travail, baissant ainsi les salaires.*[429]

Plus spécifiquement, les lois de "préservation" ont joué un rôle-clef pour le monopole sur la terre en retenant de force des ressources hors du marché, et de ce fait augmentant le prix des ressources que les propriétaires terriens vendent. Elles ont eu exactement le même effet de restriction de la production que n'importe quelle autre forme de monopole.

> *Les lois de préservation, de ce fait, doivent aussi être vues comme des attributions de privilèges de monopole. Un exemple remarquable en est la politique du gouvernement américain depuis la fin du dix-neuvième siècle, consistant à "réserver" de grandes étendues de terre au "domaine public" – c'est-à-dire à en faire des terres détenues par le gouvernement. (…) Les forêts, en particulier, ont ostensiblement été réservées à des fins de préservation. Quel est l'effet de garder soustraites à la production d'immenses étendues de terres boisées ? Cela confère un privilège monopolistique, et par voie de conséquence un prix de restriction, aux terres privées et au bois en concurrence.*[430]

Mais ce n'est que la moitié de l'histoire. En plus de retirer les terres de la production, l'État donne à des capitalistes favorisés un accès préférentiel à ces mêmes terres. D'immenses étendues de terre sont louées pour produire du bois, extraire du pétrole, exploiter des mines ou pratiquer l'élevage, à des taux politiquement déterminés. Par exemple, la plus grande partie de la dévastation des séquoias géants dans le nord-ouest pacifique a lieu sur des terres possédées par le gouvernement, et n'est profitable que parce que les compagnies productrices de bois d'œuvre ne doivent pas acheter les terrains sur un marché concurrentiel. De même, le débat sur les forages dans le refuge sauvage arctique d'Alaska n'est pas sur la vente de la terre à des pétroliers. Il est sur le fait de leur accorder des accès préférentiels, refusés aux citoyens ordinaires, et de ne leur demander qu'un prix d'amant pour ce privilège.[431]

Ces deux aspects, la fermeture de l'accès et l'accès préférentiel, se rejoignent parfois. Les bénéficiaires principaux des politiques de préservation ont été les transporteurs par chemins

de fer de l'Ouest et les propriétaires forestiers pré-existants. Les attributions de terres aux chemins de fer ont inclus non seulement les droits nécessaires sur les terres où ont été installées les voies, mais également des corridors de quinze miles[40] de large de chaque côté de ces mêmes voies. En facturant aux colons leur droit de s'installer, y compris pour les propriétés commerciales les plus intéressantes dans les nouvelles villes desservies, les transporteurs ont obtenu de gros revenus dus à la spéculation terrienne, en plus de leur modèle d'affaires primaire, qui était d'être opérateurs de chemins de fer. Les politiques gouvernementales de préservation ont augmenté le prix des propriétés proches des gares, augmentant ainsi encore les revenus des transporteurs par le biais de la spéculation sur la terre. La valeur des terres boisées, de même, était accrue par le refus d'attribution des terres. Les chemins de fer et les industries liées au bois, en conséquence, ont été de grands soutiens de la politique de préservation.[432]

Outre l'injustice manifeste du vol étatique de la terre, et l'exploitation qui s'ensuivit des classes productives par les propriétaires fonciers parasitaires, l'État a représenté un grand frein au progrès. Ainsi qu'il le fut dans le système féodal, il le redevint à travers la propriété foncière sur le Nouveau Continent. La propriété sur la terre n'étant pas dans les mains de ceux qui la travaillaient, ni le propriétaire foncier ni le paysan n'avaient d'incitations à l'améliorer.

> *Or, il arrive rarement qu'un grand propriétaire soit un grand faiseur d'améliorations. (…) Pour mettre une terre en valeur avec profit, il faut, comme pour toutes les entreprises de commerce, la plus grande attention sur les plus petits gains et sur les moindres épargnes, ce dont est rarement capable un homme né avec une grande fortune, fût-il même naturellement économe. La situation d'un homme de cette sorte le dispose plutôt à s'occuper de quelque genre de décoration qui flatte sa fantaisie qu'à spéculer sur des profits dont il a si peu besoin. (…) il embellira peut-être quatre à cinq cents acres autour de sa maison, avec dix fois plus de dépense que la chose ne vaudra après toutes ces améliorations, et il trouve que s'il s'avisait de faire sur la totalité de ses propriétés une amélioration du même genre (et son goût ne le porte guère à en faire d'autres), il serait en banqueroute avant d'avoir achevé la dixième partie d'une telle entreprise. (…)*
>
> *Mais s'il ne faut pas espérer que de grands propriétaires fassent jamais de grandes améliorations, c'est surtout quand ils emploient le travail de gens qui sont esclaves. (…) Celui qui ne peut rien acquérir en propre ne peut avoir d'autre intérêt que de manger le plus possible et de travailler le moins possible. Tout travail au-delà de ce qui suffit pour acheter sa subsistance ne peut lui être arraché que par la contrainte et non par aucune considération de son intérêt personnel.*[433]

Même parmi les paysans qui n'étaient pas réduits à la servitude ou au vilainage, et qui ne payaient qu'une part modeste de leur production comme rente et gardaient le reste, les rentes réduisaient l'incitation marginale à travailler ou améliorer la terre.[434] Comme preuve de cette affirmation, Smith met au défi le lecteur de comparer les conditions des grands domaines dans la même famille pendant des générations aux domaines de petits propriétaires dans leur voisinage.[435]

---

40 *NdT : Un mile ~= 1.609 km, 15 miles ~= 24 km.*

Nous arrivons maintenant aux détails des caractéristiques uniques de la position mutuelliste au sujet de l'appropriation de la terre. "L'occupation et l'usage" de Tucker était directement influencé par la théorie de la terre de J.K. Ingalls aux États-Unis ; mais ses sources plus profondes remontent bien plus loin – au moins à Godwin et à Proudhon.

Le socialiste ricardien Hodgskin, dans Différences entre les Droits de Propriété Naturels et Artificiels, semble dans de nombreux passages identifier le droit naturel avec la culture directe ; la distinction qu'il fait présente une ressemblance frappante avec la distinction que fera plus tard Nock entre la propriété "due au travail" et celle "due à la loi" :[436]

> *Dans toutes ces circonstances où le droit de propriété importe et qui peuvent être considérées comme étant les objets majeurs de la législation, je ne vois aucune garantie ou protection particulière pour le droit naturel de propriété. (…) À ceux par le travail combiné desquels le sol est cultivé et la récolte amassée, la nature donne chaque botte et chaque brindille qu'ils choisissent de récolter ; la loi, cependant, en reprend quasiment la totalité.*[437]

> *Jamais la loi n'a employé quelque moyen que ce soit pour protéger la propriété que la nature accorde aux individus ; au contraire, elle est un grand système de moyens conçu pour approprier d'étrange et injuste manière les dons de la nature. Elle exige un revenu pour le gouvernement, – elle contraint au paiement de la rente, – elle impose le paiement de dîmes, mais elle n'assure pas au travail son produit et sa récompense.*[438]

En développant sur la nature de classe des droits naturels et artificiels, Hodgskin tend à identifier les premiers avec le paysans, et les seconds avec le propriétaire foncier, de manières qui rendraient certainement nerveux des libéraux modernes "light" comme disons Milton Friedman[41] : « Le droit de propriété, qui arme actuellement le propriétaire terrien et le capitaliste contre le paysan et l'artisan, sera en vérité le grand sujet de discorde pour cette génération et la suivante (…) »[439] Il va même jusqu'à décrire l'État comme le pouvoir organisé des propriétaires fonciers, et le garant de leur droit de posséder la terre sans réellement la cultiver :

> *Parmi les classes productrices du droit incarnées dans et constituant le gouvernement, nous devons mettre l'aristocratie terrienne. En fait, l'aristocratie terrienne et le gouvernement ne sont qu'un – celui-ci n'étant rien d'autre que l'ensemble des moyens organisés de la préservation des intérêts de celle-là. (…) Son droit de posséder la terre [droit du propriétaire foncier], au contraire de celui de posséder le fruit de son propre travail, est aussi remarquablement protégé qu'il est possible par la loi. Personne n'a même le simple droit de marcher dessus, et tous les animaux sauvages et les fruits qui poussent dessus sont, selon la loi, réputés siens. La nature impose que pour qu'un homme possède une terre, il l'occupe et la cultive, car sinon elle ne lui donnera rien. (…) Seul, le propriétaire foncier n'est pas un travailleur, et il n'a jamais été nourri que par le viol du droit naturel de propriété. Patiemment et avec persévérance, cependant, la loi s'est efforcée de maintenir ses privilèges, son pouvoir et sa richesse.*[440]

Cependant, pour être tout à fait honnête, nous devrions ajouter que la position de Hodgskin est

41 *NdT : et, sans le moindre doute, la totalité des "défenseurs du marché" de la politique française !*

ambiguë. Il est parfois difficile, dans un pays comme la Grande-Bretagne avec un tel bagage féodal dans la distribution présente de la propriété, de faire la distinction entre la critique de l'aristocratie terrienne et la critique de la possession des absents en tant que telle, ou entre la taxation et la rente. Considérer qu'il assimile la rente et la taxation l'une à l'autre en toutes circonstances comme le fait Tucker relève de la pétition de principe.

Les passages ci-dessus semblent impliquer, cependant, que le fait de cultiver est un titre en soi sur la terre et son produit même dans la durée, et pas seulement un moyen d'appropriation initiale. Mais la plupart des grands domaines anglais de cette époque tombent sous l'exacte même condamnation des lockéens (notamment des rothbardiens de gauche).

Hodgskin cite une version particulièrement radicale de Locke sur la théorie de l'appropriation par le travail, usant de mots qui pourraient suggérer une interprétation assez littérale du besoin de travailler la terre.

> *Il [Locke] dit précisément, « Autant d'arpents de terre qu'un homme peut labourer, semer, cultiver, et dont il peut consommer les fruits pour son entretien, autant lui en appartient-il en propre. » – « Or, cette mesure met, comme on voit, des bornes aux biens de chacun, et oblige à garder de la proportion et user de modération et de retenue ; en sorte qu'en s'appropriant quelque bien, on ne fasse tort à qui que ce soit. » Malheureusement cependant, ce principe admirable n'a pas eu la plus petite influence sur les législateurs dans leur gestion de ce qui, en tout état de cause, ne leur appartient pas, la terre des nouvelles colonies. (…)*
>
> *Il y a beaucoup de choses au sujet de la propriété sur la terre (…) sur lesquelles il serait utile que méditent ceux (…) qui aspirent à influencer l'opinion et la destinée de leurs frères humains. Il faut être bien conscient, par exemple, que la quantité de terre nécessaire à chaque individu, selon le principe cité par Monsieur Locke, doit varier avec les qualités et la situation du sol, avec les compétences et le savoir des gens ; et, en résumé, avec les changements successifs de la condition de l'humanité. (…) Avec la multiplication de l'humanité, (…) avec les améliorations des compétences et du savoir, et également avec les diversités du sol et du climat, nous trouvons des principes qui modifient continuellement l'appropriation de la terre, changent la quantité à laquelle un homme peut correctement consacrer son travail.*[441]

Peu après, dans un passage assez dense, Hodgskin émet un doute sur le fait que le travail de supervision d'un gentleman-farmer disposant de quelques fermes soit un titre de propriété naturel suffisant sur ses propriétés, se demandant si la taille conduisant à une efficacité optimale d'une telle grande entreprise n'a pas plutôt une influence sur la taille de ce qu'un individu pourrait s'approprier par des moyens naturels :

> *Peut-être supposez-vous que le regroupement de plusieurs petites fermes entre les mains d'un seul fermier, – un processus qui depuis de nombreuses années est continu dans ce pays [NdA : avec un petit peu d'aide extérieure, comme nous l'avons vu], bien qu'il semble maintenant s'être arrêté –, est une exception à ces considérations. Je parle, cependant, de la quantité de terre de laquelle une compétence croissante obtient un produit suffisant à sa*

> *subsistance, et de la surface décroissante sur laquelle, alors que le travail acquiert la compétence, il sera nécessairement confiné, pas de la quantité de terre dont un capitaliste ou un fermier, commandant au service de travailleurs, trouvera à présent à sa portée d'exploiter. La taille naturelle des fermes dans l'état actuel de la société, est une question bien différente de la quantité de terre nécessaire à fournir à un individu des moyens de subsistance, et déterminant de ce fait le droit naturel de propriété sur la terre. (…)* [442]

Tout argument conséquentialiste concernant la restriction que ce "droit naturel de propriété sur la terre" pourrait exercer sur les économies d'échelle peut être contré, évidemment, par le rejet de l'affirmation selon laquelle "un capitaliste", dans le sens de "l'état actuel de la société", est le seul moyen par lequel "des travailleurs en grand nombre" pourraient combiner leurs efforts dans une entreprise commune.

Mais de fait, Locke lui-même était ambigu ; lui (et plus particulièrement son Proviso[42]) ont été poussés à des usages bien plus radicaux que ce que beaucoup de lockéens actuels approuveraient.

J.K. Ingalls[43], probablement la plus forte influence directe sur la théorie de la terre de Tucker, appelle de ses vœux « le retrait de toutes les lois concernant la possession de la terre, ne laissant que "l'occupation et l'usage", ainsi qu'aux origines, comme unique titre sur la terre »[443]. Comme le georgiste plus tardif Franz Oppenheimer, il analyse l'histoire dans les termes des « mouvements par lesquels le droit de naissance naturel sur la terre de l'homme lui a été arraché sur toutes les terres par une classe dominatrice qui, tôt ou tard, a tenté de couvrir par la loi ses actes illégitimes, de façon à user paisiblement de leur domination acquise par la violence. »[444] La domination absolue sur la terre, à l'exclusion du reste de l'humanité, n'a été rendue possible que par la puissance coercitive de l'État, établie à travers "la loi du plus fort" ou "la loi des vainqueurs" – essentiellement ce qu'Oppenheimer décrit comme "les moyens politiques"[445].

Ingalls, comme Henry George, insiste sur la pratique originelle, commune à toutes les sociétés humaines, qui est de traiter la terre comme une propriété communale à assigner à des cultivateurs individuels seulement sur une base usufruitière. Même sous les usurpations des grands propriétaires fonciers, pendant le plus long de l'histoire des États, l'assujettissement à l'aristocratie terrienne est restée collective. La paysannerie a continué, dans l'Europe médiévale, en Russie, en Inde, etc., à cultiver la terre en commun, et à payer des tributs à l'État ou aux propriétaires fonciers en tant que communautés[446].

Ainsi qu'il est décrit dans l'Introduction à la Partie II de cet ouvrage, la théorie mutuelliste de l'exploitation met l'accent sur le rôle du privilège dans la restriction de l'accès du travail aux moyens de production, et dans la contrainte imposée au travail, à travers le processus de l'échange inégal, de payer un tribut aux classes possédantes en acceptant un salaire inférieur à son produit. Le travail d'Ingalls sur la grande propriété foncière est une excellente étude de cas sur l'action de ce principe, tel que spécifiquement adapté à la terre. Ingalls cite Adam Smith sur le produit du travail considéré comme le salaire naturel du travail, du temps

---

42 *NdT : le "Proviso" lockéen est, en résumé, l'affirmation de Locke selon laquelle chacun peut prendre ce qu'il veut d'un bien naturel et en devenir légitimement propriétaire, pourvu qu'il en laisse "autant" pour ceux qui viendront après. C'est Robert Nozick, évoqué plus haut, qui a le premier "détaché" le Proviso de la doctrine lockéenne.*

43 *NdT : Joshua King Ingalls, aucun lien connu avec la famille Ingalls de "La Petite Maison dans la Prairie". Un homme qui a hésité dans son anarchisme, puisqu'il a au moins déposé un brevet sur le chauffage à eau (dont par le sol) en 1851.*

remontant à avant l'appropriation de la terre. Il distingue cette lecture de la théorie de Ricardo des salaires de subsistance, dans laquelle le prix du travail est déterminé par le coût de reproduction. La différence entre les deux, Ingalls la voyait comme résultant du contrôle de la terre par le propriétaire foncier plutôt que par son cultivateur[447]. Ainsi que nous l'avons suggéré plus tôt, la distinction que Marx fait entre le prix de la force de travail et la valeur du produit du travail ne tient que si les classes travailleuses ont préalablement été privées de leur propriété sur les moyens de production. Le prix de la force de travail est déterminé par son coût de reproduction, et pas comme une propriété inhérente du travail salarié, et seulement là où le travail est vendu sous un régime d'échange inégal.

Un retour sur la terre ou le capital, en tant que tel, ne pourrait exister qu'à travers le privilège. C'est seulement grâce au privilège légal de la possession du capital et des moyens du travail, qu'il a été possible aux capitalistes et aux propriétaires fonciers d'imposer un tribut sur l'accès aux moyens de la production, et par ce biais d'obtenir une augmentation cumulative de leur capital à travers le temps[448]. L'expansion magique du capital à travers la composition d'intérêts n'est pas, comme les marxistes le pensent, une propriété du marché. La loi naturelle du marché est que le travail reçoive son produit complet. Et bien qu'il ait écrit à une époque où les marginalistes n'avaient pas encore expliqué le principe de la désutilité du travail, Ingalls en avait intégré le principe. Dans des termes très similaires à notre analyse au Chapitre 2, Ingalls faisait la différence entre le prix normal d'une marchandise sur un marché libre (un prix juste suffisant à compenser la désutilité du travail) et les rentes de monopole accumulées par les possesseurs du capital ou de la terre, sans aucun rapport avec leurs coûts réels ou la désutilité liée à leur acquisition :

> *Quand un homme achète un manteau ou un dîner, il le considère comme d'une valeur suffisante pour payer un juste prix, sans aucune considération pour sa capacité à lui accorder un revenu sans travailler. Et ceci est vrai de pratiquement toute chose consommée par les hommes individuels et leurs familles, ou par le monde en général. Seuls, le trader, le banquier ou le propriétaire foncier évaluent les prix par le profit, l'intérêt ou la rente qu'ils obtiendront.*[449]

En d'autres termes, et ainsi que nous l'avons affirmé au Chapitre 2, la capacité à percevoir une rente sur le capital ou la terre sans la mériter par un travail ne peut entrer que dans le calcul d'un "coût d'opportunité" au travers duquel le profit et la rente nets sont calculés. Ceci n'est envisageable que quand l'État rend possible la perception d'une telle rente imméritée à travers sa protection d'un privilège légal.

Ingalls, comme Tucker, a dépensé beaucoup d'énergie à contrer les théories d'Henry George. Comme Tucker, il minimisait l'importance de la rente économique en tant que telle et ne la considérait que comme un effet de bord du phénomène général de la rente foncière – selon ses propres mots, la rente économique « aurait du mal à poser des problèmes sérieux si l'occupation était le seul titre sur une terre »[450]. Il allait en effet plus loin que Tucker dans ses dénégations que la rente économique pourrait exister sans la grande propriété foncière :

Plutôt que d'analyser la rente, il [Henry George] semble la considérer comme une force mystérieuse qui crée une valeur indépendante du travail, et comme une chose qu'il peut taxer à n'importe quel niveau sans rien prendre aux revenus naturels du travail ; et ce alors même qu'elle est totalement due à la propriété exclusive sur la terre, ainsi que lui-même le répète

fréquemment. (…)

> *Selon Ricardo, la rente n'est pas un tribut arbitraire levé sur l'industrie au nom de droits usurpés, mais simplement l'excédent de production, de la meilleure terre sur la moins bonne, alors que cette dernière ne vient à être utilisée pour la culture ou d'autres usages que du fait des exigences liées à une population en croissance. (…) Alors que la terre est sous une emprise exclusive, ceci [la théorie ricardienne de la rente différentielle] peut être utile à expliquer comment les taux de rente sont déterminés et se comparent entre des terres différentes. Mais ce n'est en aucune manière la limite de l'usage de cette théorie par les adeptes de Ricardo, au rang desquels Mr George doit être compté. Leur raisonnement est toujours orienté dans le sens d'une loi économique concluant que seule la rente se développe. Il part de l'hypothèse que la rente n'apparait pas jusqu'à ce que l'accroissement de la population force l'usage de sols moins productifs. Or, ce qui se passe est l'exact inverse de ceci.*[451]

Ingalls, avec cette affirmation abrupte, va évidemment trop loin. Il l'admet virtuellement lui-même, en concédant qu'un surplus de producteur existerait pour les possesseurs d'une terre supérieure, même dans un régime de possession basée sur l'occupation : « L'homme avec une terre plus facile à labourer, ou un sol plus productif, sera capable sans aucun doute, d'obtenir le même prix de ses graines ou de ses fruits que l'homme avec un sol plus pauvre et des récoltes plus modestes »[452].

Cependant, Ingalls avance un bon argument pour la résolution du désaccord sur le fait que les maux de la rente différentielle soit ou non exacerbés par la rente foncière, et partiellement dus à celle-ci. Par exemple, il écrit que la propriété foncière en absence elle-même incite à la mise en culture de terres à la marge, à un degré qui ne serait jamais atteint si toutes les terres vacantes étaient cultivées, ce qui augmente la différence entre les plus et les moins fertiles des terres cultivées[453].

Il met aussi en avant le fait, souvent négligé dans les explications simplifiées de la théorie de la rente de Ricardo, que la terre peut avoir nombre d'usages différents, et qu'une parcelle de terre inférieure pour une variété de culture pourrait être d'une qualité supérieure à la moyenne pour produire des cultures différentes. Le tri de la terre pour ses usages les plus productifs, parmi les variantes d'usages mis en concurrence, tendrait à réduire le différentiel de productivité entre les sites[454]. De plus, la productivité de départ de la terre non-améliorée est considérablement moins importante que les améliorations que lui apporte son cultivateur (engrais, écobuages, rotation des cultures) pour déterminer sa fertilité. George a affirmé, dans différents passages de *Progrès et Pauvreté*, que l'augmentation de la population à la fois augmente la rente en laissant moins de terre disponible pour les cultures, et rend la terre marginale plus productive par l'application du travail humain – deux tendances contradictoires[455].

Ces arguments, en effet, privent la théorie georgiste de la rente différentielle de beaucoup de sa force – mais seulement dan la mesure où la théorie georgiste est basée sur les différences de fertilité entre les terres. Le traitement georgiste de la rente concerne non seulement les différences de fertilité, mais également les avantages de localisation des sites. Sur les surplus de production revenant aux occupants de terres mieux situées par rapport à leurs marchés,

Ingalls avait bien peu, voire rien à dire. Mais bien qu'Ingalls n'ait pas directement traité ce point, la grande propriété foncière en absence a un effet de ce point de vue, ainsi que dans la promotion de la rente différentielle. La rente revenant à la terre avec un avantage de localisation est artificiellement augmentée par la capacité des propriétaires à maintenir vacantes les terres urbaines autour des lieux d'échanges. Le phénomène est analogue à celui décrit plus haut, concernant la retenue hors du marché des terres les plus fertiles par les grands propriétaires terriens absents, dans l'accroissement de la rente différentielle sur la terre des localisations les plus recherchées.

Comme Tucker l'a dit, le principe de l'appropriation par l'occupation nécessite la protection « de tous ceux qui désirent cultiver la terre en possédant la terre qu'ils cultivent, sans distinction entre les classes actuellement existantes de propriétaires fonciers, de locataires et de travailleurs, et le refus positif du pouvoir protecteur accordant sa protection au recouvrement de quelque rente que ce soit. (…) » Ce système ne peut être mis en place que par le refus des gens ordinaires de payer des rentes ou des taxes, « obligeant ainsi l'État à annuler les soi-disant titres sur la terre ayant actuellement cours »[456].

Bill Orton a raison en affirmant, dans les citations ci-dessus, qu'aucune "pile" de règles de possession de la terre ne peut être déduite de manière évidente du principe de la propriété de soi ; en fait, aucun système de règles de transfert et d'abandon ne peut être logiquement déduit même d'un standard commun d'appropriation par le travail. Nous pouvons, cependant, évaluer les différents ensembles de règles sur des bases prudentielle ou conséquentialiste, dans la mesure où elles promeuvent d'autres valeurs partagées, ou peuvent entrainer des résultats conduisant à un standard communément accepté de justice. Selon mon opinion, le système mutuelliste d'appropriation par l'occupation-usage a l'avantage par rapport aux systèmes lockéen et georgiste orthodoxes, dans la justice de son fonctionnement.

Les systèmes mutuelliste et georgiste, au contraire du système lockéen, prennent en compte la rareté unique de la terre, qu'on peut résumer par la formule : "on n'en fera pas plus" ; les deux prennent en compte l'objection éthique à l'obtention d'un revenu par la possession d'une ressource qu'on n'a pas créée avec son propre travail. Les lockéens répondent parfois que le même argument s'applique à toute la matière sur laquelle chacun travaille, et même sur les atomes élémentaires du corps du travailleur. Le problème avec cette réponse, c'est que les atomes des matériaux bruts peuvent être renouvelés et recombinés, et même (pourvu qu'on dispose d'assez de temps), reproduits en réponse à n'importe quel niveau de demande. La même chose n'est pas vraie de l'espace appropriable disponible (mettons de côté les ergotages sur les assèchements marécageux, le fermage océanique, les colonies spatiales, etc.). Dit de manière un peu plus élaborée, l'argument de la rareté de la terre n'est pas tant le fruit du travail humain que celui du fait que la surface disponible est fixée (ou virtuellement fixée) pour une zone particulière. Même en prenant en compte les petites arguties au sujet des assèchements de marais, etc., l'offre de sites est extrêmement inélastique par rapport à la demande, comparativement à l'offre de biens mobiliers.

En même temps, le mutuelliste a un avantage par rapport au georgisme, qui est qu'il reconnaît un droit de propriété absolu, aussi longtemps que ce droit est établi et maintenu seulement par l'occupation personnelle. Les georgistes, quand ils revendiquent le droit de taxer les augmentations de la valeur de la terre, demandent pour la "communauté" le droit de pénaliser un occupant pour les actions de ses voisins, sur lesquelles il n'a aucun contrôle. Mes voisins, en s'arrogeant le droit de me taxer pour les augmentations de la valeur de ma terre dues aux

activités qu'ils auraient entreprises de leur propre chef, ont quelque chose en commun avec ces hommes qui nettoient des pare-brises aux intersections, et exigent un paiement pour ce "service" non-sollicité.

En sus de la non-adéquation de cette exigence avec les idées généralement acceptées de justice, des difficultés pratiques se posent. D'abord, elle implique une forme d'appareil de coercition pour évaluer et collecter la rente au nom de la "communauté" – au contraire du mutuellisme, qui ne requiert que des associations volontaires pour défendre l'occupant et ses possessions. (En toute honnêteté, cependant, selon la "pile" de règles georgistes concernant le droit de propriété, ceci n'est pas coercitif dans le sens d'une initiation de la force, parce que les droits de propriété ultimes reviennent à la communauté, et la communauté ne fait que réguler l'accès à ses biens communaux.) De plus, en fondant des services sociaux à partir de la rente plutôt que par les cotisations des utilisateurs, le georgisme échoue à régler le problème des irrationalités introduites par la désolidarisation du coût et du prix. Les georgistes sont prompts à exagérer le nombre des biens publics ou "monopoles territoriaux" – en considérant même qu'il en existe. C'est un vecteur d'efficacité économique que chaque service qui peut être financé par ses utilisateurs le soit. Le coût du restant de biens publics, en admettant qu'il y en ait, est susceptible de coûter trop peu pour absorber toute la rente terrienne collectée.

La version de Tucker de la propriété mutuelliste sur la terre laisse quelques questions ouvertes, ou au moins sans réponses adéquates. Peut-être la plus importante a-t-elle été levée par "Egoist", dans le courrier des lecteurs de Liberty. Egoist met en avant la contradiction apparente entre salariat et possession basée sur l'occupation : « (…) si la production est prise en charge en groupes, telle qu'elle l'est actuellement, qui est l'occupant légal de la terre ? L'employeur, le contremaître, ou l'ensemble de ceux engagés dans le travail coopératif ? Cette dernière possibilité apparaissant comme la seule réponse rationnelle. (…) »[457] Tucker, malheureusement, n'a pas répondu à cet élément particulier de la lettre d'Egoist, et de ce fait, nous ne pouvons être certains de la manière dont il aurait réglé cette question. C'est clairement une chose à laquelle on peut répondre au moins autant par le consensus social local que par la déduction logique basée sur des principes.

Une autre question à laquelle il n'est répondu que de manière partielle est celle de la rente économique. Tucker a fait peu de cas des questions de rente économique dues à une fertilité supérieure ou à un avantage de localisation. Il pensait que la rente des propriétaires fonciers absents surpassait largement ces avantages en importance, et qu'ils pouvaient être laissés en l'état dès l'instant où la grande propriété foncière est abolie.

C'est Oppenheimer, un georgiste et c'est ironique, qui a démontré pourquoi la rente due à des avantages de localisation et de fertilité resterait relativement insignifiante dans un système de propriété basé sur l'occupation et l'usage. Oppenheimer, comme Tucker, considère qu'une rente peut revenir à une terre du fait de ses avantages de localisation ou de fertilité, sans être la conséquence d'aucune relation d'exploitation. Mais alors que les propriétaires d'une telle terre ont besoin de travailler moins pour obtenir le même revenu, il pense que les forces du marché préviendraient l'apparition de grandes concentrations de richesses résultant de la propriété d'une terre supérieure. Oppenheimer considère la rente par unité de surface comme moins importante que la rente totale revenant à un propriétaire unique.

> *Oppenheimer va jusqu'à affirmer que dans un système où la terre inusitée est librement accessible, la rente ne peut pas survivre. La terre rapportant une*

> *rente serait morcelée par les héritages ; alors que la terre ne rapportant pas de rente resterait entière entre les mains d'un héritier, les autres héritiers prendraient de nouvelles terres. De ce fait la taille des propriétés évoluerait en proportion inverse de leur capacité à rapporter une rente, et plus une propriété serait petite, plus intensément elle devrait être cultivée, jusqu'à ce que les rentes soient éliminées par les revenus décroissants.*[458]

Cependant, ceci ne concerne principalement que la rente différentielle due à une localisation supérieure ou à la fertilité de la terre – pas les ressources naturellement rares comme les minéraux.

Ainsi que nous avons pu le voir, les arguments en faveur de la supériorité d'un ensemble de règles d'appropriation par rapport à un autre ne peuvent être fondés que sur une base conséquentialiste (c'est-à-dire sur la base d'une analyse prudentielle de la manière dont il implique un fonctionnement conforme à une idée généralement acceptée de la "justice"), et pas déduits de principes axiomatiques. Toute société décentralisée et post-étatique, suivant l'effondrement du pouvoir central, a toute probabilité d'être une panarchie caractérisée par une grande variété de systèmes de propriété locaux. Afin que ceux-ci puissent coexister pacifiquement, les trois systèmes de propriété doivent refléter la compréhension de leurs défenseurs les plus éclairés. Ceux préférant un ou un autre système doivent être prêts à admettre que le système ayant leur faveur n'est pas de manière évidente le plus juste ou, à tout le moins, ils doivent être prêts à accepter l'application du système préféré par le consensus de la majorité dans chaque zone particulière.

Bill Orton, qui préfère le système lockéen (ou "inaliénable") de propriété, a émis quelques observations provocatrices concernant la manière dont les métasystèmes de propriété ont pu coexister par le passé, et comment ils pourraient coexister à nouveau dans un hypothétique futur. Les trois métasystèmes majeurs que nous avons examinés dans cette section sont d'accord pour considérer que l'agression est mauvaise. Leurs conflits naissent de leurs grandes différences sur la définition d'une "agression". Selon Orton, les accusations d'agression ou d'initiation de la force ne résultent que de conflits de définitions de la propriété. « La liberté (et l'initiation de la force) est définie en termes de droits de propriété (...) »[459]

> *(...) (quasiment) personne ne revendique d'initier l'usage de la force. Quand des gens en accusent d'autres appartenant à d'autres obédiences d'initier l'usage de la force, ils font usage de leur propre piles de règles de définition de la propriété. Selon son propre système de propriété, l'accusé n'initie pas la force du tout. Par exemple, si vous préférez la propriété inaliénable, alors le squat est une pratique inacceptable. Si vous défendez la propriété découlant de la possession, le squat est irréprochable. La définition de la "violence" est différente, du fait de systèmes de propriété différents.*[460]

Par le passé, les défenseurs de l'un ou l'autre métasystème ont souvent manqué de la tolérance nécessaire à coexister pacifiquement avec d'autres systèmes de propriété. Et aujourd'hui, beaucoup de socialistes libertaires et d'anarcho-capitalistes voient la simple existence d'autres systèmes de propriété comme un véritable affront.

> *Oui, il y a certains anarcho-socialistes qui seraient prêts à s'en prendre à des gens qui font usage de propriété inaliénable, et il y a des anarcho-capitalistes qui seraient prêts à s'en prendre à des gens qui font usage de propriété*

usufruitère[44]. Si vous ne croyez pas à cette dernière affirmation, jetez un œil aux commentaires sous des articles concernant les peuples aborigènes – vous voyez des affirmations péremptoires selon lesquelles il est correct de piller leurs terrains de chasses parce qu'ils (…) n'ont pas de logement sédentaires, ne reconnaissent pas la propriété de la terre, etc. Mais la propriété est objective – peu importe qu'ils la reconnaissent ou pas. Soit ils l'ont séparée des biens communs [non-appropriés], ont mélangé leur travail et leur personnalité à elle (…), soit ils ne l'ont pas fait.[461]

Dire que "tous les anarchistes de marché" sont tolérants aux arrangements usufruitiers est une grossière erreur. Des gens sur cette liste ont justifié les confiscations par les US de terres indiennes sur la base d'arguments tels que : « ils ne reconnaissent pas la propriété inaliénable, ils ne l'ont pas officiellement revendiquée, donc ils n'ont pas de droits de propriété ». Quelques enragés quasi-randroïdes[45] dénoncent les arrangements usufruitiers "collectivistes" comme foncièrement maléfiques, et devant être éradiqués. Ne vous y trompez pas, il y a beaucoup d'anarchistes de marché intolérants.[462]

Orton exprime l'espoir d'une coexistence pacifique de systèmes de propriété, après « la séparation de la propriété et de l'État » :

Si l'Ancapistan[46] devenait soudainement anti-capitaliste, je ne le remarquerait probablement pas. Je crois que sans un État, le capitalisme et le socialisme sont en harmonie et n'entrent pas en conflit. Bien sûr, vous pouvez parler de syndicats et de mutuelles, là où je ne vois qu'une firme avec des transferts de propriété restreints. Vous pouvez parler d'une commune là où je ne vois que des ménages. Peu importe.

Bien sûr, faire l'hypothèse que tout le monde aura la même idéologie économique après la séparation de l'économie et de l'État est du même niveau qu'affirmer que tout le monde deviendra athée après la séparation de l'Église et de l'État. Non, exactement comme il existe différentes religions et dénominations et cultes avec la laïcisation, de même, il y aura des formes d'arrangements variées avec l'absence d'un État. Il y aura plus, et pas moins, d'expérimentations économiques, exactement comme le nombre des cultes religieux a proliféré[47]. De ce fait, la réponse à votre recherche a toute probabilité d'être : changez de quartier, faites quelques kilomètres le long de cette route, ou changez simplement les personnes avec qui vous échangez.

Mais la vraie réponse de fond devrait être : qui s'en préoccupe ? Les communistes ressemblent beaucoup aux capitalistes, pour ce qui me concerne. À qui importe l'école économique du gars qui fait pousser vos pommes de terre ou cuit votre pain ?[463]

J'en suis arrivé à la conclusion qu'autant les socialistes que les capitalistes

---

44 *NdT : On parle aussi parfois de "possession proudhonienne", définissant la propriété comme usus (usage) + fructus (usufruit) + abusus ("abus", mais plutôt aliénation/exclusion), et la possession comme les seuls usus + fructus, sans l'abusus.*

45 *"Randroid" est un terme très péjoratif pour qualifier les adeptes de la philosophie d'Ayn Rand, auxquels il est souvent reproché une rigidité et une absence totale d'ouverture, en plus d'être extrêmement prévisibles car semblant sortis d'un moule. Ce terme résume tout ça, nous l'avons "traduit" tel quel.*

46 *Ancapistan : comprendre « le pays anarcho-capitaliste ». Les anglophones disent "ancap" là où les francophones disent plutôt "anarcap".*

47 *NdT : un fait bien réel aux Amériques, mais bien moins constaté en France…*

> *bénéficieraient d'une société sans État. Même avec une prédominance d'une forme ou d'une autre, je pense qu'il sera facile et harmonieux de créer une enclave minoritaire. Clairement beaucoup plus facile que de faire face à l'État ! Mais je doute sérieusement qu'aucune forme de propriété dominera. Il y aura chaque forme d'arrangement de la propriété que vous pouvez imaginer, et encore bien plus que vous ne pouvez pas imaginer. Quand la religion a été sortie de l'État, est-ce que tout le monde est devenu athée ? Est-ce que l'Église Catholique, ou une quelconque autre église ou religion, est devenue dominante ?*[464]

La coexistence de différents systèmes de propriété dans une panarchie requerrait un agrément de toutes les parties à respecter les règles établies par le consensus de la majorité dans chaque zone, ainsi qu'un système d'arbitrage pour les conflits :

> *Maintenant, pour le conflit qui nous concerne [entre des travailleurs syndicalistes et un capitaliste dépossédé], les théories de la propriété des parties sont différentes, donc "qui est l'agresseur" est la question à laquelle il faut répondre. Selon la théorie usufruitière, le capitaliste qui revient demander son dû est l'agresseur ; selon la théorie de la propriété inaliénable, les travailleurs syndicalistes sont les agresseurs. Il ne peut y avoir aucune solution théorique.*
>
> *Pour éviter la violence, une forme de modération ou d'arbitrage est presque certainement nécessaire. Les parties en conflit peuvent se mettre d'accord sur un arbitre sage, quelqu'un qui n'a pas de biais pour ou contre l'un ou l'autre des systèmes de propriété, pour résoudre le désaccord. Par exemple Wolf de Voon, qui a clairement affirmé qu'il pense que la propriété légitime est plus ou moins celle que les voisins approuveraient. Il jugera probablement sur la base des habitudes locales et les attentes des parties concernées. Par exemple, si l'usine se trouve dans une zone où la propriété inaliénable domine, où la population locale n'attend rien d'autre que l'application de ce principe, et si les syndicalistes viennent donc d'une culture "étrangère" tentant de s'étendre, alors il rendra probablement un jugement favorable au capitaliste. D'un autre côté, si l'usine se situe dans une zone où l'usufruit domine, et où quasiment toute la population locale espère et agit en accord avec l'usufruit, alors le capitaliste sera jugé comme tentant de faire un "coup" propriétaire, et le juge arbitrera très certainement en faveur des travailleurs syndicalistes.*
>
> *Aucun des systèmes de propriété ne peut être démontré comme correct. Une démonstration requiert un ensemble d'axiomes. Les capitalistes et syndicalistes sont en désaccord sur les axiomes concernant la propriété, donc aucune démonstration n'est possible. De ce fait, on a le choix entre la force et l'arbitrage, et nous savons tous lequel des deux est le meilleur sur la durée.*[465]

B. Les Quatre Grands de Tucker : le Monopole de la Monnaie

Dans tout système d'exploitation de classe, une classe dirigeante contrôle l'accès aux moyens de production de façon à imposer un tribut au travail. Le monopole des propriétaires fonciers, que nous avons examiné dans la section précédente, est un exemple de ce principe. Et jusqu'au XIXe siècle, le contrôle de la terre est probablement resté l'unique forme primordiale de

privilège par laquelle le travail était forcé d'accepter moins que son produit en salaire. Mais dans le capitalisme industriel, on peut défendre l'idée que l'importance de la propriété foncière a été surpassée par celle du monopole monétaire. Sous cette dernière forme de privilège, l'accord de licences aux banques par l'État, les besoins en capitalisation et d'autres barrières à l'entrée du marché permettent aux banques de facturer des prix de monopoles à des prêts, sous la forme de taux d'intérêts d'usure. De ce fait, l'accès du travail au capital est restreint et le travail est forcé de payer un tribut, sous la forme de taux d'intérêts artificiellement élevés.

Des anarchistes individualistes comme William Greene[466] et Benjamin Tucker considéraient le monopole de la monnaie comme central au système capitaliste de privilèges. Ainsi que Tucker a pu le montrer, la banque capitaliste, dans le cas d'un "prêt" hypothécaire, ne prête en fait rien du tout. Le banquier « n'investit qu'un capital faible ou nul lui appartenant et, de ce fait, ne prête rien à ses clients, du fait que l'hypothèque qu'ils lui fournissent constitue le capital sur lequel il opère (…) »[467] Ce que le banquier fait réellement, c'est de fournir le simple service de transformer la propriété du "bénéficiaire" du prêt en liquidité. Et du fait des lois de l'État, qui restreignent l'offre de ce "service" à ceux qui disposent d'assez de capital pour répondre à ses exigences de capitalisation, il peut facturer un prix d'usure pour ça.

Le processus d'obtention d'une charte bancaire du gouvernement, qu'il soit fédéral ou d'État[48] a été décrit par Karl Hess et David Morris dans « Neighborhood Power »[49] :

> *D'abord, on va chercher un certificat qui donne la permission de lever des fonds pour la banque, et décrit les conditions qui doivent être remplies pour recevoir une charte. L'étape 2 est d'obtenir la charte après avoir rempli les conditions. Les conditions sont nombreuses, mais la plus importante est qu'un montant donné de capital de dépôt doit être levé dans une période de temps spécifique. Afin d'obtenir la permission de lever des fonds, un groupe doit prouver qu'il y a des raisons d'avoir une autre banque, qu'elle remplira une fonction nécessaire, et qu'elle a une probabilité raisonnable de réussir sur son marché.*[468]

Dans un marché bancaire réellement libre, tout groupement volontaire d'individus pourraient former une banque coopérative et émettre des billets de banque mutuelliste adossés à n'importe quel bien de leur choix, avec l'acceptation de ces billets comme condition d'adhésion. Tucker et Greene ont généralement considéré la terre comme la forme la plus probable de bien servant à adosser la monnaie, mais à un certain moment, Greene a spéculé sur l'idée qu'une banque mutuelliste pourrait choisir d'honorer non seulement les propriétés vendables pour adosser la monnaie, mais également la « mise en gage de la production future »[469]. Mais en admettant que la banque mutuelliste décide de ne rendre liquide que la propriété de ses membres, il n'y aurait, au sens strict, « aucun emprunt » :

> *Le soi-disant emprunteur pourrait simplement modifier son propre titre de propriété de façon à le rendre reconnaissable par tout le monde, avec pour simple coût celui de la modification. C'est à dire que l'homme disposant d'un capital ou d'un bon crédit, qui aurait besoin d'aller dans une banque, et fournir une certaine quantité de ses propres bien et titres sur des bien par le processus ordinaire de l'hypothèque ou de la vente de ses titres, n'échangerait que son crédit personnel contre le crédit de la banque, connu et accepté pour*

48 *NdT : comprendre : de celui des 50 États américains dans lequel on se trouve.*
49 *NdT : « Le pouvoir du voisinage », non-traduit.*

> *des produits vendus dans tout l'État, ou dans le pays, ou peut-être dans le monde. Et pour ce service, la banque ne lui facturerait que le coût du travail de son service d'échange de crédits, plutôt que les taux ruineux d'intérêts par lesquels sous l'actuel système de monopole, les banques privilégiées taxent les producteurs sans privilège de leur propriété, jusqu'à leur logement.*[470]

Si la propriété possédée par la classe laborieuse était disponible pour être mobilisée comme capital par ce genre de moyens, et les producteurs autorisés à organiser leur propre crédit sans obstacles, les ressources à leur disposition seraient énormes. Ainsi que l'observe Alexander Cairncross, « le travailleur américain a à sa disposition à domicile plus de capital qu'à l'usine où il est employé ».[471]

Le crédit abondant et bon marché modifierait considérablement l'équilibre des pouvoirs entre le capital et le travail, et les rémunérations du travail remplaceraient les rémunérations des capitaux comme forme majeure d'activité économique. Selon Robinson,

> *L'ensemble du système d'intérêt sur le capital est basé sur les taux d'intérêts de monopole qui nous sont imposés par la loi. Ce système imprègne l'ensemble du monde moderne des affaires.*
>
> *Avec la liberté bancaire, l'intérêt sur les obligations et toutes sortes de dividendes sur les actions chuteraient jusqu'au minimum d'intérêt qu'une banque puisse proposer. Les soi-disant loyers (…) chuteraient jusqu'au coût de maintenance et de remplacement.*
>
> *Toute cette part du produit qui est aujourd'hui accaparée par l'intérêt reviendrait de droit au producteur. Le Capital, quelle que soit la définition qu'on en donne, cesserait pratiquement d'exister en tant que fond producteur de revenus, pour la simple raison que l'argent nécessaire à l'acquisition du capital peut être obtenu à un demi-pour-cent, le capital lui-même ne pourrait imposer de prix plus élevés.*[472]

Et le résultat serait une position de négociation énormément améliorée pour les occupants et les travailleurs contre les propriétaires de la terre et du capital. Selon Gary Elkin, l'anarchisme de marché libre de Tucker avait certaines implications socialistes-libertaires intrinsèques :

> *Il est important de remarquer que du fait de la proposition de Tucker d'augmenter la capacité de négociation des travailleurs au travers du crédit mutuel, son soi-disant anarchisme individualiste est non-seulement compatible avec le contrôle des travailleurs, mais en fait le faciliterait. Car si l'accès au crédit mutuel devait augmenter la capacité de négociation des travailleurs dans la mesure drastique où Tucker affirmait qu'il le ferait, alors les travailleurs deviendraient capables de (1) demander et obtenir la démocratie sur le lieu de travail et (2) mettre en commun leurs crédits pour acheter et posséder des compagnies collectivement.*[473]

Compte-tenu de la position de négociation améliorée des travailleurs, « la capacité des capitalistes à extraire la plus-value du travail des employés serait éliminée ou au moins grandement réduite. »[474] Alors que la compensation pour le travail approcherait la valeur ajoutée, que le retour sur le capital s'effondrerait sous l'effet de la concurrence du marché, et que la valeur des actions des corporations dégringolerait d'autant en conséquence, le

travailleur deviendrait de fait copropriétaire de son lieu de travail, et ce, même si l'entreprise demeure de manière nominale possédée par des actionnaires.

Des taux d'intérêt proches de zéro augmenterait l'indépendance du travail de nombre de manières intéressantes. D'abord, quiconque avec un prêt sur vingt ans avec un intérêt à 8 % pourrait dès maintenant, sans ces taux d'usure, le rembourser sur 10 ans. La plupart des gens dans leur trentaine seraient propriétaires de leurs logements, ayant fini de rembourser. Entre ceci et la non-existence de prêts à la consommation à des taux pharamineux, deux des plus grandes sources d'anxiété obligeant à conserver son boulot à n'importe quel prix auraient disparu. En sus, nombre de travailleurs auraient d'importantes économies. Des nombres significatifs prendraient leur retraite dans leurs quarante ou cinquante ans, prendraient des temps partiels choisis, ou lanceraient leur propre affaire ; avec les emplois en concurrence pour attirer les travailleurs plutôt que le contraire, l'effet sur la capacité de négociation serait révolutionnaire.

Sous le capitalisme industriel, Tucker affirme que le monopole sur la monnaie a renforcé le monopole sur la terre et le capital. La rente sur les sites en tant que telle dépendait essentiellement de l'application des titres des propriétaires fonciers sur une terre dont ils étaient absents. La disponibilité de toutes les terres vacantes pour l'appropriation par l'installation et le travail[50] auraient fait chuter la rente sur la terre en tant que telle à zéro, du simple fait de la concurrence. Mais dans les agglomérations, la valeur des améliorations et des constructions dépassait celle des sites eux-mêmes. Et la disponibilité d'un crédit sans intérêts aurait fait chuter les rentes à zéro, de même par l'effet de la concurrence. Personne ne paierait un loyer pour une maison en ayant accès aux moyens, sans intérêts, d'en construire une pour lui-même. Et de la même manière, personne n'accepterait beaucoup moins que le produit de son travail comme retour pour l'usage de moyens de production, alors même que tout individu et ses collègues de travail pourraient mobiliser un capital sans intérêts pour acheter les leurs. Gary Elkin explique : « Dans cette situation, il serait absurde pour des travailleurs de payer à quelqu'un d'autre (un capitaliste) pour l'usage des outils et de l'équipement des frais de locations supérieurs à leurs coûts de dépréciation et de maintenance augmentés du coût répercuté des taxes (s'il en est) et de la place nécessaire à les entreposer. »[475]

En sus de tout ceci, les banques centrales rendent un autre service aux intérêts du capital. D'abord, un besoin majeur des capitalistes financiers est d'éviter l'inflation, afin de leur permettre des rentabilités sur investissements prévisibles. Ceci est ostensiblement le rôle premier de la Réserve Fédérale et des autres banques centrales[51]. Mais au moins aussi important est le rôle des banques centrales dans le maintien de ce qu'elles appellent le niveau de chômage "naturel" – jusqu'aux années 1990 environ 6 %. La raison en est que lorsque le chômage descend nettement sous ce chiffre, le travail montre des exigences croissantes et met la pression pour être mieux payé, et avoir de meilleures conditions de travail et plus d'autonomie. Les travailleurs sont bien moins prompts à bouffer la merde de leur patron quand ils savent qu'ils peuvent trouver un emploi au moins aussi bon dès le lendemain. D'un autre côté, rien n'est aussi efficace à faire rentrer dans le rang des employés que l'idée qu'il y a une file d'attente de gens prêts à les remplacer au pied levé.

La "prospérité" de la période Clinton est une exception apparente à ce principe. Alors que le chômage menaçait de tomber sous les 4 %, une minorité à la Réserve Fédérale a agité la

50 *NdT : "homesteading", concept largement développé par Murray Rothbard, déjà évoqué*
51 *Banque Centrale Européenne en Europe, Banque de France en France précédemment*

menace monter les taux d'intérêts et de faire baisser la pression "inflationniste" en jetant quelques millions de travailleurs à la rue. Mais Greenspan lui-même l'a attesté devant le Comité Bancaire du Sénat, la situation était unique. Compte-tenu du degré d'insécurité professionnelle dans l'économie des hautes technologies, il y avait une « restriction (a)typique sur l'augmentation des salaires ». En 1996, malgré un nombre de chômeurs moins élevé dans le pays, 46 % des travailleurs de grandes entreprises craignaient des licenciements – à comparer à un chiffre de seulement 25 % en 1991, alors que le chômage était bien plus élevé.

> *La réticence des travailleurs à quitter leur emploi pour en trouver un autre alors que le nombre des demandeurs d'emplois était réduit a fourni la preuve de cette préoccupation, avec la tendance à des contrats de travail plus longs. Pendant plusieurs décennies, les contrats ont rarement dépassé les trois ans. Aujourd'hui, on peut trouver des contrats de cinq, six ans – des contrats qui sont souvent caractérisés par une emphase sur la sécurité dudit emploi, et qui impliquent des augmentations de salaires plus modestes. Le faible niveau des arrêts de travail des années passées atteste également de la préoccupation envers la sécurité de l'emploi.*[476]

On peut donc dire que la volonté des travailleurs durant le "boom" de l'ère Clinton d'échanger des augmentations réduites contre une plus grande sécurité de l'emploi est raisonnablement bien documentée. Pour les patrons, l'économie des hautes technologies est la deuxième meilleure chose qui soit arrivée après le chômage pour garder nos esprits dans le droit chemin. "Combattre l'inflation" se traduit opérationnellement par une augmentation de l'insécurité professionnelle et des travailleurs peu disposés à faire grève ou à chercher mieux ailleurs.

C. Les Quatre Grands de Tucker : les Brevets

Bien que Tucker ait inclus les brevets et les droits de douanes parmi ses quatre grands privilèges, il ne les a essentiellement traités que d'une manière individualiste, comme une source de prix de monopoles à payer pour le consommateur. Il a ignoré pour l'essentiel les effets des brevets et des droits de douanes sur la structure de l'économie, et leur rôle dans la cartellisation qui était en cours à la fin du dix-neuvième siècle. Les brevets et les droits de douanes, ainsi que les subventions au transport (une forme d'intervention gouvernementale que Tucker a ignorée en son temps) ont ensemble formé la fondation dès le dix-neuvième siècle finissant de ce qui deviendrait le capitalisme de monopoles du vingtième siècle.

Le privilège de brevet a été utilisé à large échelle pour promouvoir la concentration du capital, ériger des barrières à l'entrée des marchés, et maintenir un monopole sur les technologies avancées dans les mains des corporations occidentales. Il est difficile même d'imaginer combien l'économie serait plus décentralisée qu'elle l'est sans ces choses.

Bien que les libertariens de droite de toutes tendances soient communément caricaturés en apologistes du *big business*, Murray Rothbard n'avait guère de remords à dénoncer les brevets comme une violation fondamentale des principes d'un marché libre :

> *Un homme qui n'a pas acheté une machine et qui arrive à la même invention indépendamment sera, sur un marché libre, parfaitement capable de faire usage de son invention et de la vendre. Les brevets empêchent un homme d'utiliser son invention alors même qu'il dispose de la pleine propriété et qu'il n'a pas volé l'invention, que ce soit explicitement au implicitement, au*

> *premier inventeur. Les brevets, de ce fait, sont des octrois de privilèges de monopoles exclusifs par l'État, et sont des invasions des droits de propriété sur le marché.*[477]

On reçoit parfois l'argument, en réponse à la critique affirmant les brevets sont des monopoles, que « toute propriété est un monopole ». Ce qui est vrai ; mais la propriété sur la terre, même quand elle est basée sur la seule occupation, est un monopole dû à la nature de l'objet approprié. Une parcelle de terrain ne peut être occupée et utilisée que par un propriétaire à la fois, parce qu'elle est finie. Par nature, deux personnes ne peuvent pas occuper le même espace physique au même moment. La "propriété intellectuelle" au contraire, est un monopole artificiel sur le droit de faire une certaine action – arranger des éléments matériels ou des symboles dans une configuration particulière – qui n'est pas autrement restreinte par nécessité à une seule personne à la fois. Et contrairement à la propriété sur des biens tangibles et la terre, dont l défense est une extension nécessaire de la volonté de maintenir la possession, l'application des "droits de propriété" sur des idées requièrent l'invasion de l'espace d'autrui.

> *La propriété de chacun est défendue sous la loi libertarienne, sans brevets. Si quelqu'un a une idée ou un plan et construit une invention, et cette invention est volée dans sa maison, le vol est un acte illégal, sous la loi générale. D'un autre côté, les brevets envahissent en vérité les droits de propriété des découvreurs indépendants d'une même idée ou les auteurs d'une invention qui ont eu le tort d'arriver après le brevet. (...)*
>
> *Les brevets, de ce fait, envahissent plutôt qu'ils défendent les droits de propriété.*[478]

Les brevets font une différence de prix astronomique. Par exemple, jusqu'aux années 1970, l'Italie ne reconnaissait pas les brevets sur les médicaments. En conséquence, les Laboratoires Roche ont imposé à la sécurité sociale nationale britannique des prix 40 fois supérieurs pour des produits à base de Librium et de Valium brevetés à ceux pratiqués par les concurrents en Italie.[479]

Et les brevets suppriment l'innovation tout autant qu'ils l'encouragent. Chakravarthi Raghavan avance que les chercheurs qui font réellement le travail d'invention signent comme condition à leur embauche un abandon de leurs droits sur les brevets dont ils sont les auteurs réels, et ce alors même que les programmes de sécurité de l'industrie et des brevets empêchent le partage d'informations et annihilent la concurrence nécessaire à l'amélioration des inventions sous brevet.[480] Rothbard de même avance que les brevets éliminent « l'incitation compétitive pour plus de recherche » du fait que l'innovation incrémentale basée sur les brevets appartenant à autrui est entravée, et parce que le possesseur du brevet peut « rester sur ses lauriers pendant l'entière période de validité du brevet », sans crainte qu'un concurrent n'améliore son invention. Et ils ralentissent le progrès technique parce que « les inventions mécaniques sont des découvertes de la loi naturelle plutôt que des créations individuelles, et de ce fait des inventions similaires indépendantes arrivent tout le temps. La simultanéité des inventions est un fait historique familier. »[481]

Le régime de propriété intellectuelle sous le tour de direction du GATT par l'Uruguay va bien au-delà des lois traditionnelles sur les brevets dans la suppression de l'innovation. L'un des avantages des lois traditionnelles sur les brevets, au moins, est la nécessité de publication de l'invention brevetée. Sous la pression des États-Unis, cependant, les "secrets commerciaux" ont

été inclus dans les accords du GATT. En conséquence, il est demandé aux gouvernements de supprimer toute information non protégée par les brevets.[482]

Et les brevets ne sont pas nécessaires comme incitations à l'innovation. Selon Rothbard, l'invention est motivée non-seulement par les quasi-rentes revenant à la première entreprise réussissant à introduire une innovation, mais par la menace d'être surpassé dans le domaine des fonctionnalités des produits ou en productivité par les concurrents. « Sous un régime de concurrence active (…) aucune entreprise ne peut se permettre de se traîner derrière ses concurrents. La réputation d'une entreprise dépend de sa capacité à rester devant, d'être la première sur le marché avec de nouvelles améliorations sur ses produits et de nouvelles réductions sur ses prix. »[483]

Ceci est confirmé par le témoignage de F. M. Scherer devant la FTC[52] en 1995[484]. Scherer évoque une enquête portant sur 91 compagnies parmi lesquelles seulement 7 « accordaient une grande importance à la protection des brevets comme facteur de leurs investissements en R&D ». La plupart décrivaient les brevets comme « la moins importante des considérations ». La plupart des compagnies considéraient que la principale motivation de leurs décisions en R&D était « la nécessité de demeurer compétitifs, le désir d'une productivité élevée, et le désir d'étendre et de diversifier leurs ventes. » Dans une autre étude, Scherer n'a trouvé aucun effet négatif sur les dépenses en R&D à l'obligation de fournir des licences sur ses propres brevets. Une étude concernant les firmes états-uniennes a conclu que 86 % des inventions auraient eu lieu sans les brevets. Dans les cas des automobiles, des équipements bureautiques, des équipements pneumatiques et des textiles, le chiffre était de 100 %.

L'exception était les médicaments, domaine dans lequel 60 % des inventions n'auraient supposément pas été inventées. Je devine cependant une forme d'aveuglement ou de fourberie de la part des sondés. Tout d'abord, les entreprises du médicament reçoivent une portion particulièrement élevée de leurs dépenses de R&D de la part du gouvernement et nombre de leurs produits les plus lucratifs ont été développés entièrement aux frais du contribuable. Ensuite, Scherer lui-même a cité des preuves du contraire. L'avantage de réputation dû à la présence en premier sur un marché est considérable. Par exemple à la fin des années 1970, il a été constaté que la structure de l'industrie et des prix était très similaire entre les drogues protégées par des brevets et celles qui ne l'étaient pas. Être le premier acteur à proposer une drogue non-protégée par un brevet permettait à une compagnie de maintenir 30 % de parts de marché tout en facturant des prix élevés.

L'injustice des monopoles dus aux brevets est exacerbée par le financement gouvernemental de la recherche et de l'innovation, alors que l'industrie recueille des profits de monopole sur des technologies qu'elle n'a pas dépensé un centime pour les développer. En 1999, l'extension du crédit d'impôt sur les recherches et expérimentations a été, parmi d'autres extensions de nombre de privilèges fiscaux corporatistes, considérée comme le devoir le plus urgent des dirigeants du Congrès. Hastert, quand on lui a demandé si certains éléments de la loi fiscale étaient essentiels, a dit : « Je pense que les extensions [d'incitations fiscales] sont une chose sur laquelle nous allons devoir travailler. » Bill Archer, responsable des "ways and means"[53] a ajouté « avant la fin de l'année (…) nous ferons les extensions dans une loi courte et simple, qui n'inclura rien d'autre. » Une extension de cinq ans du crédit sur la recherche et l'expérimentation (rétroactive au 1er juillet 1999) était supposée coûter 13,1 milliards de

52 *FTC : Federal Trade Commission, une commission fédérale chargée de surveiller l'application du droit commercial, en particulier le droit des consommateurs et les lois anti-trusts.*

53 *Ways and Means : "les manières et les moyens", correspond peu ou prou à ce qu'on qualifie en France de responsabilité budgétaire.*

dollars. (Ce crédit amenait le niveau de taxation réel sur les dépenses de R&D à un niveau inférieur à 0)[485]

La loi gouvernementale sur la politique des brevets de 1980 (Government Patent Policy Act), suivi des amendements de 1984 et 1986, a permis à des industries privées d'obtenir des brevets sur des produits développés avec l'argent du contribuable réservé à la recherche et au développement – et alors de facturer dix, vingt ou quarante fois le coût de production. Par exemple, l'AZT a été développé avec de l'argent du contribuable américain, et mis dans le domaine public en 1964. Le brevet en a été donné à Burroughs-Wellcome Corp.[486]

Comme si leur dossier n'était pas déjà assez chargé, les compagnies pharmaceutiques en 1999 ont exercé des pressions sur le Congrès pour obtenir l'extension de deux ans de certains de leurs brevets, grâce à une loi passée dans ce but.[487]

Les brevets ont été utilisés tout au long du XXe siècle « pour contourner les lois antitrust », selon les mots de David Noble. Ils ont été « mis en place en grands nombres pour supprimer la concurrence », ce qui a eu pour effet de « supprimer l'innovation elle-même »[488]. Edwin Prindle, un avocat spécialisé dans les brevets d'entreprise, écrivit ainsi en 1906 :

> *Les brevets sont le meilleur et le plus efficace des moyens de contrôler la concurrence. Ils donnent parfois un contrôle absolu sur le marché, rendant leur possesseur capable de fixer un prix sans aucun regard pour le coût de production (…) Les brevets sont la seule forme légale de monopole absolu.*[489]

L'échange ou le regroupement de brevets entre concurrents, historiquement, a été la méthode clef permettant la cartellisation des industries. Ceci se vérifie particulièrement pour les appareillages électriques, les outils de communication, et les produits de l'industrie chimique. General Electric et Westinghouse ont grossi jusqu'à dominer la production d'appareils électriques au tournant du XXe siècle essentiellement grâce au contrôle offert par les brevets. Dès 1906, ils ont réglé leurs conflits à propos de brevets en unissant leurs brevets en un portefeuille commun. GE, en son temps (avant de devenir la vision patriarcale qu'en avait Gerard Swope), a été formée en 1892 par la consolidation des brevets d'Edison et Thomson-Houston.[490] AT&T s'est également étendue sur la base de « stratégies visant à créer des monopoles reposant sur des brevets. » L'industrie chimique américaine était marginale jusqu'en 1917, quand le ministre de la justice Mitchell Palmer a saisi des brevets allemands pour les distribuer aux principales compagnies chimiques américaines. DuPont a obtenu des licences sur 300 des 735 brevets[491].[54]

Les brevets sont aussi utilisés à une échelle globale pour maintenir les multinationales dans une position de monopole permanent sur les technologies productives. La mesure la plus totalitaire du cycle d'Uruguay[55] est probablement son paquet sur la "propriété industrielle". Le GATT a étendu à la fois le champ et la durée des brevets bien au-delà de ce qui était envisagé dans les lois originelles sur les brevets. En Angleterre, les brevets avaient au départ une durée de validité de 14 années – le temps nécessaire à former deux compagnons à une succession (et, par analogie, le temps nécessaire à mettre en production et recueillir le bénéfice original pour originalité). Selon ce standard et compte-tenu des temps de formation requis plus courts aujourd'hui, et également la durée de vie plus courte des technologies, la période de monopole

54 *Ceci est une demi-erreur de Kevin Carson : Mitchell Palmer a bien dépouillé les Allemands dès 1917 dans son rôle de gestionnaire des biens ennemis, et a bien continué quand il fut nommé ministre de la justice, mais sa nomination n'eut lieu qu'en 1919, après la fin de la guerre.*

55 *Cycle d'Uruguay du GATT, Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce en français, qui a duré de 1986 à 1994*

devrait être plus courte. Au lieu de ça, les États-Unis cherchent à étendre cette durée à cinquante ans[492]. Selon Martin Khor Kok Peng, les États-Unis ont été de loin les plus absolutistes de tous les participants au cycle d'Uruguay. Contrairement à la Communauté Européenne, et allant jusqu'à demander une protection légale pour les processus biologiques concernant les animaux et les plantes.[493]

Les mesures concernant les biotechnologies sont vraiment une manière de renforcer les barrières à l'échange, et de forcer les consommateurs à subventionner les multinationales engagées dans l'agro-business. Les États-Unis cherchent à appliquer les brevets aux organismes génétiquement modifiés, spoliant par là le travail de générations de reproducteurs du Tiers Monde, en isolant les gênes bénéfiques des variétés traditionnelles et en les incorporant dans de nouveaux OGM – et peut-être même en mettant en œuvre des brevets sur les variétés traditionnelles desquelles sera issu le matériel génétique. Par exemple Monsanto a tenté de faire usage de la présence de leur ADN dans des récoltes comme preuve de piratage – alors même qu'il est bien plus probable que leur variété ait pollinisé et contaminé la récolte voisine, contre la volonté de son propriétaire de fermier. Soit dit en passant, l'agence Pinkerton[56] joue un rôle majeur dans les investigations à charge – précisément cette même agence qui brisait des grèves et tabassait leurs organisateurs au siècle passé. Même des porte-flingue doivent se diversifier pour réussir dans une économie globalisée.

Le monde développé a particulièrement poussé dans le sens de la protection des industries dépendant de ou produisant des "technologies génériques", et de la restriction de la diffusion des technologies à double-usage. L'accord commercial États-Unis-Japon sur les semi-conducteurs, par exemple, est un accord d'échange administré, similaire à un cartel. "Libre-échange", ni de près ni de loin[494]. Les lois traditionnelles sur les brevets exigeaient au moins que l'ayant-droit amène son invention dans un pays avant d'y bénéficier de la protection du brevet. La loi britannique a autorisé les licences obligatoires après trois ans si une invention n'était pas utilisée, ou utilisée de manière incomplète, et cette exigence était satisfaite "dans une large mesure" même à l'importation ; de même quand les marchés d'exportation n'étaient pas satisfaits du fait du refus de l'ayant-droit d'accorder des licences selon des termes raisonnables.[495]

La motivation centrale au régime de propriété intellectuelle du GATT, cependant, est de verrouiller de manière permanente le monopole collectif des avancées technologiques par les multinationales, et d'empêcher une concurrence indépendante de jamais émerger dans le tiers-monde. Il a pour but, comme l'écrit Martin Khor Kok Peng, « d'empêcher de manière efficace la diffusion de la technologie dans le Tiers Monde, et d'augmenter considérablement les revenus de monopoles des multinationales, tout en réduisant le potentiel de développement technologique du Tiers Monde. » Seulement 1 % des brevets dans le monde ont des propriétaires issus du Tiers Monde. Sur l'ensemble des brevets accordés dans les années 1970 dans des pays du Tiers Monde, 84 % étaient propriétés d'étrangers. Mais moins de 5 % des brevets possédés par des étrangers étaient utilisés en production. Comme nous l'avons expliqué précédemment, le but de la possession d'un brevet n'est pas nécessairement d'en faire usage, ça peut être d'empêcher que qui que ce soit d'autre en fasse usage.[496]

Raghavan résume bien l'effet sur le Tiers Monde :

> *Compte-tenu des importants investissements consentis en R&D tout autant*

56 *NdT : on peut voir l'agence Pinkerton comme l'ancêtre ou l'équivalent "local" et interne aux États-Unis des sociétés militaires privées qui fleurissent depuis la seconde guerre du Golfe à l'international.*

> *que du court cycle de vie de certains des produits concernés, les Nations Industrialisées sont en train d'essayer d'empêcher l'émergence d'une concurrence en contrôlant (…) les flux de technologies vers les autres. Le cycle d'Uruguay est détourné de façon à être utilisé pour créer des monopoles à l'export pour les produits des Nations Industrielles et bloquer ou ralentir l'émergence de rivaux compétitifs, en particulier dans les pays émergents du Tiers Monde. En même temps, il est prévu que les technologies des industries sénescentes du nord seront exportées vers le sud, sous des conditions assurant des revenus de rentes.*[497]

Les propagandistes des corporations dénoncent pieusement les anti-mondialistes comme des ennemis du Tiers Monde, cherchant à faire usage de barrières à l'échange pour maintenir un style de vie occidental d'abondance aux dépens des nations pauvres. Les mesures détaillées ci-dessus – les barrières à l'échange – destinées à supprimer de manière permanente les technologies du Tiers Monde et à maintenir le sud comme un atelier d'exploitation géant, montrent bien le mensonge qui réside dans cette préoccupation "humanitaire". Il ne s'agit pas d'opinions différentes, ou d'une incompréhension sincère des faits. Si on met de côté toutes les subtilités fallacieuses, ce que nous voyons, c'est le mal pur à l'œuvre – la « botte piétinant un visage humain… éternellement ». Si des architectes de cette politique croient qu'elle bénéficie au bien-être humain, ça ne peut que montrer la capacité de l'idéologie à justifier les actes de l'oppresseur à ses propres yeux de façon à lui permettre de dormir la nuit.

D. Les Quatre Grands de Tucker : les Droits de Douane

Comme avec les brevets, nous allons nous intéresser ici aux aspects des droits de douane que Tucker a négligés : leur promotion de la cartellisation de l'industrie. Dans le prochain chapitre sur l'essor du capitalisme de monopoles, nous verrons les effets tous azimuts de ce que Schumpeter appelle le « capitalisme de monopole dépendant des exports ». Ce terme fait référence à un système économique dans lequel l'industrie se constitue en cartel derrière la protection des barrières douanières ; vend sa production sur son marché domestique à un prix de monopole significativement supérieur à celui qu'imposerait un marché libre, de manière à obtenir des super-bénéfices aux dépens du consommateur ; et se débarrasse de ses produits invendables à l'international, en abaissant ses prix sous ses coûts de production si nécessaire.

Le droit de douane a souvent été appelé « la mère des trusts » par les populistes d'il y a un siècle, du fait qu'il facilite la collusion entre les gros producteurs domestiques et la création d'oligopoles. Mises, dans l'Action Humaine, décrit la dépendance des cartels envers les barrières douanières (en particulier en combinaison avec d'autres monopoles imposés par l'État comme les brevets). Bien sûr, conservant sa posture habituelle "pro-business", Mises considère les grandes firmes industrielles, au pire, comme des bénéficiaires passifs de politiques protectionnistes des États, destinées à la base à augmenter les revenus du travail. Ce qui prolonge ses vues sur le capitalisme industriel primitif, et leur innocence concernant le processus d'accumulation primitive, décrites dans le chapitre précédent.

Selon Kolko dans le Triomphe du Conservatisme, les grands trusts au tournant du XXe siècle n'étaient pas capables de maintenir leurs parts de marché face aux petites firmes, plus efficientes. La stabilisation de la plupart des industries sur un modèle oligopolistique n'a été possible, en dernier ressort, que grâce à l'aide additionnelle des réglementations anticoncurrentielles de l'ère "progressiste". Le fait que les trusts aient été si instables, malgré

les effets cartellisants des droits de douanes et des brevets, en dit long sur le niveau d'intervention étatique nécessaire à maintenir le capitalisme de monopoles. Car sans les influences combinées des droits de douanes, des brevets et des subventions aux chemins de fer, il est improbable qu'ils eussent été capables de seulement prétendre organiser de tels trusts en premier lieu.

E. Les Subventions aux Transports

Une forme d'intervention gouvernementale contemporaine de Tucker et qu'il a quasi-totalement ignorée est le subventionnement des transports. Ça peut sembler étrange à première vue, étant donné que les "améliorations internes[57]" ont été une question controversée tout au long du XIXe siècle, et ont également été une part centrale de l'agenda des Whigs et du Parti Républicain de l'Âge d'Or. En effet, Lincoln a annoncé le début de sa carrière en reprenant à son compte, certes pas pour longtemps, exactement le programme d'Henry Clay : une banque centrale, des droits de douanes élevés, et des améliorations internes. Cette négligence de Tucker, cependant, est cohérente avec ses inclinations. Il était concerné par le privilège essentiellement dans la mesure où celui-ci promouvait les profits de monopoles à travers l'échange inégal à un niveau individuel, et pas dans la mesure où il affectait les structures de production. La sorte d'intervention gouvernementale que James O'Connor devait plus tard décrire, qui promeut l'accumulation et la concentration en subventionnant directement les coûts du *big business*, a largement échappé à sa critique.

À la fin de la section précédente, nous avons noté que l'échec du mouvement des trusts reflète l'insuffisance des subventions aux chemins de fers, des douanes et des brevets seuls pour maintenir un pouvoir monopolistique stable. Mais sans les "améliorations internes" du dix-neuvième siècle, il est improbable que la plupart des firmes industrielles d'importance à l'échelle nationale auraient seulement existé, sans même parler de tentatives de collusion.

Adam Smith a défendu il y a plus de deux siècles la justice inhérente à l'internalisation des coûts d'infrastructures entrainée par le paiement des frais par les utilisateurs.

> *Il ne paraît pas nécessaire que la dépense de ces ouvrages publics soit défrayée par ce qu'on appelle communément le revenu public, celui dont la perception et l'application sont, dans la plupart des pays, attribuées au pouvoir exécutif. La plus grande partie de ces ouvrages peut aisément être régie de manière à fournir un revenu particulier suffisant pour couvrir leur dépense, sans grever d'aucune charge le revenu commun de la société. (…)*
>
> *Quand les voitures qui passent sur une grande route ou sur un pont, ou les bateaux qui naviguent sur un canal, payent un droit proportionné à leur poids ou à leur port, ils payent alors pour l'entretien de ces ouvrages publics, précisément dans la proportion du déchet qu'ils y occasionnent. Il paraît presque impossible d'imaginer une manière plus équitable de pourvoir à l'entretien de ces sortes d'ouvrages. D'ailleurs, si ce droit ou taxe est avancé par le voiturier, il est toujours payé en définitive par le consommateur, qui s'en trouve chargé dans le prix de la marchandise. (…)*
>
> *Il paraîtrait assez raisonnable que la dépense extraordinaire à laquelle peut*

57 *NdT : "Internal improvements" : des programmes de développement étatique des infrastructures, dont la légitimité et l'intérêt ont toujours été âprement discutés aux États-Unis. En Europe, ce n'est généralement même pas sujet à débat : les infrastructures sont considérées comme relevant de la propriété et de la responsabilité des États.*

> *donner lieu la protection d'une branche particulière de commerce fût défrayée par un impôt modéré sur cette même branche ; par exemple, par un droit modique une fois payé par le commerçant la première fois qu'il entre dans ce genre de commerce, ou, ce qui est plus égal, par un droit particulier de tant pour cent sur les marchandises qu'il importe dans les pays avec lesquels se fait cette branche de commerce, ou sur celles qu'il en exporte.*[498]

Mais ce n'est pas comme ça que les choses fonctionnent sous ce que les néolibéraux appellent le "capitalisme de marché libre". Des dépenses sur les transports et sur les réseaux de communication issues des revenus généraux, plutôt que de taxes particulières ou de frais d'usage, permettent au *big business* d'externaliser ses coûts sur le public, et de masquer ses vraies dépenses de fonctionnement. Chomsky décrit très précisément ce transfert des coûts de transports :

> *Un fait bien connu à propos du commerce, c'est qu'il est massivement subventionné avec des facteurs massifs de distorsion du marché (…) Le plus évident, c'est que chaque forme de transport est hautement subventionnée (…) Du fait que l'échange requiert par nature du transport, les coûts de transports entrent dans le calcul de l'efficience de l'échange. Seulement il y a des subventions massives qui réduisent le coût du transport, à travers la manipulation des coûts de l'énergie et toutes sortes de manipulations qui distordent le marché.*[499]

Chaque vague de concentration du capital aux États-Unis a suivi de près un système infrastructurel subventionné d'une ou l'autre sorte. Le système de chemins de fer nationaux, largement construit sur des terrains gratuits ou vendu sous leur valeur par le gouvernement, a été suivi de concentrations dans les industries lourdes, la pétrochimie et la finance. Albert Nock tournait en ridicule les corporatistes de gauche de son temps, qui présentaient la corruption des compagnies de chemins de fer de son temps comme des exemples de l'échec de "l'individualisme sauvage" et du "laissez-faire".

> *Il est aujourd'hui à la mode, même parmi ceux qui devraient être mieux renseignés, de rendre l'"individualisme sauvage" et le laissez-faire responsables des émeutes pour des accès aux points d'eau, des rabais, des baisses de taux, les banqueroutes frauduleuses et d'autres choses de ce genre, qui sont devenues monnaie courante dans le chemin de fer après la Guerre Civile, mais ces choses n'y étaient pas plus liées qu'elles l'étaient à la précession des équinoxes. Le fait est que nos chemins de fer, à quelques exceptions près, n'ont jamais crû du fait d'une quelconque demande économique. Il s'agissait d'entreprises spéculatives rendues possibles par l'intervention de l'État, par les prébendes de moyens politiques sous la forme d'attributions de terres et de subventions ; et de tous les maux qu'on reproche à nos chemins de fer, il n'en est aucun qui ne puisse être directement attribué à cette intervention première*[500].

Le système moderne des télécommunications trouve sa source dans l'association des brevets Bell, organisée en 1875 ; les différents systèmes Bell ont été consolidés sous le nom d'AT&T en 1900. Sans l'imposition par le gouvernement de l'immense arsenal de brevets couvrant virtuellement chaque aspect de la téléphonie, une infrastructure de communications

centralisée aurait été impossible à mettre en place sur une échelle telle que l'actuelle[501]. Et ne parlons même pas du rôle des franchises gouvernementales et des droits d'attributions dans l'émergence du monopole d'AT&T.

Le projet de transport majeur suivant fut le système national d'autoroutes, entamé dès les années 20 et culminant avec le maillage d'autoroutes inter-états sous Eisenhower ; puis ce fut le tour de l'aviation civile, presque totalement mise en place avec de l'argent fédéral. Le résultat étant une énorme concentration de la vente au détail, de l'agriculture, et des industries de transformation de nourriture.

Le dernier projet de cette sorte a été l'infrastructure de l'Internet, construite à l'origine par le Pentagone. Il permet, pour la première fois, une direction des opérations globales en temps réel depuis un seul état-major de corporation, et accélère la concentration du capital à l'échelle globale. Pour citer Noam Chomsky encore une fois, « La révolution des télécommunications (…) est (…) un autre composant d'État de l'économie internationale qui ne s'est pas développé grâce à du capital privé, mais grâce au public payant pour sa propre destruction (…) »[502]

L'économie corporatiste centralisée dépend pour exister de prix de transports artificiellement distordus par l'intervention du gouvernement. Pour prendre la pleine mesure de la dépendance de l'économie corporatiste envers la socialisation des coûts de transport et de communication, il faut essayer d'imaginer ce qui arriverait si le carburant des camions et des avions était suffisamment taxé pour payer le coût intégral de la maintenance et des constructions d'autoroutes et d'aéroports ; et si les quotas lors de pénuries étaient abolis. Le résultat immédiat serait une forte augmentation des coûts de transport. Quelqu'un croit-il sérieusement que Wal-Mart pourrait continuer à supplanter les détaillants locaux, ou que l'agrobusiness pourrait continuer à détruire les fermes familiales ?

Il est fallacieux de dire que les infrastructures subventionnées par l'État "créent des efficiences" en rendant possible la production à grande échelle pour un marché national. Le fait qu'un système d'infrastructure important et centralisé ne puisse apparaître que si l'État le subventionne et l'organise par en haut, ou que de telles actions de l'État le font exister à une plus grande échelle qu'il ne le ferait sans elles, indique que les coûts de transaction sont si élevés que les bénéfices n'en valent pas la peine pour des gens dépensant leur propre argent. Il n'y a pas de demande par des consommateurs dépensant volontairement leur propre argent aux coûts réels pour les services, les risques et tout ce qui peut y être associé, sans intervention de l'État.

Si la production à l'échelle promue par les subventions aux infrastructures avait réellement été suffisamment efficiente pour compenser les coûts de distribution réels, les industriels auraient disposé d'assez de demande effective pour payer les coûts de transport aux prix qu'ils pratiquaient et sans avoir besoin d'une intervention de l'État. D'un autre côté, une "efficience" apparente qui ne présente une balance commerciale positive que du fait de masquage et de transfert des coûts n'est en réalité pas de l'efficience du tout. Les coûts ne peuvent être détruits. Les transférer n'en fait pas moins des coûts – ça signifie seulement que, du fait qu'ils ne sont pas payés par le bénéficiaire du service, celui-ci profite de ceux-là aux dépens de quelqu'un d'autre. Il N'Y A Pas De Repas Gratuit.

Les libertariens de droite honnêtes admettent volontiers cet état de fait. Par exemple, Tibor Machan écrit dans The Freeman que

Certains diront qu'une protection stricte des droits [contre l'expropriation] mènerait à de petits aéroports, au mieux, et beaucoup de contraintes sur les constructions. Bien sûr – mais en quoi est-ce vraiment un problème ?

Peut-être que la pire chose dans la vie industrielle moderne est le pouvoir des autorités politiques d'accorder des privilèges spéciaux à certaines entreprises qui violent les droits des tierces parties dont l'accord serait trop cher à obtenir. Le besoin d'obtenir ces accords serait un sérieux frein à ce que la plupart des environnementalistes considèrent comme une industrialisation rampante – et en vérité sauvage.

Le système des droits privés de propriété – dans lequel toutes les sortes d'activités humaines doivent être conduites dans le domaine de chacun, sauf à avoir obtenu la coopération volontaire d'autrui – est le meilleur des modérateurs aux aspirations humaines. (…) En bref, les gens ne peuvent atteindre des buts qui seraient hors de leur portée avec leurs seules ressources qu'en en convainquant d'autres, à travers des arguments et des échanges justes, de coopérer.[503]

Chapitre 6 : L'Essor du Capitalisme de Monopoles

Introduction

Bien que le capitalisme d'État du vingtième siècle (contrairement à la variante plus ancienne et mal nommée du "laissez-faire", dans lequel le caractère étatiste du système était largement dissimulé sous un ensemble de dispositions légales "neutres") trouve ses racines dans le milieu du dix-neuvième siècle, il a reçu une grande impulsion en tant qu'idéologie de l'élite pendant la dépression des années 1890. À partir de ce moment, les problèmes de surproduction et de sur-accumulation, les dangers d'une lutte des classes à l'intérieur des frontières et le besoin pour l'État de les résoudre, ont pris de l'importance dans l'esprit des élites corporatistes. Le marché non-régulé était de plus en plus considéré comme destructeur et inefficace. Le glissement du consensus des élites dans les années 1890 (vers le libéralisme corporatiste et l'expansion commerciale internationale) a été aussi profond que celui des années 1970, quand en réaction aux grèves, à la "crise de la gouvernabilité" et l'imminence du "manque de capitaux" a mené les élites au pouvoir à abandonner le libéralisme corporatiste en faveur du néolibéralisme.

Martin Sklar explique que la « reconstruction corporatiste du capitalisme américain » qui a émergé de la dépression des années 1890 a été aussi une révolution aussi fondamentale pour la vie des Américains que l'ont été la Guerre de Sécession[58] et la reconstruction qui l'a suivie.

> *Cependant et malgré tous les conflits amers et violents qu'elle a générés du fait de sa rapidité et de son échelle énorme, elle s'est faite de manière relativement pacifique et dans le cadre des institutions politiques existantes. Comment cela est-il possible ?*
>
> *(…) Contrairement à la grande crise sociopolitique des années 1850-1860, qui s'est résolue par une reconstruction nationale, qui a nécessité une guerre civile et une révolution, la reconstruction corporatiste n'a nécessité ni guerre civile ni révolution, simplement une réorganisation politique et des réformes.*[504]

La réponse à la question de Sklar, à mon avis, est que la reconstruction corporatiste des années 1890 a eu lieu sans transformation politique violente précisément du fait que « la guerre civile et la révolution » de 1861-1877 avaient déjà établi toutes les conditions préalables politiques nécessaires à une reconstruction corporatiste pacifique de l'économie. Le retrait et la transformation politique qui a suivi dans le Sud, suivis par la prise de pouvoir des "rédempteurs", avec leur orientation nationale-capitaliste, ont donné aux Républicains un terrain politique incontesté et les mains libres pour imposer l'agenda économique Whig dans toute sa plénitude. L'économie corporatiste a été rendue possible par des droits de douanes industriels très élevés et le subventionnement massif des "améliorations internes" – avec la personnalité juridique des entreprises, le droit à un "procès équitable" et le reste du régime légal découlant du Quatorzième Amendement. La création de ce régime juridique était analogue, à une plus petite échelle, à ce qui fut fait plus tard avec Bretton Woods et le GATT, qui ont fourni une structure politique pour le capitalisme global après la seconde guerre mondiale.

L'émergence d'une économie dominée par des firmes opérant à l'échelle continentale et d'industries dans lesquelles relativement peu de firmes prédominaient n'est pas le fruit des

58 *NdT : 1861-1865*

seules années 1890. Il y a eu une évolution sur deux ou trois décennies, à la suite du triomphe whig-républicain de 1861-1877. Et les crises économiques des années 1890, auxquelles le corporatisme total a été la réponse, ont elles-mêmes été une conséquence des tendances déstabilisatrices de la précédente évolution des corporations. L'échelle géographique croissante, la centralisation, et les niveaux d'accumulation caractéristiques de l'organisation économique américaine ont culminé lors de la crise totale de sur-accumulation et de sous-consommation des années 1890.

Ainsi que Martin Sklar lui-même l'avance, le processus de "concentration industrielle", que lui-même distingue de la reconstruction corporatiste, a été entamée un certain temps avant les années 1890. Et les années 1880 ont été une décennie d'accumulation sans précédent qui a été prolongée dans la crise des années 1890[505]. La crise des années 1890 était l'aboutissement de cette concentration et de cette sur-accumulation ; mais cette concentration et cette sur-accumulation, à leur tour, étaient le résultat de l'intervention capitaliste de l'État Whig-Républicain, et pas du marché "non-régulé" ou de la "concurrence".

La classe dirigeante américaine, de ce fait, avait tort de voir les crises de surproduction ou de surplus de capital comme "les conséquences naturelles ou inévitables d'une société de marché[506]". Néanmoins, à partir de la Dépression des années 1890, et à travers la plus grande partie du vingtième siècle, des solutions corporatistes à ces tendances aux crises ont dominé les politiques économiques d'État. Et évidemment, chaque mesure corporatiste supplémentaire, prise pour résoudre les problèmes de sur-accumulation l'ayant précédée, exacerbe elle-même les problèmes liés à la sur-accumulation.

> *Mais la réorganisation corporatiste à grande échelle des opérations n'était pas en soi une solution au problème du surplus. Elle a même aggravé le problème de plusieurs manières profondes : elle a fait monter les prix, ou les a rendus moins élastiques, et de ce fait a limité la demande par rapport à la capacité de production ; elle a restreint le flux des économies individuelles dans l'investissement productif, tout en facilitant dans le même temps l'accumulation concentrée de fonds à investir dans les trésoreries des corporations, et en mobilisant les fonds d'investissement à travers la création de marchés de capitaux organisés autour de titres négociables et au travers de l'activité de maisons d'investissements bancaires et de sociétés fiduciaires, qui ont crû en nombre comme en taille avec l'émergence du capitalisme corporatiste. On pourrait dire que la réorganisation corporatiste a traité, sans la guérir, la maladie de la "surproduction" du point de vue du système de propriété capitaliste ; et précisément en le faisant, elle a renforcé les tendances à l'excès d'épargne et la génération de surplus de capital, en l'absence d'une expansion forte du système d'investissement. Elle a de ce fait rendu la disposition au surplus et l'accès aux opportunités d'investissement internationales croissantes une question on ne peut plus urgente, déterminant la politique à la fois du secteur privé et du gouvernement.*[507]

Le résultat ultime a été une spirale d'étatisme croissant, culminant avec le corporatisme du New Deal et l'économie de guerre permanente de la Seconde Guerre Mondiale puis de la Guerre Froide.

Dans le domaine de la politique étrangère, le problème de la sur-accumulation et de la sous-

consommation ont mené au régime connu sous le nom de "capitalisme de monopoles dépendant des exports", se reposant sur ce que William A. Williams appelle une politique de "l'Empire aux Portes Ouvertes". Nous étudierons l'histoire du capitalisme de monopoles en tant qu'il a affecté la politique étrangère états-unienne au Chapitre 7.

Les remèdes de l'État à la crise de sur-accumulation et de sous-consommation (essentiellement la gestion keynésienne de la demande, le droit du travail corporatiste et l'État-providence) ont eux-mêmes mené à des tendances crisogènes opposées : la crise de sous-accumulation et la crise fiscale de l'État. Les manières dont ces tendances opposées à des crises interagissent, et leur probable conclusion finale, sont le sujet du Chapitre 8.

Le sujet principal de ce chapitre est l'émergence du capitalisme de monopoles lui-même, et les mesures de l'État ayant pour but la cartellisation de l'économie. Les effets des subventions et régulations de l'État sont

1) d'encourager à la création d'installations de production à une échelle si large qu'elles ne sont pas viables dans un marché libre, et ne peuvent écouler la totalité de leur production sur leur propre marché domestique ;
2) de promouvoir des prix de monopole supérieurs aux prix d'équilibre du marché ; et
3) de poser des barrières à l'entrée des marché et mettre les nouvelles ou plus petites entreprises dans une situation de désavantage compétitif, afin de leur fermer l'accès à des débouchés et au capital domestique.

Le résultat est une crise de surproduction et de surplus de capital, et un processus d'étatisation toujours croissante, du fait que les intérêts corporatistes connectés politiquement ont agi à travers l'État pour tenter de résoudre la crise. La meilleure analyse que je connaisse de ce processus est celle de Joseph Stromberg dans "The Role of State Monopoly Capitalism in the American Empire"[59].[508]

A. Corporatisme de Gauche, Cartellisation Réglementaire et État de Guerre Permanent

L'argument de Stromberg, auquel nous devons beaucoup, est basé sur la théorie autrichienne de la cartellisation réglementaire, elle-même due à Murray Rothbard. Les économistes de l'école autrichienne, en particulier Rothbard et ses disciples de la Gauche Rothbardienne, ont développé une analyse du capitalisme d'État ressemblant dans une large mesure à celle de la Nouvelle Gauche[60]. Précisément, les deux groupes la considèrent comme un mouvement de grande échelle du capital organisé dans le but d'obtenir ses profits à travers l'intervention étatique dans l'économie, bien que les réglementations mises en place par ce projet aient été généralement vendues au grand public comme des mesures "progressistes" de restriction du *big business*. Rothbard a exploité ce parallélisme d'analyses entre Nouvelle Gauche et droite libertarienne dans ses ouvertures vers la Nouvelle Gauche. Dans des projets comme son journal "Left and Right" et dans l'anthologie "A New History of Leviathan" (co-édité avec Ronald Radosh de la Nouvelle Gauche), il cherchait une alliance entre la gauche libertaire et la droite libertarienne[61] contre l'État corporatiste.

---

59 *NdT : non traduit en français*

60 *NdT : le mouvement a pris des formes très différentes selon les endroits du monde. En France, c'est peut-être le situationnisme, un courant marxiste, qui a le plus marqué.*

61 *NdT : « he sought an alliance of the libertarian Left and Right » → « Il a cherché une alliance entre la Gauche et la Droite libertariennes ». Mais « gauche libertarienne » est difficile à dire en français dans ce cadre, dans la mesure où le libertarianisme en France est très exactement défini comme le sous-ensemble "extrême" du libéralisme philosophico-économique, et n'inclut pas le*

Rothbard considère le "collectivisme de guerre" de la Première Guerre Mondiale comme le prototype du capitalisme d'État du XXe siècle. Il le décrit comme

> *un nouvel ordre marqué par un État fort et une intervention et une planification étendues et omniprésentes du gouvernement, dans le but de fournir un réseau de subventions et de privilèges monopolistiques aux intérêts des milieux d'affaires et en particulier du* big business. *Spécifiquement, l'économie serait cartellisée sous la férule du gouvernement, avec des prix rehaussés et une production fixée et restreinte, selon le schéma classique du monopole ; et les contrats, militaires et autres, du gouvernement seraient concentrés entre les mains de producteurs de corporations favorisées. Le travail, après être devenu de plus en plus turbulent, se trouverait apprivoisé et bridé au service d'un nouvel ordre monopolistique-capitaliste d'État, sous le prétexte de la promotion d'un syndicalisme gentiment coopératif, et à travers l'introduction des leaders syndicaux l'acceptant au sein du système de planification, comme partenaires juniors*[509].[62]

Cette vision du capitalisme d'État, partagée par la Nouvelle Gauche et les rothbardiens, est une injure au cadre idéologique dominant aux États-Unis. Avant de pouvoir analyser le capitalisme de monopole du vingtième siècle, nous devons nous défaire de la pernicieuse sagesse populaire sur le sujet, commune aux courants dominants de droite comme de gauche. Les "conservateurs" comme les "progressistes" du courant dominant partagent en effet la même image-miroir du monde (avec seulement les "gentils" et les "méchants" inversés), selon laquelle la croissance de l'État-providence et des réglementations a manifesté une volonté de restreindre le pouvoir du *big business*. Selon cette version communément acceptée de l'histoire, les programmes des Progressistes et le New Deal ont été imposés aux intérêts corporatistes depuis l'extérieur et contre leur volonté. Dans cette version du monde, l'État puissant est un "contre-pouvoir" populiste opposé aux "défenseurs de l'économie-reine". Cette lecture du monde est partagée par les Randroïdes et les Chicago Boys à droite, qui fulminent contre le "pillage" par des "anti-capitalistes" collectivistes ; et par les gauchistes de la NPR[63] qui prennent le New Deal pour le retour de Jésus sur terre. C'est l'idéologie officielle de l'establishment de l'école publique, dont les livres d'histoire content les légendes héroïques de Théodore Roosevelt le "tombeur des trusts" combattant les "grands riches malfaisants", et de la croisade d'Upton Sinclair contre les industriels de la viande. La même histoire est racontée presque dans les mêmes termes dans les écoles privées de droite, simplement des lamentations accompagnent la description de la défaite des milieux d'affaires face à l'État collectiviste, ou le New Deal est décrit comme un exemple des masses se votant pour elles-mêmes des largesses sur le dos du trésor public.

L'analyse conventionnelle de la réglementation étatique a été succinctement résumée par Arthur Schlesinger, le principal porte-parole de la gauche corporatiste : « La gauche en Amérique a généralement été le mouvement restreignant le pouvoir des milieux d'affaires au

---

courant libertaire. Aux États-Unis, "libertarian", au contraire, inclut le mouvement libertaire. La New Left avec laquelle Rothbard voulait faire alliance était fondamentalement libertaire au sens français, mais pas libertarienne, dans le sens où elle ne mettait aucune sorte d'accent sur l'importance du marché. La traduction proposée est donc celle respectant le mieux le sens, mis en modifiant la structure du texte original.

62 *NdT : Nous pouvons remarquer ici que le même système a été mis en place en France, avec un succès beaucoup plus important. En effet, avec des "partenaires sociaux" à la représentativité nulle, à la docilité absolue car subventionnés dans les grandes largeurs (voir rapport Perruchot), et attachés à leurs privilèges comme le fils caché d'un pou pubien et d'un pitbull, on peut même parler de miracle français du capitalisme d'État.*

63 *NdT : NPR : National Public Radio : radio nationale américaine de service public, par ailleurs largement subventionnée par des intérêts privés.*

nom d'autres parties de la société.[510] » Les gauchistes et les conservateurs du courant dominant peuvent être en désaccord sur qui est le "méchant" de l'histoire, mais ils sont largement en accord sur la motivation anti-*business*. Par exemple, Theodore Levitt de la Harvard Business Review se plaignait en ces termes en 1968 : « Le *business* n'a pas vraiment obtenu gain de cause ou eu son mot à dire sur une seule proposition de réglementation ou une seule législation sociale pendant les trois derniers quarts de siècle.[511] »

Le problème avec ces affirmations si conventionnelles, c'est qu'elles sont à peu près l'exact contraire de la vérité. La Nouvelle Gauche a produit des quantités importantes de preuves du contraire, démolissant virtuellement la version officielle de l'histoire américaine. (Le problème étant, comme dans la majorité des cas de changement de paradigme, que la réalité consensuelle ne sait pas encore qu'elle est morte.) Des intellectuels comme James Weinstein, Gabriel Kolko et William Appleman Williams, dans leurs analyses historiques de la "gauche corporatiste[64]", ont démontré que les principales forces derrière à la fois les réformes des progressistes et celles du New Deal ont été de puissants intérêts corporatistes. La suite ne prétend qu'à donner un bref aperçu du développement du régime imposé par la gauche corporatiste, et une introduction à son analyse par la Nouvelle Gauche (et les Autrichiens).

Malgré l'aura d'idéalisme entourant la description par Schlesinger de l'État-providence/régulateur, celui-ci a en fait eu pour prédécesseur le socialisme Junker en Prusse – l'œuvre de ce réputé hippie New Age, Bismarck. Le gros du mouvement socialiste au tournant du siècle (la partie du mouvement toujours contrôlée par les travailleurs et pas cooptée par les intellectuels fabiens) dénonçait la tendance à prétendre ces mesures équivalentes au socialisme, et les appelaient "socialisme d'État" – intervention de l'État dans l'économie au nom des capitalistes. La Revue Socialiste Internationale en 1912 par exemple, avertissait les travailleurs du piège de la confusion entre une assurance sociale ou une nationalisation d'une industrie avec le "socialisme". Des programmes d'État de compensations pour les travailleurs, d'assurances vieillesse ou santé n'étaient que des mesures visant à consolider le capitalisme. Et les nationalisations ne reflétaient que la prise de conscience du capitaliste « qu'il peut mieux prendre en charge certaines portions de la production à travers son gouvernement qu'à travers des entreprises privées. (…) Certains esprits confus appelleront ça du socialisme, mais le capitaliste sait mieux.[512] » Friedrich Engels a pris une position similaire au sujet de la propriété publique :

> *À un stage plus avancé d'évolution, cette forme [la société anonyme par actions] devient aussi insuffisante : le représentant officiel de la société capitaliste – l'État – devra de manière ultime prendre en charge la direction de la production. Ce besoin de conversion en propriété d'État se fait en premier sentir dans les grandes institutions de transports et de communications – les postes, les offices télégraphiques, les chemins de fer.*[513]

L'émergence du "libéralisme corporatiste" comme idéologie au tournant du vingtième siècle a été brillamment détaillée par James Weinstein dans "The Corporate Ideal in the Liberal State[65]"[514]. Elle se reflétait dans le mouvement "progressiste" américain et dans le fabianisme, l'équivalent britannique le plus proche. Cette idéologie était dans une large mesure l'expression de la vision du monde de la "Nouvelle Classe" d'apparatchiks, dont les valeurs étaient la planification et le culte du "professionnalisme", et qui voyaient les classes

64 *« Corporate liberalism », libéralisme voulant dire en américain courant (mais pas en anglais) : social-libéralisme, voire gauchisme. « Corporate liberalism » pourrait ainsi se traduire de manière assez juste par « libéralisme de gauche » dans un sens péjoratif.*

65 *NdT : non-traduit*

subalternes comme du matériau humain brut à manipuler pour son propre bien. Cette classe est très proche de la base sociale du mouvement Angsoc décrit par Orwell dans 1984 :

> *La nouvelle aristocratie était constituée, pour la plus grande part, de bureaucrates, de savants, de techniciens, d'organisateurs de syndicats, d'experts en publicité, de sociologues, de professeurs, de journalistes et de politiciens professionnels. Ces gens, qui sortaient de la classe moyenne salariée et des rangs supérieurs de la classe ouvrière, avaient été formés et réunis par le monde stérile du monopole industriel et du gouvernement centralisé.*[515]

La clef de l'efficience, pour la Nouvelle Classe, était de retirer autant que possible de la vie du domaine de la "politique" (c'est-à-dire des interférences par des non-professionnels) et de le placer sous le contrôle d'autorités compétentes. La "démocratie" a été transformée en rituel de légitimation périodique, avec l'individu retournant entre chaque élection à son rôle, bien assis et silencieux. Dans pratiquement chaque domaine de la vie, le citoyen moyen, du franc-tenancier (NdT : yeoman) auto-suffisant et plein de ressources décrit par Jefferson, devenait un client d'une bureaucratie ou d'une autre. Le système éducatif a été conçu pour le rendre passif et récepteur docile des services d'une institution après l'autre. Dans chaque domaine de la vie, ainsi que l'écrit Ivan Illich, le citoyen/sujet/ressource est enseigné à « confondre le processus et la substance ».

> *La santé, l'instruction, la dignité, l'indépendance et l'effort créatif ne sont plus définis que comme peu ou prou la production des institutions affirmant servir ces fins, et leurs améliorations sont rendues dépendantes de l'allocation de plus de ressources pour les hôpitaux, les écoles et les autres agences en question.*

En corollaire de ce principe, le public a été éduqué à « voir l'automédication comme irresponsable, l'instruction à domicile comme non-fiable, et l'organisation en communauté, quand elle n'est pas payée par les dépositaires de l'autorité, comme une forme d'agression ou de subversion.[516] »

Ce phénomène général, dans lequel un matériel humain brut passif est dirigé par des bureaucraties de "services", est qualifié par Edgar Friedenberg de « conscription de clientèle ».

> *Bien qu'ils soient qualifiés de "clients", les membres des clientèles conscrites ne sont pas considérés comme des clients par les bureaucraties qui les servent, du fait qu'ils ne sont pas libres de cesser temporairement ou définitivement d'être clients, ou de chercher un service équivalent ailleurs*[66]*. Ils sont considérés comme du matériau brut dont l'organisation du service a besoin pour assumer son rôle social et continuer à exister. Il n'est nul besoin de beaucoup d'heures d'observation – ou de simple présence – dans une école publique pour en conclure, du simple fait de la manière dont elle est gérée, que les élèves sont là pour le bien de l'école et pas le contraire. (…)*
>
> *[L'argent dépensé dans le système scolaire public] est de l'argent dépensé à fournir des biens et services à des personnes qui n'ont aucune influence sur*

66 *NdT : il est à noter qu'en France le terme "usager" marque de manière explicite ce fait. Cette citation a donc bien moins de force de ce côté de l'Atlantique. On doit néanmoins se poser la question de l'opportunité de rendre le "service" très indépendant de l'appréciation de celui qui en "bénéficie".*

> *ce que seront ces biens et services, et comment ils seront administrés ; et ceux qui s'y trouvent n'ont aucun pouvoir de retirer leur souscription en refusant d'y aller même si leurs parents et eux-mêmes pensent que ce que les écoles fournissent est dégoûtant ou nuisible. Il leur est fourni des livres dont, contrairement à d'autres travaux, de la Bible à la plus misérable pornographie, aucun individu normalement constitué ne voudrait pour sa propre satisfaction. Il s'agit précisément de livres invendables : en fait, ils sont adoptés pour l'usage obligatoire de centaines de milliers de personnes par des comités, dont aucun membre n'envisagerait d'acheter un seul de ces livres pour sa bibliothèque personnelle.*

Bien que Friedenberg considère les écoles publiques comme l'exemple le plus évident de clientèle conscrite, celles-ci ne sont en aucune manière les seules représentantes de la catégorie : « Au bout du compte, les bureaucraties avec des clientèles conscrites deviennent de vrais clientes les unes des autres, interdépendantes et se renvoyant les cas. Elles créent les conditions systémiques pour se générer des clients les unes aux autres. (…) » Par exemple, les écoles modèlent le matériau humain brut pour le rendre utilisable par les bureaucraties des ressources humaines de l'industrie privée (avec une transition aussi adoucie que possible par le mouvement des formations en alternance), ou par les bureaucraties de l'État-providence ou du complexe carcéral-industriel.[517]

Bien que l'idéologie corporatiste de gauche soit associée à la vision du monde de la Nouvelle Classe, elle a beaucoup de points communs avec ces employeurs "éclairés" qui ont vu dans le paternalisme un moyen de tirer plus des travailleurs. Beaucoup du patronat au tournant du siècle

> *ont montré une conception étonnamment rude de l'approche bénévole-féodale de l'entreprise et de ses travailleurs. Chacun était voué à être dominé et coordonné par un bureau central. Dans cette veine, ils voulaient étendre le système à (…) des choses telles que le logement, les pensions aux personnes âgées, les assurances-vie, les salaires et les emplois du temps professionnels, avec des offices chargés du bien-être, de la sécurité et de la santé professionnelles*[67]*.*[518]

L'obsession de la Nouvelle Classe pour la planification et la rationalité se reflète au sein de l'entreprise dans le culte fordiste/tayloriste du "management scientifique", dans lequel le travailleur se voit privé de compétences et le contrôle sur le processus de production se voit confié à une hiérarchie de cols blancs et d'ingénieurs.[519]

Cette nouvelle compatibilité d'intérêts entre les planificateurs sociaux progressistes et le management d'entreprise s'est reflété, d'un point de vue organisationnel, dans la Fédération Civique Nationale (NCF), dont le but était de réunir les plus éclairés et socialement responsables des éléments des milieux des affaires, du travail, et du gouvernement[520]. Si, comme Bill Haywood l'a dit de la convention fondatrice des I.W.W.[68], celle-ci était le « congrès continental de la classe laborieuse », alors la NCF a clairement été le congrès continental de la

67 *NdT : encore une fois, en France, l'essentiel de tout ça existe ou a existé : corons bureaucratiques-privés, puis OPHML publics, branches de la sécurité sociale, médecine du travail, CHSCT… Soit les Américains sont choqués pour pas grand-chose, soit nous sommes totalement blasés.*

68 *NdT : « Industrial Workers of the World » : syndicat anarchiste international, qui n'a jamais pris en France, peut-être du fait de l'occupation du terrain par les syndicats subventionnées et la C.N.T. Un des plus célèbres membres de ce syndicat est Noam Chomsky. Kevin Carson en est également membre.*

Nouvelle Classe. Les thèmes de la gauche corporatiste, David Noble les a décrits comme « la coopération plutôt que le conflit, l'harmonie naturelle des intérêts entre le travail et le capital, et le management et l'administration efficaces comme moyens de la prospérité et du bien-être généralisé.[521] »

Les intellectuels de la Nouvelle Classe, malgré leur rôle important dans la formulation de l'idéologie, ont été cooptés comme partenaires absolument mineurs de l'élite corporatiste. Hillaire Belloc et William English Walling l'avaient compris, les "progressistes" et les fabiens accordaient bien plus de valeur à la mise au pas générale et au contrôle centralisé qu'à leurs projets soi-disant "socialistes". Ils étaient convaincus, pour la plupart, que l'expropriation des capitalistes était impossible dans le monde réel. Les grands capitalistes, en retour, reconnaissaient l'utilité de l'État-providence régulateur à maintenir le contrôle et la stabilité sociaux, et à rendre possible d'extraction de profits au nom de valeurs égalitaires. Au sujet de l'intellectuel "progressiste", Hillaire Belloc a écrit qu'il :

> *laisse exister les lois qui rendent le logement, la nourriture, l'habillement et les loisirs de la masse des prolétaires dépendants de la classe possédante, et le respect de ces règles être imposé, à travers inspection et punition, à ceux dont il prétend défendre les intérêts. Et c'est ainsi que tout ce qui lui importe, il l'obtiendra.*[522]

La Nouvelle Classe, après avoir vu ses appétits de pouvoir satisfaits avec les petits despotismes dans les départements de l'éducation et des services à la personne, s'est vu confier la mission de cartelliser l'économie au profit de la classe dirigeante corporatiste. Sa rhétorique "populiste" a été mise à profit pour vendre le capitalisme d'État aux masses. Ces rustres sur-instruits ont admirablement servi leurs maîtres dans leur rôle d'idiots utiles.

Mais quelles que soient les motivations "idéalistes" des ingénieurs sociaux eux-mêmes, leur programme a été mis en place seulement dans la mesure où il servait les intérêts du capitalisme de monopoles. Kolko fait usage du terme « capitalisme politique » pour décrire les objectifs généraux poursuivis par le *big business* à travers l'État "progressiste" :

> *Le capitalisme politique est l'utilisation de moyens politiques pour atteindre des conditions de stabilité, de prédictibilité et de sécurité – à des fins de rationalisation – dans l'économie. La stabilité est l'élimination de la concurrence intestine et des fluctuations erratiques dans l'économie. La prédictibilité est la capacité, sur la base de moyens politiques stabilisés et sécurisés, de planifier l'action économique future sur la base d'attentes chiffrables assez réalistes. Par sécurité, j'entends la protection de toutes les attaques politiques latentes rendues possibles par n'importe quelle structure formellement démocratique. Je ne donne pas à la rationalisation son sens le plus commun, d'amélioration de la productivité, de la production, ou de l'organisation interne d'une compagnie ; j'emploie ce terme pour décrire plutôt l'organisation de l'économie et des sphères politique et sociale plus larges permettant aux corporations de fonctionner dans un environnement prévisible et sécurisé leur ouvrant la perspective de profits raisonnables sur la durée.*[523]

À partir du tournant du vingtième siècle, il y a eu une série de tentatives de la part des milieux d'affaires de créer une structure institutionnelle permettant une régulation des prix et une

stabilisation de leurs parts de marché respectives. Paul Sweezy explique

> *que les hommes d'affaires américains ont compris la nature destructrice de la concurrence par les prix et entamé un processus à travers un réseau complexe de lois (internes et réglementaires), d'institutions (par exemple d'associations commerciales), et de conventions (par exemple de contrôle des prix) pour la bannir du cours normal des affaires.*[524]

Seulement les tentatives quasi-privées de cartellisation d'avant l'Ère Progressiste – les soi-disant "trusts" – ont été des échecs misérables, selon Kolko. La tendance dominante au tournant du siècle – malgré les effets des douanes, des brevets, des subventions aux chemins de fer, et d'autres formes d'étatisme – était la concurrence. Le mouvement des trusts était une tentative de cartellisation de l'économie au travers de moyens privés et volontaires tels que des fusions, des acquisitions, et des accords sur les prix. Ce qui arriva, c'est que les trusts sur-capitalisés et sur-endettés se sont montrés encore moins efficients qu'auparavant, et perdaient régulièrement des parts de marchés au profit de concurrents plus petits et plus productifs. Standard Oil et U.S. Steel, immédiatement après leur création, ont commencé à subir un processus d'érosion de leurs parts de marché. Mis devant l'évidence de cet échec retentissant, le *big business* a agi au travers de l'État pour s'imposer sa propre cartellisation – d'où l'agenda réglementaire progressiste. « Ironiquement, et au contraire du consensus des historiens sur le sujet, ce n'est pas l'existence de monopoles qui a forcé le gouvernement fédéral à intervenir dans l'économie, mais leur inexistence. »[525]

Le Federal Trade Commission Act et le Clayton Act ont inversé cette tendance à la concurrence et à la perte de parts de marché et ont rendu la stabilité possible.

> *Les protections offertes par les nouvelles lois permettant d'attaquer les concurrents déloyaux et la discrimination par les prix signifiait pour le gouvernement qu'il allait rendre possible à de nombreuses associations de rendre stables pour la première fois les prix au sein de leur industrie et de faire des oligopoles effectifs le nouveau visage de l'économie.*[526]

La Federal Trade Commission (FTC) a créé une atmosphère hospitalière aux associations commerciales et à leurs efforts visant à empêcher la chute des prix[527]. Ces deux morceaux de législation ont accompli ce que les trusts avaient été incapables de faire : ils ont rendu possible pour une poignée de firmes dans chaque industrie de stabiliser leur part de marché et de maintenir une structure oligopolistique pour les relier. Ce modèle d'oligopole est resté stable depuis.

> *C'est pendant la guerre [la première guerre mondiale] qu'une oligopole fonctionnelle et des accords sur les marchés et les prix sont devenus opérationnels dans les secteurs dominants de l'économie américaine. La diffusion rapide du pouvoir dans l'économie et l'entrée relativement facile sur les marchés [les conditions que le mouvement des trusts a échoué à faire disparaître] ont virtuellement été abolies. Malgré l'arrêt de production de nouvelles lois, l'unité des affaires et du gouvernement fédéral ont continué dans les années 1920 et suivantes, faisant usage des fondations posées lors de l'Ère Progressiste pour stabiliser et consolider la situation dans diverses industries. Puis, sur les mêmes fondations progressistes et exploitant l'expérience des agences militaires, Herbert Hoover et Franklin Roosevelt ont*

> *plus tard mis au point des programmes de sauvetage du capitalisme américain. Le principe de faire usage du gouvernement fédéral pour stabiliser l'économie, établi dans le contexte de l'industrialisme moderne de l'Ère Progressiste, est devenu la base du capitalisme politique dans beaucoup de ses ramifications plus tardives.*[528]

De plus, les réglementations variées sur la qualité et la sécurité qui ont été introduites pendant cette période ont aussi aidé à la cartellisation du marché. Elles avaient essentiellement la même finalité que les dernières tentatives dans la guerre économique de Wilson, de réduire la variété des styles et des fonctionnalités disponibles dans les lignes de produits, au nom de "l'efficience". Toute action de l'État consistant à imposer un standard uniforme de qualité, par exemple sur la sécurité, sur l'ensemble d'un marché, élimine nécessairement la sécurité des objets de la concurrence entre les firmes. De par ce type d'action, l'industrie est partiellement cartllisée, exactement dans la même mesure que si les firmes avaient adopté un standard commun de niveaux de qualités uniformes et équivalents, et s'étaient mises d'accord pour stopper toute concurrence dans ce domaine. Une réglementation, par essence, est un cartel imposé par l'État dans lequel les membres s'accordent pour stopper la concurrence dans un domaine particulier de la qualité ou de la sécurité, choisissant en contrepartie un standard uniforme. Et contrairement aux cartels non-imposés par l'État, qui eux sont instables, aucun membre ne peut obtenir un avantage en abandonnant le cartel. De la même manière, la fourniture de services par l'État (financement de R&D par exemple) les exclut comme composantes d'un prix objet de concurrence entre les entreprises, et les place dans le domaine du revenu garanti pour toutes les entreprises d'un marché. Que ce soit au travers de régulations ou de subventions directes à diverses formes d'accumulation, les corporations agissent à travers l'État pour réaliser conjointement certaines activités et pour restreindre la concurrence à des domaines choisis.

Et Kolko a fourni des preuves en abondance, démontrant que la force principale derrière l'agenda législatif était le *big business*. Le Meat Inspection Act[69], par exemple, a été voté sous l'impulsion des grands industriels de la viande. Dans les années 1880, des scandales répétés impliquant de la viande avariée ont eu pour conséquence la fermeture de plusieurs marchés européens à des firmes américaines. Les plus gros industriels se sont alors tournés vers le gouvernement fédéral pour lui demander d'effectuer des contrôles sur la viande destinée à l'exportation. En sous-traitant cette fonction conjointement, à travers l'État, ils ont sorti l'inspection qualitative des domaines où ils se faisaient concurrence, et le gouvernement leur apportait le sceau d'une approbation similaire à ce qu'une association industrielle leur aurait apporté – mais aux frais du contribuable. Le problème avec ce régime d'inspections primitif, c'est que seuls les plus gros industriels étaient concernés par l'export ; ces inspections obligatoires ont de ce fait donné un avantage concurrentiel aux petites firmes fournissant exclusivement le marché domestique. L'effet principal du Meat Inspection Act de Roosevelt a été de faire rentrer les petits producteurs dans le régime d'inspections obligatoires, et donc de mettre fin au désavantage compétitif qui était imposé aux plus grandes firmes. Upton Sinclair a simplement été le complice involontaire de l'industrie de la viande[529]. Ce schéma a été répété pour l'essentiel à chaque étape de l'agenda réglementaire "progressiste".

Le même leitmotiv réapparaît lors du New Deal. La motivation principale au soutien des milieux d'affaires par le New Deal était, ainsi que Ronald Radosh le décrit, « de grands

69 *Loi bien connue aux États-Unis, une des premières au monde instituant des contrôles sanitaires obligatoires effectués par l'État.*

hommes d'affaires modérés et des avocats de gauche issus des grandes corporations »[530]. Thomas Ferguson et Joel Rogers les décrivent plus spécifiquement comme « un nouveau bloc d'industries fortement consommatrices de capital, de banques d'investissement, et de banques commerciales orientées à l'international »[531].

Le travail ne représentait qu'une part relativement mineure du coût total de telles affaires ; dans le même temps, l'industrie à gros besoins en capitaux, ainsi que Galbraith a pu le faire remarquer lors de son analyse de la "technostructure", dépendait de la stabilité sur le long terme et de la prédictibilité pour la planification des développements de technologies avancées. De ce fait, ce segment du *big business* était prêt à échanger des salaires élevés contre la paix sociale sur le lieu de travail[532]. Les racines de cette faction peuvent être tracées jusqu'à ces employeurs relativement "progressistes" décrits par James Weinstein dans sa description de la National Civic Federation au tournant du siècle, qui étaient prêts à s'engager dans des négociations collectives sur les salaires et les conditions de travail en échange d'un management incontesté sur le lieu de travail[533].

Cette attitude était à la racine du contrat social tayloriste/fordiste, dans lequel les bureaucrates du travail étaient d'accord pour laisser le management manager, pourvu que le travail obtienne une part raisonnable du gâteau[534]. Une telle attitude était largement dans l'intérêt des grandes corporations. Le mouvement d'occupation dans l'industrie automobile et l'organisation de grèves parmi les dockers de la côte ouest furent des révolutions virtuelles parmi les rangs des travailleurs subalternes et de la base ouvrière. Dans beaucoup de cas, elles se transformaient en grèves générales régionales. Le Wagner Act a domestiqué ces révolutions et les a mises sous le contrôle de bureaucrates du travail professionnels.

Un syndicalisme organisé par industrie ou par entreprise, du point de vue de l'employeur, avait l'avantage par rapport au syndicalisme d'usine de fournir un seul agent de négociation à gérer pour le management. Une des raisons de la popularité des syndicats d'entreprise parmi les grandes corporations, à part les avantages évidents liés à la docilité, était le fait qu'ils offraient une alternative à la palanquée de syndicats de métiers séparés de l'AFL[70]. Même en termes de docilité, les syndicats industriels des années 30 avaient quelques-uns des avantages des syndicats d'entreprise. En amenant la négociation collective sous l'égide de la loi fédérale, le management d'entreprise est parvenu à utiliser les dirigeants syndicaux de façon à discipliner leurs propres troupes, et à utiliser les cours de justice fédérales comme mécanisme de contrôle et d'exécution.

> *Les responsables du New Deal se sont concertés pour trouver un moyen d'intégrer l'industrie lourde dans l'État corporatiste. Mais seuls les syndicats organisés par industrie, et qui avaient une structure parallèle à celle de l'industrie elle-même, pouvaient jouer le rôle attendu. Un État corporatiste couronné de succès nécessitait une synergie industrie-syndicat fonctionnelle et fiable. Il nécessitait également des leaders syndicaux partageant le désir de contrôler l'économie de manière verticale dans des conférences avec les responsables des autres groupes économiques fonctionnels, et en particulier avec les patrons de corporations. Les syndicats du CIO[71] pouvaient fournir de tels représentants.*[535]

Les membres modérés de l'élite corporatiste ont aussitôt retrouvé leur assurance de l'époque

70 *NdT : grosse centrale syndicale américaine.*
71 *NdT : autre grosse centrale syndicale américaine, qui a fusionné en 1955 avec la précédente.*

britannique en obtenant les négociations collectives. Les négociations collectives n'affectent pas la distribution de richesses, pour une raison simple : « Les améliorations des revenus du travail étaient dus à la croissance générale des richesses et aux dépens des consommateurs, qui pouvait être de petits hommes d'affaires, des retraités, des fermiers et des employés en col blanc non-syndiqués. » (Sans parler d'un large contingent de travailleurs non-qualifiés et de sous-prolétaires sans aucun pouvoir de négociation face aux employeurs.) Et les Britanniques avaient déjà constaté que des firmes en situation d'oligopole, avec une demande relativement inélastique, étaient capable de faire retomber des coûts du travail en augmentation sur les consommateurs à un coût quasiment nul pour elles-mêmes[536].

Le Wagner Act a servi les desseins les plus chers de l'élite corporatiste. Dans une certaine mesure, c'était une réponse à la pression de la masse populaire. Mais les décisions concernant la nécessité et la nature de la réponse, et la mise en place de la réponse, ont toutes été fermement prises en mains par l'élite corporatiste. Selon Domhoff dans "The Higher Circles[72]", « Les bénéfices pour le capital ont été nombreux : une meilleure productivité et efficacité du travail, moins de renouvellement du personnel, une discipline des travailleurs assurée par leurs propres syndicats, la possibilité de planifier les coûts du travail sur de longues durées, et l'étouffement des doctrines radicales »[537]. James O'Connor décrit ça de la manière suivante : « Du point de vue du capital monopoleur, la fonction principale des syndicats était d'inhiber l'activité brusque et contre-productive de la base (c'est-à-dire les grèves et les débrayages sauvages) et de maintenir la discipline au travail en général. En d'autres termes, les syndicats étaient les garants des "prérogatives du management" »[538]. Les objectifs de stabilité et de productivité avaient plus de probabilité d'être tenus dans ce genre de contrat social tayloriste limité que dans une situation de retour de la violence au travail et de répression étatique tel que celle de la fin du dix-neuvième siècle.

Dans "The Power Elite and the State"[73], Domhoff avance une thèse légèrement plus nuancée[539]. Il est vrai, admet-il, que la majorité des grandes corporations se sont opposées au Wagner Act tel qu'il a été présenté. Mais les principes de négociations collectives incarnés dans la loi ont été l'aboutissement de décennies de théorie sociale-démocrate corporatiste appliquée, introduites par des réseaux politiques au sein desquels les grandes corporations avaient joué un rôle majeur ; la Fédération Civique Nationale, dont Weinstein a décrit le fonctionnement, est un exemple typique de ce genre de réseau. Les motivations des membres de l'administration Roosevelt qui ont défini le Wagner Act étaient celles du courant dominant de la gauche d'entreprise. Bien qu'ils aient pu être ambivalents au sujet de la forme précise qu'a pris la législation du travail de Roosevelt, Swope et ses compagnons de route corporatistes ont joué un rôle majeur dans la formulation des principes généraux qui la sous-tendent. Quoi qu'aient pensé les gens d'affaires individuels du Wagner Act, celui-ci a été monté par des avocats de corporations complètement lambda, qui étaient le produit du climat idéologique créé par eux-mêmes ; et il a été rédigé avec leurs intérêts à l'esprit. Bien qu'il n'ait pas été accepté par le *big business* dans son ensemble, il fut essentiellement la création de représentants des intérêts du *big business* dont la perception des buts de la loi était largement celle des "Higher Circles" explicitée par Domhoff. Et bien qu'elle ait été conçue pour contenir la menace d'une montée en puissance de la classe travailleuse, elle a reçu un accueil largement positif par celle-ci, qui la considérait comme le meilleur accord qu'ils auraient pu obtenir. Enfin, la part sudiste de la classe dirigeante s'est contentée de l'accord spécifiquement

72 *NdT : non-traduit, encore.*
73 *NdT : non-traduit en français*

parce que celui-ci exemptait les travailleurs agricoles.

Parmi les autres bénéfices du droit du travail, les intérêts corporatistes peuvent compter sur la puissance de la police d'État pour imposer un caractère autoritaire aux relations de travail. Dans ce système de plus en plus étatisé, Boukharine a relevé dans son analyse du capitalisme d'État, il y a plus d'un siècle, que

> *les travailleurs deviennent ainsi formellement liés à l'État impérialiste. En fait, les employés des entreprises d'État dès avant la guerre ont été privés d'un grand nombre de droits élémentaires, comme celui de s'organiser, ou celui de faire grève, etc. (…) Avec le capitalisme d'État affirmant l'importance de chaque produit pour l'État, avec quasiment toutes les branches de la production servant directement les intérêts de la guerre, les législations prohibitives sont étendues à tout le champ des activités économiques. Les travailleurs sont privés de leur liberté de mouvement, de leur droit de grève, de leur droit à adhérer à des partis qualifiés de "subversifs", de leur droit de choisir une entreprise, etc. Ils sont transformés en serfs attachés non pas à la terre, mais à l'usine.*[540]

La pertinence de cette analyse de l'histoire américaine peut être vérifiée par un rappel de la réponse de Cleveland à la grève Pullman, le Railway Labor Relations Act, la loi Taft-Hartley (qui, selon les mots de James O'Connor, « inclut une interdiction des grèves solidaires, et de ce fait tente de rendre illégale la solidarité de classe »[541]), et les menaces de Truman et Bush d'envoyer l'armée pour casser respectivement les grèves des ouvriers de la sidérurgie et des dockers.

La loi sur la Sécurité Sociale a représenté une part importante de l'agenda du New Deal. Dans "The Higher Circles", Domhoff décrit son fonctionnement dans des termes rappelant sa description du Wagner Act. Son résultat le plus important

> *du point de vue de l'élite au pouvoir était la restabilisation du système. Il a mis un plancher sous la demande des consommateurs, a augmenté les attentes des gens pour le futur et redirigé les énergies politiques de nouveau sur des sujets conventionnels. (…) La distribution de la richesse n'avait pas changé, le pouvoir décisionnel restait dans les mains des dirigeants de la classe dominante, et les principes élémentaires qui ont circonscrit le conflit étaient mis en avant par les membres modérés de l'élite au pouvoir.*[542]

Dans son ouvrage plus récent, "The Power Elite and the State", Domhoff entreprend une analyse beaucoup plus approfondie, avec une revue des ses critiques marxistes structuralistes, qui corroborent essentiellement sa position précédente.[543]

L'état-providence du New Deal et de la Grande Société[74], selon Frances Piven et Richard Cloward, avaient une fonction similaire à celle de la Sécurité Sociale : il émoussait le danger de radicalisme politique résultant de la crise du logement et des famines. En plus de quoi, il rendait possible un contrôle social en amenant la sous-classe sous la supervision d'une armée de travailleurs sociaux intrusifs et paternalistes[544]. Et comme la Sécurité Sociale, il a imposé un plancher à la demande agrégée.

---

74 *NdT : programme appliqué sous Lyndon Johnson, dans les années 60, dans la continuité de la "Nouvelle Frontière" de John Kennedy.*

Dans la faible mesure où les réglementations sur l'état-providence et le travail du New Deal de Roosevelt ont profité aux gens de la classe moyenne, la situation ressemble à une (parodie de, NdT) parabole de Tolstoï :

> *Je vois l'humanité comme un troupeau de bétail enfermé dans une enceinte clôturée. En dehors de l'enceinte, il y a des pâturages verdoyants et beaucoup de nourriture pour le bétail, alors qu'à l'intérieur de la clôture, il n'y a pas assez d'herbe pour tout le bétail. En conséquence, les bovins foulent au pied le peu d'herbe qui s'y trouve et s'encornent à mort dans leur lutte pour la survie.*
>
> *J'ai vu le propriétaire du bétail venir voir ses bêtes, et quand il a vu leur pitoyable état, empli de compassion pour elles, il a pensé à tous les moyens en sa possession pour améliorer leurs conditions d'existence.*
>
> *Alors il a réuni ses amis et leur a demandé de l'aider à couper de l'herbe du dehors et de leur en jeter par-dessus la clôture au bétail. Et ils ont appelé ça de la Charité.*
>
> *Alors, voyant que les veaux mouraient et ne croissaient pas pour devenir du bétail exploitable, il s'est arrangé pour leur servir un litre de lait chaque matin pour le petit-déjeuner.*
>
> *Les voyant mourir les nuits froides, il a construit de belles étables bien isolées et bien aérées pour le bétail.*
>
> *Après les avoir vus se blesser gravement à coups de cornes dans leur lutte pour la survie, il a mis des protections sur leurs cornes, afin que les blessures que s'infligeraient ses bêtes restent bénignes. Et alors il a réservé une part de son enclos pour les vieux bœufs et les vieilles vaches de plus de 70 ans d'âge.*
>
> *En fait il a fait tout ce à quoi il a pu penser pour améliorer l'existence du bétail, et quand je lui ai demandé pourquoi il n'avait pas fait la chose la plus évidente, ouvrir la barrière et laisser le bétail sortir, il m'a répondu : « Si je les laisse sortir, je ne pourrai plus les traire. »*[545]

Les capitalistes qui défendent l'état-providence sont comme un fermier éclairé comprenant que son bétail produira plus pour lui, sur la durée, s'il est bien traité.

Hilaire Belloc spécule que le servage industriel sous l'État Servile ne pourrait être stable que si l'État soumet la sous-classe non-employable à un traitement "correctif" dans des camps de travaux forcés, et impose à tout individu même difficilement employable un emploi, afin de dissuader tout parasitisme délibéré et toute simulation. La société « se trouverait » sous la « nécessité »,

> *une fois le principe de salaire minimum appliqué, dans un cadre garantissant le principe de suffisance et de sûreté, afin de contrôler ceux que le salaire minimum exclut de tous les emplois normaux.*[546]

Cette société serait organisée selon le modèle de l'état-providence sordide et décadent d'Anthony Burgess, dans lequel « toute personne qui n'est pas un enfant ou n'a pas d'enfant à charge doit être employée ». La spéculation de Belloc n'étant pas innocente ; des fabiens comme les Webb et H. G. Wells ont proposé de tels camps de travail pour la sous-classe dans

leur utopie paternaliste.[547]

Bien que nous soyons encore loin d'une obligation formelle d'être soit employé, soit soumis à un travail curatif de la part de l'État, nombre de politiques d'État ont cette tendance en commun. Par exemple, l'obligation d'assurance chômage, avec l'État comme arbitre de qui est qualifié à collecter les fonds :

> *Un homme a été obligé par la loi de mettre de côté des sommes prises sur ses salaires, pour en faire une assurance contre le chômage. Mais il n'est plus juge de la manière dont ces sommes seront utilisées. Elles ne sont pas en sa possession. (…) Elles sont entre les mains d'un officiel du gouvernement. « Voici un travail pour vous, à vingt-cinq shillings la semaine. Si vous ne le prenez par, vous n'aurez aucun droit sur l'argent que vous avez été obligé à mettre de côté. Si vous le prenez, la somme vous restera créditée, et quand ensuite je jugerai que votre chômage n'est pas dû à votre récalcitrant refus de travailler, alors je vous permettrai d'en toucher une partie : mais en aucun autre cas. »*[548]

Une autre mesure symptomatique de cette tendance est le "workfare" combiné aux subventions pour les employeurs qui embauchent des membres de la sous-classe pour des tâches subalternes. Les lois sur le vagabondage, les restrictions sur les services de transports et les logements temporaires servent à réduire le champ des options permettant une subsistance indépendante. Et enfin le complexe carcéral-industriel, en tant qu'"employeur" d'approximativement la moitié de ses clients "coupables" seulement de transactions volontaires, est de fait un ensemble de camps de travail forcé, qui absorbent une part majeure de la sous-classe.

Le sommet du capitalisme d'État de Roosevelt a été (bien sûr) le développement du complexe militaro-industriel qui a culminé lors de la seconde guerre mondiale, et n'a guère décru depuis. Dès lors, il a été qualifié de "keynésianisme militaire" ou d'"économie de guerre perpétuelle". Le premier pas pour réaliser l'énormité de l'effet de l'économie de guerre est de considérer que la valeur totale des installations et des équipements aux États-Unis a crû d'environ deux tiers (de 40 à 66 milliards de dollars) entre 1939 et 1945, la plupart étant due à un "don" bien involontaire de fonds d'investissements aux plus grandes corporations du pays[549]. Les profits sur les productions de guerre étaient largement garantis par des contrats "supérieurs aux coûts"[550]. De plus, 67 % des dépenses de R&D fédérales étaient orientées vers les 68 plus grands laboratoires privés, dont 40 % aux dix plus importants, avec les brevets résultants donnés aux compagnies ayant effectué les recherches sous contrat gouvernemental[551].

La démobilisation de l'économie de guerre après 1945 a quasiment jeté le secteur industriel sur-développé et dépendant du gouvernement dans une nouvelle dépression. Par exemple, dans "Harry Truman and the War Scare" en 1948, Frank Kofsky décrit l'industrie aéronautique comme descendant en spirale depuis la fin de la guerre et au bord d'une série de banqueroutes quand elle fut secourue par la nouvelle tournée de dépenses de Truman sur des bombardiers lourds, justifiée par la guerre froide[552].

La guerre froide a restauré la grande dépendance de l'économie corporatiste envers l'État vu comme une source de ventes garanties. Charles Nathanson fait valoir qu'"une conclusion est inévitable : les plus grandes firmes dépendant d'un important volume de capital n'ont dû leur survie après la seconde guerre mondiale qu'à la guerre froide[553]" À titre d'exemple frappant,

David Noble avance que les avions gros porteurs civils n'auraient jamais existé sans les contrats gouvernementaux pour des bombardiers lourds. La production pour le marché civil seul n'était pas suffisante pour financer les machines-outils complexes et onéreuses nécessaires à la production. Le 747 est essentiellement un dérivé de la production militaire[554].

Les secteurs de l'industrie lourde et de la haute technologie se sont vu offrir un débouché pratiquement garanti, non seulement par les achats militaires américains, mais également par des subventions et garanties de prêts pour des ventes militaires à l'étranger sous le programme d'assistance militaire. Bien que les apologistes du complexe militaro-industriel aient essayé de mettre en avant la part relativement faible de la production totale représentée par les biens militaires, il est plus pertinent de faire un parallèle entre le volume des achats militaires et la capacité de production inutilisée. La production militaire ne représente qu'un pourcentage mineur de la production totale, mais peut absorber une part majeure et excès de capacité de production, et avoir un énorme effet de réduction des prix unitaires. De plus, le niveau de profit sur les contrats militaires tend à être plus élevé, du fait que les bien militaires n'ont pas de prix standard sur le marché, et le fait que les prix soient fixés par des moyens politiques (ainsi que les scandales périodiques concernant les budgets du Pentagone nous le montrent)[555].

L'importance de l'État acheteur a cependant été éclipsée par ses relations avec les producteurs eux-mêmes, ainsi que l'a montré Charles Nathanson. Le processus de recherche et développement a été lourdement militarisé par le "complexe militaro-R&D" pendant la Guerre Froide. La R&D militaire aboutit généralement à des technologies basiques, d'usage général, avec un large éventail d'applications civiles. Des technologies au départ développées pour le Pentagone sont souvent devenues la base de catégories entières de biens de consommation[556]. L'effet général a été de « substantiellement [éliminer] le risque majeur du capitalisme : le développement et l'expérimentation de nouveaux processus de production et de nouveaux produits.[557] »

C'est particulièrement le cas dans le domaine de l'électronique, où beaucoup de produits au départ développés par la R&D militaire « sont devenus les nouveaux domaines d'expansion commerciale de l'économie.[558] » Les transistors et d'autres formes de composants miniaturisés ont d'abord été développés avec l'argent de la recherche pour le Pentagone. Le gouvernement fédéral a été le marché primaire des gros ordinateurs des premiers jours de l'industrie informatique ; sans les contrats gouvernementaux, l'industrie n'aurait jamais pu augmenter suffisamment sa production pour adopter la production de masse et réduire ses coûts unitaires assez bas pour entrer sur le marché privé. Et l'infrastructure du web lui-même a été créé par le DARPA du Pentagone, au départ comme système de communication global et redondant, capable de survivre à une guerre nucléaire. Tout implication sur la carrière de Bill Gates est, bien sûr, non-intentionnelle.

En tout, selon l'estimation de Nathanson, l'industrie dépendant des financements militaires pour environ 60 % de ses dépenses en recherche et développement ; mais ce chiffre est une considérable sous-estimation, si on prend en compte le fait qu'une part importante des dépenses nominalement civiles en R&D ont été affectées à trouver des applications civiles à des technologies militaires[559]. Il est aussi sous-estimé du fait que la R&D militaire est souvent affectée au développement et à l'amélioration de technologies de production (comme les systèmes de contrôle automatiques dans l'industrie des machines-outils) qui deviennent par la base des méthodes de production du secteur civil.

Seymour Melman décrit l'"économie de guerre permanente" comme étant une économie planifiée et centralisée, de propriété privée, et ayant inclus la plus grande partie de l'industrie lourde et de la haute technologie. Cette "économie contrôlée par l'État" était basée sur les principes de « maximisation des coûts et des subventions gouvernementales »[560].

> *Elle peut compter sur le budget fédéral pour obtenir des capitaux virtuellement illimités. Elle opère dans un marché monopolistique et isolé qui rend les firmes capitalistes d'État à la fois imperméables à l'inflation, peu productives, fournissant des produits mal conçus et mal encadrées humainement. Le système des subventions a rendu ces firmes invulnérables à l'échec. Elles sont le remplacement capitaliste d'État au mécanisme classique et auto-correcteur des firmes concurrentes, réduisant les coûts et maximisant les profits.*[561]

B. Théorie de l'Élite au Pouvoir

Le capitalisme d'État du vingtième siècle diffère fondamentalement du mal-nommé capitalisme de "laissez-faire" du dix-neuvième siècle par deux points :

1) la croissance des liens organisationnels directs entre les corporations et l'État et la circulation des personnels d'encadrement entre les deux
2) la mise au second plan de l'extraction de la plus-value sur le travail à travers le processus de production (celle décrite par le marxisme classique) par l'extraction de "super-profits" :
    a) sur le consommateur à travers le processus d'échange
    b) sur le contribuable à travers le processus fiscal.

Bien que les traités de microéconomie décrivent toujours le fonctionnement des courbes d'offre et de demande comme si la nature des acteurs sur le marché n'avaient pas changé depuis le temps d'Adam Smith, en fait l'émergence des grandes corporations en tant que type dominant d'acteur économique a été une révolution, dans le plein sens du mot. Elle est advenue en parallèle de l'État "positif" (omni-compétent, centralisé et régulateur) au dix-neuvième et au début du vingtième siècle. Et, et il est vital d'en être conscient, les deux phénomènes se sont mutuellement renforcés. Les subventions étatiques, les privilèges et d'autres interventions sur le marché ont été les forces majeures derrière la centralisation de l'économie et la concentration du pouvoir productif. En contrepartie, les besoins de stabilité et de rationalité de l'économie corporatiste, en vue d'obtenir des profits garantis par l'État, a été la force majeure derrière la croissance continue de l'État-Léviathan.

L'émergence de l'État centralisé et des corporations centralisées a créé un système dans lequel les deux sont interconnectés, et dirigés essentiellement par les mêmes élites circulant entre l'un et l'autre (une étude des carrières de David Rockefeller, Averell Harriman ou Robert MacNamara pourrait être instructive concernant ce point). Ce phénomène a été décrit de la manière la plus juste par l'école des sociologues de "l'élite au pouvoir", en particulier Charles Wright Mills et George William Domhoff.

Selon Mills, la classe capitaliste n'a pas été supplantée par la "révolution managériale" décrite par James Burnham ; la structure de l'élite a cependant bien été profondément affectée par la révolution corporatiste. La ploutocratie a cessé d'être une classe sociale dans le sens décrit par

Marx : une formation sociale autonome ou une masse amorphe de familles riches, se perpétuant largement par les lignées dynastiques et les relations sociales informelles, avec ses liens organisationnels dus aux participations dans des firmes, relégués absolument au second plan derrière son existence dans le domaine social. La ploutocratie n'était plus simplement quelques centaines de familles riches qui s'avéraient investir leur vieil argent dans une firme ou une autre. En fait, Mills parle de « réorganisation managériale des classes propriétaires sous la forme d'une strate plus ou moins unifiée de riches corporatistes »[562]. Plutôt qu'un ensemble amorphe de familles riches, dont les prétentions à un revenu issu d'une propriété était la caractéristique partagée, la classe dirigeante en est venue à être définie par la structure organisationnelle à travers laquelle elle obtient sa richesse. C'est du fait de cette nouvelle importance des formes institutionnelles que Mills préfère le terme d'élite au pouvoir à celui de classe dirigeante : "classe" est un terme économique ; "diriger" est un terme politique. La formule "classe dirigeante" contient dans son essence l'idée qu'une classe économique dirige politiquement[563].

Domhoff, qui reste plus fidèle à l'idée traditionnelle marxiste de classe que Mills, décrit la situation de la manière suivante :

> *La classe supérieure dans son entier ne dirige pas. Au lieu de ça, la domination de classe se manifeste au travers des activités d'une grande variété d'organisations et institutions. Ces organisations et institutions sont financées et dirigées par les membres de la classe supérieure ayant l'intérêt et la capacité de s'engager dans la protection et le renforcement de la position sociale privilégiée de leur classe. Les leaders de la classe supérieure s'unissent avec les employés de haut niveau des organisations qu'ils contrôlent pour former ce qui sera appelé l'élite au pouvoir[75]. Cette élite au pouvoir inclut un groupe d'individus d'influence au sein de la classe supérieure entière, mais elle n'est pas la même chose que la classe supérieure, car tous les membres de la classe supérieure ne font pas partie de l'élite au pouvoir, et tous les membres de l'élite au pouvoir ne sont pas membres de la classe supérieure. Ce sont les membres de l'élite au pouvoir qui prennent part aux processus [politico-économiques, NdT] qui maintiennent la structure de classe[564].*

Alors que Mills remplace virtuellement l'idée traditionnelle d'une classe dirigeante par celle d'une élite au pouvoir transcendante, Domhoff considère l'élite au pouvoir comme le bras agissant de la classe supérieure ; ce bras agissant incorpore à la fois des éléments de la classe supérieure elle-même, ceux qui sont actifs dans les affaires et la politique, et leurs sous-fifres managériaux[565].

Dans des termes très similaires à ceux de Domhoff, Martin Sklar décrit la « reconstruction corporatiste du capitalisme américain » et la manière dont elle a influé sur la nature de la classe dirigeante de la manière suivante :

> *Il était caractéristique de la transition entre le capitalisme concurrentiel et le capitalisme corporatiste aux États-Unis que, bien que les alliances et les fortunes familiales aient continué à conserver toute leur importance, les familles activement impliquées dans l'ingénierie de la transition ont transféré*

75 *NdT : « Power elite », qui peut aussi se traduire par "élite DE pouvoir", de manière plus formellement correcte, mais plus laide. Il y a toute une littérature autour de ce concept, hélas peu traduite.*

> *leurs sources de base de revenus, de pouvoir et de prestige de l'entreprise-propriété de la famille à la corporation bureaucratique, habituellement multi-compétente et géographiquement dispersée, et au portefeuille d'investissements diversifiés.*[566]

Du fait de la réorganisation corporatiste de la classe dirigeante, les encadrements corporatifs séniors ont été incorporés comme partenaires juniors de l'élite au pouvoir. Contrairement à ce qu'affirment les théories de la "révolution managériale", l'encadrement sénior est maintenu dans une ferme subordination, au travers de liens sociaux informels et le processus de socialisation d'entreprise, soumis aux buts des actionnaires. Même un Welch ou un Eisner comprennent que leur carrière dépend du fait de "jouer collectif", et que les objectifs de l'équipe sont fixés par les Rockefeller et les DuPont[567]. La réorganisation corporatiste de l'économie a mené à des liens organisationnels permanents ente les grandes corporations, les agences gouvernementales, les institutions de recherche, et l'argent des fondations, et résulte dans une ploutocratie appliquant son action d'un point de vue organisationnel sur des classes entières[568].

La théorie de l'élite au pouvoir de Mills et Domhoff a été largement anticipée par Boukharine. Il a écrit, dans un langage préfigurant largement celui de Mills, l'intersection des élites corporatistes et étatiques :

> *Alors que croît le pouvoir de l'État, ses structures internes changent. L'État devient plus que jamais un "comité exécutif des classes dirigeantes". Il est vrai que le pouvoir de l'État a toujours reflété les intérêts de la strate la plus haute de la société, mais dans la mesure où la couche la plus haute était une masse plus ou moins amorphe, l'appareil d'État organisé faisait face à une classe (ou des classes) désorganisée(s), dont il incarnait les intérêts. Les choses ont aujourd'hui radicalement changé. Il ne fait plus face à des membres atomisés des classes dirigeantes, mais à leurs organisations. Par conséquent, le gouvernement est transformé en un "comité" de fait, élu par les représentants des organisations patronales, et devient la plus importante force guidant le trust capitaliste d'État.*[569]

Dans un passage qui pourrait bien avoir été écrit par Mills, Boukharine décrit la rotation du personnel entre les bureaux "privés" et "publics" dans les arcanes de l'État et des bureaucraties capitalistes :

> *La bourgeoisie ne perd rien en faisant passer la production d'une à l'autre de ses mains, puisque le pouvoir étatique actuel n'est rien d'autre qu'une association de patrons aux pouvoirs décuplés, dirigée par les mêmes personnes qui occupent les positions dirigeantes dans les banques et les corporations.*[570]

C'est la culture de classe commune aux élites de l'État et des corporations, avec leur constante circulation entre les institutions, qui souligne le profond ridicule de l'idée de contrôler le pouvoir des corporations au travers de panacées telles que des réformes amenant des "élections propres". La promotion des buts des corporations par les décideurs politiques est essentiellement le résultat non pas de financements occultes ou d'autres formes de corruptions dignes de méchants de BD, mais du fond culturel et de la vision du monde de ces mêmes décideurs. Mills commente avec ironie les excuses pitoyables à chaque confirmation de

nomination de dirigeants d'entreprises à un poste gouvernemental :

> *Le point révélateur, ce n'est pas le cynisme envers la loi et envers les législateurs de niveau intermédiaire qu'ils affichent, ni leur réticence à payer le moindre impôt sur leurs biens personnels. Il faut voir combien il est impossible pour de tels individus de se départir de leur engagement vis-à-vis du monde de l'entreprise en général, et de leurs propres corporations en particulier. Non-seulement leur argent mais leurs amis, leurs intérêts, leur éducation – en résumé : leur vie – sont profondément ancrés dans ce monde-là. (…) La question n'est pas tant d'intérêts personnels ou financiers dans une corporation donnée, mais d'identification avec le monde corporatiste.*[571]

Bien que les marxistes structuralistes aient créé une dichotomie artificielle entre leurs positions et les tenants d'une élite institutionnelle comme Mills et Domhoff[572], ils ont tout à fait raison de remarquer que la décision politique n'a pas à être le valet servile, dit crûment, du contrôle corporatiste. Ce qui se passe, c'est que la structure corporatiste de l'économie et les situations qu'elle crée parviennent, à elles seules, à obliger le pouvoir à promouvoir les intérêts corporatistes, sous prétexte de "nécessité objective". Étant donné non seulement les antécédents et les prémisses morales de l'élite politique, mais également la dépendance de la politique à la stabilité de l'économie, les politiques qui stabilisent l'économie corporatiste et garantissent une production forte et des profits sont les seules qui soient imaginables. Et peu importe à quel point l'État régulateur peut avoir des visées "progressistes", l'impératif organisationnel fera des patrons et managers des grandes corporations les premières sources de données et d'expertise technique mis à disposition des responsables politiques.

Le contrôle du public sur la structure du système, de son côté, est sévèrement limité par le fait que les gens qui travaillent à l'intérieur de l'appareil corporatiste ou de l'appareil d'État ont un inévitable avantage de temps, d'information, d'attention, et de contrôle des ordres du jour par rapport aux personnes de l'extérieur "souveraines" au nom desquels ils agissent. Les organes de la reproduction culturelle – le système scolaire étatiste, la presse corporatiste, etc. – modèlent la compréhension de "bon sens" du public de ce qui est possible et de ce qui doit être relégué dans les ténèbres de l'"extrémisme". Tant que les journalistes et les correspondants étrangers écriront leurs articles dans des chambres d'hôtels payées par le gouvernement et tant que plus de la moitié des colonnes de journaux seront remplis de communication directement copiée du matériel fourni par les services de relations publiques du gouvernement ou des corporations, la compréhension "modérée" des affaires du monde sera conditionnée par la culture institutionnelle.

En faisant référence au modèle de "l'Élite au Pouvoir" de Mills et Domhoff, on doit se préparer à contrer les inévitables attaques à base d'entonnoir sur la tête de certains milieux. La théorie de l'Élite au Pouvoir, bien qu'elle présente une ressemblance superficielle avec certaines théories conspirationnistes d'extrême-droite, présente des différences fondamentales avec celles-ci. Ces dernières considèrent en effet comme moteur principal de l'histoire des cabales de personnes unies autour de quelque idéologie plus ou moins ésotérique et toujours gratuitement malveillante[573]. En vérité, la concentration du pouvoir politique et économique dans les mains de petites élites largement interdépendantes a toute probabilité de mener à des liens personnels informels, et donc à avoir des conspirations sporadiques comme effet de bord. Mais de telles conspirations ne sont en rien nécessaires au fonctionnement du système – elles adviennent simplement comme phénomènes secondaires, et ne font qu'accélérer ou intensifier

des processus qui sont, pour leur majeure partie, automatiques. Bien que le CFR soit un excellent indicateur de qui compose l'élite de la politique étrangère, et que certaines activités de réseautage et de coordination politique passent sans aucun doute par lui, il est essentiellement une organisation secondaire, dont les membres sont préalablement des représentants des grandes institutions régulant la vie nationale. Le phénomène primaire, c'est la concentration institutionnelle du pouvoir qui amène ces personnes à être en contact les unes avec les autres, dès le départ, dans leurs attributions officielles.

C. Capital Monopoleur et Super-Profits

Venons-en maintenant à la seconde différence entre le capitalisme de monopoles du vingtième siècle et les variantes plus anciennes de capitalisme : l'augmentation de l'extraction de la plus-value à travers le processus d'échange. Dans le modèle du "capitalisme de monopoles" de Paul Baran et Paul Sweezy, les figures centrales du groupe de la Monthly Review, le système corporatiste peut maintenir des niveaux de profits stables en faisant porter ses coûts aux consommateurs. Les coûts du travail augmentés des industries lourdes à forte représentation syndicale sont payés, en bout de chaîne, par les secteurs non-cartellisés de l'économie (le même processus a lieu avec la taxe sur le chiffre d'affaires et le reste de fardeau de la taxation "progressiste", bien que les auteurs ne le mentionnent pas dans ce contexte). Le capitalisme n'est plus, comme Marx le considérait au dix-neuvième siècle, un système où la concurrence prédomine. En conséquence de quoi les grandes corporations sont immunisées contre la loi marxienne de la baisse tendancielle du taux de profit.[574]

> *La différence cruciale entre [le capitalisme de concurrence et le capitalisme de monopoles] est bien connue et peut être résumée à la proposition suivante : sous le capitalisme de concurrence, l'entreprise individuelle subit les prix, alors que sous le capitalisme de monopoles, la grosse corporation fait les prix.*[575]

La collusion directe entre les firmes d'un marché oligopolistique, qu'elle soit révélée au grand jour ou dissimulée, n'est pas requise. L'accord sur les prix, bien qu'il soit le moyen le plus commun par lequel les entreprises ajustent leurs prix de manière à la fois coordonnée et informelle, n'est qu'un des moyens parmi tout un éventail.

> *L'accord sur les prix n'est qu'une espèce répandue parmi une variété. Aussi longtemps que certains motifs réguliers sont visibles, ces cas peuvent être décrits comme des variantes d'accords sur les prix. Mais il y a tant de situations dans lesquelles une telle régularité n'est pas visible : la firme qui initie des changements de prix semble pouvoir être n'importe laquelle. Cela ne signifie nullement que l'ingrédient essentiel de la collusion tacite est absent. La firme initiatrice peut simplement annoncer au reste de l'industrie : « Nous pensons qu'il est temps d'augmenter (ou diminuer) le prix, dans l'intérêt de chacun de nous. » Si les autres sont d'accord, ils suivront. S'ils ne le sont pas, ils resteront immobiles, et la firme ayant fait le premier mouvement annulera son changement de prix initial. C'est cette bonne volonté à faire machine arrière si un changement initial n'est pas suivi qui distingue la collusion tacite d'une situation de guerre sur les prix. Aussi longtemps que chaque firme accepte cette convention, il devient relativement facile pour le secteur pris dans son entier de trouver une voie vers le prix qui*

> *maximise les profits de l'industrie dans son entier. (…) Si ces conditions sont satisfaites, alors nous pouvons considérer sans risque que le prix établi à n'importe quel moment est une approximation raisonnable du prix de monopole théorique.*[576]

De cette manière, les firmes d'un marché oligopolistique peuvent déterminer conjointement leurs prix d'une manière sensiblement similaire à celle d'une firme en situation de monopole. La part du prix résultant portée par le consommateur est très significative. Selon une étude de la Commission du Commerce Fédérale (FTC) datée des années 60, « si les industries hautement concentrées étaient déconcentrées au point que les quatre plus grosses firmes ne contrôlent plus que 40 % ou moins des ventes d'une industrie, alors les prix chuteraient de 25 % ou plus. »[577]

Cette forme de collusion tacite n'est en aucune manière invulnérable aux à-coups. Quand une firme développe une domination technique sur un nouveau processus ou une nouvelle technologie, ou acquiert une part de marché assez large ou un coût de production assez bas pour être immunisée contre les mesures de rétorsion, elle peut bien initier une guerre de conquête sur son industrie[578]. De telles suspensions des règles du jeu son identifiées, par exemple, dans les changements révolutionnaires que Wal-Mart a pu apporter au commerce de détail. Mais entre ces ruptures, les marchés oligopolistiques fonctionnent pendant des années sans concurrence sérieuse sur les prix. Ainsi qu'il est expliqué plus haut, les règles du Clayton Act sur la "concurrence déloyale" ont été conçues pour empêcher ces sortes de guerres catastrophiques sur les prix capables de déstabiliser un marché oligopolistique.

Les théoriciens du "capital monopoleur" ont introduit une innovation majeure par rapport aux marxistes classiques en considérant le profit de monopole comme une plus-value arrachée au consommateur durant le processus d'échange, plutôt qu'au travailleur durant le processus de production. Cette innovation avait été anticipée par l'austro-marxiste Hilferding dans sa description des super-profits résultant de la mise en place de douanes :

> *Les droits de douanes sur les marchandises fournissent donc au cartel un profit supplémentaire en plus de celui qui résulte de la cartellisation elle-même, et leur donne la possibilité de prélever une taxe indirecte sur leur population domestique. Ce profit supplémentaire ne résulte plus de la plus-value produite par les travailleurs employés par les cartels ; il n'est pas non-plus un prélèvement sur le profit des autres entreprises non-cartellisées. Il est un tribut exigé à l'ensemble des consommateurs domestiques.*[579]

Baran et Sweezy sont très explicites à reconnaître le rôle organisationnel central de l'État dans le capitalisme de monopoles. Ils décrivent la fonction politique de l'État régulateur d'une manière très similaire à celle de Kolko :

> *Aujourd'hui, sous le capitalisme de monopoles, il est aussi vrai de dire qu'il l'était du temps de Marx que « le pouvoir exécutif de l'État est simplement un comité de gestion des affaires communes de la classe bourgeoise entière. » Et les affaires communes de la classe bourgeoise entière incluent la préoccupation qu'aucune industrie jouant un rôle important dans l'économie et regroupant de larges propriétés ne soit ni trop profitable, ni trop peu profitable. Des profits énormes ne sont gagnés qu'aux dépens des consommateurs, mais aussi des autres capitalistes (l'électricité et le*

téléphone, par exemple, sont des coûts de fonctionnement de toutes les industries), et de plus ils peuvent, et en période d'instabilité politique, ça arrive, développer des exigences d'actions anti-monopolistiques réellement efficaces. [Suit un long développement expliquant que l'agriculture et les industries d'extraction par exemple représentent le cas précisément opposé, dans lequel l'action spécifique d'État est nécessaire à augmenter des profits faibles dans une industrie jugée stratégique] Il relève donc de la responsabilité de l'État, dans le capitalisme de monopoles d'assurer autant qu'il le peut que les prix et les marges bénéficiaires dans les industries déviantes sont ramenés au niveau général des autres grandes corporations.

Ceci est l'arrière-plan et l'explication d'innombrables schémas réglementaires et mécanismes qui caractérisent l'économie américaine d'aujourd'hui. (…) Dans chaque cas bien sûr, un but noble est supposé être recherché – protéger les consommateurs, préserver les ressources naturelles, sauver les exploitations fermières familiales – mais seuls les naïfs croient que ces buts bruyamment présentés ont plus à voir avec le sujet que les fleurs qui poussent avec le printemps. (…) Tout ceci s'articule au contraire parfaitement une fois que le principe fondamental est compris, que sous le capitalisme de monopoles, la fonction de l'État est de servir les intérêts du capital monopolistique. (…)

Par conséquent, l'effet de l'intervention du gouvernement dans les mécanismes de l'économie de marché, quels que soient ses buts ostensiblement présentés, est de faire que le système fonctionne plus encore, et pas moins, comme un système composé exclusivement de corporations géantes fonctionnant et interagissant [selon les règles d'un système de prix monopolistique] (…).[580]

Il est intéressant dans cette optique de comparer les effets de la législation antitrust américaine à ceux des nationalisations dans les "démocraties sociales" européennes. Dans la plupart des cas, les firmes affectées par les deux politiques ont été des firmes spécialisées dans des infrastructures ou des ressources vitales, dont l'économie corporatiste dépendait dans son entier. Les nationalisations sur le Vieux Continent ont été utilisées principalement dans les domaines de l'énergie, des transports, et des communications. Aux États-Unis, les procès antitrust les plus retentissants ont eu lieu contre Standard Oil, AT&T et Microsoft : des procès contre des firmes dont les prix excessifs pouvaient porter atteinte aux intérêts du capitalisme de monopole pris dans son entier. Et les récentes "dérégulations", telles qu'elles ont été appliquées dans les transports routiers et aériens, ont de même été orientées de façon à servir les intérêts généraux des grandes corporations souffrant des prix de monopoles dans les transports. Dans tous ces cas, l'État a agi comme un comité exécutif au service de l'ensemble de l'économie corporatiste, en déjouant les mensonges de quelques entreprises très puissantes.

D. La socialisation des coûts : une forme de cartellisation

Le dénominateur commun entre toutes ces analyses, c'est qu'une portion toujours croissante des fonctions de l'économie capitaliste a été prise en charge par l'État. Selon James O'Connor, les dépenses de l'État sous le capitalisme de monopoles peuvent être divisées en "capital social" et "dépenses sociales".

> *Le capital social, ce sont les dépenses nécessaires à une accumulation privée profitable ; il est indirectement productif (en termes marxistes, le capital social accroit indirectement la plus-value). Il y a deux formes du capital social : l'investissement social et la consommation sociale (en termes marxistes, le capital social constant et le capital social variable). (…) L'investissement social consiste en des projets et services qui améliorent la productivité et, toutes choses égales par ailleurs, augmentent le taux de profit. (…) La consommation sociale consiste en des projets et services qui diminuent les coûts de reproduction du travail et, toutes choses égales par ailleurs, augmentent également le taux de profit. Un exemple de ceci est l'assurance sociale, qui augmente les forces productives du personnel tout en diminuant les coûts du travail. La seconde catégorie, les dépenses sociales, consiste en des projets et services qui sont requis à maintenir l'harmonie sociale – pour accomplir une fonction de "légitimation" de l'État. (…) Le meilleur exemple est le système de l'État-providence, dont un des rôles majeurs est de maintenir la paix sociale parmi les travailleurs sans emplois.*[581]

Selon O'Connor, ce type de dépenses d'État contre la tendance générale à la baisse du taux de profit prévue par Marx. Le capital monopoleur peut externaliser beaucoup de ses dépenses vers l'État ; et du fait que les dépenses de l'État augmentent indirectement la productivité du travail et du capital aux dépens du contribuable, le taux de profit apparent est augmenté.

> *Il ne fait pas le moindre doute que le secteur monopoleur dépend de l'expansion continue de l'investissement social et de projets socialement consommateurs qui, en partie ou en totalité, augmentent indirectement la productivité du point de vue du capital monopoleur. Autrement dit, le capital monopoleur socialise de plus en plus les coûts de production.*[582]

O'Connor liste un certain nombre de manières qu'a le capital monopoleur d'externaliser ses frais d'exploitation au système politique :

> *La production capitaliste est tombée dans l'interdépendance – elle est plus dépendante envers la science et la technologie, les fonctions professionnelles sont plus spécialisées et la division du travail est plus poussée. Par conséquent, le secteur monopoleur (et à un degré bien moindre, le secteur concurrentiel) requiert une quantité toujours croissante de travailleurs techniques et administratifs. Il requiert également des quantités d'infrastructures croissantes (surplus de capital physique) – transports, communications, R&D, éducation, et autres équipements. Autrement dit, le secteur monopoleur requiert de plus en plus d'investissement social en relation avec le capital privé. (…) Les coûts en investissement social (ou capital social constant) ne sont pas pris en charge par le capital monopoleur, mais sont socialisés et retombent sur le budget de l'État.*[583]

Ainsi qu'il est suggéré par notre référence ci-dessus à O'Connor, ces formes de dépenses étatiques ont l'effet pratique de promouvoir quelques-unes des "influences contraires" à la baisse des taux de profits qu'annonce Marx dans le troisième volume du Capital. La seconde influence citée par Marx, par exemple, est le maintien des salaires sous la valeur du travail. À travers l'État-providence, l'instruction financée par le contribuable, et d'autres moyens de

subventionner les coûts de reproduction du travail, l'État réduit le coût minimum soutenable du travail, qui doit être payé par les employeurs. C'est la même chose pour la troisième influence citée par Marx : la baisse des prix sur les éléments du capital constant. L'État, en subventionnant nombre des coûts de fonctionnement des grandes corporations, fait artificiellement glisser leur comptabilité dans les ténèbres. La quatrième influence qu'il cite, la "surpopulation relative", est promue par les subventions de l'État à l'adoption de formes de production fortement consommatrices de capital, et la formation de force de travail qualifiée formée aux frais de l'État – avec pour effet d'augmenter artificiellement l'offre de force de travail par rapport à la demande, réduisant ainsi la capacité de négociation de l'ensemble du marché du travail.[584]

Nous devons rappeler ici notre analyse précédente, expliquant combien la socialisation des dépenses sert la cartellisation d'une industrie. En externalisant ces coûts à l'État au travers du système général de taxes, le capital monopoleur retire ces dépenses des sujets de concurrence entre firmes. Tout se passe comme si toutes les firmes d'une industrie formaient un cartel pour administrer ces coûts en commun, et se mettaient d'accord pour ne pas les inclure dans les prix de leurs offres concurrentes. Les coûts et bénéfices sont appliqués de manière uniforme à l'industrie entière, retirant un désavantage compétitif à certaines firmes.

Bien que cela contredise le mythe "progressiste", le *big business* n'est pas uniformément opposé à l'assurance santé nationale, ou à d'autres formes d'assurances sociales. Actuellement, les grandes corporations du secteur capitaliste-monopoliste sont les plus susceptibles de fournir des assurances privées à leurs employés ; et ces assurances sont une des composantes à la croissance la plus rapide sur l'ensemble des coûts du travail. Par conséquent, les firmes qui fournissent déjà ce service à leurs propres frais seraient les bénéficiaires logiques d'un système nationalisé. L'effet d'un tel système de santé national serait de retirer le coût de cet avantage, qui est un désavantage concurrentiel pour les compagnies qui le fournissent. Même si l'État exigeait seulement que les grandes corporations du secteur monopolistique fournissent une assurance santé, ce serait une amélioration de la situation actuelle du point de vue du capital monopoleur : l'assurance santé cesserait d'être un élément de la concurrence sur les pris parmi les plus grandes firmes. Un système de santé national fournit un avantage compétitif aux firmes nationales aux dépens de leurs concurrentes étrangères, qui doivent financer elles-mêmes les avantages offerts à leurs propres employés – d'où l'hostilité du capitalisme américain au système de santé canadien et ses tentatives répétées de le combattre via l'OMS. Les effets cartellisants de la socialisation des coûts de l'assurance sociale ont, de même, été une des raisons pour lesquelles une part significative des capitalistes monopoleurs ont soutenu l'agenda de Franklin Roosevelt concernant la Sécurité Sociale.

Daniel Gross, bien qu'il ait abusivement considéré qu'il s'agissait d'un abandon par le *big business* de sa supposée hostilité traditionnelle envers l'État-providence, a avancé le même argument à propos du soutien plus récent des milieux d'affaires à une assurance santé gouvernementale[585]. Les grandes corporations américaines, en portant le fardeau d'une assurance santé et d'autres avantages pour les employés, qui sont fournis par l'État en Europe ou au Japon, se trouvent en désavantage compétitif à la fois face aux compagnies de là-bas et face aux petites compagnies locales.

Le candidat démocrate à la présidentielle Dick Gephart, ou plus exactement son porte-parole Jim English, a publiquement admis la motivation corporatiste de la gauche à une assurance

santé financée par l'État dans son allocution pour la Fête du Travail de 2003. La proposition de couverture obligatoire de Gephart, avec un crédit d'impôt de 60 % du coût, éliminerait (a-t-il dit) la concurrence de compagnies qui ne fournissent actuellement pas d'assurance santé comme avantage en nature. Elle réduirait aussi la concurrence de firmes dans les pays pourvus d'un système à payeur unique.[586]

Un autre ordre du jour "progressiste", la réforme de la gouvernance des entreprises, sert de même les élites corporatistes. Il est étonnant de voir à quel point les indignations populistes ces jours-ci se focalisent non pas sur les actionnaires milliardaires, mais sur leurs sous-fifres salariés. C'est un populisme égaré qui se laisse aller à gober les trompeuses images de l'actionnariat que sont le "fonds de pension socialiste" ou le "capitalisme pour le peuple". Bien que les actions soient en effet distribuées plus largement que naguère, leur grande majorité est toujours possédée par une faible fraction de la population. Donc toute l'agitation concernant la mauvaise conduite des affaires, supposée due au travailleur lambda dont le 401k[76] vacille, est une escroquerie. Le principal effet de la législation sur la "responsabilité d'entreprise" est de protéger les investissements de David Rockefeller et ses semblables contre le crime en col blanc.

Le niveau technique nécessaire à maintenir le système corporatiste existant fonctionnel, le niveau actuel de consommation de capital de la production, et le niveau actuel d'efforts en R&D dont il dépend, ne seraient jamais capables de trouver leur financement sur un marché libre. Le système scolaire de l'État fournit une force de travail technique aux dépens du contribuable, et autant que possible surproduit des spécialistes techniques de façon à s'assurer que les travailleurs techniques acceptent d'être embauchés aux termes de l'employeur. Sur ce point, O'Connor cite Veblen : l'État répond au besoin du capital d'une « fourniture gratuite de subordonnés formés, à des salaires modiques »[587]. À partir du Morrill Act de 1862, qui a subventionné les collèges agricoles et de mécanique, le gouvernement fédéral n'a eu de cesse de prendre à sa charge une grande part des coûts de reproduction du travail technique[588]. En recherche et développement, c'est la même chose, le soutien fédéral remonte au moins aux stations d'expérimentations agricoles de la fin du dix-neuvième siècle, mises en place suite au Hatch Act de 1887.[589]

La cartellisation et la socialisation des coûts de reproduction d'un travail complexe par l'État, et son subventionnement de la R&D, rendent possible un niveau de technicité de la production bien plus élevé que ce qu'il serait dans un marché libre. Le G.I. Bill a été une partie intégrante de l'échelle immense et sans précédent du capitalisme d'État construit pendant et après la seconde guerre mondiale.

> *Les savoirs et compétences techniques et administratifs, contrairement à d'autres formes de capital sur lesquels les capitalistes privés revendiquent propriété, ne peuvent pas être monopolisés par des intérêts financiers ou industriels. Les découvertes de la science et de la technologie se répandent au-delà des frontières de corporations ou d'industries particulières, en particulier à notre époque de communications de masse, de traitement électronique de l'information, et de mobilité internationale du travail. Le capital sous la forme du savoir réside dans les compétences spécialisées de la classe productive elle-même. Dans le contexte d'un marché libre de la force de travail (…) aucune corporation ou industrie, aucun lobby industriel-financier*

76 *NdT : Le 401(k) est un système américain défiscalisé d'épargne par capitalisation, très répandu.*

> *ne pourrait se permettre de former sa propre force de travail ou d'embaucher ses propres équipes au niveau requis pour la R&D. Les brevets apportent quelque protection, mais il n'y a aucune garantie que les employés importants d'une corporation n'iront pas chercher à se faire embaucher dans d'autres corporations ou industries. Le coût de la perte de la force de travail formée est particulièrement haut pour des compagnies qui emploient des travailleurs techniques dont les compétences sont spécifiques à un domaine industriel particulier – des compétences que la compagnie paye. De ce fait, la formation en emploi (apprentissage ou formation continue, NdT) est peu utilisée, non pas parce qu'elle est techniquement inefficace… mais parce qu'elle ne rapporte pas.*
>
> *De même, aucune corporation, aucun intérêt industriel ou financier ne peut se permettre de développer sa propre R&D ou de former le personnel administratif nécessaire à planifier, coordonner et contrôler les processus de production et de distribution. En dernière analyse, l'État est nécessaire à coordonner la R&D du fait des hauts coûts et de l'incertitude d'obtenir des résultats utilisables.*[590]

Au mieux, du point de vue de l'employeur, l'État crée une "armée de réserve" de travail scientifique et technique – William Appleman Williams l'explique, l'élite « s'est assurée que les experts soient en surplus sur le marché »[591]. Au pire, quand il y a pénurie de telles forces de travail, l'État absorbe le coût nécessaire à les produire et retire ce coût des composantes des coûts de production de l'industrie privée. Dans tous les cas, « plus importante sera la socialisation des coûts du capital variable, plus bas sera le niveau des salaires et plus haut sera le taux de profit dans le secteur monopolistique »[592]. Et du fait que le secteur capitaliste monopolistique est capable de reporter le coût de ses propres taxes sur le consommateur ou sur le secteur capital mis en concurrence, l'effet est que « les coûts de formation de la force de travail technique sont supportés par des taxes payées par le capital du secteur concurrentiel et le travail »[593].

Les cursus des écoles "publiques" peuvent avec beaucoup plus de justesse être qualifiés d'éducation servile que libérale. Leur objectif est un produit humain qui est capable de répondre aux besoins techniques du capital corporatiste et de l'État, et qui soit en même temps docile et accommodant, et incapable d'analyse critique concernant le système de pouvoirs qu'il sert. Le mouvement public pour l'éducation et la création du premier système scolaire public, souvenons-nous-en, coïncident avec le besoin croissant du système industriel d'une force de travail conditionnée à l'obéissance, la ponctualité, et des habitudes régulières. La compétence technique et une "bonne attitude" vis-à-vis de l'autorité, combinées avec douze années de conditionnement à ne pas se faire remarquer ou faire des vagues, étaient le but des défenseurs d'une instruction publique.

Même les dépenses d'État-providence, bien qu'O'Connor les classe comme des dépenses complètement improductives, sont en fait un autre exemple de cas où l'État prend une part aux coûts variables du capital. Certains socialistes aiment à imaginer que, si c'était possible, les capitalistes abaisseraient le niveau du salaire de subsistance à celui nécessaire à tout juste maintenir les travailleurs en vie quand ils ont un emploi. Mais du fait que cela provoquerait des famines en période de chômage, les salaires en vigueur doivent couvrir les imprévus liés au chômage ; sans quoi, les salaires seraient inférieurs au coût minimum de reproduction du

travail. Sous le régime de l'État-providence, cependant, l'État lui-même absorbe le coût de la fourniture d'assurances contre ces imprévus, de façon à ce que la prime d'incertitude soit supprimée en tant que composante des salaires dans les « négociations du marché » d'Adam Smith.

Et en mettant ça de côté, même en n'étant que pures "dépenses sociales", le système de l'État-providence agit essentiellement (selon les mots d'O'Connor) de façon à « contrôler politiquement la population en surplus »[594]. Les subventions de l'État à l'accumulation de capital constant et à la reproduction du travail technique et scientifique fournit une incitation à des productions beaucoup plus consommatrices de capital, qui ne seraient pas apparues dans un marché libre, et de ce fait contribuent au développement d'une sous-classe permanente de travailleurs en surplus[595] ; l'État intervient et prend à sa charge le coût minimal nécessaire à éviter des famines et l'exclusion liée au logement à grande échelle, qui déstabiliseraient le système, et maintiens une surveillance rapprochée de la sous-classe au travers de ses services bureaucratiques.[596]

L'effet général de l'intervention de l'État sur l'économie est donc de retirer des sphères toujours croissantes de l'activité économique du domaine de la concurrence sur les prix ou sur la qualité, et de les faire diriger collectivement et dans leur ensemble par le capital organisé.

Nous avons, dans ce chapitre, fait une étude partielle du problème de la sur-accumulation, et de celui de l'intensification du capitalisme d'État en réponse à cette crise. Dans le prochain chapitre, nous examinerons une autre des réponses apportées à cette même crise, la politique d'impérialisme à l'étranger, permettant de se débarrasser des surplus de production au-delà des frontières. Et dans le Chapitre Huit, nous verrons que ces politiques capitalistes d'État non-seulement aggravent le problème de la sur-accumulation, mais en même temps créent des tendances dangereuses à la sous-accumulation ; ce qui met le capitalisme d'État dans une dangereuse bascule sur le fil du rasoir entre des crises de sur-accumulation et de sous-accumulation.

Chapitre 7 : Capitalisme de Monopoles et Impérialisme

Introduction : La Réaction de l'Élite à la Crise (avec une digression sur la mauvaise distribution des revenus)

William Appleman Williams a résumé la leçon des années 1890 de la manière suivante : « Du fait de sa nature dramatique et généralisée, la crise des années 1890 a réveillé dans nombre de parties de la société américaine le spectre du chaos et de la révolution.[597] » Les élites économiques américaines l'ont interprétée comme le résultat d'une surproduction et d'un surplus de capital, et pensaient pouvoir la résoudre seulement par un accès à une "nouvelle frontière". Sans un accès garanti par l'État à des marchés étrangers, la production aurait été trop inférieure à la capacité, les coûts unitaires se seraient envolés, et le chômage aurait atteint des niveaux dangereux.

Le sérieux de cette dernière menace a été souligné par le radicalisme de ces années 90-là. La Grève Pullman, la Grève de Homestead et la formation de la Fédération des Mineurs de l'Ouest[77] (précurseuse des IWW) furent les signes de niveaux dangereux d'agitation du monde ouvrier et de conscience de classe. L'Armée de Coxey a marché sur Washington, petit avant-goût des formes de radicalisme que le chômage peut produire. Le mouvement anarchiste avait une composante étrangère croissante, plus radicale que la faction native, et le Parti du Peuple semblait avoir de sérieuses chances de gagner des élections nationales. À un moment, Jay Gould, porte-parole officieux des barons-pillards, a même menacé d'une grève du capital si les populistes accédaient au pouvoir. En 1894, l'homme d'affaires F. L. Stetson a averti : « Nous sommes au bord d'une nuit très noire, à moins qu'un retour de la prospérité commerciale ne pallie le mécontentement populaire »[598].

Nous devons noter, en passant, que d'un point de vue mutuelliste, les racines de la sur-accumulation sont bien plus profondes que ce qu'en dit Stromberg dans sa description de la cartellisation sous le capitalisme de monopoles. L'origine de la surproduction et de la sur-accumulation réside dans les privilèges légaux du capitalisme de "laissez-faire", décrit dans les parties consacrées aux "Quatre Grands" de Tucker dans le chapitre précédent.

J. A. Hobson, dans son brillant chapitre sur "Le Pivot Économique de l'Impérialisme", attribue le problème à la mauvaise distribution du pouvoir d'achat. De plus en plus de revenus ont été concentrés entre les mains de la ploutocratie, qui a été incapable d'en faire usage, quels que soient les trésors de luxure que ses membres ont pu s'offrir ; le résultat a été que « un processus automatique d'épargne s'est mis en place »… Ceci a eu pour effet d'exacerber les problèmes liés à l'excès d'accumulation du capital, avec un développement encore accéléré des moyens de production, pour produire toujours plus de marchandises ne répondant à aucune demande. « La puissance de la production a de loin dépassé le niveau actuel de consommation »[599] L'excès d'accumulation et le manque de demande, en rompant le circuit du capital et en créant ce que Marx appelait une crise de réalisation, a mené à une aggravation du cycle économique.

En réponse à sa question rhétorique sur pourquoi un excès d'épargne et une sous-consommation adviennent, et pourquoi la consommation échoue à garder le rythme de la capacité productive, Hobson pointe le système social.

Mais on peut se demander "Qu'est-ce qui explique qu'il puisse seulement y

77 *NdT : Western Federation of Miners*

> *avoir la moindre tendance à l'excès d'épargne ? Pourquoi les possesseurs d'une capacité à consommer gardent-ils une plus grande quantité d'économies que ce qui pourrait être employé de manière utile ?" Une autre façon de poser la même question est la suivante : "Pourquoi la pression des désirs actuels est-elle incapable de tenir le rythme des multiples possibilités de les satisfaire ?" La réponse à ces questions pertinentes nous amène à la question plus large de la distribution des richesses. Si une tendance à distribuer les revenus ou la capacité à consommer selon ses besoins existait, il est évident que la consommation augmenterait à chaque augmentation de la capacité de production, car les besoins humains sont sans limites, et il ne pourrait y avoir d'excès d'épargne. Mais il n'en est pas ainsi dans un état de société économique où la distribution n'a pas de relation fixe aux besoins, mais est déterminée par d'autres conditions qui assignent à certaines personnes une capacité à consommer largement supérieure à l'ensemble de leurs usages potentiels, alors que d'autres sont privés de capacité à consommer suffisamment même pour entretenir leur pleine efficience physique.*[600]

L'excès d'épargne est le résultat presque exclusif du surplus de revenus des riches.[601]

La question demeure, de savoir la cause de cette mauvaise distribution des revenus. Hobson s'est approché, sans jamais l'atteindre, d'une explication correcte.

> *L'excès d'épargne qui est la racine économique de l'Impérialisme s'avère quand on l'analyse être constitué de rentes, de profits de monopoles, et d'autres éléments de revenus non-mérités ou excessifs qui, n'étant pas acquis par le travail de l'esprit ou des bras, n'ont pas de légitime raison d'être*[78]. N'ayant pas de relation naturelle à l'effort de production, ils n'incitent pas leurs bénéficiaires à la satisfaction de désirs de consommation correspondants : ils forment une richesse en surplus qui, n'ayant pas sa place dans l'économie normale de la production et de la consommation, tend à s'accumuler sous la forme d'épargne excessive.[602]

Hobson propose comme remède à ce dysfonctionnement ce qui serait plus tard appelé une solution keynésienne :

> *Que n'importe qui, dans les forces du marais politico-économique, détourne de ces possesseurs leurs excès de revenus et les fasse couler, soit aux travailleurs sous la forme de salaires plus hauts, soit à la communauté sous forme d'impôts, de façon à ce qu'ils soient dépensés plutôt qu'épargnés (…) il n'y aura alors aucun besoin de combattre pour des marchés étrangers ou des zones étrangères d'investissement. (…)*
>
> *Là où la distribution des revenus est telle qu'elle permet à toutes les classes d'une nation de convertir leurs désirs ressentis en une demande effective de marchandises, il ne peut pas y avoir de surproduction, ni de sous-emploi du capital ou du travail, ni de besoin de se battre pour des marchés étrangers.*[603]

L'évocation par Hobson de la décorrélation entre la consommation et l'effort de production pourrait avoir été écrite par Tucker. Le salaire naturel du travail, quand l'État ne distribue pas

78 *NdT : en français dans le texte.*

de privilèges spéciaux aux possesseurs de la terre et du capital, est son produit. Quand le travail reçoit son plein produit pour ce qu'il a effectué, la désutilité du travail est directement reliée à son produit par son prix sur le marché. Le travailleur est alors capable de décider combien il souhaite travailler, sur la base de ses désirs de consommation – et cesser de travailler quand ces désirs ont trouvé satisfaction. S'il fait des économies, celles-ci reflètent sa décision de moins travailler dans le futur, soit en vivant de ses économies présentes, ou en les investissant dans des moyens de production plus efficaces. Aucun superflu n'est jamais créé. A contrario, sous le régime du privilège capitaliste, la décorrélation entre l'effort et la consommation est la même irrationalité que n'importe quelle autre violation du principe de coût qui régit les marchés libres. Du fait que la désutilité et le bénéfice du travail ne sont pas tous deux pleinement internalisés par le travailleur, celui-ci est incapable d'ajuster sa production en fonction de sa consommation. Le travailleur fournit un surplus du fait de la distorsion de marché entre l'effort et la consommation, et il ne reçoit pas le signal du marché lui signifiant d'arrêter de travailler quand ses besoins sont satisfaits. Du fait que le travail paye un tribut pour l'accès aux moyens de production, la production totale nécessaire à recevoir un niveau de consommation donné est toujours plus importante que le montant consommé ; c'est là où les classes rentières prélèvent un revenu sur le surplus, revenu pour lequel elles n'ont pas travaillé. Les classes productives ne créent donc pas un surplus pour leur propre consommation, mais pour être pillées par une classe privilégiée qui n'est pas capable d'en consommer la totalité.

À la fin, Hobson échoue à isoler le pivot économique de ce phénomène. Son analyse tourne de manière répétée autour de la vraie nature du problème, sans jamais parvenir à le toucher du doigt. Le problème n'est pas la non-distribution des revenus en fonction des "besoins", mais sa non-distribution en fonction du travail : le travail ne reçoit pas son plein produit comme salaire. Et la solution n'est pas la redistribution keynésienne des revenus par l'État, des riches aux pauvres, mais la fin de la redistribution actuelle des revenus par l'État, des pauvres aux riches. Thomas Hodgskin est arrivé plus près de la vraie racine des problèmes quelques générations plus tôt :

> *Les désirs des individus que leur travail est supposé satisfaire sont le guide naturel de leurs efforts. À l'instant où ils sont forcés à travailler pour d'autres, ce guide leur devient trompeur, et leurs efforts sont dictés par la rapacité et l'avarice, et les faux espoirs de leurs maîtres. Les désirs surgissant de notre organisation, et accompagnant la force de travail, étant créés par la même main qui crée et façonne l'univers entier, (…) il est juste de supposer qu'ils devraient guider de manière permanente les efforts du travailleur, de façon à lui assurer la fourniture des biens nécessaires et utiles, et de rien d'autre. (…) Par ce système [de la rapacité et de l'avarice des maîtres], la main est mal servie par la bouche, et le travail est mis en mouvement de façon à gratifier la vanité et l'ambition, plutôt que les désirs naturels de l'existence animale. Quand nous étudions l'histoire commerciale de notre pays, et voyons les faux espoirs de nos marchands et manufacturiers menant à des convulsions commerciales périodiques, nous sommes obligés de conclure qu'elles n'ont pas la même source que le monde extérieur régulier et harmonieux. Les capitalistes n'ont pas de sagesse dans leurs actions, parce que la nature rejette leur domination sur le travail, et s'oppose à elle. Les débuts de prospérité nationale, suivis par la banqueroute et la ruine, ont la même*

> *source que la fraude et la falsification. Nous devons à nos droits légaux [par opposition aux droits naturels] de propriété ces lueurs de fausses richesses et ces véritables paniques, qui ont si souvent secoué, jusqu'en son centre, tout le monde marchand.*[604]

La concentration de l'économie dans la forme corporatiste, dans les années qui ont suivi, n'a fait qu'intensifier ces tendances naturelles aux crises à répétition.

Quoi qu'il en soit, malgré leur compréhension fausse des causes de la crise, les milieux d'affaires comme le gouvernement affirmaient bruyamment que la capacité productive des États-Unis avait dépassé la capacité du marché à consommer, et que le gouvernement devait prendre des mesures actives de façon à obtenir des débouchés. Continuons avec un bref aperçu des affirmations typiques des gens d'affaires et des responsables gouvernementaux dans les années qui ont suivi la dépression des années 1890. En lisant les citations qui vont suivre sur les prochaines pages, il est utile de garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas des délires d'idéologues marxistes ; il s'agit précisément de réflexions de gens d'affaires parfaitement modérés et conservateurs. La théorie de l'impérialisme ne fut pas la création de Lénine, mais celle de patrons corporatistes.

En 1897, le président du NAM[79] Theodore C. Search a dit : « Beaucoup de nos industriels ont dépassé ou sont en train de dépasser [avec leur production la demande de] leur marché domestique, et l'expansion de nos échanges à l'international sont notre seul espoir d'un soulagement »[605]. La même année, Albert J. Beveridge a proclamé : « Les usines américaines produisent plus que le peuple américain n'en peut utiliser ; le sol américain produit plus qu'ils n'en peuvent consommer. Le destin a écrit notre politique pour nous ; le commerce mondial doit être nôtre, et sera nôtre »[606]. Ainsi que l'office fédéral du commerce extérieur l'affirme en 1898,

> *Il semble être admis que chaque année, nous serons confrontés à un excédent croissant de produits manufacturés à vendre sur les marchés étrangers si nous voulons que les ouvriers et les artisans américains ne soient pas au chômage l'année suivante. L'augmentation de la consommation étrangère de la production de nos moulins et de nos usines est, de ce fait, devenu un sérieux problème politique, en plus d'en être un commercial.*[607]

En 1900, l'ancien secrétaire d'État John W. Foster écrit : « Il est devenu nécessaire de trouver de nouveaux et de plus grands marchés pour nos productions agricoles et manufacturières. Nous ne pouvons pas maintenir notre prospérité industrielle actuelle sans ça. »[608]

Le gouverneur de l'Ohio McKinley a émergé comme porte-parole de ce nouveau consensus américain, proposant avec l'aide de l'État une combinaison de tarifs douaniers protecteurs et de traités de réciprocité aux marchés étrangers ouverts aux surplus américains[609]. Comme premier conférencier à une rencontre de la NAM en 1895, il dit :

> *Nous voulons réserver nos propres marchés aux produits de nos usines et de notre agriculture. (…) Nous voulons des marchés étrangers pour nos produits en surplus. (…) Nous voulons une réciprocité qui nous donne des marchés étrangers pour nos produits en surplus, et en échange, nous ouvrirons nos propres marchés aux étrangers fournissant des marchandises qu'ils produisent et que nous ne produisons pas.*[610]

79 *NdT : Association des Manufacturiers Américains. Une sorte de MEDEF industriel local.*

L'impérialisme de McKinley et Roosevelt, et la guerre hispano-américaine qui en a résulté, ont été les conséquences de cette orientation. Ils n'étaient pas, cependant, la seule forme de politique étatique destinée à assurer des marchés étrangers, ni la plus évidente. Bien plus typique de la politique états-unienne, dans les années qui ont suivi, fut l'orientation mise en évidence par les Open Door Notes de John Hay (dont la première fut écrite en 1899), qui incita Williams à parler d'"Empire aux Portes Ouvertes".

A. L'Impérialisme de la Porte Ouverte : les années 30

L'impérialisme de la Porte Ouverte a consisté en l'usage du pouvoir politique américain pour garantir l'accès à des marchés étrangers dans des termes favorables aux intérêts corporatistes américains, sans dépendre de règles politiques écrites. Son but principal a été d'obtenir pour les marchandises américaines, sur chaque marché national, un traitement équivalent à ou meilleur que celui accordé à toute autre nation industrielle. Plus important, il impliquait un engagement actif du gouvernement états-unien de briser les sphères d'influence ou de préférence économiques des pouvoirs impériaux existants. Le résultat, dans la plupart des cas, a été de considérer comme hostiles aux intérêts et à la sécurité des États-Unis toute orientation de grande échelle vers l'autarcie, ou toute politique ayant pour effet de retirer un domaine important de la disposition des corporations états-uniennes. Quand le pouvoir tentant de mettre en place de telles politiques était un égal, comme l'Empire Britannique, la réaction états-unienne se limitait à un rafraîchissement diplomatique mesuré. Quand il était perçu comme inférieur, comme le Japon, les États-Unis faisaient appel à des mesures plus fortes, comme l'indiquent les événements de la fin des années 1930. Et quel que soit le degré d'égalité entre les nations avancées dans leur degré d'accès aux marchés du Tiers Monde, il était clair que les nations du Tiers Monde restaient vouées à être collectivement subordonnées à l'Occident industrialisé. En effet, on peut penser que Kautsky avait la Doctrine de la Porte Ouverte à l'esprit quand il a formulé sa théorie de l'"ultra-impérialisme", dans laquelle les nations capitalistes développées coopèrent afin d'exploiter collectivement le Tiers Monde.[611]

Ce système de la Porte Ouverte était l'ancêtre direct du système néolibéral d'aujourd'hui, qui est faussement qualifié de "libre-échange" dans les apologies des intellectuels de cour. Il dépendait de la gestion active de l'économie mondiale par les États dominants, et d'une intervention continue pour maintenir l'ordre économique et imposer des sanctions contre les États ne coopérant pas. Woodrow Wilson, dans une conférence à l'Université de Columbia, dit :

> *Du fait que le commerce ignore les frontières nationales, et que les industriels insistent pour avoir accès à un marché mondial, le drapeau de cette nation doit le suivre, et les portes des nations qui sont closes doivent être abattues. (…) Les concessions obtenues par les financiers doivent être préservées par les ministres de l'État, même si la souveraineté de nations non-consentantes doit être bafouée pour ce faire. Des colonies doivent être récupérées ou installées, de façon à ce qu'aucun recoin utile du monde ne soit laissé négligé ou non-exploité. La paix elle-même devient une affaire de conférences et d'accords internationaux.*[612]

Wilson a averti durant l'élection de 1912 que « Nos industries ont tant crû qu'elles vont craquer leur chemise si elles ne peuvent pas trouver des débouchés libres [c'est-à-dire garantis par l'État] sur les marchés mondiaux »[613].

Dans un discours de 1914 à la Convention Nationale sur le Commerce Extérieur, le Secrétaire

au Commerce Redfield a défendu peu ou prou la même position :

> *(…) nous avons retenu la laçon, maintenant, nous avons compris que nos usines sont si grandes que leur production à pleine charge est supérieure à ce que les marchés de l'Amérique peuvent absorber en continu. Nous savons désormais que si nous produisons le maximum tout le temps, nous devons le faire seulement en raison des commandes prises outre-mer. Faire moins que ça impliquerait des foyers américains dont les hommes n'auraient plus de travail ; ou des usines fermées à temps partiel.*[614]

Sous le système de la Porte Ouverte, l'État et ses prêts étaient voués à jouer un rôle central dans l'exportation du capital. Le but primaire des prêts à l'étranger, historiquement, a été de financer des infrastructures qui sont un prérequis pour l'établissement d'entreprises dans des pays étrangers. Ainsi que l'a dit Edward E. Pratt, chef du Bureau du Commerce Extérieur et Domestique en 1914 :

> *Nous ne pouvons pas espérer tirer le gros lot du commerce extérieur sans être préparés à prêter du capital à des nations étrangères et à des entreprises étrangères. Le gros lot, ce sont les grands développements publics et privés, (…) la construction de chemins de fer, la construction de sites de services publics, l'amélioration des ports et des docks, (…) et beaucoup d'autres choses qui demandent de grandes quantités de capital. (…) Il est communément affirmé que le commerce suit le drapeau. Il serait bien plus juste de dire que le commerce suit l'investissement ou le prêt.*[615]

Il était cependant bien au-delà des ressources des firmes individuelles ou des investisseurs capitalistes, ou du système bancaire décentralisé, de lever les sommes nécessaires à ces tâches. L'un des buts de la création de la Réserve Fédérale américaine en 1914 a été de rendre possibles des mobilisations de très grande échelle de capitaux, à des fins d'investissements outremers. Sous le New Deal, la mobilisation a commencé à prendre la forme de prêts d'État directs[616]. Les politiques financières de l'État, en plus de promouvoir l'accumulation de capital afin d'investissements à l'étranger, soutiennent également la consommation étrangère de produits états-uniens. Ainsi que l'a dit John Foster Dulles en 1928, « Nous devons financer nos exportations en accordant des prêts à des étrangers, qui leur permettront de les payer »[617]. Ces deux fonctions ont été améliorées dans le système de Bretton Woods après la seconde guerre mondiale.

B. Le Système de Bretton Woods : Sommet de l'Empire de la Porte Ouverte

La seconde administration Roosevelt a considéré la garantie de l'accès américain aux marchés étrangers comme vitale à mettre un terme à la Dépression et à la menace de soulèvements internes qui l'accompagnait. Le Secrétaire Assistant Francis Sayre, président du Comité Exécutif sur les Politiques commerciales de Roosevelt, avertit : « Sauf à réussir à exporter et vendre outremer notre surplus de production, nous devrons faire face à une dislocation de toute notre économie domestique »[618]. La politique en cours de Franklin Roosevelt, de la Porte Ouverte, qui devait faire face au retrait de domaines importants du marché mondial par les politiques d'autarcie de la sphère de co-prospérité de l'extrême-orient et de l'Europe-forteresse, a mené à l'entrée américaine dans la seconde guerre mondiale, et a culminé dans l'établissement, après la fin de la guerre, de ce que Samuel Huntington a appelé un "système

d'ordre mondial" garanti à la fois par les institutions globales de gouvernance économique comme le FMI, et par une politique hégémonique et une superpuissance militaire.

En 1935, un mémorandum du Département de la Guerre décrit la menace japonaise émergente en des termes essentiellement économiques. Une hégémonie japonaise sur l'Asie, est-il affirmé, aurait « une influence directe sur les gens d'Europe et d'Amérique dépendant pour vivre des échanges et du commerce avec cette zone ». L'Allemagne, de même, était décrite comme un "agresseur" du fait de ses politiques d'échanges avec l'Amérique du Sud.[619]

Après la chute de l'Europe de l'Ouest à l'été 1940, le Secrétaire d'État Assistant Breckinridge Long avertit que « toutes les commandes commerciales vont être redirigées vers Berlin et remplies quelque part en Europe plutôt qu'aux États-Unis », avec pour conséquences « une chute des prix et un déclin des profits ici, et une baisse de notre niveau de vie, avec pour conséquences attendues des instabilités sociales et politiques »[620].

À partir de l'été 1940, le Comité des Affaires Étrangères du Sénat et le Département d'État[80] ont entrepris un ensemble commun d'études afin de déterminer la proportion minimale de l'économie mondiale que les États-Unis auraient à intégrer à leur propre économie afin de fournir des ressources et des marchés suffisants à la stabiliser ; cette étude a également exploré les options politiques de reconstruction du monde après la guerre[621]. Le groupe d'études a montré que le système continental de l'Allemagne était bien plus auto-suffisant en termes de ressources, et plus capable d'autarcie, que les États-Unis. L'économie des États-Unis ne pouvait pas survivre dans sa forme du moment sans un accès aux ressources et aux marchés non seulement de l'hémisphère ouest, mais de l'empire britannique et de l'extrême-orient (un ensemble qu'ils ont appelé "Grand Area", soit "Grande Aire » ou "Grande Zone"). Seulement l'extrême-orient était rapidement en train d'être incorporée à la sphère d'influence économique du Japon. Roosevelt a pris la décision politique de contester le pouvoir japonais dans l'extrême-orient, et, si nécessaire, d'initier une guerre. En fin de compte, cependant, il a réussi à manœuvrer le Japon de façon à ce qu'il frappe le premier[622]. La politique américaine qui a émergé de ces luttes a consisté en une sécurisation du contrôle des marchés et des ressources de l'ensemble de la "Grand Area" au travers d'institutions de gouvernance économique globale, dont l'incarnation après-guerre fut le système de Bretton Woods.

Le problème de l'accès aux marchés et aux ressources étrangers était central à la planification politique états-unienne du monde d'après la guerre. Compte-tenu des impératifs structurels du "capitalisme de monopoles dépendant des exportations", la crainte d'une dépression après-guerre était réelle. La volonté originelle d'une expansion à l'étranger à la fin du dix-neuvième siècle reflétait le fait que l'industrie, avec l'encouragement de l'État capitaliste, s'était développée bien au-delà de la capacité de son marché domestique à absorber sa production. Même avant la deuxième guerre mondiale, l'économie capitaliste d'État avait de sérieuses difficultés à fonctionner à un régime compatible avec le plein usage de ses capacités de production et de contrôle des prix. La politique militaire et industrielle pendant la guerre a encore largement aggravé le problème de la sur-accumulation, en augmentant la valeur des usines et équipements de deux tiers, aux frais du contribuable. La fin de la guerre, si elle était suivie de l'habituelle démobilisation, devait résulter en une énorme réduction des commandes pour cette industrie sur-développée, alors même que dix millions de travailleurs seraient renvoyés à la vie civile, et à la recherche d'un emploi. Et quatre années de restrictions forcées sur la consommation avaient créé d'importantes réserves d'épargne sans débouchés dans une

80 *NdT : équivalent américain d'un Ministère des Affaires Étrangères dans d'autres pays.*

économie domestique déjà pleinement développée.

En novembre 1944, Dean Acheson a fait un discours devant le comité du Congrès sur la politique et la planification économiques après-guerre. Il a souligné les conséquences si la guerre venait à être suivie d'un retour en dépression : « Il semble clair que nous aurions alors affaire à une très difficile période, du point de vue des positions sociales et économiques de notre pays. Nous ne pouvons pas nous permettre de connaître dix nouvelles années similaires à la fin des années 20 et au début des années 30, sans connaître des conséquences extrêmes pour notre système économique et social. » Le problème, expliquait-il, ce sont les marchés, pas la production. « Nous n'avons pas de problème de production. (…) Ce qui compte, ce sont les marchés. Nous devons faire en sorte que ce que le pays produit soit utilisé et vendu sous des conditions financières rendant la production possible. » À deux doigts de proposer une économie dirigée, avec contrôle des revenus et de la distribution pour assurer la consommation domestique de tout ce qui était produit, Acheson a dit que le seul moyen de parvenir à une production à pleine charge et au plein emploi passait par un accès aux marchés étrangers[623].

Un aspect central de la politique économique d'après-guerre, reflété par les agences en charge de l'application des accords de Bretton Woods, était l'intervention étatique visant à garantir les marchés nécessaires à écouler la production d'une industrie à son débit maximal et à trouver des débouchés pour le capital en surplus. La Banque Mondiale a été conçue pour subventionner l'export du capital au Tiers Monde, en finançant les infrastructures sans lesquelles les moyens de production propriété des occidentaux n'auraient pas pu s'établir là. Selon une estimation de 1988 de Gabriel Kolko, environ les deux tiers des prêts accordés par la Banque Mondiale depuis sa création sont allés à des infrastructures de transport ou d'alimentation en énergie[624]. Un rapport dithyrambique du Département du Trésor fait référence à ces projets d'infrastructure (représentant environ 48 % des prêts au cours de cette année 1980) comme des "externalités" pour les affaires, et évoque avec enthousiasme les bénéfices apportés par de tels projets pour l'expansion des affaires dans de grandes régions, et la consolidation et la commercialisation de l'agriculture[625].

En sus du bénéfice de construire « une infrastructure interne qui est un prérequis vital a développement des ressources et aux investissements privés américains directs », ces banques, du fait qu'elles doivent être payées en dollars états-uniens, imposent aux nations emprunteuses « d'exporter des biens capables de leur en obtenir, c'est-à-dire des matières premières »[626].

Le Fonds Monétaire International a été créé pour faciliter l'achat de biens états-uniens au-delà des frontières, en prévenant les trous temporaires de pouvoir d'achat résultant d'une baisse des échanges. C'était « une très grande institution internationale d'échange de monnaie et de crédit, sur laquelle n'importe quel pays pouvait compter relativement facilement s'il était à cours de n'importe quelle devise étrangère du fait d'un déséquilibre des échanges »[627].

Le système de Bretton Woods par lui-même, cependant, était bien loin d'être suffisant à assurer les niveaux de production nécessaires à maintenir les installations de production à pleine charge, ou à absorber les excès de fonds d'investissements. Le Plan Marshall, puis l'économie de guerre permanente de la Guerre Froide, sont venus à la rescousse.

Le Plan Marshall a été conçu en réaction à la crise économique imminente prédite par les consultants du Conseil Économique au début de 1947, et l'échec de l'Europe de l'Ouest « à se remettre de la guerre et à prendre sa place dans l'ordre américain des choses ». Le sous-

secrétaire d'État aux Affaires Économiques Clayton a déclaré que le problème central auquel les États-Unis faisaient face était d'écouler ses « importants surplus »[628]. Dean Acheson a défendu le Plan Marshall dans un discours de mai 1947 :

> *Le besoin extrême de pays étrangers pour les produits américains a toute probabilité de perdurer sans diminution en 1948, alors que la capacité des pays étrangers à payer pour des marchandises n'aura que faiblement augmenté. (…) Que signifient ces faits de politique internationale pour la politique étrangère des États-Unis ? (…) les États-Unis vont devoir supporter un financement d'urgence des achats étrangers si des pays étrangers doivent continuer à acheter en 1948 et 1949 les marchandises dont ils ont besoin pour vivre et, dans le même temps, reconstruire leur économie.*[629]

Un partisan du New Deal a implicitement comparé l'expansion économique à l'étranger du capitalisme d'État domestique, les considérant comme des formes analogues d'écoulement des surplus : « c'est comme si nous montions une Tennessee Valley Authority[81] chaque semaine »[630].

L'économie de guerre permanente avait un autre avantage par rapport à des projets comme la TVA qui produisait de la valeur d'usage pour la population civile : du fait qu'elle ne produisait aucun bien de consommation, elle ne générait pas de surplus impossible à écouler, ou en concurrence avec le capital privé sur les marchés à la consommation. Selon les justes mots d'Immanuel Goldstein : « Même quand les armes de guerre ne sont pas vraiment détruites, leur production demeure un moyen pratique d'utiliser de la puissance de travail sans produire quoi que ce soit qui puisse être consommé. » La guerre est un moyen « de réduire en pièces, ou de liquéfier dans la stratosphère, ou d'engloutir au fond des océans » la production et le capital en excès.[631]

En sus de faciliter l'export des biens et des capitaux, les agences de Bretton Woods jouaient un rôle central dans la mise au pas des régimes récalcitrants. Il existe une quantité considérable de littérature radicale de gauche sur l'usage de la dette comme arme politique afin d'imposer des politiques corporatistes (pensons ici aux infâmes "programmes d'ajustements structurels"[82]) aux gouvernements du Tiers Monde, analogues à la fonction historique de la dette pour les mineurs et les métayers[632]. Cheryl Payer compare la dette du Tiers Monde à la dette individuelle de péonage, en ce que cette dernière n'avait pour but « ni de récupérer la valeur de la dette une fois pour toutes, ni d'affamer l'employé jusqu'à le tuer, mais de maintenir le travailleur tenu de manière définitive par sa dette à son employé »[633]. David Korten explique de même que :

> *Le simple processus de l'emprunt qui crée l'endettement qui donne à la Banque Mondiale et au FMI le pouvoir de dicter les politiques des pays emprunteurs représente une énorme brèche dans le principe de la responsabilité démocratique. Des accords de prêts, qu'ils soient avec la Banque Mondiale, le FMI, d'autres institutions officielles prêteuses, ou des banques commerciales, sont négociés de manière habituelle en secret entre les officiels des banques et une poignée d'officiels gouvernementaux – qui bien souvent ne sont eux-mêmes pas élus et pas responsables devant le peuple au nom duquel ils engagent les finances nationales vis-à-vis de prêteurs*

81 *Tennessee Valley Authority (TVA) : un grand programme emblématique du New Deal, qui a regroupé des industries de l'énergie, de la fertilisation des sols, des voies navigables et du contrôle des inondations sous une seule autorité, grâce à des fonds publics, se justifiant par la "relance" d'États supposés "en retard".*

82 *NdT : et rappelons-nous ici que ce texte remonte à plusieurs années avant le début de la crise de la dette grecque…*

> *étrangers. Même dans les démocraties, les procédures de prêts court-circuitent généralement les processus normaux des corps législatifs démocratiquement élus. De ce fait, les agences gouvernementales sont capables d'augmenter leurs propres budgets sans approbation législative, sans même que le corps législatif ait la possibilité de saisir leurs recettes pour couvrir les remboursements. Les emprunts à l'étranger permettent aussi aux gouvernements d'augmenter les dépenses courantes sans augmenter les taux d'imposition ayant cours – quelque chose de très populaire parmi les décisionnaires les plus riches. Les mêmes officiels qui approuvent les emprunts bénéficient souvent directement de ceux-ci au travers de contrats et de commissions de prêteurs reconnaissants. Ce système crée une incitation puissante à sur-emprunter.*[634]

Une autre manière qu'ont eue les agences de Bretton Woods d'exercer des pressions politiques contre les régimes récalcitrants est la retenue punitive de toute aide. Cette arme politique puissante a été utilisée de temps à autre pour saboter des élections démocratiques dont les politiques allaient à l'encontre des intérêts corporatistes, et pour remercier des dictatures accommodantes. Par exemple, la Banque Mondiale a refusé de prêter au gouvernement Goulart au Brésil ; mais suite à l'installation d'une dictature militaire après le coup d'État de 1964, les prêts de la Banque se sont maintenus à une moyenne de 73 millions de dollars américains pour le reste de la décennie, et ont atteint près d'un demi-milliard au milieu des années 70. Le Chili, avant et après le coup d'État de Pinochet, a connu un sort similaire[635]. L'ambassadeur Korry avait averti, dans des termes dignes d'une interdiction papale, « Pas un écrou ou un boulon ne doivent entrer au Chili sous Allende. Une fois Allende au pouvoir, nous devrons faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour condamner le Chili et tous les Chiliens aux plus grandes privations et à la plus grande pauvreté »[636].

Le Piège de la Dette de Cheryl Payer est une excellente étude historique de l'usage des crises de la dette afin de forcer des pays à des arrangements de secours, des coups d'État précipités, voire de la répression militaire. En plus de leur usage contre Goulart et Allende mentionné plus haut, elle fournit des études de cas sur le coup d'État de Suharto en Indonésie et la déclaration de loi martiale de Marcos aux Philippines[637]. Walden Bello, dans la Débâcle du Développement, étudie bien plus en profondeur les Philippines spécifiquement, en se basant sur la documentation importante de la Banque Mondiale sur sa collaboration avec Marcos en soutien de l'écrasement militaire précédant ses programmes d'austérité.

Parmi les nombreux avantages des soi-disant programmes d'ajustements structurels évoqués plus haut, la politique de "privatisation" (consistant à vendre des biens de l'État à des "Reconstructionnistes des Derniers Jours", comme Sean Corrigan les qualifie) se démarque. Joseph Stromberg décrit le processus, tel qu'il a été appliqué par l'Autorité Provisoire irakienne, comme des « enchères amusantes, qu'on peut résumer à de nouvelles expropriations par des investisseurs locaux et étrangers ». Ce genre d'enchères de propriété étatique qui vont « très probablement mener (…) à une aliénation massive des ressources entre les mains d'intérêts étrangers choisis »[638].

La promotion de gouvernements du Tiers Monde non-responsables et technocrates isole de la pression populaire et, du fait qu'elle lie les États aux élites financières, a été un des buts centraux des agences de Bretton Woods depuis la seconde guerre mondiale.

> *Depuis les années 1950, l'un des objectifs principaux de la politique de la Banque [Mondiale] a été le "renforcement des institutions", le plus souvent en promouvant la création d'agences autonomes au sein des États, vouées à être des emprunteurs à la Banque Mondiale en continu. Ces agences étaient volontairement établies de façon à être financièrement indépendantes de leurs gouvernements, ainsi que politiquement non-responsables – excepté, bien sûr, devant la Banque.*[639]

La Banque Mondiale a créé l'Institut pour le Développement Économique (aujourd'hui Institut de la Banque Mondiale) dans le but de donner aux élites du Tiers Monde la culture du système de Bretton Woods. Elle offrait un stage de six mois en "théorie et pratique du développement" dont les 1300 anciens élèves en 1971 incluait des premiers ministres, des ministres de la planification et des ministres des finances.[640]

La création de tels réseaux de patronages a été l'une des stratégies les plus importantes de la Banque Mondiale pour s'insérer dans les politiques économiques des pays du Tiers Monde. Agissant selon leurs propres chartes et règles (souvent rédigées en réponse à des suggestions de la Banque), et dotés de personnels technocrates sympathiques, sinon redevables, à la Banque, les agences créées par ces pays servent à créer des sources régulières et fiables de ce dont la Banque a le plus besoin – des demandes de prêts rentables. Ils fournissent aussi à la Banque des relais de pouvoir au travers desquels elle a pu transformer les économies nationales, en fait des sociétés entières, sans les procédures ennuyeuses de la démocratie et de la comparaison avec des alternatives.[641]

Malgré l'immense corpus de littérature érudite sur les questions évoquées ici, peut-être la description la plus profonde est-elle le commentaire lapidaire délivré par le libertarien Sean Corrigan :

> *Ne sait-il pas [le Secrétaire au Trésor O'Neill) que toute la stratégie de domination totale des pillards du FMI et du Trésor américain est basée sur la promotion d'un endettement improductif imposé par les gouvernements outre-mers à des taux d'usure croissants, et alors – soit juste avant soit plutôt ces dernières années, juste après le point de défaut – le renflouement des banques occidentales ayant joué le rôle d'agents provocateurs de cette Opération Overlord financière, avec des dollars fraîchement imprimés, et au détriment des citoyens d'ici ?*
>
> *Ne sait-il pas qu'après l'effondrement, ces Reconstructeurs des Derniers Jours doivent être autorisés à fusionner et acheter des participations dans des ressources et du capital productif rendus extraordinairement peu chers par une dévaluation, voire un pur et simple effondrement monétaire ?*
>
> *Ne comprend-il pas qu'il doit à la fois forcer la nation cible à saigner son peuple pour qu'il multiplie les biens d'exportation de façon à assurer le service de la dette nouvellement créée, tout en accumulant des réserves excessives en dollars, supposées servir de remparts contre de futures attaques spéculatives (remparts habituellement financés par les mêmes banques occidentales qui prêtent à leurs collègues des Forces Spéciales, autrement appelées les fonds spéculatifs, qui se chargeront desdites attaques)*

> *– garantissant ainsi que le mercantilisme inversé des Rubinomics[83] est maintenu ?*[642]

L'économie américaine pourrait avoir eu accès aux ressources qu'elle souhaitait acheter à des termes mutuellement satisfaisants, et mis sur le marché ses propres surplus pour les pays souhaitant les acheter, sans l'appareil du mercantilisme corporatiste transnational. Ce qui aurait été du libre-échange authentique. Ce que l'élite américaine a vraiment voulu, cependant, a été correctement formulé par Thomas Friedman, dans un de ses accès d'honnêteté :

> *Pour que la mondialisation marche, l'Amérique ne doit pas avoir peur d'agir comme la superpuissance qu'elle est. (…) La main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans un poing de fer – McDonald ne peut pas prospérer sans McDonnell Douglas, le concepteur du F-15. Et le poing invisible qui maintient la sûreté du monde pour les technologies de la Silicon Valley s'appelle l'Armée des États-Unis, Air Force, Navy et Marine Corps.*[643]

Il est faux de dire que l'économie américaine a été un jour en danger de perdre réellement l'accès aux matières premières dont elle a besoin, en l'absence d'une politique étrangère assurant l'accès à ces ressources. Ainsi que les défenseurs du marché libre le font souvent remarquer, les pays avec une richesse de sous-sol disproportionnée – par exemple, de grandes réserves pétrolières – sont obligés de concentrer une part importante de leur activité économique autour de l'extraction et de la vente de ces ressources. Et une fois qu'ils les ont vendues, les marchandises entrent sur un marché mondial sur lequel il est virtuellement impossible de contrôler qui les achète finalement. Le vrai problème, selon Baran et Sweezy, est que l'économie corporatiste américaine dépend d'un accès aux ressources du Tiers Monde à des termes favorables et fixés par les États-Unis, et que ces termes favorables dépendent eux-mêmes de la survie de régimes dociles.

> *Mais ça [le vrai libre-échange de ressources avec le tiers-monde selon des termes mutuellement acceptables] n'est pas ce qui intéresse vraiment les corporations multinationales qui dominent la politique américaine. Ce qu'elles veulent, c'est un contrôle monopolistique sur les sources étrangères de fournitures et sur les marchés étrangers, leur permettant d'acheter et de vendre selon des termes privilégiés, de transférer des commandes d'un fournisseur à un autre, de favoriser un pays ou un autre en fonction de qui a la taxation ou le travail, ou d'autres éléments politiques offrant le plus d'avantages – en un mot, elles veulent faire des affaires selon leurs propres termes, et là où elles le décident. Et pour ceci, ce dont elles ont besoin, ce n'est pas d'associés en affaires, mais d'"alliés" et de clients souhaitant ajuster leurs lois et leurs politiques en fonction des exigences du big business* américain.[644]

Le "système d'ordre mondial" imposé par les États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et loué par les remarques de Friedman sur la "main visible", est à peu près l'opposé de la notion de libre-échange du libéralisme classique. Cette nouvelle version du "libre-échange" est bien caractérisée dans un passage de Christopher Layne et Benjamin Schwarz :

> *L'opinion selon laquelle l'interdépendance économique impose à l'Amérique*

83 *NdT : terme qualifiant l'économie de l'ère Bill Clinton et de son Secrétaire au Trésor Robert E. Rubin.*

> *son engagement stratégique global retourne de manière ironique les arguments libéraux internationalistes à propos des vertus du libre-échange, qui ont toujours affirmé que retirer l'État des transactions internationales serait un antidote à la guerre et à l'impérialisme. (…)*
>
> *(…) Plutôt que de souscrire à l'opinion libérale classique selon laquelle le libre-échange conduit à la paix, la communauté internationale attend de l'armée américaine qu'elle impose l'harmonie afin que le libre-échange puisse prendre place. De ce fait, les engagements sécuritaires états-uniens sont considérés comme la condition préalable indispensable à l'interdépendance économique.*[645]

Oliver MacDonagh explique que la conception néolibérale moderne, bien loin de s'accorder avec les idées de Cobden sur le libre-échange, ressemblent au "système palmerstonien" que les cobdenites méprisaient tant. Cobden s'est opposé, parmi d'autres choses, au « déploiement d'une flotte 'pour protéger les intérêts britanniques' au Portugal », à « la guerre pour les prêts et aux opérations de collectes de dettes dans lesquelles notre gouvernement s'est engagé soit comme figure de proue soit comme agent », et plus généralement, toute les « interventions outre-mers au nom de créditeurs britanniques ». La croissance "naturelle" des marchés avait la faveur de Cobden, au contraire de l'ouverture forcée de marchés. Les défenseurs authentiques du libre-échange ont toujours combattu sa confusion avec « les simples augmentations des activités commerciales » et avec « l'ouverture forcée de marchés ».[646]

Je ne peux résister à l'envie de citer la recommandation demi-moqueuse de Joseph Stromberg sur « Comment Mettre en place le Libre-Échange » :

> *Selon beaucoup de personnes parmi l'élite de la politique et de la politique étrangère états-uniennes, la formule permettant de mettre en place le libre-échange ressemble à ce qui suit :*
>
> 1) *Trouvez-vous une superpuissance mondiale ;*
> 2) *Faites en sorte que cette superpuissance cogne les têtes des opposants et des sceptiques les unes contre les autres jusqu'à ce que tout le monde accepte les mêmes règles ;*
> 3) *Qualifiez ce nouvel ordre impérial de "libre-échange" ;*
> 4) *Parlez beaucoup de "démocratie".*
>
> *Ce devrait être tout, mais il y a quelques détails à assurer :*
>
> 1) *N'autorisez jamais des rivaux velléitaires à émerger s'ils aspirent à co-gérer le système du "libre-échange" ;*
> 2) *La superpuissance mondiale en charge de plein droit de l'ordre mondial doit aussi contrôler le système monétaire mondial. (…)*
>
> *La formule décrite ci-dessus ne ressemble décidément en rien à la vision libérale du dix-huitième ou du dix-neuvième siècle du libre-échange. Les libre-échangistes comme Richard Cobden, Frédéric Bastiat et Condy Raguet qualifiaient de libre-échange l'absence de barrières aux biens traversant les frontières, et en particulier l'absence de taxes particulières – les droits de*

douane – rendant les biens importés artificiellement chers, souvent au bénéfice d'intérêts particuliers drapés dans leur drapeau sous des slogans inspirés du nationalisme économique. (…)

Les libre-échangistes classiques n'ont jamais pensé qu'il était nécessaire de concevoir des milliers de pages de réglementations détaillées pour mettre en place le libre-échange. Ils ne considéraient pas qu'il était nécessaire de régler finement une sorte de Gleichschaltung (coordination) de la législation du travail de différentes nations, de leurs réglementations environnementales, ni de toute sortes d'autres questions régulées par les accords comme le NAFTA, le GATT et autres. Clairement, il y a peu de ressemblances entre le libre-échange, considéré comme l'abrogation, par traité ou même unilatéralement, des barrières existantes aux échanges, et le "libre-échange" moderne, qui semble nécessiter des camions entiers de réglementations sur lesquelles auront profondément médité des hordes de bureaucrates.

Cette métamorphose dans le sens de ce qu'est le libre-échange présente un parallèle saisissant avec les redéfinitions d'autres concepts qui ont eu lieu au vingtième siècle, comme "guerre", "paix", "liberté" et "démocratie", pour n'en citer que quelques-uns. Dans le cas du libre-échange, je pense que nous pouvons affirmer qu'à partir de 1932, le Parti Démocrate – avec sa rhétorique traditionnelle sur le libre-échange dans l'ancien sens du terme – a repris le projet des Républicains de néo-mercantilisme et d'empire économique, et qu'il était naturel pour eux de l'empaqueter sous le label de "libre-échange". Ils n'étaient pas attachés aux droits de douanes, qui, à leurs yeux, se dressaient sur le chemin de l'Empire de la Porte Ouverte. Comme un gouvernement Bourbon espagnol du dix-huitième siècle, ils défendaient l'idée d'un échange plus libre au sein d'un système mercantiliste déjà en place ou projeté à partir de celui déjà en place. Ils auraient acquiescé à Lord Palmerston affirmant en 1841 que « c'est le rôle du gouvernement que d'ouvrir et de sécuriser les routes pour les marchands. » (…)

Sur ce point, John A. Hobson (…) était dans la droite lignée de la vraie pensée libre-échangiste. Hobson a écrit que les gens d'affaires devraient assumer les risques si jamais ils investissent à l'étranger. Ils n'ont aucun droit d'en appeler à leurs gouvernements nationaux pour "ouvrir et sécuriser" leurs marchés.[647]

Et soit dit en passant, il est très improbable que la concurrence entre superpuissances avec l'Union Soviétique ait eu une grande influence sur le rôle qu'ont joué les États-Unis dans le modelage après-guerre du "système d'ordre mondial" ou dans leur action de "puissance hégémonique" maintenant bon gré mal gré ce système. Layne et Schwarz citent NSC-68[84] affirmant qu'« essayer de développer une communauté internationale saine » est « une politique que nous poursuivrions probablement même si la menace soviétique n'existait pas ».

Le fondement de la stratégie d'ordre mondial américaine est la croyance que l'Amérique doit maintenir ce qui est, dans son essence, un protectorat militaire dans toutes les régions considérées comme économiquement

84 *NSC-68 : document déclassifié daté de 1950, et considéré largement comme un fil conducteur de la politique internationale américaine des 20 ou 30 années suivantes.*

> *critiques afin de s'assurer que les relations financières et commerciales considérées comme vitales ne peuvent pas être rompues par des agitations politiques. Cette sorte de stratégie déterminée par des causes économiques et mue par l'élite diplomatique correspond ironiquement (et peut-être involontairement) à une interprétation quasi-marxiste ou, plus précisément, à une interprétation léniniste des relations diplomatiques américaines.*[648]

Les planificateurs politiques qui ont conçu le système de Bretton Woods et le reste des outils de l'ordre mondial d'après-guerre, en apparence, n'accordaient que peu d'importance à la question du rôle de la Russie Soviétique dans le monde. Le fil conducteur qui se dessine plutôt dans le travail très documenté de Shoup et Minter, est fait de massives références à des États-Unis vus comme le successeur de la Grande-Bretagne, comme garant d'un ordre politique et économique mondial, et de l'hégémonie mondiale des États-Unis, considérée comme un objectif de la guerre (et ce, dès avant l'entrée en guerre des États-Unis). Dès 1942, alors même que la survie de l'Union Soviétique était loin d'être garantie, les décisionnaires politiques états-uniens faisaient référence à la "domination après la guerre", à une "pax americana", et à un "contrôle mondial". Pour citer G. William Domhoff, « la définition même de l'intérêt national qui a amené à ces interventions a été conçue dans les années 1940-42 par des planificateurs venus du monde de l'entreprise dans des termes résumant ce qu'ils considéraient comme les besoins du système capitaliste américain, bien avant que le communisme soit leur préoccupation principale. »[649]

Considérant la continuité entre la diplomatie cuirassée états-unienne des années 20 et 30 et l'interventionnisme de la Guerre Froide puis l'action des États-Unis alors qu'ils sont la seule superpuissance depuis la chute des régimes communistes, peut aussi être instructif. En effet, depuis l'effondrement de l'URSS, les États-Unis ont frénétiquement cherché (ou cherché à créer) un autre ennemi justifiant le prolongement de son rôle de policier du monde.

Malgré les excès rhétoriques périodiques de Chomsky, sa description de l'ère d'après-guerre est essentiellement correcte : « En mettant les complexités secondaires de côté, pour l'URSS la Guerre Froide a d'abord été une guerre contre ses satellites, et pour les États-Unis une guerre contre le Tiers Monde. Pour les deux, elle a été le moyen de renforcer un système particulier de privilèges domestiques et de coercition. »[650]

Quoi qu'il en soit, la Guerre Froide avec l'Union Soviétique n'apparaît que tardivement dans les réflexions sur l'Amérique planificatrice de l'ordre d'après-guerre. Loin d'être la cause de l'érection des États-Unis en garant d'un système de domination mondiale, l'empire soviétique n'a été qu'un tremplin pour les plans états-uniens préexistants, de devenir une superpuissance globale et unique. Historiquement, tout pouvoir rival qui a refusé d'être incorporé à la Grande Zone, ou qui a encouragé d'autres pays à sortir de ladite Grande Zone, a été considéré comme un "agresseur". Domhoff, encore :

> *(…) Je crois que l'anticommunisme est devenu un aspect important de la politique étrangère seulement après que l'Union Soviétique, la Chine, et les partis communistes qui leur étaient alliés sont devenus les rivaux de la conception "Grande Zone" de l'intérêt national. D'une certaine manière (…), ils ont remplacé les fascistes de l'Allemagne et du Japon comme ennemis du système économique et politique international considéré comme essentiel par les dirigeants américains.*[651]

De même, ainsi que le suggère la dernière phrase de cette citation de Domhoff, tout pays ayant interféré avec les tentatives états-uniennes d'intégrer les marchés et les ressources de quelque région que ce soit dans son ordre économique mondial a été qualifié de "menace". Le projet de planification de l'après-guerre du Groupe Économique et Financier de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat et du Département d'État a produit, le 24 juillet 1941, un document (E-B34), avertissant de la nécessité pour les États-Unis de "défendre la Grande Zone", non-seulement contre les attaques externes par l'Allemagne, mais contre la "défection de l'intérieur", en particulier de pays comme le Japon (qui, comme l'ensemble de l'Asie orientale, était considéré comme partie intégrante de la Grande Zone), en train de « détruire la zone pour ses propres raisons politiques »[652]. L'importance de cette considération est encore montrée par un report de 1955 d'un groupe d'étude du Centre Woodrow Wilson, avertissant de la menace d'une « sérieuse réduction des ressources en matières premières et des opportunités de marchés en Occident, due au retrait des régions communistes, et à leur transformation économique, qui réduit leur capacité et leur volonté de complémenter les économies industrialisées de l'Occident »[653].

Un moyen de se défendre contre les "défections de l'intérieur" était de s'assurer que les pays du Tiers Monde avaient le bon type de gouvernement. Ce pouvait être fait soit en soutenant des régimes autoritaires, ou ce que les néoconservateurs appellent la "démocratie". La qualité primordiale pour les élites du Tiers Monde est, dans un cas comme dans l'autre, ce que Thomas Barnett appelle la "connectivité". Le danger majeur représenté par les "régimes hors la loi", selon Barnett, réside dans le fait qu'ils sont « déconnectés du monde qui se globalise, de ses règles, de ses normes, et de tous les liens qui lient entre eux des pays s'assurant les uns les autres au travers de leurs dépendances mutuelles »[654].

La version néoconservatrice de la démocratie est plus ou moins ce que Noam Chomsky appelle une "démocratie spectacle[85]" : un système dans lequel le public est emmené dans des rituels de légitimation périodique appelés "élections", où il choisit parmi un éventail étriqué de candidats tous représentatifs de la même élite. Ayant par là effectué son devoir démocratique, le public peut retourner au bowling et à l'église, ou à toute autre activité supposée de la "société civile", et laisser les mécanismes de la politique entre les mains de ses meilleurs technocrates – qui eux-mêmes et immédiatement commencent à prendre leurs ordres de la Banque Mondiale et du FMI. Cette forme de démocratie est à peu près synonyme de ce que les néoconservateurs appellent l'"État de droit", qui implique une bonne dose de rationalité bureaucratique weberienne. La stabilité et la prédictibilité associées à ces "démocraties" est, du point de vue des affaires, bien préférable au désordre d'une dictature ou des escadrons de la mort.

Les politiques étrangères américaines dans le Tiers Monde, traditionnellement, ont assimilé la "démocratie" avec les élections, et à peu près rien d'autre. En Amérique Centrale, par exemple, un pays est considéré comme "démocratique" si son gouvernement « est arrivé au pouvoir par des élections libres et équitables ». Mais ces politiques ignorent la dimension vitale de la participation populaire, « incluant la libre expression d'opinions, l'interaction au quotidien entre le gouvernement et les citoyens, la mobilisation des groupes d'intérêts », etc. « L'objectif sous-jacent » des politiques pro-démocratie est « de maintenir l'ordre tel qu'il est dans des sociétés qui n'ont rien de démocratique. » La démocratie est un moyen de « faire baisser la pression d'un changement plus radical », mais seulement au travers de « formes limitées et descendantes de changement démocratique, qui ne risquent pas de déplaire aux structures

85 *NdT : "Spectator Democracy"*

traditionnelles d'un pouvoir auquel les États-Unis sont alliés »[655]. La politique démocratique au Salvador, par exemple, a activement promu une forme de "démocratie" à travers le régime Duarte, qui a maintenu le pouvoir de l'armée et des grands propriétaires fonciers[656].

Les élites états-uniennes préfèrent la "démocratie" là où elle est possible à mettre en place, mais elles recourront à une dictature sans sourciller en cas de besoin. Les très nombreux cas où l'U.S. Assistance Program, la School of the Americas, la CIA, la Banque Mondiale et le FMI, et toute la liste des institutions habituellement connues pour ça, ont collaboré à mettre en place cet expédient de fortune sont dénombrés, dans le détail et avec toute leur brutalité, par William Blum dans "Killing Hope"[657].

Même un régime autoritaire communiste est préférable, comme dernier recours ultime, à une démocratie qui applique un programme véritablement populiste, comme le régime Arbenz au Guatemala. Pour empêcher ce dernier type d'évolution, les États-Unis sont prêts à risquer qu'un pays tombe sous la coupe d'authentiques marxistes-léninistes. Il est évident que la préoccupation première derrière l'intervention typique dans le Tiers Monde n'a jamais été le danger d'une alliance entre le pays concerné et l'Union Soviétique. Si l'anticommunisme avait été la première préoccupation des gouvernements états-uniens, plutôt que le contrôle économique, leur politique aurait été bien différente.

> *Alors même que différentes variantes de capitalisme étaient en cohérence avec la politique anticommuniste que les États-Unis cherchaient à promouvoir, ce qui était le plus sacralisé dans le crédo américain était que la forme de capitalisme qu'ils promouvaient pour le monde entier devait être structurée de telle manière que les gens d'affaires américains y jouent un rôle essentiel. À plusieurs reprises, ils ont été prêts à sacrifier la lutte contre le communisme dans le but de faire avancer ses propres intérêts nationaux. En ce sens, le rôle principal qu'ils se donnaient dans le monde n'était pas de résister à la gauche, mais d'abord et avant tout d'imposer leur propre domination.*
>
> *Ce sont leurs conflits avec les mouvements nationalistes, aussi divers qu'ils aient été, qui ont révélé le mieux le sens de la croisade globale des États-Unis, car si la peur du communisme seul avait été la motivation de leur politique, alors le nombre des obstacles qu'ils auraient eu à rencontrer aurait été considérablement réduit.*[658]

Un régime communiste autoritaire, comme les cochons de la Ferme des Animaux, peut être très raisonnable dans ses négociations avec les fermiers voisins. Le "paradis des travailleurs" chinois, un paradis apprécié des marchands de sueur étrangers, est un exemple frappant.

La nécessité première, ainsi que nous l'avons expliqué, est que la politique économique d'un pays du Tiers Monde soit faite par une élite locale protégée de toute responsabilité envers la population autochtone, et en même temps se prêtant sans rechigner à soutenir les élites transnationales, leurs objectifs et leurs valeurs, à travers des entités comme la Banque Mondiale et le FMI. Ces dernières années, nous avons eu confirmation de tout ceci, avec le nouveau régime afghan, dirigé par un homme connu pour sa collaboration active avec les agences sus-mentionnées ; comme avec le gouvernement d'occupation irakien, ou l'Autorité Provisoire irakienne, dont une des priorités a été l'adoption rapide de nouvelles lois imposant le respect des droits d'auteurs internationaux.

C. Le Capitalisme de Monopoles Dépendant aux Exports (avec une Digression sur les Économies d'Échelle)

Selon Stromberg et les Autrichiens, le problème chronique du surplus de production n'est pas un résultat naturel du marché libre, mais plutôt celui d'une économie cartellisée. Comme nous l'avons vu, J.A. Hobson considère que l'"excès d'épargne" est causé par « les rentes, les profits de monopoles, et d'autres profits excessifs non-mérités », et en appelait, d'une manière proto-keynésienne, à l'État pour intervenir et remédier au problème de « la mauvaise distribution de la capacité de consommation »[659]. De tels arguments sont généralement rejetés par la droite libertarienne, du fait qu'ils ignorent la Loi de Say.

Seulement la Loi de Say ne s'applique que sur un marché libre. Comme Stromberg le relève, une authentique mauvaise distribution de la capacité à consommer résulte de l'intervention de l'État pour transférer la richesse de ses producteurs réels à une classe dirigeante politiquement connectée. Et le travail des néo-marxistes sur la sur-accumulation nous a bien montré que les maux auxquels le keynésianisme est supposé apporter un remède, dans une économie capitaliste d'État, sont bien réels. L'État promeut l'accumulation du capital à une échelle au-delà de laquelle sa production ne peut pas être absorbée (au moins à ses prix de cartels) par la demande privée ; de ce fait, le capital est obligé de compter sur l'État pour écouler ses surplus.

L'un des premiers à décrire plusieurs aspects du phénomène a été Hilferding, dans « Le Capital Financier » :

> *La réduction de la production signifie la cessation de tout nouvel investissement en capital, et le maintien de prix élevés rend les effets de la crise plus sévères pour toutes les industries qui n'ont pas encore été cartellisées, ou pas complètement. Leurs profits vont s'effondrer de manière plus aiguë, ou leurs pertes augmenteront plus vite que pour les industries cartellisées, en conséquence de quoi elles seront obligées de réduire plus encore leur production. Ensuite, la disproportionnalité va augmenter, les ventes des industries cartellisées vont souffrir plus, et il va devenir évident que malgré la réduction importante de la production, la "surproduction" persistera, et aura même augmenté. Toute réduction supplémentaire de la production signifiera que plus de capital sera inactif, tandis que les frais généraux resteront les mêmes, ainsi le coût par unité croîtra, réduisant plus encore les profits malgré le maintien de prix élevés.*[660]

Tous les éléments sont là, un peu bruts : l'expansion des installations de production à une échelle au-delà de ce que le marché supportera ; le besoin de restreindre les ventes pour maintenir des prix élevés, en conflit avec le besoin concurrent de conserver une production assez élevée pour faire usage de la pleine capacité de production et conserver des coûts unitaires bas ; l'incapacité de l'économie à absorber la totalité de la production d'une industrie cartellisée à des prix de monopole.

Mais comme Hilferding l'explique dans le même passage, la tendance naturelle dans une situation de cette sorte, en l'absence de barrières à l'entrée, serait que des concurrents arrivent sur le marché et rabaissent les prix de monopole : « Les prix élevés attirent les concurrents, qui peuvent compter sur des coûts faibles des capitaux et du travail, du fait que les autres prix se sont effondrés ; ils sont en situation d'établir une position concurrentielle

forte, et ainsi de commencer à affaiblir le cartel »[661]. Ceci, nous explique Rothbard, est ce qui arrive normalement quand les entreprises de cartellisation ne sont pas soutenues par l'État : elles sont détruites soit par les défections internes, soit par les nouveaux entrants sur le marché. C'est en fait ce que Kolko nous explique qu'il est arrivé au mouvement des trusts au tournant du siècle. C'est pourquoi le capital organisé dépend de l'État pour imposer un monopole artificiel sur son marché intérieur.

> *En restreignant les quotas de production pour la consommation intérieure, le cartel élimine la concurrence sur le marché intérieur. La suppression de la concurrence potentialise l'effet d'une protection douanière en rehaussant les prix même quand la production a depuis longtemps surpassé la demande. Il devient alors d'un intérêt primordial pour l'industrie cartellisée de faire des protections douanières une institution permanente, dont le premier rôle est d'assurer la continuité de l'existence du cartel, et le second de permettre au cartel de vendre ses produits sur son marché intérieur avec des profits accrus.*[662]

Et, continue Hilferding, une industrie cartellisée est obligée d'écouler son surplus de production, qui ne s'est pas vendu sur son marché domestique, en le diffusant même à bas prix sur des marchés étrangers.

> *L'augmentation des prix sur le marché intérieur (…) tend à réduire les ventes des produits cartellisés, et donc entre en conflit avec la tendance à la baisse des coûts apportée par l'augmentation de l'échelle de production. (…) Mais si un cartel est déjà bien établi, il essayera de compenser le déclin de ses débouchés domestiques en augmentant ses exportations, de façon à maintenir un niveau de production équivalent et, si possible, même à plus grande échelle. Si le cartel est efficient et capable d'exporter (…) son prix réel de production (…) correspondra au prix sur le marché mondial. Mais un cartel est aussi en position de vendre sous ses coûts de production, du fait qu'il a obtenu des profits supplémentaires, déterminés par le niveau des barrières douanières, de ses ventes sur son marché intérieur. Il est alors en capacité d'utiliser une partie de ces profits supplémentaires pour augmenter ses ventes à l'étranger, en concurrençant ses concurrents sur les prix. S'il y parvient, il peut augmenter sa production, réduire ses coûts et, à partir de là, dans la mesure où les prix sur son marché intérieur demeurent inchangés, augmenter ses profits.*[663]

Plus loin, anticipant les différentes théories marxistes sur l'impérialisme, Hilferding avance que cet impératif d'écoulement de la production en surplus à l'étranger requiert un État proactif à chercher des marchés étrangers à des termes favorables pour le capital domestique. Une politique d'un tel État est la promotion des prêts à l'étranger, soit par des prêts étatiques directs, ou par des politiques bancaires qui centralisent le système bancaire et facilitent alors l'accumulation de larges sommes de capital rendu disponible pour des prêts à l'étranger. De tels prêts peuvent être utilisés pour augmenter le pouvoir d'achat d'un pays et augmenter ses importations ; mais, plus importants, ils peuvent être utilisés pour construire des infrastructures de transports et d'énergie dont le capital occidental a besoin pour construire des installations de production dans un pays sous-développé.[664] Bien sûr, de tels investissements de capitaux dans un pays, contrairement au simple commerce, nécessitent

bien plus d'influence politique directe dans les affaires internes du pays, pour protéger les investissements de l'expropriation ou de l'agitation ouvrière.[665]

L'État peut aussi intervenir pour créer une force de travail salariée dans les pays en développement en expropriant la terre, recréant ainsi les conditions de l'accumulation primitive en Occident. Également, une lourde imposition peut être utilisée pour faire rentrer de force la paysannerie dans l'économie de l'argent, en les forçant à travailler (ou à travailler plus) sur le marché du travail capitaliste pour gagner l'argent de l'impôt. C'était un schéma commun, selon Hilferding : dans le Tiers Monde, comme en Occident avant ça, « quand les besoins d'expansion du capital rencontrent des obstacles qui ne pourraient être surmontés que trop lentement et trop graduellement par des moyens purement économiques, alors il a recours au pouvoir de l'État et l'utilise pour pratiquer des expropriations forcées et de façon à créer un prolétariat disponible pour être salarié »[666].

D'une manière générale, les pays du Tiers Monde offrent de nombreux avantages pour le capital cherchant de plus hauts retours sur investissements :

> *L'État assure que le travail humain est disponible dans les colonies à des conditions qui permettent de faire des profits supplémentaires. (…) La richesse naturelle des colonies devient de même une source de profits supplémentaires en baissant le prix des matières premières. (…) L'expulsion ou l'extermination des populations natives, ou dans le cas le plus favorable leur transformation de bergers ou de chasseurs en esclaves sous contrat, ou leur confinement dans de petites zones confinées comme paysans, créent en un tournemain de la terre libre qui n'a plus qu'un prix nominal.*[667]

Dans "L'Impérialisme et l'Accumulation du Capital", Boukharine revient de manière répétée sur la question de la promotion des monopoles par la politique gouvernementale, au travers de dispositifs comme les droits de douanes, les prêts d'État, etc. Dans un passage sur les effets des prêts à l'étranger, Boukharine anticipe l'usage actuel de l'aide internationale et des crédits de la Banque Mondiale et du FMI comme armes coercitives au service des corporations américaines :

> *La transaction est habituellement accompagnée d'un certain nombre d'exigences, à commencer par l'obligation pour le pays emprunteur de passer des commandes aux industries du pays prêteur (achats d'armes, de munitions, de cuirassés, d'équipements ferroviaires, etc.), et le devoir de garantir les concessions pour la construction de chemins de fer, de ramways, de télégraphes et lignes de téléphone, de ports, l'exploitation de mines, l'exploitation forestière, etc.*[668]

Comme a pu le balancer Kwame Nkrumah, la soi-disant "aide étrangère" sous le néocolonialisme aurait été appelée investissement étranger du temps des colonies à l'ancienne.[669]

Schumpeter, le théoricien sur lequel Stromberg se base le plus, décrit ce système par le terme de "capitalisme de monopoles dépendant aux exports" :

> *L'union dans un cartel ou un trust confère des bénéfices variés à un entrepreneur – des économies au niveau des coûts, une position plus forte face aux travailleurs – mais rien de ceci ne se compare à cet avantage : une*

> *politique de prix monopolistique, largement rendue possible par des barrières douanières adéquates. Une fois qu'il en est, le prix qui amène le profit de monopole maximal est généralement bien plus élevé que le prix qui serait fixé par les coûts fluctuants d'un environnement concurrentiel, et le volume qui peut être mis sur le marché à ce prix maximal est généralement bien plus faible que la production qui serait techniquement et économiquement à portée. Sous un régime de libre concurrence, cette production serait faite et proposée sur le marché, mais un trust ne peut pas la proposer, car elle serait alors vendue à un prix de concurrence. Cependant, le trust doit la produire – ou approximativement autant – sans quoi les avantages d'une entreprise à grande échelle seraient inexploités et les coûts unitaires monteraient à des niveaux économiquement insoutenables. [Le trust] échappe à ce dilemme en produisant le maximum de sa capacité, assurant ses coûts bas, et en vendant sur son marché intérieur seulement les quantités correspondant au prix de monopole – du moins, autant que ce que permettent les droits de douanes ; pendant ce temps-là, le reste est vendu, écoulé à bas prix, à l'étranger. (…)*[670]

Ce processus de vente à bas prix[86] illustre la "loi du surplus de Carnegie" : « tout industriel préfère perdre un dollar en tournant à plein régime et en tenant ses marchés en vendant à des prix plus bas que perdre deux dollars en ne tournant pas à plein ou en fermant temporairement et en courant le risque de perdre des marchés. (…) »[671]

Alors qu'il décrit les avantages des colonies pour le capitalisme de monopoles, Schumpeter réfute en essence son propre argument inspiré de Comte (exposé plus bas) sur le statut de corps étranger de l'impérialisme par rapport au capitalisme.

> *Dans cette lutte entre produits et capitaux "dumpés", il n'est plus indifférent de savoir qui va construire une voie de chemin de fer donnée, ou qui obtient la propriété sur une mine ou une colonie. Alors que le principe de coût n'opère plus, il devient nécessaire de combattre les conséquences de ceci, parfois par des efforts désespérés et avec tous les moyens disponibles, dont ceux qui ne sont pas de nature économique, comme la diplomatie. (…)*
>
> *(…) Dans ce contexte, la conquête de colonies prend une signification bien différente. Les pays non-monopoleurs, en particulier ceux respectant les principes du libre-échange, tirent peu profit d'une telle politique. Il en est autrement des pays qui fonctionnent de manière monopolistique avec leurs colonies. N'existant pas de concurrence, ils peuvent faire usage du travail autochtone à bas coût sans que celui-ci n'augmente de prix ; ils peuvent proposer leurs produits, même dans les colonies, à des prix de monopole ; ils peuvent, finalement, investir des capitaux qui ne feraient que faire baisser les taux de profit à l'intérieur de leurs frontières.*[672]

Stromberg explique : « Pour que les industriels américains obtiennent les économies d'échelle qui leur sont accessibles, ils doivent produire bien plus de leurs marchandises qu'il n'est possible d'en vendre aux États-Unis. »[673]

Il y a un point que Stromberg ne traite pas de manière adéquate ici. Le fait est que les économies d'échelle, au moins en termes de coûts internes de production, ne requièrent

86 *NdT : "dumping"*

qu'une utilisation au maximum de leur capacité des équipements existants. Mais la taille même de ces équipements est en soi le résultat de politiques capitalistes d'État. Le fait que la demande intérieure soit insuffisante à soutenir la production nécessaire à réaliser les économies d'échelle révèle le fait que l'échelle de la production est trop grande. Et ceci, à son tour, est la conséquence de politiques étatiques qui ont encouragé le gigantisme et le sur-investissement.

Les économies d'échelles sur la production ne sont "illimitées" que quand l'État absorbe les déséconomies de la production à grande échelle. Les économies d'échelle totales reflètent un ensemble de coûts. Et ces coûts sont eux-mêmes influencés par les subventions directes et indirectes qui distordent les prix, qui ne peuvent ainsi plus être un signal précis informant du coût réel de la fourniture d'un service. Si l'État n'avait pas permis au *big business* d'externaliser beaucoup de ses coûts d'exploitation (en particulier sur les transports à longue distance) sur le contribuable à travers des subventions (en particulier les transports subventionnés), les économies d'échelle seraient atteintes à un niveau de production bien plus bas. Les subventions de l'État ont pour effet de décaler artificiellement l'échelle à laquelle les économies d'échelles les plus optimales sont atteintes à un niveau de production dont le débit ne pourrait pas être absorbé par un marché libre. Le capitalisme d'État permet à des intérêts d'affaires de contrôler des éléments de l'ensemble des coûts à travers des moyens politiques ; mais le résultat est de nouveaux déséquilibres, qui, en cascade, nécessitent de nouvelles interventions de l'État.

Pour être tout à fait complet, Schumpeter a évoqué ce point en passant, comme Stromberg en le citant : « Une firme qui ne pourrait pas survivre en l'absence de l'empire a 'crû au-delà de limites économiquement justifiables'. »[674] Ainsi que cette citation l'indique, Schumpeter traitait, bien que de manière insuffisante, la mesure dans laquelle la taille des corporations était un effet de l'intervention de l'État. Il préfigurait les conclusions de Rothbard, selon lesquelles la cartellisation et les monopoles ne sont pas viables sans État.

> *Les monopoles à l'export ne sont pas des conséquences des lois inhérentes au développement capitaliste. Le caractère du capitalisme mène à de la production à grande échelle, mais à quelques exceptions près, la production à grande échelle ne mène pas aux sortes de concentrations illimitées qui ne laissent que quelques firmes dans chaque industrie. Au contraire, toute installation se heurte à des limites de croissance dans un endroit donné ; et l'augmentation des possibilités combinatoires ayant un sens dans un système de libre-échange limite l'efficacité organisationnelle. Au-delà de ces limites, il n'y a plus de tendance à l'association dans un système de concurrence.*[675]

Cependant, Stromberg surestime largement les avantages d'une production à grande échelle sur un marché libre. Hors de quelques formes de production, le pic d'économies d'échelle est atteint à des niveaux relativement bas de production. En agriculture par exemple, une étude du Département de l'Agriculture a montré en 1973 que l'économie d'échelle maximale s'atteignait avec une ferme totalement mécanisée d'un seul homme.[676]

Walter Adams et James Brock, deux spécialistes des économies d'échelle, citent nombre d'études montrant que « la taille optimale des installations tend à être relativement petite par rapport au marché national. » Selon une étude, même en prenant en compte les gains dus à la taille de la firme, les parts de marché des trois premières entreprises dans neuf industries sur

douze ont dépassé leur productivité maximale d'un facteur allant de deux à dix. Mais l'économie d'échelle sur la productivité est essentiellement fonction de la taille d'une installation, pas de la taille de firmes propriétaires de plusieurs installations. Tous les gains liés à la capacité de négociation dont dispose une firme importante sont compensées par les coûts administratifs plus importants, et d'autres déséconomies[677]. En fait, Seymour Melman affirme que les coûts administratifs augmentés des firmes à plusieurs unités de production et proposant plusieurs gammes de produits sont astronomiques. Toutes ont une tendance aux mêmes écueils – données falsifiées venues d'en bas, et « des systèmes formels de contrôle élaboré, accompagnés de systèmes de surveillance » – que les industries d'État dans les pays communistes.[678]

Décrivant l'inefficacité des grandes entreprises, Kenneth Boulding fait écho à Melman, mais dans un langage plus coloré :

> *Il ne manque pas de preuves que presque toutes les structures organisationnelles tendent à produire de fausses images pour le décisionnaire, et que plus une organisation est grande et autoritaire, plus il est probable que ses décisionnaires travaillent dans un monde purement imaginaire.*[679]

Dans l'industrie la plus consommatrice de capitaux, l'automobile, le pic d'économies d'échelle est atteint à un niveau de production correspondant à 3 à 6 % de parts du marché intérieur américain[680]. Et même ce niveau de production n'est requis que du fait que les changements annuels sur les modèles (dont il est défendable de dire qu'ils ne se financeraient pas d'eux-mêmes sans les subventions de l'État au capitalisme) nécessitent parfois que soient entreposés l'entier produit d'un cycle de production d'une année. Sans ça, le pic d'économies d'échelle serait atteint pour une usine avec une production de seulement 60000 véhicules par an.[681]

Dans tous les cas, ces chiffres ne concernent que les économies d'échelle. Selon la loi de Borsodi, l'augmentation des coûts de distribution commence à entamer les économies sur la production bien avant que le pic d'économies d'échelle ne soit atteint. D'après une étude de F.M. Scherer citée par Adams et Brock, une installation produisant à un tiers du niveau de production d'efficience maximum verrait seulement une augmentation de 5 % de ses coûts à l'unité[682]. Ce qui est plus que compensé par la réduction des coûts de livraison sur un marché plus petit.

La raison de cette digression est que la taille des firmes existantes reflète le rôle de l'État dans le subventionnement d'une taille accrue, par sa prise en charge des conséquences du manque de productivité du gigantisme appliqué aux affaires – ou, comme Rothbard a qualifié le même phénomène, les manières dont « notre État corporatiste utilise le pouvoir coercitif de la taxation pour accumuler du capital pour les affaires ou pour baisser les coûts des activités d'affaires »[683]. Une authentique économie de marché libre serait bien moins centralisée, avec une production concentrée autour de marchés locaux.

En sus du problème de l'écoulement des surplus, l'économie capitaliste d'État produit un second problème : celui du surplus de capital. Non seulement les prix de monopoles limitent-ils la demande intérieure, et donc réduisent les opportunités d'expansion sur le marché intérieur ; mais toute industrie non-cartellisée est sérieusement désavantagée pour présenter des opportunités de revenus aux capitaux, ce qui fait que les opportunités d'investissements profitables sont plus rares hors des secteurs cartellisés.

Selon Hilferding, « alors que la volonté d'augmenter la production est très forte dans les industries cartellisées, des prix de cartels élevés empêchent toute croissance du marché intérieur, de sorte que l'expansion à l'étranger offre les meilleures chances de satisfaire le besoin de débouchés. »[684] Boukharine a plus tard décrit le surplus du capital comme une conséquence directe de la cartellisation, dans des termes très similaires. Dans le chapitre VII de l'Impérialisme et l'Accumulation du Capital, il écrit :

> *Les quantités de capital qui cherchent un usage ont atteint des niveaux inouïs. D'un autre côté, les cartels et les trustes, en tant qu'organisateurs modernes du capital, tendent à poser certaines limites à l'usage du capital en fixant des limites aux volumes de production. En ce qui concerne les secteurs de l'industrie qui ne sont pas soumis à des trusts, il devient de moins en moins profitable d'investir des capitaux sur eux. Car les organisations monopolistiques peuvent déjouer la tendance à la baisse des taux de profit en recevant des superprofits de monopole aux dépens des industries non-cartellisées. Sur l'ensemble de la plus-value créée chaque année, une portion, celle créée par les branches ne s'étant pas organisées en trusts de l'industrie, est en train d'être transférée aux copropriétaires des monopoles capitalistes, alors que la part des indépendants ne cesse de décroître. Il résulte de ce processus que les capitaux sont poussés hors des frontières nationales.*[685]

Les théoriciens du capitalisme de monopoles ont apporté des contributions de valeur à la question des surplus de capitaux et de marchandises. Par exemple, la production en surplus d'une industrie augmente considérablement l'importance de l'"effort commercial" – ce que Galbraith appelait une "gestion de la demande spécifique" nécessaire à écouler la production[686]. Ceci souligne l'importance de l'État dans le problème de l'écoulement du surplus : sans intervention d'État pour créer l'infrastructure nationale de médias de masse et ses préposés marchés de publicités de masse, la gestion de la demande spécifique aurait été impossible.

Un point que Stromberg néglige est le rôle interne de l'État dans l'écoulement direct des surplus. Le rôle des achats de l'État dans l'absorption de la production en surplus, à travers ses dépenses militaires et domestiques, est une part capitale du modèle de "capitalisme de monopoles" de Baran et Sweezy. Les immenses dépenses, militaires ou non, fournissent un marché intérieur domestique garanti à la production en surplus analogue à ceux fournis par les marchés étrangers garantis par l'État. En fournissant ce marché intérieur, l'État augmente le pourcentage de la capacité de production qui ne pourra pas être laissé inutilisé.[687]

Paul Mattick s'étend sur ce thème dans un article de 1956. L'économie corporatiste sur-développée, dit-il, a été une tentative de lutte contre le problème que « la formation privée du capital (…) trouve ses limites quand la demande du marché décroît. » L'État devait absorber une part de la surproduction ; mais il devait le faire sans entrer en concurrence avec les corporations du marché privé. À la place, « la production induite par le gouvernement est acheminée par des canaux non-marchands – la production de travaux publics hors concurrence, l'armement, et diverses choses superflues et inutiles »[688]. Conséquence inévitable de ce fonctionnement,

> *aussi longtemps que le principe de la production de capital en concurrence prévaut, une production en augmentation régulière sera dans une mesure de*

> *plus en plus importante une "production pour des raisons de production", ne bénéficiant ni au capital privé, ni à la population dans son ensemble.*
>
> *Ce processus est dans une certaine mesure obscurci, il est vrai, par l'apparente profitabilité du capital et l'absence de chômage à grande échelle. Comme l'état de prospérité, la profitabilité est elle-même aujourd'hui largement manipulée par le gouvernement. Les dépenses du gouvernement et l'imposition sont gérés de façon à renforcer le big business* aux dépens de l'économie considérée dans son ensemble. (…)
>
> *Afin d'augmenter l'échelle de la production et d'accumuler du capital, le gouvernement crée de la "demande" en passant commande de productions de bien non-marchands, financés par des emprunts gouvernementaux. Ça signifie que le gouvernement a recours à des ressources productives appartenant à du capital privé, qui seraient autrement inactives.*[689]

Une telle consommation de la production, bien que pas toujours directement profitable à l'industrie privée, sert à une fonction analogue au "dumping" sous le coût de production à l'étranger, à sécuriser une économie corporatiste qui parvienne à des économies de grande échelle à des niveaux de production au-delà de ce que les consommateurs privés peuvent absorber.

Il est intéressant de considérer combien de segments de l'économie ont un marché garanti pour leur production, ou une clientèle captive plutôt que des clients libres et volontaires. Le "complexe militaro-industriel" est bien connu. Mais qu'en est-il du système éducatif et du système pénal de l'État ? Que dire du complexe automobile-transports routiers-autoroutes, ou de l'aviation civile ? L'écoulement du surplus à l'étranger ("capitalisme de monopoles dépendant aux exports") et l'écoulement domestique des surplus (par les achats gouvernementaux) sont des formes différentes du même phénomène.

Marx décrit de nouvelles formes majeures d'industrie comme des influences opposées à la baisse du taux de profit. Baran et Sweezy, de même, considèrent que les inventions qui font date sont des influences contraires partielles à l'accumulation toujours croissante de surplus. Leur meilleur exemple d'un tel phénomène est l'essor de l'industrie automobile dans les années 20 qui, en parallèle du programme autoroutier allait influencer l'économie américaine pour l'essentiel du milieu du vingtième siècle[690]. L'explosion des hautes technologies dans les années 1990 fut une révolution similaire. Il est révélateur de considérer dans quelle mesure à la fois l'automobile et l'industrie informatique, bien plus que toutes les autres industries, ont été des produits directs du capitalisme d'État. Plus récemment, sous l'administration Bush, pour ne considérer qu'une seule industrie, l'industrie pharmaceutique, deux initiatives politiques majeures lui bénéficient en fournissant des débouchés financés par l'État pour ses productions : le soi-disant "prescription drug benefit" (subvention des médicaments sous ordonnance), et la fourniture financée de médicaments contre le SIDA à des pays africains démunis. Dans une autre industrie, le financement par Bush de la R&D sur les moteurs à hydrogène permet aux compagnies automobiles de développer la technologie qui succédera aux moteurs diesels (en se réservant des brevets) aux frais du contribuable ; non-seulement c'est un subventionnement de leur viabilité dans un monde post-hydrocarbures, mais ça revient à leur donner un contrôle monopolistique sur une technologie vouée à tenter de succéder à l'existant. "Destruction créatrice", c'est notre petit nom.

Chapitre 8 : Tendances crisogènes

Introduction

La tendance sous-jacente aux crises du capitalisme de monopoles, ainsi que nous l'avons étudiée dans les chapitres 6 et 7, est la sur-accumulation. Dans ces chapitres, nous avons examiné l'essor de la gauche corporatiste comme réponse aux crises jumelles de sur-accumulation et de sous-consommation. La fonction première de l'État, sous le capitalisme de monopoles, est d'écouler cette production en surplus et de permettre à l'industrie de fonctionner au maximum de sa capacité.

Il existe cependant des tendances crisogènes secondaires, conséquences des tentatives de correction de l'État aux crises primaires de sur-accumulation. Les politiques étatiques de prise en charge des coûts opérationnels de l'économie corporatiste et de la pacification de la sous-classe mène à une augmentation des dépenses, à des baisses de revenus, et à des crises fiscal chroniques. Mais plus fondamentales encore que ces crises fiscales sont les crises de sous-accumulation dues aux politiques corporatistes de gauche. Les politiques keynésiennes et d'État-providence, en plus des accords avec les grands syndicats, augmentent le niveau de consommation aux dépens de l'accumulation ; de ce fait, paradoxalement, les réponses de l'État à des sur-accumulations mènent directement à des crises de sous-accumulation.

A. Crises d'accumulation

Les politiques corporatistes de gauche adoptées pour réduire la sous-consommation portent en elles une tendance à la forme de crise opposée : la sous-accumulation. Le syndicalisme, le keynésianisme, et les autres moyens d'augmenter la demande agrégée ont pour effet secondaire de réduire les fonds disponibles pour l'investissement.

La taxation nécessaire à financer l'État-providence et d'autres formes de ce que James O'Connor appelle la "consommation publique" réduit le réservoir de fonds disponibles pour l'investissement privé. Dans le même temps, la capacité de négociation augmentée du travail résultant du pacte social-libéral augmente la portion de la production consommée par les travailleurs.

> *La résistance des travailleurs aux réductions de salaires durant les crises, la mise en place par les syndicats d'aides supplémentaires pour les chômeurs, qui ont augmenté la demande, les "avantages créateurs d'emplois" qui ont réduit les heures de travail, l'expansion du crédit à la consommation, l'avancée de l'âge de retraite et l'augmentation des pensions, et la résistance de la base à la rationalisation forcée de la production, parmi d'autres facteurs, ont augmenté l'emploi et la demande de la classe travailleuse de biens de consommation courante.*[691]

Dans la mesure où la valeur de la force de travail est socialement déterminée, la capacité de négociation augmentée du travail et la révolution apportée par les augmentations des attentes augmentent le coût du capital variable et réduisent la masse du surplus disponible pour le réinvestir. Sous le pacte social-libéral corporatiste, selon O'Connor,

> *Le panier de consommation moyen est devenu trop gros, et la valeur de son contenu trop élevée ; le panier de consommation sociale est devenu trop*

> *important, et la "valeur de son contenu" également ; les luttes de classes sous leur forme individuelle à la fois au sein de et contre la loi de la valeur ont interféré avec les processus capitalistes au travers desquels la force de travail était produite et reproduite sous la forme de capital variable.*[692]

L'effet de ces tendances est d'augmenter le niveau global de consommation, et de créer une pénurie d'investissement nouveau.

C'est potentiellement catastrophique pour la survie du capitalisme. Le capitalisme, paradoxalement, requiert de la nouvelle accumulation constante, et ce, même alors qu'il souffre des conséquences de la sur-accumulation passée. Une solution temporaire à la sur-accumulation est le nouvel investissement ; ce dernier est essentiel à garantir que le capital précédemment accumulé demeure profitable. Ainsi que Marx le relève dans le Volume III du Capital, la chute des taux de profit due à la sur-accumulation peut être compensée par l'augmentation de la productivité du travail (le taux de "plus-value relative"). Ceci est accompli par de nouveaux investissements, dans des processus améliorés. Pour paraphraser Al Smith, la solution à la crise de sur-accumulation est plus d'accumulation. L'économie entière est ainsi en équilibre sur un fil, comme dans un schéma de Ponzi, avec les prochaines vagues d'accumulation subventionnées nécessaires à rentabiliser le capital sur-accumulé actuel. Et chaque nouvelle vague d'accumulation ainsi créée, pour être rentable, requerra encore plus d'accumulation. Il en découle que les solutions étatistes à la sur-accumulation entraînent directement de nouvelles accumulations nécessaires à maintenir les profits des anciens investissements.

L'État peut aussi réagir en absorbant du capital en surplus avec des débouchés improductifs comme les dépenses militaires ; mais ceci aussi réduit le taux d'accumulation qui, paradoxalement, est nécessaire à résoudre les problèmes de la sur-accumulation passée.

B. Crises fiscales et d'approvisionnement

Les niveaux de dépenses publiques nécessaires à prendre en charge les coûts d'exploitation du capital et à rendre l'investissement productif créent des crises fiscales, parallèles aux crises d'accumulation.

L'intervention capitaliste d'État à grande échelle, généralement associée aux Whigs et aux Républicains au milieu du XIXe siècle, ont mené à une centralisation de l'économie entre les mains des gros producteurs. Ce système était intrinsèquement instable, et nécessitait plus d'intervention étatique pour lui permettre de résoudre ses contradictions. Le résultat a été le capitalisme d'État total du vingtième siècle, dans lequel l'État a joué un rôle direct en subventionnant et en cartellisant l'économie corporatiste. Malgré cette intervention, cependant, le capitalisme d'État était encore instable. Alors que se poursuivait la cartellisation réglementaire héritée de l'ère "progressiste", les problèmes de surproduction et de capital en surplus se sont vus intensifiés par les forces décrites par Stromberg et évoquées aux deux précédents chapitres. L'État y a répondu par toujours plus d'expansionnisme à l'étranger, et toujours plus d'interventionnisme économique au profit des grandes corporations nationales, dans l'espoir de les résoudre. Ces problèmes ont finalement mené à l'État corporatiste du New Deal, à une guerre mondiale par laquelle les États-Unis se sont établis (selon les mots de Samuel Huntington) en tant que « pouvoir hégémonique dans un système d'ordre mondial », et à une économie des hautes technologies presque totalement militarisée.

Un taux de profit positif, sous le capitalisme d'État du vingtième siècle, n'a été possible que du fait de la prise en charge par l'État d'une si grande part des coûts de reproduction des capitaux constants et variables, et de son soutien à l'"investissement social", qui a accru la productivité du travail et du capital, et de ce fait le taux de profit du capital[693]. Pendant ce temps-là, les exigences du capital monopoleur envers l'État n'ont pas été stables dans le temps, elles n'ont fait que croître :

> *(…) la socialisation des coûts du capital d'investissement social et de consommation sociale augmente avec le temps et est de plus en plus nécessaire à une accumulation profitable pour le capital monopoleur. La raison générale en est l'augmentation du caractère social de la production (spécialisation, division du travail, interdépendance, croissance de nouvelles formes de capital comme l'éducation, etc.), qui soit interdit, soit rend non-profitable l'accumulation privée de capital constant et variable.*[694]

O'Connor ne traite pas correctement la question de la raison première des crises fiscales : le rôle croissant de l'État dans l'exercice de fonctions de reproduction du capital retire un segment lui aussi toujours croissant de l'économie du système des prix du marché. Le retrait du système de retour d'information des prix, qui dans un marché lie les quantités demandées aux quantités fournies, mène à des exigences toujours en augmentations envers les services publics. Quand la consommation d'un facteur est subventionnée par l'État, le consommateur est protégé du coût réel de sa fourniture, et ne peut décider rationnellement dans quelle mesure il doit en faire usage. De ce fait, le secteur capitaliste tend à consommer de manière extensive plutôt qu'intensive ; autrement dit, il utilise les facteurs de manière plus importante, plutôt que d'utiliser de manière plus efficiente une consommation restreinte. Le système capitaliste d'État génère une demande aux services de l'État qui croît géométriquement, alors que la capacité de l'État à fournir ces services ne croit que linéairement. Le résultat est un effet boule de neige d'irrationalité, dans lequel les interventions de l'État ne font que déstabiliser plus encore le système, nécessitant plus encore d'intervention d'État, jusqu'à ce que les exigences du système n'excèdent de nouveau les capacités de l'État. Quand il en arrive à ce point, le système atteint un point de rupture.

Ce qui est certainement le meilleur exemple de ce phénomène, c'est le réseau de transport. Les subventions d'État aux autoroutes, aéroports et chemins de fer, en distordant le signal des prix aux usagers, détruit le lien entre les quantités fournies et les quantités demandées. Le résultat, entre autres choses, est un système d'autoroutes inter-états qui génère des embouteillages plus vite qu'il est capable de construire ou d'étendre le système pour gérer les embouteillages. Les coûts de réparation des routes et des ponts se détériorant et à réparer le plus urgemment est plusieurs fois plus important que le montant approprié pour de telles réparations. Dans l'aviation civile, avant les attaques du 11 septembre, la conséquence en a été des avions empilés par six à l'aéroport d'O'Hare. Il n'y a simplement aucun moyen de résoudre ces crises en construisant plus d'autoroutes et d'aéroports. La seule solution est de ne financer le transport qu'avec des frais d'utilisation basés sur les coûts, de façon à ce que l'utilisateur perçoive le vrai coût de la fourniture des services dont il fait usage. Seulement cette solution impliquerait la destruction de l'économie politiquement centralisée existante. Par exemple, quand le Royaume-Uni a expérimenté des routes à péages comme moyens de financement, la tentative de faire payer aux usagers le coût complet de ce qu'ils consommaient a eu pour conséquence de voir des camions se détourner vers des routes secondaires.

> *Les camionneurs [qui doivent payer 10 livres] ne sont pas particulièrement satisfaits de la manière dont ils se voient facturer l'usage de la route, et le contribuable pourrait en faire les frais, parce que les camions causent des problèmes de maintenance importants au réseau routier.*
>
> *Si l'entreprise privée facturant le passage sur l'autoroute – Midland Expressway Ltd – monte ses prix à un niveau repoussant les camions sur notre réseau routier public, alors nous paieront la facture pour cette nouvelle maintenance.*[695]

La même loi de consommation excessive et de pénuries se manifeste dans le cas de l'énergie. Quand l'État subventionne la consommation de ressources comme les carburants fossiles, le monde de l'entreprise tend à en augmenter ses usages de manière extensive, plutôt que de faire un usage plus intensif d'une consommation constante. Du fait que les incitations à la conservation et à l'économie sont artificiellement distordus, la demande dépasse l'offre. Alors que le problème de l'énergie est rendu encore plus complexe par les réserves limitées de carburants fossiles. Selon un article du Oil and Gas Journal de 2002,

> *(…) Le monde consomme ses réserves fossiles à un rythme sans précédent, avec une fourniture qui sera probablement restreinte par la capacité de production globale d'ici à 2010, « même sans croissance de la demande », affirment des analystes de Douglas-Westwood, une firme de conseil dans les industries énergétiques basée à Canterbury, Angleterre.*
>
> *« Le pétrole va cesser de manière permanente d'être abondant », affirment encore les analystes de Douglas-Westwood dans le World Oil Supply Report sorti ce mois-ci. « L'offre et la demande seront forcées de s'équilibrer – mais ça aura un prix. »*
>
> *Les chocs économiques qui en résulteront seront comparables à ceux des années 1970, alors que les prix du pétrole « pourraient doubler ou tripler en deux ou trois ans, alors que le monde passera de l'abondance pétrolière à la rareté pétrolière. Le monde fait face à un futur d'augmentations majeures des prix du pétrole, qui va arriver plus tôt que ce que beaucoup pensent », conclut ce rapport.*
>
> *Les réserves connues et estimées 'à découvrir' ne peuvent pas satisfaire même le niveau actuel de production d'environ 74 millions de barils par jour au-delà de 2022. Toute croissance dans l'activité économique globale ne sert qu'à augmenter la demande et à rapprocher l'année du pic », dit le rapport.*
>
> *Une croissance annuelle d'1 % dans la demande mondiale de pétrole pourrait amener un pic de production global de 83 millions de barils par jour en 2016, disent les analystes de Douglas-Westwood. Une croissance annuelle à 2 % amènerait un pic à 87 millions de barils par an en 2011, et une croissance annuelle à 3 % nous amènerait à un pic dès 2006, ajoutent-ils.*
>
> *Une croissance à zéro reporterait le pic de production de pétrole seulement à 2022, dit le rapport Douglas-Westwood.*
>
> *Cependant, l'Agence Internationale de l'Énergie a récemment publié une prévision annonçant une demande de pétrole qui atteindrait 119 millions de*

barils par an en 2020.[696]

Pendant les pénuries de la fin des années 1970, Warren Johnson a prédit qu'une crise de l'énergie prolongée mènerait, au travers des forces du marché, à une décentralisation radicale et à un retour au localisme[697]. Comme toute autre forme d'intervention d'État, les subventions aux transports et à l'énergie mènent à une augmentation de l'irrationalité, culminant en un effondrement.

D'autres rejetons du système capitaliste d'État produisent des résultats similaires. L'agriculture industrielle, par exemple, requiert l'application de plusieurs fois les mêmes quantités de pesticides de synthèse par acre pour produire les mêmes résultats qu'en 1950 – en partie du fait de la résistance des insectes, en partie parce que les pesticides ne font pas que tuer les insectes considérés nuisibles, mais également leurs prédateurs naturels. Dans le même temps, des champs de monocultures gigantesques, typiques de l'agriculture industrielle, sont particulièrement sensibles à des insectes et maladies qui se spécialisent sur un type particulier de culture. L'usage de fertilisants chimiques, au moins les plus communs de type N-P-K, dépouillent les sols de leurs oligo-éléments – un phénomène noté il y a longtemps par Max Gerson. Les additifs chimiques dans ces fertilisants, quand elles s'accumulent, altèrent les qualités d'osmose du sol – ou le rendent même toxique. Se fier à ce type de fetilisants plutôt qu'aux fumiers et composts traditionnels dégrade de manière importante la qualité des sols en tant que systèmes biologiques vivants : par exemple, on assiste à des épuisements des mycorhizes qui vivent en symbiose avec les systèmes racinaires, et les aident à absorber les nutriments. L'effet cumulatif de ces pratiques est de pousser les sols à un point de rupture biologique. Les sols argileux de beaucoup d'exploitations industrielles sont virtuellement stériles biologiquement, avec souvent moins d'un seul ver de terre par yard[87] cube de sol. La conséquence, comme avec les pesticides chimiques, est une augmentation des quantités utilisées de fertilisants, pour des résultats décroissants.

Dans tous les cas, la règle de base est que, dès l'instant où l'économie dévie du prix de marché comme principe d'allocation, elle dévie d'autant de la rationalité. Dans nombre d'indices, l'économie capitaliste d'État fait usage des ressources et des facteurs de production bien plus intensivement qu'il serait possible de le faire si les grandes corporations payaient les coûts elles-mêmes. L'économie consomme bien plus les moyens de transport que ce qu'un marché libre supporterait, ainsi que nous l'avons vu. Elle est également bien plus consommatrice de capital, et bien plus dépendante au travail scientifique et technique qu'il serait économique de l'être si tous les coûts étaient supportés par les bénéficiaires. L'économie est bien plus centralisée, consommatrice de capitaux et de haute technologie qu'elle le serait autrement. Si les grandes corporations avaient payé pour leurs besoins elles-mêmes, elles auraient atteint le point d'utilité marginale nulle d'une consommation supérieure bien plus tôt.

Alors même que la demande de biens économiques d'État augmente, le capitalisme d'État produit aussi toutes sortes de pathologies sociales qui nécessitent des "dépenses sociales" pour les contenir ou les corriger. En subventionnant les formes de production les plus consommatrices de capital, il promeut le chômage et la croissance d'une sous-classe. Et, tout aussi important, il mine les structures sociales – famille, église, voisinage, etc. – dont dépend la reproduction d'un ordre social sain.

Ceux qui croient que le marché et la production de marchandises en tant que tels aspirent

87 *Yard, ou verge en français du Canada : unité ancienne, encore utilisée en Amérique du Nord. 1 yd ~= 0,91 m.*

inévitablement toutes les relations sociales dans le nexus monétaire et sapent la stabilité des institutions sociales autonomes ont tort. Cependant cette critique, si elle n'est pas valide contre le marché par lui-même, est valide concernant le capitalisme d'État, dans lequel l'État est amené à des domaines d'action toujours plus étendus de façon à stabiliser le système corporatif. L'intervention de l'État dans le processus de reproduction du capital humain (instruction publique et instruction technique-vocationnelle payées par l'impôt) et les aides d'État à des formes de centralisation économique qui atomisent la société, ont pour conséquence la destruction de la société civile et le remplacement par de l'intervention directe d'État d'activités préalablement prises en charge par des institutions autonomes. La destruction de la société civile, elle, mène à plus d'intervention d'État pour gérer les pathologies sociales induites.

La critique du marché libre de ces phénomènes se rapproche de près de celle d'Ivan Illich dans la Convivialité[698]. Illich avance que l'adoption de technologies suit un schéma caractérisé par deux basculements. Le premier basculement est dû à la haute utilité marginale par ajout d'élément de nouvelle technologie, avec de grandes améliorations de la qualité de vie alors qu'elle est introduite. Mais alors un second basculement se produit, où les ajouts commencent à produire de la désutilité. Des technologies ont continué à être adoptées au-delà du niveau auquel elles nuisent positivement à la société ; des domaines entiers de la vie ont été sujets à une spécialisation croissante, une professionnalisation, et au contrôle bureaucratique ; et des formes plus anciennes de technologies qui permettaient plus d'autonomie, et de contrôle local et individuel, ont été activement éradiquées. Dans tous ces domaines de la vie, l'effet a été de détruire les institutions à taille humaine et des façons de faire les choses compatibles avec le contrôle d'un individu moyen.

En médecine, le premier seuil est l'introduction des techniques d'asepsie, les antibiotiques, et d'autres technologies élémentaires, qui ont considérablement réduit les taux de mortalité. Le second est le recours intensif à des traitements médicamenteux extrêmement chers et à des procédures dont les bénéfices ne sont que marginaux (sans mentionner les maladies iatrogènes), la transformation de la médecine en une sorte de prêtrise gouvernée par des bueaucraties professionnelles, et la perte de contrôle des gens ordinaires sur leur propre santé. L'automobile a atteint le second seuil quand il est devenu impossible pour la plupart des personnes de travailler ou de faire leurs courses à pied ou à vélo depuis leur domicile. La voiture a cessé d'être un luxe, elle est devenue une nécessité pour la majorité des gens ; un style de vie ne dépendant pas d'elle n'était plus envisageable.

Ceux qui critiquent ces aspects de notre société, ou expriment des sympathies pour le style de vie plus ancien, à plus petite échelle, sont habituellement rejetés, qualifiés de nostalgiques, de romantiques – voire de Luddites. Et leurs critiques sont en effet le plus souvent couplées à des appels à une régulation étatique d'une sorte ou d'une autre, à des fins de protection de la qualité de vie, par la restriction de l'introduction de technologies disruptives. Les pires de ces critiques idéalisent la pratique "américaine native" de considérer les effets d'une technologie pour "six générations" avant de seulement l'autoriser à être adoptée. Illich lui-même tombe dans cette catégorie générale, considérant que ces questions sont à faire traiter par un contrôle politique par la base ("reconstruction conviviale").

Mais en fait, il est tout à fait possible de regretter la perte d'une société à échelle humaine ("l'Amérique de Norman Rockwell"), et de rejeter le triomphe de la professionnalisation et de l'automobile, tout en adhérant strictement aux principes du libre-échange. Parce que le

gouvernement, loin d'être la solution à tous ces maux, a été leur cause. Illich s'est trompé en considérant les premier et second seuils, respectivement, comme les bords de vases communicants entre utilité et désutilité, sans prendre en compte le mécanisme de coercition qui est nécessaire à la simple existence d'une désutilité sociale. Dans une société où toutes les transactions sont volontaires, la "désutilité sociale" est une chose impossible. Une désutilité sociale nette ne peut survenir que quand ceux qui bénéficient personnellement de l'introduction d'une nouvelle technologie au-delà du second seuil sont capables d'imposer aux autres de supporter les désutilités que cette introduction induit. Comme nous l'avons déjà vu lors de notre analyse des citations d'O'Connor, c'est ce qui s'est passé pour beaucoup de technologies différentes. Le profit est privatisé, alors que le coût est socialisé. Si ceux qui bénéficient d'une plus grande dépendance à la voiture, par exemple, avaient été forcés d'internaliser tous les coûts de sa généralisation, la voiture n'aurait pas été introduite au-delà du point auquel les désutilités globales rejoignent les utilités globales. Ainsi que Kaveh Pourland l'a élégamment dit dans un échange privé, l'intervention de l'État promeut l'adoption de certaines technologies au-delà de la Pareto-optimalité[699]. La coercition, ou l'usage des "moyens politiques", est le seul moyen par lequel une personne peut imposer une désutilité à une autre.

Le système capitaliste d'État exige donc toujours plus d'aides de l'État sous la forme de subventions à l'accumulation, et toujours plus d'intervention pour contenir les effets sociaux désastreux du capitalisme d'État. Couplées avec des pressions politiques pour restreindre l'augmentation des impôts, ces exigences mènent à (comme le titre d'O'Connor l'indique) une "crise fiscale de l'État", ou « une tendance des dépenses d'État à augmenter plus vite que les moyens de les financer »[700]. Le « gap structurel entre les dépenses d'État et le revenu d'État » est rempli par des déficits financiers chroniques, accompagnés de leurs inévitables conséquences inflationnistes. Sous le capitalisme d'État, « les crises économiques se transfèrent, bien sûr, du système économique vers l'administratif (…) ». Cette crise déplacée s'exprime au travers de « l'inflation, et une crise permanente des finances publiques. »[701]

Le problème est intensifié par le financement disproportionné des dépenses d'État par le secteur concurrentiel (y compris au travers de taxes sur le secteur capitaliste monopoleur, qui sont passées au secteur concurrentiel[88]), et la promotion des profits du capital monopoleur aux dépens du secteur concurrentiel. Cette pression sur le secteur concurrentiel réduit dans le même temps son pouvoir d'achat et sa capacité à payer des taxes, et exacerbe les crises à la fois des finances publiques et d'insuffisance de la demande.

La crise des rentrées fiscales sous le capitalisme d'État est encore aggravée par la promotion par l'État des inefficacités liées à la grande échelle. La plupart des grandes corporations se sont développées bien au-delà des niveaux Pareto-optimaux grâce à l'intervention du gouvernement subventionnant les coûts d'exploitation et dissimulant ainsi les coûts de l'inefficacité des organisations de grande taille.

De surcroit, les firmes existantes sont forcées d'être encore plus hiérarchiques et autoritaires qu'elles le seraient autrement, du fait des actions passées de l'État. Non seulement les classes productrices ont été au départ usurpées de leur propriété sur leurs moyens de production, mais l'État est intervenu de manière continue pour diminuer la capacité de négociation du travail et augmenter les taux d'exploitation. Considérons par exemple l'action de la classe dirigeante des années 1970 pour briser les reins du travail organisé, poser des limites aux

88 *NdT : Kevin Carson fait ici référence au phénomène économique de l'incidence fiscale.*

salaires réels, et transférer les ressources de la consommation de masse vers l'investissement. Le résultat a été des salaires stagnants, des charges de travail augmentées (qualifiées d'augmentations de productivité), et des besoins de toutes sortes de surveillance interne et de mécanismes de contrôle au sein des corporations pour maintenir dans le rang une force de travail de plus en plus contrariée.

Ces grands groupes ont les caractéristiques internes d'une économie planifiée. Les flux d'information sont systématiquement distordus lorsqu'ils remontent la chaîne de commandement, par chaque échelon de la hiérarchie expliquant au suivant ce qu'il veut entendre. Et chaque échelon de la hiérarchie, se basant sur des données absurdes (sans mentionner l'absence complète de connaissance directe du processus de production) renvoie des décisions irrationnelles et mal-pensées[89] vers le bas de la chaîne de commandement. La seule chose qui maintient les grandes organisations hiérarchiques sur pied est le fait que les travailleurs productifs de la base connaissent leur propre travail, et ont assez de bon sens pour ignorer les politiques et mentir au sujet de leur application, de façon à ce que la production s'adapte, malgré les interférences des patrons.

Quand un cadre supérieur décide d'adopter un "changement" pour "améliorer" le processus d'une quelconque manière, il base généralement sa décision sur les recommandations élogieuses des cadres supérieurs d'autres organisations qui ont mis en place des politiques internes similaires. Bien sûr, ces cadres supérieurs n'ont aucune connaissance réelle des résultats réels de cette politique, puisque leur propre niveau d'information découle des données filtrées par en dessous. Non seulement la haute direction d'une organisation vit dans un monde imaginaire du fait des informations distordues renvoyées par la base ; mais son monde imaginaire est encore plus coupé de la réalité par la culture professionnelle qu'elle partage avec les hautes directions partout ailleurs. « Dans une hiérarchie rigide, personne ne met en cause les ordres qui semblent venir d'en haut, et ceux qui sont au sommet sont si isolés de toute situation de travail réel qu'ils ne voient jamais ce qui se passe en bas »[702].

La racine du problème, dans tous les cas, est que les êtres humains individuels ne peuvent faire les décisions les plus efficaces que quand ils internalisent l'ensemble des coûts et des bénéfices de leurs propres décisions. Au sein d'une hiérarchie importante, les conséquences des décisions irrationnelles et mal informées des parasites au sommet sont portées par les gens qui peuplent le bas de ladite hiérarchie, et qui sont ceux qui font réellement le travail. Et les gens qui font le travail, qui à la fois savent ce qui se passe et souffrent des effets néfastes des décisions de ceux qui ne savent pas ce qui se passe, n'ont aucun contrôle direct sur la prise de décision.

Robert Anton Wilson décrit ceci dans des termes éloquents, comme le fardeau de la nescience des travailleurs confronté au fardeau de l'omniscience de l'encadrement :

> *Tout logogramme autoritaire divise la société, comme il divise l'individu, en deux moitiés aliénées. Celles du bas souffrent de que j'appelle le fardeau de la nescience. L'activité sensorielle naturelle du biogramme – ce que la personne voit, entend, sent, goûte, ressent et, par-dessus tout, ce que l'organisme dans son ensemble, ou comme ensemble potentiel, souhaite – est toujours non-pertinente et immatérielle. Le logogramme autoritaire, et non le champ de l'expérience sensible, détermine ce qui est pertinent et matériel. (…) La*

89 *NdT : « mal pensées » remplace ici « ass-brained », c'est-à-dire à peu près « ayant un cerveau dans le cul », voire « pensant avec son cul ». Toute proposition d'une traduction plus fidèle sera la bienvenue.*

> *personne agit, non pas en fonction de son expérience personnelle et des évaluations de son système nerveux, mais pour obéir à des ordres venus d'au-dessus. (…)*
>
> *Ceux qui sont au sommet de la pyramide autoritaire, cependant, souffrent d'un fardeau de l'omniscience, équivalent et opposé. (…) Ils doivent essayer de voir, entendre, sentir, goûter, ressentir et décider pour l'ensemble de la société.*
>
> *Mais un homme armé ne se voit expliquer seulement que ce que les gens imaginent ne pas pouvoir l'inciter à presser la détente. Du fait que toutes les autorités et tous les gouvernements sont basés sur la force, la classe des maîtres, avec son fardeau d'omniscience, fait face à la classe servile, avec son fardeau de nescience, exactement comme un bandit de grand chemin fait face à sa victime. La communication est possible seulement entre égaux. La classe des maîtres n'obtient jamais assez d'informations de la classe servile pour savoir ce qui se passe réellement dans le monde où la production réelle se fait. (…) Le résultat ne peut être qu'une désorientation progressive parmi les dirigeants.*[703]

La seule chose qui maintient les organisations en fonctionnement est le fait que les gens à leur base qui savent comment se fait le travail ont le bon sens d'ignorer les directives du dessus ; ça, et le fait que chaque organisation soit en concurrence contre les autres organisations entravées par la même culture institutionnelle. Le « génie de nos bureaucraties centralisées a été », ainsi que le dit Paul Goodman, « la manière dont elles se sont rendues solidaires, ont formé un établissement de décideurs qui se créditent mutuellement, avec des intérêts communs et un style commun (…) »[704].

En fait, les grands groupes croissent à de tels niveaux de taille et de complexité interne qu'il n'est même plus rentable d'essayer de pister les coûts des transactions internes. Ce ne serait pas un problème sur un marché libre, où une firme prise dans son entier internaliserait tous ses coûts et bénéfices. Dans ce cas, les coûts d'inefficacités dus à la complexité interne et au manque de suivi des coûts seraient contrebalancés par les gains de productivité, et la croissance cesserait quand les deux s'annuleraient. Les choses sont différentes quand ils continuent à croître parce que l'État les protège de l'inefficacité générée par leur propre taille. Mises fait remarquer que les grandes sociétés privées sont sujettes aux mêmes problèmes de calcul économique qu'une économie planifiée. Plus grande est une entreprise, plus ses décisions internes sont des décisions administratives plutôt que des transactions de marché, et plus elles sont extraites des prix en cours du marché. Un planificateur interne à une entreprise, allouant administrativement des ressources, se fie indirectement aux prix externes du marché comme source d'information, de la même manière que le ferait un planificateur d'État dans une économie planifiée.

Sur les lieux de travail espagnols après la révolution de 1936, les coûts unitaires avaient été considérablement réduits, et la production accrue. La raison était que le pouvoir allait du bas vers le haut, et que les gens prenant les décisions étaient directement responsables devant les gens qui faisaient le travail. Résultat, toutes les conséquences d'une action étaient beaucoup plus internalisées par ceux prenant les décisions.

Le principe s'applique non seulement aux entreprises à but lucratif, mais aux universités, aux

organismes de bienfaisance, et aux autres grandes organisations de la société civile. Le paradigme de la Nouvelle Classe du "management professionnel" a affecté la structure de toutes les grandes organisations de la société capitaliste d'État. Dans tous les cas, l'organisation est assujettie à un contrôle extérieur par un conseil d'administration, ou bien à un management interne vertical. Paul Goodman a brillamment décrit cette tendance, telle qu'elle opère dans une grande variété d'organisations. Ces organisations tombent sous la férule d'un management professionnalisé, et des cadres supérieurs politiquement choisis et avec des "salaires de prestige". Du fait que l'organisation distribue les coûts et les bénéfices de l'action à des personnes différentes, les masses de travailleurs productifs en son sein ne sont plus motivées par le plaisir intrinsèque lié au travail. Au lieu de ça, le personnel doit être assujetti à la contrainte administrative ou à d'autres formes de motivations extrinsèques.

> *Dans mon opinion, la cause saillante de l'inaptitude à la promotion et dans toutes les pratiques d'embauche est que, sous des conditions centralisées, de moins en moins savent juger ce qui est ou n'est pas un travail de qualité. L'apparence de la compétence peut compter plus que la réalité, et c'est le travail d'une vie que de savoir construire une apparence ou, de manière plus habituelle, de s'adapter aux attentes communes. De même qu'il y a une dépendance à des éléments extrinsèques, il y a une grande dépendance aux signes extrinsèques supposés de la compétence : tests, profils, publications, ouï-dire entre épouses, CV clinquants. Il n'y a cependant aucune méthode alternative de sélection. Dans des conditions décentralisées, dans lesquelles un homme sait comment ça se passe et engage des activités dans toute l'entreprise, un postulant peut présenter son chef-d'œuvre pour examen, et il aura des pairs pour décider s'ils veulent de lui ou non dans la guilde.*[705]
>
> *(…) Ce qui gonfle les coûts en entreprise exerçant dans les systèmes verrouillés de la société, qu'elles soient commerciales, officielles, ou des institutions à but non-lucratif, ce sont les facteurs d'organisation, les procédures, et les buts internes qui ne sont pas déterminants pour la fonction, et totalement décorrélés du désir de l'accomplir. (…)*
>
> *Mais quand les entreprises peuvent être prises en charge de manière autonome par des professionnels, des artistes et des travailleurs intrinsèquement dévoués à leur travail, il y a des économies sur toute la ligne. Les gens tirent le meilleur parti des moyens dont ils disposent. Ils dépensent en fonction d'une valeur, pas des conventions. Ils improvisent de manière flexible des procédures alors que des opportunités se présentent, et ils interviennent en cas d'urgences. Ils ne regardent pas l'heure. Les compétences utilisables de chaque personne sont rendues utiles. Ils évitent les statuts et peuvent même à la rigueur accepter des salaires de subsistance. L'administration et les frais généraux sont ad hoc. Toute tâche est vue dans son essence plutôt que de manière abstraite.*[706]

Voilà le style d'organisation dans lequel l'écrasante majorité des gens travaillent. La plupart des travailleurs n'ont que peu ou pas du tout voix au chapitre pour ce qui concerne leurs conditions de travail, et n'ont pas d'autre raison de faire les choses "bien" que le besoin d'un chèque en fin de mois et la crainte d'être virés. En effet, ceux qui évaluent la qualité de leur travail n'ont pas idée de ce en quoi consisterait réellement la qualité.

Quand la tête – à salaire de prestige – d'une grande organisation cède sa place, elle n'est jamais remplacée par un travailleur productif de l'intérieur de la même organisation, comprenant réellement les processus et capable de faire des décisions intelligentes. Au lieu de ça, les administrateurs ou les directeurs choisissent parmi une large liste de CV de parachutables, quelqu'un ayant tenu des postes de directeurs dans d'autres grandes organisations. Le nouveau dirigeant est toujours quelqu'un qui a profondément absorbé la culture de la haute direction, mais ne s'est jamais engagé dans un travail authentiquement productif de toute sa vie.

Quand le personnel d'une organisation n'a aucun intérêt direct dans son travail, la motivation absente doit être remplacée par la contrainte externe. Ce passage des Dépossédés d'Ursula LeGuin en est une excellente illustration :

> *Atro lui avait une fois expliqué comment les choses étaient organisées, comment les sergents pouvaient donner des ordres aux simples soldats, comment les lieutenants pouvaient donner des ordres aux soldats et aux sergents, comment les capitaines… et ainsi de suite, jusqu'aux généraux, qui pouvaient donner des ordres à tout le monde, et n'en prenaient de personne, excepté du commandant en chef. Shevek avait écouté avec un dégoût incrédule. « Vous appelez ça de l'organisation ? », avait-il demandé. « Vous parlez même de discipline ? Mais ce n'est ni l'un ni l'autre. C'est un mécanisme coercitif extraordinairement inefficace – une sorte de moteur à vapeur du septième millénaire ! Avec une telle structure, si rigide et si fragile, qu'est-ce qui peut seulement être fait qui mérite de l'être ? » Ça avait donné à Atro une chance de défendre la valeur de la guerre comme reproducteur de courage et de virilité et moyen d'éliminer les moins adaptés, mais la structure-même de son argumentation l'avait forcé à admettre l'efficacité de la guérilla, organisée par la base et auto-disciplinée. « Mais ça ne peut marcher que quand les gens pensent combattre pour quelque chose attaché à leur personne – tu sais, leurs maisons, ou une idée, ou autre », avait répondu le vieil homme. Shevek avait laissé tomber la discussion. Il la reprenait maintenant, dans la cave sombre, au milieu des caisses empilées de produits chimiques non-étiquetés. Il expliquait à Atro qu'il comprenait maintenant pourquoi l'armée est organisée comme elle l'est. En vérité, c'est une nécessité. Aucune autre forme ne pouvait rationnellement remplir son objectif. Il n'avait simplement pas compris que son objectif était de rendre des hommes équipés de fusils-mitrailleurs capables de tuer des hommes et des femmes désarmés quand on leur en donnerait l'ordre.*[707]

Paul Goodman utilise l'université pour illustrer le principe. Contrairement à l'université médiévale, qui était une auto-organisation d'érudits et d'étudiants, l'université moderne reflète des objectifs imposés du dehors. En conséquence,

> *les besoins sociaux existent dans l'école sous le nom d'"objectifs de l'administration", et ça complique énormément les choses : les enseignants doivent être motivés, disciplinés, évalués. Mais quand les étudiants qui veulent être avocats ou médecins se trouvent eux-mêmes une faculté, ou quand des maîtres ayant quelque chose d'important à enseigner attirent des disciples, la situation est plus simple : les buts sont implicites, et il n'y a aucun*

problème de motivation.[708]

En devenant la forme d'organisation la plus répandue dans les institutions dominantes et les plus influentes de notre société, le paradigme bureaucratique dans l'industrie, l'éducation et le social surpasse ou préempte effectivement les formes alternatives d'organisation basées sur le contrôle par la base et le décentralisme. « Personne ne sera capable d'imaginer une telle chose. En bref, (…) l'inéluctabilité du centralisme sera axiomatique. Un système détruit ses concurrents en se réservant les moyens et les canaux, et alors prouve qu'il est le seul mode d'action concevable. »[709]

C. Crise de légitimation

Le capitalisme d'État implique de « coupler le système économique au politique (…) L'appareil d'État ne se contente plus, comme dans le capitalisme libéral, de sécuriser les conditions de la production (…), mais est maintenant activement engagé dans celle-ci. »[710] C'est-à-dire que le capitalisme abandonne le modèle du "laissez-faire", d'une implication de l'État limitée à l'application d'un ensemble légal de règles, et se repose à la place sur des liens organisationnels directs et sur la fourniture directe par l'État de besoins du secteur privé.

> *Dans la mesure où les relations de classes elles-mêmes ont été repolitisées et où l'État a entamé le remplacement du marché ainsi que des tâches complémentaires au marché (…), la domination de classe ne peut plus prendre la forme anonyme de la loi de la valeur. En lieu et place de cela, il dépend maintenant des constellations du pouvoir réel de savoir si et comment la production de plus-value peut être garantie par le trésor public, et quels seront les termes du compromis de classe.*[711]

L'intervention directe de l'État au nom des élites patronales devient de plus en plus important, et impossible à dissimuler. Ce qui contredit fondamentalement l'idéologie officielle du "capitalisme de libre-échange", dans lequel l'État serait supposé n'agir que comme le garant neutre d'un ordre social dans lequel les plus méritants sont les gagnants, du fait de leurs propres efforts. De fait, cette intervention sape le socle idéologique dont la légitimité populaire de l'État dépend. C'est pourquoi, en parallèle de la crise fiscale de l'État, le capitalisme d'État glisse vers ce que Habermas appelle une crise de légitimation.

> *Selon les conceptions bourgeoises qui sont restées constantes depuis les origines du droit naturel moderne jusqu'aux discours de campagnes électorales modernes, les récompenses sociales sont supposées être distribuées sur la base des accomplissements personnels. (…) Depuis qu'il est admis, même au sein de la population dans son ensemble, que le pouvoir social s'exerce sous la forme de l'échange économique, le marché a perdu sa crédibilité en tant que mécanisme de distribution des opportunités vitales (…).*[712]

Quand le système capitaliste d'État atteindra finalement ses limites , l'État deviendra incapable d'augmenter la fourniture de ce dont le système dépend. Les contradictions fondamentales du système, déplacées du domaine politique et administratif, reviendront comme un boomerang sous la forme d'une crise économique. Le système capitaliste d'État aura atteint son point de rupture.

D. Réaction néolibérale et répression politique.

L'élite corporatiste américaine a réagi dans les années 1970 à la combinaison des crises fiscale, d'accumulation et de légitimation en adoptant un agenda néolibéral de frein de la consommation et de subventionnement de nouvelles accumulations. En complément de ces nouvelles politiques, elle a adopté les formes de contrôle politique nécessaires à les imposer à une population récalcitrante.

Jusqu'à la fin des années 1960, les perspectives de l'élite étaient dominées par le paquet social issu du New Deal. L'État corporatiste était supposé acheter la stabilité et le consentement populaire de l'exploitation impérialiste au-delà des frontières en garantissant un niveau de prospérité et de sécurité à la classe moyenne. Contre des augmentations de salaires, les syndicats garantissaient le contrôle managérial de l'espace de travail. Comme Richard K. Moore l'a dit, la prospérité servait à garantir la passivité publique[713]. Mais à partir de l'époque de la guerre du Vietnam, la pensée de l'élite a connu une profonde mutation.

L'élite conclut de son expérience des années 1960 que la concorde sociale avait échoué. En plus de niveaux sans précédent d'activisme et de mouvements contre la guerre, et du virage de toute une jeunesse vers le radicalisme, les masses citoyennes devenaient largement plus difficiles à gérer. Il y avait prolifération d'organisations activistes, de médias alternatifs, d'organisations de défense des droits, d'activisme communautaire, etc.

Des intellectuels de l'élite comme Samuel P. Huntington se plaignaient de la baisse dramatique de la confiance dans le gouvernement et dans d'autres institutions parmi l'ensemble de la population. Dans la Crise de la Démographie, écrit par Huntington et par d'autres comme document inaugural de la Commission Trilatérale (un excellent baromètre de la pensée de l'élite), les auteurs expliquent que le système est en train de s'effondrer du fait de l'excès de demande, dû à l'excès de démocratie. L'analyse d'Huntington est si représentative que nous allons en citer de larges extraits.

Pour Huntington, le rôle de l'Amérique dans le maintien du système capitaliste global dépend d'un pouvoir intérieur ; ce pouvoir, qualifié dans ce travail de libéralisme corporatiste, de libéralisme de la Guerre Froide, d'État-providence guerrier, compte sur une volonté générale du public de rester hors des affaires du gouvernement. Pendant environ deux décennies après la deuxième guerre mondiale, les États-Unis ont fonctionné comme "pouvoir hégémonique dans un système d'ordre mondial"[714]. Et cela n'a été possible que du fait d'une structure interne d'autorité politique « était gouvernée par le président agissant avec le support et la coopération d'individus et de groupes clefs au sein du pouvoir exécutif, de la bureaucratie fédérale, du Congrès, et des plus importantes entreprises, banques, cabinets d'avocats, fondations et médias, qui constituent la partie privée de l'establishment »[715].

La position de l'Amérique comme défenseur du capitalisme global nécessitait que son gouvernement ait la capacité « de mobiliser ses citoyens dans l'optique de buts sociaux et politiques, et d'imposer la discipline et le sacrifice parmi ses citoyens afin de parvenir à ces buts »[716]. Le plus important, cette capacité nécessitait que la démocratie soit essentiellement nominale, et que les citoyens soient prêts à abandonner des décisions majeures concernant la nature de la société américaine à des autorités qualifiées. Elle nécessitait, en d'autres termes, « une certaine mesure d'apathie et de non-implication de la part de certains individus et groupes »[717].

Malheureusement, ces prérequis étaient gravement mis en danger par « un effondrement des

moyens traditionnels du contrôle social, une délégitimation du politique et des autres moyens de l'autorité, et une surcharge de demandes au gouvernement, débordant sa capacité à y répondre »[718].

> *L'essence de la poussée démocratique des années 1960 était un défi général aux différents systèmes d'autorité, publics et privés. (…) Au sein de la plupart des organisations, la discipline s'était assouplie et les différences de statut étaient devenues plus floues. Chaque groupe réclamait son droit à participer équitablement – et peut-être plus qu'équitablement – aux décisions qui l'affectaient. (…)*
>
> *La mise en cause de l'autorité a perverti la société. En politique, ça s'est manifesté par un déclin du climat de confiance du public, et de la confiance envers les chefs politiques et les institutions, une réduction du pouvoir et de l'efficacité des institutions politiques (…), une importance nouvelle pour les médias "d'opposition" et l'intelligence "critique" au sujet des affaires publiques, et enfin un affaiblissement de la cohérence, des buts et de la confiance en soi de la direction politique.*[719]

La tâche des élites capitalistes d'État traditionnelles, mises face à cette crise de la démocratie, était de restaurer cette "mesure d'apathie et de non-implication", et par là de rendre le système "gouvernable" à nouveau.[720]

En réaction aux manifestations contre la guerre et aux émeutes raciales de leur temps, Lyndon Johnson et Richard Nixon ont commencé à créer un cadre institutionnel afin de coordonner la police des États au plus haut niveau, pour s'assurer que des désordres de cet ordre seraient gérés de manière différente à l'avenir. Ce processus a culminé dans le Department of Defense Civil Disturbance Plan 55-2, dit Garden Plot[90], qui implique jusqu'à des surveillances de domiciles par des militaires, des plans d'urgence de coopération entre l'armée et la police pour la suppression des désordres dans les cinquante États, des plans pour des détentions préventives de masses, et des exercices communs entre la police et l'armée régulière. Le Sénateur Sam Ervin, du Sous-Comité aux Affaires Constitutionnelles, affirme que « le renseignement militaire a établi un système de surveillance à multiples niveaux d'intrication, couvrant des centaines de milliers de citoyens américains. Les membres du Comité ont vu un plan global – le Garden Plot – qui donne une vision générale de la stratégie armée-garde nationale-police. » (Bien sûr, beaucoup des outils nécessaires à la détention préventive des citoyens "subversifs" sont en place depuis la loi de Sécurité Intérieure McCarran, datant de l'époque Truman.)

> *Au départ, les exercices du Garden Plot se sont essentiellement concentrés sur la prévision de conflits raciaux. Mais début 1970, les scénarios ont pris une tournure différente. Les équipes mixtes, composées de flics, de soldats et d'espions, ont commencé à s'entraîner au combat contre de grand groupes protestataires. La Californie, sous la gouvernance de Ronald Reagan, a été parmi les participants les plus enthousiastes des jeux de guerre du Garden Plot.*
>
> *(…) le Garden Plot [en conséquence] a évolué sous la forme d'une série d'exercices annuels d'entrainements basés sur des plans d'urgence visant à*

90 *NdT : littéralement « plan du jardin ».*

> *briser des émeutes et des manifestations, finalement développés pour toutes les villes importantes des États-Unis. Les participants aux exercices incluaient des officiels clefs de tous les organismes de maintien de l'ordre du pays, ainsi que la Garde Nationale, l'armée, et des représentants de la communauté du renseignement. Selon le plan, des équipes mixtes étaient supposées réagir à un ensemble de scénarios variés, basés sur les informations rassemblées par l'espionnage politique et les informateurs. Leur objet était d'apprendre à réprimer l'agitation urbaine.*[721]

Le contrat social du New Deal avec le travail organisé a été réajusté à la lueur de nouveaux événements. Le pays était secoué par des vagues de grèves sauvages au début des années 1970, dans les mines de charbon, l'industrie automobile et les bureaux de poste. Ces secousses étaient l'indicateur que les syndicats professionnels ne parvenaient plus à garder leurs bases sous contrôle, et que le système fordiste ne remplissait plus sa tâche de maintien du contrôle social dans l'espace de travail.

Au même moment, la presse d'affaires était submergée d'articles sur le "manque de capitaux" imminent, appelant à transférer des ressources de la consommation vers l'accumulation du capital, en réduisant dramatiquement l'État-providence et en faisant des coupes claires dans le travail organisé. Ce transfert était évoqué dans les think tanks traditionnels de la gauche affairiste comme Brookings et le CED, qui produisaient tous deux des études signifiant le besoin d'imposer des limites à la consommation, dans l'intérêt de l'accumulation ; par exemple, l'étude de 1976 "Setting National Priorities : The Next Ten Years" de la Brookings Institution.[722]

Les journaux d'affaires prédisaient franchement qu'un plafonnement des salaires réels serait difficile à faire accepter au public dans l'environnement politique du moment[723]. Par exemple, un article du 12 octobre 1974 de Business Week avertissait que

> *Certains devront évidemment se contenter de moins. (…) En effet, les villes et les États, le marché immobilier hypothécaire, les petites entreprises et les consommateurs vont tous obtenir moins que ce qu'ils souhaitent. (…) Ce sera une pilule difficile à avaler pour beaucoup d'Américains – l'idée de se contenter de moins afin que le big business* dispose de plus. (…) Rien que cette nation, ou aucune autre nation, a connu dans l'histoire moderne ne se compare en difficulté au travail de vente qui doit être fait maintenant pour que les gens acceptent la nouvelle réalité.[724]

Ceci n'a fait qu'exacerber l'impératif de réduction de l'excès de démocratie, afin de rendre l'État moins vulnérable à la pression populaire.

Les grandes entreprises ont fait usage de tout l'éventail des possibilités de mesures antisyndicales fournies par Taft-Hartley, ne risquant au pire que des amendes de la NLRB. Elles ont énormément augmenté leurs ressources d'encadrement destinées à surveiller et contrôler les espaces de travail, une nécessité du fait du mécontentement dû aux salaires bloqués et aux charges de travail en hausses (qualifiées de hausses de productivité)[725]. Sans surprise, la violence sur le lieu de travail ("going postal") est montée en parallèle du niveau général de grogne des employés. L'usage de systèmes de surveillance interne et de profilage de personnalité pour détecter la grogne et écarter tous ceux ayant une mauvaise attitude vis-à-vis de l'autorité, sans parler de traquer ceux responsables de sabotages en douce, est devenu une préoccupation centrale des nouveaux tchékistes des départements des ressources humaines.

Les salaires en pourcentage de valeur ajoutée ont dramatiquement chuté depuis les années 1970, et les salaires réels sont restés péniblement stables. Virtuellement toutes les augmentations de productivité du travail sont passées dans les profits et les investissements, plutôt que dans les salaires. Le nouveau coup de gonflette de la Guerre Froide, à partir de la fin des années 70, a transféré plus encore des ressources publiques vers l'industrie.

Une série d'événements comme la chute de Saïgon, le mouvement des non-alignés et le Nouvel Ordre Économique International ont été vus comme des signes que l'empire des multinationales était en train de perdre le contrôle. La communauté de la sécurité nationale considérait que le "système d'ordre mondial" de l'Amérique était mis sous une pression croissante par les mouvements de libération nationale. Un excellent exemple de la vision qu'avaient les élites diplomatiques du futur proche se trouve dans le travail de l'analyste Guy Pauker de la RAND, qui a écrit en 1977 au sujet d'une « possible crise d'ordre mondial dans les années 1980 »[726].

L'interventionnisme croissant de Reagan en Amérique Centrale était une réponse partielle à ces anticipations. Mais plus important, l'effondrement de l'URSS a mis fin à toutes les restrictions extérieures imposées au système global conçu durant la deuxième guerre mondiale, et privé la résistance interne à ce système du possible patronage de l'Union Soviétique. À la suite de cet arrachage d'une victoire totale des mâchoires de la défaite, le Tour d'Uruguay du GATT a mis à bas toutes barrières empêchant aux multinationales de s'acheter des économies entières, a bloqué l'occident sous le contrôle monopolistique des technologies modernes, et a créé un gouvernement mondial au service des corporations globales.

C'était, pour l'essentiel, le développement que James O'Connor avait prévu dès 1984 – c'est-à-dire des années avant la chute du Mur de Berlin et l'implosion de l'URSS :

> *Parmi certains qui ont étudié le sujet [de la crise globale du capitalisme], il en est qui croient qu'une résolution de la crise favorisant les intérêts capitalistes internationaux exigera une restructuration plus avancée de la division du travail, et la participation d'États-nations petits-bourgeois clefs (à commencer par une résolution des luttes de classes et nationales au Moyen-Orient, en Afrique du Sud et en Amérique centrale au profit des multinationales).*[727]

Dans le même temps se mettait en place aux États-Unis une polarisation radicale des revenus. L'effet d'ensemble de la réaction néolibérale a été de brouiller les lignes entre le coeur de l'empire et ses périphéries : la bourgeoisie comprador, vivant dans des secteurs luxueux et lourdement fortifiés de villes du Tiers Monde, coexistait avec les communautés fermées venues d'Amérique, intégrées comme éléments du cœur ; dans le même temps, quelque chose ressemblant à la société du Tiers Monde s'est développé dans des parties de ce qui était traditionnellement le monde développé. Le centre-ville et la campagne dépeuplée, sièges respectifs de la misère urbaine et rurale, étaient sujet à une surveillance et une brutalité accrues sous la forme de la guerre contre la drogue. « La plus grande partie du monde est devenue une banlieue ; le cœur impérial a été fondu pour être offert aux élites capitalistes elles-mêmes »[728].

Alors que les politiques des élites essayaient de transformer le pays en une société à deux vitesses, une variante plus douce et moins violente des sociétés du Tiers Monde, la menace d'un mécontentement public a obligé le gouvernement à user de plus en plus d'autoritarisme.

> *Le moyen de contrôle social le plus évident, dans une société mécontente, est*

> *une force de police forte et semi-militarisée. L'essentiel des périphéries a été géré ainsi depuis des siècles. C'était évident pour les planificateurs de l'élite occidentale, c'est une politique qui a été adoptée, et elle est désormais largement opérationnelle. (…)*
>
> *Alors que les forces de police survitaminées étaient devenues capables de maintenir leur contrôle dans des conditions d'agitations de masses, les planificateurs de l'élite ont aussi réalisé qu'une part importante du Bill of Rights aurait besoin d'être neutralisée. (…) Le projet de neutralisation des droits a été largement mis en place, comme l'illustrent bien les raids armés nocturnes, les pratiques d'enquêtes et de saisies scandaleuses, les lois définissant de manière trop grossière les conspirations, l'invasion à grande échelle de la vie privée, les incarcérations massives, et la hausse du travail forcé en prison.*

Moore conclut : « Le Rubicon a été franchi – les techniques d'oppression longtemps utilisées en périphérie de l'empire sont importées dans le cœur »[729].

Avec l'aide de la guerre à la drogue, et ses cousines, guerre aux gangs, au terrorisme, etc., l'appareil de répression a continué à croître. La guerre à la drogue a transformé le Quatrième Amendement en papier toilette ; des confiscations civiles, avec l'aide de codétenus dénonciateurs, donnent à la police le pouvoir de voler la propriété sans même lancer une procédure – une source lucrative de fonds pour des hélicoptères et des vestes en kevlar. Les équipes SWAT ont mené à la militarisation des forces de police locale, et l'entrainement joint avec les militaires a mené beaucoup de départements de police urbaine à considérer les populations locales comme un ennemi sous occupation.[730]

Le vieux copain de Reagan du temps de la Californie Giuffrida a refait surface dans les années 1980 à la tête de la FEMA, où il a travaillé avec Oliver North à affiner le Garden Plot. North, en tant qu'agent de liaison avec le Conseil de Sécurité Nationale du FEMA de 1982 à 84, a développé un plan « pour suspendre la constitution dans l'éventualité d'une crise nationale, comme une guerre nucléaire, de dissensions internes violentes, ou une opposition nationale à une invasion militaire états-unienne au-delà des frontières »[731]. Garden Plot, c'est significatif, a été mis en place localement pendant les émeutes pour Rodney King, et peut-être aussi lors de manifestations anti-mondialisation[732]. La Delta Force a fourni du renseignement et du conseil dans les cas précédemment évoqués et à Waco[733].

L'appareil de l'État policier est encore monté d'un cran sous l'administration Clinton, avec le passage de la soi-disant loi contre le terrorisme en 1996. La loi Clinton, qu'on peut juger plus dangereuse que tout ce qui a été fait depuis par Ashcroft, a donné au président un droit général de déclarer n'importe quelle organisation comme "terroriste", simplement par décret, et de saisir ses biens sans la moindre procédure légale. Depuis lors, saisissant l'opportunité fournie par les attaques du 11 septembre 2001, le département de la justice d'Ashcroft a réussi à imposer (via le Patriot Act) une véritable liste de mariage de mesures concernant les polices des États, désirées par le FBI, et que le Congrès avait refusé de laisser passer cinq ans plus tôt.

La croissance post-11 septembre des polices d'États concorde bien avec les réactions pré-11 septembre contre les mouvements altermondialistes qui, depuis Seattle, avaient remplacé les mouvements dits constitutionnalistes et des milices comme préoccupation majeure des responsables de l'application de la loi fédérale[734]. John Timoney, commissaire à la Police de

Philadelphie pendant les émeutes d'août 2000 à la convention du parti républicain[735], a été un proche associé de Tom Ridge, conseiller et secrétaire du très discuté Bureau de la Sécurité Intérieure. Avant le 11 septembre, Timoney était un adversaire virulent de la "conspiration anarchiste internationale" visant à interrompre les rencontres sur la mondialisation, et un défenseur de l'usage du statut RICO[91] et de tactiques d'application brutale de la loi fédérale afin de briser le mouvement altermondialiste. En août 2000, il a commis ce qui peut être considéré comme l'usage le plus brutal, étendu et créatif de l'espionnage policier, du harcèlement et de l'arrestation préventive d'activistes sur la base de charges bidonnées de toutes les polices locales impliquées, dans son combat contre le mouvement post-Seattle[736]. En tant que chef de la Police de Miami, il a supervisé les forces de police anti-émeute durant les rencontres de la Zone de Libre-Échange des Amériques. Le nom de Timoney a périodiquement refait surface dans les médias grand-public en connexion avec le Bureau de la Sécurité Intérieure, généralement en lien avec une rumeur faisant de lui un prochain bras droit de Ridge. Les dispositions concernant le "terrorisme économique" du Patriot Act peuvent s'appliquer à beaucoup des tactiques d'action directe utilisées par les IWW et d'autres syndicats radicaux ; à ce rythme, on peut se demander quand les lois sur le "syndicalisme criminel" d'il y a 80 ans seront ressuscitées sous ce type de déguisement.

Une innovation particulièrement créative de la guerre contre la drogue, appliquée depuis à d'autres domaines, est de faire de chaque personne avec qui les États-Unis traitent un agent de police. Les banques sont tenues de rapporter tout mouvement d'argent "suspect" ; les programmes "know your customer[92]" imposent aux vendeurs de rapporter les achats d'objets qui pourraient être utilisés dans un cadre de production de drogue ; les bibliothèques sont mises sous pression pour rapporter les noms de lecteurs d'œuvres "subversives" ; les programmes DARE font des enfants des informateurs de police.

Les médias et la culture populaire collaborent également. Dans les fictions policières, « les droits sont une blague, les accusés sont de détestables sociopathes, et aucun criminel n'est jamais amené devant la justice sans qu'un noble flic ou procureur ne pousse un peu au-delà des limites de la légalité. »[737] Pendant ce temps-là les écoles, au travers de leur "socialisation par groupes de pairs" (qu'on pourrait appeler encasernement de la société), DARE et l'idée de "tolérance zéro", sont en train de façonner une population conditionnée depuis son plus jeune âge à croire que la meilleure façon de réussir c'est de plaire aux figures d'autorité, d'éviter de faire des vagues, et de croire ce qu'on leur dit – et que chaque problème ou situation embarrassante devrait se régler en courant auprès de quelque dépositaire d'une autorité.

La technologie informatique et les médias numériques ont augmenté le potentiel de surveillance à des niveaux orwelliens. L'existence d'énormes bases de données informatiques, de programmes de surveillance comme Échelon et Carnivore, et les expérimentations policières usant de caméras de surveillance, technologies de reconnaissance faciale numérique, et bases de données de photos numériques, ont rendu par leur combinaison un État de surveillance totale techniquement possible à mettre en place. Bien que des ballons d'essai comme le Total Information Awareness soient occasionnellement mis en place, la population résiste encore aux derniers pas allant vers une base de données de surveillance universelle ou une carte d'identité nationale. Il ne fait aucun doute qu'Ashcroft a déjà dans le tiroir de son bureau le brouillon de la législation permettant de les mettre en place, et prêt à

91 *NdT : normalement prévu pour la lutte contre le grand banditisme.*

92 *Littéralement : "connais ton client". Ces programmes sont depuis universellement imposés par voie légale ou réglementaire pour lutter contre nombre de petites choses qui ennuient beaucoup les bureaucrates. Il existe également des programmes regroupés sous le signe AML, anti-money laundering, supposés lutter contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale.*

être sorti à la moindre attaque terroriste qui, de manière bien pratique, rendra à la population l'attitude servile nécessaire pour l'occasion.

La réponse habituelle à ceux qui craignent ces capacités (de la part de cette sorte de "conservateurs souhaitant un État minimal" mais pleins de zèle quand il s'agit de mettre en place un État sécuritaire), est de mettre au défi les libertariens de la société civile de leur montrer "un exemple" des abus dus au Patriot Act. La question des pouvoirs dont dispose le gouvernement sur le papier, et de ce qu'il pourrait décider d'en faire s'il trouvait ça "pratique", est bien plus importante que celle de l'usage qu'il en a fait jusqu'à maintenant. Tous les droits dont nous disposons, nous les avons arrachés au gouvernement, ce n'est pas le gouvernement qui nous les a accordés de son plein gré. La seule garantie dont nous disposons pour ces droits, en dernière instance, c'est notre capacité à en faire usage contre la volonté du gouvernement, et notre capacité à résister s'il tente de les restreindre.

L'argument de la pente glissante utilisé contre le contrôle des armes est tout à fait aussi applicable ici : plus l'exercice d'un droit est régulé, soumis à autorisation et surveillé, moins crédible est la capacité de la population à exercer ce droit contre la volonté du gouvernement, et plus ce droit devient un privilège accordé par le gouvernement. Le gouvernement fédéral est allé loin sur la voie de la création de la structure institutionnelle complète nécessaire à une dictature, qu'il ait ou non choisi d'en faire usage ; Ashcroft cherche clairement à parcourir le reste du chemin. Le simple fait que le gouvernement soit tranquillement en train d'acquérir la capacité à nous traquer, et à maintenir notre expression et nos associations sous surveillance, et à les suspendre d'un simple trait de crayon d'un président, rend ces libertés moins assurées. L'effet est de faire de ces libertés un cadeau du gouvernement, dépendant de la continuité de sa bonne volonté.

Il y a, cependant, des limites inhérentes à ces tendances à la répression et à l'étatisme ; elles résident dans la probabilité d'une crise de légitimation détaillée dans la section précédente. Bien des aspects de la réaction néolibérale elle-même, comme le débat politiquement chargé sur la réforme de l'État-providence, sont des exemples des contradictions du capitalisme traduites dans les termes de l'administration, comme Habermas l'avait prévu.

E. Limites Intrinsèques à l'Efficacité de la Réaction Néolibérale

Même dans des périodes de crise d'accumulation et de stagnation, comme les années 1970, le capital est si sur-accumulé que l'industrie ne peut écouler sa production de manière profitable sur un marché libre, si elle opère au maximum de sa capacité. La sur-accumulation est la tendance crisogène sous-jacente la plus fondamentale de tous les temps.

Ainsi que nous l'avons vu, paradoxalement, une des solutions à la crise de sur-accumulation passe par encore plus d'accumulation pour augmenter la profitabilité des anciens investissements. Le terme "crise d'accumulation" fait référence non pas à des niveaux absolus d'accumulation du capital, mais à des niveaux insuffisants d'accumulation supplémentaire, ne permettant pas de rentabiliser les anciens investissements. Seulement cette "solution", bien qu'elle reporte le désastre à court terme, exacerbe plus encore les problèmes liés à la sur-accumulation à long terme, nécessitant encore plus d'accumulation dans le futur pour rentabiliser les investissements actuels. Le système est soumis à de plus en plus de sur-accumulation, et dépend de plus en plus de niveaux élevés d'accumulation future.

Du fait que la sur-accumulation est chronique et fondamentale, même dans les périodes de

crise d'accumulation, il y a des limites à la faisabilité de la réaction néolibérale. L'État ne peut revenir que dans une certaine mesure sur les acquis sociaux et économiques du travail. Donc malgré les hommages néolibéraux répétés à la gloire du "capitalisme de libre-marché", la réaction des années 1970 n'allait pas dans le sens de moins d'implication de l'État dans l'économie. Elle allait dans le sens de moins de soutien de l'État à la demande agrégée et moins d'accommodements avec le monde du travail. Et même comme ça, il n'a pas été possible de réduire la capacité de négociation du travail à des niveaux inférieurs à la période d'avant le New Deal, parce qu'il était nécessaire, pour résoudre les problèmes de sous-accumulation, d'éviter de provoquer une nouvelle crise de réalisation.

Ainsi, le système capitaliste d'État est en équilibre sur un fil. Il existe une tension permanente entre les exigences d'une production au maximum de sa capacité et une accumulation continue ; ou, comme James O'Connor l'a dit, « [il existe, NdT] des contradictions économiques (et sociales, et politiques) entre les conditions de production de la valeur et de la plus-value d'une part, et la demande effective et la réalisation de la valeur d'autre part »[738]. Les solutions corporatistes de gauche à la crise de sur-accumulation empêchent l'accumulation supplémentaire nécessaire à rendre les investissements existants profitables. Mais le transfert néolibéral des fonds de la consommation vers l'investissement menace la demande agrégée nécessaire à absorber la production à sa capacité maximale, et menace également de rendre active la tendance à la sur-accumulation, qui est toujours latente dans le système capitaliste d'État.

Dans cet état de tension généralisé, quelque chose doit bien finir par lâcher. Une possibilité de sortie, c'est une sévère récession ou une dépression qui, en dévaluant radicalement toutes les accumulations de capital existantes, augmenterait le ratio de plus-value sur le capital constant, et de ce fait restaurerait un taux de profit sain. Après les massives destructions de valeurs des capitaux dans une dépression, ceux qui en sortent au sommet sont en position de commencer une nouvelle phase d'accumulation. Pour les capitalistes qui survivent, c'est une "solution" ; mais du point de vue de la classe capitaliste dans son entier, c'est une catastrophe, qui pis est politiquement coûteuse. Un système économique qui "résout" les tensions entre l'accumulation et la production par des cycles économiques de plus en plus brutaux et sévères ressemble dangereusement au capitalisme en fin de vie prédit et décrit par Marx.

La crise fiscale de l'État, elle aussi, est chronique. À quelque point qu'on réduise l'État-providence ou qu'on émascule les syndicats, l'économie nécessite toujours plus d'apports politiques pour rendre le capital profitable. Même pendant les crises d'accumulation comme celle des années 1970, le capital demeure sur-accumulé au point de ne pas pouvoir être profitable sans une intervention massive de l'État. Et toutes ces interventions de l'État, en réduisant l'ensemble des fonds privés disponibles pour l'investissement privé, intensifient le risque de crise d'accumulation.

L'économie corporatiste, à ses niveaux actuels d'accumulation et de centralisation, est simplement incapable de produire au maximum de sa capacité et d'écouler la totalité de sa production sans d'importants apports de l'État, sans une implication massive de l'État dans l'économie. Et toutes ces interventions, de par leur nature, déstabilisent l'économie privée de telle manière qu'elle en vient à avoir besoin de plus encore d'intervention. En conséquence, le danger de crises d'accumulation et de crises fiscales est inhérent même aux formes minimales d'intervention étatique, et l'intervention étatique est elle-même absolument nécessaire à prévenir les crises de sur-accumulation et de sous-consommation. Il est impossible d'éviter les

crises d'accumulation et de réalisation sans des niveaux de consommation et de dépenses étatiques qui mettent en danger l'obtention de niveaux suffisants d'accumulation nouvelle. Et tout transfert de ressources de la consommation à l'investissement suffisant à sécuriser les niveaux d'accumulation vont mettre en danger le niveau de demande nécessaire à absorber la production d'une industrie opérant au maximum de sa capacité. Il est virtuellement impossible de trouver et de tenir le juste milieu entre ces deux tendances à la crise.

Il ne serait pas absurde de discerner dans l'histoire des cent dernières années un cycle politique de long terme d'interventions dans l'économie : un cycle politique et économique oscillant, de réactions alternatives à des crises de sur-accumulation et de sous-accumulation. O'Connor semble conscient de l'existence de ce cycle politique quand il écrit que « la crise historique crée par le capital à grande échelle et la classe productrice salariée, qui a créé les formes sociales démocrates de l'État et ses contenus – qui sont tous à la racine de la crise d'accumulation moderne »[739].

La réaction néolibérale des années 1970, et la polarisation des richesses et des revenus qui a suivi, a sans aucun doute créé de nouvelles tendances de crises de sur-accumulation. La crise imminente qui se profilait dans les années 1990 a été dissimulée par une industrie des hautes technologies largement créée par l'État. Cette nouvelle industrie a permis d'éviter une nouvelle crise de sur-accumulation en fournissant un important et profitable usage pour le capital en surplus ; une longue vague dans le cycle d'investissement comparable à ce qu'avait été l'industrie automobile au milieu du siècle. Pourtant, la polarisation des revenus et l'acheminement de toutes les augmentations de productivité dans l'investissement pour le futur préfigurent une nouvelle crise de surproduction et de sous-consommation.

Les spéculations récentes de Richard K. Moore sur un coup d'État de l'ombre contre les néoconservateurs au pouvoir sont, dans cette optique, très intéressantes. Moore suspecte, derrière la guerre feutrée des fuites sur le scandale de Plame, Abou Ghraib, etc., un mouvement dont seraient à l'origine les militaires, la CIA, et quelques carriéristes du Département d'État (sans parler des milieux d'affaires) qui auraient pour but de dégager Bush et sa clique du pouvoir[740]. Je me demande quant à moi si les têtes de la politique états-unienne ne sont pas en train de remettre en cause non seulement l'agenda politique du PNAC, mais également le consensus néolibéral lui-même. Y a-t-il un changement de politique de long terme qui soit en cours d'élaboration ou d'application, comparable à celui du début des années 1970 – mais ce coup-ci dans le sens du corporatisme de gauche ? Il serait intéressant, dans cette optique, de se souvenir de ce que disait Thomas Ferguson sur les flux d'argent des entreprises vers les partis politiques.

F. Le Néoconservatisme comme Tentative de Défense contre la Crise de Légitimation

Selon James O'Connor, l'idéologie individualiste est un élément clef de la crise d'accumulation. Sous sa forme moderne d'individualisme consumériste (la "révolution de l'augmentation des attentes"), il augmente la pression pour des salaires plus élevés et des dépenses sociales. L'individualisme consumériste est au cœur du système de légitimation du contrat social tayloriste/fordiste du New Deal. « S'ils nous payent bien, nous laisserons les patrons diriger. » Le travailleur sacrifie le travail créatif en tant qu'expression de son individualité, et trouve à la place moyen d'exprimer celle-ci par la "poursuite du bonheur" dans le domaine de la consommation.

Plus important, l'individualisme politique plus ancien, legs de la culture politique américaine traditionnelle est un frein aux transformations autoritaires nécessaires à transférer des ressources de la consommation vers l'accumulation, et à faire cesser les exigences excessives et la pression démocratique sur l'État. Les valeurs individualistes de l'ensemble de la population sont au cœur de la crise de légitimité qui limite l'action de l'État au profit du capital organisé.

L'idéologie autoritaire qu'est le néoconservatisme ("conservatisme avec un gros gouvernement", "conservatisme de grandeur nationale") est une tentative partielle de surmonter l'individualisme américain traditionnel. En lieu et place des droits inaliénables de l'individu et de la responsabilité absolue de l'État devant les citoyens, il met l'accent sur les services et sacrifices qu'on doit rendre à l'État. Considérons par exemple la plainte de Max Boot concernant la victoire facile de l'Opération Liberté Immuable en novembre 2001, et le niveau de pertes insuffisant à montrer un esprit guerrier à sa convenance. Bien que les néoconservateurs aiment à parler de "liberté", dans leur lexique, celle-ci est redéfinie comme l'ensemble des sacrifices qui sont demandés aux individus. Et quelque guerre totale que l'État soit en train de mener, celle-ci a pour but, par définition, de « défendre notre liberté ».

Il y a, cependant, des contradictions intrinsèques à la solution néoconservatrice. Les concepts de liberté et de justice contiennent des résidus culturels qu'il est au-delà des capacités des intellectuels de cour d'extirper. Transformer la culture et récrire l'histoire n'est pas aussi facile qu'Orwell l'a présenté. En effet, le néoconservatisme fait appel aux valeurs traditionnelles et aux symboles de légitimité de l'Amérique de Norman Rockwell, et essaye de les greffer à la nouvelle idéologie. Le néoconservatisme se réfère même souvent aux valeurs populistes et au ressentiment contre les élites et les parasites, bien que ses cibles soient soigneusement choisies (intellectuels, mères au foyer allocataires, "patrons syndicaux", "avocats de première instance", etc.) de façon à ne pas remettre en cause le vrai système au pouvoir. Il est douteux que le public avalerait le contenu nouveau et autoritaire du néoconservatisme si celui-ci n'était pas enrobé de vieille rhétorique populiste.

Il y a tellement de contradictions internes intrinsèques au néoconservatisme, en fait, que ses racines autoritaires ne peuvent pas être adaptées, même à une version massivement redéfinie des anciennes valeurs américaines. Le néoconservatisme, comme les souches plus anciennes de conservatismes plus conformes à la tradition américaine, se sent obligé de soutenir un gouvernement limité, le renforcement de la "société civile", etc. À l'élection de 2000, Dick Cheney a fréquemment répété que « le gouvernement n'a jamais rendu riche personne » (malgré les fortunes faites dans les travaux publics et les soutiens financiers obtenus par Halliburton KBR). Les soutiens les plus flagorneurs d'un État de guerre total à l'étranger et d'un État policier à domicile, comme Ann Coulter, saupoudrent leur rhétorique d'appels au Dixième Amendement pour restaurer l'autonomie des États de l'union et des localités, et de dénonciations des interférences des élites gouvernementales dans les familles.

Ce qui rend la tâche encore plus difficile, c'est que les idées de justice et d'équité ont un contenu réel. La propagande néoconservatrice ne peut pas inventer de nouvelles valeurs ; elle peut seulement détourner les valeurs existantes vers des cibles choisies en tordant ou dissimulant la réalité. Mais dans la mesure où toute propagande doit faire appel à des valeurs réelles, l'auditoire peut isoler ces valeurs du message de la propagande et rediriger les principes qui en découlent vers des cibles nouvelles et plus appropriées, autour de là où se trouvent les vraies élites. Dans la mesure où l'"élitisme" et le "parasitisme" ont également un

contenu réel, il existe toujours un danger que la population perçoive la contradiction entre le prêche et la pratique, et décide que les termes s'appliquent mieux aux vraies élites au pouvoir. Quand la "justice" et l'"équité" sont utilisées comme des armes de propagande, ces armes peuvent être retournées contre leurs porteurs précédents. Le langage populiste et libertaire utilisé contre des universitaires choisis et des "élites" créées par l'État-providence possède un contenu à la valeur objective, et va dans le sens de normes universelles d'équité ; quand l'action de l'élite dans d'autres domaines de la politique viole ces normes objectives d'équité, le danger est que le grand public perçoive le choix opportuniste de cibles d'une fausse élite comme inapproprié. Le terme populaire de "corporate welfare" pourrait n'être que le début de ceci.

Et la situation est aussi compliquée par le fait que l'élite au pouvoir n'aura jamais la cohésion du Parti Intérieur d'Orwell. L'État peut bien être le comité exécutif de la classe dirigeante ; mais la classe dirigeante est composée de nombre de factions (par exemple, les désaccords entre l'industrie à forts besoins en capital et celle à forts besoins en travail, entre l'industrie orientée vers le marché intérieur et celle orientée vers l'export, etc., ont été au coeur des alignements de partis tout au long du vingtième siècle). Peu importe avec quelle force une faction de l'élite d'affaires essaye de redéfinir les valeurs américaines traditionnelles et de supprimer leur vieux contenu, une autre faction aura intérêt à réinfuser les vieux contenus dans les anciens mots, et à les utiliser contre leurs ennemis du moment.

G. L'École de Francfort : Fascisme et Abandon de la Loi de la Valeur

Une solution apparente est de retirer du marché un maximum des coûts, en faisant absorber ceux-ci aux contribuables, rendant ainsi le capital plus profitable. Le processus global, derrière les politiques oscillantes de l'État, supposées répondre aux crises de sur- et sous-accumulation, en est un d'implication toujours croissante, et de déplacement de parts toujours plus importantes de l'économie du domaine du marché vers le domaine de l'administration étatique.

Théoriquement, il n'y a pas de limite. L'État peut continuer à résoudre les crises de sur- et sous-accumulation en transférant les coûts et les revenus du marché vers la sphère politique indéfiniment, jusqu'à ce que le résultat final soit une économie corporatiste de propriété privée, dans une position équivalente vis-à-vis de la classe travailleuse et des contribuables que la classe dirigeante dans certains pays asiatiques. Le rôle de l'échange de marchandises et de la réalisation dans le marché sont alors voués à graduellement décliner jusqu'à ce que les capitalistes soient l'État, et que l'économie soit un domaine géant unique, exploité par une population d'esclaves. Les propriétaires de l'économie corporatiste agiraient directement à travers l'État, comme dans le féodalisme ou dans le fonctionnement asiatique moderne, de façon à exploiter la population dans son ensemble, au travers de moyens entièrement politiques.

Certains membres de l'école de Francfort considèrent que le fascisme était exactement une tentative de mise en place de ceci. Selon Horkheimer et Adorno, Norman et Pollock, le nazisme était le reflet d'une évolution dans laquelle les capitalistes agissaient de plus en plus au travers de l'État. Ils ont envisagé qu'une société de ce type pourrait, dans le futur, abandonner à la fois la production de marchandises et la loi de la valeur. À un certain moment, dans ce scénario, le marché serait remplacé par l'administration d'État, et les capitalistes extrairaient un surplus du travail directement à travers l'État. Quand ce point serait atteint, le marché se serait complètement transformé en une économie possédée et contrôlée par l'État, et les capitalistes

ne seraient plus des capitalistes. À la place, ils seraient les possesseurs de l'économie d'État du fait de leur contrôle de l'État.

Frederick Pollock décrit ce phénomène comme la disparition, avec le « marché autonome », des « soi-disant lois économiques » : « Le remplacement des moyens économiques par les moyens politiques en tant que dernière garantie de la reproduction de la vie économique change le caractère de toute la période historique. Il signifie la transition d'une ère essentiellement économique à une ère essentiellement politique. »[741]

Malheureusement pour la classe dirigeante capitaliste, cette possibilité est essentiellement théorique. La stabilité de tout gouvernement repose, en dernière instance, sur le consentement de la population. Et même si le degré auquel l'opinion publique peut être formatée par une hégémonie idéologie est en effet stupéfiant, il y a des limites pratiques à la possibilité de légitimer une idéologie de façon à lui acquérir le soutien populaire.

Il existe aussi des limites physiques absolues. Les crises de fournitures comme dans les transports ou l'énergie devraient, selon toute probabilité, devenir plus aiguës sous un post-capitalisme. Les allouer par les seuls moyens politiques plutôt que seulement partiellement comme aujourd'hui, retirerait simplement la fonction de rationalisation des prix du marché. L'exemple de l'économie soviétique est instructif. Elle avait largement exclu la loi de la valeur de l'allocation des fournitures dans l'économie. Alors, les irrationalités inhérentes à l'ignorance de la loi de la valeur ont mené à plus de gâchis de fournitures, et à plus de besoins pour obtenir des résultats similaires. Les planificateurs d'État n'avaient aucun moyen de seulement savoir combien de ressources ils gâchaient, parce qu'il n'existait pas de base pour un calcul économique rationnel. Le résultat final a été un effondrement.

Finalement, il y a des contraintes politiques extérieures. Même en admettant l'avènement de la société de classe post-capitaliste crainte par l'école de Francfort, un tel système atteindrait certainement les limites physiques de son expansion avant d'avoir obtenu un contrôle militaire et politique total du monde entier.

Et malgré le cynisme d'Orwell, il est peu probable que les autres puissances nucléaires agissent comme facilitateurs de la fondation d'un empire mondial, ou que ces puissances admettent une obligation tacite de ne pas contester les intérêts fondamentaux des autres. Il est bien plus probable que les puissances nucléaires majeures, Russie et Chine, promeuvent leurs propres intérêts en contestant la domination américaine/occidentale, et encouragent défections et insurrections dans le Tiers Monde.

De plus, les spéculations d'Orwell sur les motivations du Parti Intérieur en Océanie sont psychologiquement irréalistes. Il est improbable, pour ne pas dire impossible, qu'une classe dominante soit capable de maintenir sa cohésion et son moral de façon à se comporter avec la dureté nécessaire à long terme pour contrôler un monde hostile. Alors que l'élite dirigeante attire, c'est certain, plus que sa part de sociopathes, les classes dirigeantes prises dans leur entièreté ne peuvent pas maintenir une hiérarchie stable sans une idéologie explicite qui la légitime, au-delà de l'intérêt égoïste conscient ou de l'amour du pouvoir pour le pouvoir.

H. Crise Politique Globale de l'Impérialisme

Dans une certaine mesure et comme nous l'avons vu plus haut, une politique néolibérale dans le Tiers Monde apporte une solution à la fois à la crise d'accumulation et à l'excès de démocratie dans le monde dit développé. La lutte des classes est transférée du monde dit

développé au Tiers Monde, et le Tiers Monde est utilisé comme base pour une attaque contre le monde dit développé. Les multinationales retirent leurs investissements du monde dit développé, utilisent des industries en déliquescence comme des vaches à lait nourrissant de nouveaux et plus profitables investissements dans le Tiers Monde.

Comme pour tous les autres aspects de la réaction néolibérale cependant, celui-ci a ses limites intrinsèques. Les politiques néolibérales dans le Tiers Monde portent en eux les graines d'une crise politique globale. Il est pratiquement certain que ce soit une crise importante à moyen terme. Mais même à court terme, les dangers de l'ordre capitaliste global sont bien réels.

À un moment, les effets du néolibéralisme (et en particulier la version dopée mise en place depuis le Tour d'Uruguay) ont toute probabilité de causer de l'instabilité dans tant de pays du Tiers Monde, et de faire émerger de plus en plus de figures nationalistes ou populistes comme Chavez et Lula, qui pourraient faire émerger un mouvement coordonné de plusieurs pays.

Si plusieurs pays du Tiers Monde d'importance significative organisaient une répudiation-surprise coordonnée de leurs dettes nationales et un retrait dans le même temps des agences de Bretton Woods, les effets sur le système néolibéral seraient dévastateurs.

Il est intéressant que nous ayons vu un quasi-effondrement du pouvoir central en Argentine, avec l'émergence de quantité d'organes politiques et économiques autogestionnaires et issus de la base ; et des régimes anti-néolibéraux et populistes au Brésil et au Venezuela – le tout en quelques années seulement. Alors que les impacts du Tour d'Uruguay et d'autres politiques néolibérales commencent à se faire sentir dans le Tiers Monde et le Quart Monde, avec pour conséquence l'agitation politique et l'émergence de mouvements nationalistes et populistes, nous pouvons espérer de plus en plus de chocs de ce type. À un moment ou à un autre, ces pays pourraient cesser de négocier avec le FMI individuellement, et tenter une action collective.

Imaginons que plusieurs pays d'importance significative du Tiers Monde effectuent un retrait simultané des institutions de Bretton Woods, et répudient dans le même temps leurs dettes internationales. Ils pourraient combiner cette action avec d'autres réformes libre-échangistes authentiques, comme l'abrogation des mesures du GATT sur la propriété intellectuelle ou la propriété industrielle, de façon à ce qu'une concurrence indigène émerge face aux corporations occidentales, et qu'elle soit autorisée à adopter des technologies modernes sans restriction. Si le pouvoir local des oligarchies féodales était brisé dans ces pays, et avec lui leur collusion avec l'agrobusiness occidental, la propriété de la terre pourrait être transférée aux paysans qui la cultivent réellement, ou à des travailleurs agricoles. Nombre de pays pourraient entrer dans des accords légalisant les banques mutuelles, les systèmes d'échanges locaux, et toutes autres formes de systèmes monétaires ou de crédit volontaires – et peut-être organiser un système monétaire soutenu par leurs États pour leurs échanges internationaux, comme alternative à la dépendance au dollar. Ils pourraient finalement annoncer une politique d'arrêt de la subvention par les revenus de l'État des projets d'infrastructures dont dépend le capital occidental pour être profitable sur leurs terres : ça signifierait toute l'infrastructure électrique, les transports, etc., services qui devraient être payés par les firmes occidentales à leur coût de production. Plutôt que de "privatiser" les entreprises d'État en les mettant aux enchères chez les cleptocrates et les multinationales, ils pourraient transformer ces entreprises en coopératives de producteurs ou de consommateurs – ce qui serait une forme de privatisation au moins aussi authentique que le pillage organisé généralement pratiqué, mais qui semble ne

jamais être adoptée dans les descriptions de Jeffrey Sachs[93] d'une réforme amenant vers un "marché libre".

Si ça vous semble trop fantaisiste, considérez la proposition récente du Brésil d'une zone de libre-échange entre le sous-groupe du G20 des nations émergentes – sans l'accord des Suspects Habituels. Le but, selon le président brésilien, est de « pleinement exploiter notre potentiel commun, qui ne dépend en rien des concessions des pays riches »[742].

Un tel mouvement pourrait même se coordonner avec les pays de l'OPEP ou la Chine, pour adopter l'Euro comme monnaie de commerce international – l'équivalent d'une bombe atomique pour les États-Unis.

Si un pays isolé prenait de telles mesures, la CIA entamerait immédiatement des tentatives de déstabilisation, comme elle l'a fait avec le Chili d'Allende ou le Venezuela de Chavez ; mais si plusieurs pays faisaient un tel retrait du système corporatiste mondial simultanément, se fournissant un support mutuel, et en appelaient au support des peuples des autres pays de par le monde, ce pourrait être plus que les États-Unis sont capables d'en gérer. Ce dernier point inclurait la mobilisation du mécontentement populaire contre les régimes ne supportant pas la manœuvre dans le Tiers Monde et le Quart Monde, la promotion des défauts de paiement et des retraits de pays toujours plus nombreux, et le soutien de l'opposition radicale au cœur de l'Empire lui-même.

Compte-tenu des divisions politiques importantes au sein du capital international, un tel mouvement pourrait même s'attirer le soutien d'un grand pouvoir rival des États-Unis. Les Européens, Russes et Chinois pourraient bien ignorer toute tentative états-unienne d'imposer des sanctions commerciales. Tout "bloc eurasien" de puissances pourrait, en effet, accueillir positivement ce mouvement comme une forme de levier stratégique, un peu comme l'URSS d'antan a accueilli le mouvement des non-alignés.

93 *NdT : Jeffrey Sachs est un universitaire américain qui a souvent été un conseiller important et influent de grandes réformes économiques "libérales".*

Partie III – Praxis

Chapitre 9 : Des Moyens et des Fins

A. Principes d'Organisation

Le Principe de Coût. Le principe de coût est essentiel à l'économie mutuelliste. Ce qui signifie que tous les coûts et bénéfices d'une action devraient être internalisés par l'acteur qui en est responsable – ou, en d'autres termes, que la personne qui consomme des biens et des services devrait payer le coût complet de leur production. Le principe de coût ne requiert pas un gouvernement autoritaire pour ajuster les coûts en fonction des bénéfices. Il requiert seulement un marché non-coercitif, dans lequel toutes les transactions sont volontaires. Disposant de ceci, les acteurs du marché s'engageront eux-mêmes seulement dans des transactions dont les bénéfices sont suffisants pour compenser leurs coûts réels. La chose la plus importante est d'éviter les coûts cachés, ou externalités, non-reflétés dans le prix.

Chacun des maux du capitalisme que nous avons examiné dans la seconde partie de cet ouvrage peut être rapporté d'une manière ou d'une autre à une violation du principe de coût. Dans chacun des cas, les bénéfices d'une action ont été décoréllés du coût, de sorte que la personne bénéficiant d'une forme particulière d'action n'a pas à porter l'ensemble des coûts qui lui sont associés.

Le gouvernement, dans son essence, est un mécanisme d'externalisation des coûts. En externalisant les coûts, le gouvernement permet aux privilégiés de vivre aux dépens des non-privilégiés. Mais chacune de ces interventions mène à de l'irrationalité et à des coûts sociaux. Par exemple :

Du fait que le travail n'obtient pas sa propre production, et que la désutilité et le produit du travail ne sont pas internalisés par le même individu, il y a des tendances aux crises de surproduction et de sous-accumulation qui nécessitent un surplus d'intervention étatique pour écouler la production en surplus.

Du fait que le travail ne possède pas ses propres moyens de production, le processus d'accumulation du capital joue contre le travail au lieu d'être à son avantage. Plutôt que de voir l'investissement être la décision d'un travailleur de consommer moins de sa propre production aujourd'hui, ou d'en consommer plus demain, c'est la décision d'un patron d'investir une part de la production du travailleur aujourd'hui de façon à lui faire recevoir encore moins de sa production demain. Au lieu d'un standard de vie amélioré pour le travailleur-propriétaire, l'amélioration de productivité résulte en une richesse non-méritée pour le propriétaire et du chômage pour le travailleur.

Du fait que les grandes entreprises ne paient pas le coût intégral des facteurs qu'elles consomment, elles consomment de manière irrationnelle et non-efficiente ; du fait que les coûts liés à la faible efficience des grandes entreprises sont externalisés vers le contribuable, celles-ci sont capables de croître au-delà du point d'efficience maximal. Et alors que les biens américains sont produits avec plusieurs fois les quantités d'énergie et de transport réellement nécessaires, le pays fait face à des coupures de courants et des goulets d'étranglement dans son infrastructure de transport.

Le principe de coût ne peut être réalisé qu'à travers un marché libre, organisé sur la base de l'échange volontaire. La loi du coût opère au travers des mécanismes de la concurrence, qui fait que les producteurs n'entrent sur un marché que lorsque le prix est supérieur à leur coût,

et le quittent dans le cas contraire. Sur un marché libre, le prix d'un bien ou d'un service est un signal du coût nécessaire à le produire. Du fait que les coûts sont visibles, reflétés par le prix plutôt que cachés, les gens (et également les entreprises à but lucratif) ne vont consommer seulement que les biens et services pour lesquels ils sont prêts à payer.

Ainsi que Proudhon l'a fait remarquer, il n'existe aucun moyen de connaître le coût réel, ou la valeur d'échange, de quoi que ce soit produit en dehors du marché.

> *Combien coûte le tabac vendu par l'administration ? Combien vaut-il ? Vous pouvez répondre à la première de ces questions : il vous suffit pour cela de passer au premier bureau. Mais vous ne pouvez rien me dire sur la seconde, parce que vous manquez de terme de comparaison, qu'il vous est interdit de contrôler par des essais les prix de revient de la régie, et par conséquent impossible de les accepter. Donc, l'entreprise des tabacs, érigée en monopole, coûte à la société nécessairement plus qu'elle ne lui rapporte ; c'est une industrie qui, au lieu de subsister de son propre produit, vit de subvention (…)*[743]

Voici une excellente description du fonctionnement du principe de coût dans une société proudhonienne basée sur les contrats volontaires :

> *Service pour service, disent-ils, produit pour produit, prêt pour prêt, assurance pour assurance, crédit pour crédit, caution pour caution, garantie pour garantie, etc. : telle est la loi. C'est l'antique talion, œil pour œil, dent pour dent, vie pour vie, en quelque sorte retourné, transporté du droit criminel et des atroces pratiques de la vendetta dans le droit économique, les œuvres du travail et les bons offices de la libre fraternité. De là toutes les institutions du mutuellisme : assurances mutuelles, crédit mutuel, secours mutuels, enseignement mutuel ; garanties réciproques de débouché, d'échange, de travail, de bonne qualité et de juste prix des marchandises, etc.*[744]

Ainsi que cette citation l'implique, l'échange équitable est étroitement lié à la réciprocité, une caractéristique déterminante du principe de coût.

> *En effet, qu'est-ce que le Contrat social ? L'accord du citoyen avec le gouvernement ? Non : ce serait tourner toujours dans la même idée. Le contrat social est l'accord de l'homme avec l'homme, accord duquel doit résulter ce que nous appelons la société. Ici, la notion de justice commutative, posée par le fait primitif de l'échange et définie par le droit romain, est substituée à celle de justice distributive, congédiée sans appel par la critique républicaine. Traduisez ces mots, contrat, justice commutative, qui sont de la langue juridique, dans la langue des affaires, vous avez le commerce, c'est-à-dire, dans la signification la plus élevée, l'acte par lequel l'homme et l'homme se déclarant essentiellement producteurs, abdiquent l'un à l'égard de l'autre toute prétention au Gouvernement.*
>
> *La justice commutative, le règne des contrats, en autres termes, le régime économique ou industriel, telles sont les différentes synonymies de l'idée qui, par son avènement, doit abolir les vieux systèmes de justice distributive, de règne des lois, en termes plus concrets, de régime féodal, gouvernemental ou*

militaire. (…)

Le contrat est donc essentiellement synallagmatique : il n'impose d'obligation aux contractants que celle qui résulte de leur promesse personnelle de tradition réciproque ; il n'est soumis à aucune autorité extérieure ; il fait seul la loi commune des parties ; il n'attend son exécution que de leur initiative.

Ajoutons que le contrat social, dont il est ici question, n'a rien de commun avec le contrat de société, par lequel, ainsi que nous l'avons démontré dans une précédente étude, le contractant aliène une partie de sa liberté et se soumet à une solidarité gênante, souvent périlleuse, dans l'espoir plus ou moins fondé d'un bénéfice. Le contrat social est de l'essence du contrat commutatif : non-seulement il laisse le contractant libre, il ajoute à sa liberté ; non-seulement il lui laisse l'intégralité de ses biens, il ajoute à sa propriété ; il ne prescrit rien à son travail, il ne porte que sur ses échanges (…)[745]

Coopération Volontaire et Libre Association. Comme le suggère notre dernière citation de Proudhon, le principe de coût et la réciprocité de l'échange dépendent du respect de deux autres principes mutuellistes : la coopération volontaire et la libre association. Ainsi que nous l'avons vu dans la première partie, la loi de la valeur fonctionne au travers de la concurrence et de la libre décision des acteurs du marché de transférer leur pouvoir d'achat et leurs ressources entre des alternatives concurrentes. C'est seulement au travers de ces actions que le prix peut donner l'information du travail socialement nécessaire incorporé dans les biens et les services.

Proudhon proposait l'abolition de l'État central territorial et son remplacement par une société organisée sur la base du contrat et de la fédération. Choses nécessairement impliquées par le principe de coût. Dans le Principe Fédératif, Proudhon fait usage d'un vocabulaire recherché pour décrire le principe de coût : synallagmatique (quand les parties contractantes assument des obligations réciproques) et commutatif (quand l'échange concerne des biens ou des services de valeur égale). Ces exigences ne peuvent être remplies que sous les conditions de l'échange égal, dans lequel chaque participant peut librement obtenir valeur pour valeur, sans être obligé d'accepter moins. Et l'échange égal n'est possible qu'avec l'entrée libre sur le marché et la concurrence.

Les relations sociales sur cette base de réciprocité requièrent une fédération : un "État" qui n'exerce que les pouvoirs révocables que l'individu lui a expressément confiés, et seulement dans la mesure où l'individu a expressément consenti à ceux-ci. L'individu demeure souverain et possède tous ses droits inaliénables, ne renonçant volontairement qu'aux actions nécessaires pour obtenir le contrat dans lequel il est librement entré.[746]

Plus récemment, la plupart des anarchistes de marché libre ont adopté le "principe de non-agression" comme base sur laquelle organiser une société libertaire.

La plupart des anarcho-capitalistes (à quelques honorables exceptions près) imaginent automatiquement une société de marché basée sur la non-agression comme ayant pour forme dominante d'organisation l'entreprise capitaliste. Mais, comme nous le verrons au cours de ce chapitre, il n'y a aucune nécessité qu'il en soit ainsi. Les mutuellistes préfèrent les coopératives de travailleurs et de consommateurs, les mutuelles, les communes et les associations volontaires aux entreprises capitalistes, en tant qu'acteurs du marché. Et mis à part pour la sorte de libertarien vulgaire qui considère instinctivement le *big business* comme

les "gentils", il n'y a aucune raison d'accepter celles-ci comme des manières valides de s'associer librement.

B. Y parvenir

Depuis Proudhon, le mutuellisme a tendance à être identifié à une approche gradualiste. Le gradualisme implique deux types d'actions parallèles :

1) créer la base institutionnelle d'une nouvelle société au sein de celle existante ; et
2) graduellement repousser l'État par une pression externe, et le supplanter avec nos formes alternatives d'organisation, jusqu'à ce qu'il soit entièrement aboli.

Proudhon évoquait cette approche de confier les fonctions dévolues à l'État à des associations volontaires par les termes de dissoudre l'État dans le corps social. Cela requiert deux grandes lignes d'actions : d'abord, « organiser (…) les forces économiques », et ensuite,

> *Fondre, immerger et faire disparaître le système politique ou gouvernemental dans le système économique, en réduisant, simplifiant, décentralisant, supprimant l'un après l'autre tous les rouages de cette grande machine qui a nom le Gouvernement ou l'État.*[747]

Le but ultime est que la distinction entre "public" et "privé" perde son sens : « que la multitude gouvernée fût en même temps multitude gouvernante ; que la société fût identique et adéquate à l'État, le peuple au gouvernement (…) »[748]. Ce qui signifie que « la notion de Contrat » devrait succéder à celle de gouvernement :

> *Ce que nous mettons à la place du gouvernement, nous l'avons fait voir : c'est l'organisation industrielle.*
>
> *Ce que nous mettons à la place des lois, ce sont les contrats. — Point de lois votées ni à la majorité ni à l'unanimité ; chaque citoyen, chaque commune ou corporation fait la sienne.*
>
> *Ce que nous mettons à la place des pouvoirs politiques, ce sont les forces économiques.*[749]

Les Wobblies utilisent la phrase « construire la structure de la nouvelle société dans la coquille de l'ancienne » pour décrire ce processus. Proudhon, les anticipant, a utilisé la très expressive image suivante :

> *Au-dessous de l'appareil gouvernemental, à l'ombre des institutions politiques, loin des regards des hommes d'État et des prêtres, la société produisait lentement et en silence son propre organisme ; elle se faisait un ordre nouveau, expression de sa vitalité et de son autonomie (…)*[750]

Brian A. Dominick, dans sa brillante "Introduction à la Stratégie du Pouvoir Jumeau », décrit ça de cette manière :

> *D'une manière générale, le pouvoir jumeau est l'organisation révolutionnaire d'une société dans sa forme pré-insurrectionnelle. C'est le second pouvoir – la seconde société – agissant dans l'ombre de l'établissement dominant. Il cherche à devenir une infrastructure par et en lui-même, et la fondation d'un futur alternatif. (…)*

> *La tâche principale d'un pouvoir jumeau populaire est de regrouper et de créer des espaces sociaux et de les faire vivre avec des institutions et des relations libératrices. Là où il y a de l'espace pour chacun d'entre nous pour agir pour nous-mêmes, nous formons des institutions non-seulement propices à catalyser la révolution, mais également à rendre meilleures les conditions d'une vie présente pleine, incluant l'autogestion économique et politique au degré le plus avancé qui soit à portée. Nous ne cherchons pas à prendre le pouvoir, mais à saisir les opportunités vis-à-vis de l'exercice de notre propre pouvoir.*
>
> *De ce fait, le pouvoir jumeau populaire est une situation dans laquelle une communauté auto-constituée a créé pour elle-même un système politique et économique qui est une alternative fonctionnelle à l'établissement dominant capitaliste/étatique. Le pouvoir jumeau consiste en des institutions alternatives qui répondent aux besoins de la communauté, à la fois matériels et sociaux, incluant la nourriture, l'habillement, le logement, la santé, la communication, l'énergie, les transports, les opportunités d'instruction et d'organisation politique. Le pouvoir jumeau est nécessairement autonome de, et en concurrence avec, le système dominant, et cherche à s'insinuer dans le domaine de ce dernier et, au bout du compte, à le remplacer.*[751]

Un tel projet nécessite une auto-organisation au niveau de la base pour construire une "infrastructure sociale alternative". Celle-ci englobe des choses comme les coopératives de producteurs et de consommateurs, les systèmes d'échanges locaux et les banques mutuellistes, les syndicats de salariés, les associations de locataires et les grèves des loyers, les associations de voisinage, les programmes (sans liens avec la police) de lutte contre le crime et de surveillance de l'activité policière, les cours volontaires pour les arbitrages civils, l'agriculture communautaire, etc. Le projet "municipaliste libertarien" de donner des fonctions de gouvernement local au niveau du voisinage et de mutualiser les services sociaux tombe aussi dans cette catégorie – pourvu que les services soient mutuellisés plutôt que municipalisés.

Peter Staudenmeier, dans un séminaire sur les coopératives à Ann Arbor, a qualifié les organisations alternatives de ce type de "contre-pouvoir social". Le contre-pouvoir social prend les formes concrètes de la "politique préfigurative" et des "contre-institutions".

> *La politique préfigurative, c'est un terme amusant qui signifie juste de vivre selon vos valeurs dès aujourd'hui, plutôt que d'attendre "après la révolution" – en fait il signifie de commencer la révolution ici et maintenant dans la mesure du possible. On peut voir ça comme l'aspect quotidien du contre-pouvoir social. Et les contre-institutions, dont les coopératives sont un exemple courant, sont les aspects structurel du contre-pouvoir social.*[752]

Jonathan Simcock, sur le site web Total Liberty, décrit une vision de l'anarchisme évolutionnaire qui inclut

> *(…) les coopératives de travailleurs, les coopératives immobilières, le travail indépendant, les systèmes d'échanges locaux, les monnaies alternatives, les banques mutuelles, les comités de locataires, les coopératives alimentaires, les redistributions, les organisations volontaires, les protestations pacifiques et les actions directes non-violentes et des tas d'autres activités similaires*

> *sont les moyens par lesquels les gens commencent à "se comporter différemment", à aller au-delà de la théorie anarchiste, et à commencer la construction des éléments d'une nouvelle société.*[753]

Depuis l'époque de Proudhon, les mutuellistes ont choisi une approche gradualiste de ce processus :

> *Une révolution sociale comme celle de 89, que continue sous nos yeux la Démocratie ouvrière, est une transformation qui s'accomplit spontanément dans l'ensemble et dans toutes les parties du corps politique. C'est un système qui se substitue à un autre, un organisme nouveau qui remplace une organisation décrépite : mais cette substitution ne se fait pas en un instant, comme un homme qui change de costume ou de cocarde ; elle n'arrive pas au commandement d'un maître ayant sa théorie toute faite, ou sous la dictée d'un révélateur. Une révolution vraiment organique, produit de la vie universelle, bien qu'elle ait ses messagers et ses exécuteurs, n'est vraiment l'œuvre de personne. C'est une idée, d'abord élémentaire et qui point comme un germe, idée qui au premier moment n'offre rien de remarquable, empruntée qu'elle paraît à la sagesse vulgaire, et qui tout à coup, comme le gland enfoui dans la terre, comme l'embryon dans l'œuf, prend un accroissement imprévu, et de ses institutions remplit le monde.*[754]

À comparer à la justement fameuse description de Landauer :

> *L'État est une condition, une certaine relation parmi les êtres humains, un mode de comportement, nous le détruisons en contractant d'autres relations, en nous comportant différemment les uns avec les autres. (…) Nous sommes l'État et continuons à être l'État jusqu'à ce que nous ayons créé les institutions qui permettent de former une vraie communauté. (…)* [755]

En termes concrets, la classe laborieuse organise la nouvelle société à travers

> *le principe d'association, par lequel ils se préparent, sur toute la face de l'Europe, à se constituer légalement en compagnies de travailleurs, concurremment avec les entreprises bourgeoises ; et d'un autre côté, dans le principe plus général encore et plus puissant de la MUTUALITÉ, par lequel la Démocratie ouvrière, consacrant dès à présent la solidarité de ses groupes, prélude à la reconstitution politique et économique de la société.*[756]

Tucker avait sa propre vision du processus. Selon James J. Martin, Tucker suggère cette "mesure corrective" :

> *Que dans chaque ville un nombre raisonnable d'anarchistes commencent une économie parallèle dans le cadre de la structure qui les entoure, et tentent d'inclure dans leurs rangs des représentants de tous les commerces et de toutes les professions. Alors ils devraient pouvoir produire et distribuer dans le respect du principe de coût, en basant leur crédit et leur système d'échange sur une banque mutuelle montée par eux, qui diffuserait une monnaie sans intérêts aux membres du groupe, "pour la conduite de leur commerce", et aiderait ainsi à l'exploitation de leur capital régulièrement croissant au travers du lancement de nouvelles entreprises. Tucker croyait qu'un tel*

> *système prospérerait dans la coquille de l'ancien et attirerait une attention croissante et la participation d'autres membres de la population urbaine, tournant graduellement toute la ville en une « grande ruche de travailleurs anarchistes ».*[757]

Le gradualisme est souvent, et de manière fausse, qualifié de "réformisme" par les anarchistes révolutionnaires. Ce n'est pas, dans la plupart des cas, une affirmation juste. En effet, la distinction entre "réformisme" et anarchisme révolutionnaire est, par bien des aspects, très artificielle. Le terme "réformiste", en toute rigueur, devrait s'appliquer seulement à ceux dont le but final est quelque chose qui ne va pas jusqu'à l'abolition de l'État et du système de classe qui en dépend. Au dix-neuvième siècle, il existait différentes écoles d'abolitionnisme, qui différaient sur les moyens qu'elles envisageaient pour abolir l'esclavage et le temps qu'elles se donnaient pour y parvenir. Mais elles étaient toutes abolitionnistes en ce sens qu'elles n'auraient été satisfaites en aucun cas hors de la disparition de tout esclavage. Un "réformiste", au sens strict, aurait été quelqu'un qui aurait souhaité transformer l'esclavage de façon à le rendre plus humain, tout en laissant intacte son essence exploiteuse.

La distinction principale entre gradualisme et révolution est essentiellement une question de degré. Par exemple, la plupart des révolutionnaires marxistes sont d'accord avec Engels sur le fait que l'essentiel du travail de sape du socialisme sera fait au sein du capitalisme, jusqu'à ce qu'aucun développement progressiste ne soit plus possible. Et c'est seulement à ce moment que la transformation de la "quantité en qualité" est supposée prendre forme, et la nouvelle société émerger de la vieille coquille qui la contient. Et même ceux qui croient que la transition du capitalisme au socialisme peut largement être gérée de manière pacifique reconnaissent probablement que quelques secousses adviendront au moment du basculement final.

On peut dire la même chose des anarchistes. Par exemple, Brian Dominick rejette la tendance à identifier la "révolution" uniquement à la période d'insurrection. Au moins aussi importants, en tant que partie intégrante du processus global révolutionnaire, sont les années qui conduisent à l'insurrection finale :

> *La création et l'existence de ce second pouvoir marque la première étape de la révolution, celle durant laquelle il existe deux systèmes sociaux en concurrence pour obtenir le soutien populaire ; l'un pour leur allégeance aveugle et dépourvue d'esprit critique ; l'autre pour leur participation active et pleinement consciente.*[758]

En effet, le processus primaire de la "révolution" est la construction de la sorte de société que nous voulons ici et maintenant. L'insurrection devient nécessaire seulement quand et dans la mesure où l'État essaye d'enrayer ou de stopper notre processus révolutionnaire de construction.

> *En dehors d'un soulèvement révolutionnaire, la formation même d'un système de double-pouvoir dans le présent est en soi un des buts de la stratégie du double-pouvoir – nous cherchons à créer une situation de double-pouvoir par la construction d'institutions politiques, économiques et sociales alternatives, de façon à satisfaire les besoins de nos communautés d'une manière essentiellement auto-suffisante. L'indépendance de l'État et du Capital sont les buts primaires du double-pouvoir, ainsi que l'interdépendance entre membres de la communauté. La situation de double-pouvoir, dans son état pré-*

insurrectionnel, est aussi parfois appelée "infrastructure sociale alternative".

Et, encore une fois, alors qu'une société post-insurrectionnelle ayant dépassé les contradictions contenues dans le terme même de "double-pouvoir" est le but final de cette stratégie, la création d'une infrastructure sociale alternative est une fin désirable en soi. Du fait que nous n'avons aucun moyen de prévoir l'insurrection, il est important pour notre propre bien-être et notre propre contrôle de nos vies, en tant qu'activistes, que nous créions des situations dans le temps présent, qui reflètent les principes de nos visions profondes. Nous devons construire pour nous-mêmes et dès maintenant et dans la mesure du possible les sortes d'institutions et de relations sur lesquelles baser notre activisme futur. Nous devons libérer des espaces, pour nous et les générations futures, à l'ombre du système dominant, où non seulement construire une nouvelle société, mais au sein desquels vivre des vies plus libres et plus paisibles dès aujourd'hui.[759]

En d'autres termes, le mutuellisme a pour but de construire la sorte de société que nous voulons ici et maintenant, sur la base d'une organisation par la base de la coopération volontaire et du secours mutuel – plutôt que d'attendre la révolution. Un personnage dans The Star Fraction de Ken MacLeod donne une description du socialisme qui pourrait avoir été formulée par un mutuelliste :

Ce que nous avons toujours décrit par le mot socialisme n'est pas quelque chose qu'on impose aux gens, c'est l'organisation des gens par eux-mêmes comme ils l'entendent en coopératives, en communes, en syndicats. (…) Et si le socialisme est réellement meilleur, plus efficace que le capitalisme, alors il peut bien concurrencer le capitalisme. Alors nous avons décidé d'oublier toute la merde étatiste et la violence : le meilleur environnement pour le socialisme est celui qui sera le plus proche d'un marché libre que vous pourrez nous donner ![760]

Rothbard avait pour habitude de citer avec approbation Leonard Read affirmant que, s'il avait un bouton magique qui pouvait instantanément éliminer le gouvernement, il appuierait dessus sans hésiter. Seulement il devrait être évident que, que l'on reconnaisse ou non la validité de l'approche gradualiste, l'État ne sera pas aboli du jour au lendemain. Et même si nous avions à notre disposition un "bouton magique" capable de faire disparaître tous les officiels, les armes et les bâtiments de l'État, quel serait le résultat ? Si la majorité de la population a encore un état d'esprit étatiste, et s'il n'existe pas d'institutions libertaires prêtes à assumer les fonctions aujourd'hui dévolues à l'État, alors un État encore plus autoritaire remplirait rapidement le vide. Ainsi que l'explique Benjamin Tucker,

Si le gouvernement était brutalement et entièrement aboli demain, il s'ensuivrait probablement une série de conflits physiques à propos de la terre et de bien d'autres sujets, avec pour fin et en réaction la reconstitution de la vieille tyrannie.

Il en appelait au contraire à l'abolition graduelle du gouvernement, « en commençant par faire chuter les monopoles sur la monnaie et la terre et en prolongeant à partir de là d'un domaine à un autre, (…) amenant avec soi une acquisition constante et une diffusion régulière de vérité sociale », de façon à ce que le public soit préparé à accepter la dernière étape du

remplacement du gouvernement par le contrat libre, même dans le domaine de la protection policière.[761]

En pratique, et en mettant de côté les arguments sémantiques sur l'opposition entre réformisme et révolution, la plupart des anarchistes sont d'accord pour dire que notre but final est l'abolition de l'État, qui a peu de chances d'arriver du jour au lendemain, et que d'ici là, nous devrions faire ce que nous pouvons pour construire une nouvelle société en partant d'où nous sommes. De ce fait, nous sommes mis face à la tâche de pousser le système qui nous est imposé dans la direction de notre choix, et de pousser jusqu'à ce que nous atteignions notre but ultime d'abolir totalement l'État. Cela implique, pour récapituler :

1) un travail d'éducation
2) la construction de contre-institutions ; et
3) de faire pression sur l'État de l'extérieur, pour le repousser hors de notre société et qu'il réduise l'échelle de ses activités.

Nous devrions faire attention à construire cette société autant que possible sans rechercher la confrontation directe avec l'autorité de l'État. Non pas que je sois un pacifiste politique dans le sens où je rejetterais l'idée de cette confrontation par principe. Peu importe le soin que nous prendrons à travailler « dans la coquille de l'ancienne » société, à un moment, nous devrons briser ladite coquille. À ce moment-là, soit l'État initiera l'usage de la force dans l'optique de faire avorter la nouvelle société, soit il sera si démoralisé qu'il s'effondrera rapidement sous son propre poids, comme les régimes léninistes l'ont fait entre 1989 et 1991. Mais quoi qu'il en soit, la transition finale sera probablement abrupte et dramatique, plutôt désordonnée, et comportera presque certainement au moins un peu de violence.

Sur la question révolutionnaire, je pense que nous devons suivre deux principes. Le premier a été formulé par Ed Stamm dans son discours sur les manifestations anti-OMC de décembre 1999 : « toute activité révolutionnaire doit avoir un soutien populaire important. »[762] Ce qui s'obtiendra tout seul pourvu que nos efforts d'éducation et d'organisation soient couronnés de succès. Ceci est inaccessible par les moyens d'une avant-garde ou de la "propagande par le fait". Le second principe, c'est qu'il ne faut rien tenter avant d'avoir construit autant que possible au sein de la structure existante. L'accouchement ne commence pas avant la fin de la gestation. Il y a des aspects d'une société sans État – par exemple le contrôle complet de l'industrie par les travailleurs, ou la propriété de la terre basée uniquement sur l'occupation et l'usage – qui ne peuvent pas être complètement obtenus sans la complète destruction du système de pouvoir actuel. Mais nous devrions parachever tout ce que nous pouvons dans le cadre actuel avant d'entamer le mouvement final.

Mais pourquoi les classes dirigeantes laisseraient-elles advenir un démantèlement, même fragmentaire, de l'appareil d'État ? Pourquoi ne préféreraient-ils pas pratiquer la répression à une perte, même partielle, de privilèges ? La réponse, c'est qu'ils ne feront usage de répression ouverte et à grande échelle qu'en dernier ressort. (Même si nous sommes au début d'une phase répressive de ce type suite au 11 septembre 2001, l'État maintiendra celle-ci à basse intensité et sporadique aussi longtemps que possible.) Une répression de ce type a peu de chances de réussir au-delà du court terme, et pourrait bien avoir pour conséquence une perte totale de pouvoir dans des circonstances extrêmement sanglantes. Les classes dirigeantes sont souvent promptes à faire des négociations pour le court terme de façon à préserver leur pouvoir à long terme. Bien que les élites dirigeantes aient pris l'initiative de créer l'État-

providence du New Deal par exemple, elles ne l'ont fait que comme un mal nécessaire, pour prévenir le mal plus grand à leurs yeux qu'aurait été une insurrection populaire. Et bien sûr, nous ne pouvons pas sous-estimer les faiblesses humaines comme le déni, le manque de perspective, et le désir de repousser l'inévitable aussi longtemps que possible. Les classes dirigeantes sont aussi susceptibles que n'importe qui d'être victimes du "syndrome de la grenouille bouillie".

Beaucoup d'anarchistes s'opposent par principe à l'usage du processus politique à des fins anarchistes. Il n'est pas éthique, disent-ils, pour des anarchistes de participer au processus politique. Voter implique de choisir un représentant qui exercera la coercition en notre nom ; et faire appel à ces représentants pour des actions est en effet une reconnaissance de leur légitimité. C'est une opinion partagée par beaucoup de variétés d'anarchistes. Du côté gauche du spectre, les anarcho-syndicalistes préfèrent ignorer l'État ; d'où la séparation des Wobblies d'avec De Leon et l'élimination de la "clause politique" du préambule des IWW. Beaucoup de voluntaryists et d'anarcho-capitalistes[763] (Wendy McElroy par exemple, ainsi que le regretté Samuel Edward Konkin de la Gauche Libertarienne) défendent aussi cette position. Joe Peacott, un anarchiste individualiste qui préserve l'héritage anti-capitaliste du mouvement, considère de même l'action d'État moralement illégitime. La seule stratégie d'action acceptable est de retirer tout consentement et toute légitimité à l'État, "jusqu'à ce que le dernier à sortir éteigne la lumière".

Le problème avec ce filon argumentaire, c'est que l'État est l'instrument d'exploitation d'une classe dirigeante. Et les exploiteurs ne peuvent pas, en tant que groupe, être "éduqués" par l'éthique à abandonner l'exploitation, parce qu'ils ont un intérêt égoïste très rationnel à la faire perdurer. Coleman McCarthy peut bien enseigner dans des classes d'"études de paix", et citer Tolstoï et "le rabbin Christ" jusqu'à ce qu'il en devienne bleu, ça n'a aucune chance de persuader la majorité de la classe dirigeante qu'ils feraient mieux de vivre de leur travail.

Si la plupart des gens ordinaires retirent simplement leur consentement et abandonnent complètement le processus politique, la classe politique abandonnera juste sa prétention que le peuple contrôle quoi que ce soit, et en viendra à assumer la répression. Aussi longtemps qu'ils contrôlent l'appareil d'État, une petite minorité de dupes des classes productrices, ainsi qu'une police bien payée et les militaires bottés, leur permettront de contrôler la population par la terreur. Une majorité de travailleurs italiens peuvent bien avoir soutenu les occupations d'usines dans les années 1920, ça n'a pas empêché les briseurs de grèves, payés par l'argent capitaliste, de restaurer le contrôle patronal.

Dans Pour la Communauté, un pamphlet sur Gustav Landauer, Larry Gambone affirme qu'il n'est plus possible d'agir hors du cadre de l'État tout en ignorant celui-ci. Le faire entraînerait le risque de « finir comme les gens de Waco ». Un « mouvement anti-politique visant au démantèlement de l'État » est nécessaire.[764]

À un certain point, avant la dissolution finale de l'État, son mécanisme doit être saisi et il doit être formellement liquidé.

Même l'anarcho-capitaliste Murray Rothbard était réaliste au sujet de ce besoin que l'État joue un rôle dans sa propre liquidation, selon les circonstances. Et c'est aussi vrai au début qu'à la fin de sa longue carrière intellectuelle. En 1970, au sommet de l'alliance que lui et Karl Hess ont formée avec la Nouvelle Gauche, Rothbard était fort réceptif à l'idée de nationaliser des entreprises capitalistes d'État nominalement "privées", avant de les mettre en la possession de

travailleurs syndicalistes, de distribuer des actions au prorata aux contribuables, ou toute autre procédure non-spécifiée.[765]

En 1992, pendant son association paléolibertarienne avec Lew Rockwell et le Mises Institute qui a occupé ses dernières années, il a fait une proposition similaire dans le contexte de la "privatisation" post-communiste : les régimes post-communistes auraient pu liquider la propriété d'État en la rendant à ses propriétaires légitimes quand c'était possible ou, quand c'était impossible (la plupart du temps dans le secteur industriel), en en transférant la propriété aux travailleurs-homesteaders. Rothbard n'a pas fléchi devant les complaintes lui reprochant de proposer une action au travers de l'État, et donc de défendre une action d'État. « Dans un sens profond, se débarrasser de l'État socialiste nécessite que l'État effectue un dernier acte, rapide, glorieux, d'auto-immolation, après lequel il s'évanouira définitivement de la scène »[766].

Je ne suis pas en train d'en appeler à des "politiciens anarchistes" pour qu'ils se présentent à des élections pour l'exercice du pouvoir politique, comme ceux qui ont servi dans la Catalonian Generalitat. Notre implication en politique devrait prendre la forme de groupes de pression et de lobbies, de façon à soumettre l'État à autant de pression externe que possible.

Une approche gradualiste au démantèlement et au remplacement de l'État de façon à lui substituer de nouvelles formes d'organisation sociale ne signifie pas que nous devons accueillir de manière équivalente toute réduction spécifique dans l'activité étatique, sans prendre en compte sa place dans la stratégie globale de la classe dirigeante. L'ordre dans lequel l'État est démantelé est tout aussi important que de le démanteler.

Nous devons comprendre la situation stratégique et agir en conséquence. L'étatisme n'existe pas par et pour lui-même. L'État est un moyen vers une fin : l'exploitation. L'État est le moyen par lequel les classes privilégiées vivent de la richesse des autres. L'État et les partis qui le contrôlent reflètent les intérêts de ces classes privilégiées. De ce fait, toute proposition politique venant de l'appareil d'État et des grands partis, quelque conforme qu'elle puisse paraître à la rhétorique libertaire, a pour but de servir les intérêts d'une faction ou d'une autre de la classe dirigeante, leur permettant d'une manière ou d'une autre de vivre du travail des classes productrices.

Ce que nous appelons "capitalisme" n'est même pas une approximation grossière d'un marché libre. C'est resté un système de pouvoir fondamentalement étatiste depuis ses origines à la fin du Moyen Âge. Depuis le début, il a permis à des éléments du marché d'exister dans ses interstices, mais seulement dans la mesure où ils servaient les intérêts de classes représentés par l'État. Les éléments de marché qui ont existé sous le capitalisme d'État des six derniers siècles ont été sélectivement cooptés, distordus et incorporés dans un cadre structurel plus large et étatiste.

Le système existant est un système de classes, dépendant de l'État pour sa survie. La politique de la classe dirigeante, vue de loin, combine des aspects libertaires et autoritaires, intégrant des éléments de liberté dans une structure globale autoritaire quand ceux-ci correspondent à son but global. Il va de soi, par conséquent, que nous ne pouvons pas évaluer chaque politique particulière en fonction du fait qu'elle réduit ou augmente les pouvoirs de l'État dans son domaine d'application seul, sans tenir compte de la manière dont elle sert l'agenda global du pouvoir et de l'exploitation. Ainsi que l'a expliqué le juge en chef John Marshall, la passivité et l'inaction de l'État reflètent ses intérêts positifs tout autant que ses actions. L'État donne plus

ou moins de latitude dans différents domaines, mais seulement en respectant une stratégie globale orientée vers les intérêts de la classe dirigeante.

La fonction centrale de l'État est de permettre à certaines personnes de vivre aux dépens des autres, grâce à la coercition. Et les deux grands partis sont purement capitalistes d'État dans leur essence. Il coule donc de source que, dans un système défini par sa nature capitaliste d'État, chaque facette particulière d'une taxe ou d'une politique réglementaire a pour but de promouvoir les intérêts des élites capitalistes d'État qui s'enrichissent grâce aux moyens politiques. Et toute réduction particulière de taxes ou de régulations promue par un parti ou l'autre a pour but, dans le contexte plus large de la politique de l'État prise dans son entier, de promouvoir les intérêts capitalistes d'État.

Dire que toute réduction de taxe particulière devrait être accueillie comme une victoire, sans analyser ce qu'elle signifie dans le contexte de la stratégie globale des capitalistes d'État, ce serait comme pour les Romains d'accueillir le recul du centre de l'infanterie d'Hannibal à la Bataille de Cannes comme "un pas dans la bonne direction", le premier pas vers un retrait général des troupes puniques d'Italie.

Je ne défends pas l'extension de l'État dans quelque domaine de la vie que ce soit, même pas temporairement ou pour des raisons tactiques – et il n'y a pas d'exceptions à ça. Et de même, je ne serai pas satisfait avant d'avoir atteint le but final qui est l'élimination totale de l'État. Mais dans la mesure où nous sommes d'accord sur le fait que procéder par incréments est une stratégie viable, l'ordre dans lequel nous démantèlerons l'État fera une énorme différence. Du fait que ses fonctions sont orientées, directement ou indirectement, à prolonger l'extraction des profits par des moyens politiques, il va de soi que les soutiens les plus centraux et structurels aux subventions et privilèges dont dépend le capitalisme d'État soient les premiers à sauter ; et ceux qui rendent le système plus supportable pour les classes les plus basses devraient être les derniers à être abolis.

Benjamin Tucker était fermement en faveur de cette approche. Il croyait que l'abolition graduelle du gouvernement la moins susceptible de faire subir une dislocation ou des injustices au travail. Étant donné que l'abolition de l'État signifiait sa dissolution graduelle dans l'organisme économique, « la question à laquelle nous faisons face n'est pas de savoir quelles mesures ou moyens d'interférence il serait justifié de mettre en place, mais lesquels nous devons élaguer en premier »[767]. Par exemple, il cite et approuve l'avertissement de Proudhon concernant l'abolition des barrières douanières avant l'abolition du monopole monétaire, qui serait "une politique cruelle et désastreuse", projetant dans le chômage les employés de l'industrie protégée « sans le bénéfice de l'insatiable demande de travail qu'un système monétaire concurrentiel créerait »[768].

Dans un texte plus récent, Roderick Long avance un argument similaire dans un texte sur la stratégie gradualiste d'abolition de l'État. Dans le cas de la déréglementation, il présente le cas d'une entreprise disposant d'un monopole imposé par l'État et soumise, dans le même temps, à un contrôle des prix. La question à laquelle serait soumis le velléitaire au démantèlement de l'État serait de savoir s'il doit abolir le monopole et le contrôle des prix en même temps et, si la réponse est non, lequel abolir en premier. S'ils sont abolis en même temps, la nouvelle entreprise "dérégulée" sera en position d'imposer des prix de monopole jusqu'à ce qu'assez de temps soit passé pour que des concurrents aient fait leur entrée sur le marché, et commencent à faire baisser les prix. C'est une injustice pour les consommateurs. Long en conclut que

l'action la plus juste est de « retirer le privilège de monopole immédiatement, et le contrôle des prix plus tard ».

> *Mais est-il seulement éthique de continuer à imposer un contrôle des prix sur ce qui est désormais une société privée, un concurrent parmi d'autres ? Peut-être bien que ça l'est. Considérons que la position privilégiée sur le marché de Gadgets en Folie n'est le résultat ni de ses propres efforts, ni de la chance, mais qu'elle est plutôt la conséquence d'agressions systématiques par le gouvernement en sa faveur. On peut alors défendre l'idée qu'une limite temporaire sur les prix pratiqués par cette compagnie peut être justifiée, de façon à l'empêcher de tirer avantage de la position imméritée qu'elle a gagnée grâce à de la violence injuste contre des innocents.*[769]

Ce principe doit être appliqué bien plus largement. La plupart des mutuellistes et des anarchistes individualistes sont d'accord sur le fait que le but principal des activités de l'État est de servir les intérêts exploiteurs de la classe dominante. La plupart sont aussi d'accord pour dire que les politiques "sociales" comme l'État-providence ont pour but premier de modérer (aux dépens du contribuable) les conséquences les plus déstabilisantes de l'échange inégal. Le mécanisme général est un vol de la vaste majorité de la population travailleuse au travers de l'échange inégal sur les marchés de la consommation et du travail d'une grande partie du fruit de leur travail, puis de dépenser une petite partie de ce gain mal acquis pour garantir une subsistance minimale aux éléments de la sous-classe les plus susceptibles de causer de l'agitation. (Bien sûr, même dans le cas de la sous-classe, ce qu'ils reçoivent en revenus sociaux n'est probablement pas suffisant à compenser ce qu'ils perdent du fait des politiques d'État de réduction de la capacité à négocier du travail et du rehaussement du coût de la vie.)

Du fait de tout ceci, la ploutocratie, en tant que premier bénéficiaire de la coercition d'État, n'aura, on peut le penser, aucune objection morale légitime à être la dernière classe à cesser de payer des impôts alors que l'État sera démantelé. Et elle n'a de même aucune objection morale légitime à ce que la classe travailleuse soit la dernière, durant le processus de transition, à perdre les bénéfices de l'action de l'État.

Une proposition politique spécifique doit être évaluée non seulement en terme d'élargissement intrinsèque des libertés, mais dans le contexte d'un système de pouvoir plus large, sur comment il promeut ou porte atteinte aux intérêts de classes qui prédominent dans ce système. Nous devons, ainsi que l'explique Chris Sciabarra dans son explication de la méthode dialectique de Marx, « appréhender la nature d'une partie en l'analysant de manière systémique – c'est-à-dire comme une extension du système au sein duquel elle est incluse »[770]. Les sous-parties reçoivent leur caractère du tout auquel elles appartiennent.

Arthur Silber, sur la base du libertarianisme contextuel de Sciabarra, explique très bien cette approche :

> *Il existe deux grandes familles de schémas de pensée, que nous rencontrons souvent chez des gens tentant d'analyser une question donnée. L'une est ce que nous pourrions appeler l'approche contextuelle : les gens qui font usage de cette méthode analysent tout fait dans le contexte dans lequel il apparaît, dans le système dans lequel il est inclus. (…)*
>
> *L'autre approche fondamentale est de se concentrer sur les principes*

> *élémentaires en jeu, mais avec une attention minime (ou nulle) accordée au contexte général dans lequel les principes sont analysés. Ce qui permet à cette approche de traiter les principes comme les Formes de Platon. (…)*
>
> *Beaucoup de libertariens adoptent cette vision "atomiste" de la société. Pour eux, c'est comme si la société dans laquelle ils vivent était complètement sans objet et ne méritait aucune analyse ou prise en compte. Pour eux, tout ce qu'on doit comprendre, c'est qu'il existe des principes fondamentaux. Et tout débat s'arrête ici. (…)*
>
> *De ceci découle, c'est un autre exemple, l'alliance de libertariens qui ont une approche comme la mienne avec la gauche, concernant la guerre contre le terrorisme. Nous tendons à nous focaliser sur les questions systémiques complexes, sur le corporatisme d'État, sur l'improbable succès de effort de "planifier" le développement d'autres pays. Beaucoup de libertariens qui soutiennent la guerre ne s'attardent que sur notre droit à nous défendre, et notre besoin de détruire nos ennemis – sans considérer le système dans lequel ces principes doivent être appliqués, la nature des parties concernées, et comment ce système peut faire échouer de tels efforts, et entraînera certainement la croissance d'un gouvernement central encore plus destructeur et puissant, ici même aux États-Unis. (…)*
>
> *Pour résumer, donc : il existe deux méthodes très différentes pour analyser n'importe quelle question. L'une d'elle se focalise sur les éléments contextuels, systémiques, et garde toujours ces éléments à l'esprit lors de l'analyse de n'importe quel problème, ou lorsqu'il faut proposer des solutions à celui-ci. L'autre se focalise quasiment exclusivement sur les principes, mais les emploie à la manière des Formes de Platon, déconnectés d'un contexte ou d'une culture spécifique. Comme je l'ai dit, ma solution est d'employer les deux méthodes, ensemble comme séparément, revenant constamment de l'une à l'autre – en faisant bien attention à ne jamais en oublier aucune des deux.*[771]

L'ennemi de l'État doit avoir une vision stratégique globale de son cru. Il est insuffisant de s'opposer à toute forme d'étatisme en tant que tel, sans une compréhension de la manière dont chaque manifestation d'étatisme cadre au sein du système de pouvoir global. Chaque exemple concret d'étatisme doit être appréhendé au travers de ses relations avec le système de pouvoir pris dans son entier et la manière par laquelle la nature de cette partie s'exprime au sein du tout auquel il appartient. Autrement dit, nous devons examiner de quelles manières il fonctionne en coordination avec d'autres éléments du système, à la fois coercitifs et de marché, pour promouvoir les intérêts de la classe qui contrôle l'État.

En constituant cette vision stratégique, nous devons faire appel à l'analyse de classe pour identifier les intérêts et les groupes clefs au cœur du système de pouvoir. Ainsi que l'explique Sciabarra, au premier abord, la vision de l'État de Rothbard peut superficiellement faire penser au gauchisme des groupes de pression : bien que l'État soit le moyen politique organisé, il sert les intérêts d'exploitation de tout groupe de factions politiques qui en prennent le contrôle à tout moment donné. Cette vision du fonctionnement de l'État ne nécessite pas de relations organiques entre les différents groupes contrôlant l'État, ou entre eux et l'État. L'État pourrait bien être contrôlé par un ensemble disparate de groupes, allant des professions

réglementées, des entreprises en recherche de rentes, des travailleurs de fermes familiales, des employés de services publics et des syndicats de travailleurs ; la seule chose qu'ils ont en commun serait le fait qu'ils s'avèrent avoir été à un moment donné les meilleurs pour se glisser au sein de l'appareil d'État.

Ce que Roderick Long appelle la théorie de classe "statocratique" (théorie de classe qui se focalise sur la composante étatique de la classe dirigeante plutôt que ses éléments ploutocratiques) tend vers cette forme de compréhension. Un bon exemple qu'il en donne est la théorie de classe d'Adam Smith et de ses disciples :

> *Par sa nature (…), un État puissant attire les intérêts qui vont essayer de diriger ses activités, et celui parmi eux qui réussira à acquérir la plus grande influence (…) constituera une classe dirigeante.*[772]

Long fait référence à David Friedman en tant qu'exemple encore plus extrême de cette tendance :

> *Il semble plus raisonnable de supposer qu'il n'y a pas de classe dirigeante, que nous sommes plutôt dirigés par une myriade de gangs en guerre permanente entre eux, constamment occupés à se voler l'un l'autre, provoquant ainsi un grand appauvrissement de leurs propres membres, ainsi que du reste d'entre nous.*[773]

Par contre, à y regarder de plus près, Rothbard ne considérait pas que l'État était contrôlé par un ensemble aléatoire de groupes mettant en avant leurs intérêts. Il le pensait plutôt contrôlé par

> *un groupe primaire, qui a acquis une position d'hégémonie structurelle, un groupe central aux consolidations et aux crises de classes dans l'économie politique contemporaine. La façon d'analyser le problème qu'a Rothbard est, en fait, profondément dialectique dans sa compréhension des dynamiques de classes, qu'elles soient historiques, politiques ou économiques.*[774]

Et comme nous l'avons vu au Chapitre 4, cette "hégémonie structurelle" n'a pas émergé au vingtième ou même à la fin du dix-neuvième siècle ; elle est une partie intégrante du capitalisme depuis l'époque lointaine où les classes propriétaires terriennes et les marchands oligarques l'ont créé par une révolution venue d'en haut, il y a cinq siècles.

L'État n'est pas une force neutre, flottant au milieu de rien et qui aurait été colonisée de manière fortuite par des assortiments aléatoires d'intérêts économiques. Il est par nature l'instrument de la classe dirigeante – ou, comme le disent les marxistes, son comité exécutif. Dans certaines sociétés de classes, comme les sociétés bureaucratiques collectivistes de l'ancien bloc de l'est, une certaine part de l'appareil d'État lui-même était la classe dirigeante. Dans les sociétés capitalistes d'État comme les États-Unis, la classe dirigeante est la ploutocratie (accompagnée de ses subordonnés issus de la Nouvelle Classe). Ça ne veut pas dire que l'exploitation économique ou la domination de classe peut émerger en-dehors de l'État ; seulement que la classe dirigeante est le parti actif qui agit au travers de l'État. C. Wright Mills, en rejetant le terme "classe dirigeante", reprochait à ce terme d'impliquer qu'une classe économique possède un pouvoir politique. C'est précisément le cas.

Toutes les réductions du pouvoir de l'État ne sont pas d'égale importance, et il pourrait être désastreux de démanteler les fonctions de l'État de manière désordonnée. Le but principal de

l'activité de l'État, directement ou indirectement, est de profiter à la classe dirigeante. Les fonctions centrales ou structurelles de l'État sont les subventions et les privilèges par lesquels la concentration du pouvoir et la capacité à faire perdurer l'exploitation sont maintenus. Les fonctions soi-disant progressistes de l'État (et malgré les délires d'Arthur Schlesinger affirmant le contraire) sont créées par la classe dirigeante, agissant au travers du gouvernement qui est son comité exécutif, de façon à stabiliser le capitalisme et à nettoyer leurs propres cafouillages.

C'est pourquoi il est essentiel que l'État soit démantelé de manière séquentielle, en commençant par les fondements structurels du pouvoir et des privilèges du monde des affaires ; après qu'un authentique marché aura été autorisé à détruire les concentrations de pouvoir et la polarisation des richesses, et à retirer la botte de l'exploitation du cou du travail, l'État-providence superflu pourra être le suivant à être démantelé. Ce programme n'est pas à confondre avec l'"anarchisme" social-démocrate de Noam Chomsky. Je ne défends pas un renforcement de long terme de l'État pour briser les "concentrations de pouvoir privé". Le pouvoir capitaliste ne peut pas survivre sans l'État. La seule problématique, c'est de choisir quelles fonctions de l'État démanteler en premier.

La réponse, alors, est un engagement actif à démanteler l'État interventionniste, sans lequel l'exploitation serait impossible – et de le démanteler en respectant un plan stratégique qui identifie la nature de classe du système actuel et explique en quoi chaque réduction spécifique de l'activité de l'État étend notre propre vision de la société qui doit lui succéder. Ce processus de démantèlement ne peut être accompli qu'au travers de grandes coalitions, au soutien populaire élargi, et formées sujet par sujet. Un bon exemple est l'alliance ACLU-NRA contre l'État policier proposé par Janet Reno. L'opposition au congrès pour le Reichstag Act (euh… USA Patriot Act) de 2001 et les propositions d'Ashcroft qui ont suivi incluent des éléments aussi disparates que Paul Wellstone et Bob Barr.

Keith Preston affirme qu'un mouvement anti-État viable devra passer outre l'obsession du clivage gauche-droite.

> *Un paradigme idéologique entièrement nouveau doit être développé. Qu'il rejette le traditionalisme et l'élitisme économique de la droite et l'étatisme de la gauche. Qu'il se base sur les meilleurs et les plus robustes éléments du libéralisme classique, du socialisme libertaire et de l'anarchisme classique mais les adapte aux circonstances contemporaines au sein d'un cadre culturel américain unique, qui réveille le meilleur au sein de nos traditions libertaires et révolutionnaires. La décentralisation politique et économique devrait être notre cri de guerre révolutionnaire. (…)*
>
> *Les principes originels de l'anarchisme classique – l'élimination de l'État autoritaire, le contrôle des économies d'échelles par des partenariats coopératifs entre producteurs, l'individualisme, l'authentique libération des groupes marginaux, la résistance à la guerre et à l'impérialisme, la décentralisation, l'association volontaire, la liberté intellectuelle et culturelle, le secours mutuel et la coopération volontaire – demeurent plus que jamais pertinents dans le monde actuel.*[775]

De même David de Leon paraphrase-t-il Karl Hess, remarquant au sujets des libertaires et des décentralistes de gauche,

> *Nous ne devrions pas mépriser les fleurissements de critiques du pouvoir et*

> *de demandes idéalistes de politiques permettant le bonheur individuel sous le seul prétexte que (…) les pétales sont rouges et noirs plutôt que rouges, blancs et bleus.*[776]

Et vice-versa ! L'ensemble du merveilleux livre de De Leon, The American as Anarchist, est un hommage à la tradition indigène, authentiquement américaine, dont on trouve des éléments dans les mouvements libertaires/libertariens et décentralistes à la fois de la gauche et de la droite, et qui préfère choisir comme symbole le Gadsden Flag plutôt que le drapeau Rouge et Noir. L'une des meilleures et des plus prometteuses tentatives d'en appeler à cette tradition populiste indigène a été la Commission Bicentenaire du Peuple, en particulier le petit livre qui en est sorti, Common Sense II.[777]

Nous devons aussi nous souvenir de le pas réserver la "solidarité" à nos clones idéologiques. La solidarité n'est pas une sorte de faveur spéciale, mais une chose à laquelle l'éthique nous contraint. Nous devons être solidaires de n'importe quelle victime d'injustice, quand elle est dans son droit, et quel que soient ses positionnements par ailleurs. Si une partie plus importante de la gauche avait exprimé de la révolte après Ruby Ridge et Waco, ça aurait pu marquer le début d'une coalition des libertaires/libertariens de droite et de gauche contre l'État policier.

Hélas il semble y avoir une production industrielle d'anti-droite obsessionnels qui se consacrent à prévenir toute coopération de ce genre. L'attitude de ces gens vis-à-vis des droites libertarienne et populiste, semble-t-il, est « Je suis d'accord avec ce que vous dites, mais je combattrai jusqu'à la mort pour vous empêcher de le dire. »

Il existe, parmi les libertaires/libertariens de gauche comme de droite, une tendance à laisser des considérations essentiellement esthétiques barrer la route de toute coopération. Et c'est aussi vrai des socialistes libertaires qui réagissent automatiquement avec hostilité aux anarchistes de marché que des libertariens de droites qui sont par exemple devenus furieux quand Michael Badnarik a fait des ouvertures amicales au candidat à la présidentielle du Parti Vert, David Cobb[778]. Dans ma propre carrière polémique, j'ai été simultanément qualifié de "vain pillard communiste" dans les cercles anarcho-capitalistes, et de "raciste nazi infiltré, adorateur de Rand" sur des sites anarchistes de la variété qui vandalise un Starbucks en le taguant avec le "A" d'Anarchie, pour avoir exprimé essentiellement les mêmes idées.

Roderick Long définit le libertarisme/libertarianisme comme « toute position qui défend une redistribution radicale du pouvoir depuis l'État coercitif vers les associations volontaires d'individus libres »[779], et divise les libertaires/libertariens entre les camps socialiste, capitaliste et populiste. Au dix-neuvième siècle, « il était assez commun pour les libertaires de différentes traditions de reconnaître une base commune d'héritage et de préoccupations », une tendance largement perdue au vingtième siècle[780]. Il passe le reste du même article à décrire la perspective idéologique de chacun des trois camps, et en appelle au dialogue entre eux pour corriger ces déficiences.

Une des raisons de l'affinité naturelle des traditions libertaires du dix-neuvième siècle, peut-être, était que le libéralisme de libre-marché était plus proche de ses propres racines radicales. Et une part bien plus large du mouvement pro-libre-marché se regardait elle-même comme part active du mouvement ouvrier. Que Tucker, Labadie, Lum, et le reste des gens autour de Liberty tombent dans cette catégorie, cela va sans dire. De même pour les Georgistes. Même Herbert Spencer, qui par moments ressemble beaucoup à un apologiste vulgaire du capitalisme

des nouvelles générations, était un disciple de Thomas Hodgskin avec des idées décidément provocatrices sur la terre et le crédit. La fin de cet espace de rencontre peut avoir été hâtée, ainsi que le suggère Shawn Wilbur, par la séparation au sein du mouvement anarchiste entre les individualistes nés américains et les collectivistes immigrés, une séparation symbolisée par la guerre polémique entre Tucker et Most. Après cette séparation, l'anarchisme importé de Bakounine et Kropotkine est devenu le courant anarchiste dominant, et l'individualisme marginalisé du groupe de Liberty a abandonné ses racines socialistes et est tombé sous la coupe de la droite capitaliste.

Pour la construction de formes alternatives d'organisation, ainsi que pour démanteler l'État, nous devons nous souvenir que nos progrès ne dépendent pas de la conversion de la majorité des gens à l'anarchisme, ou de trouver des gens d'accord avec nous sur tout. Nous devons juste faire appel aux valeurs que nous partageons avec certains, sur des questions particulières. Et nous ne devons pas nous isoler dans un mouvement idéologiquement pur, de "vrais" anarchistes et attendre là que les autres 99,xx % de la société viennent nous rejoindre. Le progrès, ce n'est pas tout ou rien. Ainsi qu'a pu le dire Larry Gambone dans « An Anarchist Strategy Discussion »,

> *(…) une orientation de masse (populiste) nécessite que l'on recherche les différentes croyances et activités qui sont d'une nature générale libertaire et sociale et que l'on rencontre parmi les gens ordinaires. Ces orientations peuvent consister en n'importe quelle forme de décentralisme, de démocratie directe, de régionalisme, d'opposition au gouvernement et à la réglementation, en toutes les formes d'association volontaire, d'échange libre et de secours mutuel.*[781]

En d'autres termes, nous devons aller vers les gens tels qu'ils sont, et rendre nos propositions pertinentes à leurs yeux.[782]

Les anarchistes appartiennent à nombre d'organisations sociales et politiques, au sein desquelles ils forment une minorité décidée. Nous pouvons agir au sein de ces groupes pour promouvoir un agenda libertaire. Ce qui implique de faire cause commune avec des mouvements qui ne sont pas anarchistes à proprement parler, mais veulent néanmoins pousser la société dans une direction plus libre et moins exploiteuse. Certains peuvent bien être nominalement de droite, comme le mouvement de l'école à la maison ou les défenseurs du droit de porter une arme. Mais la séparation entre populisme et élitisme, ou entre le libertarisme et l'autoritarisme, est bien plus important que le fétichisme de la gauche et de la droite. Pour citer encore une fois Gambone, dans son "Qu'est-ce que l'Anarchisme ? » :

> *Le futur de l'anarchisme, s'il en a un, impliquera au mieux quelques milliers de personnes, en tant qu'individus et petits groupes, au sein d'organisations décentralistes de taille plus ou moins importante. (Certains choisiront de travailler seuls, répandant le message anarchiste à travers des écrits et publications.) Il est impératif que ces gens, si peu nombreux, et disposant néanmoins d'une influence potentielle, sachent de quoi ils parlent et sur quoi ils écrivent.*[783]

Les gens qui se qualifient eux-mêmes d'"anarchistes" ne sont probablement pas un sur mille, et ne le seront peut-être jamais. Mais les noms importent peu : ce qui compte, c'est la substance. Huey Long a dit que si le fascisme arrivait un jour en Amérique, ce serait sous le nom du

"100 % américanisme". Si l'anarchie advient, ce sera probablement sous le nom de "décentralisme", "démocratie participative", ou "justice économique".

Considérant les questions de coalitions politiques, nous devons aussi garder à l'esprit qu'une société post-État, post-capitaliste, ne sera probablement pas organisée selon l'idéal de qui que ce soit. N'ayant pas compris ce piège, Rothbard envisageait une société sans État organisée autour d'un consensus sur le "code légal libertarien". Sciabarra a fort justement critiqué la pulsion totalisante de Rothbard pour sa sortie de l'histoire et pour avoir proposé une société organisée autour de l'axiome de non-agression, totalement anhistorique – et avec peu de considération sur la manière de le faire émerger dans la société existante.[784]

La chute de l'État corporatiste actuel, presque certainement, n'adviendra pas du fait de l'action d'une seule organisation ou idéologie. Il n'y aura pas de mutuellistes bolcheviques pour prendre d'assaut le Palais d'Hiver du capitalisme d'État et de là modeler une nouvelle société sur la base du principe de coût et de la libre association.

Quand l'État corporatiste tombera, ce sera la conséquence de deux facteurs. L'un sera les crises internes du capitalisme d'État lui-même, et le fait qu'il n'est pas soutenable. À un certain moment, la demande de fournitures comme le transport et l'énergie, et de dépenses d'État pour externaliser les coûts de fonctionnements et rendre le capital artificiellement profitable excéderont les capacités du système à les fournir. L'autre facteur sera la pression de l'extérieur ; et cette pression a toute probabilité de venir d'une ensemble de mouvements dont le seul point commun sera de ne pas aimer l'État centralisé et le capitalisme corporatiste.

La conclusion la plus probable est une panarchie dans laquelle une large variété de systèmes sociaux et économiques coexisteront (au moins pour un temps) avec des îlots de territoires sous le contrôles des forces armées du vieil État, tentant de redevenir des États régionaux, etc[785]. Les communautés locales pourraient expérimenter des idéologies allant du syndicalisme, du mutuelliste et du georgisme au racialisme et à la théocratie.

Nous, anarchistes individualistes, mutuellistes, et autres socialistes de marché, bien que nous appartenions à la communauté plus étendue du libre marché et partagions une affinité avec les anarcho-capitalistes sur certaines questions, ne devons pas commettre l'erreur de leur permettre de définir les orientations stratégiques pour nous. Nous devons en particulier éviter le danger d'accepter leurs préférences esthétiques et culturelles, comme leur identification spontanée et erronée du marché à des entités capitalistes stéréotypées comme les entreprises à but lucratif. Une coopérative de producteurs volontaires, une commune, ou une société de secours mutuel sont des institutions de marché libre. Une grande entreprise telle que celles fonctionnant au sein du système capitaliste d'État ne l'est ni de près ni de loin.

Quoi qu'il en soit, la forme de propriété privée authentique incarnée par la mutuellisation de propriété officiellement étatique est certainement plus proche de l'esprit du marché libre que les corporations nominativement privées dont les dépenses opérationnelles et l'accumulation du capital sont subventionnées par l'État, dont les débouchés sont garantis par un marché d'État, et dont la protection de la concurrence sur les prix doit tout à l'État.

Comme il est mentionné plus haut, une récente ouverture en direction du Parti Vert par le candidat libertarien à la présidentielle Badnarik a entraîné des hurlements outragés de certains libertariens du courant majoritaire. Mais le programme vert, combinant nationalisations et décentralisations, n'est pas de manière évidente plus "étatiste" que les privatisations de "libre marché" recommandées par Milton Friedman et Jeffrey Sachs. Quoi

qu'il en soit, il serait probablement plus facile d'atteindre le but final qui est une société basée sur les relations volontaires en passant par des nationalisations suivies d'un laisser-aller mutuelliste, que par la formule libertarienne vulgaire standard.

Un élément de la plate-forme des Verts habituellement critiqué avec une acuité particulière parmi les libertariens est le soutien à l'idée d'une assurance santé nationale à financement unique, payée par le contribuable – ce qui, apparemment, ne pourrait pas être moins libertarien. Seulement, en mettant cette mesure de côté, quelle industrie est plus étatiste que les hôpitaux nominalement "privés", dont les personnels médicaux bénéficient d'un monopole d'État sur leurs diplômes, dispensent des soins "standard" normalisés par des comités et des écoles sous la coupe de Big Pharma, prescrivant des drogues qui ont été développées grâce à d'argent du contribuable et sont sous la protection de brevets, et dont les fonds viennent largement de Medicare et Medicaid ?

Je ne suggère pas que la nationalisation et la mise en place d'un financement unique, même comme prélude à une décentralisation et à un contrôle coopératif, soient une bonne idée. Je ne le pense pas. J'affirme simplement qu'un projet commun entre des libertariens et des Verts de nationalisation et décentralisation orientées vers un projet de mutuellisation par les patients n'est pas de manière évidente plus "anti-libertarien" que la méthode d'action standard de Tonton Milty[94], en coopération avec des multinationales géantes, consistant à "privatiser" (dans des termes très favorables, cela va sans dire), des équipements gouvernementaux créés à la sueur du front des travailleurs contribuables. Il y a au moins autant d'espace pour coopérer avec les socialistes libertaires du type Vert qu'il y en a pour coopérer avec les habituels "gentils" du libertarianisme vulgaire.

Murray Rothbard, écrivant en 1969, était très réceptif à la proposition de Galbraith de nationaliser les corporations dont plus de 75 % du revenu était dû au gouvernement. En effet, pourquoi s'arrêter là ? « Cinquante pour-cent semble être un compromis raisonnable pour déterminer si une compagnie est essentiellement publique ou essentiellement privée.[786] » Et une fois qu'on a accepté ce principe, baser la nature étatique d'une corporation sur le pourcentage de ses revenus dus à des fonds d'État semble d'une certaine manière bien arbitraire. Quelle part des revenus nominalement "privés" qu'elle reçoit des contribuables est artificiellement gonflée par une position de monopole imposée par l'État ? Quelle part de sa marge de profits dérive de payer les travailleurs moins que ce qu'ils gagneraient dans un marché du travail libre ? L'entreprise typique de la liste des Fortune 500 (à peu près aussi "privée" qu'un seigneur foncier féodal) est empêtrée dans un réseau de privilèges et de coercition au milieu desquels les dons purs et simples d'argent d'État pourraient bien ne représenter qu'une part mineure.

Notre but final est une société dans laquelle toutes les transactions et les associations sont volontaires. Une société de collectifs volontaires et de coopératives est au moins autant une société de libre marché, de ce point de vue, qu'une société dans laquelle tous les biens et services que nous consommerions seraient fournis par Global MegaCorp ou assimilé. En effet, il est bien plus probable que les premières formes d'organisations survivent dans une société de libre marché que la seconde. Et en allant dans cette direction, nous devons garder à l'esprit qu'un collectif volontaire est beaucoup plus légitime en tant qu'institution de libre marché qu'une entreprise "privée" qui tire la plus grande partie de ses profits de l'État. C'est une question pratique qui concerne notre manière d'avancer, et nous ne devons pas laisser les

94 *NdT : « Uncle Milty » → Milton Friedman*

apologistes habituels de Global MegaCorp déterminer nos loyautés et nos préférences pour nous.

Au sein d'une société dont la structure même de l'économie des entreprises est étatiste dans ses fondements, la nationalisation n'est en aucune manière l'antithèse évidente d'une réforme de libre-marché ; ainsi que Rothbard l'a bien compris il y a trente ans, ce pourrait être un pas en avant stratégique vers une réforme de libre-marché. Si les cibles, en tant que parties intégrantes d'un système étatiste, sont légitimes, et si le point vers lequel on souhaite se diriger est une société basée sur l'association et l'échange volontaires, alors c'est une question qui mérite de la prudence, pas un refus de principe.

Dans tout ce développement sur une stratégie politique pour "défaire" l'État, nous devons nous souvenir que ce n'est qu'un but secondaire. Nous sommes obligés de viser ce but seulement parce que l'activité de l'État interfère avec notre activité primaire – ce que les Wobblies appellent « construire la structure de la nouvelle société dans la coquille de l'ancienne ». Jusqu'à la crise finale de l'étatisme, dans laquelle la tentative de répression de l'État amènera à la rupture finale avec le vieux système, il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire au sein de la société existante pour construire une nouvelle forme d'ordre social.

Et bien sûr, le travail d'éducation est primordial à ce processus de construction.

> *Un aspect majeur du développement d'un changement subjectif parmi la population est de toucher les gens vivant en dehors du pouvoir jumeau, dans les filets du système dominant. Pour cette raison, toute communauté de pouvoir concurrent doit disposer de son propre média. La propagande implique la critique publique et le démantèlement idéologique des notions et institutions sociales dominantes, en même temps que la promotion active des alternatives révolutionnaires. Autrement dit, le double-objectif du propagandiste inclut la destruction de la légitimité perçue de la pensée et de la structure dominantes, plus une publicité des bénéfices d'appartenir à la communauté de pouvoir jumelle.*[787]

Le travail d'éducation devrait commencer, si vous nous pardonnez le cliché, avec les gens là où ils se trouvent, et se mettre en place à partir de là. Nous devons nous focaliser sur les aspects du système actuel que les gens trouvent les plus déplaisants ou gênants dans leurs propres vies, montrer le rôle que l'intervention de l'État sur les marchés joue dans la création de ces dysfonctionnements, et fournir des exemples vivants des différentes manières dont ces dysfonctionnements peuvent être surpassés en faisant appel uniquement à la coopération volontaire.

Nous pourrions aussi constater, en construisant des organisations sociales alternatives et en pressurant l'État pour qu'il se défasse simultanément, qu'il y a une puissante synergie entre ces deux pistes. Il n'est pas nécessaire d'aller sur l'une aux dépens de l'autre ; nos succès sur l'une renforceront souvent notre position dans l'autre combat.

Quand c'est stratégiquement approprié, nous devrions coordonner le programme politique avec le programme non-politique de construction des institutions alternatives. Le mouvement social peut être utilisé à mobiliser un soutien à l'agenda politique et pour mettre la pression sur l'État de façon à lui imposer un retrait stratégique. Le mouvement politique peut fournir une couverture politique pour le mouvement social, et rendre moins faisables des répressions de masse.

Même lorsqu'il est imprudent pour le mouvement social d'en venir à l'illégalité à grande échelle, celui-ci peut se comporter comme un "gouvernement de l'ombre" et contester publiquement chaque action commise par l'État (ainsi que l'a fait le système de l'ombre des conseils et des comités de travailleurs avant la Révolution d'Octobre). Alors même que ces "institutions de l'ombre" pourraient être impuissantes à appliquer leurs politiques opposées au pouvoir officiel, il y a là une opportunité à des exigences publiques : « Pourquoi recourez-vous à la coercition étatique pour nous empêcher de contrôler nos propres écoles, communautés, etc. ? » (Ceci peut être particulièrement efficace pour montrer l'hypocrisie du "populisme" frelaté des Républicains, avec ses appels fréquents au décentralisme et au contrôle politique local.) L'objectif est de maintenir l'État en déséquilibre permanent, et de le forcer, pour chacun de ses mouvements, à en répondre devant le jury de l'opinion publique.

Un bon exemple de l'application de ce genre d'idées nous est donné par les tentatives locales d'organisation contre les propriétaires fonciers. Tant que l'État est légalement obligé d'imposer les droits de propriété des propriétaires fonciers, toute victoire de squatteurs ne peut être que de court terme et locale, sans conséquences permanentes et significatives. L'autre côté de la médaille, c'est que les squatteurs sont des indigents, sans domicile, n'ayant que très peu à perdre – après tout, il semble que des gens commettent quelque délit mineur autour des premiers froids chaque année, juste pour obtenir trois lits dont un pour bébé jusqu'au printemps. Si chaque logement vacant ou abandonné d'une ville est occupé par les sans abri, ceux-ci auront au moins un refuge jusqu'à en être expulsés par la force. Et les contraintes politiques contre l'usage de la force à grande échelle (si les squatteurs se limitent d'eux-mêmes à des tactiques non-violentes et savent comment faire usage de la presse à leur avantage) ont toute probabilité d'être insurmontables. Dans le même temps, le mouvement des squatteurs doit se livrer à une action majeure, à la fois d'éducation et de propagande, développer la conscience politique parmi les résidents urbains, attirer l'attention et la sympathie du public vers ceux qui s'opposent au caractère prédateur de la propriété foncière en absence et – le plus important – maintenir l'État et les propriétaires perpétuellement sur la défensive.

Même au sein du cadre légal existant, les unions de locataires renforcent la main des occupants contre les possesseurs absents et réduisent la capacité des propriétaires fonciers à extraire la rente en monopolisant la propriété. Karl Hess et David Morris, dans Neighborhood Power, font référence à des grèves des loyers qui ont mené à une expropriation légale des rentiers. Dans certaines villes, les lois régulant la capacité de négociation collective entre les locataires et les propriétaires imposait aux locataires de mettre leurs loyers en dépôt fiduciaire pendant une grève. Certains propriétaires ont ainsi été amenés à la banqueroute par des grèves des loyers, et leurs anciennes propriétés rachetées par les locataires avec l'argent du dépôt ![788] Les branches légales du mouvement, comme les syndicats de locataires et les assemblées de voisins, peuvent aussi être utilisées de façon à faire pression et à apporter une couverture politique aux squatteurs. Les mouvements de squatteurs et de locataires peuvent s'intensifier et se renforcer mutuellement lorsqu'ils font pression sur l'État.

Pour ce qui est de mettre l'État sous pression pour qu'il se retire de la société, tout autant que pour l'usage de pressions politiques pour défendre notre contre-organisation contre la répression, la technologie moderne a ouvert des possibilités exubérantes de formes d'opposition basées sur des associations et des groupes d'affinités énormes.

Le potentiel de telles organisations est alarmant pour ceux qui sont au pouvoir. Une étude pour

la Rand Corporation de David Ronfeldt (The Zapatists "Social Netwar" in Mexico, MR-994-A) avertissait que des coalitions basées sur l'Internet comme le réseau de support pro-zapatiste pourraient surcharger le gouvernement de demandes populaires et rendre la société "ingouvernable"[789]. Cette étude a été écrite avant les manifestations anti-OMC, donc il ne fait aucun doute que le mouvement post-Seattle met nos grands maîtres en panique. Des organisations de ce type permettent de réunir des coalitions ad hoc de milliers de groupes d'affinités en très peu de temps ; elles peuvent organiser des manifestations de masse, diffuser des articles de presse par milliers et attaquer en escadre le gouvernement, le pressurer avec des courriers envoyés en masse, des appels téléphoniques et des courriers électroniques. Ça ressemble fort à l'"excès de démocratie" et à la "crise de gouvernabilité" dont Huntington avertissait dans les années 1970 – mais à un ordre de magnitude au-dessus de tout ce qu'il avait pu imaginer alors.

La disponibilité de méthodes de lutte décentralisées de cette sorte devrait renforcer notre compréhension de la nécessité d'alliances ad hoc, basées sur les circonstances, avec des gens d'orientations idéologiques différentes. Quand il s'agit de démanteler la capitalisme d'État, nos alliés incluent non seulement les anarchistes et la gauche libertarienne, mais les populistes, les constitutionnalistes, et les libertariens de droite. Seule une minorité sera d'accord avec nous sur tout. Mais sur beaucoup de questions, nous pourrions bien trouver une majorité prête à coopérer. Et aussi longtemps que notre vision stratégique n'est pas sujette à compromis, nos victoires sur des questions particulières ne font que renforcer notre position stratégique dans la poursuite d'autres buts.

Une propriété importante de cette forme d'organisation décentralisée, c'est sa résistance face aux tentatives de l'État de faire usage de répression, ou de la décapiter. Nous renforcerions cette propriété en organisant un réseau téléphonique redondant, des messageries électroniques et des radio-amateurs au sein de chaque organisation radicale, puis en développant des communications redondantes similaires entre les organisations, pour avertir le mouvement entier de résistance le plus vite possible en cas d'arrestations de masse.

Et quand l'État tente d'arrêter ponctuellement quelques leaders, d'une organisation à la fois, nous devrions diffuser l'information, non-seulement aux groupes "radicaux" et à la presse alternative aussi vite que possible, mais également à la presse grand public. Si vous appartenez à une organisation dont des activistes ont été ciblés de cette manière, diffuser la nouvelle aussi largement et aussi loin que possible sur le net et sur papier, avec les informations de contact des officiels impliqués. Si vous trouvez un message de cette sorte dans votre boite aux lettres, prenez le temps d'appeler ou d'écrire aux brutes en uniforme avec vos plaintes, et de passer la nouvelle à d'autres. Par exemple, j'ai une fois appelé un bureau de police locale pour protester contre l'arrestation illégale de manifestants, après avoir vu un appel à l'action dans un newsgroup ; l'opérateur harcelé m'a dit qu'ils étaient si submergés qu'ils devaient renvoyer les appelants vers la police d'État. Chaque répression contre une organisation devrait mener à ce que l'État soit assailli par un essaim de coups de fil, et à ce que la presse soit saturée de lettres et de propositions d'articles.

La même approche a la même utilité dans l'arène politique. Chaque tentative de développer l'État-providence pour les entreprises, ou de passer des augmentations réglementaires au profit du capitalisme d'État, devraient être suivies d'un mitraillage de ce genre des bureaux des congressistes. Chaque tentative de développement sectoriel de l'État policier, dont nous avons vu beaucoup d'exemples depuis le 11 septembre, est la tentative de l'État de prendre la

température de l'opinion publique en glissant un orteil dedans. Chacune de ces tentatives devrait être suivie d'un ébouillantage sévère, avec des téléphones sonnant sans cesse et des boites mails surchargées.

Avant de conclure ce chapitre (et ce livre), nous devrions brièvement examiner quelques problèmes pratiques avec la praxis mutuelliste qui n'ont pas été traités jusqu'ici. Comme nous l'avons vu dans le Chapitre Cinq, en examinant l'analyse de Bill Orton sur les théories concurrentes concernant les droits de propriété, aucune de ces théories n'est de manière évidente correcte par principe. Le libre marché, les communistes libertaires, les syndicalistes et d'autres sortes d'anarchistes collectivistes doivent apprendre à coexister en paix et dans un respect mutuel dès aujourd'hui, dans notre combat contre l'État corporatiste, et demain, dans la panarchie qui pourrait lui succéder. Nous devons apprendre le respect mutuel pour la légitimité de nos prétentions historiques sur le terme "libertaire".

En même temps, comme l'explique Orton, il y a des raisons de simple prudence de préférer un système de droits de propriété par rapport aux autres, dans la mesure d'abord où il promeut d'autres valeurs éthiques communément acceptées. En tant que mutuellistes, nos préférences dans ce domaine diffèrent à la fois de celles des collectivistes et de celles des capitalistes. Contrairement aux capitalistes, nous préférons une propriété basée sur l'occupation de la terre, et des formes coopératives de production à grande échelle. Contrairement aux collectivistes, nous préférons les relations de marché entre des firmes à des relations fédératives et planifiées. Nous préférons ces formes d'organisation à la fois au modèle capitaliste et au modèle collectiviste parce qu'elles tendent à promouvoir des valeurs sociales que, à la réflexion, les capitalistes et les collectivistes pourraient trouver qu'ils partagent, au moins dans une certaine mesure.

Les mutuellistes préfèrent la concurrence sur le marché entre individus et associations volontaires, partout où elle est possible, préférable à un collectivisme qui ne serait pas nécessaire.

L'une des critiques marxistes les plus ignorantes sur le socialisme "utopique" ou "petit-bourgeois" était qu'il était l'idéologie réactionnaire des artisans et des paysans. Plutôt que de construire sur les succès progressistes du capitalisme, qui avait socialisé le processus de production et posé les fondations d'un contrôle collectif de l'économie, le marxisme cherche dans le passé une idylle de petite production pré-capitaliste. Les syndicalistes et les communistes libertaires tendent à faire écho à ce sentiment : par exemple, je l'ai entendu à de nombreuses reprises lors de débats avec des membres du parti socialiste de Grande-Bretagne. Je suspecte, cependant, que la raison en soit moins technique qu'esthétique. Les anarchistes collectivistes insistent généralement sur le fait que le collectif existe pour prolonger la liberté de l'individu sacré, et affirment qu'ils ne voient aucune objection à l'entreprise individuelle ou fondée par un petit groupe, pourvu qu'on n'y trouve pas de travail salarié. Pour autant, bien trop souvent leur tolérance de ces activités porte en elle l'odeur du dégoût qu'ont les membres de l'Angsoc pour l'"ownlife".

En fait, les écrits de Proudhon sont pleins de références à des associations de travailleurs et à des coopératives de production à grande échelle. Proudhon n'ignorait rien des exigences de la production à grande échelle et du fonctionnement de l'industrie. Seulement il pensait que les travailleurs pouvaient, si on les laissait mobiliser du capital au travers de systèmes de crédit mutuel à grande échelle, organiser leur propre production industrielle sur un modèle

coopératif. En vérité, les idées de Proudhon concernant l'association et la fédération ont été une influence majeure pour l'anarchisme collectiviste de Bakounine, et pour le mouvement syndical français plus tardif.

La différence est que Proudhon n'avait pas d'affinité esthétique pour les formes collectives de production pour elles-mêmes.

> *Il suit de là que le principe de la mutualité en ce qui concerne l'association, est de n'associer les hommes qu'autant que les exigences de la production, le bon marché des produits, les besoins de la consommation, la sécurité des producteurs eux-mêmes, le requièrent, là où il n'est possible ni au public de s'en rapporter à l'industrie particulière, ni à celle-ci d'assumer les charges et de courir seule les risques des entreprises. Ce n'est plus alors une pensée de système, un calcul d'ambition, un esprit de parti, une vaine sentimentalité qui unit les sujets ; c'est la raison des choses, et c'est parce qu'en s'associant de la sorte ils n'obéissent qu'à la raison des choses, qu'ils peuvent conserver, jusqu'au sein de l'association, leur liberté. (…)*
>
> *S'agit-il de la grande production manufacturière, extractive, métallurgique, maritime ? Il est clair que là il y a lieu à association : personne ne le conteste plus.*[790]
>
> *Les associations industrielles et agricoles, dans lesquelles sont comprises les associations ouvrières là où celles-ci peuvent utilement se former, ont pour objet, non pas de remplacer l'initiative individuelle par l'action sociétaire, comme on l'a cru follement en 1848, mais d'assurer à tous entrepreneurs de petite et moyenne industrie, ainsi qu'aux petits propriétaires, le bénéfice des découvertes, machines, améliorations et procédés inaccessibles autrement aux entreprises et aux fortunes médiocres.*[791]

Bakounine a ridiculisé les marxistes pour leur croyance, démontrée par leur idée de dictature du prolétariat, que la majorité productrice pourrait réellement contrôler l'État d'une manière ayant la moindre réalité.

> *Que signifie pour le prolétariat d'être "organisé comme la classe dirigeante" ? (…) Est-il possible que le prolétariat entier prenne la tête de l'administration ? (…) Il y a environ quarante millions d'Allemands. Est-ce que ces quarante millions sont supposés devenir membres du gouvernement ?*[792]

Malheureusement, l'anarchisme collectiviste comme le syndicalisme et le communisme libertaires sont sujets à exactement le même problème. Un bon portrait fictif de ce problème est le roman d'Ursula LeGuin Les Dépossédés[793]. Dans cette histoire, le monde communiste libertaire d'Anarres est tombé sous le contrôle d'une classe dirigeante bureaucratique. Les syndicats industriels et les planificateurs fédérés, avec le temps, ont de manière inévitable accumulé des équipes permanentes de planificateurs et d'experts. Peu importe que ces corps soient nominativement démocratiques – composés de délégués révocables à volonté, etc. – dans la pratique les membres élus se reposent sur l'expertise des équipes permanentes. Les syndicats élus et les fédérations, nominalement responsables devant les travailleurs, en sont venus à fonctionner comme de simples passe-plats de Gosplans de fait. Et bien sûr, une fois que le principe de la planification est substitué à celui du marché, il n'y a aucun moyen d'empêcher une ossification de cette sorte.

Encore plus malheureusement, nous n'avons pas besoin de recourir à des œuvres de fiction pour trouver des exemples de ce type de dégénérescence managériale. Dans une étude fascinante sur "la résistance des travailleurs au travail", Michael Seidman décrit exactement un processus similaire dans l'industrie contrôlée par les travailleurs de Catalogne. La CNT-UGT a graduellement adopté une attitude de management face à ceux devant lesquels elle était supposée être responsable, et en est devenue obsédée par son combat contre l'attitude récalcitrante et l'absentéisme et par l'imposition d'une discipline au travail à la force de travail exactement comme les patrons capitalistes le font. Le Conseil Technique et Administratif du syndicat CNT Bâtiment, par exemple, a averti qu'un désastre adviendrait que les travailleurs n'étaient pas "rééduqués" de façon à les débarrasser de leurs "influences bourgeoises" (apparemment, le fait de préférer le loisir aux heures supplémentaires non-payées), et si la discipline au travail n'était pas restaurée. L'UGT « a demandé à ses membres de ne pas formuler d'exigences en temps de guerre, et les a exhortés à travailler plus ». Comme les Puritains du dix-septième siècle, la CNT-UGT trouvait que le respect par les travailleurs du repos religieux hebdomadaire traditionnel était un frein majeur à la "productivité".

> *Confrontés à des sabotages, des vols, de l'absentéisme, des retards, des simulations de maladies et d'autres formes de résistance de la classe travailleuse au travail et au contrôle du lieu de travail, les syndicats et collectifs ont collaboré pour établir des règles strictes et des réglementations qui ont égalé ou surpassé les contrôles des entreprises capitalistes.*

Dans certains collectifs de l'industrie de l'habillement, les mesures adoptées incluaient la désignation d'un "camarade" pour contrôler les entrées et sorties, et une exigence d'accepter les affectations et les instructions "sans commentaire"[794]. Il semble que Lénine se soit trompé, après tout : il aurait pu se passer de briser les conseils ouvriers, après tout, pour imposer ses idées tayloristes aux travailleurs russes.

Ces développements, à la fois sur le monde de fiction d'Anarres et dans la Catalogne anarchiste de la réalité, reflètent ce que Robert Michels appelle la "Loi de Fer de l'Oligarchie".

> *La spécialisation technique qui résulte inévitablement de toutes les organisations de grande taille rend nécessaire ce qu'on peut appeler la guidance des experts. (…)…*
>
> *L'organisation implique la tendance vers l'oligarchie (…)*
>
> *Chaque organisation solidement construite (…) présente un sol éminemment favorable à la différentiation des organes et des fonctions. Plus étendu et plus ramifié est l'appareil officiel de l'organisation, (…) moins efficient devient le contrôle direct exercé par la base, et plus ce contrôle est remplacé par le pouvoir croissant des comités.*[795]

Michels a été l'un des plus fameux d'un groupe de sociologues au tournant du vingtième siècle, qui sont parfois collectivement appelés les "néo-machiavelliens". Ce groupe a inclus Vilfredo Pareto, qui a formulé la théorie de la circulation des élites. Gaetano Mosca a avancé que dans une démocratie représentative, la population est inévitablement réduite à choisir entre des candidats choisis par l'élite dirigeante.

Les idées des néo-machiavelliens ont été amenées à leurs conclusions les plus glauques et les plus extrêmes par Jan Waclaw Machajsky et son disciple Max Nomad, en réaction à la classe

dirigeante émergeant après la révolution russe. Dans l'épouvantable description de Nomad, l'histoire est un processus cyclique. Et au travers de ce processus, « la majorité de la race humaine restera toujours le piédestal de minorités privilégiées changeantes »[796]. Peu importe combien de révolutions porteuses d'espoirs les classes productrices feront pour mettre à bas l'ancienne élite, peu importe combien de fiers jours de liberté ont été vécus avec joie dans la Petrograd de 1917 ou la Barcelone de 1936, les masses sont toujours condamnées à être dirigées (en leur nom, bien sûr) par une nouvelle élite, une Bureaucratie Rouge ou un appareil de parti. Les syndicats de travailleurs et les partis socialistes, selon Michels, sont inévitablement submergés par des sédimentations d'intellectuels et de "professionnels" qui, s'ils réussissent à utiliser les travailleurs pour dégager les capitalistes, deviendront la nouvelle classe dirigeante.

Pour Machajsky et Nomad, le problème est inhérent à toute organisation. Toute organisation représentative de la classe ouvrière est destinée à devenir la base de la puissance de l'intelligentsia.

Mais les choses ne sont pas aussi désespérées qu'ils les ont présentées. La solution est de minimiser la dépendance à l'organisation elle-même autant que faire se peut. Une partie du problème en Espagne a été l'existence d'entités fédérales et régionales supérieures aux usines individuelles. La gestion de l'usine, bien qu'élue par les travailleurs, en est venue à s'identifier aux entités fédérales plutôt qu'aux travailleurs devant lesquels ils étaient supposés être responsables. S'il n'y avait pas eu d'entités fédérales, dans lesquelles ils pouvaient se rencontrer avec leurs équivalents d'autres usines et se lamenter sur l'atavisme et la paresse de "leurs" travailleurs, la seule source de pression qu'ils auraient eu à subir serait venue d'en bas – des travailleurs qui pouvaient les révoquer à volonté.

Le libre marché est un moyen d'organisation permettant d'éviter la centralisation et la hiérarchie. Quand des firmes et des individus indépendants négocient ensemble sur un marché, plutôt que par des relations fédérées, il n'y a aucune organisation supérieure à eux. Plutôt que de subir des décisions faites par des organisations permanentes, qui serviront inévitablement de bases au pouvoir de managers et d'"experts", les décisions seront prises par la main invisible du marché.

Enfin, les marxistes et d'autres socialistes anti-marché s'illusionnent dans leur croyance que la loi de la valeur peut être remplacée par la production pour l'"utilité sociale". Comme les Autrichiens l'ont expliqué, même les actions d'individus solitaires sont en fait des transactions, dans lesquelles la désutilité du travail est échangée contre d'autres marchandises. La production ne peut jamais être prise en charge dans la seule vue de l'usage, sans prendre en compte la valeur d'échange. La raison qui donne aux biens une valeur aujourd'hui, c'est qu'ils nécessitent des efforts ou de la désutilité pour les produire. Avec ou sans échange marchand formel, il y aura toujours un échange implicite impliqué, du travail contre de la consommation, impliqué par le processus de production. Ce qui implique un jugement, au moins un jugement tacite, que la valeur d'usage du bien vaut la désutilité du travailleur qui le produit. Et l'équité et son absence continueront à exister, bien que dissimulées (avec la loi de la valeur) derrière un processus "collectif" de planification. Soit le travail incorporé dans les biens consommés par un travailleur sera égal au travail qu'il fournit en production, soit il ne le sera pas. S'il ne l'est pas, quelqu'un est exploité. La loi de la valeur n'est pas simplement une description de l'échange de marchandises dans une société de marché ; c'est un principe éthique fondamental.

Précédemment, j'ai évoqué qu'à part des "exceptions honorables", les anarcho-capitalistes préfèrent un modèle de privatisation construit autour des entreprises capitalistes. Karl Hess est peut-être la première et la plus grande de ces exceptions. Dès 1969, il écrit :

> *Le libertarianisme est un mouvement populaire et un mouvement de libération. Il désire la sorte de société ouverte et non-coercitive dans laquelle les gens, vivants, libres et distincts, peuvent s'associer et se désassocier volontairement et, comme il leur convient, participer aux décisions qui affectent leurs vies. Ceci implique nécessairement un marché réellement libre pour toutes choses, des idées aux mises en œuvre. Ça implique des gens libres d'organiser collectivement les ressources de leur communauté immédiate, ou de les organiser individuellement ; ça implique la liberté d'avoir un système judiciaire communautaire quand on le désire, et aucun quand on le désire aussi, ou des arbitrages privés là où ils sont considérés comme la solution la plus souhaitable. Il en va de même pour la police. Et pour les écoles, les hôpitaux, les usines, les fermes, les laboratoires, les parcs et les pensions. La liberté implique le droit de modeler ses propres institutions.*[797]

Ou, comme l'a écrit (le très regretté) Samuel Konkin, « Le Marché est la somme de toutes les actions humaines volontaires. Si quelqu'un agit de manière non-coercitive, alors cette personne fait partie du Marché. »[798]

Alors qu'il prenait son virage pleinement radical, Hess en est venu dans un article à en appeler aux pensées créatives concernant les tactiques et les buts révolutionnaires qui pourraient être utiles pour les pauvres gens, et pas seulement pour les suspects habituels. Parmi les problèmes à considérer, il y avait

> *– Les rôles ou les droits des travailleurs, des actionnaires et de la communauté dans des installations productives en terme d'analyse libertaire et de propositions spécifiques dans un contexte radical et révolutionnaire. Par exemple, qu'arriverait-il à General Motors dans une société libérée ?*[799]

Je m'étouffe ! Mais General Motors n'est-il pas un des "gentils", un exemple de l'éthique randienne héroïque de l'individualisme sauvage (ricanement) ?

Plus récemment, Roderick T. Long a écrit un article libertarien long et précautionneusement raisonné en défense de la propriété "publique" (à ne pas confondre avec la propriété d'État)[800]. Et dans un article sur antistate.com l'année dernière, Carlton Hobbs a défendu l'idée traditionnelle des communes, jugée comme une forme légitime de propriété dans une société de marché. Par le terme de propriété commune, il faisait référence à deux choses différentes : d'abord, la propriété privée jointe ou collective d'associations volontairement formées ; et ensuite, « la propriété commune sans état », à laquelle les membres d'un « groupe de possédants potentiellement imprécis » ont un accès égal, « sans aucun accord formel préalable ». Comme exemple de cette dernière forme, il a mentionné les zones boisées auxquelles les habitants d'un village ont exercé un droit d'accès traditionnel et non-exclusif pour y trouver du bois de chauffage ; et une route suivant un itinéraire ouvert au public pour un temps immémorial.[801]

Les mutuellistes préfèrent une méthode de "privatisation" des fonctions du gouvernement qui remet celles-ci sous un contrôle social, par opposition à un contrôle privé lucratif. Ce qui implique de les décentraliser jusqu'au voisinage, ou à la plus petite unité locale, et de les

placer sous le contrôle direct de leurs usagers. La dernière étape de ce processus devrait voir les services financés uniquement par les frais d'utilisation de leurs usagers. Larry Gambone parle ici de mutuellisation des fonctions gouvernementales.[802]

Ce principe de mutuellisation des services a été anticipé par Proudhon. Proudhon était ambivalent sur le rôle de l'État dans l'établissement du mutuellisme avant de s'éteindre ; par moments il proposait une action au travers de l'État français existant, non seulement pour abolir la base légale du privilège, mais pour mettre en place légalement les réformes mutuellistes. Mais bien qu'il ait considéré l'État comme nécessaire à l'établissement de services utiles au public comme les transports et les communications, et sa banque nationale d'échange, il ne voyait aucun besoin de laisser ces fonctions entre les mains de l'État une fois celles-ci initiées. Il considérait que la seule fonction légitime de l'État était

> *Dans une société libre, le rôle de l'État ou Gouvernement est par excellence un rôle de législation, d'institution, de création, d'inauguration, d'installation ; — c'est, le moins possible, un rôle d'exécution. (…)*
>
> *La création opérée, l'installation ou l'inauguration faite, l'État se retire, abandonnant aux autorités locales et aux citoyens l'exécution du nouveau service.*[803]

Dans tous les cas, et ainsi que nous l'avons vu au-dessus, même un anarcho-capitaliste au pedigree anti-État aussi impeccable que Rothbard peut considérer une nationalisation comme une étape légitime du démantèlement de l'État et de ses adjoints "privés".

Je préfère éviter de voir l'État jouer un rôle actif dans l'organisation d'une nouvelle base de société, même si le but ultime de l'État est de s'auto-immoler. Je préfère que toute action à laquelle l'État prendra part fasse partie de son processus de démantèlement, et commence aussi rapidement que possible. Je voudrais simplement mettre l'accent sur le fait que les sortes d'action d'État proposées par Proudhon ou, disons, David Cobb (voir ce qui est écrit plus haut dans ce chapitre) ne sont pas différentes par nature de ce que Murray Rothbard considérait comme tactiquement légitime.

L'une des raisons pour lesquelles Proudhon préférait mutuelliser les services publics et placer l'industrie sous le contrôle direct des travailleurs plutôt que de nationaliser était que les firmes nationalisées reproduisaient les principes hiérarchiques et de domination inhérents au capitalisme d'entreprise. Pour en revenir à l'exemple de la nationalisation des points de vente de tabac, il parlait de « l'organisation hiérarchique de ses employés, qui fait des uns, par leurs traitements, des aristocrates aussi coûteux qu'inutiles, et des autres des salariés sans espérance, retenus à jamais dans une condition subalterne »[804].

Bien que les anarcho-capitalistes tendent à faire de Benjamin Tucker un précurseur par ses propositions de la sorte de "privatisation" capitaliste qu'ils préfèrent, la position de Tucker n'était pas si claire et nette. Tucker souhaitait certainement, comme les anarcho-capitalistes, la réorganisation de tous les services d'État sur la base de la coopération volontaire ; l'État devait se voir arracher sa capacité à imposer ses services à des consommateurs ne les souhaitant pas, ainsi que celle à interdire les concurrents fournissant les mêmes services.

Il arrive cependant qu'on trouve chez Tucker des termes impliquant que l'État puisse, tout en maintenant son intégrité organisationnelle, perdre son caractère d'État. En ce qui concerne les services de protection, par exemple, il écrit :

> "*Mais*", *sera-t-il demandé aux Anarchistes (…),* "*que fera-t-on de ces individus qui, sans le moindre doute, persisteront à violer la loi sociale en agressant leurs voisins ?*" *Les Anarchistes répondent que l'abolition de l'État laissera exister une association de défense, ne reposant plus sur une base coercitive mais volontaire, et qui usera des moyens nécessaires pour empêcher les agresseurs d'agir.*[805]

Les services de protection seraient fournis uniquement à ceux qui les désirent, et financés entièrement par leurs consommateurs volontaires.

Bien que les mutuellistes ne s'opposent pas à la création d'agences de défense en concurrence, et ne tenteraient certainement pas de la prohiber, la probabilité d'avoir plusieurs firmes de défense en concurrence sur une surface donnée est probablement exagérée. La tendance à voir la défense comme une fonction de la communauté est profondément ancrée, et l'habitude persisterait probablement parmi la plupart des gens de compter sur une agence commune, même après que l'adhésion soit devenue volontaire. Il serait possible, bien sûr, pour les insatisfaits, de tenter d'organiser des agences en concurrence. Mais le service est si naturellement proche du monopole naturel, entre les coûts en capitaux nécessaires à démarrer et les avantages de la taille, qu'il serait sûrement plus facile pour les mécontents de chercher à reprendre le contrôle de l'association ne les satisfaisant pas. Si cette association maintient une certaine continuité morale avec l'ancien gouvernement, par exemple en fonctionnant sous une forme de démocratie directe et avec un conseil d'élus, cette possibilité serait encore plus évidente à mettre en œuvre.

Quoi qu'il en soit, Tucker n'a aucunement sacralisé l'idée anarcho-capitaliste des entreprises de défense. Sa seule exigence était que le gouvernement pour cesser d'en être un cesse de financer ses activités avec des impôts obligatoires : « (…) tous les États, pour devenir non-invasifs, doivent d'abord abandonner le premier acte d'invasion dont tous les autres dépendent, – la collecte des impôts par la force (…) »[806] Un scénario plausible est que le vieil État perde ses caractéristiques coercitives, et devienne de fait une coopérative de consommateurs possédée par la majorité de la communauté continuant à faire usage de ses services. De petites compagnies de défense pourraient bien émerger, se limitant à des marchés de niches ; et une large minorité de la population pourrait bien préférer ne souscrire à aucun service, plaçant plutôt sa confiance dans des arrangements informels avec leurs voisins et le pouvoir dissuasif d'une population armée.

Tucker a parfois spéculé sur le fonctionnement des associations et des agences de défense dans des termes qui suggéraient leur continuité avec l'État. Par exemple, il a plusieurs fois insisté sur les avantages des procédures de droit commun, comme les procès devant un jury. Ce faisant, il a exprimé une affinité avec le vieil idéal transatlantique anglo-américain des jurés libres tirés au sort parmi la population.[807]

Une société organisée selon ces principes éviterait la plupart des maux que nous associons avec le capitalisme. Le travail garderait la plupart de ce qui tombe actuellement dans l'escarcelle de l'intérêt, du profit et de la rente. La capacité de négociation améliorée du travail mènerait non seulement à des salaires plus élevés, mais à un contrôle bien plus grand des conditions de travail.

Sans subventions à la centralisation et à la consommation d'énergie, le travail actuellement dissipé dans la distribution ne serait plus nécessaire à maintenir le niveau de vie. La

production se ferait à une échelle bien plus petite, bien plus efficiente, et plus près de chez soi. La population serait dispersée et moins mobile, et les familles élargies et les communautés locales stables redeviendraient d'actualité. Les effets combinés de la fin de l'exploitation du travail et de la réduction des gâchis pourraient probablement permettre au travailleur à plein temps moyen de produire en une journée ce qu'il consomme en trois jours.

De plus, les cycles économiques seraient bien amoindris dans une économie décentralisée produisant pour un usage local. Pour comprendre pourquoi, voyons les choses au niveau le plus simple, à la plus petite échelle. Imaginons un fermier vivant à côté d'un cordonnier. Les deux trouvent un arrangement, et échangent des chaussures contre de la production agricole. Évidemment, le fermier seul ne peut absorber suffisamment de la production du cordonnier pour permettre à son affaire de continuer ; et le cordonnier ne peut pas manger assez pour faire vivre le fermier. Mais les deux, du moins, ont l'assurance que leurs besoins en légumes et en chaussures sont assurés avec un très haut niveau de probabilité. Et ils ont un marché tout-à-fait prévisible concernant la portion de leur production absorbée par leur voisin.

Poussant le raisonnement plus loin, imaginons une communauté de quelques dizaines de personnes de différents métiers, utilisant leur propre monnaie locale (système d'échange local, billets de monnaie privée, etc.) pour leurs échanges entre eux. Encore une fois, du fait du nombre limité de participants et du haut degré de prévisibilité de leurs besoins futurs (sauf en cas de circonstances inhabituelles), il est probable (pourvu que chaque participant à l'économie locale produise des choses dont les gens ont besoin de manière habituelle) que chaque participant se sente sécurisé par sa capacité à obtenir de quoi satisfaire ses besoins avec les marchandises produites par les autres participants ; et de même chaque participant sera-t-il assuré du marché fournissant les débouchés pour ses produits, au moins dans la mesure de la demande collective au sein du groupe.

Aussi longtemps que les producteurs et consommateurs de différentes marchandises se connaissent les uns les autres au sein d'une même communauté, l'offre et la demande futures ont toute probabilité de demeurer relativement stables, plutôt que sujettes à des chocs abrupts et répétés. C'est pourquoi des divergences entre offre et demande et les crises économiques résultantes ont peu de probabilité d'advenir.

Plus une société s'éloigne de ce modèle décentralisé, et se rapproche de marchés anonymes et à grande échelle, fournissant des marchandises pour d'immenses aires géographiques, et plus les marchés deviennent instables et imprévisibles.

Certaines formes de production, par leur nature, nécessitent des marchés plus grand et plus centralisés pour justifier financièrement l'usage d'une machinerie de production à sa capacité maximale. Mais dans une large part des cas, la taille et l'instabilité des marchés sont l'expression d'irrationalités résultant de politiques publiques qui externalisent les coûts d'inefficacité de la production à grande échelle.

Bibliographie

- *Walter Adams and James Brock. The Bigness Complex (NewYork: Pantheon Books, 1986).*
- *Radley Balko. "Third World Workers Need Western Jobs" May 6, 2004.*
- *http://www.foxnews.com/story/0,2933,119125,00.html Captured May 6, 2004.*
- *Paul Baran and Paul Sweezy. Monopoly Capitalism: An Essay in the American Economic and Social Order. (New York: Monthly Review Press, 1966)*
- *Morton S. Baratz. "Corporate Giants and the Power Structure," in Richard Gillam, ed., Power in Postwar America (Boston: Little, Brown, and Co., 1971).*
- *Thomas Barnett. "The Pentagon's New Map." Esquire March 2003. Reproduced online at http://www.thomaspmbarnett.com/published/pentagonsnewmap.htm Captured July 26, 2004.*
- *Walden Bello. Development Debacle: The World Bank in the Philippines (San Francisco: Institute for Food & Development Policy, 1982).*
- *Bello. "Structural Adjustment Programs: 'Success' for Whom?" in Mander and Goldsmith, eds., The Case Against the Global Economy.*
- *Hilaire Belloc. The Servile State (Indianapolis: Liberty Classics, 1913, 1977).*
- *Eugen von Böhm-Bawerk. Capital and Interest: A Critical History of Economical Theory. Translated by William Smart (New York: Brentanno's, 1922).*
- *Böhm-Bawerk. Karl Marx and the Close of His System. (published in a single volume with Rudolf Hilferding, Bohm-Bawerk's Criticism of Marx) (New York: Augustus M. Kelley,*
- *1945).*
- *Böhm-Bawerk. The Positive Theory of Capital. Translated by William Smart (London and N.Y.: MacMillan and Co., 1891).*
- *Böhm-Bawerk. "The Ultimate Standard of Value," Annals of the American Academy of Political and Social Science, September, 1894a, in Shorter Classics of Eugen von Böhm-Bawerk, South Holland, Ill.: 1962.*
- *William Blum. Killing Hope: U.S. Military and CIA Interventions Since World War II (Monroe, Maine: Common Courage Press, 1995)*
- *Harry C. Boyte. The Backyard Revolution: Understanding the New Citizen Movement (Philadelphia: Temple UniversityPress, 1980).*
- *Harry Braverman. Labor and Monopoly Capital: The Degradation of Work in the Twentieth Century. 25th Anniversary Edition (New York: Monthly Review Press, 1998).*
- *"Brazil proposes creation of G-20 free trade area," December 13, 2003 www.chinaview.cn 2003-12-13 11:13:39 http://news.xinhuanet.com/english/2003-12/13/content_1229296.htm Captured December 14, 2003.*
- *James Buchanan. Cost and Choice: An Inquiry in Economic Theory. Collected Works, vol. 6 (Indianapolis : Liberty Fund, 1999).*
- *Nikolai Bukharin. Imperialism and World Economy.*
- *(International Publishers, 1929 (written 1915-1917).*
- *Available online at http://www.marxists.org/archive/bukharin/works/1917/imperial/ Captured October 28, 2003.*
- *Thomas Carothers. "The Reagan Years: The 1980s." In Abraham F. Lowenthal, ed., Exporting Democracy (Johns Hopkins, 1991).*
- *Art Carden. "Sweatshops" Mises Economics Blog, May 6, 2004. http://www.mises.org/blog/archives/001956.asp#more Captured May 6, 2004.*
- *Don Carney. "Dwayne's World," at http://www.motherjones.com/mother_jones/JA95/carney.html Captured April 15, 2001.*
- *Alfonso Chardy. "Reagan Aides and the 'Secret' Government" Miami Herald 5 July 1987, at*
- *http://www.totse.com/en/conspiracy/the_new_world_order/scrtgovt.html Captured April 15, 2001.*
- *G. K. Chesterton. A Short History of England (New York: John Lane Company, 1917).*
- *Noam Chomsky. Class Warfare: Interviews with David Barsamian (Monroe, Maine: Common Courage Press, 1996)*
- *Chomsky. Deterring Democracy (New York: Hill and Wang, 1991, 1992).*
- *Chomsky. "How Free is the Free Market?" Resurgence no. 173. http://www.oneworld.org/second_opinion/chomsky.html Captured April 15, 2001.*
- *Chomsky. Keeping the Rabble in Line (Monroe, Maine: Common Courage Press, 1994).*
- *Chomsky. World Orders Old and New (New York: Columbia University Press, 1998).*
- *Citizens for Tax Justice. "GOP Leaders Distill Essence of Tax Plan: Surprise! It's Corporate Welfare" 14 September 1999, at http://www.ctj.org/pdf/corp0999.pdf Captured April*
- *15, 2001.*
- *Alexander Cockburn. "The Jackboot State: The War Came Home and We're Losing It" Counterpunch 10 May 2000, at http://www.counterpunch.org/jackboot.html Captured April*
- *15, 2001.*
- *Sean Corrigan. "You Can't Say That!" August 6, 2002. http://www.lewrockwell.com/corrigan/corrigan13.html Captured August 7, 2001.*
- *David De Leon. The American as Anarchist: Reflections on Indigenous Radicalism (Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press, 1978).*
- *Development as Enclosure: The Establishment of the Global Economy." The Ecologist 22:4 (July/August 1992), pp. 131-147.*
- *Maurice Dobb. Introduction to Marx's A Contribution to the Critique of Political Economy (New York: International Publishers, 1970).*
- *Dobb. Political Economy and Capitalism: Some Essays in Economic Tradition. Second revised edition (London: Routledge & Kegan Paul Ltd, 1940, 1960).*
- *Dobb. Studies in the Development of Capitalism (London: Routledge and Kegan Paul, Ltd, 1963).*
- *Dobb. Theories of Value and Distribution Since Adam Smith: Ideology and Economic Theory (Cambridge: Cambridge University Press, 1973).*
- *Brian Doherty. "Libertarians and Greens: Room for Alliance?" Reason Online Hit & Run, August 2, 2004 http://www.reason.com/hitandrun/006330.shtml Captured August 21, 2004.*
- *G. William Domhoff. The Higher Circles: The Governing Class in America (New York: Vintage Books, 1971).*
- *Domhoff. The Power Elite and the State: How Policy is Made in America (New York: Aldine de Gruyter, 1990).*
- *Domhoff. Who Rules America? (Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1967).*
- *Domhoff. Who Rules America Now? (Prospect Heights, Ill.: Waveland Press, 1983, 1997).*
- *Brian A. Dominick. "An Introduction to Dual Power Strategy." Anarchist Communitarian Network*
- *http://www.anarchistcommunitarian.net/articles/theory/bdsdp.shtml Captured August 21, 2004.*
- *William M. Dugger. Corporate Hegemony (Westport, Conn.: Greenwood Press, 1989).*
- *David W. Eakins. "Business Planners and America's Postwar Expansion," in Horowitz, ed., Corporations and the Cold War pp. 143-172.*

- *"Editorial" International Socialist Review XIII, No. 6 (December 1912).*
- *A. Roger Ekirch. Bound for America: The Transportation of British Convicts to the Colonies, 1718-1775 (Oxford, UK: Clarendon Paperbacks, 1987).*
- *Gary Elkin. "Benjamin Tucker--Anarchist or Capitalist?" http://flag.blackened.net/daver/anarchism/tucker/an_or_cap.html (captured October 28, 2003).*
- *Elkin. "Mutual Banking." The original that Elkin posted on the web is down, but it was reproduced in a post at alt.philosophy.debate, Jul 12, 1999. http://groups.google.com/groups?q=%22gary+elkin%22+%22mutual+banking%22&hl=en&lr=&ie=UTF-8&oe=UTF-8&safe=off&selm=37897B99.1B1E%40columbia-center.org&rnum=7&filter=0 Captured July 15, 2004.*
- *William Yandell Elliot, ed. The Political Economy of American Foreign Policy. (Holt, Rinehart & Winston, 1955).*
- *Friedrich Engels. Anti-Dühring. Marx and Engels, Collected Works vol. 25 (New York: International Publishers, 1987).*
- *Engels, "Preface to the First German Edition of The Poverty of Philosophy by Karl Marx" (1884), Marx and Engels, Collected Works vol. 26 (New York: International Publishers, 1990).*
- *Thomas Ferguson. Golden Rule: The Investment Theory of Party Competition and the Logic of Money-Driven Political Systems (Chicago: University of Chicago Press, 1995).*
- *Thomas Ferguson and Joel Rogers. Right Turn (New York: Hill and Wang, 1986).*
- *Norman Fischer. "The Ontology of Abstract Labor" Review of Radical Political Economics 14:2 (Summer 1982).*
- *Bruce Franklin. "Debt Peonage: The Highest Form of Imperialism?" Monthly Review 33:10 (March 1982) pp. 15-31.*
- *Edgar Z. Friedenberg. The Disposal of Liberty and Other Industrial Wastes (Garden City, N.Y.: Anchor, 1976).*
- *Thomas Friedman. "What the World Needs Now," New York Times, March 28, 1999.*
- *John Kenneth Galbraith. The New Industrial State (New York: Signet Books, 1967).*
- *Larry Gambone. "An Anarchist Strategy Discussion."Originally uploaded in three parts on the file page of vcmdiscussion at YahooGroups. Reproduced with permission at Mutualist.Org. http://www.mutualist.org/id13.html Captured August 22, 2004.*
- *Gambone. For Community: the Communitarian Anarchism of Gustav Landauer (Montreal: Red Lion Press, 2001).*
- *Gambone. Sane Anarchy (Montreal: Red Lion Press, 1995).*
- *Gambone. "What is Anarchism?" Total Liberty 1:3 (Autumn 1998).*
- *Roger Garrison. "Professor Rothbard and the Theory of Interest," in Walter Block and Llewellyn H. Rockwell, Jr., eds.*
- *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray N. Rothbard (Auburn, Ala.: Auburn University Press, 1988).*
- *Henry George. Progress and Poverty (New York: Walter J. Black, 1942).*
- *Jean Gimpel, The Medieval Machine: The Industrial Revolution of the Middle Ages (New York: Penguin, 1977*
- *Robert Goldstein. Political Repression in America: 1870 to the Present (Cambridge, New York: Schenkman Publishing Co', 1978).*
- *Paul Goodman. Compulsory Miseducation and The Community of Scholars. (New York: Vintage Books, 1962; 1964).*
- *Goodman. People or Personnel and Like a Conquered Province. (New York: Vintage Books, 1963; 1965).*
- *David M. Gordon. Fat and Mean: The Corporate Squeeze of Working Americans and the Myth of Management Downsizing (New York: The Free Press, 1996).*
- *Mark J. Green, et al., eds. The Closed Enterprise System. Ralph Nader's Study Group Report on Antitrust Enforcement. (New York: Grossman Publishers, 1972).*
- *William B. Greene. Mutual Banking (New York: Gordon Press, 1849, 1974).*
- *Daniel Gross. "Socialism, American Style: Why American CEOs covet a massive European-style social-welfare state" Slate Aug. 1, 2003 http://slate.msn.com/id/2086511/ (captured October 23, 2003).*
- *Benjamin Grove. "Gibbons Backs Drug Monopoly Bill," Las Vegas Sun 18 February 2000, at*
- *http://www.ahc.umn.edu/NewsAlert/Feb00/022100NewsAlert/44500.htm Captured April 15, 2001.*
- *Jurgen Habermas. Legitimation Crisis. Translated by Thomas McCarthy (United Kingdom: Polity Press, 1973, 1976).*
- *J.L. and Barbara Hammond. The Town Labourer (1760-1832) 2 vols. (London: Longmans, Green & Co., 1917)*
- *The Hammonds. The Village Labourer (1760-1832) (London: Longmans, Green & Co., 1913).*
- *Michael Harrington. Socialism (New York: Bantam, 1970, 1972).*
- *Harrington. The Twilight of Capitalism (Simon and Schuster, 1976).*
- *"Head to Head: M6 Toll Road," BBC News, December 9, 2003 http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/3303629.stm Captured December 10, 2003.*
- *Hearings on Global and Innovation-Based Competition. FTC, 29 November 1995, at*
- *http://www.ftc.gov/opp/gc112195.pdf Captured April 15, 2001.*
- *Eduard Heimann. "Franz Oppenheimer's Economic Ideas" Social Research (New York) 11:1 (Feb. 1944) pp. 27-39.*
- *Richard Heinberg. The Party's Over: Oil, War, and the Fate of Industrial Societies (New Society Publishers, March 2003).*
- *Karl Hess. "Letter From Washington: Where Are The Specifics?" The Libertarian Forum (June 15, 1969). In HenryJ. Silverman, ed., American Radical Thought: The Libertarian Tradition (Lexington, Mass.: D.C. Heath and Co., 1970).*
- *Karl Hess and David Morris. Neighborhood Power: The New Localism (Boston: Beacon Press, 1975).*
- *Rudolf Hilferding. Finance Capital. Edited and translated by Tom Bottomore (London and Boston: Routledge & Kegan Paul, 1910 (1981)).*
- *Christopher Hill. The Century of Revolution: 1603-1714 (New York: W.W. Norton & Co., Inc., 1961).*
- *Hill. Reformation to the Industrial Revolution, 1530-1780. Volume II of the Pelican Economic History of Great Britain (London: Penguin Books, 1967).*
- *Carlton Hobbs. "Common Property in Free Market Anarchism: A Missing Link" <http://www.anti-state.com/article.php?article_id=362> Captured August 21, 2004.*
- *E. J. Hobsbawm and George Rudé, Captain Swing (New York: W.W. Norton & Company Inc., 1968).*
- *J. A. Hobson. Imperialism: A Study (London: Archibald Constable & Co. Ltd, 1905).*
- *Thomas Hodgskin. Labour Defended Against the Claims of Capital (New York: Augustus M. Kelley, 1963 [1825]).*
- *Hodgskin. The Natural and Artificial Right of Property Contrasted (London: B. Steil, 1832).*
- *Michael A. Hoffman II. They Were White and They Were Slaves: The Untold History of the Enslavement of Whites in Early America. Fourth edition (Dresden, N.Y.: Wiswell*
- *Ruffin House, 1992).*
- *Richard Hofstadter. America at 1750: A Social Portrait (New York: Vintage Books, 1973).*
- *David Horowitz, ed. Corporations and the Cold War. (New York and London: Monthly Review Press, 1969).*
- *E. K. Hunt. "Marx's Concept of Human Nature and the Labor Theory of Value" Review of Radical Political Economics 14:2 (Summer 1982).*
- *Samuel P. Huntington, Michael J. Crozier, Joji Watanuki. The Crisis of Democracy. Report on the*
- *Governability of Democracies to the Trilateral Commission: Triangle Paper 8 (New York: New York University Press, 1975).*
- *Ivan Illich. Deschooling Society (1970). Online version at http://philosophy.la.psu.edu/illich/deschool/intro.html (captured October 28, 2003).*
- *Illich. Tools for Conviviality (New York: Harper & Row, 1973).*

- *Joshua King Ingalls. Social Wealth: The Sole Factors and Exact Ratios in Its Acquirement and Apportionment (N.Y.: Social Science Publishing Co., 1885).*
- *Bernie Jackson. "The Fine Art of Conservation," TheFreeman: Ideas on Liberty 48:10 (October 1998).*
- *William Stanley Jevons. The Theory of Political Economy. Fifth edition (Kelley & Millman, Inc., 1957).*
- *Leif Johansen. "Labor Theory of Value and Marginal Utilities," Economics of Planning 3:2 (September 1963), pp. 89-103.*
- *Johansen. "Marxism and Mathematical Economics," Monthly Review January 1963, pp. 505-13.*
- *Warren Johnson. Muddling Toward Frugality (San Francisco: Sierra Club Books, 1978).*
- *John Judis. "Bare Minimum: Goodies for the Rich Hidden in Wage Bill," The New Republic 28 October 1996, in Project Censored Yearbook 1997 (New York: Seven Stories Press, 1997).*
- *Karl Kautsky. "Imperialism and the War" International Socialist Review November 1914. Trans. by William E. Bohn. http://www.marxists.org/archive/kautsky/works/1910s/war.html captured September 23, 2002.*
- *Frank Kofsky. Harry Truman and the War Scare of 1948 (New York: St. Martin's Press, 1993).*
- *Gabriel Kolko. Confronting the Third World: United States Foreign Policy 1945-1980 (New York: Pantheon Books, 1988).*
- *Kolko. The Roots of American Foreign Policy: An Analysis of Power and Purpose (Boston: Beacon Press, 1969).*
- *Kolko. The Triumph of Conservatism: A Reinterpretation of American History 1900-1916 (New York: The Free Press of Glencoe, 1963).*
- *Samuel Edward Konkin III. "Bad Capitalists Good Entrepreneurs." Message 3758 (July 24, 2000), LeftLibertarian@Yahoogroups.com. http://groups.yahoo.com/group/LeftLibertarian/message/3758 Captured August 4, 2004.*
- *Konkin. New Libertarian Manifesto. Second Edition (Koman Publishing, 1983). Online at Anarchist Library <http://flag.blackened.net/daver/anarchism/nlm/nlm1.html> Captured February 16, 2002.*
- *David Korten. When Corporations Rule the World (West Hartford, Conn.: Kumarian Press, 1995; San Francisco, Calif.: Berrett-Koehler Publishers, Inc., 1995).*
- *Peter Kropotkin. Mutual Aid: A Factor of Evolution (New York: Doubleday, Page & Co., 1909).*
- *Peter Kropotkin. The State: Its Historic Role. http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/kropotkin/state/state_toc.html Captured November 12, 2003.*
- *Robert Rives La Monte. "You and Your Vote" International Socialist Review XIII, No. 2 (August 1912).*
- *Christopher Layne and Benjamin Shwartz. "American Hegemony Without an Enemy," Foreign Policy 92 (Fall 1993).*
- *William Lazonick. Business Organization and the Myth of the Market Economy (New York: Cambridge University Press, 1991).*
- *Lazonick. Competitive Advantage on the Shop Floor (New York: Cambridge University Press, 1990).*
- *Ursula LeGuin. The Dispossessed (New York: Harper Paperbacks, 1974).*
- *Vladimir Lenin. Imperialism: The Highest Stage of Capitalism (New York: International Publishers, 1916, 1939).*
- *Chris Lewis. "Public Assets, Private Profits," Multinational Monitor, in Project Censored Yearbook 1994 (New York: Seven Stories Press, 1994).*
- *James G. Leyburn. The Scotch-Irish: A Social History (Chapel Hill, N.C.: University of North Carolina Press, 1962).*
- *Leonard P. Liggio. "American Foreign Policy and National Security Management," in Rothbard and Radosh, eds.*
- *Roderick T. Long. "Dismantling Leviathan From Within" Part I: Can We? Should We? Formulations 2:4 (Summer 1995) http://www.libertariannation.org/a/f24l3.html Part II: The*
- *Process of Reform. Formulations 3:1 (Autumn 1995) http://www.libertariannation.org/a/f31l3.html Part III: Is Libertarian Political Action Self-Defeating? Formulations 3:2 (Winter 1995-6)*
- *http://www.libertariannation.org/a/f32l1.html Part IV: The Sons of Brutus. Formulations 3:3 (Spring 1996) http://www.libertariannation.org/a/f33l3.html Captured August 21, 2004.*
- *Long. "A Plea for Public Property" Formulations 5:3 (Spring 1998) http://www.libertariannation.org/a/f53l1.html Captured August 21, 2004.*
- *Long. "Toward a Libertarian Theory of Class" Social Philosophy & Policy 15:2 (1998).*
- *Oliver MacDonagh. "The Anti-Imperialism of Free Trade," The Economic History Review Second Series, vol. XIV, No. 3 (1962) pp. 489-501.*
- *Tibor Machan. "On Airports and Individual Rights," The Freeman: Ideas on Liberty (February 1999).*
- *Ken MacLeod. The Star Fraction (published as part of The Fall Revolution trilogy) (New York: SFBC, 1995, 2001).*
- *Jerry Mander and Edward Goldsmith, eds. The Case Against the Global Economy (and for a turn toward the local) (San Francisco: Sierra Club Books, 1996).*
- *Steven A. Marglin. "What Do Bosses Do? The Origins and Functions of Hierarchy in Capitalist Production--Part I"*
- *Review of Radical Political Economics 6:2 (Summer 1974).*
- *Alfred Marshall. Principles of Economics: An Introductory Volume. Eighth edition (New York: The MacMillan Company, 1948).*
- *James J. Martin. Men Against the State: The Expositors of Individualist Anarchism in America, 1827-1908 (Colorado Springs: Ralph Myles, Publisher, Inc., 1970).*
- *Karl Marx. "Afterword to Second German Edition of Capital" (1873). Marx and Engels, Collected Works, vol. 35 (New York: International Publishers, 1996) pp. 12-20.*
- *Marx. Capital vol. 1. First English edition (1887). Marx and Engels, Collected Works, vol. 35 (N.Y.: International Publishers, 1996).*
- *Marx. Capital vol. 3. Marx and Engels, Collected Works, vol. 37 (New York: International Publishers, 1998).*
- *Marx. A Contribution to the Critique of Political Econonomy. Marx and Engels, Collected Works, vols. 29-30 (New York: International Publishers, 1987-88).*
- *Marx. The Economic and Philosophical Manuscripts of 1844. Marx and Engels, Collected Works, vol. 3 (New York: International Publishers, 1975).*
- *Marx. Grundrisse. Collected Works vols. 28-29 (New York: International Publishers, 1986-87).*
- *Marx. The Poverty of Philosophy. Collected Works, vol. 6 (New York: International Publishers, 1976).*
- *Marx. Theories of Surplus Value. Marx and Engels, Collected Works, vols. 30-32 (New York: International Publishers, 1988-89).*
- *Marx. Value, Price and Profit. Marx and Engels, Collected Works, vol. 20 (New York: International Publishers, 1985).*
- *Paul Mattick. "The Economics of War and Peace," Dissent*
- *111:4 (Fall 1956).*
- *Mattick. Marx and Keynes: The Limits of the Mixed Economy (London: Merlin Press, 1969).*
- *Arno Mayer. The Persistence of the Old Regime.*
- *John P. McCarthy. Hilaire Belloc: Edwardian Radical (Indianapolis: Liberty Press, 1978).*
- *Ronald L. Meek. Studies in the Labour Theory of Value. Second edition (New York and London: Monthly Review Press, 1956).*
- *Seymour Melman. The Permanent War Economy: American Capitalism in Decline (New York: Simon and Schuster, 1974).*
- *Melman. Profits without Production. (New York: Alfred A. Knopf, 1983).*
- *Carl Menger. Principles of Economics. Translated by James Dingwall and Bert F. Hoselitz (Grove City, PA: Libertarian Press, Inc., 1976).*
- *Robert Michels. Political Parties. Translated by Eden Paul and Cedar Paul (New York: The Free Press, 1962).*
- *John Stuart Mill. Principles of Political Economy: with Some of Their Applications to Social Philosophy. Collected Works of John*

Stuart Mill vols. II-III (Universityof Toronto Press, 1965).
- *C. Wright Mills. The Power Elite. (Oxford and New York: Oxford University Press, 2000 (1956).*
- *Ludwig von Mises. Human Action (Chicago: Regnery, 1949, 1963, 1966).*
- *David Montgomery. The Fall of the House of Labor (New York: Cambridge University Press, 1979).*
- *Montgomery. Workers' Control in America. (New York: Cambridge University Press, 1979).*
- *Richard K. Moore. "Escaping the Matrix" Whole Earth (Summer 2000), pp. 50-59.*
- *Frank Morales. "U.S. Military Civil Disturbance Planning: The War at Home" Covert Action Quarterly 69, Spring-Summer 2000, at http://infowar.net/warathome/warathome.html Captured April 15, 2001.*
- *Gustavus Myers. History of the Great American Fortunes (Chicago: C. H. Kerr & Company, 1910).*
- *Gary B. Nash. Class and Society in Early America (Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, Inc., 1970).*
- *Charles E. Nathanson. "The Militarization of the American Economy" In Horowitz, ed. Corporations and the Cold War pp. 205-235.*
- *Kwame Nkrumah. Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism (New York: International Publishers, 1965).*
- *David Noble. America by Design: Science, Technology, and the Rise of Corporate Capitalism (New York: Alfred A. Knopf, 1977).*
- *Noble. Forces of Production: A Social History of Industrial Automation (New York: Alfred A. Knopf, 1984).*
- *Albert Jay Nock. Our Enemy, the State (Delavan, Wisc.: Hallberg Publishing Corp., 1983).*
- *Max Nomad. "Karl Marx--Anti-Bourgeois or Neo-Bourgeois?" reproduced at Collective Action Notes http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/2379/nomad.htm Captured August 10, 2001.*
- *Robert Nozick. Anarchy, State, and Utopia (U.S.A.: Basic Books, 1974)*
- *James O'Connor. Accumulation Crisis (Oxford: Basil Blackwell Ltd, 1984).*
- *O'Connor. Fiscal Crisis of the State (New York: St. Martin's Press, 1973).*
- *Franz Oppenheimer. "A Post Mortem on Cambridge Economics" The American Journal of Economics and Sociology. Part I, 2:3 (1942/43), pp. 369-76; part II, 2:4 (1943), pp. 533-41; part III, 3:1 (1944), pp. 115-24.*
- *Oppenheimer. The State. Translated by John Gitterman (San Francisco: Fox & Wilkes, 1997).*
- *George Orwell. 1984. Signet Classics reprint (New York:Harcourt Brace Jovanovich, 1949, 1981).*
- *Guy Pauker. Military Implications of a Possible World Order Crisis in the 1980s. R-2003-AF (Santa Monica: Rand Corporation, November 1977).*
- *Pauker. Sources of Instability in Developing Countries. P-5029 (Santa Monica: Rand Corporation, June 1973).*
- *Cheryl Payer. The Debt Trap: The International Monetary Fund and the Third World (New York: Monthly Review Press, 1974).*
- *Martin Khor Kok Peng. The Uruguay Round and Third World Sovereignty (Penang, Malaysia: Third World Network, 1990).*
- *The People's Bicentennial Commission. Common Sense II: The Case Against Corporate Tyranny (New York: Bantam, 1975).*
- *Michael Perelman. Classical Political Economy: Primitive Accumulation and the Social Division of Labor (Totowa, N.J.: Rowman & Allanheld; London: F. Pinter, 1984, c 1983).*
- *John S. Pettingill. "Firearms and the Distribution of Income: A Neo-Classical Model" Review of Radical Political Economics 13:2 (Summer 1981) pp. 1-10.*
- *Frances Fox Piven and Richard Cloward. Regulating the Poor (New York: Vintage Books, 1971, 1993).*
- *Keith Preston. "Conservatism is Not Enough: Reclaiming the Legacy of the Anti-State Left" American Revolutionary Vanguard http://www.attackthesystem.com/conservatism.html Captured August 22, 2004.*
- *Preston. "Philosophical Anarchism and the Death of Empire" American Revolutionary Vanguard*
- *http://www.attackthesystem.com/philo.html Captured August 22, 2004.*
- *Pierre Joseph Proudhon. General Idea of the Revolution in the Nineteenth Century. Translated by John Beverly Robinson (New York: Haskell House Publishers, Ltd., 1923, 1969 [1851]).*
- *Proudhon. The Principle of Federation. Translated by Richard Vernon (Toronto, Buffalo, London: University of Toronto Press, 1979 [1863]).*
- *Proudhon. Selected Writings of Proudhon. Edited by Stewart Edwards. Translated by Elizabeth Fraser (Garden City, N.Y.: Anchor, 1969).*
- *Proudhon. System of Economical Contradictions or, The Philosophy of Misery. Translated by Benjamin Tucker (Boston: Benjamin R. Tucker, 1888).*
- *Proudhon. What is Property? <http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/proudhon/ProudhonCW.html> Captured October 1, 2001.*
- *Ronald Radosh. "The Myth of the New Deal," in Rothbardand Radosh, eds.*
- *Chakravarthi Raghavan. Recolonization: GATT, the Uruguay Round & the Third World. (Penang, Malaysia: Third World Network, 1990).*
- *Jim Redden. "Police State Targets the Left" The Zoh Show: Newsbytes, May 2, 2000.*
- *http://www.zohshow.com/News/Newsbytes/tidbits050200b.htm captured March 25, 2001.*
- *Redden. Snitch Culture: How Citizens are Turned into the Eyes and Ears of the State (Venice, Calif.: Feral House, 2000).*
- *Patrick Renshaw. The Wobblies (Garden City, N.Y.: Anchor Books, 1967).*
- *Diana Reynolds. "The Rise of the National Security State: FEMA and the NSC" Covert Action Information Bulletin #33 (Winter 1990). Reproduced by The Public Eye, http://publiceye.org/liberty/fema/Fema_1.htm captured April 15, 2001.*
- *David Ricardo. "Absolute Value and Exchangeable Value (A Rough Draft)." Piero Sraffa, ed. The Works and Correspondence of David Ricardo vol. 4 (Cambridge: Cambridge University Press, 1951).*
- *Ricardo. Principles of Political Economy and Taxation. Third Edition (London: John Murray, Albemarle Street, 1821). The Works and Correspondence of David Ricardo, edited by Piero Sraffa, v. 1 (Cambridge University Press, 1951).*
- *Bruce Rich. "The Cuckoo in the Nest: Fifty Years of Political Meddling by the World Bank." The Ecologist 24:1 (January/February 1994), pp. 8-13.*
- *J. B. Robertson. The Economics of Liberty. (Minneapolis: Herman Kuehn, 1916).*
- *Eric Roll. A History of Economic Thought. Third Edition (Englewood, N.J.: Prentice-Hall, Inc., 1956).*
- *David Ronfeldt. The Zapatists "Social Netwar" in Mexico. MR-994-A (Santa Monica: Rand, 1998).*
- *Paul Rosenberg. The Empire Strikes Back: Police Repression of Protest From Seattle to L.A. L.A. Independent Media Center 13 August 2000 <http://www.r2kphilly.org/pdf/empire-strikes.pdf> Captured April 15, 2001.*
- *Murray Rothbard. "The Anatomy of the State" Rampart Journal of Individualist Thought 1:2 (Summer 1965). Reprinted by Libertarian Alliance.*
- *http://www.libertarian.co.uk/lapubs/socin/socin001.pdf Captured August 4, 2004.*
- *Rothbard. "Confessions of a Right-Wing Liberal," in Henry J. Silverman, ed., American Radical Thought: The Libertarian Tradition (Lexington, Mass.: D.C. Heath and Co.,1970).*
- *Rothbard. "Confiscation and the Homestead Principle" The Libertarian Forum (June 15, 1969).*
- *Rothbard. "How and How Not to Desocialize," The Review of Austrian Economics 6:1 (1992).*
- *Rothbard. Man, Economy and State: A Treatise on Economic Principles (Auburn University, Alabama: Ludwig von Mises Institute, 1993).*
- *Rothbard. Power and Market: Government and the Economy. (Kansas City: Sheed Andrews and Mcmeel, Inc., 1970, 1977).*

- *Rothbard. "The Student Revolution" The Libertarian (soon renamed The Libertarian Forum) (May 1, 1969).*
- *Rothbard. "War Collectivism in World War I" in Rothbard and Radosh, eds., pp. 66-110.*
- *Murray Rothbard and Ronald Radosh, eds. A New History of Leviathan: Essays on the Rise of the American Corporate State (New York: E.P. Dutton & Co., Inc., 1972).*
- *Kirkpatrick Sale. Human Scale (New York: Coward, McCann & Geoghegan, 1980).*
- *John-Baptiste Say. A Treatise on Political Economy. Translated by C. R. Prinsep from Fourth French Edition (Philadelphia: John Grigg, 1827).*
- *Arthur Schlesinger, Jr. The Age of Jackson (Boston: Houghton-Mifflin, 1946).*
- *Joseph Schumpeter. "Imperialism." Imperialism, Social Classes: Two Essays by Joseph Schumpeter. Translated by Heinz Norden. Introduction by Hert Hoselitz. (New York:*
- *Meridian Books, 1955).*
- *Schumpeter. Ten Great Economists From Marx to Keynes (New York: Oxford University Press, 1965).*
- *Chris Matthew Sciabarra. Total Freedom: Toward a Dialectical Libertarianism (University Park, Penn.: The Pennsylvania State University Press, 2000).*
- *Michael Seidman. "Towards a History of Workers' Resistance to Work: Paris and Barcelona during the French Popular Front and the Spanish Revolution, 1936-38" Collective Action Notes*
- *http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/2379/seid2.htm Captured August 10, 2001.*
- *Laurence H. Shoup and William Minter. "Shaping a New World Order: The Council on Foreign Relations' Blueprint for World Hegemony, 1939-1945" in Holly Sklar, ed., Trilateralism: The Trilateral Commission and Elite Planning for World Management (Boston: South End Press, 1980) pp. 135-156.*
- *Arthur Silber. "In Praise of Contextual Libertarianism" The Light of Reason, November 2, 2003*
- *http://coldfury.com/reason/comments.php?id=P1229_0_1_0_C Captured August 21, 2004.*
- *Jonathan Simcock. "Editorial for Current Edition" Total Liberty 1:3 (Autumn 1998)*
- *http://www.spunk.org/library/pubs/tl/sp001872.html Captured August 22, 2004.*
- *Holly Sklar, ed. Trilateralism: The Trilateral Commission and Elite Planning for World Management (Boston: South End Press, 1980).*
- *Martin J. Sklar. The Corporate Reconstruction of American Capitalism, 1890-1916: The Market, the Law, and Politics (Cambridge, New York and Melbourne: Cambridge University Press, 1988)*
- *Martin J. Sklar. "Woodrow Wilson and the Political Economy of Modern United States Liberalism." In Rothbard and Radosh, eds., pp. 7-65.*
- *Adam Smith. An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations (Chicago, London, Toronto: Encyclopedia Britannica, Inc., 1952).*
- *Robert Freeman Smith. "American Foreign Relations, 1920-1942" in Barton J. Bledstein, ed., Towards a New Past: Dissenting Essays in American History (New York: Vintage Books, 1967, 1968).*
- *Sam Smith. "How You Became the Enemy (Progressive Review, 1997). http://www.mega.nu:8080/ampp/enemy.html captured April 15, 2001.*
- *Ed Stamm. "Anarchists Condemn Anti-WTO Riots" The Match! Spring 2000.*
- *Peter Staudenmaier. "Anarchism and the Cooperative Ideal" The Communitarian Anarchist vol. 1 no. 1.*
- *L. S. Stavrianos. The Promise of the Coming Dark Age (San Francisco: W. H. Freeman and Co., 1976).*
- *Barry Stein. Size, Efficiency, and Community Enterprise (Cambridge, Mass.: Center for Community Economic Development, 1974).*
- *Robert Stinnett. Day of Deceit: The Truth About FDR and Pearl Harbor (New York: Free Press, 1999).*
- *Joseph R. Stromberg. "Experimental Economics, Indeed." Ludwig von Mises Institute, January 6, 2004. http://www.mises.org/fullstory.asp?control=1409 captured July 25, 2004.*
- *Stromberg. "Free Trade, Mercantilism and Empire." February 28, 2000. At http://www.antiwar.com/stromberg/s022800.html (captured October 28, 2003).*
- *Stromberg. The Political Economy of Liberal Corporatism. (Center for Libertarian Studies, 1977). Available online at http://www.blancmange.net/tmh/articles/stromberg.html (captured Sept. 23, 2002).*
- *Stromberg. "The Role of State Monopoly Capitalism in the American Empire" Journal of Libertarian Studies Volume 15, no. 3 (Summer 2001), pp. 57-93. Available online at http://www.mises.org/journals/jls/15_3/15_3_3.pdf (captured October 28, 2003).*
- *Dirk J. Struik. "Introduction" to Karl Marx, The Economic & Philosophical Manuscripts of 1844 (New York: International Publishers, 1964).*
- *Paul M. Sweezy. "Competition and Monopoly" Monthly Review 33:1 (May 1981) pp. 1-16.*
- *R. H. Tawney. Religion and the Rise of Capitalism (New York: Harcourt, Brace and Company, Inc., 1926).*
- *"Testimony of Chairman Alan Greenspan". U. S. Senate Committee on Banking, Housing, and Urban Affairs. 26 February 1997, at http://www.federalreserve.gov//boarddocs/hh/1997/february/testimony/htm*
- *E. P. Thompson. The Making of the English Working Class (New York: Vintage, 1963, 1966).*
- *Leo Tolstoy. "Parable" wysiwyg://partner.87/ http://www.geocities.com/glasgowbranch/parable.html Captured June 5, 2002.*
- *Jerome Tuccille. "Bits and Pieces" The Libertarian Forum (November 1, 1970).*
- *Benjamin R. Tucker. Instead of a Book, By a Man Too Busy to Write One. Gordon Press facsimile (New York: 1973 [1897]).*
- *United States Participation in the Multilateral Development Banks in the 1980s. Department of the Treasury, Washington, DC, 1982.*
- *"US Army Intel Units Spying on Activists" Intelligence Newsletter #381 (April 5, 2000)*
- *http://www.infoshop.org/news5/army_intel.html captured March 27, 2001.*
- *Wakefield. A View of the Art of Colonization. Reprints of Economic Classics (New York: Augustus M. Kelley, 1849, 1969).*
- *Immanuel Wallerstein. The Capitalist World-Economy: Essays (Cambridge University Press, 1979).*
- *Wallerstein. Historical Capitalism (London, New York: Verso, 1983).*
- *Wallerstein. The Modern World System. Part I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European*
- *World-Economy in the Sixteenth Century (New York: Academic Press, 1974); Part II: Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750 (New York:*
- *Academic Press, 1980).*
- *William English Walling. Socialism as it Is: A Survey of the World-Wide Revolutionary Movement (New York:MacMillan & Co., Ltd., 1912).*
- *Diane Cecilia Weber. "Warrior Cops: The Ominous Growth of Paramilitarism in American Police Departments" Cato Briefing Paper No. 50, 26 August 1999, at http://www.cato.org/pubs/briefs/bp-050es.html captured April 15, 2001.*
- *James Weinstein. The Corporate Ideal in the Liberal State: 1900-1918 (Boston: Beacon Press, 1968).*
- *Thomas J. Wertenbaker. The First Americans: 1607-1690 (Chicago: Quadrangle Books, 1971).*
- *William Appleman Williams. The Contours of American History (Cleveland and New York: The World Publishing Company, 1961).*
- *Williams. The Tragedy of American Diplomacy. (New York: Dell Publishing Company, 1959, 1962).*

- *"World Oil Supplies Running Out Faster than Expected" Oil and Gas Journal, August 12, 2002.*
- *Mark Zepezauer and Arthur Naiman. Take the Rich Off Welfare (Odonian Press/Common Courage Press, 1996).*

Ressources Individualistes/Mutuellistes

Any Time Now: Anarchist-Decentralist Newsletter
Affinity Place, Argenta B.C. VOG 1BO CANADA
http://www.geocities.com/vcmtalk/anytimenow.html

Bad Press/Boston Anarchist Drinking Brigade
PO Box 230332, Anchorage, AK 99523-0332, USA
http://world.std.com/~bbrigade/

The Black Crayon
http://www.blackcrayon.com/

A Libertarian Labyrinth
http://www.wcnet.org/~swilbur/liblab/index.html

Listen Liberty!
http://www.geocities.com/listen_liberty/

The Match!
P.O. Box 3012, Tucson AZ 85702, USA

Mutualist.Org: Free Market Anti-Capitalism
http://www.mutualist.org/
Kevin Carson, P.O. Box 822, Fayetteville, AR 72702-0822, USA

Mutualize!
http://www.geocities.com/vcmtalk/mutualize

The Portal
http://www.the-portal.org/

Red Lion Press
Box 174, Succ. D, Montreal QC, H3K 1H5, CANADA (do not mention Red Lion Press on envelope)
http://www.geocities.com/vcmtalk/redlionpress.html

Total Liberty Magazine
The Owl Press, 47 High Street, Belper, Derby DE56 1GF
http://mysite.wanadoo-members.co.uk/total_liberty1/

Voluntary Cooperation Movement
PO Box 1402, Lawrence KS 66044-8402 USA.
http://www.geocities.com/voluntary_cooperation_movement/start.html

1 *Selon la définition de Ronald Meek, le terme "théorie du coût" inclut "toute théorie qui aborde le problème du prix d'un produit par l'angle des 'coûts' (en incluant les profits) qui doivent être couverts si un producteur veut pouvoir continuer à produire. Certaines 'théories du coût' n'affirment rien de plus que la détermination du prix d'équilibre par le coût de production ; d'autres vont plus loin et recherchent le déterminant du coût de production lui-même." Studies in the Labour Theory of Value. Dans le même chapitre, la théorie du coût de production et la théorie de la valeur-travail sont utilisées de manière interchangeable, sauf précision contraire. Dans la théorie* mutuelliste*, les composants du coût hors-travail sont eux-mêmes réductibles soit à de la valeur-travail, soit à des rentes de rareté ; la théorie de la valeur-travail* mutuelliste *est, de ce fait, simplement une forme particulière de la théorie du coût, poussée à sa conclusion logique.*
2 *Adam Smith, Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*
3 *David Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt*
4 *Idem*
5 *Thomas Hodgskin, Labour Defended Against the Claims of Capital (New York: Augustus M. Kelley, 1963 (1825)) 27-8.*
6 *Friedrich Engels, Préface à la première édition allemande de Misère de la Philosophie de Karl Marx, 1884*
7 *Voir par exemple, les œuvres de Dirk Struik "Introduction" to The Economic and Philosophical Manuscripts of 1844 (New York: International Publishers, 1964); Norman Fischer, "The Ontology of Abstract Labor," Review of Radical Political Economics Summer 1982; and E. K. Hunt, "Marx's Concept of Human Nature and the Labor Theory of Value," Review of Radical Political Economics Summer 1982.*
8 *Karl Marx, "Postface de la deuxième édition allemande du Capital" (1873)*
9 *Maurice Dobb, Political Economy and Capitalism: Some Essays in Economic Tradition 2 nd rev. ed (London: Routledge & Kegan Paul Ltd, 1940, 1960) 53.*
10 *Maurice Dobb, Theories of Value and Distribution Since Adam Smith: Ideology and Economic Theory (Cambridge: Cambridge University Press, 1973) 118.*
11 *Idem*
12 *Dobb, Political Economy and Capitalism 24, 136.*
13 *Idem. 24-5.*
14 *Eugen von Böhm-Bawerk, Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*
15 *William Stanley Jevons, The Theory of Political Economy, 5 th ed. (Kelley & Millman, Inc., 1957) 1-2.*
16 *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*
17 *Ibid.*
18 *Ibid.*
19 *Ibid.*
20 *Ibid.*
21 *Ibid.*
22 *Ibid.*
23 *Carl Menger, Principes d'Économie*
24 *Ibid.*
25 *Eugen von Böhm-Bawerk, Théorie Positive du Capital*
26 *Ibid.*
27 *Adam Smith, Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*
28 *Ibid.*
29 *Ibid.*
30 *David Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt*
31 *Ibid.*
32 *Ibid.*
33 *Ibid.*
34 *Ibid.*
35 *Ibid.*
36 *Ibid.*
37 *David Ricardo, Notes sur Malthus, cité par Dobb, Théories de la Valeur et Distribution*
38 *John Stuart Mill, Principes d'Économie Politique*
39 *Ibid.*
40 *Ibid.*
41 *Ibid.*
42 *Ibid.*
43 *Ibid.*
44 *Friedrich Engels, Préface à la première édition allemande de Misère de la Philosophie de Karl Marx, 1884*
45 *Karl Marx, Misère de la Philosophie*
46 *Karl Marx, Grundrisse*
47 *Karl Marx et Friedrich Engels, Capital volume 3*
48 *Karl Marx et Friedrich Engels, Capital volume 1*
49 *Meek, Studies in the Labour Theory of Value 178-9.*
50 *Ibid.*
51 *Ibid.*
52 *Benjamin Tucker, "Why Wages Should Absorb Profits," Liberty July 16, 1887, in Benjamin Tucker, Instead of a Book, By a Man Too Busy to Write One, Gordon Press Facsimile (New York: 1897/1973) 289-90.*
53 *Benjamin Tucker, "A Criticism That Does Not Apply," Liberty July 16, 1887, in Ibid. 323.*
54 *Benjamin Tucker, "Protection, and Its Relation to Rent," Liberty October 27, 1888, in Ibid. 328, 331.*
55 *Benjamin Tucker, "Pinney His Own Procrustes," Liberty April 23, 1887, in Ibid. 251.*
56 *Benjamin Tucker, "Liberty and Land," Liberty December 15, 1888, in Ibid. 335-6.*
57 *Benjamin Tucker, "Voluntary Cooperation," Liberty May 24, 1890, in Ibid. 105.*
58 *Benjamin Tucker, "Rent: Parting Words," Liberty December 12, 1885, in Ibid. 306.*
59 *Benjamin Tucker, "Protection, and Its Relation to Rent" 332.*
60 *Böhm-Bawerk, Capital et Intérêt*
61 *Böhm-Bawerk, Théorie Positive du Capital*
62 *Ibid.*
63 *Dobb, Political Economy and Capitalism 14-7.*
64 *Dobb, Theories of Value and Distribution 10-1.*
65 *Leif Johansen, "Marxism and Mathematical Economics," Monthly Review January 1963 508.*
66 *Leif Johansen, "Labour Theory of Value and Marginal Utilities," Economics of Planning September 1963 100.*
67 *Ludwig von Mises, L'Action Humaine*

68 *Ibid.*
69 *Murray Rothbard, Man, Economy, and State: A Treatise on Economic Principles (Auburn University, Alabams: Ludwig von Mises Institute, 1993) 275-6.*
70 *Dobb, Theories of Value and Distribution 112-3; Meek, Studies in the Labour Theory of Value 123, 245-6.*
71 *Alfred Marshall, Principes d'Économie*
72 *Ibid.*
73 *Ibid.*
74 *Ibid.*
75 *Ibid.*
76 *Ibid.*
77 *Ibid.*
78 *Ibid.*
79 *Ibid.*
80 *Ibid.*
81 *Ibid.*
82 *Ibid.*
83 *Ibid.*
84 *Ibid.*
85 *Ibid.*
86 *Ibid.*
87 *Ibid.*
88 *Murray Rothbard, Man, Economy, and State*
89 *Ibid.*
90 *Ibid.*
91 *Ibid.*
92 *Eugen von Böhm-Bawerk, Capital et Intérêt*
93 *Murray Rothbard, Man, Economy, and State*
94 *Alfred Marshall, Principes d'Économie*
95 *Ibid.*
96 *Joseph Schumpeter, Ten Great Economists From Marx to Keynes (New York: Oxford University Press, 1965) 40-1.*
97 *Benjamin Tucker, "Does Competition Mean War?" Liberty August 4, 1888, in Tucker, Instead of a Book 405.*
98 *Rothbard, Man, Economy, and State 239*
99 *Ibid. 292*
100 *Eugen von Böhm-Bawerk, Théorie Positive du Capital*
101 *Murray Rothbard, Power and Market: Government and the Economy (Kansas City: Sheed Andrews and Mcmeel, Inc., 1970, 1977) 88-9.*
102 *Rothbard, Man, Economy, and State 303.*
103 *Dobb, Theories of Value and Distribution 205-6.*
104 *Ibid. 114*
105 *Ibid 179-82*
106 *Dobb, Political Economy and Capitalism 160.*
107 *Ibid. 160*
108 *Ibid. 160*
109 *Ibid. 140*
110 *James Buchanan, Cost and Choice: An Inquiry in Economic Theory, vol. 6 Collected Works (Indianapolis: Liberty Fund, 1999) 9.*
111 *Eugen von Böhm-Bawerk, Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*
112 *Ibid.*
113 *Ibid.*
114 *Ibid.; Eugen von Böhm-Bawerk, Karl Marx and the Close of His System*
115 *Adam Smith, Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*
116 *Ibid.*
117 *Ibid.*
118 *Maurice Dobb, Theories of Value and Distribution Since Adam Smith: Ideology and Economic Theory*
119 *Eric Roll, A History of Economic Thought, 3^{e} édition.*
120 *David Ricardo, "Absolute Value and Exchangeable Value (A Rough Draft)," vol. 4 of Piero Sraffa ed., The Works and Correspondence of David Ricardo*
121 *James Buchanan, Cost and Choice: An Inquiry in Economic Theory, vol. 6 of Collected Works*
122 *Ludwig von Mises, L'Action Humaine*
123 *Ibid.*
124 *Ibid.*
125 *William Stanley Jevons, The Theory of Political Economy, 5^{e} édition.*
126 *Ibid.*
127 *Ibid.*
128 *Ibid.*
129 *Alfred Marshall, Principles of Economics: An Introductory Volume, 8^{e} édition.*
130 *Ibid.*
131 *Ibid.*
132 *Böhm-Bawerk, Capital and Interest*
133 *Ludwig von Mises, L'Action Humaine*
134 *Karl Marx, Le Capital volume 1 ; voir aussi Grundrisse*
135 *Ludwig von Mises, L'Action Humaine*
136 *Murray Rothbard, Man, Economy, and State: A Treatise on Economic Principles*
137 *Ibid.*
138 *Maurice Dobb, Political Economy and Capitalism: Some Essays in Economic Tradition, 2 nd rev. ed.*
139 *Voir Cost and Choice de Buchanan, op. cit., pour une excellente étude historique de cette école de pensée*
140 *Dobb, Political Economy and Capitalism*
141 *Ibid.*
142 *Ibid.*
143 *Ibid.*
144 *Karl Marx, Le Capital volume 3*

145 *Ibid*.
146 *Dobb, Theories of Value and Distribution*
147 *Ibid*.
148 *Ibid*.
149 *Ibid*.
150 *Dobb, Political Economy and Capitalism*
151 *Ibid*.
152 *Karl Marx, Theories of Surplus Value, vol. 32 of Marx and Engels Collected Works*
153 *Ibid*.
154 *Ibid*.
155 *Benjamin Tucker, "Shall the Transfer Papers Be Taxed?" Liberty du 18 août 1888, in Benjamin Tucker, "Instead of a Book, By a Man Too Busy to Write One"*
156 *Benjamin Tucker, "Should Labor Be Paid or Not?"*
157 *Ronald Meek, Studies in the Labour Theory of Value, 2e édition.*
158 *R. H. Tawney, Religion and the Rise of Capitalism*
159 *Gary Elkin, Mutual Banking*
160 *David Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, 3e édition.*
161 *Karl Marx, Misère de la Philosophie*
162 *Karl Marx, A Contribution to the Critique of Political Economy, vol. 29 of Marx and Engels Collected Works*
163 *Karl Marx, le Capital volume 1*
164 *Böhm-Bawerk, Capital et Intérêt*
165 *Smith, Richesse des Nations*
166 *Ibid*.
167 *Ibid*.
168 *Ibid*.
169 *"Bad Capitalists Good Entrepreneurs," Message 3758 (July 24, 2000) LeftLibertarian@Yahoogroups.com. http://groups.yahoo.com/group/LeftLibertarian/message/3758*
170 *Thomas Hodgskin, Labour Defended Against the Claims of Capital*
171 *Eduard Heimann, "Franz Oppenheimer's Economic Ideas," Social Research, février 1949*
172 *Franz Oppenheimer, "A Post Mortem on Cambridge Economics (Part I),"*
173 *Dobb, Political Economy and Capitalism*
174 *Meek, Studies in the Labour Theory of Value*
175 *Dobb, Political Economy and Capitalism*
176 *Ibid*.
177 *Jean-Baptiste Say, Traité d'économie politique*
178 *Ibid*.
179 *Ibid*.
180 *David Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, 3e édition.*
181 *John Stuart Mill, Principes d'économie politique*
182 *Böhm-Bawerk, Capital et Intérêt*
183 *John Stuart Mill, Principes d'économie politique*
184 *Ibid*.
185 *Rothbard, Man, Economy, and State*
186 *Böhm-Bawerk, Karl Marx and the Close of His System*
187 *Ibid*.
188 *Eugen von Böhm-Bawerk, Capital et Intérêt*
189 *Ibid*
190 *Ibid*
191 *Ibid*
192 *Ibid*
193 *Murray Rothbard, Man, Economy, and State: A Treatise on Economic Principles*
194 *Roger W. Garrison, "Professor Rothbard and the Theory of Interest," in Walter Block and Llewellyn H. Rockwell, Jr., eds., Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray N. Rothbard (Auburn, Ala.: Auburn University Press, 1988)*
195 *Böhm-Bawerk, Capital et Intérêt*
196 *Eugen von Böhm-Bawerk, La Théorie Positive du Capital*
197 *Ibid*
198 *Ibid*
199 *Ibid*
200 *Ibid*
201 *Ibid*
202 *Ibid*
203 *Michael Perelman, Classical Political Economy: Primitive Accumulation and the Social Division of Labor (Totowa, N.J.: Rowman & Allanheld; London: F. Pinter, 1984, c 1983)*
204 *Maurice Dobb, Économie Politique et Capitalisme*
205 *Benjamin Tucker, "Should Labor Be Paid or Not?" Liberty April 28, 1888, in Benjamin Tucker, Instead of a Book, By a Man Too Busy to Write One. Gordon Press Facsimile (New York: 1897/1973)*
206 *Karl Marx, "Value, Price and Profit," vol. 20 in Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1985)*
207 *Maurice Dobb, Introduction to Karl Marx's Contribution to the Critique of Political Economy (New York: International Publishers, 1970)*
208 *Ibid*
209 *Maurice Dobb, Political Economy and Capitalism: Some Essays in Economic Tradition, 2 nd rev. ed. (London: Routledge & Kegan Paul, Ltd,1940, 1960)*
210 *Ronald L. Meek, Studies in the Labour Theory of Value, 2 nd ed. (New York and London: Monthly Review Press, 1956)*
211 *Dobb, Political Economy and Capitalism*
212 *Ibid*
213 *Karl Marx, Grundrisse*
214 *Ibid*
215 *Ibid*
216 *Karl Marx and Friedrich Engels, Capital vol. 1, vol. 35 in Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1996)*

217 *Ibid*
218 *Friedrich Engels, Anti-Dühring, vol. 25 in Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1987)*
219 *Ibid*
220 *Ibid*
221 *Ibid*
222 *Ibid*
223 *Ibid*
224 *Thomas Hodgskin, The Natural and Artificial Right of Property Contrasted (London: B. Steil, 1832)*
225 *Ibid*
226 *Ibid*
227 *Ibid*
228 *Ibid*
229 *Benjamin Tucker, "Socialism: What It is," Liberty May 17, 1884, in Tucker, Instead of a Book*
230 *Franz Heimann, "Franz Oppenheimer's Economic Ideas," Social Research (New York) (February 1944)*
231 *Franz Oppenheimer, "A Post Mortem on Cambridge Economics (Part III)," The American Journal of Economics and Sociology vol. 3 no. 1 (1944)*
232 *Franz Oppenheimer, The State, trans. By John Gitterman (San Francisco: Fox & Wilkes, 1997)*
233 *Ibid*
234 *Ibid*
235 *Ibid*
236 *Ibid*
237 *Ibid*
238 *Albert Jay Nock, Our Enemy, the State (Delavan, Wisc.: Hallberg Publishing Corp., 1983)*
239 *Ibid*
240 *Ibid*
241 *Murray Rothbard, Man, Economy, and State: A Treatise on Economic Principles (Auburn University, Alabama: Ludwig von Mises Institute, 1993)*
242 *Murray Rothbard, "The Anatomy of the State" Rampart Journal of Individualist Thought (Summer 1965), reprinted as pdf file by Libertarian Alliance, www.libertarian.co.uk/lapubs/socin/socin001.pdf Captured August 4, 2004.*
243 *Nock, Our Enemy, the State*
244 *Franz Oppenheimer, "A Post Mortem on Cambridge Economics (Part II)," The American Journal of Economics and Sociology 2:4 (1943) 533.*
245 *Franz Oppenheimer, The State, trans. By John Gitterman (San Francisco: Fox & Wilkes, 1997) li-lii.*
246 *Karl Marx and Friedrich Engels, Capital vol. 1, vol. 35 of Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1996) 704-5.*
247 *Oppenheimer, The State 5-6.*
248 *Ludwig von Mises, Human Action (Chicago: Regnery, 1949, 1963, 1966) 619-20.*
249 *Radley Balko, " Third World Workers Need Western Jobs, " Fox News.Com May 6, 2004. http://www.foxnews.com/story/0,2933,119125,00.htm Captured May 6, 2004.*
250 *Art Carden, "Sweatshops," Mises Economics Blog, May 6, 2004. http://www.mises.org/blog/archives/001956.asp Captured May 6, 2004.*
251 *Oppenheimer, The State 6.*
252 *Ibid. 7-8.*
253 *Ibid. 8.*
254 *Ibid. 8.*
255 *The term "primitive accumulation" (or "original accumulation"), was originally used by the classical economists in reference to the process by which, in the mists of time, capital had been originally accumulated by an owning class distinct from laborers (Adam Smith's "accumulation of stock"); it was assumed to have been the result of success in the marketplace. Marx used the term ironically, standing it on its head. The term, succinctly, referred to "an accumulation not the result of the capitalist mode of production, but its starting point." Marx and Engels, Capital vol. 1 704.*
256 *Marx and Engels, Capital vol. 1 705-6.*
257 *Ibid. 179-80.*
258 *Ibid. 706.*
259 *Ibid. 709.*
260 *J. L. and Barbara Hammond, The Village Labourer (1760-1832) (London: Longmans, Green & Co., 1913) 27-8, 35-6.*
261 *Marx and Engels, Capital vol. 1 711.*
262 *R. H. Tawney, Religion and the Rise of Capitalism (New York : Harcourt, Brace and Company, Inc., 1926) 120.*
263 *Frances Fox Piven and Richard Cloward, Regulating the Poor (New York: Vintage Books, 1971, 1993) 3-42.*
264 *Maurice Dobb, Studies in the Development of Capitalism (London: Routledge & Kegan Paul, Ltd, 1963) 224-5, 224-5n.*
265 *Immanuel Wallerstein, The Modern World System, Part I (New York: Academic Press, 1974) 251n.*
266 *Christopher Hill, The Century of Revolution: 1603-1714 (New York: W. W. Norton & Co., Inc., 1961) 147.*
267 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 172.*
268 *Marx and Engels, Capital vol. 1 713.*
269 *Christopher Hill, Reformation to the Industrial Revolution, 1603-1714. Vol. 2 of Pelican History of Great Britain (London: Penguin Books, 1967) 116.*
270 *Henry George, Progress and Poverty (New York: Walter J. Black, 1942) 320.*
271 *Marx and Engels, Capital vol. 1 714.*
272 *Michael Perelman, Classical Political Economy: Primitive Accumulation and the Social Division of Labour (Totowa, N.J.: Rowman & Allanheld; London: F. Pinter, 1984, c 1983) 48-9.*
273 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 226; Considerations Concerning Common Fields and Enclosures (1653), in Ibid. 226.*
274 *The Hammonds, Village Labourer 42.*
275 *E. J. Hobsbawm and George Rudé, Captain Swing (New York: W.W. Norton & Company Inc., 1968) 27.*
276 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 227.*
277 *"Development as Enclosure: The Establishment of the Global Economy," The Ecologist (July/August 1992) 133.*
278 *Marx and Engels, Capital vol. 1 715.*
279 *Qt. In Ibid. 610.*
280 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 275.*
281 *Marx and Engels, Capital vol. 1 231.*
282 *Perelman, Classical Political Economy 38.*

283 *E. P. Thompson, The Making of the English Working Class (New York: Vintage, 1963, 1966) 219-20, 358.*
284 *Marx and Engels, Capital vol. 1 716.*
285 *Karl Marx, A Contribution to the Critique of Political Economy, vol. 3 of Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1998) 205.*
286 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 222.*
287 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 222.*
288 *Trevor Ashton, An Economic History of England: the 18 th Century (London: University Paperbacks, 1972) 115, qt. in Perelman, Classical Political Economy 38.*
289 *Kirkpatrick Sale, Human Scale (New York: Coward, McCann & Geoghegan, 1980) 162.*
290 *Marx and Engels, Capital vol. 1 717-8.*
291 *Albert Jay Nock, Our Enemy, the State (Delavan, Wisc.: Hallberg Publishing Corp., 1983) 106n.*
292 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 121.*
293 *Perelman, Classical Political Economy 41-2.*
294 *Ibid. 42.*
295 *Marx and Engels, Capital vol. 1 752.*
296 *Adam Smith, An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations (Chicago, London, Toronto: Encyclopedia Britannica, Inc. 1952).*
297 *E. G. Wakefield, A View of the Art of Colonization. Reprints of Economic Classics (New York: Augustus M. Kelley, 1969 (1849)) 166.*
298 *E. G. Wakefield, England and America II:5, qt. in Marx and Engels, Capital vol. 1 755.*
299 *Wakefield, England and America I:131, qt. in ibid. 756-7.*
300 *Herman Merivale, Lectures on Colonisation and Colonies, qt. In Ibid. 757.*
301 *Wakefield, View of the Art of Colonization 332-3.*
302 *Gary B. Nash, Class and Society in Early America (Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, Inc., 1970) 23, 33, 46.*
303 *Nock, Our Enemy, the State 67.*
304 *Ibid. 67n.*
305 *Ibid. 69.*
306 *Ibid. 71.*
307 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 222.*
308 *Ibid. 23-4.*
309 *Six Centuries of Work and Wages, qt. in Ibid. 233.*
310 *Marx and Engels, Capital vol. 1 723-6.*
311 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 141-2.*
312 *Smith, Wealth of Nations 59-61.*
313 *Ibid. 60.*
314 *Marx and Engels, Capital vol. 1 273; all material in quotes is from Ferrand's Speech in the House of Commons, April 27, 1863.*
315 *Qt. in ibid 746.*
316 *J. L. and Barbara Hammond, The Town Labourer (1760-1832) (London: Longmans, Green & Co., 1917) 1:44, 147.*
317 *Michael A. Hoffman II, They Were White and They Were Slaves: The Untold History of the Enslavement of Whites in Early America. 4 th ed. (Dresden, N.Y.: Wiswell Ruffin House, 1992) 16.*
318 *Thompson, Making of the English Working Class 223-4.*
319 *Smith, Wealth of Nations 61; Hammonds, Town Labourer 1:74.*
320 *Thompson, Making of the English Working Class 199-202.*
321 *The Hammonds, Town Labourer 123-7.*
322 *Smith, Wealth of Nations 61.*
323 *See Piven and Cloward, Regulating the Poor, on how these purposes were served by 20 th century welfare and labor legislation.*
324 *Marx and Engels, Capital vol. 1 247.*
325 *Ibid. 276n.*
326 *Ibid. 729.*
327 *Ibid. 729-30.*
328 *Hilaire Belloc, The Servile State (Indianapolis: Liberty Classics, 1913, 1977).*
329 *Smith, Wealth of Nations 61.*
330 *Hammonds, Town Labourer 1:33-4.*
331 *Steven A. Marglin, "What Do Bosses Do? The Origins and Functions of Hierarchy in Capitalist Production--Part I" Review of Radical Political Economics (Summer 1974) .*
332 *Ibid.*
333 *Ibid.*
334 *Andrew Ure, Philosophy of Manufactures, in Thompson, Making of the English Working Class 360.*
335 *David Noble, America by Design: Science, Technology, and the Rise of Corporate Capitalism (N.Y.: Alfred A. Knopf, 1977) xi-xii.*
336 *Hammonds, Town Labourer 72.*
337 *Ibid. 80.*
338 *Ibid. 91-2.*
339 *"Planting the Liberty Tree," Chapter Five of Thompson, Making of the English Working Class.*
340 *Ibid. 197-8.*
341 *Marx and Engels, Capital vol. 1 741.*
342 *Cecil Rhodes, qt. In "Development as Enclosure" 134.*
343 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 129.*
344 *Ibid. 127.*
345 *Ibid. 128.*
346 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 202.*
347 *Ibid. 203-4.*
348 *Ibid. 210.*
349 *Ibid. 206.*
350 *Wakefield, A View of the Art of Colonization 324-6.*
351 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 185.*
352 *James G. Leyburn, The Scotch-Irish (Chapel Hill, N.C.: University of North Carolina Press, 1962) 176.*
353 *Hoffman, They Were White and They Were Slaves 55, 77.*
354 *Thomas Wertenbaker, The First Americans: 1607-1690 (Chicago: Quadrangle Books, 1971) 24-5.*
355 *A. Roger Ekirch, Bound for America: The Transportation of British Convicts to the Colonies, 1718-1775 (Oxford, UK: Clarendon Paperbacks, 1987) 134-40.*
356 *Ibid. 1.*

357 *Ibid. 27.*
358 *Ibid. 55, 58.*
359 *Richard Hofstadter, America at 1750: A Social Portrait (New York: Vintage Books, 1973) 34-5.*
360 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 143.*
361 *Hoffman, They Were White and They Were Slaves 72-3.*
362 *Ibid. 80.*
363 *Ibid. 85-6.*
364 *Ibid. 85-90.*
365 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 205.*
366 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 191.*
367 *Ibid. 191.*
368 *Noam Chomsky, World Orders Old and New (New York: Columbia University Press, 1998) 115.*
369 *Noam Chomsky, Keeping the Rabble in Line (Monroe, Maine: Common Courage Press, 1994) 87.*
370 *David Korten, When Corporations Rule the World (West Hartford, Conn.: Kumarian Press, 1995; San Francisco, Calif.: Berrett-Koehler Publishers, Inc., 1995) 252.*
371 *"Development as Enclosure" 134.*
372 *Ibid. 138-9.*
373 *Ibid. 135-7.*
374 *Immanuel Wallerstein, Historical Capitalism (London, New York: Verso, 1983) 41-2.*
375 *Peter Kropotkin, The State: Its Historic Role, http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/kropotkin/state/state_toc.html Captured November 12, 2003. Sec. IV.*
376 *Ibid. Sec. V.*
377 *Ibid. Sec. IV.*
378 *See Jean Gimpel, The Medieval Machine: The Industrial Revolution of the Middle Ages (New York: Penguin, 1977); also Peter Kropotkin, Mutual Aid: A Factor of Evolution (New York: Doubleday, Page & Co., 1909) 297-8.*
379 *G. K. Chesterton, A Short History of England (New York: John Lane Company, 1917) 163-4.*
380 *Kropotkin, The State Sec. VII.*
381 *Immanuel Wallerstein, The Modern World System, Part II (New York: Academic Press, 1980) 31.*
382 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 235-6.*
383 *Wallerstein, Historical Capitalism 105-6.*
384 *Wallerstein, The Modern World System, Part I 62, 286.*
385 *Ibid. 245-6, 256; Perez Zagorin, "The Second Interpretation of the English Revolution," Journal of Economic History (September 3, 1959) qt. in ibid. 256.*
386 *Hill, Reformation to the Industrial Revolution 50.*
387 *Wallerstein, The Modern World-System, Part I 283.*
388 *Ibid. 290.*
389 *Arno Mayer, The Persistence of the Old Regime*
390 *Mises, Human Action 622.*
391 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 22, 277-8.*
392 *Mises, Human Action 620.*
393 *Michael Harrington, The Twilight of Capitalism (Simon and Schuster, 1976)*
394 *Kropotkin, Mutual Aid 215-22, 226-7, 230*
395 *See, for example, John S. Pettingill, "Firearms and the Distribution of Income: A Neoclassical Model," Review of Radical Political Economics (Summer 1981) 1-10.*
396 *Kropotkin, The State Sec. VI.*
397 *Ibid. Sec. VIII.*
398 *Dobb, Studies in the Development of Capitalism 88-124.*
399 *Kropotkin, The State Sec. VII.*
400 *Marx, A Contribution to the Critique of Political Economy 263.*
401 *In fairness, Michael Harrington argued that that work was a deliberate simplification and did not do justice to the complexity of Marx's thought as a whole. Twilight of Capitalism 37-41.*
402 *Six Lectures at Manchester, qt. in Karl Marx, Grundrisse, vol. 29 of Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1987) 99.*
403 *Karl Marx, The Poverty of Philosophy, vol. 6 of Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1976) 132.*
404 *Ibid. 159.*
405 *Friedrich Engels, Anti-Dühring, vol. 25 of Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1987) 168.*
406 *Marx, Grundrisse 435.*
407 *Marx and Engels, Capital vol. 1 749.*
408 *Kropotkin, Mutual Aid 297.*
409 *Albert Jay Nock, Our Enemy, the State*
410 *Ibid*
411 *Benjamin Tucker, "State Socialism and Anarchism," in Benjamin Tucker, Instead of a Book, by a Man Too Busy to Write One. Gordon Press Facsimile (New York: Gordon Press, 1897, 1973)*
412 *Nock, Our Enemy, the State*
413 *Henry George, Progress and Poverty (New York: Walter J. Black, 1942) 312; Joshua King Ingalls, Social Wealth: The Sole Factors and Exact Ratios in Its Acquirement and Apportionment (New York: Social Science Publishing Co., 1885)*
414 *Adam Smith, An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations (Chicago, London, Toronto: Encyclopedia Britannica, Inc., 1952)*
415 *Robert Nozick, Anarchy, State, and Utopia (U.S.A.: Basic Books, 1974)*
416 *Benjamin Tucker, "An Alleged Flaw in Anarchy," in Tucker, Instead of a Book*
417 *"Re: On the Question of Private Property," August 26, 2003.http://anti-state.com/forum/index.php?board=6;action=display;threadid=6726;start=20 Captured April 30, 2004.*
418 *Bill Orton, "Cohen's Argument," Free-Market.Net forums, January 1, 2001 http://www.free-market.net/forums/main0012/messages/807541545.html Captured April 30, 2004.*
419 *Orton, "Re: On the Question of Private Property," Anti-State.Com Forum, August 30, 2003. http://www.antistate.com/forum/index.php?board=6;action=display;threadid=6726;start=20 Captured April 30, 2004.*
420 *Bill Orton, "Yet Another Variation," Anti-State.Com Forum, December 7, 2003. http://anti-state.com/forum/index.php?board=1;action=display;threadid=7965;start=0 Captured April 30, 2004.*
421 *Bill Orton, "Property (Wolf De Voon)," Anti-State.Com Forum, July 07, 2003, http://anti-state.com/forum/index.php?board=2;action=display;threadid=6072;start=0 Captured April 30, 2004.*

422 *Murray Rothbard, Man, Economy, and State: A Treatise on Economic Principles (Auburn University, Alabama: Ludwig von Mises Institute, 1993)*
423 *Murray Rothbard, Power and Market: Government and the Economy (Kansas City: Sheed Andrews and Mcmeel, Inc., 1970, 1977)*
424 *Ibid*
425 *Jerome Tuccille, "Bits and Pieces," The Libertarian Forum (November 1, 1970)*
426 *Rothbard, Power and Market*
427 *Ludwig von Mises, Socialism (New York: Yale University Press, 1951)*
428 *Edward Heimann, "Franz Oppenheimer's Economic Ideas," Social Research (New York) (February 1944)*
429 *Rothbard, Power and Market*
430 *Ibid*
431 *See Bernie Jackson, "The Fine Art of Conservation," The Freeman: Ideas on Liberty (October 1998)*
432 *Rothbard, Power and Market*
433 *Smith, Wealth of Nations*
434 *Ibid*
435 *Ibid*
436 *Nock, Our Enemy, the State*
437 *Thomas Hodgskin, The Natural and Artificial Right of Property Contrasted (London: B. Steil, 1832)*
438 *Ibid*
439 *Ibid*
440 *Ibid*
441 *Ibid*
442 *Ibid*
443 *Ingalls, Social Wealth*
444 *Ibid*
445 *Ibid*
446 *Ibid*
447 *Ibid*
448 *Ibid*
449 *Ibid*
450 *Ibid*
451 *Ibid*
452 *Ibid*
453 *Ibid*
454 *Ibid*
455 *Ibid*
456 *Benjamin Tucker, "The Land for the People," Liberty June 22, 1882, in Tucker, Instead of a Book*
457 *Benjamin Tucker, "The Distribution of Rent," Liberty February 23, 1884, in Tucker, Instead of a Book*
458 *Heimann, "Franz Oppenheimer's Economic Ideas"*
459 *Bill Orton, "Property and Panarchy," Free-Market.Net Forum, December 28, 2000. http://www.free-market.net/forums/main0012/messages/408156009.html Captured April 30, 2004*
460 *Orton, "Cohen's Argument."*
461 *Bill Orton, "Which is MORE important--market or anarchy?" Anti-State.Com Forum, August 23, 2003. http://anti-state.com/forum/index.php?board=1;action=display;threadid=6721;start=20 Captured April 30, 2004*
462 *Bill Orton, "Re: Anarch-Socialism," Anti-State.Com Forum, April 1, 2004. http://anti-state.com/forum/index.php?board=6;action=display;threadid=9256;start=120 Captured April 30, 2004*
463 *Bill Orton, "Re: Poll: What if An-capistan turned anti-capitalist?" Anti-State.Com Forum, January 31, 2003. http://anti-state.com/forum/index.php?board=1;action=display;threadid=8702;start=140 Captured April 30, 2004*
464 *Orton, "Re: Yet Another Variation..." Antistate.Com Forum, December 8, 2003. http://www.antistate.com/forum/index.php?board=1;action=display;threadid=7965;start=20 Captured April 30, 2004*
465 *Orton, "Re: On the Question of Private Property," Anti-State.Com Forum, August 30, 2003. http://anti-state.com/forum/index.php?board=6;action=display;threadid=6726;start=20 Captured April 30, 2004*
466 *William B. Greene, Mutual Banking. Gordon Press Facsimile (New York: Gordon Press, 1849, 1974)*
467 *Benjamin Tucker, "Economic Hodge-Podge," Liberty October 8, 1887, in Tucker, Instead of a Book*
468 *Karl Hess and David Morris, Neighborhood Power: The New Localism (Boston: Beacon Press, 1975)*
469 *Greene, Mutual Banking*
470 *Benjamin Tucker, "Apex or Basis," Liberty December 10, 1881, in Tucker, Instead of a Book*
471 *Alexander Cairncross, "Economic Schizophrenia," Scottish Journal of Political Economy (February 1950), qt. in Michael Perelman, Classical Political Economy: Primitive Accumulation and the Social Division of Labor (Totowa, N.J.: Rowman & Allanheld; London: F. Pinter, 1984, c 1983)*
472 *J. B. Robertson, The Economics of Liberty (Minneapolis: Herman Kuehn, 1916)*
473 *Gary Elkin. "Benjamin Tucker--Anarchist or Capitalist?" http://flag.blackened.net/daver/anarchism/tucker/an_or_cap.html Captured October 28, 2003*
474 *Elkin. "Mutual Banking." The original that Elkin posted on the web is down, but it is available in a post cached at alt.philosophy.debate, Jul 12, 1999. http://groups.google.com/groups?q=%22gary+elkin%22+%22mutual+banking%22&hl=en&lr=&ie=UTF-8&oe=UTF-8&safe=off&selm=37897B99.1B1E%40columbia-center.org&rnum=7&filter=0 Captured May 15, 2004*
475 *Ibid*
476 *"Testimony of Chairman Alan Greenspan". U. S. Senate Committee on Banking, Housing, and Urban Affairs. 26 February 1997. http://www.federalreserve.gov//boarddocs/hh/1997/february/testimony/htm Captured May 1, 2001.*
477 *Rothbard, Man, Economy, and State*
478 *Rothbard, Power and Market*
479 *Chakravarthi Raghavan, Recolonization: GATT, the Uruguay Round & the Third World (Penang, Malaysia: Third World Network, 1990)*
480 *Ibid*
481 *Rothbard, Man, Economy, and State*
482 *Raghavan, Recolonization*
483 *Rothbard, Power and Market*
484 *Hearings on Global and Innovation-Based Competition. FTC, 29 November 1995. http://www.ftc.gov/opp/gc112195.pdf Captured May 1, 2001*
485 *Citizens for Tax Justice. "GOP Leaders Distill Essence of Tax Plan: Surprise! It's Corporate Welfare" 14 September 1999.*

http://www.ctj.org/pdf/corp0999.pdf Captured May 1, 2001
486 Chris Lewis, "Public Assets, Private Profits," Multinational Monitor, in Project Censored Yearbook 1994 (New York: Seven Stories Press, 1994)
487 Benjamin Grove. "Gibbons Backs Drug Monopoly Bill," Las Vegas Sun 18 February 2000. http://www.ahc.umn.edu/NewsAlert/Feb00/022100NewsAlert/44500.htm Captured May 1, 2001
488 David Noble, America by Design: Science, Technology, and the Rise of Corporate Capitalism (New York: Alfred A. Knopf, 1977)
489 Ibid
490 Ibid
491 Ibid
492 Raghavan, Recolonization
493 Martin Khor Kok Peng, The Uruguay Round and Third World Sovereignty (Penang, Malaysia: Third World Network, 1990)
494 Dieter Ernst, Technology, Economic Security and Latecomer Industrialization, in Raghavan, Recolonization
495 Ibid
496 Martin Khor Kok Peng, The Uruguay Round and Third World Sovereignty
497 Raghavan, Recolonization
498 Smith, Wealth of Nations
499 Noam Chomsky, "How Free is the Free Market?" Resurgence no. 173. http://www.oneworld.org/second_opinion/chomsky.html Captured May 1, 2001.
500 Nock, Our Enemy, the State
501 Noble, America by Design
502 Noam Chomsky, Class Warfare: Interviews with David Barsamian (Monroe, Maine: Common Courage Press, 1996)
503 Tibor Machan, "On Airports and Individual Rights," The Freeman: Ideas on Liberty (February 1999)
504 Martin Sklar, The Corporate Reconstruction of American Capitalism, 1890-1916: The Market, the Law, and Politics (Cambridge, New York and Melbourne: Cambridge University Press, 1988)
505 Ibid
506 Joseph Stromberg, "The Role of State Monopoly Capitalism in the American Empire," Journal of Libertarian Studies (Summer 2001) 64. Available online at <http://www.mises.org/journals/jls/15_3/15_3_3.pdf> Captured October 28, 2003
507 Sklar, Corporate Reconstruction of American Capitalism
508 Voir note 3 ci-dessus
509 Murray Rothbard, "War Collectivism in World War I," in Murray Rothbard and Ronald Radosh, eds., A New History of Leviathan: Essays on the Rise of the American Corporate State (New York: E. P. Dutton & Co., Inc., 1972)
510 Arthur Schlesinger, Jr., The Age of Jackson (Boston: Houghton-Mifflin, 1946)
511 "Why Business Always Loses," qt. in G. William Domhoff, The Higher Circles: The Governing Class in America (New York: Vintage Books, 1971)
512 Robert Rives La Monte, "You and Your Vote," International Socialist Review XIII, No. 2 (August 1912); "Editorial," International Socialist Review XIII, No. 6 (December 1912)
513 Friedrich Engels, Anti-Dühring, vol. 25 of Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1987)
514 James Weinstein, The Corporate Ideal in the Liberal State: 1900-1918 (Boston: Beacon Press, 1968)
515 George Orwell, 1984. Signet Classics reprint (New York: Harcourt Brace Jovanovich, 1949, 1981)
516 Ivan Illich, Deschooling Society (1970) 1-3. Online edition, <http://philosophy.la.psu.edu/illich/deschool/intro.html> Captured October 15, 2003
517 Edgar Z. Friedenberg, The Disposal of Liberty and Other Industrial Wastes (Garden City, N.Y.: Anchor, 1976)
518 William Appleman Williams, The Contours of American History (Cleveland and New York: The World Publishing Company, 1961)
519 Il existe un large corpus de travaux d'histoire et d'ingénierie industrielle sur ce sujet. Par exemple : Harry Braverman, Labor and Monopoly Capital: The Degradation of Work in the Twentieth Century, 25th Anniversary Edition (New York: Monthly Review Press, 1998); William Lazonick, Business Organization and the Myth of the Market Economy (New York: Cambridge University Press, 1991); William Lazonick, Competitive Advantage on the Shop Floor (New York: Cambridge University Press, 1990); Steven A. Marglin, "What Do Bosses Do? The Origins and Functions of Hierarchy in Capitalist Production--Part I" Review of Radical Political Economics 6:2 (Summer 1974); David Montgomery, The Fall of the House of Labor (New York: Cambridge University Press, 1979); David Montgomery, Workers Control in America (New York: Cambridge University Press, 1979); David F. Noble, America by Design: Science, Technology, and the Rise of Corporate Capitalism (New York: Alfred A. Knopf, 1977); David F. Noble, Forces of Production: A Social History of Industrial Automation (New York: Alfred A. Knopf, 1984)
520 See James Weinstein, The Corporate Ideal in the Liberal State: 1900-1918 (Boston: Beacon Press, 1968)
521 Noble, America by Design
522 Hilaire Belloc, The Servile State (Indianapolis: Liberty Classics, 1913, 1977)
523 Gabriel Kolko, The Triumph of Conservatism: A Reinterpretation of American History 1900-1916 (New York: The Free Press of Glencoe, 1963)
524 Paul M. Sweezy, "Competition and Monopoly," Monthly Review (May 1981)
525 Kolko, Triumph of Conservatism
526 Ibid
527 Ibid
528 Ibid
529 Ibid
530 Ronald Radosh, "The Myth of the New Deal," in Rothbard and Radosh, eds., A New History of Leviathan
531 Thomas Ferguson and Joel Rogers. Right Turn (New York: Hill and Wang, 1986), p. 46; cette analyse est prolongée et approfondie dans Thomas Ferguson, Golden Rule: The Investment Theory of Party Competition and the Logic of Money-Driven Political Systems (Chicago: University of Chicago Press, 1995)
532 Ferguson, Golden Rule 117 et seq.; John Kenneth Galbraith, The New Industrial State (New York: Signet Books, 1967)
533 Weinstein, Corporate Ideal in the Liberal State, esp. the first two chapters.
534 Montgomery, Workers' Control in America
535 Radosh, "The Myth of the New Deal"
536 Domhoff, Higher Circles
537 Ibid
538 James O'Connor, The Fiscal Crisis of the State (New York: St. Martin's Press, 1973)
539 G. William Domhoff, The Power Elite and the State: How Policy is Made in America (New York: Aldine de Gruyter, 1990)
540 Nikolai Bukharin. Imperialism and World Economy, Chapter XIII, online edition <http://www.marxists.org/archive/bukharin/works/1917/imperial/> Captured October 15, 2003
541 James O'Connor, Accumulation Crisis (Oxford: Basil Blackwell Ltd, 1984)
542 Domhoff, Higher Circles
543 Domhoff, Power Elite and the State

544 *Frances Fox Piven and Richard Cloward, Regulating the Poor (New York: Vintage Books, 1971, 1993)*
545 *Léon Tolstoï, "Parabole" http://www.geocities.com/glasgowbranch/parable.html Captured June 5, 2002*
546 *Belloc, Servile State*
547 *John P. McCarthy, Hilaire Belloc: Edwardian Radical (Indianapolis: Liberty Press, 1978)*
548 *Belloc, Servile State*
549 *C. Wright Mills, The Power Elite (Oxford and New York: Oxford University Press, 1956, 2000)*
550 *David W. Eakins, "Business Planners and America's Postwar Expansion," in David Horowitz, ed., Corporations and the Cold War (New York and London: Monthly Review Press, 1969)*
551 *G. William Domhoff, Who Rules America? (Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1967)*
552 *Frank Kofsky, Harry S. Truman and the War Scare of 1948 (New York: St. Martin's Press, 1993)*
553 *Charles E. Nathanson, "The Militarization of the American Economy," in Horowitz, ed., Corporations and the Cold War*
554 *Noble, America by Design*
555 *Nathanson, "The Militarization of the American Economy"*
556 *Ibid*
557 *Ibid*
558 *Ibid*
559 *Ibid*
560 *Seymour Melman, The Permanent War Economy: American Capitalism in Decline (New York: Simon and Schuster, 1974)*
561 *Ibid*
562 *Mills, Power Elite*
563 *Ibid*
564 *G. William Domhoff, Who Rules America Now? (Prospect Heights, Ill.: Waveland Press, 1983, 1997)*
565 *Domhoff, Who Rules America?*
566 *Sklar, Corporate Reconstruction of American Capitalism*
567 *Mills, Power Elite 118-146; see also material on corporate socialization in William M. Dugger, Corporate Hegemony (Westport, Conn.: Greenwood Press, 1989)*
568 *Mills, Power Elite*
569 *Bukharin, Imperialism and World Economy Chapter XI*
570 *Ibid. Chapter XIII*
571 *Mills, Power Elite*
572 *Pour un excellent résumé des différences entre les théories des structuralistes, des corporatistes de gauche, et des théoriciens de l'élite au pouvoir, lire le début du Power Elite and the State de G. William Domhoff. Le reste du livre est une série d'études de cas, avec une revue des prises de positions des structuralistes et des autonomistes d'État, des grandes initiatives réglementaires du XXe siècle.*
573 *See Domhoff's chapter on right-wing conspiracy theory, "Dan Smoot, Phyllis Schlafly, Reverend McBirnie, and Me" in Higher Circles*
574 *Paul Baran and Paul Sweezy, Monopoly Capitalism: An Essay in the American Economic and Social Order (New York: Monthly Review Press, 1966)*
575 *Ibid*
576 *Ibid*
577 *Mark J. Green, et al., eds., The Closed Enterprise System. Ralph Nader's Study Group Report on Antitrust Enforcement (New York: Grossman Publishers, 1972)*
578 *Baran and Sweezy, Monopoly Capital*
579 *Rudolf Hilferding, Finance Capital. Ed. and trans. By Tom Bottom ore (London and Boston: Routledge & Kegan Paul, 1910, 1981)*
580 *Baran and Sweezy, Monopoly Capital*
581 *O'Connor, Fiscal Crisis of the State*
582 *Ibid*
583 *Ibid*
584 *Karl Marx and Friedrich Engels, Capital vol. 3, vol. 37 of Marx and Engels Collected Works (New York: International Publishers, 1998)*
585 *Daniel Gross, "Socialism, American Style: Why American CEOs covet a massive European-style social-welfare state" Slate Aug. 1, 2003 http://slate.msn.com/id/2086511/*
586 *C-SPAN, September 1, 2003*
587 *O'Connor, Fiscal Crisis of the State*
588 *Noble, America by Design*
589 *Ibid*
590 *O'Connor, Fiscal Crisis of the State*
591 *William Appleman Williams, "A Profile of the Corporate Elite," in Rothbard and Radosh, eds., New History of Leviathan*
592 *O'Connor, Fiscal Crisis of the State*
593 *Ibid*
594 *Ibid*
595 *Ibid*
596 *Piven and Cloward, Regulating the Poor*
597 *William Appleman Williams, The Tragedy of American Diplomacy (New York: Dell Publishing Company, 1959, 1962)*
598 *Ibid*
599 *J. A. Hobson, Imperialism: A Study (London: Archibald Constable & Co., Ltd, 1905)*
600 *Ibid*
601 *Ibid*
602 *Ibid*
603 *Ibid*
604 *Thomas Hodgskin, The Natural and Artificial Right of Property Contrasted (London: B. Steil, 1832)*
605 *Williams, Tragedy of American Diplomacy*
606 *Ibid*
607 *Ibid*
608 *William Appleman Williams, The Contours of American History (Cleveland and New York: The World Publishing Company, 1961)*
609 *Joseph R. Stromberg, "The Role of State Monopoly Capitalism in the American Empire" Journal of Libertarian Studies Volume 15, no. 3 (Summer 2001) http://www.mises.org/journals/jls/15_3/15_3_3.pdf Captured October 28, 2003)*
610 *Williams, Contours of American History*
611 *Martin Sklar, The Corporate Reconstruction of American Capitalism, 1890-1916: The Market, the Law, and Politics (Cambridge, New York and Melbourne: Cambridge University Press, 1988); Karl Kautsky, "Imperialism and the War," International Socialist Review (November 1914), trans. by William E. Bohn http://www.marxists.org/archive/kautsky/works/1910s/war.html Captured*

September 23, 2002
612 *Williams, Tragedy of American Diplomacy*
613 *Martin J. Sklar, "Woodrow Wilson and the Political Economy of Modern United States Liberalism," in Murray Rothbard and Ronald Radosh, eds., A New History of Leviathan: Essays on the Rise of the American Corporate State (New York: E. P. Dutton & Co., Inc., 1972)*
614 *Ibid*
615 *Ibid*
616 *Williams, Tragedy of American Diplomacy*
617 *Ibid*
618 *Ibid*
619 *Robert Freeman Smith, "American Foreign Relations, 1920-1942", in Barton J. Bledstein, ed., Towards a New Past: Dissenting Essays in American History (New York: Vintage Books, 1967, 1968)*
620 *Ibid*
621 *The rest of this paragraph, unless otherwise noted, is based on Laurence H. Shoup and William Minter, "Shaping a New World Order: The Council on Foreign Relations' Blueprint for World Hegemony, 1939-1945", in Holly Sklar, ed., Trilateralism: The Trilateral Commission and Elite Planning for World Management (Boston: South End Press, 1980)*
622 *Robert Stinnett, Day of Deceit: The Truth About FDR and Pearl Harbor (New York: Free Press, 1999)*
623 *Williams, Tragedy of American Diplomacy*
624 *Gabriel Kolko, Confronting the Third World: United States Foreign Policy 1945-1980 (New York: Pantheon Books, 1988)*
625 *United States Participation in the Multilateral Development Banks in the 1980s. Department of the Treasury (Washington, DC: 1982)*
626 *Gabriel Kolko, The Roots of American Foreign Policy: An Analysis of Power and Purpose (Boston: Beacon Press, 1969)*
627 *G. William Domhoff, The Power Elite and the State: How Policy is Made in America (New York: Aldine de Gruyter, 1990)*
628 *Ibid*
629 *Leonard P. Liggio, "American Foreign Policy and National Security Management," in Rothbard and Radosh, eds., New History of Leviathan*
630 *Williams, Tragedy of American Diplomacy*
631 *George Orwell, 1984. Signet Classics reprint (New York: Harcourt Brace Jovanovich, 1949, 1981)*
632 *Cheryl Payer, The Debt Trap: The International Monetary Fund and the Third World (New York: Monthly Review Press, 1974); Walden Bello, "Structural Adjustment Programs: 'Success' for Whom?" in Jerry Mander and Edward Goldsmith, eds., The Case Against the Global Economy (San Francisco: Sierra Club Books, 1996); Bruce Franklin. "Debt Peonage: The Highest Form of Imperialism?" Monthly Review 33:10 (March 1982)*
633 *Payer, Debt Trap*
634 *David Korten, When Corporations Rule the World (West Hartford, Conn.: Kumarian Press, 1995; San Francisco, Calif.: Berrett-Koehler, Publishers, Inc., 1995)*
635 *Bruce Rich, "The Cuckoo in the Nest: Fifty Years of Political Meddling by the World Bank," The Ecologist (January/February 1994)*
636 *Holly Sklar, "Overview," in Holly Sklar, ed., Trilateralism: The Trilateral Commission and Elite Planning for World Management (Boston: South End Press, 1980)*
637 *Walden Bello, Development Debacle: The World Bank in the Philippines (San Francisco: Institute for Food & Development Policy, 1982)*
638 *Joseph R. Stromberg, "Experimental Economics, Indeed" Ludwig von Mises Institute, January 6, 2004 http://www.mises.org/fullstory.asp?control=1409 Captured July 25, 2004*
639 *Rich, "Cuckoo in the Nest"*
640 *Ibid*
641 *Ibid*
642 *Sean Corrigan, "You Can't Say That!" August 6, 2002 http://www.lewrockwell.com/corrigan/corrigan13.html Captured August 6, 2002*
643 *Thomas Friedman, "What the World Needs Now," New York Times, March 28, 1999*
644 *Paul Baran and Paul Sweezy, Monopoly Capitalism: An Essay in the American Economic and Social Order (New York: Monthly Review Press, 1966)*
645 *Christopher Layne and Benjamin Shwartz, "American Hegemony Without an Enemy," Foreign Policy (Fall 1993)*
646 *Oliver MacDonough, "The Anti-Imperialism of Free Trade," The Economic History Review (Second Series) 14:3 (1962)*
647 *Joseph R. Stromberg, "Free Trade, Mercantilism and Empire", February 28, 2000 http://www.antiwar.com/stromberg/s022800.html Captured May 1, 2002*
648 *Layne and Shwartz, "American Hegemony Without an Enemy" 5, 12*
649 *Domhoff, Power Elite and the State*
650 *Noam Chomsky, Deterring Democracy (New York: Hill and Wang, 1991, 1992)*
651 *Domhoff, Power Elite and the State*
652 *Ibid*
653 *William Yandell Elliot, ed., The Political Economy of American Foreign Policy (Holt, Rinehart & Winston, 1955)*
654 *Thomas Barnett, "The Pentagon's New Map," Esquire March 2003 http://www.thomaspmbarnett.com/published/pentagonsnewmap.htm Captured July 26, 2004*
655 *Thomas Carothers, "The Reagan Years: The 1980s," in Abraham F. Lowenthal, ed., Exporting Democracy (Baltimore: Johns Hopkins, 1991)*
656 *Ibid*
657 *William Blum. Killing Hope: U.S. Military and CIA Interventions Since World War II (Monroe, Maine: Common Courage Press, 1995)*
658 *Kolko, Confronting the Third World*
659 *Hobson, Imperialism*
660 *Rudolf Hilferding, Finance Capital, ed. and trans. By Tom Bottomore (London and Boston: Routledge & Kegan Paul, 1910, 1981)*
661 *Ibid*
662 *Ibid*
663 *Ibid*
664 *Ibid*
665 *Ibid*
666 *Ibid*
667 *Ibid*
668 *Nikolai Bukharin, Imperialism and World Economy (International Publishers, 1929 (written 1915-1917) http://www.marxists.org/archive/bukharin/works/1917/imperial/ Captured October 28, 2003 Chapter VII*
669 *Kwame Nkrumah, Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism (New York: International Publishers, 1965)*
670 *Joseph Schumpeter, "Imperialism," in Imperialism, Social Classes: Two Essays by Joseph Schumpeter. Translated by Heinz Norden.*

Introduction by Hert Hoselitz (New York: Meridian Books, 1955)
671 *Sklar, Corporate Reconstruction of American Capitalism*
672 *Schumpeter, "Imperialism"*
673 *Stromberg, "Role of State Monopoly Capitalism"*
674 *Ibid*
675 *Schumpeter, "Imperialism"*
676 *W. R. Bailey, The One-Man Farm, qt. in L. S. Stavrianos, The Promise of the Coming Dark Age (San Francisco: W. H. Freeman and Co., 1976)*
677 *Walter Adams and James Brock, The Bigness Complex (New York:Pantheon Books, 1986)*
678 *Seymour Melman, Profits Without Production (New York: Alfred A. Knopf, 1983)*
679 *Qt. in Barry Stein, Size, Efficiency, and Community Enterprise (Cambridge, Mass.: Center for Community Economic Development, 1974)*
680 *Adams and Brock, Bigness Complex*
681 *Mark J. Green, et al., eds., The Closed Enterprise System. Ralph Nader's Study Group Report on Antitrust Enforcement (New York: Grossman Publishers, 1972)*
682 *Adams and Brock, The Bigness Complex*
683 *Murray Rothbard, "Confessions of a Right-Wing Liberal," in Henry J. Silverman, ed., American Radical Thought: The Libertarian Tradition (Lexington, Mass.: D.C. Heath and Co., 1970)*
684 *Hilferding, Finance Capital*
685 *Bukharin, Imperialism and World Economy Chapter VII*
686 *Baran and Sweezy, Monopoly Capitalism*
687 *Ibid*
688 *Paul Mattick, "The Economics of War and Peace," Dissent (Fall 1956)*
689 *Ibid*
690 *Baran and Sweezy, Monopoly Capitalism*
691 *James O'Connor, Accumulation Crisis (Oxford: Basil Blackwell Ltd, 1984)*
692 *Ibid*
693 *See material from James O'Connor, The Fiscal Crisis of the State (New York: St. Martin's Press, 1973),in Chapter Six above*
694 *O'Connor, Fiscal Crisis*
695 *"Head to Head: M6 Toll Road," BBC News, December 9, 2003 http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/3303629.stm Captured December 10, 2003*
696 *"World Oil Supplies Running Out Faster than Expected," Oil and Gas Journal, August 12, 2002. See also George Monbiot, "Bottom of the Barrel," the Guardian, 2nd December 2003 http://www.monbiot.com/ ; Colin J. Campbell and Jean H. Laherrère, "The End of Cheap Oil," Scientific American, March 1998. http://news.bbc.co.uk/1/hi/business/3777413.stm Captured May 15, 2004*
697 *Warren Johnson, Muddling Toward Frugality (San Francisco: Sierra Club Books, 1978)*
698 *Ivan Illich, Tools for Conviviality (New York: Harper & Row, 1973)*
699 *Kaveh Pourvand, private email, October 29, 2003*
700 *O'Connor, Fiscal Crisis of the State*
701 *Jürgen Habermas, Legitimation Crisis. Trans. by Thomas McCarthy (United Kingdom: Polity Press, 1973, 1976)*
702 *Robert Shea and Robert Anton Wilson, The Illuminatus! Trilogy (New York: Dell Publishing Co., Inc., 1975)*
703 *Ibid*
704 *Paul Goodman, Like a Conquered Province (New York: Vintage Books, 1965)*
705 *Paul Goodman, People or Personnel (New York: Vintage Books, 1963)*
706 *Ibid*
707 *Ursula LeGuin, The Dispossessed (New York: Harper Paperbacks, 1974)*
708 *Paul Goodman, The Community of Scholars (New York: Vintage Books, 1964)*
709 *Goodman, People or Personnel*
710 *Habermas, Legitimation Crisis*
711 *Ibid*
712 *Ibid*
713 *Richard K. Moore, "Escaping the Matrix," Whole Earth (Summer 2000)*
714 *Samuel P. Huntington, Michael J. Crozier, Joji Watanuki. The Crisis of Democracy. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission: Triangle Paper 8 (New York: New York University Press, 1975)*
715 *Ibid*
716 *Ibid*
717 *Ibid*
718 *Ibid*
719 *Ibid*
720 *Ibid*
721 *Frank Morales, "U.S. Military Civil Disturbance Planning: The War at Home" Covert Action Quarterly 69, Spring-Summer 2000, http://infowar.net/warathome/warathome.html Captured April 15, 2001. The last quote is from Donald Goldberg and Indy Badhwar, "Blueprint for Tyranny," Penthouse Magazine August 1985*
722 *Harry C. Boyte, The Backyard Revolution: Understanding the New Citizen Movement (Philadelphia: Temple University Press, 1980)*
723 *Ibid*
724 *Ibid*
725 *David M. Gordon. Fat and Mean: The Corporate Squeeze of Working Americans and the Myth of Management Downsizing (New York: The Free Press, 1996)*
726 *Guy Pauker, Military Implications of a Possible World Order Crisis in the 1980s R-2003-AF (Santa Monica: Rand Corporation, November 1977); Pauker, Sources of Instability in Developing Countries P-5029 (Santa Monica: Rand Corporation, June 1973)*
727 *O'Connor, Accumulation Crisis*
728 *Moore, "Escaping the Matrix"*
729 *Ibid ; voir aussi Sam Smith, "How You Became the Enemy," (Progressive Review 1997). http://www.mega.nu:8080/ampp/enemy.html captured April 15, 2001*
730 *Diane Cecilia Weber, "Warrior Cops: The Ominous Growth of Paramilitarism in American Police Departments" Cato Briefing Paper No. 50, 26 August 1999. http://www.cato.org/pubs/briefs/bp-050es.html Captured April 15, 2001*
731 *Alfonso Chardy, "Reagan Aides and the 'Secret' Government" Miami Herald 5 July 1987 http://www.totse.com/en/conspiracy/the_new_world_order/scrtgovt.html Captured April 15, 2001; see also Diana Reynolds, "The Rise of the National Security State: FEMA and the NSC" Covert Action Information Bulletin #33 (Winter 1990). Reproduced by The Public Eye http://publiceye.org/liberty/fema/Fema_1.htm Captured April 15, 2001*
732 *Morales, "U.S. Military Civil Disturbance Planning"; Paul Rosenberg, The Empire Strikes Back: Police Repression of Protest From*

Seattle to L.A. L.A. Independent Media Center (August 13 2000) <http://www.r2kphilly.org/pdf/empire-strikes.pdf> Captured April 15, 2001; Alexander Cockburn, "The Jackboot State: The War Came Home and We're Losing It" Counterpunch (May 10 2000) http://www.counterpunch.org/jackboot.html Captured April 15, 2001

733 "US Army Intel Units Spying on Activists" Intelligence Newsletter #381 (April 5, 2000) http://www.infoshop.org/news5/army_intel.html captured March 27, 2001

734 Jim Redden, "Police State Targets the Left" The Zoh Show: Newsbytes (May 2, 2000) http://www.zohshow.com/News/Newsbytes/tidbits050200b.htm Captured March 25, 2001; Jim Redden, Snitch Culture: How Citizens are Turned into the Eyes and Ears of the State (Venice, Calif.: Feral House, 2000)

735 See Rosenberg, The Empire Strikes Back

736 Ibid

737 Moore, "Escaping the Matrix"

738 O'Connor, Accumulation Crisis

739 Ibid

740 RKM, "about those torture photos..." Cyberjournal, May 19, 2004. http://cyberjournal.org/cj/show_archives/?id='811'&batch='16'&lists='cj' Captured August 8, 2004. Richard K. Moore invites comments on these views; he can be reached by email at richard@cyberjournal.org

741 Pollock, "State Capitalism," Studies in Philosophy and Social Science, IX, No. 3 (1941); Franz Neumann, Behemoth (1942); Adorno and Horkheimer, Dialectic of Enlightenment (1944). All cited in Michael Harrington, The Twilight of Capitalism (Simon and Schuster, 1976)

742 Brazil proposes creation of G-20 free trade area," December 13, 2003 www.chinaview.cn 2003-12-13 11:13:39 http://news.xinhuanet.com/english/2003-12/13/content_1229296.htm Captured December 14, 2003

743 Pierre-Joseph Proudhon, Système des Contradictions Économiques ou Philosophie de la Misère

744 Pierre-Joseph Proudhon, De la Capacité Politique des Classes Ouvrières

745 Pierre-Joseph Proudhon, Idée Générale de la Révolution au XIXe siècle

746 Pierre-Joseph Proudhon, Du Principe Fédératif

747 Proudhon, Idée Générale de la Révolution

748 Pierre-Joseph Proudhon, Contradictions Politiques : Théorie du Mouvement Constitutionnel au XIXe siècle

749 Proudhon, Idée Générale de la Révolution

750 Ibid

751 Brian A. Dominick, "An Introduction to Dual Power Strategy," http://www.anarchistcommunitarian.net/articles/theory/bdsdp.shtml Captured Aug. 21, 2004

752 Peter Staudenmaier, "Anarchism and the Cooperative Ideal," The Communitarian Anarchist 1:1

753 Jonathan Simcock, "Editorial for Current Edition," Total Liberty 1:3 (Autumn 1998) http://www.spunk.org/library/pubs/tl/sp001872.html Captured August 22, 2004

754 Proudhon, De la Capacité Politique des Classes Ouvrières

755 Qt. in Larry Gambone, For Community: The Communitarian Anarchism of Gustav Landauer (Montreal: Red Lion Press, 2001)

756 Proudhon, De la Capacité Politique des Classes Ouvrières

757 James J. Martin, Men Against the State: The Expositors of Individualist Anarchism in America, 1827-1908 (Colorado Springs: Ralph Myles, Publisher, Inc., 1970)

758 Dominick, "Introduction to Dual Power Strategy."

759 Ibid

760 Ken MacLeod, The Star Fraction (published as part of The Fall Revolution trilogy) (New York: SFBC, 1995, 2001)

761 Benjamin Tucker, "Protection, and Its Relation to Rent," Liberty October 27, 1888, in Benjamin Tucker, Instead of a Book, By a Man Too Busy to Write One. Gordon Press facsimile (New York: 1973 [1897])

762 Ed Stamm. "Anarchists Condemn Anti-WTO Riots," The Match! #25 (Spring 2000)

763 I won't get into the ideologically charged and fruitless polemical dispute over whether an anarcho-capitalist can legitimately claim the individualist anarchist label.

764 Gambone, For Community

765 Murray Rothbard, "Confiscation and the Homestead Principle," The Libertarian Forum (June 15, 1969)

766 Murray Rothbard, "How and How Not to Desocialize," The Review of Austrian Economics 6:1 (1992)

767 Benjamin Tucker, "Voluntary Co-Operation," Liberty, May 24, 1890, in Tucker, Instead of a Book

768 Benjamin Tucker, "State Socialism and Anarchism," in Ibid

769 Roderick T. Long, "Dismantling Leviathan From Within," Part II: The Process of Reform. Formulations 3:1 (Autumn 1995) http://www.libertariannation.org/a/f313.html Captured August 21, 2004

770 Chris Matthew Sciabarra, Total Freedom: Toward a Dialectical Libertarianism (University Park, Penn.: The Pennsylvania State University Press, 2000)

771 Arthur Silber, "In Praise of Contextual Libertarianism," The Light of Reason, November 2, 2003 http://coldfury.com/reason/comments.php?id=P1229_0_1_0_C Captured August 21, 2004

772 Roderick T. Long, "Toward a Libertarian Theory of Class," Social Philosophy & Policy 15:2 (1998)

773 From The Machinery of Freedom, qt. in Ibid

774 Ibid

775 Keith Preston, "Conservatism is Not Enough: Reclaiming the Legacy of the Anti-State Left," American Revolutionary Vanguard http://www.attackthesystem.com/conservatism.html Captured August 22, 2004

776 David De Leon, The American as Anarchist: Reflections on Indigenous Radicalism (Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press, 1978)

777 The People's Bicentennial Commission, Common Sense II: The Case Against Corporate Tyranny (New York: Bantam, 1975)

778 Brian Doherty, "Libertarians and Greens: Room for Alliance?" Reason Online Hit & Run, August 2, 2004 http://www.reason.com/hitandrun/006330.shtml Captured August 21, 2004. See especially the comments

779 Long, "Toward a Libertarian Theory of Class"

780 Ibid

781 Larry Gambone, "An Anarchist Strategy Discussion," http://www.mutualist.org/id13.html Captured August 22, 2004

782 See also Larry Gambone, Sane Anarchy (Montreal: Red Lion Press, 1995)

783 Gambone. "What is Anarchism?" Total Liberty 1:3 (Autumn 1998) http://www.spunk.org/library/pubs/tl/sp001872.html Captured August 22, 2004

784 Sciabarra, Total Freedom

785 See, for example, "V. Separation of Law and State," in Keith Preston's "Philosophical Anarchism and the Death of Empire" American Revolutionary Vanguard http://www.attackthesystem.com/philo.html Captured August 22, 2004

786 Rothbard, "Confiscation and the Homestead Principle"

787 Dominick, "Introduction to Dual Power Strategy."

788 Karl Hess and David Morris, Neighborhood Power: The New Localism (Boston: Beacon Press, 1975)

789 *David Ronfeldt, The Zapatists "Social Netwar" in Mexico. MR-994-A (Santa Monica: Rand, 1998)*
790 *Proudhon, De la Capacité Politique des Classes Ouvrières*
791 *Pierre-Joseph Proudhon, Théorie de la Propriété, 1866*
792 *Mikhail Bakunin, "After the Revolution: Marx Debates Bakunin," quoted in Roderick Long, "Toward a Libertarian Theory of Class"*
793 *Ursula LeGuin, The Dispossessed (New York: Harper Paperbacks, 1974)*
794 *Michael Seidman, "Towards a History of Workers' Resistance to Work: Paris and Barcelona during the French Popular Front and the Spanish Revolution, 1936-38" http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/2379/seid2.htm Captured August 10, 2001*
795 *Robert Michels, Political Parties. Translated by Eden Paul and Cedar Paul (New York: The Free Press, 1962)*
796 *Max Nomad, "Karl Marx--Anti-Bourgeois or Neo-Bourgeois?" reproduced at Collective Action Notes http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/2379/nomad.htm Captured August 10, 2001*
797 *Karl Hess, "Where are the Specifics?" Libertarian Forum (June 15, 1969)*
798 *Samuel Edward Konkin, New Libertarian Manifesto Second Edition (Koman Publishing, 1983). Unauthorized edition online at Anarchist Library http://flag.blackened.net/daver/anarchism/nlm/nlm1.html Captured February 16, 2002. Chapter I*
799 *Karl Hess, "Where Are the Specifics?"*
800 *Roderick Long, "A Plea for Public Property" Formulations 5:3 (Spring 1998) http://www.libertariannation.org/a/f53l1.html Captured August 21, 2004*
801 *Carlton Hobbs, "Common Property in Free Market Anarchism: A Missing Link" <http://www.anti-state.com/article.php?article_id=362> Captured August 21, 2004*
802 *See his website, Mutualize!, at http://www.geocities.com/vcmtalk/mutualize*
803 *Proudhon, Du Principe Fédératif*
804 *Proudhon, Philosophie de la Misère*
805 *Benjamin Tucker, "Relation of the State to the Individual," Liberty, November 15, 1890, in Tucker, Instead of a Book*
806 *Benjamin Tucker, "More Questions," Liberty, January 28, 1888, in Tucker, Instead of a Book*
807 *Benjamin Tucker, "Tu-Whit! Tu-Whoo!" Liberty, October 24, 1885, in Tucker, Instead of a Book 55-8; "Rights and Duties Under Anarchy," Liberty, December 31, 1887, in Ibid. 58-60; "More Questions," in Ibid. 61-2; "Property Under Anarchism," Liberty, July 12, 1890, in Ibid. 312*